

JOSEPH DE MAISTRE

ET

LA POLITIQUE DE LA MAISON DE SAVOIE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

J. MANDOUL

PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE AU LYCÉE DE TOULOUSE

PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1899

— TOUTS DROITS RÉSERVÉS —

JOSEPH DE MAISTRE

ET

LA POLITIQUE DE LA MAISON DE SAVOIE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

JOSEPH DE MAISTRE

ET

LA POLITIQUE DE LA MAISON DE SAVOIE

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

J. MANDOUL

PROFESSEUR AGRÉGÉ D'HISTOIRE AU LYCÉE DE TOULOUSE



PARIS

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1899

— TOUS DROITS RÉSERVÉS —

TOULOUSE, IMPRIMERIE VIAELLE ET PERRY, RUE DU MAY

A MON MAITRE

M. CHARLES MOLINIER

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES DE TOULOUSE

Hommage respectueux.

INTRODUCTION

A deux reprises, pendant ce siècle, la Maison de Savoie a traversé une crise terrible, dans laquelle son existence même a été mise en question. Après Marengo, elle est chassée de ses possessions continentales ; après Novare, elle se trouve à la discrétion de la Maison d'Autriche.

Dans ces deux crises, la Maison de Savoie a eu le rare bonheur d'avoir auprès d'elle des dévouements à toute épreuve, des intelligences de premier ordre. Elle n'a pas su toujours les apprécier à leur valeur réelle. Si le premier roi d'Italie, Victor Emmanuel, a donné au comte de Cavour toute sa confiance, il n'en a pas été de même du roi de Sardaigne, Victor Emmanuel I^{er}, qui n'a pu parvenir à comprendre les qualités d'homme d'état de Joseph de Maistre, à peine a-t-il reconnu ses services diplomatiques.

Joseph de Maistre n'a pas eu, comme Cavour, l'occasion de donner sa mesure. Tout semblait l'appeler à jouer un très grand rôle sur la scène politique de l'Europe. L'action toute-puissante lui a manqué, les circonstances l'ont trahi. Il se jugeait avec trop de modestie, lorsque, découragé sans doute, il écrivait à sa fille Constance : « Je pense comme toi sur mon caractère, et je passe volontiers condamnation sur le côté faible. *Dieu le fit pour penser, et non pas pour vouloir*. Je ne sais pas agir, je passe mon temps à contempler (1). »

Sa vie contredit ces paroles. Sa mission à Pétersbourg a été une œuvre non de contemplation, mais d'action forte, persévérante : l'histoire en est intimement liée à celle de la restauration

(1) Lettre et op. I. Turin, 21 février 1820.

de la Maison de Savoie, de son agrandissement même en 1815. (1) S'il n'a pas fait davantage, s'il n'a pas pu voir le Piémont prendre la première place en Italie et devenir une puissance capable de défendre les intérêts généraux de la péninsule, — c'est que, moins heureux que Cavour, il n'a été qu'un serviteur incompris, un ministre méconnu. Sa fidélité inébranlable, aussi

(1) *Bibliographie*. Les sources principales pour l'histoire de l'œuvre politique de J. de Maistre sont ses *Lettres et Opuscules* (2 vol.), trois fois édités par son fils Rodolphe : — surtout, ses *Mémoires et Correspondance Diplomatique*, publiés en trois volumes par Alb. Blanc. Le 1^{er} vol. de cette dernière publication (que je citerai dans les notes sous le seul titre de *Mémoires*) comprend, avec quelques lettres antérieures, une partie de la correspondance de 1803 à 1810 : j'ai pu compléter ce volume par un assez grand nombre de lettres inédites que j'ai compulsées aux Archives d'Etat de Turin ; d'autre part, la *Biblioteca civica* de Turin possède douze lettres également inédites de J. de Maistre. — Pour la période de 1810 à 1817, j'ai dû le plus souvent me référer aux deux volumes de M. Blanc (que je citerai sous le titre de *Correspondance Diplomatique* I et II) ; chose étrange, la plupart des originaux de cette seconde période n'ont pu m'être fournis ; je n'ai trouvé dans les *Mazzi* du *Carteggio diplomatico*, à ces dates, qu'un petit nombre de lettres, dont voici l'énumération : *Année 1810*, 5 lettres (15/27 janv. ; 30 mai/11 juin ; 24 août/5 sept. ; 10/22 sept. ; 14/26 sept.). *Année 1811*, 2 lettres (20 août/1^{er} sept. ; 10/22 sept.). *Année 1812*, 3 lettres (20 août/10 sept. ; 11/23 sept. ; 6/18 oct.). *Année 1813*, 5 lettres (24 avril/6 mai ; 29 juil./10 août ; 15 mai, celle-ci très incomplètement éditée par Blanc ; 8 oct. ; 21 nov./2 déc.). *Année 1814*, 5 lettres (une note pour le comte Balbo, sans date ; 13/25 févr. ; 18/30 nov. ; 7/19 déc. (au roi) ; 7/19 déc. (au comte Balbo)). *Année 1815*, 15 lettres (9/21 févr. ; 9/21 févr. (2 pages 1/2 laissées de côté par Blanc) ; 21 janv./2 févr. ; 6/18 avril (datée inexactement par Blanc du 28 avril) ; 6/18 avril ; 30 mars/11 avril : 14/26 juin ; 28 mai/3 juin ; 13/25 juil. ; 12/24 oct. : 28 sept./10 oct. (au roi), 28 sept./10 oct. (au comte de Vallaise) ; 16/28 nov. (non publiée par Blanc, rectification au *Palmaverde*) ; 26 oct./7 nov. ; 26 oct./7 nov.). *Année 1816*, 17 lettres (11/23 mars ; 14/26 mars ; 29 févr./12 mars (P. S. non cité par Blanc) ; 25 févr./8 mars ; 16/28 juin ; 6/18 juin (datée inexactement par Blanc, 16/28) ; 15/27 août ; 8/20 août ; 4/16 août ; 25 juil./9 août ; 12/24 sept. ; 5/17 sept. ; *id.* ; 22 août/3 sept. ; 27 oct./8 nov. ; 31 oct./11 nov. ; 15 nov.). *Année 1817*, 11 lettres (22 déc./3 janv. ; 5/17 janv. ; 15/27 janv. ; 14/26 avril ; 6/18 avril ; 27 mars/8 avril ; 25 mars/6 avril ; 18/30 mai (lettre de Rod. de Maistre) ; 27 avril/9 mai ; 20 avril/2 mai. Paris, 5 juillet). — Que sont devenues les autres lettres publiées par M. Blanc ?

Il faut ajouter une lettre du 29 déc. 1813/10 janv. 1814, qui se trouve dans la section des autographes du musée des Archives d'Etat.

Tout en rendant hommage à la courtoisie du cav. Amour Vincenzo, premier archiviste d'Etat, je dois déclarer que je n'ai pu obtenir communication de la correspondance de la secrétairerie d'Etat, de 1803 à 1817. Toutefois, une partie de cette correspondance se trouve éparse soit dans l'*Histoire de la Monarchie piémontaise* de N. Bianchi, ancien surintendant des Archives d'Etat, soit dans l'*Histoire de la Cour de Savoie pendant la Révolution et l'Empire* de D. Carutti, soit encore dans l'*Histoire de la Diplomatie européenne en Italie*, de N. Bianchi, vol. I et II.

Pour les rapports de la Sardaigne et de la France, j'ai compulsé aux Archives des affaires étrangères, le fonds Sardaigne 281, le fonds Russe 247 et le fonds

bien que sa conception de la politique italienne moderne, les résultats qu'il avait obtenus, comme les espérances que pouvait donner sa profonde intelligence des intérêts de la Maison de Savoie, tout cependant paraissait le destiner à inaugurer, dès 1815, la politique, qui, dans la seconde partie de ce siècle, a fait du Piémont la première puissance et, pour ainsi dire, la personification même de l'Italie moderne.

Suisse 450; aux Archives nationales le fonds de la secrétairerie d'Etat, Aff. étr. 1700; la *Correspondance de Napoléon*, les *Mémoires* du prince Ad. Czartoryski, ceux de Talleyrand, etc. On trouvera, d'ailleurs, indiqués dans les différentes notes, en même temps que les ouvrages de seconde main, les Mémoires ou Correspondances qui peuvent être utilisés pour l'histoire de la Sardaigne au commencement du dix-neuvième siècle.

Est-il besoin de dire que l'on ne pouvait laisser de côté, dans cette étude, les œuvres théoriques de J. de Maistre, telles que les *Considérations sur la France*, *le Pape*, *les Soirées de Saint-Petersbourg*, etc. ?

J'ai consulté encore avec profit *Der Rastatter Congress und die zweite coalition*, par Huffer; *Geschichte Europa's in XIX^e Jahrhundert*, par Stern; *Die Geistigen Bewegungen in Russland in der ersten Hälfte des XIX^e Jahrhunderts*, von Pypin (traduit du russe en allemand, par Boris Minzes).

LIVRE I

JOSEPH DE MAISTRE

ET

LA POLITIQUE PIÉMONTAISE PENDANT LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Le caractère de J. de Maistre (1)

On a tour à tour rattaché J. de Maistre aux différents partis politiques qui se combattent en Europe : suivant les uns, c'est le chef de l'école ultramontaine, le défenseur intransigeant des théories du droit divin (2), « un colonel de zouaves pontificaux dans la littérature (3) », d'autres ont vu en lui une sorte d'aristocrate hautain, qui défend les privilèges de son ordre contre l'arbitraire des rois (4) ; on a été jusqu'à vouloir l'enrôler parmi les partisans des théories césariennes (5). Et, de fait, ses ouvrages théoriques donnent matière à une assez grande variété d'interprétation, pour que J. de Maistre puisse fournir des arguments, des armes à des partis opposés.

(1) Régulièrement, la particule devrait toujours aller avec un titre nobiliaire, duc, comte, etc. V. Lettre et op. II. Lettre à M. de Syon, 14 nov. 1820 : « Me permettez-vous, Monsieur, de vous faire une petite chicane grammaticale ? La particule *de*, en français, ne peut se joindre à un nom propre commençant par une consonne, à moins qu'elle ne suive un titre : ainsi, vous pouvez fort bien dire *Le vicomte de Bonald a dit*, mais non pas *De Bonald a dit* : il faut dire *Bonald a dit...* » A la cour de Cagliari, on l'appelle le comte Maistre (Bianchi IV. Docum. Lettre de Vict. Emmanuel). Lui-même signe *Maistre* ou *comte Maistre*. Néanmoins, nous nous conformerons à l'usage, qui permet de l'appeler *de Maistre*.

(2) On sait que Ballanche l'a appelé le Prophète du passé. — Cf. Ch. de Rémusat. *Revue des Deux-Mondes*, mai-juin 1857. *Le traditionalisme* : de Bonald et de Maistre. — V. aussi *Revue britannique*, août 1843.

(3) *Die Hauptströmungen der Litteratur des XIX^e Jahrhunderts*, von G. Brandès. Band. 3, p. 12.

(4) Em. Faguet. *Politiques et moralistes du dix-neuvième siècle* : « C'est un patricien hautain, absolu avec un léger mélange de mysticisme... » M. Faguet a écrit plus récemment. « Il était libéral pour la cour de Turin, en ce sens qu'il était parlementaire, qu'il était aristocrate, qu'il était pour tous les privilèges des ordres et des corps constitués. » (*Journal des Débats*, 16 août 1895).

(5) Sainte-Beuve, act. de 1851.

Mais tout, en J. de Maistre, cède à une qualité essentielle, la fidélité absolue à la Maison de Savoie. Un loyalisme inébranlable, qui s'est affirmé dès l'invasion de la Savoie en 1792, voilà ce qui donne à J. de Maistre son véritable caractère : il n'est d'aucune faction, d'aucun parti : c'est à la Maison de Savoie qu'il consacre tout ce qu'il peut avoir de force physique, d'intelligence, de génie politique.

Il appartient à une famille parlementaire ; tout jeune encore, il est lui-même entré dans la magistrature savoyarde (1). Le culte de la famille, le respect de l'autorité, puisés dans l'obéis-

(1) J. de Maistre est né à Chambéry, le 1^{er} avril 1764 (lettre 1/13 oct. 1812.) D'après Rod. de Maistre (Notice biog.) sa famille était originaire du Languedoc. Elle se divisa, assure-t-on, au début du dix-septième siècle, en deux branches : l'une demeura en France, l'autre s'établit à Nice. Rod. de Maistre, et, récemment, M. Descostes (*J. de Maistre avant la Révolution*) affirment que le nom de Maistre figura plusieurs fois dans la liste des capitouls de Toulouse.

Aux *Archives municipales* de Toulouse, je n'ai trouvé, dans la liste des capitouls, qu'un *Bernardus Magistri*, capitoul en 1321 et 1328 (sans désignation de profession), et un *Guillaume Mestre*, qualifié de bourgeois et de marchand, capitoul en 1646, chargé de la police (*Annales manusc. de la ville de Toulouse*, B. B. 229) et dont on trouve la signature très nette au bas de quelques pièces : par exemple, mandat de paiement d'un balayeur (*Arch. mun.*, C. C. 1408) ; dans la collection des *Comptes*, année 1646, il figure sous le nom de *Guill. de Mestre*.

D'autre part, dans les *Arch. du Parlem. de Toulouse*, il est fait mention de plusieurs personnes du même nom : Bernard Mestre, qui épouse, le 30 août 1587, une demoiselle Jeanne Gendre (*Reg. des Insinuations*, V, f^o 343) ; Jean Mestre, sergent royal, 10 mai 1593 (*id.*, VII, 719) ; Pierre du Mestre, capitaine, qui, le 1^{er} juillet 1599, fait une donation en faveur de J.-J. du Mestre, son frère (*id.*, VIII, 962) ; cette donation se rattacherait-elle à l'émigration d'une branche de la famille Maistre ? En tout cas, le texte n'y fait aucune allusion.

Pendant le dix-septième siècle, on rencontre encore des Maistre dans le Languedoc ; deux notaires royaux : l'un, Annet Maistre, achète l'étude de M^e Puymorin, en 1619 (*Arch. des Notaires de Toulouse*, acte Maistre), et le roi le confirme dans sa charge (*Arch. du Parl.*, reg. des Insin., XXI, 345) ; son dernier acte notarié est d'avril 1665 ; — l'autre, J. de Mestre, achète le 6 févr. 1651, à la veuve Ploirac, un office de notaire royal (*id.*, *id.*, XXVIII, 512).

Il faut citer, en outre, Arnaud de Mestre, d'abord conseiller (1637), puis lieutenant criminel (1654) en la sénéchaussée de Bigorre (*id.*, reg. des édits, XVIII, 51-XIX, 274), et Jean-François de Maistre, avocat du roi au Sénéchal de Carcassonne, *id.*, reg. des Offices, XXV, 206 et XIII, 127, 128).

Il ne m'a pas été possible de retrouver les traces du départ des Maistre du Languedoc. Dans les *Testaments mystiques* (*Arch. des not.*) on lit un testament de Jeanne-Marie de Mestre (1674).

D'après M. Descostes (*op. cit.*), François Maistre meurt à Nice en 1695. Or, le *Registre des Offices*, XIII, 127, contient des lettres de provision mentionnant que le sieur Fr. de Maistre s'est démis de sa charge en faveur de Jean-François de M. (1690). Ce François serait-il le fondateur de la branche savoyarde des

sance filiale, dans une « soumission amoureuse pour ses parents. » Voilà ce qu'on peut tout d'abord constater chez lui, dès sa plus tendre jeunesse. Etudiant à Turin, il ne lit jamais un livre sans en avoir obtenu l'autorisation de sa mère. On le voit passer par les divers degrés de la hiérarchie parlementaire; de bonne heure, il est substitut-avocat-fiscal-général-surnuméraire; en 1788, il devient sénateur, c'est-à-dire conseiller au Parlement de Savoie. Le respect des traditions, et surtout des lois, par suite du pouvoir royal qui les fait, ce dut être là le trait dominant de sa vie de magistrat. Il était, dit-il lui-même, « né dans une maison de haute magistrature, élevé dans toute la sévérité antique, abîmé dès le berceau dans les études sérieuses, membre d'un sénat gallican pendant vingt ans... (1) » Et quel membre d'un Parlement français ne considérerait le respect envers la royauté comme le fondement même de l'ordre public? Mais si J. de Maistre est attaché à la royauté, à la personne même du roi, c'est, sans doute, par devoir, par tradition, c'est aussi par goût et par reconnaissance; la royauté n'est-elle pas, à ses yeux, la dispensatrice de tous les biens dont sa famille a été honorée (2)?

Il a donné lui-même la formule de sa fidélité :

Maistre? Le père de J. de Maistre naquit à Apremont, dans le comté de Nice, en 1706. En 1740, il devint membre du sénat de Chambéry, puis second président en 1764 (V. Descostes, *op. cit.*)

Il n'est pas certain, d'ailleurs, que la famille de J. de Maistre vint directement du Languedec. Dans son *Dictionnaire de la noblesse*, 1775 (t. IX, p. 996). La Chesnaye-Desbois écrit : « Suivant les lettres patentes du mois de mai 1763 de l'érection de la terre de Vaujour en baronnie, cette famille noble est une des plus anciennes de la province du Languedoc et est établie à Paris. » Il ajoute : « D'anciens titres annoncent que la famille de Maistre forma (dès le quinzième siècle) plusieurs branches, dont l'une passa en Poitou. Celle qui demeure en Languedoc a possédé, dans cette province, les seigneuries de Saint-Félix, de Complon, de Cabrières et de Léousse... Et il indique comme armes de la famille : *d'argent à deux fascés de gueule, au chef chargé de cinq hermines de sable.* »

Or, Rietstap (*Armorial général*, 2^e édition, Gouda, II, p. 134) distingue la famille des *barons de Maistre*, du Languedoc (armes indiquées plus haut) et celle des *comtes de Maistre*, de l'Ile-de-France, dont les armes sont : *d'azur à trois soucis (ou tulipes) d'or*. Devise : *Fors l'honneur, nul souci*. Et Rietstap ajoute : « A cette famille appartenait le comte X. de Maistre et le comte J. de Maistre, auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* » — De même, l'*Armorial* du comte de Fauras (Biblioth. de Chambéry) donne pour armoiries de la famille savoyarde de Maistre : « trois soucis d'or sur champ d'azur. »

(1) *Lett. et Op.*, I, 13 mars 1820, au comte de Marcellus.

(2) « D'ailleurs, je devais tout au Roi. » (Blanc, *Mém.* p. 65.)

« Je me croirais le plus vil des hommes, si, pour aucune tentation de fortune ou autre, je pouvais seulement songer à quitter le service du roi. Quitter son maître dans les circonstances actuelles, lorsqu'on est content, c'est une bassesse ; dans le cas contraire, c'est un forfait (1). »

Rien n'a pu le dégager de ce qu'il considérait comme le premier de ses devoirs. Il aurait pu, comme bien d'autres, rester en Savoie, après l'annexion de ce pays à la France, et y attendre patiemment de meilleurs jours. « Il fallait, dit-il, voir fermer les églises, chasser les prêtres, promener, en public, et poignarder le portrait du roi ; il fallait entendre chanter l'air de la *Marseillaise* à l'élévation (je l'ai entendu) ; les fibres de mon cœur ne furent pas assez robustes pour supporter tout cela. Je partis, et je fis mal ; il fallait bêcher mon jardin et attendre la résurrection (2). »

Malgré tout, il est resté au service du roi de Sardaigne : ni la menace de confiscation de biens, ni l'exil n'ont pu l'en détourner. Après Marengo, tout semblait perdu (3). J. de Maistre pouvait profiter de la loi d'amnistie du 6 floréal an X relative aux émigrés. Il lui suffisait de déclarer, aux termes de la loi, qu'il renonçait au service de son souverain, et qu'il s'engageait à rentrer en Savoie dans un délai fixé. Il refusa en ces termes : « Loin de vouloir me donner pour ce que je ne suis pas, je me fais, au contraire, un devoir de déclarer, en commençant, que nul homme peut-être n'a plus haï la Révolution Française et n'en a plus donné de preuves. Cette révolution alarmait les consciences, elle impatientait l'honneur ; enfin, il n'était pas en mon pouvoir de la supporter. D'ailleurs, je serais tout au Roi ; je quitte donc ma patrie, bien résolu de suivre jusqu'au bout le sort de la Maison de Savoie... Je demande d'être rayé de la liste, comme étranger, n'ayant jamais été Français, ne l'étant pas et ne voulant pas l'être... » (4)

Certes, il eût pu devenir un des plus hauts fonctionnaires du Consulat et de l'Empire. Bonaparte avait lu, à Milan, ses *Considérations sur la France* (5), et, à l'occasion, il lui témoigna

(1) Lettre du 9/21 avril 1812.

(2) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814.

(3) Lettre et op. I, mai 1808, au chevalier Rossi. « On peut dire que, depuis la bataille de Marengo, la restitution du Piémont a cessé d'être possible. »

(4) Blanc. *Mém.*, p. 65.

(5) Lettre et op. I, 19 janv. 1807, à M. le comte de Front. « Quand je songe que Napoléon a tenu entre ses mains, et que la plupart de ses généraux ont acheté à Milan la 5^e édition des *Considérations de la France*, que je n'avouais pas à la vérité, mais que tout le monde m'attribuait...

quelque bienveillance. L'ambassadeur français à Naples, Alquier, ne cachait pas à Talleyrand la forte impression qu'avait faite sur lui l'intelligence de J. de Maistre ; « C'est, disait-il, un homme plein d'esprit et de talent, très aimable et d'une élocution facile. » Et il exprimait le désir qu'on s'efforçât de l'attacher au service de la France : « ce serait je crois, une bonne acquisition à faire, et je suis convaincu qu'elle ne serait pas difficile » (1). Il engageait même J. de Maistre à aller exposer au premier consul ses idées politiques (2). Le gouvernement consulaire affecta, tout au moins, de le considérer toujours comme Français (3). Et, en 1804, un décret établit que J. de Maistre est *rayé de la liste des émigrés et autorisé à rentrer en France, sans obligation de prêter serment, avec liberté entière de rester au service du roi de Sardaigne et de garder les emplois et décorations de S. M. en conservant tous ses droits de citoyen français* (4).

Le comte de Maistre se refusa à profiter de ces bonnes dispositions du gouvernement français à son égard. Tandis que nombre de Piémontais de marque, comme le marquis Asinari, de Saint-Marsan (5), naguère ambassadeur de Sardaigne à Paris, entraient au service de Napoléon, lui, il s'obstinait dans sa fidélité.

Après le traité de Tilsitt, tout paraissait irrévocablement fini pour la Maison de Savoie. A Saint-Petersbourg, ses amis lui con-

(1) Archives des aff. étrang. Fonds Sardaigne, 281. — Naples, 7 janv. an IX. « J'ai vu le comte de Maistre que le roi de Sardaigne a nommé son ministre en Russie, et qui part pour Pétersbourg. C'est un homme plein d'esprit et de talent, très aimable et d'une élocution facile. Il me demanda si on avait statué sur la demande qu'il avait faite pour la réintégration dans ses biens de Savoie. J'ai regretté qu'on n'eût pas fait quelque chose pour lui... »

(2) Blanc. *Mém.*, p. 71. « L'idée me vint d'aller chez l'ambassadeur de France, M. Alquier... Le ministre de France me fit beaucoup de politesses, loua mes sentiments... Je dirai seulement qu'après que je l'eus secoué à ma manière, il s'écria deux ou trois fois : « Monsieur, qu'allez-vous faire à Pétersbourg ? Allez dire ces raisons au premier consul : jamais on ne les lui a dites, ou jamais on ne les lui a dites comme vous... »

(3) Arch. des aff. étrang., 281. — Paris, 7 floréal an XI. Le grand juge et ministre de la justice (Régnier), au ministre des relations extérieures : « Vous m'avez témoigné le désir de connaître la décision qui serait prise sur la réclamation de M. Joseph-Marie de Maistre. Je m'empresse de vous prévenir que le gouvernement vient de l'autoriser à rester au service de S. M. le roi de Sardaigne, et qu'il conserve, en conséquence de cette permission, tous les droits attachés à sa qualité de Français... »

(4) *Mém.*, p. 66. — Correspondance de Napoléon, t. VIII : Arrêté du 21 flor., an XI, confirmant la lettre de Régnier à Talleyand.

(5) V. plus loin.

seillaient d'utiliser les sentiments bienveillants du tsar (1). Et, effectivement, Alexandre était tout disposé à se l'attacher, à en faire un de ses collaborateurs. Le comte de Maistre refusa encore d'abandonner le roi de Sardaigne (2).

Cette fidélité, qui résiste aux offres les plus séduisantes, ne se laisse pas vaincre davantage par l'ingratitude du souverain.

Sa mission à Pétersbourg devait être des plus pénibles. On verra comment la cour de Savoie sembla prendre à tâche de l'humilier, de le décourager. « Où me conduit, s'écriait-il, cette route de l'honneur, invariablement suivie par moi et par tout ce qui m'appartient ? au comble de l'avilissement. Tous les agréments dont je jouis ici me viennent d'un prince étranger ; toutes les peines, de mon maître » (3).

Il n'en reste pas moins le serviteur dévoué de la Maison de Savoie ; il n'en multiplie pas moins les protestations et les témoignages de fidélité. « Malgré, dit-il en 1809 (4), malgré les espérances légitimes que j'aurais dans ce pays, malgré les plaintes bien ou mal fondées qui sont parvenues souvent et trop souvent à V. M. ; malgré l'amertume de ma situation sous le rapport de mes affections les plus chères, jamais je ne préférerai rien au service de V. M., car je ne lui ai pas prêté serment à condition que je serais heureux et que je serais content. Le serment n'a point de condition et n'en aura jamais » (5).

(1) 9 juin N. S. 1804. « Tous me conseillent, à présent que tout est fini, d'être Père et Mari et de songer à un établissement... »

(2) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Le 17/29 mars, j'ai vu le chancelier, qui m'a traité à merveille, suivant sa coutume : il a même été obligeant, au point de me désobliger ; car il me dit qu'il s'était entretenu plus d'une fois avec l'empereur du projet de *m'acquérir* (expression sans justesse, que je rapporte uniquement pour être vrai), mais que l'empereur avait toujours répondu : *Il ne voudra pas*. — S. M. I., lui dis-je, a parfaitement rendu mes sentiments, et jamais je n'en aurai d'autres. — Oh ! mais, me dit le chancelier, cela s'entend par toutes les manières convenables, c'est-à-dire en vous demandant à S. M. Sarde. — Au contraire, M. le comte, c'est justement ce qu'il ne faut pas faire, et ce qui ne se fera jamais de mon gré. »

(3) Lettre au chevalier de Rossi. *Mém.*, p. 225.

(4) Lettre et op. Lettre de déc. 1809.

(5) Cf. *corresp. diplom.* Lettre du 19 févr./2 mars 1812 : « J'ai trouvé l'occasion d'insérer la protestation que mon *ambition personnelle était de nourrir chez elle* (Sa Maj. Imp.) ce qui est vrai, *mais tel que je suis*, ce qui est vrai aussi, tant que la Maison de Savoie voudra se servir de moi, et sans qu'aucune raison de fortune ou autre puisse me faire préférer un autre service... » Voir aussi lettre du 9/21 avril 1812 et autres.

Ainsi l'honneur passionné, le scrupule le plus délicat dans le devoir, telle est la fidélité de J. de Maistre (1).

Cette fidélité inébranlable explique l'ardeur avec laquelle il a défendu, — souvent malgré les tendances de son esprit, et en se laissant guider seulement par son honneur chevaleresque, — les intérêts de la monarchie de Savoie. Il a lui-même donné comme le secret de son attitude : « Personne, dit-il, n'aime le despotisme... *Si notre cher et auguste maître pense autrement, ou s'il se croit forcé* (à donner une constitution), *je ne changerai pas de pensées, mais de discours et de conduite*, ce qui suffit, je crois, à la probité (2). »

Rien, dans son tempérament, dans ses idées même, ne semblait le prédestiner à devenir un jour, dans ses ouvrages théoriques, une manière d'inquisiteur du Moyen-Age, expression achevée du fanatisme politique et religieux.

Qui reconnaîtrait le théoricien des expiations sanglantes et nécessaires dans le J. de Maistre que nous révèlent ses *Lettres et Opuscules*, et même sa *Correspondance diplomatique* ? Il apparaît ici avec les vertus et les sentiments du XVIII^e siècle finissant : père de famille à la tendresse débordante, homme du monde, et, à la fois, homme d'esprit et de science, ministre d'Etat à l'intelligence large, ouverte à toutes les idées, fussent-elles libérales : en un mot, il est, avant tout, l'homme de son siècle.

« Heureux père et heureux époux (3) », comme il dit lui-même, c'est sa famille qu'il chérit par dessus tout au monde. Son rang, ses titres, ses honneurs, il les donnerait volontiers pour « un bon ménage allobroge (4) ». Quelles angoisses ne ressent-il pas pour son fils Rodolphe, faisant dans l'armée russe sa première campagne en Finlande ? (5). Il n'affecte pas une virilité de convention et ne craint pas d'avouer ses terreurs, ses

(1) On pourrait lui appliquer ce qu'il dit de la fidélité du comte d'Avaray, confident du comte de Provence, et à qui il écrit : « Le mot de *fidélité* est bientôt prononcé ; mais une fidélité telle que la vôtre, un dévouement aussi parfait, aussi désintéressé, aussi énergique, ne sont pas des choses communes. » (Lett. et op. I).

(2) *Corresp. dipl.* 15/27 janv. 1817.

(3) *Lett. et op.* I. 29 mai 1819. Lettre à M.^{le} de Blacas.

(4) *Lett. et op.* 9 février 1820 (à l'abbé Rey.).

(5) *Lett. et op.* 11 février 1807 (au comte Diodati à Genève) : « Il est parti, il s'en va, faisant 7 à 8 lieues par jour, rencontrer... Ah ! mon cher comte, je n'ai point d'expression pour dire cela... Il a fallu avaler ce breuvage amer, et tenir le calice d'une main ferme. »

« couardises paternelles (1). » Il fléchit sous la douleur d'être séparé des siens : « En terminant mes journées monotones, je me jette sur un lit, où le sommeil, que j'invoque, n'est pas toujours complaisant... Alors des idées poignantes de famille me transpercent. Je crois entendre pleurer à Turin (2). »

Et combien sont touchantes les lettres qu'il écrit à ses filles, mêlant à la tendresse paternelle comme un parfum de galante courtoisie. Il a des mots maternels, et il semble se souvenir de M^{me} de Sévigné, quand il écrit à sa fille Adèle : « Raconte-moi toujours tes pensées et tes occupations. Soigne ta santé scrupuleusement, ne *me* fais point mal à ta poitrine (3). »

Cette sensibilité exquise, qui se manifeste dans toutes ses lettres à ses enfants, ne se borne pas aux affections de famille : elle se met aussi au service de l'amitié. Pour lui, l'ami est celui avec qui il peut pleurer (4). Et peu importe à ce défenseur ardent du catholicisme la religion à laquelle appartiennent ses amis : protestants ou schismatiques, ceux dont il a pu apprécier le caractère ont laissé dans son cœur des souvenirs ineffaçables. Aussi, lorsque sa pensée se reporte aux différents pays où il a résidé, il retrouve aussitôt la mémoire de relations aussi douces qu'attachantes : c'est Lausanne avec M^{me} Huber-Alléon (5) ; c'est Saint-Petersbourg, où l'amiral Tchitchagoff (6), où le comte et la comtesse Tolstoï (7), où bien d'autres l'ont admis dans leur intimité ; c'est Genève, Venise ou Rome (8).

Parfois même, sa sensibilité dépasse le cercle de sa famille, de ses amis, et devient un sentiment profond d'humanité : le

(1) *Lett. op.* 22 juillet 1813. Lettre à son fils Rodolphe.

(2) *Lett. op.* 14/26 avril 1806. Lettre au chevalier de.,

(3) *Lett. op.* Lettre à sa fille Adèle (n° 143, 3^{me} édition). V. aussi la lettre à sa fille Constance, 6 sept. 1817. Cf. au sujet de M^{me} de Sévigné, ses *observations critiques sur une édition des Lettres de M^{me} de Sévigné*.

(4) *Lett. op.* 14/26 déc. 1814 (à l'amiral Tchitchagoff). « Moi qui ne suis qu'un ami, je suis cependant visité par l'ombre de votre chère Elisabeth... Dieu vous a frappé, mon cher ami, très justement, comme juge, et très amoureusement comme père ; il vous a dit : c'est moi ! Répondez-lui : *je vous connais*, et venez pleurer avec nous, quand vous aurez assez pleuré ailleurs... »

(5) *Lett. op.* 26 sept. 1806. à M^{me} Huber-Alléon.

(6) *Lett. op. passim*, plusieurs lettres adressées à cet amiral.

(7) Lettre du 20 nov. 1803, V. plus loin le chapitre *J. de Maistre et la Société de Pétersbourg*.

(8) *Soirées de Saint-Petersbourg*, IX^e entretien : « Je vois des pages datées de Genève, de Rome, de Venise, de Lausanne. Je ne puis rencontrer les noms de ces villes sans me rappeler ceux des excellents amis que j'y ai laissés, et qui jadis consolèrent mon exil. Quelques-uns n'existent plus, mais leur mémoire m'est sacrée... »

farouche apologiste de la guerre s'apitoie sur les suites terribles de l'extension du militarisme (1), et il contemple, le cœur serré, « cette épouvantable trainée de sang humain qui a mouillé la terre depuis Moscou jusqu'à Paris (2). »

Ce fond de bonté s'allie, chez lui, à une timidité étrange. Il ressent une sorte d'appréhension, lorsqu'il doit parler à un grand personnage (3) ; ce hardi théoricien se trouve gêné devant les représentants de l'autorité. Mais cette timidité s'explique : n'est-elle pas faite de cette franchise, de cette loyauté, qui sont des traits distinctifs de son caractère ? Tel, du moins, il nous apparaît dans sa vie privée, et même dans sa carrière diplomatique. Tel, il se juge lui-même (4), et est jugé par les autres (5). Quelquefois, il est vrai, la franchise ne va pas sans quelque danger. Incapable de feindre, il ignore l'art de s'ennuyer (6) sans le laisser paraître. Son ton, il l'avoue lui-même, est tranchant, et sa parole a comme une allure despotique : dans la discussion, il s'anime, ses expressions ont un air de violence. Et ce côté de son caractère ira en s'accroissant, à mesure qu'il vieillira. Ce diplomate, impuissant à dissimuler, foudroie ses contradicteurs : « Je ne comprends pas qu'on soutienne cela, quand on a une tête sur les épaules (7). »

Cette franchise et cette vivacité dans la discussion, qui font de lui un polémiste acerbe, ne l'empêchent pas d'être un parfait homme du monde. Ce n'est pas, d'abord, sans étonnement que l'on trouve dans certaines de ses lettres comme un tour de

(1) *Corr. dipl.* 15/27 janv. 1817. V. le chapitre sur *Le gouvernement et l'administration de la Maison de Savoie*.

(2) *Lett. op.* 26 mai/7 juin 1816.

(3) Lettre du 28 mai/9 juin 1803 (*Arch. di stat.*) : « A mon âge, Sire, je dois avoir fait toutes les expériences convenables sur mon caractère. J'ai toujours vu qu'en abordant les hommes en place, je les crains. Je demeure en observation. De peur de dire ce qu'il ne faut pas, je ne dis pas ce qu'il faut, et ma gêne gêne les autres. Mais, ensuite, je m'apprivoise et j'apprivoise. »

(4) *Lett. op.* 17/29 mai 1805 (à M^{me} la baronne de... à Vienne) : « Je fais consister la prudence bien moins dans l'art de cacher ses pensées que dans celui de nettoyer son cœur. Je continuerai toujours à dire ce qui me paraît bon et juste, sans me gêner le moins du monde... »

(5) *Lett. op.* Un des membres les plus distingués de notre diplomatie disait un jour : « Le comte de Maistre est bien heureux ; il dit ce qu'il veut et ne dit pas d'imprudence... »

(6) *Lett. op.* « Croyez-vous que je ne sache pas que je bâille quand on m'ennuie?... » On sait qu'un soir, à la villa Necker, près de Lausanne, il s'endormit en écoutant les dissertations de M^{me} de Staël (Blanc, *Mém.* p. 25-26).

(7) Sainte-Beuve, *R. des Deux-Mondes*, juillet-août 1843.

galanterie. Mais l'idée qu'il se fait du rôle de la femme (1) explique son amabilité souvent un peu maniérée et qui va jusqu'au marivaudage. « Les lettres sont comme les dames, écrit-il à de Bonald; quand elles sont extrêmement aimables, on leur pardonne volontiers d'arriver un peu tard (2). » Il se compare à un chevalier errant: autrefois, il eût pu protéger les dames, maintenant, c'est à elles de le protéger (3). Sa préciosité, est, du reste, le plus souvent, faite d'enjouement: « Non certainement, M^{me} la Marquise, vous n'êtes point *jaune*: j'ai le souvenir le plus clair du contraire. Quant à la peste, il peut se faire que vous ayez fait dire, à moi ou à d'autres, la peste! avec un très joli point d'admiration... (4). »

On comprend qu'un homme doué d'une telle grâce ait été, dans les salons de Lausanne et surtout de Pétersbourg, des plus écoutés et des plus goûtés. L'empereur Alexandre, essayant, en un jour de dépit, de discréditer son intelligence politique, l'appelait un « orateur de salon » (5). On serait tenté de tourner l'épigramme en éloge; de Maistre, en tout cas, n'en eût pas été blessé. Sa causerie brillante, pétillante d'esprit et de verve, l'avait fait vite rechercher: ses mots étaient saisis au vol, cités avec admiration (6). Cet esprit, on le sait, J. de Maistre en a parsemé ses lettres, et même quelques-uns de ses ouvrages. Tantôt, il prend texte d'un menu incident, qui lui donne l'occasion de faire une pointe, de risquer une piquante comparaison (7). Tantôt, c'est sur des événements plus graves que

(1) Voir les trois lettres qu'il écrit à la fille Constance en 1808 et 1809 (*Lett. op. I.*) — Cf. *Soirées de St-Petersbourg, III^e entretien*.

(2) *Lett. et op. I.* 1/13 mai 1817.

(3) *Lett. et op. II.* p. 570 (sans date). — Il avoue, d'ailleurs, se plaire beaucoup dans la société des dames. *Lett. et op. I.* 2/14 mai 1805 (à M^{me} la comtesse de...)

(4) *Lett. et op. I.* 9/22 mars 1805.

(5) Aff. étrang. Russie 156. Lettre du comte de Gabriac à M. de Noailles.

(6) *Corresp. dip.* 1/13 oct. 1812: « Comme mes phrases, lorsque je les ai un peu soignées, font assez vite le tour de la ville... »

(7) Lettre au Ch. de Rossi 2/14 juillet 1808. J. de Maistre raconte que, chargé de demander à la Russie un subside pour compenser une indemnité payée à la France en raison de bâtiments français enlevés sur les côtes de la Sardaigne par des corsaires russes, — il avait écrit le billet suivant à l'amiral Tchitchagoff: « Me voici toujours la plume en l'air, M. l'Amiral, sans oser l'écrire à ma cour; tirez-moi donc de cet état d'incertitude, je vous en prie. Hier, quand je vous contemplai dans toute votre gloire, je ne doutai plus du succès. En vérité, ce que je vous demande vaut à peine la galerie de M^{lle} Amphitrite, qui fit hier tant de grimaces, comme toutes les femmes, pour la chose du monde dont elle avait le plus d'envie. » J. de Maistre explique l'allusion contenue dans ce billet: « Je

s'exerce sa causticité. Son profond respect pour le principe monarchique ne l'empêche pas de raconter plaisamment la naissance du roi de Suède (1). Les personnages qui défilent sous ses yeux sont parfois autant de cibles à ses traits. Qu'on lise ce portrait d'une grande dame, qui, à Pétersbourg, représente, mieux encore que son mari, « la morgue autrichienne dans toute sa pompe. » Le portrait tient dans deux phrases, est d'un tour achevé : « Elle a fait un grand travail intérieur, pour savoir de combien elle doit s'incliner sur sa chaise, lorsque le ministre de Sardaigne entre. L'angle me paraît de deux degrés et demi, plus ou moins ; si jamais il se fixe, j'avertirai » (2).

Quelquefois, il est vrai, trop complaisant pour son esprit, J. de Maistre ne se méfie pas assez des plaisanteries faciles (3). Il joue sur les mots (4) ; le calembour même semble l'attirer (5). Défauts excusables, d'ailleurs, dans une correspondance familière, où le sérieux du fond semble toujours chercher à se dissimuler sous le plaisant de la forme. C'est une tendance naturelle que lui signalent ses amis, en lui reprochant des « tournures épigrammatiques », des *concetti*, mais dont il n'a pas toujours conscience : « Si tu les as vus dans mes écrits, c'est que je ne les y ai pas vus moi-même (6). »

Et, à vrai dire, pouvait-il aisément éviter ces légères imper-

n'ai point jugé à propos, M. le Chevalier, de supprimer cette polissonnerie, parce qu'elle vous montre le ton des choses. Pour entendre cette belle pièce, il faut savoir qu'elle fut écrite le lendemain du jour où le corps diplomatique fut invité pour voir lancer un vaisseau de haut bord et d'autres bâtiments de guerre moins considérables. Tout alla au mieux, excepté que la frégate l'*Amphitríte* s'arrêta d'abord à moitié chemin... quoique le modèle de ce billet ne se trouve pas dans les négociations du cardinal d'Ossat, il n'en a pas moins bien réussi et, le lendemain, je reçus la réponse favorable. »

(1) Février 1809 (cit. par Blanc, *Mém.* p. 324). « Tout le monde sait que Gustave III, certain, par une expérience très longue, de ne pouvoir avoir d'enfant, et ayant la faiblesse d'en vouloir absolument un, s'adressa au comte de Mondî, qui était fort bien avec la reine, et que le roi actuel est le fruit de cet étrange traité. »

(2) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 (Arch. de St-Pét.)

(3) « Vous avez, écrit-il à Lamennais, reçu de la nature un *boulet*, n'en faites pas des *dragées* qui ne pourraient tuer que des moineaux, tandis que nous avons des tigres en tête... »

(4) Lettre à la comtesse d'Essling (Lett. et Op., II, p. 572) : « Votre raison, qui a toujours raison, l'a surtout dans cette occasion... »

(5) « Vous me surprenez en m'apprenant la suspension de mon beau-frère... Après les pendus, je ne vois rien de si malheureux qu'un suspendu... » (Lett. et Op., I, 25 août/6 sept. 1815).

(6) Lett. et Op., à son beau-frère, le chevalier de Saint-Réal, 22 déc. 1816/3 janv. 1817.

fections ? Quoi qu'il en dise, il est bien de ce dix-huitième siècle, de cette époque où l'on aborde avec grâce les plus graves problèmes où, de Fontenelle à Voltaire, nul auteur n'oublie de se faire valoir lui-même en faisant valoir ses conceptions, où l'élégance et le badinage semblent compatibles avec l'étude des questions scientifiques et politiques (1).

Ses idées, ses théories artistiques et littéraires sont, à peu de chose près, celles de son époque : l'esprit classique le domine (2) ; ses conceptions politiques s'en ressentiront fortement. D'autre part, comme tous les philosophes du siècle, il est curieux des sciences nouvelles, avide de connaissances de toutes sortes, un lettré, sans doute, mais aussi un savant. Rien ne lui paraît étranger, et, sur plusieurs questions scientifiques, il montre une finesse d'intelligence, un esprit de pénétration, qui lui font parfois pressentir, sinon trouver, la solution que donnera le siècle prochain. Il est, à certains égards, un encyclopédiste. Doué d'une prodigieuse puissance de travail, on le voit, à Pétersbourg comme à Chambéry, lire beaucoup et avec méthode, toujours la plume à la main ; auprès de lui sont « des volumes immenses », dans lesquels, tantôt par « de simples indications », tantôt par « de longs extraits », il transcrit tout ce que ses lectures lui « présentent de plus frappant (3). » Un tel travail lui assure une érudition immense, facilitée encore par la connaissance des langues mortes et de plusieurs langues modernes (4). Tout l'intéresse, il n'est pas jusqu'au déchiffrement

(1) Lettre du 26 janv. 1820 à l'abbé Rey (*Lett. et Op.*) : « Vous me parlez de mon talent pour *faire rire en raisonnant*. En effet, je me sens appelé à mettre les questions les plus ardues au niveau de toutes les intelligences. »

(2) V. *Lett. et Op. passim* : « Bossuet, c'est mon oracle. » Il parle de « l'imitable Racine ». Ailleurs, il célèbre les « triumvirs du grand siècle, Le Brun, Le Sueur, Poussin ». A propos des femmes savantes, il écrit : « Les femmes n'ont fait aucun chef-d'œuvre dans aucun genre. Elles n'ont fait ni l'*Iliade*, ni l'*Enéide*, ni la *Jérusalem délivrée*, ni *Phèdre*, ni *Athalie*, ni *Rodogune*, ni le *Misanthrope*, ni *Tartufe*, ni le *Joueur* ; ni le *Parthénon*, ni l'église de Saint-Pierre, ni la *Vénus de Milo*, ni l'*Apollon du Belvédère*, ni le *Persée* ; ni le *Libre des Principes*, ni le *Discours sur l'Histoire universelle*, ni *Télémaque*. » (*Lett. et Op.*, I, à sa fille Constance, 24 oct./5 nov. 1808).

(3) *Soirées de Saint-Petersbourg*, IX^e entretien.

(4) *Lett. et Op.*, I, déc. 1809 (au Roi) : « Je suis parvenu seul, dans ma solitude de Savoie, à lire cinq langues en courant ; mais pour deux autres, le grec et l'allemand, je m'y suis pris trop tard, de manière que je n'ai pu acquérir la même aisance. » — Cf. Lettre à l'amiral Warren, 13/25 mai 1805 (*Lett. et Op.*) : « Lorsque vous me ferez l'honneur de m'écrire, ne prenez pas la peine de le faire en français, mes yeux savent parfaitement l'anglais, quoique mes oreilles ne s'en doutent guère... » Cf. Lettre à sa fille Constance, 24 oct./5 nov. 1808 : « Quand tu m'écris en allemand, tu fais fort bien de m'écrire en lettres latines. »

des hiéroglyphes qui ne le préoccupe (1). Ses études de linguistique (et c'est là, on le sait, une science alors toute nouvelle) n'ont pas été sans résultat ; qu'on raille de plaisantes étymologies (2), c'est fort bien ; il n'en a pas moins émis quelques idées profondes sur l'origine et la nature du langage (3).

Les sciences proprement dites ont aussi pour lui un puissant attrait. Les progrès qu'elles ont accomplis le remplissent d'enthousiasme, aussi bien que tous ses contemporains (4). Il se passionne lui-même pour les sciences naturelles, pour la géologie surtout (5). Et ces connaissances scientifiques lui fournissent ses arguments de théologien ; ne s'attache-t-il pas à démontrer *scientifiquement* la tradition du Déluge, qui est « prouvée à l'évidence ? » (6).

Mais les questions sociales et politiques qui ont tant préoccupé les hommes du dix-huitième siècle, sont principalement l'objet de ses études et de ses travaux. Il a beau s'en défendre, nul plus que lui n'a subi l'influence des *philosophes* français ; et, qu'il le veuille ou non, il porte la marque de son pays d'origine : il est français.

Et pouvait-il en être autrement ? La famille de J. de Maistre est foncièrement française : elle est originaire de l'Ile-de-France ou du Languedoc (7), elle a habité le Comté de Nice (8), c'est-à-dire presque la Provence (9) et la Savoie, où elle s'est fixée au dix-huitième siècle, est physiquement et moralement une région

(1) Lettre très curieuse (de 1807) à M. de Launay sur deux inscriptions égyptiennes, qu'il compare à un texte d'Eusèbe.

(2) V. *Soirées de Saint-Petersbourg*, II^e Entretien, *passim*. Exemple : *cada-ver* vient de *caro data vermibus*, etc...

(3) II^e *Soirée*. — Cf. Renan, *Hist. génér. des langues sémitiques*.

(4) XI^e *Soirée*. — Pour lui, l'homme « semble ne plus pouvoir respirer dans le cercle antique des facultés humaines », et il croit le voir s'agiter « comme un aigle indigné contre les barreaux de sa cage ». — Cf. X^e *Soirée*, ce qu'il dit de Keppler, Euler, et, XI^e *Soirée*, du système de Newton.

(5) *Lett. et Op.*, 20 oct./1^{er} nov. 1807 : il parle de la découverte d'un mammoth à l'embouchure de la Léna. V. aussi l'*Éclaircissement sur les sacrifices* ; il y parle des physiologistes Rosa, Hunther, Barthez.

(6) *Lett. et Op.*, 20 oct./1^{er} nov. 1807.

(7) V. plus haut. Cf. *J. de Maistre avant la Révolution*, par François Descostes.

(8) Le grand-père de J. de Maistre avait été avocat à Nice.

(9) Il écrivait à sa sœur Thérèse, à propos de sa fille Adèle : « Il y a peut-être encore dans ses veines quelques atomes massifs, quelques miasmes de St-Alban (près de Chambéry), qui circulent avec le soufre de Provence : on ne saurait donc trop l'agiter, l'électriser de toute manière, car le repos ne lui vaut rien » (citée par Fr. Descostes).

française, tournant, pour ainsi dire, le dos à l'Italie, et envoyant vers la France, avec les eaux de ses glaciers, ses populations, qui viennent y chercher la vie du corps et celle de l'intelligence. N'est-ce pas un Savoyard, Vaugelas, qui sut saisir, au moment où elle venait de se former, cette admirable langue du dix-huitième siècle, et, dans ses *Remarques* « la fixer sans la figer ? (1) » Et de Maistre est, à certains égards, un digne continuateur de Vaugelas ; peu d'écrivains ont fait de la langue française un éloge aussi enthousiaste : « On pourrait dire qu'une nation n'est qu'une langue. Voilà pourquoi la nature a naturalisé ma famille chez vous, en faisant entrer la langue française jusque dans la moëlle de nos os... Riez, si vous le voulez, mais il ne me vient pas seulement en tête qu'on puisse être éloquent dans une autre langue autant qu'en français (2). » Bien des fois encore, il témoigne pour la langue française de cette tendresse rude, qu'il semble avoir pour ce qu'il aime le plus : il raille les docteurs allemands ou même italiens qui parlent de « la pauvreté de la langue française ; » il la défend éloquentement avec cette sorte d'âpreté qu'il apporte souvent dans l'affection, et aussi dans la revendication de ses idées les plus chères (3).

Comment, dès lors, s'étonner qu'on puisse voir en lui, à certains égards, le disciple, l'émule de ces philosophes qu'il a si violemment attaqués ? Certes, l'esprit classique du dix-septième siècle semble avoir façonné son génie politique ; et, d'autre part, l'éducation qu'il a reçue des jésuites (4), lui a donné, comme à un assez grand nombre de jacobins, sortis de la même école, sa conception de la subordination de l'individu à l'Etat ; mais il n'a pas échappé non plus à l'action des sociologues du dix-huitième siècle. On croit entendre leur voix, lorsque, dans son *Eloge de Victor-Amédée III*, il exalte la république américaine : « La liberté, insultée en Europe, a pris son vol vers un

(1) Le mot est de Sainte-Beuve.

(2) Lettre à de Bonald, 15 nov. 1817 (Lettre et op. I.) Cf. la *Sixième Soirée* : Deux caractères particuliers vous distinguent de tous les peuples du monde : l'esprit d'association et celui de prosélytisme... Il me semble qu'un prophète (Isaïe), d'un seul trait de son fier pinceau, vous a peints d'après nature, lorsqu'il a dit : « Chaque parole de ce peuple est une conjuration... Toujours (la parole) des Français est entendue de plus loin, car le style est un accent. »

(3) *Corr. dipl.* 9/21 avril 1812 : « Il n'y a pas de petit grimaud de collège en Allemagne ou en Italie, qui n'ait pas fait sa petite dissertation *sur la pauvreté de la langue française* : c'est comme si l'on écrivait sur la faiblesse d'un levier qui arrache les chênes. »

(4) *Corr. dipl.* 21 déc. 1815/2 janv. 1816 : « Je regrette beaucoup ces messieurs, qui ont élevé ma jeunesse. »

autre hémisphère... » Ecoutez-le parler, en 1777, devant le Sénat de Savoie : c'est Rousseau décrivant le pacte social (1) ; c'est l'auteur du *Vicaire savoyard* invoquant l'Etre suprême, appelant le prêtre « un ministre de paix, de clémence et de charité. » Et quelle influence a exercée la pensée de Montesquieu sur celle de J. de Maistre ? Même dans ses *Considérations sur la France*, il s'inspire de la théorie célèbre de l'adaptation des lois au climat, aux mœurs des pays : établir une constitution, c'est résoudre le problème suivant : « Etant donné la population, les mœurs, la religion, la situation géographique, les relations politiques, les richesses, les bonnes et les mauvaises qualités d'une certaine nation, trouver les lois qui lui conviennent (2). » De là, l'opinion que de Maistre exprime sur la Constitution de l'an III ; elle peut être offerte à toutes les sociétés possibles, « depuis la Chine jusqu'à Genève ; » elle a été faite, en effet, pour l'homme et non pour des Français. « Or, il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu, dans ma vie, des Français, des Italiens, des Russes ; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être Persan ; mais, quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est à mon insu (3). » Et, à l'appui de ces doctrines, de Maistre, comme Montesquieu, demande à l'histoire de nouveaux arguments. La constitution anglaise, il la déclare, lui aussi *admirable !* Pourquoi ? C'est qu'elle n'a pas été faite *a priori* ; mais elle est l'ouvrage des circonstances et le nombre de ces circonstances est infini ; elle s'est faite lentement, sous l'action des lois romaines, ecclésiastiques et féodales, aussi bien que des coutumes saxonnes, normandes et danoises, que des privilèges, des prétentions et des préjugés de tous les ordres, que des guerres, des révolutions, des conquêtes, etc. (4).

(1) « Représentez-vous la naissance de la société ; voyez ces hommes, las du pouvoir de tout faire, réunis en foule autour des autels sacrés de la patrie qui vient de naître ; tous abdiquent volontairement une partie de leur liberté ; tous consentent à faire courber les volontés particulières sous le sceptre de la *volonté générale* ; la hiérarchie sociale va se former. » Cf. *La politique de Joseph de Maistre d'après ses premiers écrits*, par M. Clément de Paillette.

(2) *Considérations sur la France*, ch. VI.

(3) *Id.*, *id.*

(4) *Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, § 12. — Cf. *Considérations sur la France*, ch. VII : ce qu'il dit de la République des Etats-Unis : « Pourquoi, d'après lui, cette république s'est-elle si rapidement et si fortement constituée ? C'est que déjà les colonies anglaises d'Amérique possédaient l'élément démocratique, qu'elles avaient tiré du gouvernement de l'Angleterre, et aussi les éléments de liberté qu'au milieu des troubles civils et religieux apportèrent les premiers colons ; les trois pouvoirs existaient dans

Aussi bien, fils ingrat du dix-huitième siècle, il se montre dans la conception même de son système politique, le disciple de ces philosophes tant détestés (1). Sans doute, il raille la *politique théorique* de Montesquieu. Mais qu'est-il lui-même ? Il a beau protester : il est un de ces raisonneurs du dix-huitième siècle, un de ces idéologues, dont il dit qu'ils s'appliquaient à exposer « une pure abstraction, une œuvre scolastique, faite pour exercer l'esprit dans une hypothèse idéale (2). » Tout le monde construit alors des constitutions spéculatives : J. de Maistre fait comme tout le monde.

Imprégné de l'esprit de ce siècle, J. de Maistre, plus que ses contemporains peut-être, croit à la supériorité de la France, créature de cet esprit. A nulle époque, il ne fut plus vrai, que, dans l'Europe entière, pour tout homme intelligent et cultivé, la France était la seconde patrie, sinon parfois la première. De Maistre partage cet enthousiasme, qui s'empare de toute l'Europe, des souverains mêmes, et, chez lui, cet enthousiasme est fait de respect et d'une sorte d'amour filial (3). Sans doute, en 1802, sa fidélité piémontaise lui fait écrire, comme on l'a vu, au résident de Naples, qu'il ne veut ni renoncer au service du roi de Sardaigne, ni rentrer en France, « n'ayant jamais été Français, ne l'étant pas et ne voulant pas l'être. » Mais, plus tard, à de Bonald, tout en lui reprochant d'être « excessivement Français, il fait cet aveu : « Je le suis bien, moi qui ne le suis pas (4). » A coup sûr, même pendant la Révolution, c'est en Français qu'il parle : peu s'en faut qu'il ne traite par moments les émigrés de criminels, et il applaudit aux victoires de la France sur la coalition (5). Qu'importent les violences, les massacres

l'organisation de chaque colonie. L'histoire de la formation des Etats-Unis, c'est comme le prolongement de l'histoire du parlementarisme anglais. »

(1) V. le jugement sur Voltaire dans la *IV^e Soirée*. Pour Montesquieu. Cf. *Considérations*, ch. VI.

(2) *Considérations*, ch. VI.

(3) *Eloge de Victor-Amédée III*. « Toujours ce peuple aimable aura de nouveaux droits sur nos cœurs ; chez lui les grâces s'allient à la grandeur ; la raison n'est jamais triste, sa valeur n'est jamais féroce, et les roses d'Anacréon se mêlent aux panaches guerriers de Du Guesclin. »

(4) Lettre et op. I, 15 nov. 1817.

(5) Lettre et op. I, 15 août 1794 (au baron Vignet des Etoles, ministre à Berne). « Je ne vois pas comment un Français pourrait ne pas sentir un certain mouvement de complaisance, en voyant sa nation seule, avec une foule de mécontents à l'intérieur, non-seulement résister à l'Europe, mais encore l'humilier et lui donner beaucoup de souci. Certainement, c'est de la force bien mal employée, mais cependant c'est de la force... »

même ; il fallait que la France fût sauvée, et le jacobinisme seul pouvait la sauver. La conquête de la France, c'était son démembrement, c'était la ruine de son influence, pis encore, c'étaient « des massacres de trois siècles peut-être, suite infaillible d'une rupture d'équilibre (1). » Et il s'est trouvé des royalistes, des Français pour désirer une telle abomination ! « Mais nos neveux, qui s'embarrasseront très peu de nos souffrances, et qui danseront sur nos tombeaux, riront de notre ignorance actuelle ; ils se consoleront aisément des excès que nous avons vus, et qui auront conservé l'intégrité du *plus beau royaume après celui du ciel*... (2). » Et ce beau mouvement est comme concentré dans ce cri que lui arrache une sorte de patriotisme : « Vive la France, même républicaine ! » (3).

C'est que, pour J. de Maistre, la France doit toujours être au premier rang parmi les nations (4). N'a-t-elle pas une sorte de rôle providentiel à jouer ? Tout en elle l'oblige à exercer une puissante action sur le monde. On dirait que, pour J. de Maistre, la France doit être, dans les temps modernes, ce que fut le peuple élu aux époques bibliques : « Il est impossible que vous n'ayez pas ouï nommer un livre ancien intitulé : *Gesta Dei per Francos*. C'est une histoire des croisades. Ce livre peut être augmenté de siècle en siècle, toujours sous le même titre. Rien de grand ne se fait dans notre Europe sans les Français. Le prosélytisme est leur élément, leur talent, leur mission même : et, toujours, ils agiteront l'Europe en bien ou en mal (5). »

Si la France est la grande nation, Paris est la ville par excellence. Quand il la voit en 1817, après ses pérégrinations à travers les grandes villes européennes, son opinion n'a pas changé, et il sent, comme il le dit, « ce je ne sais quoi qui fait de Paris la capitale de l'Europe (6). » N'a-t-il pas même été jusqu'à expri-

(1) *Considérations*, ch. II.

(2) *Considérations*, ch. II.

(3) Blanc. *Mém.*, p. 42. Cf. Lettre du 28 oct. 1794 (Lettre et op. I). « Il est naturel que je ne désire ces succès (de la coalition) que contre le jacobinisme, parce que je vois, dans la destruction de la France, le germe de deux siècles de massacres, la sanction des maximes du plus odieux machiavélisme, l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine... »

(4) Lettre du 28 oct. 1794 : « La France a toujours tenu et tiendra longtemps, suivant les apparences, un des premiers rangs dans la société des nations. »

(5) Lettre et op., I, 12/24 oct. 1815 (au prince Koslowsky, ministre de Russie à Turin).

(6) Lettre et op., 15 nov. 1717 (au vicomte de Bonald).

mer le regret que la nature ne l'ait pas fait naître à Paris ? (1)

Certes, cet amour de Paris et de la France, J. de Maistre le ressent moins en patriote qu'en philosophe : la France est pour lui, avant tout, la patrie de la pensée humaine, et, bien qu'il ne se l'avoue pas à lui-même, la patrie de la pensée libre. Il y a, dans cette affection, quelque chose de la reconnaissance d'un fils ; dans la France, il voit la mère de son intelligence, de ses idées. Les événements terribles où il fut jeté purent modifier certaines de ses croyances politiques ; l'homme resta tel que la France du dix-huitième siècle l'avait formé. Malgré les violences où devait l'entraîner son tempérament d'idéologue, il garda au fond de lui l'impression de ce souffle de libéralisme, qui avait réchauffé les âmes les plus réfractaires, et qui animait les députés de la Constituante : les émigrés, les conseillers du roi de Sardaigne le traitaient, dit-on, de jacobin (2). S'il eût été Français, en 1789, on peut douter qu'il fût devenu l'apologiste, le théoricien de l'absolutisme et de la théocratie. Il attribuait à l'éducation qu'il avait reçue des jésuites de n'avoir point été « un orateur de l'Assemblée constituante (3). » En fait, c'est à ses origines, à ses fonctions qu'il devait de n'avoir pas pris part au mouvement révolutionnaire. S'il était né à Paris, comme il en avait formé le rêve, n'est-il pas permis de se figurer le comte de Maistre, dans le parti du parlementarisme anglais, auprès de Clermont-Tonnerre, de Mounier, de Lally-Tollendal, — ou peut-être même parmi les Feuillants, — se donnant tout entier à l'œuvre de transformation politique et sociale, préparée par ce dix-huitième siècle, dont il semble avoir été une des plus curieuses personifications avant d'en devenir un des plus véhéments détracteurs.

(1) *Corr. dipl.*, 1/13 oct. 1812 : « Quelquefois dans mes rêves poétiques, j'imaginais que la Nature me portait jadis dans son tablier, de Nice en France, qu'elle fit un faux pas sur les Alpes (bien excusable de la part d'une femme âgée) et que je tombai platement à Chambéry. Il fallait pousser jusqu'à Paris ou du moins s'arrêter à Turin... »

Cf. Lettre et op. I., 26 mai/7 juin 1816 (au duc de Doudeauville, à Paris) : « Toutes mes inclinations m'auraient porté vers les rives que vous habitez, mais je ne sais quelle main de fer m'a constamment retenu à mille lieues de vous... »

(2) *Mém.*, p. 157 : « Dans tous les siècles, il y a une accusation à la mode qu'on se jette à la tête avec une facilité surprenante. Aujourd'hui, on est *jacobin*, et ce mot se prononce avec une aisance admirable. »

(3) *Corr. dipl.*, 21 déc. 1815/2 janv. 1816 : « Je regrette beaucoup ces messieurs, qui ont élevé ma jeunesse, et à qui je dois de n'avoir pas été un orateur de l'Assemblée constituante. »

CHAPITRE II

Joseph de Maistre et la Révolution Française.

Ces qualités d'homme du monde, de savant, d'homme d'Etat, — les circonstances amenèrent J. de Maistre à les mettre sans condition au service de la Maison de Savoie.

A peine la Révolution a-t-elle commencé sa marche, que J. de Maistre s'en déclare l'adversaire le plus déterminé. Il renie l'esprit philosophique qui l'enthousiasmait naguère ; il part en guerre contre ce XVIII^e siècle (1), qu'il avait adoré : il est le paladin de la contre-révolution (2).

On le sait, la Révolution fut, pour beaucoup d'esprits, une grande déception (3). Philosophes ou économistes, presque tous les réformateurs du XVIII^e siècle attendaient les améliorations sociales moins d'assemblées politiques, que des souverains mêmes : c'était autant de théoriciens du despotisme éclairé. Ils espéraient alors voir se réaliser l'adage antique : les peuples seront heureux, quand les philosophes régneront ou que les rois philosopheront.

Et voici que la révolution ne se contentait pas de réformes sociales : elle annihilait la royauté, pour ensuite la supprimer. Les souverains ne furent pas seuls, en Europe, à s'indigner de

(1) Lettre et op. I, 1/13 déc. 1815 : « Il faut absolument tuer l'esprit du XVIII^e siècle... » — Cf. *Discours à M^{me} la marquise de Costa 1794*. (Lettre et op. II). « La Révolution Française commençait à peine, et déjà son caractère était prononcé. La liberté prenait en naissant, une attitude sacrilège... C'est dans les pourritures du patriciat, c'est surtout parmi les suppôts détestables ou les écoliers ridicules du philosophisme, c'est dans l'antre de la chicane ou de l'agiotage qu'elle avait choisi ses adeptes et ses apôtres. »

(2) Lettre et op. II. — *Adresse à la Convention Nationale. — Adresse du maire de Montagnole à ses concitoyens. — Discours du citoyen Cherchemot*, etc.

(3) Cf. Quinet. *La Révolution Française*, t. I, (9^e édition), p. 365 : « En mai 1791, l'abbé Raynal donna le premier l'exemple du reniement, au nom de la philosophie. Il avait été un des précurseurs de la Révolution, et il la réprouva dès qu'elle commença à se réaliser... »

l'affaiblissement, de la chute de la monarchie française. En France même, bien des hommes politiques, comme Mounier, virent dans les premières agitations le prélude de grands malheurs (1), et nul n'ignore quelles inquiétudes inspira à Lafayette, à Mirabeau, à tant d'autres la suppression des prérogatives royales.

Puis, vinrent les excès révolutionnaires, la Terreur, dont furent victimes ceux-là mêmes qui, sous la Constituante, avaient guidé les premiers pas de la Révolution. Combien d'anciens révolutionnaires se sont ralliés à la royauté, même absolue, dans l'espoir de voir disparaître l'anarchie et renaître l'ordre et la sécurité (2). Il faut l'avouer, un grand nombre de Français connaissent ces sentiments contradictoires.

Comment s'étonner, dès lors, de l'ardeur contre-révolutionnaire de Joseph de Maistre, lorsque sa situation personnelle et son sentiment du devoir l'appelaient, d'ailleurs, à être un fervent royaliste ?

La Révolution ne représentait pas seulement pour lui la désobéissance aux lois établies, la profanation de ce qu'il s'était habitué à considérer comme sacré : elle ne se résumait pas seulement dans la mort de Louis XVI. Elle évoquait aussi, en lui, le triste souvenir de la spoliation de son souverain, l'invasion de la Savoie et de Nice, l'occupation du Piémont. Un grand cœur, comme J. de Maistre, devait trouver dans les malheurs de la royauté une raison de plus pour la chérir ; et son attachement, sa fidélité, y puiser un surcroît d'ardeur, une véhémence nouvelle.

Aussi bien, la royauté n'était pas la seule victime de la Révolution, J. de Maistre vit avec douleur, avec colère, les malheurs du clergé français. Il s'était, tout enfant, nourri des principes

(1) Cf. Quinet. *La Révolution*, t. I (9^e édition), p. 298 : « Après Mounier, les premiers qui désespérèrent de la liberté furent Malouet, Lally-Tollendal, Clermont-Tonnerre, Bergasse ; ils ne purent suivre la Révolution que jusqu'au 21 sept. 1889. A cette borne ils s'arrêtent ; ils reculent, se retirent de l'histoire ; ils n'avaient pas été formés pour les longs combats. Au premier démenti qu'ils reçoivent des choses et des hommes, ils abandonnent l'entreprise... »

(2) Cf. *Journal d'un Étudiant* (Edm. Géraud), sur la Révolution, publié par Gaston Maugras, et *un témoin des deux Restaurations* (Edm. Géraud). Fragments de journal intime, publiés par Ch. Bigot.

Edm. Géraud est étudiant en 1789 : plein d'enthousiasme pour les idées nouvelles, il applaudit à la journée du 10 août, et il combat à la frontière contre les émigrés. Vingt ans plus tard, le souvenir de la République des Jacobins excite son indignation ; la monarchie constitutionnelle ne trouve pas même grâce devant lui, et il maudit le jour de la réunion des États Généraux.

religieux, qu'il voyait tous les jours appliqués dans sa famille. Elève des jésuites, il resta toute sa vie profondément fidèle aux sentiments pieux de sa jeunesse : c'était pour lui une question de tradition (1).

Catholique de sentiment et de raison, J. de Maistre eut horreur de l'esprit janséniste de la constitution civile du clergé et des décrets contre les prêtres insermentés (2), aussi bien que des tentatives de la Commune de Paris pour établir le culte de la Raison (3). Blessé dans ses convictions religieuses, comme il l'avait été dans ses affections politiques, il était conduit à se poser en défenseur de l'Eglise catholique aussi bien que des rois, et à déclarer la guerre à leur ennemie commune, à la Révolution.

Et puis, n'était-ce pas aussi son ennemie à lui, cette Révolution exécrée ? Il raconte qu'en passant le Saint-Bernard pour aller à Aoste, il dit à sa femme : « Le pas que nous faisons aujourd'hui est irrévocable. Il décide de notre sort pour la vie (4). » C'était, en effet, sa vie entière qu'il engageait, en reniant la Savoie française, en adoptant pour patrie le Piémont ; serviteur de la cour de Turin, de Maistre devenait, par devoir, l'ennemi de la France, prêt à subir tous les malheurs que son émigration allait attirer sur lui. Tandis que les populations savoyardes, déjà françaises de cœur, accueillaient avec enthousiasme le retour de leur fils, à Turin, les jésuites, les rois, les

(1) Lettre et op., sept. 1816 : « Enfin, mon cher ami, je n'aime rien tant que les esprits de famille; mon grand-père aimait les jésuites, mon père les aimait, ma sublime mère les aimait, je les aime, mon fils les aime, son fils les aimera, si le roi lui permet d'en avoir un... » — Cf. Pour l'éloge des jésuites, les *cinq lettres sur l'éducation publique en Russie* (lettre et op., t. II), son *Mémoire au Tsar en faveur du collège de Polotsk* (*id.*) et plusieurs lettres. (Lettre et op., I, *passim*) — (Corresp. dipl. II, *passim*). Il écrivait un jour au marquis Henri de Costa (lettre et op., 2/14 avril 1816). « Sans mes deux filles, je prierais ma femme de se faire religieuse, pour me laisser la liberté de me faire moine..., et encore (*id.* à l'abbé Vuarin, 1818) : « Sans cette dame qui est là, à côté de moi, et qui vous fait ses compliments, je me ferais jésuite; mais elle ne veut pas se faire religieuse, et je ne me sens nulle éloquence pour l'y déterminer. » On sait que J. de Maistre fut enterré dans l'église des jésuites, à Turin. (Rod. de Maistre. Notice biograph.)

(2) Considérat. sur la France, ch. II : « Le premier coup porté à l'Eglise fut l'envahissement de ses propriétés, le deuxième : fut le serment constitutionnel » — surtout le ch. V : « Il y a dans la Révolution Française un caractère satanique, etc... »

(3) *Id.*, ch. V. « Le discours de Robespierre contre le sacerdoce, l'apostasie solennelle des prêtres, la profanation des objets du Culte, l'inauguration de la déesse Raison, et cette foule de scènes inouïes où les provinces tâchaient de surpasser Paris, tout cela sort du cercle ordinaire des crimes... »

(4) Lett. et Op., I, 16/28 juill. 1807.

siasme l'armée de Montesquiou, J. de Maistre et les siens s'enfuyaient à Turin ; il voulait rester, dirait-on, en dépit des événements, comme l'image de la Savoie, française par l'esprit et la langue, enchaînée au Piémont par la politique. Décidé à ne plus rentrer à Chambéry avant la Restauration (1), il paya cher sa fidélité. Ses biens furent confisqués (2) ; bien plus, les progrès des armées révolutionnaires, chassant son roi du Piémont, l'obligèrent à abandonner le royaume, les honneurs, sa famille même (3). Les triomphes de la Révolution, et, plus tard, de l'héritier de la Révolution, de Bonaparte, eurent leur contre-coup douloureux dans son existence ; elles le jetèrent dans l'exil, dans la pauvreté, dans l'isolement. Sa cause personnelle se confondait désormais avec celle de son maître ; il les défendit ensemble. Il devint, par là-même, le champion le plus ardent de la monarchie de droit divin.

(1) *Lett. et Op.*, I, 16/28 juill. 1807 : « Obligé, depuis, par une aventure romanesque, de rentrer en Savoie, je vis la Révolution française de plus près, et je l'abhorrai davantage ; je sortis de nouveau et ce fut pour toujours. » Cf. ci-dessus, p. 6, la lettre du 26 sept./8 oct. 1814.

(2) *Id.*, *id.*, « De l'autre côté de la frontière, à Lausanne, sur le lac de Genève, je vis confisquer mes biens sans être tenté de rentrer ; dès lors, l'espérance m'a souri quelquefois, mais ce n'était qu'un éclair dans la nuit ; ma situation n'a fait qu'empirer. Je me suis vu successivement frapper en Savoie, en Suisse, en Piémont, à Venise et enfin en Russie... »

(3) V. la *Biographie* qu'a écrite Rodolphe de Maistre dans les *Lettres et Opuscules*. J. de Maistre, forcé de fuir de Savoie, est chargé par le roi d'une mission confidentielle à Lausanne. Il revint à Turin en 1797 ; mais encore obligé de fuir devant les troupes françaises (décembre 1798) qui occupent le Piémont, il se retire à Venise (V. la *IX^e Soirée*, où il raconte les tristes épreuves de cette fuite sur le Pô). Revenu, un moment, à Turin, après les victoires de Souwarow, il reçoit sa nomination de régent de la chancellerie royale en Sardaigne. Enfin, en 1802, il est nommé, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg. Longtemps, il reste séparé de tous les siens. Si, en 1805, son fils Rodolphe vient le rejoindre, ce n'est qu'en 1814 qu'il peut enfin faire venir à Pétersbourg sa femme et ses deux filles. (V. dans Blanc, *Mémoires de J. de Maistre*, ch. X, les inquiétudes par lesquelles l'a fait passer la situation précaire de sa famille, laissée à Turin.)

CHAPITRE III

La politique de la Maison de Savoie pendant la Révolution

Si J. de Maistre se consacre tout entier à la défense de la monarchie de Savoie, il n'en est pas moins des premiers à déplorer la politique constamment suivie par elle, et dans laquelle il voit la cause principale des malheurs actuels.

En 1789, la cour de Turin en est restée, au point de vue gouvernemental et administratif, aux idées étroites d'ancien régime : l'absolutisme, fondé sur le droit divin et se manifestant par l'arbitraire (1) ; l'organisation militaire, absorbant et annihilant les pouvoirs civils (2) ; les idées de réforme ne semblent guère avoir pénétré en Piémont (3), et le régime féodal, l'Inquisition, l'ancien système pénal se maintenaient toujours (4).

Quant à sa politique extérieure, c'était toujours l'attitude indécise et louche des anciens ducs de Savoie, fondée sur « sa tradition de balancer son alliance entre la France et l'Autriche, servant la première pour acquérir, la seconde pour conserver (5) » ;

(1) Carutti, *Storia della corte de Savoia durante la Rivoluzione et l'Imperio*, I, p. 28 : « Nel re stavano tutti i poteri, se ne levì i religiosi nelle cattoliche ; dal re emanavano tutti i diritti dei sudditi, che più volentieri chiamavansi privilegi, e Dio solo dovea chiedergli conto dell'esercizio della sua autorità. Voleano le monarchie essere tenute pe istituzione, a così dire, divina... » V. plus loin — Cf. Bollati de Saint-Pierre, *Monumenti di Storia patria. Atti e documenti delle antiche assemblee rappresentative nella monarchia di Savoia*, t. II (anni 1560-1766) : « In valle d'Aosta si tra memoria di 112 convocazione, frequentissime nel secolo XVI, più rare nel XVII, appena tredici nel XVIII, l'ultima nel 1766 riepiloga i consulti dibattiti fra i delegati del Governo e deputati dei nobili e dei comuni... »

(2) « Vous savez que le gouvernement militaire est l'horreur de ce siècle ; et vous savez quels progrès il a faits parmi nous. » (*Arch. di St.*, 22 juin/3 août 1804). V. plus loin le chapitre relatif au gouvernement de la Maison de Savoie.

(3) « Voyez un peu ce que nous étions devenus, et comme on avait repoussé nos idées de bon ordre, quoique très modérées et ne touchant nullement à la prérogative de la couronne. » (Lett. et Op., I, 28 oct. 1794)

(4) Carutti, *op. cit.*, I, ch. II. Cf. Sclopis, *Histoire de la législation italienne*, vol. II.

(5) Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, I, p. 392.

— c'était cette conduite étrange qui avait fait échouer les projets de confédération italienne de Chauvelin et d'Argenson (1), et qui n'avait pu procurer à la Maison de Savoie aucune amitié, aucune alliance sérieuse. Les traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle lui avaient, sans doute, assuré de sérieux avantages; mais, dans la deuxième partie du siècle, elle dut rester dans l'inaction: l'entente entre l'Autriche et la France enlevait à sa politique d'équilibre sa vraie raison d'être. Elle ne put que chercher un appui auprès des puissances nouvelles, sans en obtenir, d'ailleurs, de résultats immédiats (2). J. de Maistre caractérisait durement cette politique ondoyante: « Je connais, disait-il, parfaitement notre situation. Elle résulte d'un axiome politique incontestable: *Les neutres n'ont point d'amis* et sont toujours victimes, s'ils ne sont pas assez puissants pour se moquer des autres. Nous avons voulu louvoyer et ne choquer personne; nous avons choqué tout le monde (3). »

Au commencement du dix-neuvième siècle, Victor-Emmanuel I^{er} expia durement la politique vacillante, versatile, de ceux que le cardinal d'Offat appelait « les petits louveteaux de Savoie (4) ».

Dès les premières agitations de la Révolution, la cour de Turin, chez qui s'était, d'ailleurs, réfugié le comte d'Artois (5), gendre de Victor-Amédée III, avait tenté de former une ligue italienne contre la France (6). Elle y renonça sur l'opposition de Venise et du Pape. En fait, Victor-Amédée III, comme quelques autres souverains d'Europe (7), espérait profiter des troubles intérieurs de la France pour s'agrandir. Et, sans être

(1) *Recueil des instructions aux ambassadeurs et ministres de France*, X. *Naples et Parme*, préface.

(2) Carutti, I, ch. III et IV.

(3) *Arch. di Stat.*, lettre du 25 sept./7 oct. 1803 à M. Gabet, secrétaire d'Etat, à Rome.

(4) *Instructions aux ambassadeurs*. — X, préface

(5) V. dans la *Nuova Antologia* (3^{me} série, vol. 56) une étude sur les *Bourbons à la cour de Turin*.

(6) « ... A preservare i rispettivi territori dalla corruzione e dalle insidie degli emissari francesi, a comunicarsi reciprocamente le notizie e le misure a tal proposito relative ed a soccorrere nel caso che qualche esplosione in uno o nell'altro dei rispettivi dominii richiedesse la somministrazione e di uomini e di denaro... » (Cité par Tivaroni. *Storia critica del risorgimento italiano*, T. II, p. 4).

(7) Sorel. *L'Europe et la Révolution française*. T. II, liv. I et III. Cf. Instruction de Victor-Amédée: « L'on ne voit pas comment l'équilibre en Italie pourrait être dérangé, parce que le roi obtiendrait quelque agrandissement au-delà des Alpes sur la France, lorsque l'Autriche en obtiendrait de son côté un proportionné en Allemagne, en France ou ailleurs, etc. (Cité par Carutti, I, 222.)

le moins du monde menacé, sollicité, au contraire, de garantir sa neutralité et même de donner son alliance contre promesse de la Lombardie, il poussa, au contraire, à la formation d'une coalition, prit à l'égard de l'envoyé français une attitude hostile, qui provoqua la colère du ministère girondin (1); puis, encouragé par les premiers revers de l'armée française en Belgique, pressa la cour de Vienne d'envoyer sur les Alpes les troupes nécessaires pour envahir la France. L'empereur ne voulut pas s'engager, et le Piémont fut comme exclu de l'entente austro-prussienne : il avait inutilement mécontenté le gouvernement français (2).

On sait les conséquences de cette politique funeste (3) : sans déclaration de guerre, Montesquiou conquît sans peine la Savoie, prête depuis longtemps à entrer dans le mouvement révolutionnaire (4) et, Anselme, le comté de Nice. Vainement, en 1793, le Comité de Salut public offrit encore à la cour de Savoie l'alliance française (5). Victor Amédée déjà allié à l'Angleterre dès le 25 avril 1793, s'avisa, au contraire, à la suite des progrès des armées françaises, de signer avec l'Autriche le

(1) *Mémoire de J. de Maistre*, déc. 1813 : « Au commencement même de cette fatale guerre, les Français, sentant l'importance du Piémont, envoyèrent Sémonville pour tenter le roi de Sardaigne, mais l'envoyé révolutionnaire fut arrêté à Alexandrie... Les Français ne se dégoûtèrent point : ils firent partir de Paris un second négociateur, Audibert Caille, et celui-ci passa encore plusieurs mois sur nos frontières, sans jamais pouvoir les franchir. » (Ce mémoire est tout entier dans Bianchi, IV. Documenti). — Cf. Sorel. *L'Europe et la Révol.* II. p. 450, 1.

(2) Carutti, I, 146 : (Après la nouvelle de l'arrestation du roi à Varennes), le roi écrivit le jour même à l'empereur, en insistant sur la nécessité d'une forte union des souverains. — Cf. encore L. II. Ch. iv. p. 180 et sq.

(3) Carutti juge sévèrement la cour de Turin de 1789 : « In realità il re stesso dirigeva l'alta diplomazia, guidato per lo più dal sentimento personale, consigliato da uomini mediocri, e tirato, egli passionato dai passionati. » Et plus loin, au sujet des négociations de 1792 : « Alla nostra diplomazia fecero difette il senso e l'arte delle patrie tradizioni politiche. »

(4) Carutti, I, 123 et s. Voir particulièrement le rôle en Savoie de Joseph Desaix.

(5) *Mémoire de J. de Maistre* : « Cependant, les Français n'ayant cessé de lui faire les propositions les plus séduisantes pour l'attirer à eux, la cour de Turin n'y prêta l'oreille, et toujours elle les fit connaître à la cour de Vienne. » Cf. Tivaroni. *Storia critica del risorgimento*, I. p. 13, d'après Fain. Manuscrit de l'an 1793. — Archiv. de Vienne : Dispacci Gherardini, Berichte aus Turin a 1793, n. 57; (à Cobenzel) et n° 47 (à Thugut). « Pur tuttavia il Re, detestando i giacobini, e continuando a confidare nell' Imperatore rifiutava le proposte da Robespierre presentategli a mezzo del barone Vignet des Etoles, ministro piemontese in Svizzera, per la neutralità con la cessione di Nizza e Savoia, e il compenso di tutti gli acquisti che farebbe la Francia nella penisola, e di Genova in cambio della Sardegna... »

traité de Valenciennes (29 mai 1794) qui établissait que toutes les conquêtes faites sur la France seraient partagées également entre les deux alliés (1). C'était le retour complet à la vieille politique des ducs de Savoie du xvi^e et du xviii^e siècle, c'était le renoncement à tout espoir d'agrandissement en Italie.

La campagne de 1794 fut malheureuse; les Français occupèrent plusieurs cols, entre autre celui de Tende; les Autrichiens laissèrent ouvertes les provinces de Mondovi, Alba et Acqui.

La campagne de 1795 fut désastreuse. Quelques timides négociations, secrètement tentées avec les Français, n'avaient pu aboutir. Le roi Victor-Amédée répugnait à traiter particulièrement; et, d'ailleurs, il trouvait léonines les conditions de la France (2). Est-il besoin de rappeler la marche rapide de Bonaparte, qui obligea Victor Amédée III à signer d'abord l'armistice de Cherasco, puis la paix de Paris?

Victor Amédée mourut le 15 octobre 1796. Charles Emmanuel, malgré le traité de Paris, et, sans doute, dans l'espérance d'un retour victorieux de l'Autriche, continua à garder une attitude méfiante à l'égard de la France, attitude en partie justifiée, il est vrai, par les empiètements continuels des représentants du Directoire, Guinguené et Eymar (3). Il hésita longtemps (4) à accepter l'alliance proposée, dès octobre 1796, par un agent de Bonaparte qui aurait volontiers promis toute la Lombardie pour un secours de 8,000 Piémontais (5). C'est seulement le 25 février 1797, après les désastres d'Alvinzi et la capitulation de Würmser dans Mantoue, que le général Clarke arracha au ministre Balbo un traité d'alliance offensive et défensive, dont les conditions furent partiellement modifiées par un autre traité, signé à Turin, le 5 avril (6).

Malgré ce traité, ni Bonaparte, ni le Directoire ne croyaient pouvoir se fier à la Maison de Savoie. Et, pour empêcher

(1) Sur ce traité de Valenciennes, v. Carutti, I. p. 259 et s.

(2) Carutti, I, 312, 313.

(3) *Revue des questions Historiques*, vol. 43, année 1888, art. de Ludovic Sciot sur les rapports du Directoire et de la Maison de Savoie. Cf. Hüfer. *op. cit.*

(4) Tivaroni, *op. cit.* I. — Bianchi T. III, p. 26.

(5) *id.*, Cf. J. de Maistre, *Mémoire de 1813*: « Encore, en 1897, la France envoya le sieur Durant en Valois pour faire de nouvelles propositions au Roi, qui demeura inébranlable. Sémonville avait dit: *Le Roi a bien mal fait; je venais lui offrir la couronne de Lombardie*. Après nos derniers malheurs, en 1798, Carnot, président du Directoire, répéta aux Plénipotentiaires à Paris: « *Une colonne de troupes piémontaises, et la Lombardie est à vous.* »

(6) Le Piémont céda définitivement la Savoie et Nice. Les Français occupèrent les forts de l'Assiette, Alexandrie, Valenza, etc. La France permettait seu-

l'Autriche de reparaitre en Italie, il leur fallait être sûrs du Piémont. D'abord Bonaparte offrit à Charles-Emmanuel d'échanger le Piémont contre la Cisalpine (1). Puis, lors de la campagne de Championnet à Naples, Joubert, qui commandait les troupes françaises du Piémont, somma le roi de livrer l'arsenal de Turin (2), et, sur son refus, proclama, le 5 déc. 1798, l'occupation du Piémont. Charles-Emmanuel se décida alors à abdiquer (19 déc.) et se retira en Sardaigne. Il protesta, sans doute, contre son abdication forcée, mais toujours avec la même ambiguïté traditionnelle des princes savoyards, si bien que, d'après J. de Maistre, elle put être interprétée contre lui aussi bien par les Français que par les Autrichiens (3). Les victoires de Souwarow à Magnano, à Cassano, rappelèrent, il est vrai, Charles-Emmanuel sur le continent; mais il n'alla pas plus loin que Florence; l'Autriche, avec laquelle il avait cependant contracté une nouvelle alliance, l'empêcha de rentrer à Turin (4); et, bientôt, d'ailleurs, la bataille de Marengo, l'occupation du Piémont par le général Brune achevèrent de détruire ses espérances de restauration.

La situation de la Maison de Savoie était des plus précaires. Tout annonçait sa chute prochaine. Chassée de ses Etats de terre ferme, il ne lui restait plus que l'île de Sardaigne, et le lien qui rattachait cette île au souverain du Piémont était, croyait-on, des plus fragiles.

Les Sardes avaient, en 1793, combattu vaillamment pour leur roi et défendu leur île contre les attaques des Français (5). Mais

lement de faire obtenir, lors de la paix générale, tous les avantages possibles. En outre, une convention secrète, signée le 4 avril, cédait à la France la Sardaigne, en échange de territoires non encore déterminés sur le continent (Tivaroni, I. p. 31.) — Cf. Carutti, L. IV.

(1) *id.*, p. 42.

(2) Bianchi, III. On raconte que Joubert aurait surpris un messenger du Roi portant une lettre d'un ministre de Naples, Belmonte-Pignatelli, adressée au ministre piémontais Priocca, et dans laquelle on conseillait au roi de soulever le pays contre les Français.

(3) Lettre du 18/30 avril 1804 (*Arch. di Stat.*) « Nous ne voulons pas nous guérir du système de ménager tous les partis; et c'est cependant le moyen de les choquer tous. Voulez-vous contempler une merveille dans ce genre? C'est la déclaration faite à la rade de Cagliari en 1799, avec un tel talent, que les Français nous la reprochèrent comme une déclaration de guerre, tandis que les Autrichiens la faisaient réimprimer par malice à Venise (j'y étais), comme une adhésion à la France. Voilà les monstres amphibies que la peur sait produire... »

(4) V. pl. loin le ch. sur l'*Autriche*.

Cagliari fut sérieusement menacé par la flotte de Truguet et de Latouche. V. *Carutti* I, p. 209, 210.

ils supportaient impatiemment l'état de sujétion où les Piémontais semblaient vouloir les réduire (1). En 1794, une grande révolte éclata à Cagliari (2). Les insurgés demandaient la convocation décennale des Etats Généraux, la concession des emplois publics aux seuls nationaux (sauf les fonctions de vice-roi et d'évêque), la création d'un ministère spécial des affaires de Sardaigne à Turin, et, à Cagliari, d'un Conseil d'Etat. La Cour ayant refusé la réunion d'Etats Généraux et n'accordant que la convocation des *Stamenti* (3), l'insurrection ne tarda pas à s'étendre dans toute l'île; elle ne s'apaisa qu'à la suite de quelques concessions du roi, et surtout grâce aux divisions des insurgés, grâce à la rivalité de Sassari et de Cagliari (4).

Quelques troubles qui se produisirent encore sur plusieurs points de l'île en 1799 (5) et en 1802 (6), contribuèrent à accroître la méfiance des souverains piémontais à l'égard de leur dernière possession.

C'était, d'ailleurs, un domaine de valeur médiocre; l'inertie des indigènes (7), l'incurie de l'administration piémontaise (8) le laissaient à peu près sans utilité.

Et c'était là, cependant, le seul refuge qui restait au souverain piémontais, impitoyablement chassé, — et pour toujours, semblait-il, — de ses Etats de terre ferme.

Il est vrai que, même après la bataille de Marengo, la cour de Savoie n'avait pas désespéré de fléchir le vainqueur. Bonaparte

(1) *Carutti* I, p. 96, parle de l'accaparement des charges par les Piémontais. — Cf. Bianchi, t. III. — Tivaroni, *Storia del risorgim.* I, p. 80 et suiv.

(2) *Carutti*, p. 269, 270.

(3) *Carutti* I, p. 270 : « Il Parlamento Sardo era composto dei tre ordini dello Stato, detti *Stamenti*. Lo Stamento *militare* comprendeva la nobiltà; *l'ecclesiastico*, i prelati, i canonici e i parrochi; nel *reale* sedevano; magistrato delle sete cita del regno, cito Cagliari, Sassari, Oristano, Alghero, Bosa e Castel, Aragonese. »

(4) Tivaroni, *op. cit.* I, p. 82 et s.

(5) J. de Maistre, lettre du 27 juin/9 juillet 1807 : « En feuilletant l'autre jour mes paperasses, j'ai trouvé le jugement que nous rendîmes à Cagliari, le 30 sept. 1801, contre le sens commun et contre les grands conjurés Padua et compagnie. » La *Biblioteca civica* de Turin possède une lettre de J. de Maistre, adressée le 16 juillet 1802 au vice-roi de Sardaigne, Charles-Félix, et demandant grâce pour ce Pada ou Pala : « Demain on doit exécuter le nommé Pala, accusé d'être entré, en l'année 1799, dans une conjuration formée pour s'emparer du château de Cagliari, égorger plusieurs personnes en place, ouvrir les prisons et changer la forme du gouvernement. »

(6) Tivaroni, I, p. 83.

(7) 29 mai/10 juin 1805 (cit. par Blanc., *Mém.*, p. 61) : « Le Sarde est plus sauvage que le sauvage, etc. »

(8) Lettre d'oct. 1812 (cit. par Blanc., *Mém.*, p. 63).

avait paru, à différentes reprises, disposé à une certaine bienveillance vis-à-vis de la Maison de Savoie. C'est ainsi même qu'en mai 1797, il avait affecté de se poser en protecteur de Charles-Emmanuel (1). Il protestait de sa sympathie, s'efforçant de rassurer le roi sur la politique de la France en Italie (2). Il se réjouissait ouvertement de la répression rapide d'une insurrection piémontaise (3).

En réalité, Bonaparte avait des desseins bien arrêtés à l'égard de l'Italie. Il savait qu'on ne pouvait garder qu'une très médiocre confiance dans les promesses des souverains du Piémont (4), et, pour surveiller l'Italie, il jugeait indispensable que le Piémont fût solidement occupé, fortement défendu. Dès 1797, il se préoccupait de « tenir en respect » Charles-Emmanuel III (5). L'adhésion du Piémont à la seconde coalition le décida à en finir avec lui. Il voulut bien, non sans difficulté d'ailleurs, consentir à entrer en pourparlers (6), mais ce fut simplement pour la forme,

(1) *Corresp. de Napoléon*, t. III. Milan, 20 flor. an V (9 mai 1797). Au général Berthier « ...Vous voudrez bien donner l'ordre au commandant de la Lombardie, pour qu'il prenne les mesures nécessaires, afin qu'il existe une sévère discipline sur les frontières du Piémont, et s'oppose à tout ce qui pourrait troubler la tranquillité des Etats du roi de Sardaigne. Vous donnerez des ordres pour que les nommés Viciateri, Rosétti et Stroluggio, chef de la conspiration pour assassiner le roi de Sardaigne, soient arrêtés... »

(2) Il écrit à Saint-Marsan, ministre du roi de Sardaigne, (21 messidor an V/9 juillet 1797) : « Que non-seulement on ne doit avoir aucune espèce d'inquiétude de notre côté, mais que je ferai encore tout ce que S. M. peut désirer pour la rassurer et pour contribuer à la tranquillité d'une cour, qui, depuis quelques mois, nous a donné de véritables marques, de bons sentiments à notre égard... » (T. III).

(3) *Cor. de Nap.* Lettre du 14 therm. an V/1^{er} août 1797.

(4) *Cor. de Nap.* Lettre au Directoire exécutif. Milan, 30 floréal an V. « Il est nécessaire de ménager le roi de Sardaigne, afin que, si jamais la négociation traîne en longueur, on puisse se servir de ses troupes pour donner une inquiétude de plus à l'empereur. Le roi est, au reste, fort peu de chose, et dès l'instant que Gènes, la France et le Milanais seront gouvernés par les mêmes principes, il sera très difficile que ce trône puisse continuer à subsister, mais il s'écroulera sans nous, et par le seul poids des événements et des choses... »

(5) *Cor. de Nap.* t. III. Lettre au citoyen Faipoult, 12 août 1797 : « Miot se plaint déjà de ce que la cour de Turin abuse de sa victoire (sur les insurgés). Elle arme (contre les Cisalpins) les paysans, Plusieurs Français ont, à ce qu'on m'assure, été déjà assassinés du côté d'Alexandrie. Je crois donc que, jusqu'à ce qu'on voie le parti que la cour va prendre aujourd'hui, il ne faut rien faire qui puisse nous ôter les moyens de la tenir en respect. »

(6) *Cor. de Nap.*, t. VI. Lettres du 7 vendém. et du 30 vendém. an IX à Talleyrand. — Lettre au général Jourdan (3 brum. an IX) : « J'ai fait appeler à Paris M. de Saint-Marsan, pour voir s'il n'y aurait pas de moyen de concilier l'intérêt que prennent au roi de Sardaigne les deux grandes puissances avec celui que

et, sans doute, par égard pour l'Empereur Paul I^{er} qui avait pris le roi de Sardaigne sous sa protection (1).

Charles-Emmanuel se fit représenter à Paris par le marquis de Saint-Marsan. Talleyrand ne cacha pas, dès le premier échange de lettres, que les négociations ne seraient sérieusement commencées que lorsque le Roi aurait consenti à fermer d'abord les ports de Sardaigne aux ennemis de la France, Anglais, Portugais et Turcs, et se serait décidé à les « ouvrir aux Français et à leurs alliés (2). »

Bonaparte voulait ainsi mettre Charles-Emmanuel en demeure de se déclarer nettement contre les Anglais ou de prendre une attitude ouvertement hostile envers la France. Il manifestait un très grand mécontentement de la politique louche, ambiguë, de la cour de Savoie (3) ; il cherchait à faire comprendre à Charles-

nous prenons aux Piémontais. » — Cf. *'Affaires étrangères, Sardaigne*, t. 281. Saint-Marsan, chargé du ministère de la guerre, au premier consul. Rome 10 juillet 1800. « Le cardinal, évêque de Vercell, vient d'adresser une lettre à S. M. le roi mon maître, par laquelle il lui fait part, qu'ayant eu l'honneur de vous voir à votre passage à Vercell, vous lui avez parlé des intérêts du roi, marquant la disposition d'ouvrir une négociation avec S. M. » — Le 28 pluviôse an IX, le général Clarke, directeur du dépôt de la guerre, reçoit du ministre des relations extérieures : « Général, le premier consul me charge de vous informer qu'il désire que vous confériez avec M. de Saint-Marsan. »

(1) *Cor. de Nap*, t. VI, 30 vendém. an IX : « Le ministre des relations extérieures expédiera un courrier au général Jourdan pour lui faire connaître que le sort du Piémont est effectivement indécis, puisqu'il dépendra du plus ou moins d'intérêt qu'y prendront le roi de Prusse et l'empereur de Russie. » — *Ibid.* Lettre à Talleyrand (27 ventôse an IX) le priant de dire à Saint-Marsan « que S. M. l'Empereur de Russie prenant un grand intérêt à ce prince, le premier consul était disposé à faire quelque chose d'avantageux pour lui : qu'il désire donc que les négociations soient ouvertes le plus tôt possible. » — *Id.* Lettre à Talleyrand (3 brum. an IX) : « L'empereur de Russie et la Prusse s'intéressent très vivement au roi de Sardaigne. » — Cf. *Aff. étr. Sard.* 281. Lettre de Clarke à Talleyrand, 2 ventôse an IX : « Un courrier s'étant croisé avec M. de Saint-Marsan, c'est à Vienne qu'il apprit de la bouche du ministre de Sardaigne la déclaration que l'empereur Paul I^{er} ferait à Charles-Emmanuel de la résolution qu'il avait prise de se charger de ses intérêts, et l'empereur ajoutait que le gouvernement français s'y était montré favorable. »

(2) *Aff. étrang. Sard.*, 281. « Ce préliminaire, ajoutait-il, doit précéder toute autre négociation... » — Cf. Lettre de Bonaparte à Talleyrand, 27 ventôse an IX (*Corresp.*, t. VII).

(3) *Ibid.* Talleyrand au général Clarke (28 pluviôse an IX) : « M. de Saint-Marsan avait été précédemment invité à se rendre auprès du premier consul. Il se rendit au camp des Autrichiens, et ses courses en Allemagne, ses prétextes et son recours à des puissances étrangères, dont le patronage lui avait si peu servi, ont naturellement dû mécontenter le gouvernement de la République. Vos premières communications avec lui doivent vous servir à lui faire connaître qu'il a fait tout ce qu'il fallait pour exciter ce sentiment. » — Talleyrand à

Emmanuel qu'on ne pouvait servir à la fois deux causes ennemies (1). » Et il lui signifiait qu'il ne pouvait « entendre à aucune négociation, qu'au préalable un embargo ne soit mis sur les bâtiments anglais dans tous les ports de la Sardaigne, et que les émigrés corses, ainsi que les agents anglais,... ne soient arrêtés (2). »

il était téméraire d'espérer une réponse précise d'un diplomate piémontais. Saint-Marsan tergiversa, demanda à Talleyrand de conférer avec lui au sujet de la fermeture des ports sardes, promettant d'importer ses observations confidentielles, s'abritant, d'ailleurs, sous le patronage de l'ambassadeur russe (3). Talleyrand insista sur les conditions préliminaires (4), et Saint-Marsan se refusant à prendre aucun engagement, on lui signifia de partir aussitôt (5); en dépit de l'interven-

Saint-Marsan (28 ventôse an IX) « ...S. M. le roi de Sardaigne n'a montré aucune confiance au premier consul, depuis qu'il est à la tête des affaires de la France, et spécialement depuis la bataille de Marengo. L'effet naturel de cette méfiance a été de rendre inutile la bonne volonté que le premier consul pouvait avoir conservée de ses anciennes relations avec votre souverain. » Ceci n'est d'ailleurs que la reproduction d'instructions données par le premier consul (*Cor. de Nap.*, t. VII. Lettre du 27 ventôse an IX).

(1) *Ibid.* Talleyrand à Saint-Marsan, 29 germinal an IX (mars 1802) : « Le premier consul, je dois vous le répéter, Monsieur, est tellement mécontent de la manière dont le roi de Sardaigne s'est conduit dans ces circonstances, du peu de confiance qu'il a montré tant en lui-même qu'au gouvernement de la République, qu'il s'éloigne tous les jours de plus en plus de la pensée de persévérer dans les bonnes dispositions qu'il n'a cessé de lui montrer jusqu'à ce jour : la conduite de ses agents en Sardaigne, les secours qu'ils donnent aux Anglais, leurs envois de blé à Malte, leur malveillance déclarée contre nos négociants ; le soin qu'ils prennent de fomentier les troubles de la Corse nous apprennent bien que ce prince est encore roi de Sardaigne... Il faut qu'il renonce à espérer en même temps dans les dispositions bienveillantes du premier consul et dans la reconnaissance des Anglais. On ne peut pas servir à la fois deux causes ennemies... »

(2) *Ibid.*, *Ibid.*

(3) Aff. étrang. Sard., 281. Saint-Marsan à Talleyrand, Paris, 20 mars 1801 : « Quant à la condition de fermer les portes de la Sardaigne aux Anglais, aux Portugais et aux Turcs, je désirerais avoir l'honneur d'en conférer avec vous, et de vous communiquer confidentiellement quelques observations importantes... Cette mesure intéressant, d'ailleurs, directement la cour de Russie, je me fais un devoir de tout communiquer immédiatement à S. E. M. le comte de Kalitscheff. »

(4) *Id.* Lettre du 29 germinal an IX, citée p. 38, note 3.

(5) *Id.* Paris 27 juin 1801/8 messidor an IX : « Le soussigné ayant été informé que M. de Saint-Marsan, plénipotentiaire de S. M. Sarde, s'étant rendu chez le ministre de la police générale, il lui avait été signifié de la part du premier consul de quitter Paris dans le courant de la décade... L'intérêt que S. M. l'Empereur prend à tout ce qui regarde S. M. Sarde est trop connu pour que le soussigné ait besoin d'exprimer la peine que son auguste maître éprouverait en apprenant le renvoi de M. de Saint-Marsan... » Signé : Kalitscheff.

tion de l'ambassadeur russe, il lui fallut quitter Paris (1). Une lettre du comte de Chalembert, ministre d'Etat de Sardaigne, n'eut pas plus d'effet que le voyage de Saint-Marsan (2). L'annexion du Piémont était un fait accompli.

Depuis longtemps déjà, Bonaparte s'était arrêté à cette décision. Il avait chargé Talleyrand de faire comprendre à Saint-Marsan, dans leur conversation quotidienne, « que, quelque chose qu'il arrive, il n'est pas probable que le gouvernement français consente jamais au retour du roi de Sardaigne, puisque les revenants ne peuvent jamais être de bon augure pour ce gouvernement (3). » En même temps, il faisait prévenir Jourdan que le nouvel arrêté réglant provisoirement « l'administration civile et militaire du Piémont » était bien « un premier pas vers la réunion (4). » C'était, en fait, l'annexion à peu près complète; le Piémont formait la 27^e division militaire de la France (5).

Les plaintes d'Alexandre I^{er}, qui remplaça même Kalitschef par l'intraitable Markoff (6), et chargea le nouvel envoyé d'agir énergiquement en faveur du roi de Sardaigne, ne parvinrent pas à modifier la situation du Piémont. Alexandre se résigna d'ailleurs à conclure avec la France, dès octobre 1801, un traité de paix et une convention secrète (7), qui promettait au roi de Sardaigne des compensations territoriales. Les conférences d'Amiens, où Charles-Emmanuel se fit en vain représenter par son ambassadeur à Londres, le comte de Front, lui enlevèrent ses dernières espérances; le traité d'Amiens (25 mars 1802) éloignait de lui ses derniers protecteurs. Découragé, attristé d'ailleurs par la mort de la reine Marie-Clotilde, Charles-Emmanuel IV abdiqua en faveur de son frère Victor-Emmanuel (8) (4 juin 1802).

Ainsi, la Maison de Savoie paraissait dans les premières

(1) Aff. étr. Lettre du 13 messidor. Saint-Marsan est, malgré tout, invité à se rendre immédiatement à Naples pour faire part à son souverain des conditions préliminaires exigées. — Et, le 3 juillet 1801, Saint-Marsan informe le ministre des relations extérieures qu'il va partir dans la journée.

(2) *Id.* Lettre annexée à la dépêche de Cacault du 12 thermidor an IX : Elle a pour objet de défendre le roi de Sardaigne des accusations portées contre lui à l'époque de la bataille de Marengo.

(3) Corresp. de Nap., t. VII : 23 germinal an IX.

(4) *Id.*, *id.*

(5) Lois et décrets. Décret du 21 avril 1801. Le Piémont fut divisé en six départements.

(6) Carutti II, p. 119 et s.

(7) *Id.*, p. 120.

(8) *Id.*, p. 124.

années du siècle, réduite à la dernière extrémité. En quelques mois, elle avait perdu les résultats péniblement acquis par une politique patiente de plusieurs siècles. Et l'avenir ne lui laissait rien espérer qui pût la relever d'une telle chute.

Certes, la fidélité de J. de Maistre s'était violemment émue au spectacle de si grands malheurs. Il oubliait sa propre misère pour s'apitoyer sur celle de la Maison de Savoie (1), et il exposait éloquentement, lors de sa présentation à l'empereur Alexandre, l'affreuse situation où était tombé son maître (2).

Il avait assisté, de loin, à la décadence, à la chute de la royauté Sarde. Chassé de Chambéry par la tourmente révolutionnaire et par l'occupation française, il avait dû quitter les siens et s'était réfugié à Lausanne (3). Il resta là cinq ans, dans l'impuissance de jouer un rôle politique quelconque. On ne peut guère attacher d'importance à la mission dont le chargea Victor Amédée III, et qui se bornait à donner des renseignements sur ce qui se passait en Suisse ou même en France; l'ambassadeur sarde auprès du gouvernement helvétique était le baron Vignet des Etoles, résidant à Berne. Les agents français en Suisse ne semblent guère avoir pris au sérieux les fonctions de J. de Maistre. L'un d'eux, M. de Venet, raille assez plaisamment ses efforts pour jouer à l'ambassadeur de grande puissance dans la pauvre cuisine qui lui servait de salle d'audience (4). Peut-être, à vrai dire, ses rapports ont-ils donné, dès cette époque, aux bureaux Sardes une

(1) Lettre et op., I, 17/29 mars 1806 : « Mon Dieu ! je pense à la Maison de Bourbon, à celle de Savoie, lorsque je suis tenté de m'affliger sur moi. Je suis ici dans une situation fort critique, sachant très peu ce que je suis aujourd'hui, et point du tout ce que je serai demain ; mais, au lieu qu'autrefois les moralistes disaient continuellement : *Regardez au dessous de vous*, ils doivent dire maintenant ! *Regardez au-dessus*. »

(2) Discours à S. M. I. (Arch. di Stato. Carteggio di ministri Russia) : « Le descendant de quarante souverains, puni de sa fidélité par une violence qui brave tout, et chassé d'un trône que sa Maison illustra pendant huit siècles, cherche auprès de V. M. l'appui qu'il ne trouve point ailleurs. Daignez, Sire, terminer votre noble ouvrage, et faites cesser enfin les tempêtes qui battent cette famille Auguste et malheureuse. »

(3) Lettre et op. *Notice biograph.*, par Rodolphe de Maistre.

(4) Aff. étrang. 450. (Papiers de Barthélémy). — Il n'est fait mention de J. de Maistre que dans deux rapports de Venet. 1^o Lausanne, 23 juil. 1794 : « M. Trévor n'a fait jusqu'à présent aucun accueil aux émigrés... Il a même reçu assez fraîchement l'agent de Maistre... » — 2^o Morges, 10 nov. 1794. « L'agent que le roi de Sardaigne entretient à Lausanne, le Sr de Maistre, cherche à se procurer de la consistance et de la considération. Il signe de son nom des passeports pour l'intérieur de la Suisse et paraît disposer arbitrairement de la signature du

haute opinion de son intelligence politique (1), et ont-ils préparé son entrée dans la carrière diplomatique. Incontestablement, il ne se bornait pas, comme le dit malignement M. de Venet, à « copier des articles du *Moniteur* pour les envoyer au Roi son maître (2). » Il regardait avec angoisse, mais aussi avec une grande largeur d'esprit, la marche fatale de la Révolution, et il écrivait son grand ouvrage de philosophie politique, les *Considérations sur la France*, qui témoigne d'une extraordinaire sûreté d'observation, d'une remarquable intelligence des événements.

Mais le gouvernement Sarde ne pouvait guère comprendre, ni utiliser de telles qualités de discernement et de perspicacité. Rentré à Turin, en 1797, de Maistre y demeura dans l'inaction. Et ce fut ensuite la fuite à Venise, l'exil, après l'abdication forcée de Charles Emmanuel IV (3).

Les victoires de Souvarow semblaient avoir rendu le Piémont à la Maison de Savoie : et de Maistre se mettait en route pour Turin, lorsqu'à Padoue, le 23 novembre 1799, il apprit sa nomination de régent de la grande chancellerie de Sardaigne.

De ce nouveau poste, il put voir, sans y être mêlé, les tristes événements qui paraissaient devoir assurer la ruine complète de la Maison de Savoie. Il pleura le sort misérable de ses princes. Mais, avec son esprit critique, à Cagliari, comme à Lausanne ou Turin, il ne pouvait s'empêcher de reconnaître que les malheurs de la Maison de Savoie étaient la conséquence de fautes persistantes. Il condamnait cette politique ambiguë, qui n'avait cessé de mettre les princes savoyards dans une situation fausse, et les avait exposés à être, dans les moments critiques, abandonnés de tout le monde. Ils s'étaient laissés aller aux inspirations de la peur, ils avaient voulu se tenir dans une neutralité indécise : finalement, ils avaient eu tout le monde contre eux (4).

baron Vignet des Etoles, le ministre en chef résidant à Rome. Il parla avec dignité et exigence à la commission pour les étrangers, qui néanmoins accueille très froidement ses notes, se charge de faire des collectes pour les prêtres déportés, fait venir chez lui les émigrés qui sollicitent des passeports pour le Piémont et leur fait gravement subir interrogatoire dans sa salle d'audience, qui est en même temps la cuisine.

(1) Cf. Blanc, *Mém.*, p. 28, 29.

(2) Aff. étrang., 450, 10 nov. 1794.

(3) V. la notice de Rod. de Maistre.

(4) V. plus haut, p. 30. Il disait encore dans sa lettre du 29 sept./11 oct. 1803. (Arch. di Stato) : « Si V. M. veut bien jeter les yeux sur le passé, Elle verra que out est allé de manière à nous laisser parfaitement isolés... »

A vrai dire, J. de Maistre avait tort d'appeler *neutralité* l'attitude de la Maison de Savoie « depuis quinze ans » (1). De 1791 à 1796, le Piémont s'était très nettement déclaré contre la France. J. de Maistre n'avait garde de l'oublier (2). Mais il était singulièrement gêné pour blâmer la guerre faite contre la France. Il se contentait d'exprimer de vagues regrets de l'attitude prise en ces circonstances ; il essayait d'expliquer, — toutefois sans en paraître bien convaincu, — les raisons qui poussaient le Piémont à refuser toute alliance avec la France, à repousser les propositions de Sémonville et de Robespierre : « Si nous avions voulu, dit-il, nous allier avec les Français, V. M. serait dans ce moment roi d'Italie ; *mais* une alliance avec les hommes qui commandaient alors aurait été trop immorale, trop dangereuse... V. M. voit qu'il y a toujours eu un *mais* qui s'est opposé à toute détermination capable de nous *donner un ami*. Les suites ont été ce qu'elles sont toujours : la France ne nous a pas su gré d'une alliance forcée ; l'Autriche nous a pardonné encore moins notre opposition à ses vues ambitieuses sur le Piémont (3). »

En somme, J. de Maistre donnait là les véritables raisons de l'annexion du Piémont à la France. C'était comme le commentaire des instructions adressées à Talleyrand par Bonaparte. Plus tard, Talleyrand, dans ses *Mémoires*, devait condamner la réunion du Piémont, la déclarer contraire au droit des gens, l'attribuer à un sentiment d'ambition mesquine du premier consul (4).

(1) Lettre du 18/30 avril 1804. (Arch. di St.) : «... Mais ce que je vous demande en grâce, M. le chevalier, c'est de vous défendre des inspirations de la peur, qui nous a fait tant de mal depuis quinze ans... »

(2) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803. (Arch. di St.) : « La France ne nous a jamais pardonné notre longue résistance à ses armes et à ses propositions... »

(3) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803.

(4) Talleyrand, *Mém.* I, p. 290 : « Le Piémont aurait dû être restitué au roi de Sardaigne, immédiatement après la paix de Lunéville : il n'était qu'un dépôt entre les mains de la France. Le restituer aurait été à la fois un acte de justice rigoureuse et de très sage politique Bonaparte, au contraire, le réunit à la France. Je fis de vains efforts pour le détourner de cette mesure. Il croyait qu'elle était dans son intérêt personnel, son amour-propre lui paraissait la réclamer, et il prévalut contre tous les conseils de la prudence... » Et plus loin, p. 291 : « Pour justifier ses prétentions au titre souverain, il jugea nécessaire d'ajouter à la France des possessions qu'elle tint de lui. Il avait été le conquérant du Piémont en 1796, ce qui lui semblait désigner ce pays comme propre à remplir ses vues. Il en fit donc prononcer par le Sénat la réunion à la France, n'imaginant pas que personne lui demandât raison d'une violation aussi monstrueuse de ce que le droit des gens a de plus sacré... Le gouvernement-anglais n'ayant point encore restitué Malte et désirant la garder, saisit l'occasion que lui offrait la réunion du Piémont à la France, et reprit les armes... »

La conduite maladroite de la cour de Savoie peut suffire à expliquer l'occupation d'un pays qui surveille la Haute-Italie et qui permet d'agir, au besoin, contre l'Autriche, maîtresse de la Vénétie (1).

J. de Maistre éprouvait quelque embarras à reprocher à sa cour de ne pas s'être entendue avec la France. Il parlait avec plus de liberté du rôle de dupe qu'elle avait joué dans l'alliance conclue avec l'Autriche. Dans un *Mémoire* de 1805, où il exposait ses motifs de haine politique contre la cour de Vienne, il insistait sur les désastreux résultats du traité de Valenciennes (2).

Dès 1794 il s'indignait du projet de démembrement de la France contenu dans ce traité : « C'est à la *pauvre* Maison d'Autriche qu'on veut donner l'Alsace, la Lorraine, la Flandre. Quel équilibre, mon Dieu ! J'aurais mille et mille choses à vous dire sur ce point, pour vous démontrer que notre intérêt à tous est que l'Empereur ne puisse jamais entrer en France comme conquérant pour son propre compte (3). » Et l'on raconte que la nouvelle de ce traité vint surprendre J. de Maistre à Lausanne, chez le bailli d'Erlach : « Quelle peau d'ours ! » s'écria le bailli. Et de Maistre de dire tout bas : « Que signifie cette épouvantable énigme ? (4) »

On peut comprendre aisément avec quel serrement de cœur J. de Maistre vit se réaliser toutes les craintes que lui inspirait la politique *prudente* de la Maison de Savoie. Il s'apitoyait sur cette chute lamentable, sans honneur, du trône de Charles-Emmanuel IV (5). Tenu à l'écart de la politique militante, il

(1) Corresp. de Nap. t. VIII. Lettre du 11 fructid. an X, à Saint-Marsan ; « Le Piémont ne peut plus appartenir au duc d'Aoste. Au moment où vous recevrez cette lettre, la loi de réunion des six départements du Piémont au territoire de la République aura été rendue... *Le Piémont est nécessaire à la France, la Maison d'Autriche possédant l'Etat de Venise* : la loi d'incorporation engagerait la nation à soutenir une guerre, s'il le fallait, pour s'en assurer la possession... Rentrez dans votre patrie : croyez qu'elle ne peut plus trouver de bonheur que française et par l'attachement de ses principaux citoyens à la République... »

(2) Blanc., *Mém.*, p. 180-181, donne la table des matières de ce *Mémoire*. On y lit ; § 13, Détail circonstancié et minutieux de la conduite de cette puissance à notre égard, depuis la convention de Pillitz, Mention amère du traité de Valenciennes, signé par un homme prudent... § 18. C'est l'Autriche qui a perdu le roi, et maintenant encore il est puni de sa fidélité à l'Autriche... V. plus loin le chap. sur l'Autriche.

(3) *Lett. et Op.*, I, 15 août 1794, au baron de V...

(4) V. Blanc, *Mémoires*, p. 39.

(5) Lettre du 18/30 avril 1803 (*Arch. di St.*) : « Si j'avais eu l'honneur d'être ministre influent en 1798, je n'ai pas la faiblesse de croire que j'aurais maintenu

n'avait pu empêcher aucune faute, lorsqu'en 1802, les événements l'appelèrent soudain à jouer un rôle important dans l'œuvre de restauration.

Il semble que le souvenir de sa mission à Lausanne, que, surtout, la réputation européenne que lui avaient valu ses *Considérations sur la France*, l'aient, aux yeux de Victor-Emmanuel I^{er}, désigné à ce poste d'une importance capitale. Abandonnée par l'Angleterre à la paix d'Amiens, la Sardaigne, qui s'obstinait à ne pas vouloir traiter directement avec Bonaparte, ne pouvait plus compter que sur la Russie. Paul I^{er} n'avait-il pas toujours témoigné d'un très vif intérêt pour la sécurité de la Maison de Savoie ? Il s'agissait de s'assurer la continuation de cette protection sous Alexandre I^{er} ; et il était permis d'avoir, pour cela, confiance dans l'éloquence et l'habileté politique de J. de Maistre. Peut-être, à vrai dire, faut-il attribuer à des motifs d'autre nature cette nomination à l'ambassade de Saint-Petersbourg ; le vice-roi de Sardaigne, Charles-Félix, était en désaccord absolu avec le régent de la grande chancellerie et demandait, sans doute, que de Maistre fût éloigné de la Sardaigne (1) ; les États continentaux étaient occupés par les armées françaises ; il n'y avait d'autres fonctions administratives possibles que celles de la cour ; et, dans l'entourage du Roi, de Maistre ne comptait guère que des adversaires, entr'autres un des ministres les plus influents, le comte de Chalembert, qui avait une « extrême envie » de le voir extrêmement loin (2) ». Il est certain que de Maistre fut, tout d'abord, effrayé de la mission qu'on lui confiait (3), et qu'il ne céda que parce qu'il croyait de son devoir d'obéir. Quoi qu'il en soit, il fut nommé, en septembre 1802, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du roi de Sardaigne à la cour de Saint-Petersbourg.

Là commence véritablement sa carrière politique, dans

le trône (j'aurais essayé cependant) ; mais s'il avait dû tomber, je l'aurais fait tomber avec un tel fracas, que nous aurions fourni une page brillante à l'histoire .. »

(1) V. plus loin le chapitre sur la *Cour de Sardaigne*.

(2) *Arch. di St. Lett.* de 24 juill. 1803.

(3) *Mém.* p. 224. Lett. au chev. de Rossi, 1806 : « ... Loin d'ambitionner une commission étrangère, je la redoutais à l'excès. Il ne fallut pas moins partir... Voici la quintessence de toutes les lettres de votre prédécesseur (Chalembert) en quelques lignes : « Faites, monsieur, et quoiqu'on n'ose pas vous le dire bien clairement, partez sur-le-champ, sans voir la cour..., Quittez l'aisance et la tranquillité, et prenez un autre état sans connaître vos appointements... »

laquelle il va déployer, avec ses sentiments de constante fidélité à l'égard de la Maison de Savoie, les qualités supérieures d'un homme d'Etat, s'efforçant de faire sortir la diplomatie et le gouvernement sardes des errements qui leur avaient été funestes.

LIVRE II

LA MISSION DIPLOMATIQUE

DE

JOSEPH DE MAISTRE

CHAPITRE PREMIER

Joseph de Maistre et la cour de Victor-Emmanuel I^{er}

La cour de Savoie était peu faite pour comprendre le dévouement éclairé et la haute intelligence de J. de Maistre.

« Je reconnais moi-même dans moi-même, disait le comte, je ne sais quel élément gaulois qui ne me met pas en harmonie avec notre cabinet, que je respecte, d'ailleurs, autant que je le dois (1). »

On pouvait reconnaître au nouveau roi, Victor-Emmanuel I^{er}, de réelles qualités d'homme privé : l'affabilité, la bienveillance, l'amour de la justice, même la bravoure (2) ; mais les rapports de ce souverain avec J. de Maistre semblent donner raison au jugement d'un historien qui le représente comme « pauvre d'intelligence et de savoir (3) » ; à l'opinion de Cacault, qui le considère comme « un homme faible, la proie de ce qui l'entoure (4) ». Son étroitesse d'esprit se manifesta surtout, plus tard, dans sa manière de comprendre la Restauration (5). Il eut, sans doute, le mérite de garder, au milieu des plus terribles épreuves, une foi inébranlable dans les destinées de sa Maison (6) ; mais, incapable de s'arracher à la politique traditionnelle de la monarchie de Savoie, il ne sut pas saisir l'occasion, qui lui fut pourtant bien des fois signalée, d'avancer d'un demi-siècle l'accomplissement de l'œuvre italienne.

(1) *Corresp. diplom.*, II, 1/13 oct. 1812.

(2) Poggi, *Storia d'Italia*, I. — Cf. *Aff. étrang.*, 285. Lettre du duc Dalberg, 8 oct. 1817 : « Le Roi, faible et sans lumière, quoique très bon homme dans le fond... ». — Cf. Stern, *Hist. de l'Europe au dix-neuvième siècle*, II, p. 65 : « Le roi, homme bonasse et sans culture d'esprit, et faible de caractère... »

(3) *Id.*, *id.*

(4) *Arch. des aff. étrang. Sard.* 281. Lettre du 5 therm. an X.

(5) V. la conclusion.

(6) Sur le tombeau de Victor-Emmanuel I^{er}, dans une crypte de l'église de la Soperga, on lit cette inscription : « ... *Constantiæ in adversis testimonia relinquens..* »

En dépit des conseils de J. de Maistre, il s'attacha désespérément à cette politique de bascule qui avait été fatale à son prédécesseur. Tandis qu'il continuait à solliciter l'appui de l'Angleterre (1), il s'efforçait, dès son avènement, de rentrer en grâce auprès du Premier Consul. Il lui faisait part officiellement et en termes cordiaux, de son élévation au trône (2). Il lui annonçait, comme aux autres souverains d'Europe, la mort de son frère (3). Il lui adressait ses condoléances à l'occasion de la mort du général Leclercq et le traitait de « grand et bon ami (4) ». Il affectait, en un mot, d'être en état de paix avec la France, et l'on sait que, malgré l'échec de toutes les tentatives de négociations, les relations officielles de la France et de la Sardaigne ne furent pas rompues ; un consul français continua à résider à Cagliari (5).

Mais Bonaparte ne fut pas dupe des témoignages de cordialité de Victor-Emmanuel. Il le connaissait personnellement ; il l'avait vu en 1796 à Cherasco (6) et avait entretenu avec lui de bons rapports ; on accusait même, en Piémont, Victor-Emmanuel, alors duc d'Aoste, de rechercher l'appui des Français pour détrôner son frère et se faire proclamer roi constitutionnel de Lombardie (7). Mais après les campagnes de 1799 et 1800, Bonaparte commença à considérer le duc d'Aoste, qu'il n'avait pu décider à se joindre à lui (8), comme un des plus dangereux ad-

(1) Bianchi, *Storia dell. monarch. piémont.*, IV. Documenti : Ordine del Re Vittorio Emanuele I al Ministro conte di Chialambert, 12 ottobre 1802.

(2) *Aff. étrang. Sard.*, 281 ; Naples, 8 juin 1802 : « La loyauté avec laquelle vous avez traité avec nous, lorsque le commandement des armées qui nous était respectivement confié, nous mit dans le cas de tenir une correspondance directe, et les dispositions favorables que vous avez depuis lors témoigné pour ce qui regarde notre Maison, vous garantissent autant cette considération méritée, qu'elles nous inspirent une juste confiance... » Signé : Votre bon ami Victor Emmanuel. — Le Premier Consul ne fit pas de réponse, parce qu'il n'y avait pas de traité signé. (Lettre de Cacault, 3 fructidor an X)

(3) *Id.*, *id.* Lettre (an XI) de Bonaparte, Premier consul de la République française, à S. M. le roi de « l'Isle de Sardaigne ».

(4) *Id.*, *id.* « A mon grand et bon ami, le Premier consul de la République française, Napoléon Bonaparte... »

(5) Il sera question plus loin du consul général Doniol, qui se trouvait encore, en 1808, à Cagliari, et qui prit, à plusieurs reprises, une attitude énergique vis-à-vis du gouvernement sarde.

(6) V. la note 2.

(7) Tivaroni, *Storia del risorgimento*, I, p. 31.

(8) *Arch. des aff. étrang Sard.*, 281. Lettre de Talleyrand à Cacault, 19 messidor an X : « ... Le sort du Piémont est à jamais fixé. Si cette Maison l'a irrévocablement perdu, c'est surtout par la faute du duc d'Aoste. Avant la bataille de Marengo, il se refusa aux insinuations du Premier Consul ; il s'y refusa en-

versaïres de la France (1); il avait, sans doute, caressé l'espoir de trouver en lui l'allié nécessaire, le lieutenant fidèle, qui l'aiderait à protéger l'Italie contre l'Autriche. Déçu par l'incorrigible politique des princes de Savoie (2), il garda contre Victor-Emmanuel un ressentiment inaltérable (3), et ce prince en ressentit les effets dès son avènement.

Bonaparte essaya, en effet, d'amener l'ancien roi, Charles-Emmanuel, à revenir sur son abdication (4). Mais le coup le plus rude qu'il lui porta fut le fameux arrêté du 10 messidor an X (29 juin 1803), qui obligeait les Piémontais absents à rentrer immédiatement dans leur pays, sous peine de confiscation de biens, et à renoncer complètement au service de leur ancien souverain.

Cet arrêté enleva à Victor-Emmanuel un grand nombre de ses serviteurs, et non des moindres; le comte de Vallaise, ministre à Saint-Pétersbourg; le comte de Castelafero, ministre

core depuis, et voulut exclusivement s'en rapporter aux ennemis de la France. Il s'est ôté par là tous les avantages qu'une marche différente aurait pu lui assurer. »

(1) *Mémoire de J. de Maistre sur les intérêts du roi de Sardaigne*, 1813 (Bianchi, IV, Documenti) : « Le duc d'Aoste étant à Verceil, Bonaparte l'engagea à demeurer en Piémont (le roi Charles-Emmanuel était alors à Florence) et il a voulu nous détacher de nos amis. La réponse fut toujours la même : que nous ne pouvions rien faire sans la Russie et l'Angleterre. Ce fut alors que l'irascible personnage prononça ces paroles : « Eh bien ! puisqu'ils se fient à la Russie et à l'Angleterre, que la Russie et l'Angleterre les rétablissent ! »

(2) *Corresp. de Napoléon*, VII. Lettre à Talleyrand du 23 germinal an IX : « Vous direz à M. de Kalitcheff... que, d'ailleurs, le duc d'Aoste qui est en Sardaigne ne cesse d'envoyer du blé à Malte, d'aider les Anglais, d'inquiéter nos bâtiments, de fomenter des troubles en Corse; que tant d'insultes d'un souverain qui n'existe plus m'ont fait perdre la patience... »

(3) Lettre de J. de Maistre du 28 mai/9 juin 1808 (*Arch. di Stat.*) : « Le général Clarke disait un jour au baron de Binder, chargé des affaires d'Autriche... qu'il avait toujours reconnu dans Buonaparte *une haine profonde pour le roi de Sardaigne, et que jamais il n'avait pu en pénétrer la cause*. Je sais qu'en effet, Buonaparte a dit à quelqu'un *que le Roi était l'homme qu'il haïssait le plus en Europe*. Je crois qu'il y a quelque chose de caché, que Sa Majesté ignore peut-être. »

(4) *Corresp. de Napoléon*, VIII. Lettre du 12 frimaire an XI/13 décemb. 1802 au Pape ; « Je ne cache pas à Votre Sainteté que je préférerais faire quelque chose pour le Roi qui vient d'abdiquer plutôt que pour le nouveau roi. Il serait peut-être possible de donner au roi de Sardaigne le Siennois et Orbitello... Je prie Votre Sainteté de me faire connaître si, comme Etat limitrophe, ce projet peut lui agréer, et d'avoir elle-même une conversation avec l'ancien roi de Sardaigne, pour voir si elle pourra le décider à sortir de son couvent et à se retrouver avec son titre de roi de Sardaigne et de prince de Sienne... » Charles-Emmanuel IV s'était retiré dans la maison des Jésuites, à Rome; il y prononça les vœux simples. Il devait y mourir le 6 oct. 1819.

à Berlin, puis, au bout de quelques mois, le marquis Asinari de Saint-Marsan, ministre de la guerre, qui avait dirigé les récentes négociations avec la France, qui ne tarda pas à être nommé ambassadeur de France à Berlin, et devint, dans la suite, membre du Sénat impérial (1). C'étaient les meilleurs conseillers qui portaient (2).

Le roi n'eut plus guère, dans son entourage, que des hommes de faible valeur, au sujet desquels J. de Maistre pouvait écrire : « Ce qui m'inquiète et me tourmente, c'est que je ne vois pas autour du roi des têtes capables de mener la barque dans cette bourrasque (3). »

Dans un premier mouvement de désespoir, Victor-Emmanuel avait songé à confier la Sardaigne en dépôt au tsar, et à se retirer à Vienne ou en Saxe (4). Il resta, néanmoins, en Italie; mais, en fait, ne dirigea rien par lui-même (5). Son premier ministre

(1) On ne peut s'étonner de la faveur du marquis de Saint-Marsan, lorsqu'on lit dans une lettre adressée par Napoléon à Talleyrand, le 7 vend. an IX, 29 sept. 1800 : « Vous répondrez à M. de Saint-Marsan que l'estime que j'ai toujours eue pour lui me le fera voir avec plaisir à Paris... Cf. t. VIII, p. 46, la lettre dans laquelle Bonaparte exprime son intention de s'attacher Saint-Marsan et de le nommer sénateur ou conseiller d'Etat. — Il est encore question de Saint-Marsan dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V; Napoléon avait confiance dans sa fidélité.

(2) Cacault écrivait, le 13 fructidor an X (*Aff. étrang.*, 281) : « Tous les autres Piémontais sont décidés à rentrer. Le Roi ne conservera donc que MM. de Saint-André et son fils, M. de Revel, émigré de Nice, dont les biens sont vendus, son capitaine des gardes, qui est Sarde, MM. de Chalembert, de Front et de Roburent... » Cf. Carutti, II, pp. 125-6.

(3) Lettre du 28 sept./10 oct. 1803 (*Arch. di Stat.*). — Cf. *Aff. étrang.* 281. Lettre de Cacault à Talleyrand, 3 fructidor an X : « Il faut convenir que l'arrêté du 10 messidor, qui doit ôter au roi de Sardaigne tous ses ministres, et jusqu'au dernier secrétaire et courtisan, réduit un homme élevé pour le trône, et qui ne sait rien faire de lui-même, à un état d'embarras et de stupeur qui le rend incapable de prendre aucun parti. Il ne connaît pas un seul Sarde en qui il puisse se confier, et à qui donner la moindre commission. » — Victor-Emmanuel espéra en vain, comme le marquait Cacault (5 therm. an X), « d'obtenir du premier consul, par le moyen de M. Markoff, un répit, une dilation, relativement à l'arrêté des consuls du 10 messidor. »

(4) *Aff. étrang.* 281. Lettre de Cacault, 15 therm. an X : « Dans la surprise et le désespoir où l'arrêté des consuls du 10 messidor a jeté le roi de Sardaigne, qui a cru voir, dans cet acte, son anéantissement, il a eu l'idée d'offrir l'île de Sardaigne à l'empereur de Russie pour la laisser en dépôt dans ses mains. La reine, qui est Autrichienne, aurait voulu partir pour Vienne avec son mari... Ces folles idées se sont dissipées... » — Lettre du 13 fructidor an X : « Alors il prendrait la route de Venise pour aller en Saxe. Il n'a aucune confiance en la cour de Vienne; il la craint et l'abhorre. »

(5) *Ibid.* Lettre du 5 therm. an X : « Ce monarque n'a à son service que quatre personnages de distinction : M. le comte de Chalembert, secrétaire d'Etat, pié-

était M. de Chalembert, « homme fort médiocre, » d'après Cacaault, qui d'ailleurs ne tarda pas à disparaître (1), et dont l'influence passa presque tout entière au comte de Roburent, premier écuyer, et au confesseur Félix Botta (2). Un moment le secrétariat d'Etat des affaires étrangères fut occupé par le savoyard François Gabet (3), puis il passa au chevalier de Rossi, naguère conseiller d'ambassade à Vienne, mais qui ne semble avoir joué qu'un rôle secondaire (4). La reine Marie-Thérèse, d'humeur altière, exerça en réalité, avec Roburent et Botta, le souverain pouvoir (5).

Cette petite cour vécut d'abord assez misérablement à Rome, alors le refuge des rois en exil (6). Le roi y fut à peu près constamment en proie à des embarras financiers (7) : il ne pouvait guère compter sur les ressources de la Sardaigne, tout entières absorbées par les frais d'administration de l'île ; la vente des lettres de noblesse était d'un rapport variable, estimé bon an

montais ; le comte Roburent et le comte Richelme, écuyers piémontais ; le baron Source, capitaine des gardes. Sarde... Cette cour est sans consistance... M. de Chalembert est un homme fort médiocre, d'un caractère sec. Le roi est un homme faible, la proie de ce qui l'entoure. Il n'y a pas ici un homme qui soit un homme. »

(1) Il meurt en août 1803. V. Carutti, II, p. 126.

(2) Bianchi, IV, p. 408 et s.

(3) Plusieurs lettres de J. de Maistre, au début de sa mission lui sont adressées.

(4) Le chevalier de Rossi occupe ces fonctions jusqu'à la Restauration. Il fut alors envoyé à Vienne à Saint-Marsan. C'est à lui qu'est écrite la plus grande partie de la correspondance diplomatique de J. de Maistre.

(5) Aff. étrang. 284). Lettre du comte de Gabriac, chargé d'affaires, à Turin, 19 avril 1816. « Cette princesse d'un caractère altier et haineux désirerait exercer une influence absolue sur le roi. Elle hait violemment ceux qui partagent la confiance de ce prince, qui lui-même est faible, facile à conduire... Cf. Stern., *Hist. de l'Europe*, et Carutti, II, 160.

(6) Aff. étrang. 281. Lettre de Cacaault, 29 thermidor an X. « Cette ville de Rome, l'asile des rois détrônés, offre beaucoup d'agrément, de ressources aux grands de la terre que la fortune a abattus... On vit ici dans une grande liberté ; il n'y a de cour à faire à personne, et la mollesse qui règne partout plaît ici à tous les étrangers. »

(7) *Id.*, *id.* « Vous savez que ce roi a peu d'argent, il a peur d'en manquer. » Cf. Le bulletin de M. Marin (agent secret de Cacaault auprès du roi de Sardaigne), annexé à la dépêche du 1^{er} thermidor an X : « Vous avez désiré savoir quels étaient les fonds qui restent au roy pour subsister. Voici l'état précis de sa caisse. Il a de quoi suffire à l'entretien de sa maison jusqu'au 1^{er} octobre prochain, et il lui reste, en outre, un fond de 1,600,000 livres pour les dépenses extraordinaires. Le payement arriéré de subsides, que lui devait l'Angleterre, finit au 1^{er} d'octobre. S'il n'arrive des fonds nouveaux de quelque côté, je ne sais comment il vivra. »

mal an cent mille francs (1). Sans les subsides de l'Angleterre et de la Russie, Victor-Emmanuel eût été dans le dénuement (2). La plus stricte économie lui était imposée (3), et, sauf une garde d'honneur que lui donnait le Pape (4), rien ne le distinguait des autres étrangers résidant à Rome (5).

Le roi Victor-Emmanuel espérait n'être pas plus inquiété que l'avait été son frère, Charles-Emmanuel. Il croyait pouvoir continuer avec plus de bonheur les négociations commencées avec la France. Bonaparte se refusa absolument à entrer en pourparlers au sujet du Piémont, dont le sort, disait-il, « est à jamais fixé. » Il consentait « à reconnaître le duc d'Aoste pour roi de l'isle de Sardaigne ; » mais il était décidé « à envoyer un plénipotentiaire pour traiter de la paix, seulement à Cagliari (6). »

Cette insistance à exiger son retour en Sardaigne affola Victor-Emmanuel et sa petite cour. Le comte de Chalembert protesta des bons sentiments de son maître, montra les difficultés que la cour aurait à vivre à Cagliari (7). Vains efforts ! Cacault fit entendre que Victor-Emmanuel n'étant plus que le

(1) *Id.* 5 thermidor an X. « Les revenus de ce royaume ne montent qu'à 2 à 300,000 francs, que le prince vice-roi dépense dans le pays. Le seul revenu du roi, et qui lui est envoyé à Rome, est le produit de la vente des lettres de noblesse. Cet objet rend environ cent mille francs par an. »

(2) Il sera parlé plus loin de cette question de subsides.

(3) Aff. étrang. 281. Lettre de Cacault 29 therm. an X : « Il est ici commodément, faisant peu de dépense. »

(4) *Id.* 5 therm. an X : « Le nouveau roi de Sardaigne vit avec assez de simplicité à Rome, dans la maison du connétable Colonna ; il n'a aucune garde, ni troupe à lui. Le Pape lui fait fournir une garde d'honneur de ses troupes, comme le général Murat en a eu une. »

(5) Aff. étrang. 281, 7 fructidor an X : « Le roi, la reine, la princesse leur fille, avec quelques personnes de sa petite cour, vont le soir à la promenade publique, en suivant la file, comme tous les autres, et sans que personne se dérange, ni s'arrête. »

(6) *Id.* Lettre de Talleyrand à Cacault, 19 messidor an X. — Cf. Corresp. de Nap., t. VII. Lettre à Talleyrand, 5 messidor an X/17 juin 1802 : « Je désirerais, citoyen ministre, que vous fissiez connaître à nos agents à Rome, à Naples en Toscane, que je ne puis souffrir la présence du roi de Sardaigne en Italie... Le duc d'Aoste, qui vient de prendre la direction des affaires, doit retourner à Cagliari dans le plus court délai et cesser toutes ses menées, qui ne pourraient lui attirer que de nouveaux embarras. Je ne souffrirai pas qu'il séjourne sur le continent d'Italie... »

(7) *Id.* Lettre de Cacault 18 messidor an X : « Voici les propres termes de M. de Chalembert : Le roi ne peut vivre en Sardaigne, sans être très incommodé ; il n'y a pas même de logement convenable. Son frère y réside comme vice-roi, et veille à ce que les Français soient accueillis comme des alliés ; le roi ne peut se décider à quitter si vite Rome, dont il est venu voir les curiosités. »

roi d'une île, ne pouvait pas rester sur le continent (1). Et, d'ailleurs, ses instructions étaient formelles à cet égard (2). Il fallait que Victor-Emmanuel se mit bien dans l'esprit que sa restauration en Piémont était à jamais impossible (3); d'autant mieux que le premier consul ne pouvait se faire aucune allusion sur la persistance des intrigues de la cour Sarde avec les cabinets ennemis de la France (4). Il ne restait plus, en somme, à Victor-

(1) *Id.*, *id.* « J'ai fait connaître à M. de Chalembert que l'intention du premier consul est que le roi de l'île de Sardaigne ne reste ni à Rome, ni à Naples, mais qu'il ne trouvera pas mauvais qu'il se rende en Sicile... »

(2) Aff. étrang. 281. Talleyrand à Cacault, 29 thermidor an X. « Si le nouveau roi de Sardaigne se décide à régner et à se rendre dans son île, le premier consul pourra avoir quelque égard aux réclamations des personnes que le prince désirera emmener avec lui. Vous pouvez lui faire entendre encore, par une tierce personne que, s'il se rend au seul conseil que sa position lui recommande, et si les revenus de l'île ne suffisent point à l'entretien de sa maison, la France pourra y ajouter un secours annuel qui sera déterminé. — Le nouveau roi de Sardaigne ne doit se laisser aller ni à de vaines frayeurs, ni à de vaines espérances. Le sort de l'Europe est fixé : le premier consul tient irrévocablement à toutes ses déterminations, et l'Europe ne s'ébranlera pas tout entière pour le plus ou moins de dépendance d'une maison qui s'est attiré ses malheurs par son aveuglement et ses irrésolutions. »

(3) *Id.* Lettre de Cacault, 3 fruct. an X : « J'ai expliqué verbalement, avec la même clarté que vous me l'aviez mandé dans votre dépêche du 14 thermidor, à M. de Chalembert qu'il serait inutile que le gouvernement sarde imaginât que le Piémont pût encore devenir l'objet d'une négociation entre la France et le roi de l'île de Sardaigne. M. de Chalembert me répond toujours : « La Maison de Savoie réduite à la Sardaigne, qui ne rend rien, sera perdue et finie. Qu'a-t-elle fait pour mériter un sort si rigoureux... » Le roi diffère de répondre à l'égard du voyage en Sicile, sous prétexte qu'il doit attendre ici votre réponse à la note de M. de Chalembert, par laquelle le roi se justifie de s'être refusé à négocier avec le premier consul, après la bataille de Marengo... Mais, ce qu'on veut principalement, c'est d'avoir le temps de recevoir à Rome les réponses des cours qu'on regarde comme amies et protectrices... Il me semble que ce que le premier consul veut, c'est d'avoir le roi de Sardaigne à Cagliari ou dans un autre point où il soit à l'écart, et qu'alors il lui fera connaître ses intentions ultérieures en lui envoyant un ministre français. »

(4) Cacault en a des preuves certaines. Dans une note où il parle d'une lettre destinée au premier consul, il mentionne les négociations avec les cours étrangères marchant de pair avec les sollicitations adressées à Bonaparte : « Enfin, provisoirement, on est convenu que le roi saluerait l'ambassadeur de France à Naples, lorsqu'il le rencontrerait; que, lorsque la lettre serait finie, elle serait transmise au premier consul,... que les correspondances les plus actives seraient suivies avec les cours étrangères, que, peut-être même, M. Marin serait envoyé à Vienne ou à Pétersbourg... » (Lettre du 20 prairial, an X). — Il transmet, en outre, un bulletin du sieur Marin, relatant une conversation que ce dernier a eue avec Victor Emmanuel : « Le roi d'Espagne, dit le prince, m'écrivit en espagnol, de sa propre main, qu'il a fait faire des démarches pour que j'obtienne mes justes réclamations... L'empereur Alexandre m'a promis, depuis peu de jours, la continuation de l'amitié la plus efficace... Le roi de Prusse m'écrit qu'il espère sous

Emmanuel qu'à s'en remettre hardiment, et sans arrière-pensée, à la générosité du premier consul.

Confiant dans les promesses de secours de l'Angleterre et de la Russie, Victor-Emmanuel continuait à tergiverser (1). Il se refusait à aller en Sardaigne : c'était pour lui, croyait-il, la mort certaine (2) ; la Sicile même l'effrayait (3).

Le gouvernement français exigea alors du Pape l'expulsion du roi de Sardaigne tout au moins de la ville de Rome (4) ; mais il dut, sans doute, adoucir ses sommations, à cause des négo-

peu me donner de bonnes nouvelles... L'Angleterre me fait témoigner ses regrets de n'avoir pu m'être utile, mais n'en perd point de vue l'espoir ni le projet...»

Cf. Arch. nat. Relat. ext. Sard. A. F. IV. 1700 : Précis analytique de la correspondance de la cour de Turin avec celle de Londres, depuis le commencement de 1791 jusqu'à la fin de 1798, par le comte Sautreau. « Cette correspondance embrasse tout le temps de la première coalition. Victor Amédée III, roi de Sardaigne, y transmettant des instructions et des ordres au comte Saint-Martin de Front... Cet ambassadeur... a de fréquentes conférences avec le lord Grenville, ministre des affaires étrangères, qui ne lui cache absolument rien, parce qu'il est loin de se douter que le récit complet de tous ces entretiens confidentiels puisse jamais tomber entre les mains du gouvernement français... »

(1) Aff. étrang. 281. Lettre de Cacault, 13 fruct. an X : « Les puissances rivales de la République lui ont fait espérer qu'il ne manquerait pas d'argent. On veut conserver cette pomme de discorde, pour s'en servir au moment d'une guerre, et le roi aime mieux vivre en particulier des aumônes qu'on lui fera que de plier sous la France... »

(2) *Id.* Bulletin de M. Marin, annexé à la dépêche du 25 messidor an X : Le roi m'a fait plusieurs fois le détail de son triste voyage en Sardaigne... L'intempérie donne la mort, dans cinq ou six jours au duc de Montferrat... La mort lui enleva aussi son fils unique, qu'il ne paraît pas vraisemblable qu'il puisse remplacer... Il me paraît très difficile que je puisse faire disparaître le spectre hideux de la Sardaigne, profondément gravé dans les cœurs et les têtes... »

(3) *Id.* Lettre de Cacault, 13 fruct. an X : « Il ne veut pas aller en Sicile. Son parti est pris pour rester à Rome tant qu'il pourra, et de ne céder à aucune insinuation, en même temps d'attendre un ordre formel du Pape, qui le force à s'éloigner de ses Etats... »

(4) Arch. di Stat. (Lettre des ministres de Saint-Pétersbourg). Mémoire du comte de Chalembert, Rome 8 décembre 1802 : « Le comte de Chalembert a été mandé hier par le cardinal secrétaire d'Etat, qui lui a dit que le ministre français Cacault venait de lui communiquer une lettre... qui lui ordonne : 1^o de rompre toute communication et tout rapport avec les agents de S. M. le roi de Sardaigne... 2^o de faire sentir au cardinal Secrétaire d'Etat que la France ne pouvait voir de bon œil le séjour du roi de Sardaigne dans la ville de Rome... 3^o de faire les démarches pour induire le gouvernement de Rome à persuader au roi de Sardaigne de partir pour son royaume... 4^o de laisser, cependant, entrevoir au secrétaire d'Etat que, si le roi de Sardaigne avait une invincible répugnance à se transporter avec sa cour dans son île, pourvu qu'au moins il partît de Rome... et qu'il se portât au moins à la distance de dix lieues, la France aurait pu feindre ignorer son séjour... »

ciations en cours pour une indemnité à déterminer : ce ne fut qu'en juin 1804 que la petite cour de Victor-Emmanuel, laissant la secrétairerie d'Etat à Rome, ou, plus exactement, à Albano (1), se transporta à Gaëte. Elle n'y resta pas longtemps : la confiscation du royaume de Naples par Napoléon l'obligea à fuir définitivement du continent, et, le 17 février 1806, Victor-Emmanuel débarquait à Cagliari, qu'il ne devait quitter qu'en 1814 (2).

À Rome, comme à Cagliari, la petite cour de Victor-Emmanuel fut incapable de saisir la portée des événements qui se déroulaient en Europe. On ne s'y occupait guère que de mesquines intrigues ; on continuait à s'y jalouser, à s'y disputer l'influence et le pouvoir. L'abdication de Charles-Emmanuel IV semble même avoir été le résultat d'une habile machination (3).

Quant à Victor-Emmanuel, il est tiraillé par le *parti de Rome*, composé de vieux serviteurs et dominé par une ancienne femme galante, et le *parti de Naples*, violent et fourbe (4). Il n'a aucune autorité réelle et ne peut en donner aucune à personne, si bien que tout travail sérieux devient impossible, chacun voulant faire parade de son influence et participer à la rédaction des actes d'Etat (5).

(1) Quelques lettres du chevalier de Rossi adressées à J. de Maistre en 1804 sont datées d'Albano. Mais, en 1805, Rossi rejoint Victor-Emmanuel à Gaëte (Lettre de Rossi du 12 novembre 1805, citée par Bianchi, IV, Documenti). Bonaparte veilla à ce que le roi de Sardaigne ne revint plus à Rome (Cor. IX. Lettre du 29 fructidor an XII, au cardinal Fesch).

(2) Carutti, II, p. 152. — Bianchi, IV, ch. V.

(3) *Aff. étrang. Sard.*, 281. Lettre de Cacault, 5 thermidor an X ; « La jeune Reine s'est constamment opposée à l'abdication de Charles-Emmanuel. Mais, à l'époque de sa mort, les différents partis se sont réunis pour assaillir le Roi, et il a cédé... »

(4) *Aff. étrang. Sard.*, 281. Lettre de Cacault, 5 therm. an X : « Le parti de Rome est composé de vieux serviteurs, aussi intrigants que ceux de Naples ; M^{me} la marquise de Prié, née La Peyrouse, cherche à y jouer un grand rôle : c'est une femme autrefois galante, aujourd'hui plongée dans la politique, amie intime de la nouvelle reine, en correspondance avec toute l'Europe, écrivant sans cesse, ramassant des notes, et d'une activité prodigieuse... Nous pouvons la regarder comme l'âme du parti de Rome. Ce parti veut traiter de Rome par l'entremise de Sa Sainteté. — Celui de Naples se partage entre M. de Balbi et M. Revel. Tous deux ne veulent pas quitter Naples, et désirent traiter de ce point, où ils ont leurs habitudes. Ce parti-là, dit-on, renferme des hommes violents et faux... »

(5) *Id.*, *id.* « M. de Chalembert était reparti pour Naples. Il trouva le Roi entouré de courtisans qui, après l'avoir désabusé sur les consolations offertes par les cours alliées, composaient une lettre pour le Premier Consul. Victor-Emmanuel y travaillait lui-même. Chacun écrivait dans un coin séparé. Le

A Cagliari, les querelles intestines sont encore plus vives. Le vice-roi de Sardaigne, Charles-Félix, avait vu avec peine diminuer son autorité par la venue du roi son frère, et son entourage n'en avait pas moins souffert. De là, entre les cours des deux frères, une profonde rivalité ; dans certain milieu, on envisageait la possibilité d'un changement de règne ; la population de l'île, disait-on, ne le verrait pas de mauvais œil (1). Quant au Roi, il semblait incapable de s'intéresser aux détails de l'administration. Au milieu de la plus grande misère, il ne se préoccupait que de parade ou de cérémonial ; quand il ne faisait pas manœuvrer les cinq cents hommes qui constituaient toute son armée, il surveillait étroitement l'observation de la plus rigoureuse étiquette ; on manquait de tables et de chaises à la cour, mais on y exécutait scrupuleusement l'ordre des préséances (2).

L'île était pauvre. Les rois de Sardaigne en tiraient un faible revenu, environ deux à trois cent mille francs, et il fallait le consacrer aux frais de l'administration (3). Ils la considéraient, d'ailleurs, comme inhabitable à cause de la malaria (4), et aussi à

commencement qui était de M. de Revel, lui parut plein de décence et de dignité ; le milieu était faible, la fin ne signifiait rien. On continua le lendemain à travailler à la rédaction complète et toutes les lumières de la petite cour furent appelées à cet ouvrage... »

(1) Bianchi, IV, 472 (citation de Pierre Martini) : « La Corte poi di Carlo-Felice accresceva il fuoco contro quella di Vittorio-Emanuele. Fra ambedue era grande rivalità, l'una per sistema discreditava l'altra. Villahermosa era adverso a Roburent, e tanto più dispettoso, che gli stava fitta in cuore la spina d'essergli stato anteposto Villamarina nella carica di capitano delle Guardie del corpo del Re. Destava in vero maraviglia ché i cortigiani e gli aderenti a Carlo-Felice osassero rimproverare : loro rivali degli stessi errori, intrighi ed arbitrii degli ultimi tempi viceregalì. Pure i loro biasimi trovavano favore nelle illuse moltitudini, che giunsero a desiderare il passaggio della corona di V. Emanuele a C. Felice, e la nuova esaltazione de i cortigiani sardi poco prima aborriti. »

(2) Stern, *Geschichte Europa's*, II, 65. Cf. Costa de Beauregard, *La jeunesse de Charles Albert*.

(3) Lettres de Cacault au Ministre des relations extérieures (Aff. étrang. Sard., 281), 5 thermidor an IX : « Le Roi et sa petite cour ont la plus affreuse idée de l'île de Sardaigne, dont ils estiment la possession fort peu ou rien, s'il faut être réduit à habiter le pays. Les revenus de ce royaume ne montent qu'à 2 ou 300,000 francs, que le Prince vice-roi dépense dans le pays. »

(4) Cacault avait des renseignements sur la cour de Savoie par un certain Marin, qu'utilisa parfois le roi de Sardaigne pour quelques missions diplomatiques. Les bulletins de Marin sont annexés aux dépêches envoyées par Cacault. Un de ces bulletins, adressé en même temps que la lettre du 25 messidor an X, parle du méchant climat de Sardaigne : « Le Roi m'a fait plusieurs fois le détail de son triste voyage en Sardaigne, des effets du mauvais air dans ce pays (celui de Rome étant pur en comparaison). L'intempérie donna la mort,

cause du défaut de confortable (1), enfin et surtout en raison de l'esprit des habitants, décidément hostiles aux Piémontais (2) et même, assurait-on, enclins aux idées révolutionnaires (3). Mais, comme le déclarait de Maistre, et aussi le consul de France à Cagliari (4), un gouvernement habile eût pu arriver aisément à transformer ce pays et à l'enrichir. La cour de Victor-Emmanuel ne fit rien, ne tenta rien ; ses neuf années de séjour ne furent d'aucun profit pour la Sardaigne (5). « Il est à remarquer, écrivait le chargé d'affaires de France à Turin, que la cour de Sardaigne a habité ce pays pendant neuf ans sans y avoir laissé une trace d'amélioration, sans y avoir pratiqué une route de communication dans l'intérieur de l'île (6) ».

C'est avec cette étrange cour de Sardaigne que J. de Maistre allait avoir affaire jusqu'en 1814. On raconte que, lors de la Restauration, Victor-Emmanuel, retournant en Piémont, déclarait qu'il avait dormi pendant quinze ans (7) ; c'était bien, en effet, dans une manière de sommeil que demeura figée la cour de Sardaigne (8) ; elle vécut en dehors de l'Europe, de la politique

dans cinq ou six jours, au duc de Montferrat, son frère bien-aimé. » Cacault dit lui-même (5 therm. an X) : « La Sardaigne est, pendant trois mois de l'été, un pays inhabitable à cause du mauvais air. »

(1) Cacault, 18 messidor an X : « Voir les propres termes de M. de Chalmébert (secrétaire d'Etat) : « Le Roi ne peut vivre en Sardaigne sans être très incommodé ; il n'y a pas même de logement convenable. Son frère y réside comme vice-roi... »

(2) *Id.*, 5 therm. an X : « Les Sardes et les Piémontais se détestent mutuellement... Les habitants y sont d'un caractère que les Piémontais regardent comme intraitable... »

(3) *Id.* : « Il y a, dans l'île, des semences de troubles et de soulèvements dont on redoute l'explosion et les effets. » Cf. la copie de la lettre à M. Angioy (un des chefs de la révolte sarde de 1794) écrite par M. Pitretto, sarde réfugié à Marseille, à la date de messidor an VI (Aff. étrang. Sard. 1799-1812, 1 vol. Relations diplom. et commerc., t. 281) : « Le parti républicain s'est infiniment augmenté en Sardaigne, et le mécontentement aussi dans les communes, singulièrement dans les rurales, après l'arrivée du Roi, puisqu'il veut les forcer au paiement des droits féodaux... »

(4) Aff. étrang., 283, 22 nov. 1815.

(5) Stern, *Geschichte Europa's*, II, p. 65.

(6) Aff. étrang., 283, 4 mai 1818.

(7) Tivaroni, *Storia del risorgimento*, IV, 1.

(8) Cf. Costa de Beauregard. *La jeunesse de Charles-Albert*, p. 21 et sq. (d'après les *Note sarde e ricordi*, de J. Manno) : « Comme à Turin, la plus cérémonieuse étiquette présidait aux grandes et petites entrées de sa chambre à coucher, où il y avait à peine un lit, et de ses salons, où l'on ne trouvait pas à s'asseoir. Mais les chambellans y avaient leurs clefs, les écuyers leurs quartiers, la bouche avait ses grands et petits officiers. »

et des idées européennes (1). Elle ne pouvait que trouver importants ceux-là qui, à plusieurs reprises, tentèrent de la réveiller.

J. de Maistre rencontra, effectivement, à la cour de Sardaigne, une hostilité déterminée à ses projets, peut-être même à sa personne.

Il parle, à mots couverts, d'une cabale formée contre lui, et désespère de jamais la vaincre : « Mon existence, dit-il à Rossi, me semble une espèce de miracle. La faction seule que vous voyez là-bas suffira pour me tordre le cou (et à vous aussi peut-être) (2) ». Il avait sûrement à redouter la malveillance de Charles-Félix, sous le gouvernement duquel il était resté trois ans en Sardaigne, et qu'il avait, sans doute, gêné dans son système arbitraire d'administration (3). Le comte de Chalembert, à qui cependant, il avait donné, au début de son ministère, de précieux conseils, était aussi un de ses adversaires ; il n'avait pas peu contribué, redoutant en de Maistre un rival, à le faire envoyer « extrêmement loin (4) ». Il semble, d'ailleurs, que tous

(1) Carutti, II, p. 127 : « Non si smarrirono i concetti direttivi della politica generale, ma di mano in mano i giudizi intorno all'arte di governo, agli uomini e alla società presente s'impiccolirono e si offuscarono, o si guastarono siffattamente, che Vittorio-Emanuele I si trovo fuori del secolo, e lontana della realtà delle cose... »

(2) Lettre du 22 oct./3 nov. 1804 (Arch. di St.) — Cf. lettre du 11/23 mars 1804 (*id.*) : « Il est inutile de me faire illusion ; jamais je ne surmonterai l'opposition que j'ai contre moi. Les humiliations de tout genre se succéderont... » Et encore lettre du 18/30 mars 1803 : « Il y a trente ans, Sire, que des personnes qui ont leurs raisons parlent de l'imprudence que je ferai. » Cf. lettre du 28 sept./10 oct. 1815.

(3) Dans sa *Relazione al Re* 1799-1806 (Bianchi, IV, *Documenti.*), Charles-Félix jugeait sévèrement J. de Maistre : « Je me flattais encore qu'à l'arrivée du nouveau Régent et des autres membres de la magistrature, cessant tous les intérêts privés, la justice serait faite avec la plus grande promptitude et impartialité ; je fus cependant trompé à mon grand regret. Le Régent prêta tout de suite l'oreille aux individus avec lesquels il aurait dû être le plus en réserve ; il bavarda trop, et il fit bientôt connaître son incapacité dans la légale et enfin dans ce qui regarde son métier. » Les sentiments de J. de Maistre à l'égard du gouvernement militaire (v. *infra*) expliquent l'animosité de Charles-Félix.

(4) Lettre du 24 juill. 1803 (Arch. di St.) : « Je n'ai jamais dit du mal de M. de Chalembert pendant sa vie. Je n'en dirai pas après sa mort, je n'en pense pas même, en vérité. Mais je dis que nous n'étions pas faits pour traiter des affaires ensemble, et que l'extrême envie qu'il avait de me voir extrêmement loin, malgré mon extrême répugnance, était seule pour moi, à moins que je ne fusse extrêmement aveugle, une preuve extrêmement forte qu'il n'était pas extrêmement porté pour moi. » Cf. lettre du 16 août 1803, dans laquelle il parle du procédé glacial qu'il m'avait fait éprouver après toutes les peines que j'ai prises pour le mettre au fait des affaires de son département, pendant une longue et infatigable correspondance. » — V. plus haut, le jugement de Cacault.

les déboires de J. de Maistre doivent être attribués à l'hostilité régnant, en Piémont comme ailleurs, entre la noblesse de robe et celle d'épée (1).

Il savait qu'il ne pouvait compter sur le Roi, incapable de prendre une forte décision (2). A peine pouvait-il se fier aux successeurs de Chalembert, son compatriote le Savoyard François Gabet, qui lui était toutefois attaché (3), le chevalier de Rossi, dont il avait été le collègue en Sardaigne (4) et avec qui il était resté personnellement lié (5); ces deux ministres n'avaient au reste, semble-t-il, qu'une faible influence à la cour (6). Quant au comte de Vallaise, ancien ambassadeur à Pétersbourg, et qui succéda à Rossi en 1814, c'était un homme

(1) « Elevé dans le fond d'une petite province, livré de bonne heure à des études graves et épineuses, vivant au milieu de ma famille, de mes livres et de mes amis, membre, d'ailleurs, d'un ordre fort peu agréé, peut-être n'étais-je bon que pour la vie patriarcale. » (Blanc, *Mém.*, p. 292.) Il dit ailleurs, non sans quelque ironie : « L'antipathie que Votre Majesté observera dans toutes les monarchies entre la cour et la magistrature est bonne et utile, comme tout ce qui existe généralement. Partout Votre Majesté entendra la magistrature accuser la cour de corruption et de despotisme aveugle; et partout, elle entendra la cour accuser la magistrature de pédantisme et de démocratie... » (Lett. et op., I, déc. 1809.)

(2) 22 oct./3 nov. 1804 (Arch. St.) : « La faction que vous voyez là-bas suffira pour me tordre le cou (et à vous aussi peut-être). Je veux croire que le Roi la connaît; mais veut-il, peut-il la réprimer? C'est une autre affaire. Dieu nous assiste ! »

(3) 16 août 1803 (Arch. di St.), Lettre à M. Gabet : « Vous me parlez d'excuses, mon très cher Monsieur... Me connaissiez-vous assez peu pour croire que vous en ayez besoin ? Toute franchise qui aura sa racine dans l'attachement est sûre de me plaire infiniment... Vous savez, du reste, que je ne puis avoir rien dans le cœur contre personne, pas même contre ceux qui me veulent du mal. Comment voudriez-vous que j'eusse quelque rancune contre des amis, qui ont voulu me faire du bien comme vous. » Gabet ne fut, d'ailleurs, que secrétaire d'Etat intérimaire.

(4) 27 juin/9 juill. 1807, à M. le ch. de Rossi (Arch. di St.) : « En feuilletant, l'autre jour, mes paperasses, j'ai trouvé le jugement que nous rendions à Cagliari, le 30 sept. 1801, contre le sens commun et contre les conjurés Padda et compagnie... Dites-moi, je vous en prie, monsieur le chevalier, si cela ne vous empêche point de dormir. »

(5) Il madrigalise parfois avec le chevalier : « Bien entendu, monsieur, que mon intrigue avec M^{me} de Rossi ne nuira point à mon amitié pour vous. Au contraire, vous savez bien que c'est une règle de l'art :

Avec l'époux, sur toute chose,
Tenez-vous bien.

Je finis sur cette belle queue de rondeau, en vous renouvelant l'assurance, etc. (Lettre du 20 septembre 1803.)

(6) Il se plaint (3/15 mai 1813) que le chevalier de Rossi n'ait qu'une communication très tardive des dépêches de Pétersbourg. V. plus loin.

droit, mais d'esprit médiocre (1) : il ne tarda pas à entrer en querelle avec le comte de Maistre (2), et, par jalousie, à lui témoigner même une réelle malveillance (3).

Les ministres Gabet et Rossi ne comprenaient pas mieux, à vrai dire, que les hauts personnages de la cour, les idées, les sentiments de J. de Maistre. Les critiques très vives qu'il faisait de la politique, jusque-là suivie, effrayaient le cabinet sarde : on se scandalisait de ses plaisanteries sur « tous ces mémoires à l'eau fraîche, présentés par le passé en faveur de S. M. » (4) ou même sur les anciens ministres, ces « pilotes que nous avons employés pendant la tempête » (5). Les courtisans de Victor-Emmanuel pouvaient prendre leur part des allusions de J. de Maistre à la faiblesse intellectuelle de gouvernements européens (6), et, sans doute, ils s'offensaient de ses railleries sur la politique de « l'ornière, » qu'il appelait encore plaisamment le *turinisme* (7). J. de Maistre exprimait-il une idée nouvelle, ingé-

(1) Tivaroni, IV, 27.

(2) Lettre du 26 oct./6 nov. 1815 au comte de Vallaise : « Je puis vous assurer, monsieur le comte, que je ne vois pas sans un extrême regret, que les affaires soient allées si mal entre nous. »

(3) V. la conclusion. Cf. le jugement de Gabriac, 6 sept. 1816 (*Aff. étrang.* 284). « M. de Vallaise couvre sous des formes agréables beaucoup de dureté et des inclinations despotiques ; et malgré de l'esprit, sa conversation fatigue par son extrême circonspection, sa fausseté habituelle, le calcul qu'on voit présider à ses discours, à ses prévenances et même à sa gaieté. Il a fort peu d'instruction, mais beaucoup d'application aux affaires et de sagacité qui lui découvrent les gens auxquels il faut s'adresser, les moyens décisifs à employer ; et il ne néglige rien pour réussir. Sa diplomatie, à Turin, ne l'occupe pas beaucoup, mais il fait travailler considérablement ses gens auprès des cours influentes ; et tandis qu'ici il affecte de ne pas priser beaucoup le corps diplomatique, et met de la dignité dans sa tenue et son langage vis-à-vis de lui ; à Londres et à Pétersbourg, il réclame humblement secours et protection pour la faiblesse et la misère du Roi son maître. Il est merveilleusement resté dans ce système de chicane envers les réclamations étrangères ; sa ténacité à poursuivre les siennes ; de crier toujours à l'oppression et de toujours chercher à s'agrandir, qui est la politique traditionnelle du gouvernement sarde, et qui lui a constamment réussi ; parce qu'il se trouve toujours quelque cour puissante qui protège ses réclamations, et qu'il n'y en a point qui s'alarme de ses succès. »

(4) Lettre du 18/30 avril 1804 (Arch. di St.) Il ajoute : « Mon système est absolument et diamétralement opposé à celui que nous décorions si libéralement du beau nom de prudence.. »

(5) Lettre de déc. 1803. Blanc, (*Mém.* p. 103).

(6) Lettre du 28 sept./10 oct. 1803 (Arch. di St.) « Je vous demande si, parmi cette foule de capitaines et de politiques, qui s'évertuent de notre côté, il en est qu'on puisse mettre en équilibre avec Buonaparte et sa bande. »

(7) Lettre du 22 oct./8 nov. 1804 (Arch. di St.) « Il faudrait sortir de l'ornière, sans cependant la perdre de vue. *Il ne faut rien innover* ; c'est ce que j'appre-

nieuse, conseillait-il de prendre nettement un parti ? Le cabinet était surpris, désorienté : « Voilà le mot, M. le chevalier, s'écriait J. de Maistre, le *cabinet est surpris*, tout est perdu. En vain, le monde croule. Dieu nous garde d'une idée imprévue. Et c'est ce qui me persuade encore davantage que je ne suis pas trop votre homme : car je puis bien vous promettre de faire les affaires de S. M. aussi bien qu'un autre, mais je ne puis vous promettre de ne jamais vous surprendre. (1) » Et sans doute, à la cour, les gens d'importance s'indignaient de l'attitude du diplomate et continuaient à caractériser « en se bouffant les joues » la politique à suivre, qu'ils symbolisaient dans l'éternel *geste de Turin* imitant l'oscillation d'un balancier (2).

Ce n'était pas toujours sur des idées, sur une méthode politique, sur des faits que J. de Maistre avait à discuter avec sa cour : c'était parfois sur des questions de mots, ou moins encore. Un jour, on lui reproche d'avoir paru critiquer la monarchie espagnole, et il est obligé de donner des explications sur le mot de *popularité* (3). Une autre fois, on le blâme d'employer des points dans ses dépêches sans y apporter un ordre quelconque (4). Autant de futilités, qui impatientaient l'impétueux diplomate. « Il y avait de quoi, disait-il, frapper du pié en terre » (5).

Ce pauvre cabinet sarde n'était pas déconcerté seulement par

lais quelquefois en riant le *Turinisme*, et c'est en grande partie ce qui nous a mis où nous sommes. » Cf. la lettre du 15/27 août 1814 au comte de Vallaise : « M. le comte, vous n'aimez guère à Turin les partis décidés et éclatants. »

(1) Lettre du 9 juin 1808 N. S (Arch. di St.)

(2) 18/30 avril 1803 (Blanc *Mém.* p. 50) : « Pouvez-vous douter que le ministre n'eût été blâmé, maudit, anathématisé par tous nos grands politiques ? Doutez-vous qu'ils n'eussent dit en se bouffant les joues : « Voilà, cependant, où nous a mis cet écervelé : Sans lui nous serions tranquilles ; il fallait savoir ménager la chèvre et le chou, se tenir ami de tout le monde, et voguer entre deux eaux. » Et en même temps, ils auraient fait le geste de Turin (portez les deux mains en avant, placez-les horizontalement, les doigts un peu écartés, puis donnez-leur un mouvement léger d'oscillation comme si vous vouliez balancer quelque chose.) »

*(3) Lettre du 9 juin 1803, à M. Gabet (Arch. di St.) « A l'égard de la première citation, j'ai dit je crois que *la haute étiquette espagnole n'avait pas réussi dans un pays où les souverains avaient su réunir l'autorité et la popularité*. Je ne vois pas, en vérité, ce qu'on peut reprendre dans cette phrase. *Popularité*, en français, réunit les idées de *bonté*, de *simplicité* et d'*affabilité*. Ce mot désigne la qualité d'un grand qui parle avec bonté à l'égard de ses inférieurs. Je ne vois pas quel venin il y a dans ce mot. »

(4) *Id.* » Je ne sais pourquoi *mes points* vous ont fait si peur. Dès que la règle était que les points supérieurs *en quelque nombre et de quelque manière qu'ils soient disposés sont nuls*, qu'importe qu'ils soient *horizontaux* ou *perpendiculaires* ? »

(5) Lettre du 16 août 1803 (Arch. di St.)

le fond même des lettres de J. de Maistre. La vivacité, l'ardeur du style ajoutaient encore à son effarement (1) : il était surpris de la vigueur de la forme, il ne comprenait que médiocrement l'« ironie parisienne » de l'ambassadeur (2) : on n'avait jamais reçu de telles lettres dans les bureaux ministériels du Piémont (3). J. de Maistre s'excusait plaisamment, affectait de remercier des conseils qu'on lui donnait (4), ou bien ne dédaignait pas de donner éloquemment ses raisons. « Lorsque j'écris, disait-il, j'obéis à une espèce d'inspiration ou de transport, car je suis réellement transporté. L'expression qui rend le plus vivement ma pensée est toujours celle que je choisis : ou plutôt je ne choisis rien, les expressions se précipitent : *Monte decurrens velut amnis* » (5).

De si mesquines querelles n'eussent pas eu peut-être le moindre inconvénient, si l'on n'avait cherché à abuser de certaines exagérations de forme, contenues dans ses lettres pour le taxer d'imprudences et le tenir davantage en lisière. Il avait beau expliquer que le style ne prouvait pas la légèreté, et que, s'il écrivait avec hardiesse, il agissait avec circonspection, même avec timidité. (6) Les importants bureaucrates de Rome ou de

(1) Lettre du 18/30 août 1803 (Arch. di St.). « Vous me parlez encore très obligeamment de ma chaleur de style. Je n'ajoute que ceci : on ne peut avoir mon style sans les défauts de mon style. Voulez-vous avoir un feu qui ne brille pas et de l'eau qui ne mouille pas ? »

(2) *Id.* « Encore un mot sur une certaine ironie parisienne, pour laquelle j'ai un talent dont je puis abuser quelquefois. L'ironie, lorsqu'elle s'exerce sur des riens et tient de la place, est une très sotte superfluité : il n'en est pas de même lorsqu'elle aiguise le raisonnement, et qu'elle fait pour ainsi dire le trou pour le faire passer, comme l'aiguille fait passer le fil. »

(3) Lettre du 25 sept./7 oct. : « J'ai reçu de la nature le talent (qui a ses inconvénients comme toutes les choses humaines) d'exprimer mes idées d'une manière vive et pittoresque. Rien certainement n'est plus étranger au style de nos anciens bureaux. »

(4) Lettre du 9 juin 1803 : « J'avoue que mon style est souvent trop hardi, mais il porte le cachet de la vérité. Quoiqu'à mon âge, les conversions parfaites soient bien rares, on peut toujours éviter quelques péchés : ainsi je vous remercie de tout mon cœur des avis que vous me donnez. » Et encore, lettre n° 75, 1804 (?) « *si quid mihi exciderit*, ou si vous trouviez par hasard trop de chaleur, excusez-moi, je vous prie. Vous savez bien que toute cette chaleur est dans le tuyau de ma plume. »

(5) Blanc, *Mém.* p. 171.

(6) Lettre du 6/18 août 1803 (Arch. di St.) : « Puisque l'occasion s'en présente, il faut que je vous dise deux mots sur mon système d'écriture en général. En fait de lettres importantes, et surtout officielles, voici ma manière, ou du moins celle que je voudrais employer : j'écris d'abord dans un livre registre, je laisse aller ma plume sans me refroidir par le travail de la lime. Comme je conçois les

Cagliari affectaient de redouter quelque imprudence de sa part (1), et, confiants dans leur infaillibilité (2), prétendaient exercer sur lui une véritable tutelle.

C'était là une prétention d'autant plus ridicule que, sans parler de l'incapacité notoire de l'entourage de Victor-Emmanuel, il fallait compter avec la difficulté des communications. Les dépêches étaient d'abord adressées par la voie Vienne-Venise-Rome, et, à partir de 1806, Civita-Vecchia-Cagliari. Mais quand l'Italie fut à peu près entièrement française, cette voie devint des moins sûres (3). On s'explique, par suite, le retard énorme de certaines lettres. Quelques-unes mirent plus de six mois, et même plus d'un an, à venir de Cagliari à Saint-Pétersbourg (4). Parfois J. de Maistre ne savait pas si les siennes étaient arrivées à destination (5). En 1812, on n'eut « plus d'autre voie que celle d'Angleterre » (6). Ce n'est qu'après l'expédition de Russie que la correspondance put se faire avec une certaine régularité (7). Qu'on ajoute à cela la crainte, qu'il était permis

choses vivement, et que mon premier mouvement a toujours beaucoup de force, il m'arrive souvent, dans mes lettres, ce qui arrive à un homme qui s'est donné un grand élan, il saute plus loin qu'il n'était nécessaire. C'est pourquoi je reviens de sang-froid sur mon écriture ; je la corrige, je l'abrège presque toujours, et je copie ou je fais copier. Aujourd'hui, malheureusement, vous avez toujours le premier jet ; c'est un assez petit inconvénient, dont il suffit de faire mention une fois pour toutes. Souvenez-vous, d'ailleurs, que, lorsqu'il faut agir, je passe à l'extrême prudence, et même à la timidité. »

(1) Lettre du 18/30 août 1803 : « Et à l'égard de certaines craintes que je vois percer dans les mêmes instructions, V. M. peut être parfaitement tranquille, Il y a 30 ans, Sire, que des personnes qui ont leurs raisons parlent de l'imprudence *que je ferai* ; mais celle que j'ai faite ne s'est jamais vue. Je traite les affaires de V. M. avec toute la circonspection qui me convient, et peut-être même que je la pousse à l'excès. »

(2) Lettre de janvier 1809 (Arch. di St.) : « Renoncez seulement à l'infaillibilité, écrit-il à Rossi, est-ce trop exiger ? »

(3) Lettre du 10/22 juillet 1806 (Arch. di St.) : « J'insiste beaucoup, M. le chevalier, sur ce que j'ai eu l'honneur de vous dire au sujet de la correspondance : la voie de Rome est inutile à S. M. ; quelques mots chiffrés, c'est tout ce que je pourrai envoyer de ce côté, et même ils n'arriveront que très difficilement. Il faut donc que S. M. s'entende avec la cour des Deux-Siciles et qu'on établisse une correspondance active entre Palerme et Cagliari. De là, par Trieste et Vienne, nous pourrions donner signe de vie. »

(4) Lettre du 27 juin/9 juillet 1807 : « Le beau commerce épistolaire : votre lettre du 30 oct. 1806 m'arrive *sans délai* le 5 juillet 1807. Il y a de quoi perdre patience. »

(5) « Depuis une année, Sire, mes instances sont vaines pour savoir si cette dépêche n° 21 (27 avril/9 mai 1812) est parvenue. » (18/30 avril 1813).

(6) Lettre du 5/17 février 1812.

(7) Lettre du 18/30 avril 1813.

d'avoir continuellement, des lettres interceptées, lues, copiées, et l'on se rendra compte des difficultés que J. de Maistre éprouva soit à recevoir des instructions, soit à communiquer des informations de nature particulièrement délicate. (1)

C'est dans ces conditions que le cabinet sarde prétendait exiger de J. de Maistre qu'il n'agit jamais sans avoir reçu des instructions de Cagliari ou bien de l'ambassadeur à Londres, le comte de Front (2), en qui l'on manifestait une entière confiance. J. de Maistre répondait avec son bon sens et sa vivacité accoutumés : « Mon devoir est de saisir les moments au vol et de dire aux ministres ce qui convient alors. Un chasseur qui écrirait chez lui pour savoir s'il faut tirer le gibier qui passe à tire-d'aile, serait moins risible que moi, si j'attendais, pour présenter mes notes, des instructions de Rome ou de Londres... ». (3) Un moment; on voulait bien lui donner satisfaction (4); mais c'était pour revenir bientôt à la charge. Et le comte de Front s'empresait, de son côté, de multiplier les instructions. J. de Maistre ripostait en réclamant le droit de donner, à son tour, des instructions à son collègue de Londres (5); puis, devant l'entêtement des

(1) Lettre du 27 juin/9 juillet 1807 (Arch. di St.) « Le canal de Rome, quoique très sûr et très prompt, nous est cependant à peu près inutile, du moins pendant la guerre. En effet, s'il n'y a moyen d'écrire par cette voie que ce qu'on appelle la *pluie* et le *beau tens*, il est superflu de s'en servir; et, si nous écrivions une seule ligne en chiffres, nous compromettrions cruellement de fort honnêtes gens, qui nous rendent service... » — Lettre du 10 janv. 1808. N. S. (Arch. di St.) « Ecrire toutes les semaines par la poste, c'est donner son chiffre (si on ne l'a déjà). » Cf. lettre du 18/30 avril 1813.

(2) Lettre du 25 sept/7 oct. 1803 à M. Gabet (Arch. di St.) : « Je vous accuse tout à la fois la réception de vos deux lettres des 20 et 27 août, lesquelles n'exigeraient aucun détail de ma part, si vous ne me disiez pas, dans la première, que les lettres que je reçois de Londres doivent me servir de boussole dans ma conduite »

(3) Blanc, *Mém.*, p. 78 — Cf. lettre du 25 sep/8 août 1803. « Je puis avoir l'honneur d'assurer S. M. que son représentant à Pétersbourg *n'a* et ne *peut avoir* deux boussoles, le zèle et le bon sens. Si j'attendais mes instructions d'ailleurs, je ferais une jolie figure.. La moindre réflexion vous convaincra que celui qui se trouve dans l'endroit même où tout se fait et à 600 lieues de la partie intéressée doit se conduire et ne peut être conduit. »

(4) Lettre n° 40 (non datée, insérée dans le *Mazzo* 1803. Arch. di St.) « Je n'ai pas vu avec un moindre plaisir ce que vous me faites l'honneur de me dire au sujet des instructions. Cette manière de voir est, en effet, la raison même, et personne ne saurait s'y refuser. Le souverain trace un cercle autour de son ministre, dont il ne pourrait sortir sans crime; mais les mouvements qu'il doit faire dans ce cercle ne dépendent et ne peuvent dépendre que de lui, surtout à une grande distance. »

(5) Blanc, *Mém.*, p. 154.

grands personnages de la diplomatie sarde, prenait le parti d'en rire (1). Et, si l'intérêt de son maître n'avait été en jeu, il aurait sûrement savouré l'échec de la diplomatie du comte de Front, qui, en 1804, s'avisa inconsidérément de faire demander à la Russie l'envoi de secours en Sardaigne : le refus de la Russie fut formel (2).

En somme, c'était à des caprices de ministres ou de bureaucrates qu'était abandonnée la direction des affaires sardes. Il n'y avait pas, dans la chancellerie piémontaise, un seul homme qui fût capable de prendre une décision. Parfois même, le secrétaire d'Etat n'avait qu'une tardive communication des lettres des ambassadeurs (3). Et, d'autre part, il n'était pas rare que les instructions aux divers agents diplomatiques fussent contradictoires (4). Heureux encore, quand il arrivait des instructions ; mais le plus souvent on se bornait à critiquer les actes du minis-

(1) Blanc. *Mém.*, p. 154.

(2) Lettre du 9/21 fév. 1804 (Arch. di St.) : « Ensuite de la lettre que vous avez écrite à M. le comte de Front, par laquelle, en lui faisant part de ses craintes sur la Sardaigne, vous le chargiez de requérir l'assistance de lord Nelson, le ministre anglais *a fait sentir* à M. de Front, qu'il serait fort à propos que la Russie envoyât des troupes dans cette île. Le ministre du Roi, qui n'a vu aucun danger dans cette insinuation, a vite adopté cette idée, et a prié le cabinet anglais (qui ne demandait pas mieux) de m'accorder ici toute son assistance, pour former la demande officielle de ce corps de troupes... Effectivement, par sa lettre du même jour (24), il (le comte de Front) *m'a chargé* de faire ce pas d'école... Malgré le vif intérêt qu'elle (la Russie) prend à la personne de Sa Majesté, je n'ai jamais pu obtenir un mot, un seul mot purement hypothétique sur cet acte important, de peur que ce mot eût l'air de convenir qu'on pense à la guerre... » Toutefois pour ne pas déplaire à l'Angleterre, ni chagriner le comte de Front, qui *croit sûrement que c'est une belle chose*, J. de Maistre consentit à faire la démarche dont on l'avait chargé. Il essuya un refus, et déplora qu'on s'y fût exposé : « L'affaire de la note relative à la sûreté de la Sardaigne est totalement terminée. Je suis fâché qu'elle ait percé dans le corps diplomatique... Toutes les cours étrangères sauront la demande et le refus ; mais c'est un mal inévitable... » (Lettre du 29 février/12 mars 1804)

(3) Lettre du 3/15 mai 1813 (au ch. de Rossi) Arch. di St. : « Je voudrais de tout mon cœur que vous puissiez lire tout ce que j'écris ou que j'eusse la force de le copier. Ce qui me fâche particulièrement, c'est que, suivant ce que vous me dites, les lettres même officielles ne vous sont communiquées que lorsque leur mérite, déjà faible, se trouve de plus tout à fait évaporé. Le maître est le maître ; mais je sens que vous devez un peu *taper du pied* »

(4) Lettre du 13/25 fév. 1814 au comte Balbo, envoyé du roi de Sardaigne au camp des souverains alliés : « Vos lettres, d'ailleurs, M. le comte, toujours en contradiction avec celles de la cour, me tiennent dans un état de suspension difficile à décrire. Je n'entre, à cet égard, dans aucun détail, je serais mené trop loin, et fort inutilement. » (Arch. di St.)

tre (1), à suspecter étourdiment ses intentions, à s'inquiéter de ses rapports avec l'ambassadeur français (2) ; on allait jusqu'à trouver dangereux le bon accueil qu'il recevait toujours à la cour de Russie (3). J. de Maistre s'indignait d'être ainsi traité par une cour à laquelle il avait tout sacrifié (4). Il s'affligeait de ce défaut de confiance, qui était poussé au point de lui laisser ignorer ce qui se faisait en Sardaigne (5) : il était en droit de croire que certaines lettres passaient par dessus sa tête (6), et qu'on était absolument décidé à ne plus rien lui communiquer (7).

Effectivement, il semblait qu'il y eût à son égard un parti-pris invincible de méfiance, de mesquines vexations, d'injures gratuites. Non seulement on lui refusait presque toujours des satisfactions morales (8), mais encore on ne faisait rien pour adoucir les conditions matérielles de son ambassade à Pétersbourg.

Représentant un souverain dépouillé et pauvre, le ministre de Sardaigne ne peut donner à sa mission un éclat qui lui serait

(1) Lettre du 28 mai/9 juin 1808 (Arch. di St.) « J'avoue que, si au lieu de me blâmer en général, vous me montriez un inconvénient que je n'ai ni aperçu ni prévu, je n'ai rien à dire ; mais vous ne m'indiquez rien de tel. »

(2) Voir plus loin, au sujet de son entrevue avec le général Savary, la lettre du 9 juin 1808.

(3) Janvier 1809 (Blanc, *Mém*, p. 293) : «...Que voulez-vous que je vous dise ? Il est trop vrai que nous ne nous entendrons jamais. Vous accusez mes *lunettes russes*, et vous ne faites pas attention aux lunettes sardes que vous portez... »

(4) 6/18 juillet 1812 : « Je suis traité à peu près comme un conjuré.. Je me rappelle toute ma correspondance de dix ans ; je n'y vois pas un mot de confiance ni de douce approbation. »

Cf. lettre de janvier 1809 (Arch. di St.) Il dit à Rossi : « Je voyais avec plaisir deux plumes sur votre bureau, celle du ministre et celle de l'ami ; maintenant j'en vois une qui se dessèche et baille faute d'exercice ; les deux personnages commencent à se confondre. Divisez-les de nouveau »

(5) Lettre du 13 avril/1^{er} mai 1813 : « Tant que je serai étranger à toutes ses affaires et à tous ses projets, que j'en serai instruit par des étrangers, et même par des dames, que je ne pourrai ouvrir la bouche sans me faire dire : *ah ! vous ne saviez pas !* et qu'en un mot, par une suite de circonstances désagréables, on aura droit de me regarder comme un homme en défaveur, loin d'être utile à V. M., je lui nuirai. »

(6) Lettre du 26 fév. 1808 : « Je n'ai pas besoin non plus de cette preuve pour croire à deux correspondances. »

(7) Lettre du 6/18 juillet 1812 : « Je suis traité à peu près comme un conjuré, on n'ose plus m'écrire. »

(8) Il a eu rarement l'avantage de marques d'approbation. Quand le Roi paraît partager sa manière de voir, il se laisse aller à une joie naïve. V. lettres du 15 mars et du 18/30 avril 1803. — Lettre du 3/15 mai 1813 (non citée par Blanc) : « Deux lettres de S. M. m'ont comblé de joie en me laissant apercevoir des sentiments beaucoup plus paternels... »

indispensable. Sans doute, ses plaintes peuvent parfois paraître exagérées ; mais elles ne sont jamais provoquées que par le désir d'assurer le succès de ses efforts diplomatiques. A Pétersbourg, un certain appareil est nécessaire : l'ambassadeur est obligé d'assister aux fêtes de la cour, il doit fréquenter dans la société russe (1) : c'est, pour lui, le seul moyen d'être bien vu, d'avoir des relations en haut lieu, c'est presque la condition essentielle de ses succès diplomatiques (2).

J. de Maistre est réduit à un état misérable. La vie est très chère à Pétersbourg (3), et il n'a qu'un traitement de 20,000 livres (4) ; la chancellerie sarde prétend même le forcer à payer ses frais d'établissement en Russie (5). Qu'on ajoute à cela qu'il doit subvenir aux besoins de sa famille, laissée à Turin (6). Il lui est à peu près impossible de tenir un rang convenable : logé dans un petit appartement de dentiste ou de chanteur d'opéra (7), condamné à se contenter, à sa table, d'une soupe

(1) Lettre du 7/19 août 1803 (Arch. di St.) : « Ici la perte de temps est une nécessité et un devoir... Si je m'avisais de refuser seulement deux ou trois invitations, je serais regardé comme un moine de la Trappe et mis de côté, je ne verrais personne et je ne saurais rien. Cette vie me déplaît au-delà de toute expression, mais il faut aller avec les autres... »

(2) Arch. nat., 1697. Lettre de Savary à Napoléon : « La mission du général Hédouville nous y a donné mille ridicules. L'état de parcimonie dans laquelle il a vécu l'a souvent rendu le sujet des conversations de la société. S'il avait eu une autre maison, il aurait vu se former l'orage qui a amené la campagne de Moravie... »

(3) Blanc, *Mém.*, p. 158 : « La dépense forcenée de cette ville ne peut être comprise par qui ne la voit pas. » — *Id.* p. 321 : « Tous les prix sont fous... » — Lettre du 16 août 1803 (Arch. di St.) : « Les dépenses sont à un tel point que le *minimum* de ce pays est très considérable. »

(4) Lettre du 11 juin 1803 (Arch. di St.) : « Le séjour d'un mois dans ce pays m'a convaincu de l'absolue impossibilité de vivre ici avec 20,000 livres. La Prusse qui est, sans contredit, la puissance qui paye le moins ses ministres, donne cependant, ici, au sien 35,000 roubles. »

(5) Lettre du 19/31 juill. 1814 (Arch. di St.) : « Tout se réduit à une théorie bien courte ; tout ministre voyage et s'établit aux frais de son maître, excepté le comte de Maistre. Et pourquoi cette distinction ? Parce qu'il a perdu ses biens... » — Il traite cette question avec plus de précision dans la lettre du 7/19 déc. 1814 (*id.*) : « *Ce que j'ai reçu pour frais d'établissement ?* Rien, M. le comte, absolument rien ; il serait absolument inutile de revenir sur cet affreux sujet. Je partis comme un enfant, sans faire de conditions, plein de confiance, ne doutant de rien, etc. »

(6) Lettre du 2/14 août 1803 (Arch. di St.) : « Lorsque je pense à ma famille, lorsque je me vois deux maisons sur les bras, dont une à Pétersbourg, avec 8,000 livres, et que je porte les yeux sur l'avenir, il est des moments où la tête me tourne... » — Sur la situation de la famille de Maistre à Turin, voir Blanc, *Mém.*, pp. 158-162.

(7) Lettre du 2/14 août 1803.

et d'un poulet étique(1), à se refuser « jusqu'à une tasse de café(2), » il n'a, en outre à sa disposition qu'un mobilier étri-qué(3), qu'un service rudimentaire(4), et, sous un climat quasi polaire, il passe deux hivers sans pelisse(5). Il est en proie à de continuels embarras. Il se plaint, nul ne l'écoute, nul ne lui tient compte de ses souffrances, de ses sacrifices(6); la cour de Cagliari ne semble même pas comprendre combien il est dangereux, pour un ambassadeur et pour son gouvernement, de ne pouvoir assister parfois aux fêtes officielles de Pétersbourg(7).

On ne songe pas davantage à lui faciliter l'accomplissement de l'énorme besogne qui lui incombe(8). Le travail de correspondance, la vie obligatoire de salon absorbent la plus grande partie de son temps(9); pour pouvoir suffire à tout, il lui faut

(1) Lettre du 2/14 août 1803 : « ... Je prends le parti de vous envoyer tout uniment une feuille de mon livre de compte... Vous y admirerez surtout le prix du peu de repas que je prends chez moi : il vous annonce une soupe et quelquefois un poulet maigre. »

(2) Blanc, *Mém.*, p. 168.

(3) Lettre du 26 févr. 1808 (Arch. di St.) : « Au moment où je vous écris, je n'ai pu encore me procurer des rideaux à mon lit, ni un chandelier d'argent pour porter ma lumière, ni un bureau décent et ostensible pour serrer mes papiers, ni surtout l'apparence d'un ménage. »

(4) (*Id.*) « Lorsque je mange chez moi, la femme d'un soldat, qui ne sait pas faire une soupe, me présente deux plats de domestique suffisants pour exister. C'est là mon luxe. »

(5) Lett. et op., 7/19 déc. 1810.

(6) Blanc, *Mém.*, p. 164. Cf. Lettre du 7/19 déc. 1814 (Arch. di St.) : « Peu de temps après mon arrivée dans cette capitale, quelqu'un ayant dit, dans une grande conversation, que ce voyage ne pouvait être fait à moins de 12,000 livres, je m'avisai de dire que j'étais parvenu à demeurer fort au-dessous de cette somme. Un grand personnage qui en savait plus que je n'en savais alors, me répondit : « Mon cher ami, je vous prédis qu'on ne vous aura aucune obligation, que vous ne serez point approuvé, et qu'on vous tiendra le pied sur la gorge ; vous êtes un fou. Je livre sans la moindre rancune cette petite prophétie badine au jugement de Votre Excellence. »

(7) (Arch. di St.) Lettre sans date n° 75 (?) : « Tous sont allés, excepté moi. Il faudrait faire de grandes dépenses en chevaux, en habits, en étrennes, etc. Je reste chez moi. Ce sont là des pilules difficiles à avaler. »

(8) Blanc, *Mém.*, p. 378, ann. 1804 : « Voulez-vous que je vous dise comment je suis quelquefois étouffé ? Je déchiffrais une lettre du comte de Front. *Le même jour*, il m'en arrive une du même, une autre encore plus longue. *Le même jour* je reçois votre numéro 18... *Le même jour* je suis invité avec tout le corps diplomatique à un grand souper et à un bal... *Le même jour*, etc.

(9) Lettre du 7/19 août 1803 (Arch. di St.) : « Les distances sont énormes ; on va passer sa soirée à une lieue ou deux de distance... Dans toutes les assemblées un peu distinguées, on se met à table après minuit ; enfin c'est une vie incroyable... »

à peine dormir quatre heures par nuit (1). Encore n'arrive-t-il pas à donner à son travail tout le soin qu'il voudrait (2). Aussi demande-t-il avec instance un secrétaire de légation (3); il n'en a un que lorsqu'il se décide à faire venir son fils Rodolphe, à qui le Roi veut bien confier, non sans d'étranges hésitations, les titres indispensables (4). Mais, lorsque le jeune de Maistre entre au service du tsar, l'ambassadeur est obligé de faire, à peu près seul, tout le travail; il n'a plus guère que le concours officieux d'un parent de bonne volonté (5).

Ce n'est pas tout. Si l'on ne pouvait, à vrai dire, lui donner l'argent nécessaire pour avoir un train d'ambassadeur, il était du moins facile de lui accorder des titres suffisants pour représenter dignement la Sardaigne. Aussi bien, en Russie, ce n'est pas le nom qui donne la noblesse, c'est la fonction (6). Avant son départ pour Pétersbourg, de Maistre avâit demandé qu'on lui accordât la grand'croix de Saint-Maurice ou « un titre en Sardaigne (7) ». On lui refusa tout; on lui dénia même le droit de porter l'habit de l'état-général du Piémont, qui avait été accordé à son fils (8). Il fallut qu'il offrît sa démission pour que

(1) Lettre du 31 oct./12 nov. 1819. Pour servir au monde et aux affaires, je ne crois pas que je dorme quatre heures sur les vingt-quatre. (Arch. di St.): « Malgré tous mes efforts, le Roi n'est pas servi comme je le désirerais. D'abord le défaut absolu de registre est un grand inconvénient... Je ne puis communiquer comme je le voudrais, avec Londres et Vienne. A ma place, il est avantageux de recevoir beaucoup de lettres; mais, pour cela, il faut écrire beaucoup; chiffrer, déchiffrer, notes, mémoires, correspondances, je ne puis y tenir, dans la ville surtout la plus dissipée de l'univers... »

(2) Lettre du 7/19 août 1803.

(3) *Id.* « Enfin, il faut un secrétaire, mais rien n'est plus difficile que d'en avoir un... »

(4) J. de Maistre avait demandé qu'on donnât à son fils un grade quelconque *aux gardes ou dragons de Sardaigne*. Le Roi accorda simplement le titre de secrétaire de légation. J. de Maistre s'emporta : « Envoyer ici le fils d'un ministre plénipotentiaire, gentilhomme de légation, sans grade, c'est à peu près comme si on m'ordonnait de le présenter en chemise un jour de gala.. J'ai écrit à ma femme par tous les courriers pour arrêter mon fils; s'il arrive, je l'habillerai moi-même et lui donnerai son grade... » (11/23 juin 1805. Blanc, *Mém.*, p. 220.)

(5) Lettre du 15/27 août 1814.

(6) Blanc, *Mém.* p. 220 : « Tout est rang ici. Il n'y a pas d'autre classification : celle de la naissance même est à peine sensible. L'empire est divisé en seize classes; celui qui n'appartient à aucune est esclave. » Sur la hiérarchie des grades, cf. la lettre du 10/22 oct. 1812; il y dit encore : « Ici c'est la fortune et le grade qui font l'homme. »

(7) Blanc, *Mém.*, p. 165.

(8) *Corresp. diplom.* Lettre d'octobre 1812 (I, p. 206).

le Roi se décidât à l'envoyer la grand'croix, instamment réclamée (1).

En somme, J. de Maistre ne semble avoir été pour la cour de Cagliari qu'un étranger suspect, envers qui l'on pouvait tout se permettre. Le « turinisme » importé à Cagliari n'était pas seulement la routine sacrée, mais aussi le mépris des Piémontais pour les Savoyards ; c'était surtout la jalousie de la noblesse d'épée contre la noblesse de robe. D'autre part, l'argent laissé à J. de Maistre, c'était une grosse part de pensions enlevée à quelques courtisans ; et un titre nouveau accordé à l'ambassadeur de Pétersbourg, c'était l'élévation inquiétante d'une famille récente (2). J. de Maistre avait le droit de s'écrier qu'on l'avait traité « sans miséricorde (3). » Et il résumait avec amertume sa triste carrière au service de la Sardaigne dans cette triste plainte : « Se voir, d'un côté, exposé à toutes les humiliations de la détresse, et récompensé, de l'autre, par toutes celles de l'honneur, c'est ce qui passe absolument les bornes de la force humaine... (4). »

Profondément découragé, poussé à bout « comme homme, comme père, comme ministre (5), » il offrit deux fois sa démission (6) : deux fois, on se refusa à l'accepter. Dans la pénurie de

(1) Blanc, *Mém.*, p. 225. Lettre de 1806 : « Vous savez ce que la grand'croix m'a coûté. Je ne l'ai jamais portée sur ma poitrine sans une espèce de remords. La même chose s'est répétée à l'égard de mon fils. Je n'obtiens rien sans me rendre presque coupable... »

(2) Lettre du 10/22 juin 1805. (Arch. di St.) : « Le roi, en pensant à la Restauration, a-t-il peur que les familles qui ont suivi son sort prennent quelque avantage sur celles qui se sont tranquilisées, et que, cependant, il préfère ? C'est ce qu'il serait également triste et utile de savoir... »

(3) Blanc. *Mém.*, p. 228. Lettre de 1806. — Voici encore une note (*id.* p. 223), où il a fortement groupé ses griefs. « Connaitre mes appointements avant de partir, pour ma règle. — Non. — Me décharger des frais de poste, — Non. — Cette voiture ne peut me mener à la troisième poste, donnez-moi l'autre, qui a deux essieux de fer. — Non. — Je pars sans équipage, allouez-moi une somme pour acheter un lit, une table et une chaise. — Non. — Donnez-moi un titre en Sardaigne pour avoir au moins une certaine apparence extérieure. — Non. — La croix pour être égal à mes collègues. — Non. — Un grade à mon fils pour qu'il ait un uniforme exigé ici. — Non. — etc. »

(4) *Id.*, p. 168-169.

(5) *Id.*, p. 169. — Cf., la seconde lettre de démission, p. 224 et suiv.

(6) En 1811, encore, il demanda à être relevé de ses fonctions. Lettre du 25 févr./8 mars 1810 (non insérée par Blanc) : « Je ne terminerai aucune lettre sans prier V. E. de porter à S. M. de nouvelles instances pour mon rappel. Aucun avantage honorifique, pour moi ou les miens, quelque précieux qu'il pût être en lui-même, ne saurait me déterminer à prolonger ici mon séjour, rien ne pouvant être opposé à une impossibilité absolue. Après mon argent, il a fallu

serviteurs où se trouvait la Maison de Savoie, qui eût-elle pu envoyer à Pétersbourg ? J. de Maistre s'inclina devant la volonté royale, et continua à mettre au service de Victor Emmanuel I^{er} sa fidélité et son talent, sa grande âme et son grand esprit. Ni les soupçons injurieux, ni les dénis de justice ne l'empêchèrent de faire, de bien faire son devoir.

consumer encore celui de ma femme... D'où me vient ce droit et ce malheur ? ma maison est fermée, je suis chassé du monde et donné en spectacle ; ma famille même ne peut plus se relever des coups qu'elle reçoit dans nos personnes...»

CHAPITRE II

Joseph de Maistre et la Société de Pétersbourg.

Si la cour de Cagliari ne sut pas apprécier le mérite de son ambassadeur, il n'en fut pas de même de la société de Pétersbourg, ni surtout de la Cour impériale.

J. de Maistre arrivait en Russie, précédé de sa réputation d'écrivain politique, de grand écrivain français : ses *Considérations sur la France* avaient véritablement fait le tour de l'Europe. En dépit de la Révolution, la haute société russe était encore éprise de l'esprit du XVIII^e siècle. Dans la plupart des salons, on continuait à parler « de Voltaire, de Diderot, du théâtre parisien (1), » à professer même les idées de l'Encyclopédie (2). En tout cas, pour s'y faire apprécier, il était indispensable de savoir parfaitement le français (3) : la langue italienne y avait comme un air ridicule (4). Il fallait, aussi, posséder ces dehors

(1) *Mém. du prince Ad. Czartoryski*, I, ch. II, p. 44 et suiv. : « La Maison Strogonow formait encore une variété. Le comte, qui avait longtemps vécu à Paris, y avait pris des habitudes qui faisaient un singulier contraste avec ses anciennes coutumes moscovites. On y parlait de Voltaire, de Diderot, du théâtre parisien..., on y discutait le mérite des tableaux des maîtres... »

(2) *Ibid.*, p. 298 : « Il faut dire que ce mélange de l'Encyclopédiste et du vieux seigneur moscovite rendait la Maison et la société du comte Strogonow fort agréable par son laisser-aller et sa variété... »

(3) Lettre de Maistre du 7/19 août 1803. (Arch. di St.) : « J'ajoute que le secrétaire de légation devant être présenté partout suivant l'étiquette, il faut qu'il soit présentable sous tous les rapports, qu'il sache parfaitement le français, et qu'il soit en état de tenir tête à tout le monde... »

(4) Lettre du 28 juin/10 juil. 1804 (Blanc., p. 113) : « Ce qui vous étonnera, c'est que la langue étrangère qui a le moins de faveur ici, c'est l'italien. Récitez quelque chose ici dans cette langue avec le véritable accent, vous êtes sûr de faire rire. Quelqu'un ne me disait-il pas, l'autre jour, gravement, qu'il avait été fort surpris de voir que personne ne riait au sermon italien ? » — Cf. Lettre du 22 juin/4 juil. 1806. (Arch. di St.) : « La langue italienne jouit ici d'une défaveur inconcevable ; le Maître ne la sait pas, et ne l'aime pas, et tout est dit. Il vaut mieux parler chinois... »

brillants qu'on admirait dans la noblesse française (1). Et il en était de même à la cour. L'empereur Alexandre continuait à subir l'influence de la philosophie du XVIII^e siècle (2), au point de vouloir tenter de grandes réformes, même constitutionnelles, et d'affecter des idées libérales (3).

Il serait certes excessif de voir dans Alexandre une sorte de César démocrate. Il a, d'ailleurs, été comme ballotté, dès sa jeunesse, entre les idées d'autorité, qu'il voyait appliquées par son père, Paul I^{er}, et les sentiments libéraux qui lui furent prêchés par La Harpe, et peut-être aussi par un autre de ses éducateurs, Mourawieff, dont les convictions, dit Pypin, s'inspiraient de la philosophie française, et qui, dans ses ouvrages, proclame l'amour de l'humanité et la nécessité d'imposer la loi pour limite

(1) Lettre du 23 déc./4 janv. 1805. (Arch. di St) ; En général, Sire, lorsqu'il s'agit de placer un étranger ici, il faut demander : « est-il jeune ? sait-il le français à fond ? est-il musicien ? danseur ? dessinateur ? etc. Si l'on ne possède que la science, il vaut mieux rester chez soi. » — Lettre du 28 juin/10 juil. 1804 : « Il faudrait qu'il (le secrétaire) fût jeune. A trente ans, on est déjà bien vieux ici pour les dames, et si elles ne nous font pas enterrer à quarante, c'est purement par politesse (en chiffres) : Je voudrais, de plus qu'il fût danseur, dessinateur, comédien, surtout bon musicien. » — Cf. Lettre de Savary à Napoléon (21 oct. 1807. Arch. Nat. 1697) : « Une chose essentielle encore, c'est de faire accompagner notre ambassadeur de beaucoup de jeunes gens, bien élevés, possédant des talents d'agrément, ayant de la naissance et de la fortune, et, s'il est possible, qu'ils soient militaires... »

(2) Lettre de mars 1807. (Blanc. *Mém.*, p. 265). Il semble qu'Alexandre ait, un moment, songé à faire de La Harpe son principal conseiller, mais il ne tarda pas à y renoncer. Czartoryski (I, p. 266) dit à ce sujet : « Il y avait encore un cinquième membre du conseil secret, c'était M. de La Harpe, l'instituteur d'Alexandre qui était venu visiter sur le trône son ancien élève, et que je trouvai à Pétersbourg... Il nous parut fort au-dessous de sa réputation et de l'idée que l'empereur s'en était formée... L'empereur, sans peut-être se l'avouer à lui-même, sentait diminuer la haute opinion qu'il avait conçue de son ci-devant gouverneur... Le fait est que le séjour que fit M. de La Harpe à Pétersbourg, au commencement du règne de l'empereur, fut très insignifiant et qu'il n'eut que peu ou point d'influence sur les réformes qu'Alexandre accomplit plus tard... »

(3) Czartoryski, I, p. 300 : «... (Worontzow) prit la situation de conciliateur entre les idées de l'empereur et celles de l'ancienne routine russe, de modérateur des changements qu'il prévoyait devoir naître des velléités du jeune empereur... » Cf., p. 305 ce qu'il dit des idées libérales d'Alexandre sur le gouvernement, sur le Sénat, sur certaines réformes dans l'organisation des ministères. — Cf. J. de Maistre. Lettre de mars 1807 : « S. M. E. dans le fond de son cœur, estime le gouvernement républicain et le croit très probablement plus légitime que celui auquel sa naissance l'a appelé... » Lettre du 10/22 sep. 1810 : « Qu'y a-t-il de plus alarmant que de voir l'élan révolutionnaire passer du peuple au souverain même?... Lorsqu'on lui présenta le type de la nouvelle monnaie qui portait son effigie, il la rejeta en disant : *Cette monnaie n'est pas à moi, elle est à mon peuple.* » Cf. Lettres du 5/17 août 1812 et du 2/14 sept. 1812.

au despotisme (1). Cette indécision est la caractéristique de sa politique intérieure. Il y aurait quelques malignité à dire, avec le comte de Noailles, ambassadeur de la Restauration à Pétersbourg, qu'Alexandre, après avoir étonné l'Europe par ses idées libérales, une fois rentré dans ses Etats, compensait son libéralisme européen par un redoublement d'absolutisme (2). Il faut néanmoins reconnaître en lui malgré son indécision reconnue de caractère (3), infiniment de bonne volonté pour améliorer l'organisation de son empire, pour y faire pénétrer les idées européennes, surtout les idées françaises. Les premiers conseillers étaient à peu près dans le même état d'esprit ; c'est Nowosiltzkoff qui avait passé quatre ans en Angleterre et qui était plein d'enthousiasme pour la vie anglaise ; c'est Kotchubey, qui avait étudié à Genève et à Londres, et en avait rapporté des projets de réformes ; c'est le comte Paul Strogonoff, d'une éducation française (il avait eu Romme pour précepteur) ; c'est enfin et surtout, le prince Adam Czartoryski, qui lui aussi avait reçu une éducation toute libérale (4).

Il régnait ainsi à la cour un véritable esprit français, cet esprit dont, à certains égards, de Maistre pouvait passer pour une des plus attachantes personnifications.

De Maistre fut, d'abord, accueilli avec quelque réserve (5) :

(1) Pypin. *Le mouvement des idées en Russie*, traduit du russe en allemand par Boris Minzes. Ch. I, p. 27 s. « Lorsque Alexandre avait dans les dix à douze ans, ajoute Pypin, Mourawieff, tout en intruisant le prince, lui lisait ses propres ouvrages historiques, et lui donnait à traduire l'*Emile*, Gibbon, *Montesquieu*,... »

(2) Aff. étrang. 156. Russie 1817, passim.

(3) Pypin. *op. cit.*, p. 59, cite une lettre de Stein, écrite en 1812, et où il est parlé d'Alexandre : « Il lui manque, dit Stein, une certaine force d'esprit, la connaissance des hommes, et la capacité de réaliser ses entreprises malgré tous les obstacles et en dépit de l'opposition. En raison de quoi, sa bonté naturelle se transforme et devient de la faiblesse de caractère, et il n'est pas rare qu'il ait recours alors à des armes telles que la ruse, la malice pour atteindre son but. Ces dispositions furent développées en lui spécialement par les préceptes du maréchal Soltykow, un courtisan qui se proposa de bonne heure d'être sympathique à la fois à la grand'mère et à ses favoris, ainsi qu'au père. Plus tard, la sévérité même de ce père devait développer ces habitudes déjà acquises... »

(4) *Id. id.*

(5) Lettre du 28 mai/9 juin 1803. (A. S.) : « J'ai toujours vu qu'en abordant les hommes en place, je les crains. Je demeure en observation. De peur de dire ce qu'il ne faut pas, je ne dis pas ce qu'il faut, et ma gêne gêne les autres. Mais, ensuite, je m'apprivoise et j'apprivoise. J'éprouve ici ce que j'ai éprouvé partout. Je commence à gagner du terrain... »

sa timidité naturelle, peut-être même son titre d'ambassadeur d'un petit souverain n'étaient pas faits pour conquérir la faveur d'une société naturellement méfiante de l'étranger (1). Mais ses qualités essentiellement françaises ne tardèrent pas à lui donner, à lui conserver, à Saint-Petersbourg, une situation exceptionnelle (2).

Il était arrivé à Pétersbourg le 13 mai 1803. Il avait reçu de ses collègues du corps diplomatique un accueil courtois (3) : quelques-uns, toutefois, se tinrent tout d'abord, à son égard, dans une certaine réserve.

C'est ainsi que même certains ambassadeurs de puissances ennemies de Napoléon, qui auraient dû voir en lui un allié, presque un ami, ne lui témoignèrent qu'une politesse froide. A ce moment, il est vrai, l'Autriche et l'Angleterre étaient en paix avec la France : peut-être ne voulaient-elles pas paraître se solidariser avec la Sardaigne ; peut-être aussi, connaissant l'hostilité personnelle de J. de Maistre contre l'Autriche (4), ses sentiments de méfiance vis-à-vis de l'Angleterre (5) le jugeaient-ils quelque peu suspect. Le comte de Stadion, ambassadeur d'Autriche, déployait « la morgue autrichienne dans toute sa pompe (6). » Ce fut seulement après Austerlitz que de Maistre

(1) Lettre et op. I, 26 sept. 1806 : « On vous a parlé souvent de l'hospitalité de ce pays, et rien n'est plus vrai dans un sens : partout l'on dîne et l'on soupe, mais l'étranger n'arrive jamais jusqu'au cœur... »

(2) Lettre du duc de Serra Capriola à la cour Sarde, 9 juin 1803 : *Mi sono fatto una premura maggiore di seguire le mie impulsioni per secundare le premure che mi da, unitamente agli ordini di sua Maestra il re di Sardegna per installare ed istradare il signor Conto nel suo ministro... Spero che il rapporto del medesimo signor Conte assicurera V. E. e S. M., per metterlo nella dovuta considerazione, potendola accertare che le sue distinte qualità gli attirano di gloria la stima del ministero e di tutto questo corpo diplomatico...* (Bianchi t. IV. Docum.) Cf. Aff. étrang. 156 Russie. Lettre de Turin du comte de Gabriac à M. de Noailles, ambassadeur à Pétersbourg : « Le comte de Maistre, établi depuis l'époque de la Révolution en Russie, écrivain politique, littérateur, *homme recherché dans la société de Pétersbourg, y avait acquis une sorte d'influence...* V. plus loin.

(3) Lettre du 9 juin 1803 (A. 5) : « J'ai été fort bien reçu ici par le corps diplomatique. »

(4) V. *Considérations sur la France*, ch. II : Il fait le procès de la coalition qui se proposait le démembrement « du plus beau royaume après celui du ciel. » V. surtout les lettres au baron Vignet des Etoles (Lettre, IV. p. 1).

(5) On peut croire que l'éloge qu'il fait de la France dans ses *Considérations* devait choquer singulièrement l'orgueil anglais.

(6) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 (A. 5). — Le prince Czartoryski (*Mém.* I, p. 387) dit seulement du comte de Stadion qu'il « était dans de continuelles alarmes de se compromettre. »

reçut des avances du nouveau ministre autrichien, le comte de Meerfelds (1) et, en 1811, on le voit au mieux avec le comte de Saint-Julien (2).

L'ambassadeur d'Angleterre, sir Warren, garda, de son côté, pendant quelque temps une sorte de raideur nationale à l'égard de J. de Maistre (3) : c'était « une politesse froide, indifférente, et rien de plus (4). » Était-il gêné par le sentiment de sa propre médiocrité ? (5) ou seulement par son ignorance singulière de la langue française ? (6) Néanmoins, au bout de quelques mois, l'ambassadeur sarde était parvenu à « apprivoiser » sir Warren : ce fut, paraît-il, par l'influence de lady Warren, dont il sut gagner la sympathie (7). La rupture des relations entre l'Angleterre et la France ne contribua pas, sans doute, médiocrement à faire disparaître toute cause de gêne dans les relations des deux ambassadeurs : aussi de Maistre éprouva-t-il un vif regret du départ de sir Warren (8), qui, d'ailleurs, resta pour lui un ami

(1) Lettre du 13 nov. (?) 1806 (A. 5), n° 14 : « J'ai eu l'honneur de vous parler plus d'une fois des avances que je recevais de la part du comte de Meerfelds.. »

(2) Lettre du 20 août/1^{er} sept. 1811 : « Je continue d'être fort bien avec M. de Saint-Julien. »

(3) Lettre du 9 juin 1803 (A. 5) : « L'ambassadeur d'Angleterre, cependant, s'est montré très froid et très réservé. Il s'en faut de beaucoup que j'aie trouvé auprès de lui les prévenances dont mon prédécesseur se louait de la part de mylord Saint-Hélène. » — Lettre du 29 sept./11 oct. 1803 (A. 5) : « Je désire fort bien qu'il n'y ait dans ses manières qu'une simple impolitesse, mais il me paraît bien difficile qu'une telle froideur ne soit pas dictée, ou n'ait quelque cause particulière que je ne puis pénétrer... »

(4) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 (A. 5). Il ajoute : « Je vais cependant chez lui comme il convient; il me secoue la main à l'anglaise. Je lui dis cent mots, dont il comprend trente ou quarante; on prend le thé, et l'on s'en va... »

(5) Czartoryski. *Mémoires*, p. 336 : « L'Angleterre venait de conclure la paix d'Amiens. Son ambassadeur à Pétersbourg était sir John Warren, excellent amiral, mais diplomate médiocre. Il représentait parfaitement la nullité et l'insuffisance du ministère Addington, qui l'avait envoyé. A cette époque-là, le gouvernement anglais était rarement heureux dans ses choix... »

(6) Lettre du 9 juin 1803 (A. 5) : Sir Warren parle fort mal le français, et je vois bien qu'il n'entend que la moitié de tout ce qu'on lui dit. C'est un défaut assez commun dans la diplomatie anglaise... »

(7) Lettre de nov. 1803. Blanc. *Mém.*, p. 86 : « Je suis tout-à-fait arrivé en Angleterre par le moyen de la danse... Au reste, S. M. Britannique a bien fait de ne pas donner les lettres de créance à Madame... »

(8) (Blanc. *Mém.*, p. 113 : « Le départ de l'ambassadeur d'Angleterre est une grande perte pour moi... C'est une excellente maison qui m'était ouverte et qui se ferme. Ses bons offices, son amitié et celle de milady m'ont été fort utiles indirectement, car tout se tient dans le monde... Milady, en partant, me fait héritier de ses livres; je la regrette plus que je ne saurais dire... »

personnel (1). Les successeurs de sir Warren n'inspirèrent pas à de Maistre la même sympathie : il ne put se faire ni aux airs hautains de lord Gower (2), ni à la faible intelligence de lord Cathcart (3).

L'ambassadeur de Prusse était le comte de Goltz. J. de Maistre qui partageait l'opinion de la cour de Pétersbourg sur la Prusse (4), crut d'abord devoir se voir se méfier de l'ambassadeur (5); mais il ne tarda pas à être avec lui en relations fort amicales, qui persistèrent après le départ du ministre prussien (6).

C'est avec les ambassadeurs du Pape, des rois d'Espagne et de Suède, que de Maistre entretint, dès les premiers temps de son séjour, les rapports les plus cordiaux (7). Il est vrai qu'en 1804, après l'affaire de l'émigré de Vernègues (8), l'ambassadeur Sarde,

(1) Lettre, op. I, 13/25 mai 1805. Lettre à sir John Warren.

(2) Lettre du 22 oct./3 nov. 1804 (A 5) : Lord Gower, successeur de sir Warren, est arrivé le 18/30 de ce mois, il est parent de Pitt et de sa société intime; il ne doute de rien, et croit que tout pliera devant son influence... » Czartoryski (I, p. 336) dit qu'il avait « beaucoup de prudence naturelle, l'instinct des convenances... »

(3) Lettre du 19 avril/1^{er} mai 1813 : « L'ambassadeur lord Cathcart est un homme fort médiocre et nullement fait pour sa place; on ne le trouve pas même au niveau de sa qualité; car il ne sait pas recevoir, et il a les bras pendants dans le monde... »

(4) Czartoryski, *Mém.* I. p. 336 : « La cour de Berlin était représentée par le comte de Goltz; depuis longtemps dans la carrière, il n'y avait gagné que ce que peuvent donner une bonne mémoire et la routine... Les relations avec la Prusse étaient toutes personnelles entre les deux souverains; il n'y avait guère de sympathies entre les cabinets. L'opinion de l'armée et des salons n'était, d'ailleurs, pas favorable à la Prusse : sa conduite équivoque, sa plate soumission envers la France et les acquisitions que lui avait values cette soumission, étaient vues de mauvais œil par les Russes, qui ne lui ménageaient pas leurs sarcasmes. » — On verra plus loin l'opinion de J. de Maistre sur la Prusse.

(5) Lettre de 1804 (?) Arch. di St. : « .. M. de Goltz me presse fort pour lui dire quelles seraient à peu près nos idées sur l'indemnisation; mais je me gardai bien de les lui faire connaître... »

(6) Lettre et op., I. 2/14 mai 1805. Lettre à Mme la comtesse de Goltz.

(7) Lettre du 20 nov. /2 déc. 1803 (A. S.) : «... Quant au reste du corps diplomatique, l'ambassadeur de Rome, celui de Suède et le ministre d'Espagne sont ceux de qui je reçois le plus d'amitié... »

(8) Blanc. *Mém.* p. 136. On sait que le premier consul avait demandé au Pape l'arrestation, puis l'extradition du chevalier de Vernègues, envoyé des Bourbons près la cour de Naples. Bien que Vernègues se déclarât sujet russe, le Pape le livra à la France. J. de Maistre écrivait : « La remise du chevalier a été fort mal prise ici. On reproche surtout au Pape d'argumenter à la française, au lieu de plier simplement la tête en homme forcé... » Le gouvernement russe avait adressé au Pape une très vive protestation.

qui désapprouvait la conduite du Pape, se tint à l'écart de la légation pontificale (1), qui, d'ailleurs, ne tarda pas à être supprimée. Mais il conserva toujours une vive estime pour les qualités d'esprit du général Pardo (2) qui demeura longtemps à Saint-Petersbourg, où il représenta successivement Charles IV, Ferdinand VII et Joseph Bonaparte. Le comte de Stedding, ambassadeur de Suède, fut surtout, pour de Maistre, un « véritable ami : (3) » il passait à la cour de Pétersbourg pour un des membres les plus distingués du corps diplomatique (4) : on s'accordait, avec J. de Maistre, à lui reconnaître les plus grandes qualités du cœur comme de l'esprit (5). Son départ en 1811 fut un véritable deuil (6).

Il faut compter encore, parmi les amis de l'ambassadeur Sarde, l'envoyé de Hollande, Hogendorp (7).

Toutefois, l'homme qui lui fut le plus utile, qui lui témoigna la

(1) Le Nonce quitta Pétersbourg en juin 1804. Il y laissa son auditeur, pour empêcher la rupture d'être complète. Ce fut, d'ailleurs, sans succès. L'auditeur partit peu de temps après. « Je ne sais trop, écrivait de ce dernier J. de Maistre, si nous nous sommes quittés bons amis. Il voulait me faire avaler, l'autre jour, ses maximes chez l'ambassadeur de Suède; je les réjetais avec quelques nausées... » (Blanc, *Mém.*, p. 137).

(2) Lettre et op., I. 20 mars /1^{er} avril 1808. Lettre à M. le général Pardo, ministre d'Espagne.

(3) Lettre du 26 mai/7 juin 1811.

(4) Czartoryski, *Mém.*, p. 337 : « Parmi les hommes qui composaient le corps diplomatique (vers 1802), aucun ne pouvait être comparé au baron de Stedding, ambassadeur de Suède : il se faisait remarquer par la sagesse de son esprit autant que par la noblesse de ses sentiments. Il possédait ce coup-d'œil rare, qui apprécie toujours à leur juste valeur et les hommes et les événements... » — J. de Maistre. Lettre du 26 mai/7 juin 1811 : « Il est ce qu'on appelle *finet* en style familial, et, quand il faut jouer un rôle, il est de la première force. Ce n'en est pas moins un homme extrêmement distingué.

(5) Czartoryski, *Mém.*, p. 337 : « ... De tous les hommes que j'ai rencontrés, il m'a paru l'un des meilleurs, des plus dignes de confiance, l'un de ceux que l'on ne peut s'empêcher d'aimer, et que l'on voudrait toujours avoir pour amis. Je crois qu'il a été le mien... » — Lettre de J. de Maistre du 21 juin/3 juil. 1803 (A. S.) : « M. de Stedding, l'un des hommes que j'estime le plus... »

(6) Lettre du 26 mai/7 juin 1811 : « Le nouveau maréchal comte de Stedding nous quitte irrévocablement au mois de juin. Il emporte les regrets universels, surtout les miens... »

(7) Lettre de déc. 1803 (Blanc, *Mém.*, p. 103, 104) : « Vous me parliez de l'envoyé de Hollande. C'est un homme très distingué de toute façon... Il faut l'entendre sur le compte de S. M. » C'est une honte, dit-il, c'est une infamie aux Anglais de l'avoir traité ainsi, etc. — Alors, je réponds : « Permettez-moi de vous le dire, M. de Hogendorp, vous allez trop loin ; les Anglais sont de bons amis, mais souvent on ne fait pas ce qu'on veut, etc. » — C'est une scène délicieuse d'entendre l'envoyé batave qui fulmine contre les Anglais en faveur du roi de Sardaigne, et l'envoyé de Sardaigne qui les excuse. Peu de comédies valent celle-là..

plus constante, la plus serviable amitié, ce fut le duc de Serra-Capriola, ambassadeur du roi des Deux-Siciles. De Maistre trouva en lui, dans son commerce quotidien (1), une sorte d'affection paternelle (2), qui le soutint dans ses débuts (3), qui souvent, le seconda dans ses démarches et lui permit de pénétrer facilement dans la société de Saint-Pétersbourg.

L'influence du duc de Serra-Capriola était grande dans la haute société russe (4), non seulement à cause de son mérite personnel, mais surtout parce qu'il avait épousé la fille de la princesse Wiazemsky, qui était alliée aux plus grandes familles de l'Empire (5), et dont le salon était considéré comme le cénacle de la vieille diplomatie (6). Il jouait un rôle considérable : l'ambassadeur de France, Caulaincourt, l'appelait *le boute-feu de toutes les coalitions* (7). Très en vue, malgré ses revers de fortune (8), dans la Société de Pétersbourg, aimé de l'Empereur

(1) Lettre et op., I, 19 janv. 1809 : « Mon attachement au duc de Serra-Capriola est connu : je le vois tous les jours, c'est une intimité de sept ans... »

(2) Lettre du 26 nov./7 déc. 1804 (A. S.) : « V. M. doit penser que le duc de Serra-Capriola est ici, sans le vrai, son co-ministre. On ne peut rien ajouter à l'intérêt qu'il prend à elle... Il me traite comme son fils... »

(3) Lettre du 2/14 août 1803 (Blanc. *Mém.*, p. 160) : « Il est des moments où la tête me tourne. Je cours alors chez le duc, qui est ruiné aussi, et qui me console un peu avec son rire napolitain... »

(4) Lettre du 26 nov. 7 déc. 1804 (A. S.). « Je manquerais à toutes les lois de la justice et de la reconnaissance, si je ne disais pas à V. M. que M. le duc de Serra-Capriola m'a secondé dans cette affaire avec un zèle que je ne puis assez reconnaître... »

(5) *Arch. des affair. étrang.* 147, Russie, 2^e mémoire de Caulaincourt sur la Russie, 7 août 1808 : « C'est surtout le duc de Serra-Capriola que j'ai en vue. Il était autrefois ambassadeur napolitain, ayant épousé une princesse Wiazemsky et tenant ainsi à beaucoup de grandes familles. C'est par ses soins et son habileté que la Russie s'est si fortement intéressée pour le Roi de Naples... » — *Mémoires* de Czartorisky, I, p. 45 : « La princesse Wiazemsky, d'un âge respectable et veuve du procureur général, la plus haute dignité administrative alors, avait marié une de ses filles au duc Serra-Capriola, ambassadeur de Naples, l'autre au ministre de Danemark. » — Lettre de J. de Maistre du 26 nov., 7 déc. 1804 : « Il a, d'ailleurs, beaucoup de crédit, beaucoup d'influence... »

(6) Blanc. *Mémoires*, p. 384. — On appelait la princesse Wiazemsky la belle-mère du corps diplomatique.

(7) *Arch. Nat. Relat. ext. Russie.* Corresp. de Savary-Caulaincourt 1697, 31 déc. 1807 : « L'arrivée de l'ambassadeur de Naples mettra de côté le duc de Serra-Capriola, ministre de l'ex-roi de Naples, qui a été le boute-feu de toutes les coalitions. et qui tient encore un bureau d'intrigues par sa femme qui est Russe... »

(8) *Aff. étrang.* 147. 2^e mémoire de Caulaincourt sur la Russie, 7 août 1808 : « Il tenait une grande maison que les revers de la fortune l'ont obligé de fermer. » — Cf. Lettre de J. de Maistre 18/30 août 1803 (A. S.). « Les dépenses me font tourner la tête. Le duc de Serra-Capriola se ruine pour le roi son maître, qui

et des Ministres, il fut le guide, le soutien de J. de Maistre dans les premiers mois de son séjour en Russie (1).

La seule difficulté, dans les rapports de l'ambassadeur sarde avec le corps diplomatique, pouvait provenir de l'attitude du ministre de France à Pétersbourg. Victor-Emmanuel était, pour ainsi dire, en état de guerre vis-à-vis de Napoléon. De Maistre risquait de subir le contre-coup de cette situation. Néanmoins, dans sa longue carrière, il n'eut jamais qu'à se louer de la courtoisie des ambassadeurs français (2).

Il connut, d'abord, le général Hédouville qui le reçut plusieurs fois à sa table (3), et il semble avoir été en excellents termes avec le secrétaire de la légation française, M. de Rayneval (4). Il était sûrement très apprécié du comte de Lesseps, qui le traitait avec respect (5). En 1807, il entra en relations presque amicales avec le général Savary, qu'il rencontrait dans quelques salons russes, entr'autres dans celui de M. de Laval, d'origine française, chambellan du tsar (6). Savary lui donna des témoignages d'estime, même de sympathie (7), au point d'accepter,

ne lui envoie rien. Il a bien diminué les grandes dépenses, mais l'ordinaire d'ici est très extraordinaire... »

(1) Le duc avait fait l'intérim de l'ambassade sarde avant l'arrivée de J. de Maistre. Bianchi publie quelques-unes de ses lettres (IV. Docum.) Voir, plus haut, la lettre du 9 juin 1803, dans laquelle le duc parle de l'arrivée de J. de Maistre.

(2) Lett. op. 19 janv. 1809 : « Ni les Français, ni leurs alliés ne cherchent à me faire de la peine à la cour. Au contraire. . »

(3) Lettre du 19 juin 1809 (A. 5) : « Celui de France m'a déjà invité deux ou trois fois chez lui. » — D'après une lettre de Savary à Napoléon (Arch. nat. 1697), « la mission du général Hédouville nous a donné mille ridicules ; il y a laissé la réputation d'un homme de bien, généralement estimé ; mais l'état de parcimonie, dans laquelle il a vécu, l'a souvent rendu le sujet des conversations de la société. » — Il semble, d'après J. de Maistre, que la femme du général Hédouville contribua à enlever toute autorité à l'ambassade française (Lettre du 20 sept. 1803, citée par Blanc. *Mém.*, p. 100). — Czartorysky (I. p. 337) dit d'Hédouville qu'« il avait acquis quelque réputation à la pacification de la Vendée, mais semblait peu propre à soutenir la réputation de la diplomatie française, dont l'esprit et l'habileté paraissaient devoir s'accroître encore sous le Consulat. »

(4) Lettre du 20 nov./11 déc. 1803. J. de Maistre fait le récit d'une conversation qu'il a eue avec Rayneval (Blanc. *Mém.*, p. 105).

(5) Lettre et op. I, 19 janv. 1809 : « Le jour de l'an, à la cour, M. Lesseps, l'un des principaux membres de la légation française, s'approche de moi et me dit : M. le comte, je vous souhaite de tout mon cœur une heureuse année... »

(6) Lettre du 9 juin 1808 : « Au moment où je m'occupe le plus fortement de ces tristes idées, il arrive ici un favori de Napoléon, cet homme se prend de quelque intérêt pour moi, sans savoir pourquoi, car je ne lui avais pas même fait une visite. » V. plus loin.

(7) Lettre du 20 oct./1^{er} nov. 1807 (Blanc. *Mém.*, p. 286) : « Ce que je puis

un jour, une leçon de convenance (1) et de Maistre put songer à utiliser les bonnes dispositions du général à son égard, pour adoucir les rigoureuses conditions imposées par Napoléon à Victor Emmanuel (2).

Caulaincourt se montra également envers lui d'une parfaite politesse (3). Si J. de Maistre raillait quelque peu ses manières (4), il n'hésitait pas toutefois à reconnaître sa courtoisie et même sa bienveillance (5) qui allait jusqu'à s'inquiéter de l'état de santé de l'ambassadeur sarde (6). « Quand je pense, écrivait de Maistre, à tout ce que j'ai dit, fait et écrit depuis seize ans, je trouve les Français fort honnêtes à mon égard (7) ».

Ainsi, dès son arrivée à Pétersbourg, le ministre de Victor-

vous dire, c'est que je me suis avancé dans la confiance du général; car, en sortant, il dit au chambellan qui l'accompagnait : Je suis vif; si, par hasard, j'ai dit quelque chose qui ait pu affliger le comte de Maistre, dites-lui que j'en suis fâché. »

(1) Blanc, *Mém.*, p. 300 : « Le général Savary fut choqué d'abord de la hauteur de Blacas, et il me dit ouvertement : « Cet homme me choque la vue, et j'ai déjà été tenté deux ou trois fois de lui servir un plat de mon métier.— Gardez-vous-en bien, lui dis-je, vous ne pourriez pas faire plus mal : le comte de Blacas est un brave homme qui fait son devoir, et vous ne devez rien faire contre lui. »

(2) On lira plus loin le projet d'entrevue de J. de Maistre avec Napoléon.

(3) Lettre et op. I, 13/25 déc. 1807 : « La première visite se faisant par billet, la première fois que j'ai rencontré l'ambassadeur français dans une maison tierce, je ne lui avais point encore parlé. Une personne de sa connaissance me présenta à lui. Il me fit beaucoup de politesses. »

(4) Blanc, *Mém.*, p. 296 : « Il est bien né et il s'en targue : il représente un homme qui fait trembler le monde. Il a 600,700,000 francs de rente : il est le premier partout, etc. Je vous assure, cependant, qu'il a l'air fort commun sous sa broderie, qu'il est roide en bonne compagnie comme s'il avait du fil d'archal dans les jointures, et qu'au jugement de tout le monde, il a l'air de Ninette à la cour. »

(5) Lettre du 20 avril/2 mai 1810 : « L'ambassade de France continue à me témoigner beaucoup de considération, quoique de loin, et sans s'écarter des formes diplomatiques... »

(6) Lettres et op., I, 19 janv. 1809 : « L'ambassadeur, naturellement, ne peut pas me parler; cependant, il est arrivé, l'autre jour, une chose marquante : j'avais manqué, deux fois depuis, à l'assemblée ordinaire du mercredi chez le ministre de la marine, Caulaincourt lui dit : « Je ne vois pas le comte de Maistre, est-il malade? Et il s'exprima en termes très honorables. » — Le successeur de Caulaincourt, Lauriston, ne fit que passer : J. de Maistre n'en parle qu'une fois et très brièvement. Lettre du 1/13 fév. 1801.

(7) Lettres et op., 13/25 déc. 1807. — Caulaincourt ne parle jamais de J. de Maistre : c'est à peine s'il lui fait allusion dans sa lettre du 7 août 1808, quand il parle « des anciens ministres des cours effacées ou à peu près effacées de la liste des puissances, dont quelques-uns jouissent de considération personnelle, inspirant de la pitié... » et en *note* : « c'est surtout le duc de Serra Capriola que j'ai en vue. » (Arch. des Aff. étrang., 147, Russie).

Emmanuel I^{er} fut en relations cordiales avec tout le corps diplomatique, et cette cordialité ne se démentit point pendant toute la durée de sa mission. Mieux encore, il rencontra en quelques ambassadeurs de solides amis, et ce fut grâce à eux qu'il put bientôt pénétrer dans les grands salons de Pétersbourg : il y conquit rapidement la réputation d'un homme d'esprit (1).

Une des premières maisons qui lui furent ouvertes était celle du comte de Strogonow qui se piquait de parisianisme (2) : c'était un personnage très influent à la cour, ancien confident de Paul I^{er}, ayant conservé les fonctions de grand chambellan, et dont la belle-fille était étroitement liée avec l'impératrice (3). Le prince Czartoryski fréquentait chez lui, et l'Empereur lui-même se plaisait dans la société du comte (4). De Maistre ne trouvait pas seulement dans cette maison une table généreusement hospitalière (5), mais aussi des amis dévoués (6) et une société d'élite, dans laquelle il put déployer la force et la grâce de son esprit (7), et conquérir la faveur même de l'Empereur.

L'accueil n'était pas moins cordial dans la maison de l'amiral Tchitchagoff : il y avait été présenté par lady Warren, femme de l'ambassadeur d'Angleterre (8) ; il en fut bientôt un des fami-

(1) Lettre du 1/13 oct. de 1812.

(2) Czartorysky, I, p. 44 : « La maison Strogonow formait encore une variété. Le comte, qui avait longtemps vécu à Paris, y avait pris des habitudes qui faisaient un singulier contraste avec ses anciennes coutumes moscovites. »

(3) Blanc. *Mém.*, p. 386. Lettre de J. de Maistre, 20 nov./2 déc. 1803 : « J'ai dit dans mes précédentes dépêches que je m'attachais infiniment au choix de mes connaissances. J'ai parlé du comte de Strogonow et de sa belle-fille... »

(4) Czartoryski. *Mém.*, I, p. 298 : « Il y avait dans le comte une extrême bienveillance qui aurait voulu procurer à tout le monde du plaisir, et épargner à chacun toute peine. Le vieux comte m'avait pris en extrême amitié, il se fâchait si je manquais à ses diners ; j'étais, pour ainsi dire, de la famille... (Alexandre) s'amusait aussi et se sentait à l'aise avec le vieux comte, qui réunissait chez lui les personnes qui convenaient le mieux à l'Empereur... »

(5) Blanc. *Mém.*, p. 386 : « Tous les dimanches, il y a un grand dîner de cinquante couverts : j'y suis invité pour toujours... »

(6) Lors de la mort du comte de Strogonow, de Maistre écrivait (31 oct./12 nov. 1811) : « J'étais reçu de la manière la plus aimable chez le comte Strogonoff. Depuis que je suis ici, Sire, jamais il ne me vit entrer chez lui sans une exclamation d'amitié : *Ah ! mon cher ami !* et il m'embrassait de tout son cœur. »

(7) Blanc. *Mém.*, p. 386 : « Je vous assure que l'envoyé du roi fait très bonne figure là... »

(8) Lettre du 9/21 août 1804 (A. S.) : « C'est à cette dame, par exemple, que je dois la connaissance du ministre de la marine, l'amiral Tchitchagoff, qui fera la fortune de quelques sujets du roi... » — Toutefois, il écrivait plus tard (10-22 nov. 1812) : « Conduit chez lui par l'ambassadeur de Rome, j'y allai d'abord comme tous les étrangers qui vont sans savoir où ils vont... »

liers (1). Tchitchagoff était alors ministre de la marine, et, malgré sa liberté de langage et d'allure (2), malgré son exil volontaire à Paris (3), il conserva toujours la confiance d'Alexandre, qui appréciait en lui une intelligence et un talent militaire de premier ordre (4). On sait quel rôle décisif il faillit jouer, dans la campagne de 1812, avec son armée de Moldavie (5). J. de Maistre eut en lui, dès son arrivée à Pétersbourg, un protecteur, un ami (6). Leurs rapports ne tardèrent pas à prendre un caractère d'intimité : de Maistre pouvait écrire à l'amiral sur le ton le plus familier et même le plus léger (7), comme aussi pleurer avec lui les deuils les plus cruels (8). On ne peut douter que Tchitchagoff n'ait puissamment contribué à mettre bien en cour l'ambassadeur de Sardaigne (9). C'est à lui encore que Xavier de Maistre dut d'être nommé directeur du

(1) Lettre de janvier 1808 (A. S.) : « Quoique sa maison soit peut-être celle de Pétersbourg où il soit le plus difficile de pénétrer, j'y suis entré sans détours, sans savoir comment, comme l'eau entre dans une éponge... »

(2) Lettre du 20-22 nov. 1812 : « La licence effrénée de ses sarcasmes contre son pays ne lui a jamais fait perdre la confiance de l'Empereur, sur l'esprit de qui il a toujours eu un empire marqué... »

(3) *Id.* « J'ai raconté l'abdication publique qu'il fit de sa patrie en vendant ses terres, sa maison, ses meubles, et en se retirant en France avec sa femme. »

(4) Cf. Lettre de Caulaincourt, 13 janv. 1808 (Aff. étrang., 146, Russie) : « Je vois souvent l'amiral Tchitchagoff, ministre de la marine : c'est, je crois, un des hommes les plus capables de son pays. » — *Id.* 17 avril 1808 : « C'est un militaire rempli de connaissances dans son métier, d'une réputation brillante d'intégrité, avec des formes ouvertes et franches, et qui, dans ce moment, a une grande part à la confiance de l'Empereur... »

(5) Lettre de J. de Maistre, 10/22 nov. 1812.

(6) *Id.* « Je ne sais comment je me trouvais là à mon aise sans préparatifs, et ami aussitôt que connu. Toujours je lui suis demeuré fidèle, tout en lui disant ses vérités : et lui, de son côté, m'a donné de grandes preuves d'attachement... »

(7) Lettre du 2/14 juillet 1808, contenant un billet relatif au lancement de la frégate *Amphitrite*. V. plus haut.

(8) Lettre du 28 août/9 sept. 1811 : « Avant-hier, l'amiral est arrivé, et tout de suite il m'a fait avertir. Je suis couru, il s'est jeté dans mes bras tout désolé. Le corps de sa femme était dans une chambre à côté de lui. Que ne m'a-t-il pas dit et sur le sujet de son désespoir incurable et sur le pays dont il vient... » — Cf. Lettre et op., I, 14/26 déc. 1814 : « Venez pleurer avec nous, quand vous aurez assez pleuré ailleurs... »

(9) Lettre de 1810 (sans date précise, Arch. di St) : « Un des grands bonheurs que j'ai eus dans ce pays, c'est d'être fort bien avec ce personnage, sans être aucunement suspect aux chefs les plus ardents du parti contraire... Il m'est venu souvent en pensée (mais ce sont de ces choses qu'il est impossible de vérifier) que cette corde invisible contribuait peut-être à ce grand phénomène d'un ministre de S. M. le Roi de Sardaigne tranquille ici dans ces circonstances. Du reste, jamais nous n'avons dit un mot sur ce point. Je m'en garderais bien, et lui aussi... »

département de l'amirauté (1); plus tard, il prit Rodolphe de Maistre pour aide-de-camp (2). Enfin, presque tous les Piémontais au service du tsar profitèrent de l'amitié de Tchitchagoff pour l'ambassadeur sarde (3).

J. de Maistre fut encore un des habitués de l'hôtel Narichskine (4). Le prince Narichskine était le grand maître des cérémonies; sa femme, la belle Maria-Antonia, resta longtemps la favorite de l'Empereur; « ni intrigante, ni malfaisante, ni vindicative, disait d'elle J. de Maistre, ce n'est point une Pompadour, ce n'est point une Montespan, c'est plutôt une La Vallière, hormis qu'elle n'est point boiteuse et que jamais elle ne se fera carmélite (5). » La longue durée de sa faveur, elle la dut non seulement à sa très grande beauté et à sa naturelle distinction (6), mais surtout à son affectation de ne pas s'occuper des affaires de l'Empire (7) et aussi, peut-être, à sa détermination d'ignorer les caprices du tsar (8). C'est en vain qu'on chercha,

(1) Blanc. *Mém.*, p. 303. Lettre de janvier 1808 : « Il en a bien pris aux sujets du roi et surtout à mon frère. Je lui dois beaucoup, et jamais il ne me sera permis de l'oublier... »

(2) Lettre du 10/22 nov. 1812.

(3) Lettre du 28 juin/10 juillet 1804 et lettre du 9/21 août 1804.

(4) Czartoryski, *Mém.* I, p. 42 : « L'hôtel Narichskine était d'un tout autre genre. C'était, avec toutes ses incohérences, l'ancien palais asiatico-moscovite... Y restait qui voulait, les portes étaient ouvertes à tout venant... »

(5) Lettre d'août 1809 (Blanc, *Mém.*). — Caulaincourt parle fréquemment, dans les *On-dit* de la cour, annexés à ses lettres politiques, de la princesse Narichskine (Arch. nat. A. F. IV, 1697), 29 janvier 1808 : « M^{me} Narichskine était au bal de l'Impératrice. L'Empereur a dansé sept à huit fois avec elle. Il la soigne plus que jamais et très ostensiblement. ». — 4 juin 1808 : « La fille de M^{me} Narichskine est fort malade depuis quelques jours. Cela inquiète beaucoup l'Empereur. »

(6) Lettre du 15/27 février 1806 : « La plus belle dame de Pétersbourg. » — Lettre de sept. 1809 (Blanc, *Mém.*) : « ... Dimanche dernier, 3 septembre, il y eut une fête superbe chez la favorite à la campagne... La belle Maria-Antonia recevait son monde avec sa robe blanche et ses cheveux noirs, sans diamants, sans perles, sans fleurs; elle sait fort bien qu'elle n'a pas besoin de tout cela. *Le negligenze sue sono artefice*. Le temps semble glisser sur cette femme comme l'eau sur la toile cirée. Chaque jour, on la trouve plus belle. Je comprends que la sagesse pourrait éviter ce filet, mais je ne comprends guère comment elle pourrait en sortir... »

(7) Caulaincourt (Arch. nat., A. F. IV, 1697), 4 avril 1808. *On-dit* : « M^{me} N... a repris tout son ascendant sentimental... L'Empereur aime M^{me} N... comme un chevalier. Il me disait, il y a quelques jours, qu'il se ferait un scrupule de la tromper en rien; qu'il l'aimait pour elle, pour ses deux enfants et aussi parce qu'elle ne lui parlait jamais d'affaires; que, le jour où elle voudrait s'en mêler, tout serait fini. »

(8) Lettre de sept. 1809 (Blanc, *Mém.*) : « Elle a, d'ailleurs, à ce qu'il

à plusieurs reprises, à détacher d'elle Alexandre (1) ; on lui suscita même des rivales (2), par exemple, M^{lle} George, la célèbre actrice (3) ; elle garda toute sa puissance (4).

J. de Maistre semble avoir été tenu par elle en grande estime. Si, par discrétion, ou peut-être par un sentiment de gêne, il s'abstint, quelque temps, de paraître dans ses salons (5), il ne tarda pas à redevenir un de ses familiers : on la voit, en 1811, lui demander son portrait (6), et de Maistre croit devoir, à cette occasion, composer un médiocre quatrain (7). Il pouvait, à bon droit, traiter cette faveur de « succès diplomatique de premier ordre » (8).

Il avait bien d'autres amis, tous ayant aussi quelque influence : il est permis de croire que ses relations avec la comtesse d'Essling qui avait été demoiselle d'honneur de l'Impératrice (9), avec les

paraît, complètement deviné le grand secret de sa position : *Ne faites pas attention aux distractions*. Moyennant cela, je la crois invincible, ou, si vous aimez mieux, inébranlable. »

(1) Lettre de Caulaincourt (Arch. nation. *loc. cit.*), 4 avril 1808 : « Tolstoï et quelques autres prèchent l'Empereur, le supplient de vivre au moins avec l'Impératrice pour qu'elle ait un enfant, c'est vainement. »

(2) *Id.*, 13 janv. 1808 : « La jeune M^{me} Vlodec est regardée comme la dernière conquête de l'Empereur. On prétend que l'heure du berger a sonné après le souper du dernier bal de la cour. » Amourette éphémère, d'ailleurs ; le 28 février, Caulaincourt annonce que « M^{me} N... triomphe de nouveau de ses rivales. »

(3) *Id.*, 9 août 1808 : « M^{me} Narichskine a refusé sa porte à son beau-frère à cause de l'arrivée de M^{lle} George, qu'elle accuse d'avoir fait venir à l'instigation de l'Impératrice-mère. On travaille au raccommodement, mais la paix n'est pas faite... » — J. de Maistre ne se faisait pas illusion (Blanc, *Mém.*) Lettre d'avril 1808 : « La machine de Paris ne paraît pas avoir plus de force que le sentiment légitime. Je me tiens toujours à ce que je vous ai dit, *la maîtresse est maîtresse*, et M^{lle} George ne sera qu'une fantaisie. » Effectivement, Caulaincourt raconte, le 24 août : « M^{lle} George n'a pas encore d'engagement signé et ne peut obtenir une réponse de M. de Narichskine, qui, grondé et boudé par l'Empereur, n'ose prendre un parti... »

(4) Lettre du 10/22 sept. 1811 : « Vous remarquerez que la dame est, en effet, une grande connaissance... »

(5) Lettre de sept. 1809 (Blanc, *Mém.*) : « Depuis plus d'une année, je n'allais plus dans cette maison, et j'ai su qu'on m'en a loué comme d'un trait de politique pure, parce qu'on a cru que je m'étais retiré pour n'avoir pas l'air d'intriguer et de m'attacher à cette ancre pour me tenir ferme... Je n'allais plus par indolence, et aussi parce que quelque chose m'avait déplu là... »

(6) Lettre du 20 août/1^{er} sept. 1812. (Corr. dipl. I.)

(7) Lettre du 10/22 sept. 1811.

(8) Lettre du 20 août/1^{er} sept. 1811.

(9) V. Lettres et op. T. II, sept lettres adressées par de Maistre à la comtesse d'Essling.

Gallitzin et les Golovin (1), le comte Potocki (2), qui fut gouverneur de Podolie, les Orloff (3), durent lui être d'une grande utilité. Et la maison du comte Tolstoï, grand maréchal de la couronne, lui assura certainement un facile accès à la cour et même auprès de l'Empereur (4). On peut, du reste, voir une preuve de la haute estime dont l'honorait le gouvernement russe dans les conseils qui lui furent demandés, pour l'organisation de l'instruction publique en Russie, par le ministre Razoumowsky (5).

Effectivement, même dans les jours les plus mauvais, même lorsque le roi de Sardaigne semblait oublié, abandonné par la chancellerie russe, de Maistre put compter personnellement sur un accueil tout au moins bienveillant de la part des ministres et surtout d'Alexandre. Si parfois quelque froideur se manifestait dans l'attitude ou la conversation, c'est que le ministre voyait en de Maistre, avant tout, l'ambassadeur de Sardaigne, et il lui semblait avoir devant lui comme un reproche vivant de l'abandon auquel on condamnait Victor-Emmanuel 1^{er} ; c'est, surtout, qu'on craignait à Pétersbourg de se risquer dans quelque promesse qui pourrait conduire à une aventure.

A son arrivée à Pétersbourg, de Maistre fut d'abord effrayé de l'accueil glacial du prince Adam Czartoryski (6). Sans avoir

(1) Lettre du 10/22 nov. 1812 : « Le comte de Rostopchine est beau-frère de la princesse Alexis Gallitzin et ami intime des Golovin, mais, quoique je sois très assidu dans ces deux maisons, où je suis comblé d'amitié, j'observe, cependant, que, depuis plus d'un mois, on ne m'y nomme plus ce personnage, qui est, en effet, inexcusable sous ce rapport (il s'agit de l'incendie de Moscou.) »

(2) V. Lettre et op. Lettre du 16/28 oct. 1814, au comte Potocki : « Je commence, mon très cher et excellent ami... » Cf. lettre au comte de Vargas (*id*) « au moment où je reçus votre lettre du 14 juin, j'avais précisément chez moi le docte comte Jean Potocki, qui m'honore de son amitié, et qui à mille bontés pour moi... » — V. T. II. Lettre au comte Jean Potocki sur la *chronologie biblique*...

(3) *Id.* I. 19 juin 1809 : « Je suis fort lié avec les plus grands ennemis du parti français : je vois beaucoup le comte Strogonoff et sa belle-fille, la princesse Galitzin Woldemar, mère de cette dernière, le comte Grégoire Orloff, etc. »

(4) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803. (Arch. di St.) : « J'en ai fait une autre (connaissance) non moins intéressante, c'est M^{me} la comtesse Tolstoï, femme du grand maréchal de la couronne... Elle vit avec la cour. J'ai mes entrées chez elle. On ne peut, comme je l'ai dit, s'approcher autrement du soleil..., c'est pour la comtesse Tolstoï qu'il écrivit sa *lettre à une dame russe sur la nature et les effets du schisme* (Lettre et op. T. II)

(5) Lettre et op., II. *cinq lettres sur l'éducation publique en Russie*. 1810.

(6) Lettre du 28 mai/9 juin 1803. (A. S.) : « V. M. a pu voir que j'ai été justement alarmé et piqué de trouver tant de froideur dans un personnage d'importance de qui j'étais en droit d'attendre plus d'intérêt pour elle. » On racontait, d'ailleurs, que le prince aurait dit : « Et que nous importe le roi de Sardaigne ? » (Lettre du 17/29 sept. 1803).

le titre de chancelier, le prince passait avec quelque raison pour diriger la politique extérieure de la Russie. Tout d'abord ami de jeunesse, il était devenu un des conseillers intimes d'Alexandre, qui, à son avènement, avait constitué une sorte de conseil secret, le *triumvirat* (1), composé de Paul de Strogonow, de Novosiltzow et de Czartoryski (2). Peut-être faut-il voir la raison de l'accueil fait à J. de Maistre non-seulement dans les intentions alors pacifiques de la Russie (3), mais encore dans le mauvais souvenir que le prince avait gardé, depuis sa mission à Florence, de la petite cour du roi de Sardaigne (4). Quoiqu'il en soit, Czartoryski, qui avait, dans la première entrevue, entièrement déplu à de Maistre (5), ne tarda pas à prendre vis-à-vis de lui une attitude moins désagréable, lui témoigna même une certaine

(1) Blanc, *Mém.*, p. 264 (lettre de mai 1807) : « Le prince Czartoryski a toujours une influence assez visible, quoique soigneusement cachée. Il est pétri d'idées modernes, c'est grand dommage... Les deux autres triumvirs sont de même (Strogonoff et Novosiltzoff), mais ce dernier passe de la tête ses deux collègues. Le crédit de M. de Novosiltzoff augmentant chaque jour et celui du prince Czartoryski n'ayant nullement diminué, je regarde le triumvirat comme rétabli. (Paul Strogonoff est le troisième, mais c'est *Lepidus*)... »

(2) Czartoryski, *Mém.*, I. p. 266 : « L'Empereur réunit une espèce de conseil secret, composé de personnes qu'il nommait ses amis personnels, et qu'il croyait animées de sentiments et d'opinions conformes aux siens. Le jeune comte Paul de Strogonoff, M. de Novosiltzow et moi en fûmes le premier noyau. Nous étions liés d'ancienne date. Nos relations devinrent à présent plus sérieuses. Nous fûmes considérés, pendant quelques années, comme des modèles d'intime et constante amitié à toute épreuve. Le quatrième membre admis par l'Empereur au conseil secret fut le comte de Kotchubey ; je crois avoir déjà dit qu'il avait été la première relation du grand duc Alexandre. Nous avions alors le privilège de venir dîner chez l'Empereur sans invitation préalable. Il y avait encore un cinquième membre : c'était M. de la Harpe... (mais) le fait est que le séjour que fit M. de la Harpe à Pétersbourg fut très insignifiant. » — Cf. Pypin, *op. cit.*, pp. 104 et suiv.

(3) Czartoryski, I. 360 : « Le système passif de paix et de tranquillité, adopté par le comte Coschuberg, système auquel le chancelier (Woronzow) avait ajouté de l'aplomb et de la dignité, était difficile à soutenir. Un pays accoutumé aux succès continuels de Catherine et aux saccades de Paul ne pouvait se contenter d'un rôle subalterne et insignifiant. »

(4) *Id.* p. 198 et suiv. « Le roi de Sardaigne (Charles-Emmanuel IV), l'érudition théologique exceptée, rappelait beaucoup Jacques 1^{er} d'Angleterre. Le roi n'aimait pas à s'occuper d'affaires... Ce calme, cette inertie dans lesquels la cour de Sardaigne et la société de Florence se trouvaient plongées, étaient trop monotones pour être intéressants... (Il reçoit l'ordre de partir). J'étais ravi de l'ordre que j'avais reçu... »

(5) Lettre du 17/29 déc. 1803 (A. S.). « Czartoryski sera tout puissant. Il est haut, dissimulé et passablement repoussant. Je ne le crois pas, d'ailleurs, fort amoureux de nous... »

sympathie (1). Nommé d'abord, lorsque Woronzow malade se retira à Moscou, adjoint aux affaires étrangères (2), puis, en 1805, chancelier (3), il put bientôt, malgré la persistance de sa froideur caractéristique (4), être considéré, par de Maistre, presque comme un ami, et, même après sa retraite en 1806, l'ambassadeur sarde continua à le voir familièrement (5).

Le général de Budberg n'avait pas, semble-t-il, la haute intelligence de Czartoryski ; il ne fut pas toujours à la hauteur de sa tâche (6). De Maistre jugeait sévèrement sa diplomatie (7), tout en lui reconnaissant quelques qualités. Budberg, néanmoins, se montra d'une réelle bienveillance pour l'ambassadeur sarde : c'est ainsi qu'il favorisa de son influence l'entrée de Rodolphe de Maistre au service de l'empereur (8).

Après Tilsitt, la situation devint difficile, à Pétersbourg, « tous les honneurs, dit de Maistre, toutes les recherches, toutes les délicatesses sont pour la France » (9). Le ministre de la guerre

(1) Lettre de février 1804. « Le prince Czartoryski a aujourd'hui une aménité extraordinaire ; c'est un curieux contraste avec Woronzoff. et avec ce qu'il était lui-même avant son avènement. »

(2) Czartoryski, II., p. 23. Lettre au comte Woronzow, qui garde le titre de chancelier, signée Czartoryski, adjoint. — Cf. *id.* I. p. 323. « Alexandre m'offrit le poste d'adjoint du ministre des affaires étrangères. Il y mit tant d'insistance, de grâce et de bonté, que j'écédai enfin. »

(3) *Id.* I, p. 360. « Le chancelier partit enfin : j'acceptai cette direction et l'Empereur eut des joies d'enfant ; mais le parti des jeunes Russes ne cacha pas son émoi et sa colère. »

(4) Arch. di St. Lettre de J. de Maistre (sans date. Mazzo 1804, n° 40) : « Le prince Czartoryski est imperturbable. C'est une statue. » — Blanc, *Mém.*, p. 264 (lettre de mars 1807) : « Rien ne peut l'animer. Quand on lui parle, il est froid comme un glaçon de gouttière, il ne sait ni échauffer les hommes, ni leur plaire. Jamais il ne réunissait le corps diplomatique ; un dîner chez lui était une rareté. Il évitait tous les entretiens ; il ne répondait à aucune lettre... »

(5) Lettre du 10/22 août 1809 (datée de septembre par Blanc, p. 328 : « Le prince Czartoryski est arrivé. Il est descendu à la campagne chez le comte de Strogonoïff. Je me suis hâté de le voir, et il m'a reçu avec beaucoup d'amitié... » V. Blanc, p. 177, une conversation politique de J. de Maistre avec le prince Czartoryski. — On peut remarquer que Czartoryski n'a pas eu l'occasion de mentionner de Maistre dans ses *Mémoires*, qui d'ailleurs, on le sait, s'arrêtent à l'année 1805.

(6) Blanc, *Mém.*, p. 264 : « Celui-ci, qui a été ambassadeur, et qui se rappelle la vieille cour, affecte de *catariner* en tout. Il maintient les anciennes formes : tous les jeudis, il nous donne à manger ; et nous sommes maîtres de saisir cette occasion de lui parler d'affaires... Pour ce qu'on appelle il *trattare*, Budberg vaut infiniment mieux ; mais si l'on creuse ensuite et qu'on arrive jusqu'au caractère, c'est autre chose : je crois que le prince (Czartoryski) vaut mieux. »

(7) *Id.* p. 267.

(8) *Id.* p. 260 : « M. de Budberg m'a servi comme un père dans l'établissement de mon fils. »

(9) Lettre du 7/19 janv, 1808 (A. S.)

Arratcheyeff affectait la plus grande malveillance à l'égard des Italiens au service du tsar (1). De Maistre se croyait, par suite, obligé de se tenir à l'écart (2) : d'ailleurs, le nouveau chancelier, le comte de Romantsoff, proclamait hautement ses sympathies personnelles pour la France (3). Néanmoins, de Maistre continua à trouver, à la cour, un accueil bienveillant, et le chancelier Romantsoff, malgré quelque brusquerie d'allure (4), ne laissa pas d'avoir pour lui, dans plusieurs circonstances, les plus grands égards (5).

De Maistre perdit, du reste, au départ de Romantsoff (6), que remplaça le comte de Nesselrode. Ce dernier, d'esprit étroit et de manières peu sympathiques (7), d'ailleurs « très attaché au système de Vienne et très ennemi de l'esprit italique (8) », était, en outre, semble-t-il, personnellement hostile à l'ambassadeur sarde (9). L'animosité de Nesselrode était, il est vrai, contrebalancée par les témoignages de sympathie de Capo d'Istria, qui partageait avec Nesselrode la direction des affaires étrangères (10) et que soutenait l'affection personnelle du tsar (11). J. de Maistre

(1) Lettre du 10/22 fév. 1809 (A. S.) : « Pour commencer par MM. les officiers piémontais, savoyards ou niçards, il peut se faire qu'ils se trouvent dans le cas de demander leur démission. »

(2) Lettre du 11/23 août 1809 (A. S.) : « Ma situation ici est toujours la même : je n'approche de la cour que les jours de gala. Je porte jusqu'au scrupule la circonspection nécessaire pour ne choquer personne. J'évite autant que possible de me trouver avec les Français. »

(3) Lettre du 1/13 fév. 1811.

(4) Lettre du 7/19 oct. 1812 : « Cependant, je dois vous dire que, dans cette affaire, il a employé à mon égard des formes brusques, sans aucun de ces adoucissements que sa politesse exquise trouve aisément pour peu qu'elle les cherche. »

(5) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Le 17/29 mars, j'ai vu le chancelier qui m'a traité à merveille suivant sa coutume : il a même été obligeant à mon égard, au point de me désobliger, car il me dit qu'il s'était entretenu plus d'une fois avec l'Empereur du projet de m'acquérir. »

(6) Bien que Romantsoff fût un partisan déterminé de l'alliance française, de Maistre reconnaissait ses mérites. Lettre de septembre 1809 (Blanc, *Mém.*, p. 331) : « Par sa fortune et par son caractère, il est bien au-dessus des spéculations d'argent ; sur l'article même du désintéressement, il est au-dessus même du soupçon. Quant à sa conduite politique, elle sera jugée comme tant d'autres choses, après l'événement... »

(7) Aff. étrang., 156. Lettre de Noailles, v. page suivante, note 1.

(8) Lettre du 15/27 août 1814. Il ajoute plaisamment : « Si un ministre mince était un mince ministre, S. M. I. serait mal servie, car M. le comte de Nesselrode ressemble physiquement à un ci-devant *académiste* du second appartement ; heureusement, la tournure n'a rien de commun avec le talent. »

(9) Corr. dipl. II. — Cf. lettre du 15/27 déc. 1816.

(10) Lettre du 29 fév./12 mars 1816.

(11) Lettre du 15/27 déc. 1816 : « Mais cette supériorité extérieure (de Nessel-

se plaisait à louer son affabilité, sa bonté, que d'ailleurs tout le monde s'accordait à apprécier (1), et c'est à lui qu'il s'adressait pour réclamer la protection du tsar en faveur des intérêts de la Sardaigne (2).

Cette attitude bienveillante des premiers ministres de l'Empire russe était sans doute due en partie à l'estime qu'inspiraient le talent et le caractère de J. de Maistre. Il faut reconnaître qu'elle était, en quelque sorte, dictée par la conduite même de l'Empereur à l'égard de l'ambassadeur sarde.

Présenté, le 20 mai 1803, à l'Empereur et à l'Impératrice (3), de Maistre ne fut pas longtemps à conquérir la sympathie et presque l'amitié d'Alexandre. Il put apprécier de près la distinction, l'élégance, l'amabilité du couple impérial(4), admirer leur simplicité, leur éloignement de toute affectation de grandeur (5),

rode) est balancée par des avantages intérieurs, et personne ne doute que l'affection ne soit pour le *Roi des sept îles*, comme disait le prince de Metternich. »

(1) *Id.* : « Il est fort aimé du corps diplomatique, à cause de sa politesse simple, naturelle et nullement ministérielle ; il ne dit pas ce qu'il doit dire, comme de raison ; mais je ne sais comment le fonds de bonté qui est dans son caractère lui donne l'air d'un ami qui converse, de manière qu'il plait à tous les ministres, parce qu'il n'a pas l'air ministre... » Cf. Aff. étrang. Russie, 156. Lettre de Noailles, 28 sept. 1816 : Vous connaissez M. de Nesselrode... Lorsqu'on le compare à M. de Capo d'Istria, on ne peut guère douter que ce dernier acquière une première influence et écarte entièrement son rival ; la supériorité d'esprit de l'un, la médiocrité de l'autre, le désagrément des manières du premier, l'espèce de charme attaché au second, tout devrait assurer le triomphe du comte Capo d'Istria... »

(2) C'est à lui qu'il recommande l'affaire de Lucedio (22 juin/4 juill. 1816) et, de même, l'affaire helvétique (31 oct./11 nov. 1816) : « M. le comte Capo d'Istria, comme possesseur des deux affaires, a eu la bonté de m'écouter avec sa politesse et son attention ordinaires... » Cf. lettre du 11/23 mars 1816 : « Cette lettre, quoiqu'elle ait été lue par un homme plein de bonté et de bienveillance... » Cf. Stern, I, p. 274 : « Capo d'Istria écrasait Nesselrode ; en 1814 et en 1815, il s'était posé en adversaire de Metternich. »

(3) (Arch. di St.) *Lettere Ministri Russia*, 1803, Annexe à la lettre du 28 mai/9 juin 1803, portant copie des discours adressés à S. M. l'Impératrice mère.

(4) Blanc, *Mém.*, p. 77 : « Il n'existe certainement pas de plus beau couple royal en Europe. L'affabilité de ces deux grands personnages est au-delà de toute expression. » Cf. Czartoryski, *Mém.*, I, p. 53 : « Il était impossible de voir un couple plus beau que celui que présentaient le grand-duc Alexandre, âgé alors de dix-huit ans, et sa femme, qui n'en avait que seize. Tous les deux brillaient de grâce, de jeunesse et de bonté. »

(5) Lettre du 17/29 juillet 1803 (A. S.) : « Il ne porte aucun bijou, pas une bague, pas même une montre, Il n'a point de suite... » Lettre de mars 1807 : « L'Empereur est vêtu, il parle et agit comme un simple particulier. » — Lettre du 17/29 juill. 1814 : « En général, l'Empereur, qui est la simplicité même, est

se rendre compte de l'application de l'Empereur aux affaires (1). Et, s'il se croyait obligé de désapprouver les idées libérales d'Alexandre (2), il n'hésitait pas à proclamer sa droiture, son honnêteté (3), et à prévoir même, dès 1805, « que d'une manière ou d'une autre, le règne d'Alexandre sera à jamais mémorable... (4) »

Bien qu'il s'en défendit (5), son attachement pour l'Empereur était surtout inspiré par la reconnaissance. Dès les premiers mois de son séjour, Alexandre se montrait envers lui familier, amical, l'arrêtant même dans la rue pour converser (6). A la cour, on lui témoignait, à lui et aux siens, les plus grands égards (7) ; son fils Rodolphe, aussitôt arrivé à Saint-Péters-

fort contraire à tous les honneurs extraordinaires rendus directement à sa personne. »

(1) Lettre du 25 févr./9 mars 1805 (A. S.) : « L'Empereur, environné de ministres qui partagent ses opinions, poursuit infatigablement ses deux projets favoris : l'avancement de la civilisation et l'émancipation du peuple. »

(2) Lettre du 5/17 août 1812 : « Le véritable ennemi de la Russie, c'est le gouvernement, c'est l'Empereur lui-même, qui s'est laissé séduire par les idées modernes... » — Cf. lettre de mars 1807 (cit. par Blanc, *Mém.*, p. 265) et lettres du 10/22 sept. 1811, du 10 nov. 1811, du 2/14 sept. 1812, du 3/15 mai 1813 (dans la *Corresp. dipl.*, t. I.)

(3) Lettre de mars 1807 : « Son cœur est ce qu'on peut imaginer de plus naturellement droit et honnête. »

(4) Lettre du 25 févr./9 mars 1805. — Cf. lettre de mars 1807. — Cf. lettres de Stein, 1812 : « Le caractère principal d'Alexandre est une grande bonté de cœur, de l'amabilité et un désir de pouvoir contribuer au bonheur et au progrès moral de l'humanité. Son maître, La Harpe, de Genève, lui a inspiré de bonne heure le respect des hommes et des droits de l'homme, qu'il essayait de garder dès son avènement au trône. L'Empereur s'est tout d'abord occupé des écoles et de la situation des paysans... »

Et plus tard, en 1814 : « L'Empereur Alexandre agit toujours de la façon la plus éclatante et la plus merveilleuse. On ne saurait trop admirer jusqu'à quel point cet homme est capable de se livrer tout entier à une affaire, de se sacrifier lui-même, de s'enflammer pour tout ce qui est grand et noble. » (Citées par Pypin, p. 59.)

(5) Lettre de mars 1807 : « Pour moi, je ne puis vous dire combien je lui suis attaché, indépendamment de tout motif de reconnaissance personnelle... »

(6) Lettre du 18/30 avril 1804 (Blanc, *Mém.*) : « S. M. m'a fait encore l'honneur de m'arrêter et de me parler, dans la principale rue de Saint-Pétersbourg. Je vous aurais voulu de tout mon cœur à une fenêtre, lors de la première conversation. Elle fut assez longue : « Comment avez-vous fait pour vous acclimater si vite? — Sire, dans les serres de Votre Majesté, toutes les plantes de l'univers croient être chez elles... » Tout cela se passa fort bien, je vous assure. Tout ce qui se passait contemplait, arrêté et chapeau bas, et *beatissimum prædicabant*. Ils se trompaient étrangement... »

(7) Lettre du 23 juill./4 août 1806 (Bibl. civica di *Torino) : « Hier dimanche, la fête ordinaire du nom de l'Impératrice-mère a eu lieu à Peterhoff. L'Impératrice

bourg, fut inscrit, de la main même de l'Empereur (1), sur la liste des personnes admises aux réceptions, quelque peu fermées de l'Ermitage (2). En 1812, de Maistre se préoccupa de faire venir à Pétersbourg sa femme et ses deux filles ; l'Empereur lui offrit d'envoyer jusqu'à Vienne, à leur rencontre, un *feld-jager* ou courrier, qui les amènerait à Polotsk (3). N'ayant qu'un traitement insuffisant, de Maistre aurait été fort en peine pour monter une maison (4), pour subvenir même aux frais de campagne de son fils ; la bonté impériale pourvut à tout (5) ; c'était, au profit de J. de Maistre, comme une augmentation de subsides accordés au roi de Sardaigne (6). Du jour où le jeune Rodolphe entra au service du tsar (7), un brillant avenir lui fut

régnante, assise à côté de sa belle-mère, demanda mon fils.. On me parla à moi avec beaucoup de bonté. » — Cf. Corr. dipl., II, les lettres du 5/17 janv. 1817, du 25 juill./8 août 1815, du 5/17 janv. 1817.

(1) Blanc, *Mém.*, p. 221.

(2) Blanc, *Mém.*, p. 331 (Lettre de sept. 1809) : « Le comte Nicolas de Romantsoff a été fait chancelier de l'Empire. Les égaux de ce personnage, quant au grade, sont les ambassadeurs étrangers, les maréchaux et les dames du portrait. Tout cela soupe à l'Hermitage, à la table ronde de la famille impériale. A côté de celle-là est une autre table ronde, destinée aux ministres de second ordre, femmes, filles et sœurs, et personnages étrangers présentés. A toutes les autres tables qui garnissent la salle (pour quatre cents personnes au moins), on se place pêle-mêle... » — Lett. et op., I, 26 sept. 1806 : « Quant à mon petit secrétaire, le roi lui a donné la croix de Saint-Maurice avec dispense d'âge. Ici, il a été admis à l'Ermitage, qui est ce qu'on pourrait appeler le *sancluaire de la cour*... »

(3) Corresp. dipl., I, 9/21 avril 1812. On sait que par suite des menaces de guerre, M^{me} de Maistre ne put, faute de passeport, sortir de Turin (*id.* 27 mai/8 juin 1812). — Ce n'est qu'en 1814 que J. de Maistre put être rejoint par sa famille (26 sept./8 oct. 1814). — M^{me} de Maistre arriva à Pétersbourg le 11/23 octobre (Lett. et op., I, à l'amiral Tchitchagoff, 14/26 déc. 1814).

(4) *Id.* 6/18 juill. 1812 : « Le G. M. m'ayant demandé quelle somme m'était nécessaire pour commencer mon établissement, j'aurais dû répondre 50,000 roubles, et, suivant les idées et les usages du pays, il n'y avait pas la moindre difficulté, mais je suis toujours le même, je répondis : 5 ou 6,000 roubles pour mes voitures. Le G. M. ne répliqua rien, mais le maître se mit à rire, et, le surlendemain, il me fit remettre dans un paquet simplement cacheté à mon adresse 20,000 roubles, dont voici la distribution :... »

(5) Lettre du 19 mars 1813 (*id.*) : « Les bienfaits dont j'ai eu l'honneur de faire part à Votre Majesté m'ont mis à même de supporter les dépenses de la guerre qui m'auraient abîmé et de me mettre un peu dans mes meubles ; de manière à pouvoir, sans honte, recevoir une visite. »

(6) V. le chapitre : *La crise de la Maison de Savoie*.

(7) Lettre du 30 janv./11 févr. 1807 (A. S.) : « Il m'en a coûté infiniment de placer mon fils au service russe, avant d'en avoir obtenu la permission de S. M. Mais, comme je vous l'ai dit, je n'étais pas le maître de délibérer, ni d'attendre ; fallait prendre un parti ou voir tomber mon fils à terre... »

assuré(1) ; tout de suite, le tsar lui donna le grade de cornette ou capitaine, réservé à ses propres chambellans(2). Et Xavier de Maistre ne fut pas moins favorisé ; Alexandre fit de lui un directeur du département de l'amirauté, avec le grade de général-major(3) ; bien en cour, Xavier épousa plus tard une demoiselle d'honneur de l'Impératrice(4).

Ce n'est pas tout. Après son fils et son père, J. de Maistre fut sur le point d'entrer, à son tour, au service de l'Empire. C'était là un des plus chers désirs d'Alexandre : « Je veux, lui disait-il, vous demander à votre Roi(5). » De Maistre refusait obstinément. Peut-être eût-il cédé devant l'insistance du tsar, si sa démission, deux fois offerte, n'eût pas été refusée(6).

Lorsque la paix de Tilsitt fut conclue, et que tout parut fini pour le roi de Sardaigne, de Maistre, toujours bien vu à la cour(8), fut poussé par ses puissants amis à abandonner un souverain qui n'avait plus rien à attendre de l'avenir, il n'avait qu'à les laisser faire, ils étaient sûrs de l'assentiment de l'Empereur(8). De Maistre ne se départit pas de sa pieuse fidélité(9).

(1) Blanc, *Mém.*, p. 230 : « Voici les propres paroles du baron de Budberg : — « L'Empereur me charge de vous dire qu'il agrée non seulement sans difficulté, mais avec le plus grand plaisir, la demande que vous lui avez faite... Au reste, vous ne devez pas être en peine d'un jeune homme qui a pour protecteur Alexandre I^{er}. — Si j'étais Russe, je me serais évanoui de joie... »

(2) Lett. et op., I. 1807.

(3) Lett. et op., I, 26 sept. 1806 : « Mon frère est directeur du Musée, cabinet de physique, etc., tout cela réuni sous le nom de Musée, avec 2,000 roubles d'appointements, un logement, son grade militaire et son ancienneté... » — Cf. *id.* 14 fév. 1805, et aussi la lettre de remerciements de J. de Maistre au sujet de cette nomination, avec la réponse du tsar (*Lett. et op.*, préface de la 3^e édition).

(4) *Id.*, sept. 1815.

(5) Blanc, *Mém.*, p. 221.

(6) V. plus haut.

(7) Arch. di Stato. Lettre sans date (mazzo 1808) : « Il peut se faire encore que ma tranquillité vienne du maître, qui continue à me traiter avec beaucoup de bonté, quoiqu'à une certaine distance : à la cour, ma place et mon existence continuent à être les mêmes... »

(8) Lettre du 9 juin 1808 (Arch. di St.) : « Pendant que vous m'adressez des querelles de Cagliari, je suis ici environné de gens qui me conseillent tout ce qui est nécessaire pour n'en plus entendre... Tous me conseillent, *à présent que tout est fini*, d'être père et mari, et de songer à un établissement... Peu de jours avant l'arrivée de votre n^o 33 du 15 février, un des hommes qui s'intéressent le plus à moi, et qui porte un des premiers noms de ce pays, me disait encore : « Donnez-nous seulement la permission d'agir, nous parlerons tous à la fois, toutes les voix arriveront ensemble à l'Empereur... » On est allé jusqu'à nommer d'avance l'établissement qui pourrait me convenir... »

(9) Lett. et op., I, déc. 1809 (A. S.) : « Malgré l'amertume de ma situation... jamais je ne préférerai rien au service de Votre Majesté. »

Alexandre ne désespérait pas, cependant, de se l'attacher, et, ne pouvant vaincre directement sa résistance, il essaya, pour ainsi dire, de la tourner. Il fit de lui, paraît-il, en 1812, son confident, une sorte de chef du secret, un chancelier intime (1) : presque tous les jours, c'était une nouvelle conférence (2), où se faisait le travail qu'on jugeait Romantsoff incapable d'accomplir (3) : parfois, l'empereur, en voyage, faisait en toute hâte venir son conseiller (4), ou bien encore, il lui demandait des mémoires, des projets d'édits et de manifestes (5). Enfin, il lui offrit ouvertement de quitter le service du roi de Sardaigne (6) : la plus haute situation de l'empire devait en être le prix (7).

De Maistre s'est-il fait illusion sur l'étendue, sur la nature même des offres de l'Empereur ? Rien, en dehors de sa correspondance, ne confirme ces intentions d'Alexandre. Rien ne montre de Maistre jouant un rôle quelconque dans les conseils de l'Empereur (8). Les mémoires, de Metternich, les lettres des

(1) Lettre du 2/14 févr. 1812 : « En attendant, ma position n'est pas connue ; je suis fort accueilli par le maître, quoique d'une manière très cachée... » — Lettre du 9/21 avril 1812 : « Mon projet était de me laisser corriger comme un enfant par le chancelier ; mais voilà qu'on m'annonce que je ne correspondrai qu'avec l'Empereur directement... Mon frère sera, suivant les apparences, l'intermédiaire entre l'Empereur et moi... » Et plus loin : « J'ai tâché, M. le chevalier, de vous exposer, aussi fidèlement qu'il m'a été possible, l'état des choses dans ce moment terrible, et l'inavouable bizarrerie qui veut que le ministre de S. M. entre, en ces grandes affaires, dans les conseils les plus intimes... »

(2) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Hier, nouvelle conférence avec l'Empereur ; mais, cette fois, dans son cabinet intérieur. Que ne donnerais-je pas pour pouvoir vous en rendre un compte circonstancié... En me congédiant, il m'a embrassé affectueusement... »

(3) *Id.* « Parlant de près avec le maréchal, je lui exposai une de mes craintes (j'en ai beaucoup), et celle-là, vous la devinez assez. Il me dit : « Cet homme (le chevalier), doit être à vos genoux. » Je me suis mis à rire, ne comprenant pas trop un si beau phénomène. « Oui, dit-il, car son ouvrage, qu'il n'est pas en état de faire, sera fait par un homme qui ne peut pas le supplanter... »

(4) Lettre du 27 avril/9 mai 1812 : Je compte partir demain, dans la nuit, pour le service de l'Empereur, qui m'appelle à Polock... »

(5) Lettre du 27 mai/8 juin 1812 : « L'Empereur m'a demandé le plan d'un édit pour le rétablissement du royaume de Pologne, et d'un manifeste pour l'annoncer : je l'ai fait. Je ne vois pas, cependant, que pour le moment, il faille s'attendre encore à aucun résultat... »

(6) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Le chancelier a même été obligeant à mon égard au point de me désobliger, car il me dit qu'il s'était entretenu plus d'une fois avec l'Empereur du projet de *m'acquérir* — mais que l'Empereur avait toujours répondu : *Il ne voudra pas...* etc... »

(7) Lettre du 31 déc. 1815/12 janv. 1816 : Le comte de Nesselrode n'a pu me pardonner encore d'avoir pu être à sa place : il me craint visiblement... »

(8) Pypin, après l'autorité des premiers conseillers Nowosiltzoff, Czartoryski, etc., écartés vers 1806, reconnaît la prépondérance de Speranski dans le conseil

ambassadeurs Caulaincourt, de Noailles, etc., semblent presque ignorer l'existence de de Maistre. Quoi qu'il en soit, s'il faut en croire le ministre Sarde, Alexandre alla même jusqu'à lui permettre de garder, tout en devenant ministre d'Empire, sa situation d'ambassadeur Sarde, à la seule condition qu'il s'engageait d'ores et déjà à s'abstenir de faire certaines communications à son maître le roi de Sardaigne (1). C'était concilier les devoirs de la fidélité et une ambition légitime : aussi bien, de Maistre pouvait-il trouver, dans les hautes fonctions auxquelles peut-être on le destinait, le moyen, non seulement d'assurer sa propre fortune (2), mais même de servir les intérêts de son Roi (3).

Il fallait à l'ambassadeur le consentement de son souverain : la cour de Cagliari, incapable de comprendre une grande politique, n'apprit, sans doute, qu'avec la plus grande méfiance l'extraordinaire faveur de son ministre auprès de l'Empereur (4) : elle garda un silence sévère (5). Et, non sans quelque amertume, il se crut encore tenu d'« écouter l'honneur et l'attachement (6). » Il déclara à l'Empereur qu'il ne pouvait « avoir de secret pour le roi de Sardaigne (7). » Il entendait rester simplement le ministre de Victor Emmanuel I^{er} : c'en'était que par accident qu'il consentait à être un « rédacteur confidentiel (8). » Et il refusa défi-

impérial : et, après la rupture de l'alliance franco-russe, c'est Stein qui aurait acquis une grande influence auprès d'Alexandre.

(1) Lettre du 6/18 juil. 1812 : « Au reste, Sire, peut-être qu'une politique un peu hardie aurait conseillé de promettre le secret invariablement *pour toutes les choses indifférentes au service de S. M.*... »

(2) Lettre du 4/16 juil. 1813 : « Peut-être que j'aurais fait une chose agréable à V. M. en suivant la *carrière brillante*, qui s'ouvrait devant moi en 1812... » Dans la lettre du 19 mars 1813 (Corresp. dipl. I), il déclare qu'il a « perdu une fortune évidente... »

(3) Lettre du 6/18 juil. 1811 : « La confiance accordée à un étranger par le gouvernement de l'univers le plus soupçonneux après celui de Pékin, est une chose unique, et il fallait peut-être pousser cette bonne fortune... »

(4) Lettre du 6/18 juil. 1812 : « Je n'ai point de confiance : V. M. m'aurait très probablement désapprouvé, et, ce qui est pire pour moi, elle n'aurait pas répondu... »

(5) Lettre du 4/16 juil. 1812 : « Laissé toujours et sur tous les points sans instructions... » — Lettre du 6/18 juil. 1812 : « Mais je n'ai point de confiance. V. M. m'aurait très probablement désapprouvé, et, ce qui est pire pour moi, elle n'aurait pas répondu... »

(6) Lettre du 4/16 juil. 1812.

(7) Lettre du 22 avril/4 mai 1816.

(8) Lettre du 19 févr./2 mars 1812.

nitivement la « fortune évidente » qui lui était offerte (1). Dans sa satisfaction du devoir accompli, il se félicitait même plus tard d'avoir échappé à la tentation d'un brillant avenir (2).

Alexandre avait l'âme trop élevée pour ne pas comprendre ces scrupules délicats. S'il parut avoir une attitude plus réservée à l'égard de l'ambassadeur Sarde, si celui-ci put croire à une réelle diminution de faveur (3), la sympathie et l'estime n'en persistèrent pas moins (4). De Maistre semble croire que l'affaire même de l'expulsion des jésuites (5), dans laquelle il faillit être compromis (6), ne fut qu'un nuage.

En réalité, Alexandre avait été blessé dans son amour-propre : de Maistre n'avait-il pas commis l'imprudence d'opposer au libéralisme de l'Empereur la mesure peu libérale de l'expulsion des jésuites ? Alexandre dissimula son dépit ; mais il écrivait à son ambassadeur à Turin, le prince Koslowsky, d'amener le gouvernement sarde à rappeler son ministre : il s'élevait en « plaintes amères contre son zèle de prosélytisme, son langage au sujet des jésuites, la tendance ordinaire de ses opinions, sa partialité et son acharnement contre les idées libérales du siècle (7). » L'Empereur semblait même s'attacher à déprécier la haute intelligence et la réputation du grand écrivain : il critiquait en de Maistre, « l'application qu'il met à fréquenter la société, et les succès qu'il y obtient, et jusqu'à sa réputation d'homme de talent, usurpée, dit-on, en grande partie, et qu'il doit plus à sa mémoire et à sa loyauté qu'à la profondeur des ses vues. » Alexandre enfin ne voulait voir en lui qu'un *orateur de salon* (8). C'était aller trop loin, et, comme le remarquait le chargé d'aff-

(1) Lettre du 23 avril/4 mai 1816 : « Je vis sur son visage que je reculai dans son esprit ; une immense fortune m'échappa, mais je ne fis que mon devoir, Machiavel aurait brillé dans cette circonstance... »

(2) Lettre du 19 mars 1813.

(3) Lettre du 17/29 déc. 1812. Cf. plus haut, la note trois.

(4) Lettre du 17/29 décem. 1812 : « ...On a toujours beaucoup de bontés pour moi... »

(5) Lettre et op., 16/28 déc. 1815 : « Ce matin M. le général Wiasmitinoff, gouverneur de la ville et de la province de Saint-Petersbourg, est venu, en vertu d'un ukase impérial, arrêter tous les jésuites... On assure que la proscription s'étend à l'ordre entier, même en Pologne... »

(6) *Id.*, 1816. Lettre à l'archevêque de Raguse. (Lettre du 15 mars 1815. Corresp. dipl. II). De Maistre parle encore de plusieurs personnes du premier rang, qui ont passé à l'Eglise catholique. (Lettre du 21 déc. 1815/2 janv. 1816).

(7) Arch. des Aff. étrang. 156, Russie. « Lettre du comte de Gabriac, chargé d'affaires de France à Turin, à M. le comte de Noailles, ambassadeur à Saint-Petersbourg.

(8) *Id.*

fares de France à Turin, verser quelque peu dans le ridicule (1). Mais il faut bien reconnaître qu'Alexandre ne poussa pas plus loin sa vengeance à l'égard d'un homme « qu'il ne peut se défendre d'estimer. » Il affecta de continuer à le traiter non seulement avec considération, mais encore avec cordialité : « L'empereur de Russie, qui avait demandé le rappel de M. le comte de Maistre, n'a pas cessé néanmoins de marquer à M. de Maistre, depuis cette époque, un constant intérêt (2). »

Et, de son côté, de Maistre affirme que l'Empereur continua à n'avoir pour lui que des « paroles pleines de bonté (3), et à le recevoir à la cour, lui et sa famille, avec sa courtoisie et son affabilité caractéristiques (4). De Maistre insista, néanmoins, pour son rappel (5) : il ne pouvait longtemps se faire illusion, malgré la politesse des manières, sur les véritables sentiments de l'Empereur ; il ne se croyait plus à même, n'ayant plus, à son avis, la faveur d'autrefois, de servir avec autant de bonheur les intérêts du roi de Sardaigne (7).

Mais son départ fut encore l'occasion de nouveaux témoignages de sympathie : l'Empereur, le grand-duc Nicolas exprimèrent hautement leurs regrets de son rappel (8).

Et ce fut en termes exceptionnels que le tsar témoigna auprès du roi de Sardaigne de sa vive estime pour l'ambassadeur : « S. M. I., qui se croit d'autant plus engagée à protéger M. de

(1) Arch. des Aff. étrang. 156, Russie. « Lettre du comte de Gabriac, chargé d'affaires de France à Turin, à M. le comte de Noailles, ambassadeur à Saint-Petersbourg.

(2) *Id.*, 285, de Gabriac, 16 janv. 1817.

(3) Lettre du 11/23 mars 1816.

(4) Lettre du 28 juil./9 août 1816 : « Je dois me souvenir particulièrement de ce bal à cause des bontés que j'y ai éprouvées... »

(5) Lettre du 11/23 mars 1816.

(6) Lettre du 15/27 févr. 1816 : « Malgré l'importante assurance, donnée par l'Empereur après l'expulsion des jésuites, *que tout était fini, et que les choses reprenaient leur ancien pied*, je ne voudrais pas jurer qu'il n'y eût encore un peu de mécontentement contre moi sur le tapis... »

(7) Lettre de 1816. Corresp. dip. II, p. 302 : « Partout, et en Russie plus qu'ailleurs, une maison étrangère ne saurait se passer d'une certaine faveur... »

(8) Lettre du 15/27 déc. 1816 : « Au cercle le matin, et au bal le soir, S. M. I. et son Auguste Mère ont eu la bonté de m'adresser des mots infiniment flatteurs sur la nouvelle destination de mon fils et sur mon départ futur... Mais rien n'égale le discours du grand-duc Nicolas : « Est-il vrai que vous voulez nous quitter ? — Oui, Monseigneur, etc. — Oh ! cela n'est pas possible. — J'en demande bien pardon à Votre Altesse Impériale, etc. — Oh ! bon, vous verrez que vous ne partirez pas. » L'ambassadeur de France vient tout de suite me féliciter sur la manière dont nous avons été traités au cercle. On y a fait grande attention, et l'on en a beaucoup parlé, à cause des nuages qui s'étaient élevés, il y a un an, au sujet des jésuites, mais qui n'ont pas duré... »

Maistre que sa conduite en Russie lui a déplu, a pris occasion des lettres de rappel présentées par ce ministre au moment de son départ pour exprimer de nouveau, dans sa réponse au Roi de Sardaigne, son estime particulière pour le comte de Maistre, et son désir de lui voir assurer une existence honorable dans sa patrie. *Ces expressions qui sortent même du langage accoutumé dans ces sortes de lettres*, ne peuvent manquer d'obtenir au comte de Maistre au moins le titre de ministre d'Etat... (1) » Et pour mieux encore manifester l'estime dans laquelle il tenait J. de Maistre, Alexandre lui assigna, pour lui et sa famille, un vaisseau de guerre, le *Hambourg*, qui devait le débarquer en France (2). Ce ne fut pas, on le pense bien, sans recevoir de riches présents que l'ambassadeur sarde prit définitivement congé de l'Empereur (3).

A ces preuves de l'amitié impériale se joignirent les larmes des nombreux amis que de Maistre laissait à Pétersbourg (4), et aussi les prévenances dont il fut l'objet sur le navire qui le portait (5). Il pouvait écrire sans exagération : « La Russie m'accompagne jusque sur la côte de France (6). »

Ces témoignages d'unanime sympathie étaient comme la meilleure consécration de sa carrière diplomatique. Ils disaient tous les services qu'avait rendus, tous ceux qu'aurait pu rendre cet homme qui était une superbe personnification du devoir : ils étaient comme l'écho de ces paroles adressées, dès le début de sa mission, à J. de Maistre par un homme d'Etat russe : « Le roi de Sardaigne est bien heureux d'avoir ici un homme comme vous (7). » Il était arrivé à Pétersbourg sans les ressources maté-

(1) Aff. étrang., 285, 16 janv. 1817. Lettre du comte de Gabriac.

(2) Lettre du 27 avril/9 mai 1817 : « S. M. I. a daigné m'assigner un vaisseau de 74 pour moi seul et la société que je voudrais me joindre. Je ne puis vous exprimer, M. le comte, combien je suis sensible à cette faveur... »

(3) Lettre du 7 juin 1817. En rade de Bornholm.

(4) *Id.* En quittant des amis de quinze ans, je ne puis exprimer à V. E. ce que j'ai éprouvé. Je donne à cette séparation éternelle le nom d'*amputation*. En vérité, c'en est une. On m'a accordé de bien honorables larmes, que je ne pouvais payer que par les miennes, et qui ne doivent jamais sortir de ma mémoire... »

(5) *Id.* « La courtoisie et la bonté russe m'ont accompagné sur la flotte... Je ne finirais pas, si je voulais détailler à V. E. les politesses recherchées dont je suis accablé sur ce vaisseau... »

(6) *Id.*

(7) Blanc. *Mém.*, p. 152 : « Le chancelier Woronzow, qui n'est pas extrêmement complimenter, comme vous savez, me dit, après m'avoir entendu quelque temps..., etc. ».

rielles qui peuvent donner un peu de prestige à un ambassadeur, sans même une seule lettre de recommandation (1), mal connu, d'ailleurs, de son souverain, presque suspect à sa cour (2). En quelques mois, ses vertus éminentes, sa forte et souple intelligence lui avaient assuré une place exceptionnelle dans la haute société et à la cour de Saint-Pétersbourg, au point de pouvoir être, s'il l'eût voulu, l'homme de confiance, le premier ministre de l'empereur Alexandre.

A lui seul, à ses qualités de premier ordre, il devait la considération et l'influence dont il jouissait (3). Cette influence, il la mit tout entière, avec son dévouement obstiné, sa fidélité d'un autre âge, au service de la Maison de Sardaigne, et il put ainsi contribuer à assurer la restauration de son souverain. Si Victor-Emmanuel et sa cour « dormirent » quinze ans, et se réveillèrent à Turin, grâce à la Russie (4), on peut douter qu'Alexandre se fût ainsi préoccupé de la restauration de la Maison de Savoie, sans la présence à Pétersbourg d'un homme d'Etat qui se refusa à partager le sommeil de la cour de Cagliari.

(1) Lettre du 31 oct./12 nov. 1811 : « Quand je me rappelle l'épouvantable état où je me suis trouvé ici, sans aucune expérience des grandes villes et du caractère national, sans une lettre de recommandation, au sein du dénuement le plus désespérant, montré à 200,000 regards comme un être *jété* et même *exposé*, mon sang se glace encore après dix ans... »

(2) Lettre du 6/18 juillet 1812 : « J'ai très peu l'honneur d'être connu de V. M... Elle ne me connaît que par des lettres écrites le plus souvent dans une situation d'esprit violente... Je suis donc non-seulement *peu*, mais mal connu de V. M... Je suis traité à peu près comme un conjuré, on n'ose plus m'écrire... »

(3) Blanc. *Mém.*, p. 163 : « Dernièrement un homme de ce pays me disait avec une belle naïveté » : Il faut avouer que si vous jouissez ici d'une grande considération, ce n'est pas aux frais de votre maître... »

(4) V. plus haut.

CHAPITRE III

La Crise de la Maison de Savoie

A. — LA MAISON DE SAVOIE DE 1803 A 1807

Avant même d'arriver à Saint-Pétersbourg, J. de Maistre ne se faisait aucune illusion sur les difficultés énormes, insurmontables, qui devaient annihiler parfois ses démarches, ses efforts. Les moindres n'étaient pas celles qui provenaient de la cour de Cagliari.

Victor-Emmanuel s'obstinait à espérer la restitution, tout au moins partielle du Piémont : il ne voulait, à aucun prix, entendre parler d'une renonciation formelle à ses possessions continentales (1). Le sénatus-consulte organique du 24 fructidor an X, qui fut promulgué peu de temps après son avènement (2) et qui décrétait l'annexion définitive du Piémont à la France, ne suffit pas à le décourager (3). Il comptait, d'ailleurs, sur l'inter-

(1) Observations confidentielles (du Roi) au chevalier Rossi seul. Rome, 20 déc. 1802 : « Le désir du Roi est de n'être point forcé à faire une renonciation de ses anciens Etats, par conséquent, aussi, d'éviter le mot *compensation*, qui suppose une renonciation. » — Annexe I (di mano del Re) : « La renonciation totale du Piémont serait une chose trop odieuse pour moi, paraissant par là marquer de l'indifférence pour un pays et des fidèles sujets pour lesquels nos ancêtres ont été établis pendant huit siècles, et auxquels nous devons toute notre existence. Je ne pourrais donc consentir qu'à une renonciation partielle, pour conserver le reste. » (Bianchi, IV, p. 522).

(2) *Bulletin des Lois*. Sénat. cons. du 24 fruct. an X (15 sept. 1802) : Décret des consuls du 28 fruct. an X portant que les départements du Pô, de la Doire, de Marengo, de la Sesia, de la Stura et du Tanaro sont réunis au territoire de la République française. — Bianchi (IV, p. 2) fait remarquer que, néanmoins, le Piémont ne fut jamais assimilé, pour l'administration, aux départements français d'origine : jusqu'en 1804, il eut à sa tête un administrateur général, puis un gouverneur général.

(3) Le Roi au chevalier Rossi. Rome, 28 mars 1803 : « Bonaparte, à qui j'avais

vention des grandes puissances en sa faveur, principalement sur le concours de l'Angleterre et de la Russie (1) : il ne doutait pas que Napoléon ne consentit bientôt à revenir sur l'annexion de toute la Haute-Italie (2).

J. de Maistre était loin de partager les illusions de Victor-Emmanuel. Il se rendait bien compte que jamais Bonaparte ne rendrait le Piémont, et il n'hésitait pas à écrire, en 1806, à la chancellerie sarde : « On peut dire que depuis la bataille de Marengo, la restitution du Piémont a cessé d'être possible. Cependant, on pouvait encore se flatter ; mais, depuis celle d'Austerlitz, aucun homme usant de sa raison n'a pu conserver d'espérance (3). » Par des raisons politiques aussi bien que pour des motifs personnels, le premier consul, — on ne pouvait en douter, — tenait essentiellement à conserver le Piémont : il était évidemment chimérique d'en espérer la restitution, tant que Bonaparte serait à la tête de la France (4).

Bien plus, en admettant même que Bonaparte consentit à cette restitution, J. de Maistre était persuadé que, dans l'état actuel des choses, la Maison de Savoie n'aurait aucun avantage à revenir à Turin : elle serait, comme les petites Maisons de Bavière, de Saxe, comme l'Espagne même, réduite à un pitoyable état de vassalité : « Qu'elle s'imagine donc au milieu de son ancienne capitale démantelée, entendant de toute part le tambour des Français, le voyant sans cesse passer et repasser jusques sous ses fenêtres, ne pouvant mettre une pierre sur l'autre, ni assembler deux soldats pour Elle : voyant, au

fait, et n'ai cessé de faire toutes les avances imaginables... » — 27 déc. 1803 : « On ne peut consentir à une indemnisation complète pour le Piémont, que lorsqu'il n'y aura plus aucun espoir de pouvoir recevoir, au moins, une partie du Piémont... » (Bianchi, IV, Docum.).

(1) Lettre du comte de Front au Roi. Londres, 1^{er} févr. 1803 : « Il me revient que les représentations très vives que le ministre d'Angleterre a chargé M. Otto de faire au premier consul sur la convenance de calmer, en faisant un établissement à V. M., le mécontentement qui s'est manifesté dans le Parlement, relativement à la manière dont V. M. a été traitée, ont fait sur le consul une forte impression, ce qui, réuni à l'énergie que le nouveau ministre de Russie, animé par le comte de Woronzow, ne cessa de déployer, ne peut que donner les plus grandes espérances... » (Bianchi, IV, Docum.).

(2) Note de Victor-Emmanuel : « Ce n'est que par égard pour S. M. I. que le premier consul a déjà diminué demi-partie de ses prétentions, et je suis sûr qu'il renoncera encore en grande partie au reste... »

(3) Lettres et op., I, mai 1808. A M. le chevalier de...

(4) *Id.* Juillet 1802 : « Quant au rétablissement de la Maison de Savoie, je persiste toujours à le croire impossible, tant que le *Dæmonium meridianum* tiendra le sceptre... »

contraire, ses fidèles sujets enrôlés tous les jours, pour aller combattre en Egypte peut-être ou aux Indes... Je dis que, tant que durera cette fatale influence, il serait plus avantageux à S. M. d'être placée plus loin du foyer de tempêtes, et de laisser passer l'orage (1). » En somme, le Piémont était, pour l'instant, de nulle valeur pour le Roi : s'il consentait à renoncer à ce pays, il « ne renoncerait à rien dans ce moment (2). » Et J. de Maistre ne pouvait s'expliquer l'obstination de son maître à repousser toute idée de renonciation.

Aussi bien, Bonaparte voulant garder le Piémont, qui se chargerait de le forcer à restituer cet Etat ? Le roi comptait sur l'intervention, sur l'appui des grandes puissances ? Il s'exposait à de cruelles déceptions.

Il avait adressé « aux souverains et aux peuples de l'Europe » une très vive protestation contre l'annexion du Piémont, contre le refus de Bonaparte à négocier, contre les offres dérisoires d'indemnisation (3). Mais trouverait-on une seule puissance disposée à soutenir cette protestation par les armes ?

(1) Arch. di Stat. Corresp. de Russie (sans date, n° 19, porté au mazzo année 1807). Il dit encore, dans cette lettre : « Vous avez pu remarquer que j'ai toujours tâché de détourner les yeux de S. M. du Piémont, parce que, la restitution de ce pays, durant la vie de Bonaparte, ne m'ayant jamais paru être au nombre des événements possibles (j'entends humainement), j'ai toujours appuyé sur les considérations propres à consoler S. M. d'une perte, qui ne pouvait que lui être infiniment sensible. Tout ce que j'ai dit sur ce point se réduit, ce me semble, aux propositions suivantes : 1° l'existence politique de Bonaparte exclut la restitution du Piémont ; cette restitution ne serait nullement avantageuse à S. M. dans l'état actuel des choses ; 3° le Piémont, sans ses citadelles, sans la possession de ses montagnes et celle de ses avant-postes, ne sera jamais qu'un beau jardin, dont le propriétaire sera bien *souverain*, mais jamais *puissant* ; 4° le Piémont, même tel qu'il était, s'oppose à l'agrandissement de la Maison de Savoie... »

Cf. Blanc. *Mém.*, p. 261, une lettre où J. de Maistre présente un projet d'échange, avec l'Autriche, du Piémont contre l'Etat vénitien « jusqu'à Mantoue. »

(2) Lettre du 25 sept./7 oct. 1803 à M. Gabet : « Qu'est-ce que le Piémont morcelé, démantelé et privé de ses deux avant-postes, la Savoie et le Comté de Nice... Pour le moment présent, une souveraineté italienne hors du Piémont vaut mieux que le Piémont. »

(3) Arch. di St. Corr. des Ambassadeurs 1802 : « Sur quelles bases, sur quels principes voudrait-on effacer nos droits et notre légitime possession ? Y avons-nous renoncé ? Non. Les avons-nous cédés ? Non. Ont-ils été conquis en guerre par la France ? Non, nous étions dans un état de paix et même d'alliance avec elle, lorsqu'elle en a pris possession... (après la paix d'Amiens). Nous nous sommes flattés que c'était le moment d'un arrangement pour nous : nous nous sommes encore trompés : le marquis de Saint-Marsan est retourné de notre ordre à Francfort, et il ne lui a pas seulement été possible d'obtenir le passeport

J. de Maistre essaya de dissiper les rêves de la cour de Cagliari.

Il écrivait le 25 septembre 1803 : « Je ne parle que du moment présent, et je dis que nous n'avons point d'amis proprement dits. L'Autriche nous hait certainement plus que la France. La Prusse nous abandonne. L'Angleterre est de glace, et je vous avoue que je supporte difficilement ses airs de compassion généreuse, tandis que c'est son influence qui nous a perdus » (1).

L'histoire de la politique autrichienne ne justifiait que trop la méfiance qu'on devait garder vis-à-vis de la cour de Vienne. On verra plus loin tous les griefs de la maison de Savoie contre les Habsbourgs. On sait déjà de quelle rancune J. de Maistre poursuivait la mauvaise foi autrichienne, qui s'était manifestée par le traité de Valenciennes « chef-d'œuvre d'obscurité astucieuse et d'entortillage machiavélique » (2); qui avait laissé écraser de parti-pris les Piémontais par les armées françaises, qui, après la campagne de Souvarow, avait empêché le roi de Sardaigne de rentrer en Piémont (3). Le roi Victor Emmanuel avait eu un moment l'intention de demander asile à l'Empereur d'Allemagne : l'attitude du cabinet de Vienne l'y avait bien vite fait renoncer (4). J. de Maistre était certes en droit de multiplier les avertissements, les conseils de méfiance contre la puissance qui avait osé dire aux conférences de Lunéville : « Eh ! quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un Roi de Sardaigne » (5).

Pouvait-on compter davantage sur la Prusse ? Elle avait été une des premières à abandonner la coalition ; elle s'était, pour ainsi dire, mise à la remorque de la France ; elle en avait, d'ailleurs, tiré grand profit au *Recès germanique*. Cette conduite ne

nécessaire pour se rendre à Paris. . Les offres récemment faites.,. soit celle d'une pension pécuniaire, soit celle incertaine d'une indemnisation territoriale, sont indignes de nous, et même du gouvernement qui les fait.

(1) *Id.* Lettre di ministri Russia.

(2) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*, 22 juin 1804 (publié par Bianchi, IV. docum.)

(3) *Id.* — Cf. Czartoryski, *Mém.*, I. p. 198 : «... (Le roi de Sardaigne) ne pouvait encore s'aventurer en Piémont, où les armées se trouvaient en présence. Ajoutons que la cour de Vienne faisait de son mieux pour empêcher le roi de Sardaigne de rentrer dans ses Etats. »

(4) Lettre de Victor-Emmanuel au comte de Chalembert, 12 oct, 1802 : « Je fais mon possible pour m'attirer la confiance de l'Empereur. Son ministère n'a rien répondu à la demande que je lui ai fait faire de pouvoir aller dans ses Etats ; j'aimerais mieux que ce fût à Venise, Vienne ou Padoue, qu'en Allemagne, parce que j'y serais plus à portée de mes anciens Etats. » (Bianchi, IV. Docum.)

(5) *Mémoire sur l'Etat présent de l'Europe*.

pouvait qu'augmenter l'antipathie que la Prusse inspirait à J. de Maistre : il la déclarait corrompue (1), fausse (2), scélérate (3) même. Les tergiversations astucieuses de la cour de Berlin, pendant la campagne de Moravie, ne donnèrent que trop raison à la défiance de J. de Maistre (4).

Quant à l'Angleterre, il n'avait en elle qu'une confiance relative. « L'infâme traité d'Amiens » (5) avait montré, dans toute sa force, l'égoïsme anglais, c'est à peine si une brève clause avait fait mention du roi de Sardaigne (6). J. de Maistre put, dans la suite, constater la persistance invincible de cet égoïsme : en 1803, les Anglais « ne demandent pas mieux que d'alléger le poids des devoirs et de la reconnaissance, » (7) et ils se contentent de proposer pour le roi de Sardaigne une *indemnisation proportionnée*. J. de Maistre s'indigne : c'est, écrit-il, « une espèce de tour de passe-passe » (8). Et, effectivement, l'ambas-

(1) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 : « Si la Prusse, seulement, voulait entendre raison, tout serait bientôt fini, mais il n'y rien de si corrompu que cette Prusse. »

(2) Lettre de mars 1807. Blanc. *Mém.*, p. « Tenez-le pour aussi sûr que peut l'être un fait attesté par un témoin oculaire, — prussien. »

(3) Lettre de 1804 (?) n° 88 (Arch. di St.) : « Nous ne sommes pas assez puissants pour être scélérats. Laissons cet honneur à la Prusse. »

(4) Lettre du 19/31 janv. 1806 : « Nombre de gens s'amusent encore avec l'idée de la Prusse qui est intacte, mais je confesse à V. M. que je compte fort peu sur cette puissance. Le caractère du souverain, le maxime du cabinet, et même l'esprit national semblent interdire l'espérance d'une grande conception. C'est la Prusse qui vient de perdre l'Europe une seconde fois, en envoyant ses misérables orateurs à Bonaparte au lieu de faire marcher une armée. » Cf. lett. et op. 17/29 mars 1806 (au comte de Front) : « Je suis, comme vous, très étranger aux dogmes de Berlin : ainsi, il est fort inutile de jaser sur une religion, dont on ne veut point. Vous voyez, M. le comte, à quoi aboutit la politique sublime de ce cabinet. Le voilà enfin sous les pieds de Bonaparte, qui le traite comme vous le savez aussi bien que moi, mais pas plus mal qu'il ne le mérite. »

(5) Blanc, *Mém.*, p. 95 : « Je le redis avec une satisfaction inexprimable, la déclaration de guerre efface l'infâme traité d'Amiens. »

(6) Art. IV : « La France et la Russie se concerteront pour procurer au roi de Sardaigne, *hors de l'Italie*, l'établissement désiré par lui. » — *A tel effet* (ajoute une note, sans indication de date ni d'origine, laissée aux Archiv. d'Etat de Turin), *que si l'idée, plus d'une fois produite au cabinet des Tuilleries et déceimment suggérée, encore de donner à ce prince Malte et les Iles Ioniennes, outre la Sardaigne, qu'il conserve, est définitivement praticable, la France se prêtera à la favoriser.* »

(7) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803. Il ajoute : « Ils ont pris le ton d'une puissance qui pardonne, et se servent de notre alliance avec la France pour mettre tout ce qu'ils daigneront faire pour nous sur le compte de la générosité. »

(8) Lettre du 29 nov./11 déc. 1804 : « Je commence par vous assurer qu'on a été bien frappé ici de l'obstination et peut-être de l'affectation de l'Angleterre à

sadeur d'Angleterre lui déclare que, tout ce qu'on peut promettre, c'est de faire davantage un jour, *si les circonstances le permettent* (1). Ce n'est là, d'ailleurs, que le commentaire prévu de la fameuse *Déclaration*, faite par l'Angleterre en mai 1803, et qu'on peut considérer comme l'acte d'abandon, par cette puissance, des Etats qu'elle s'était engagée à défendre (2).

Et pourquoi s'en étonnerait-on ? « Les gouvernements mixtes forment toujours des alliés équivoques (3). » Certes, les Anglais ont de très grandes qualités ; « mais tout cela est gâté, dans la politique extérieure, par des préjugés nationaux insupportables et un orgueil sans mesure et sans prudence (4). » Il est malheureux qu'aucun de leurs actes ne soit dicté par un véritable désintéressement (5). Comment, dès lors, pouvoir espérer qu'elle reprendra les armes pour assurer la restitution du Piémont au roi de Sardaigne (6) ?

Du moins, il semblait qu'on pût compter entièrement sur la Russie. Lors du congrès de Rastadt, l'empereur Paul I^{er} avait été le seul souverain qui se montrât décidé à défendre les inté-

ne vouloir pas sortir de son indemnisation *proportionnée*. On a regardé cela ici comme un tour de passe-passe. »

(1) Lettre du 29 nov./11 déc. 1803. (Arch. di St.) : J. de Maistre ajoute : « Mille grâces, Mylord, mais vous m'avouerez, M. le chevalier, qu'en faisant ainsi tout dépendre des événements, on donne beau jeu à l'audace de l'ennemi. »

(2) Lettre du 11 juin 1803. (Arch. di St.) : « Nous avons reçu ici la *Déclaration* de l'Angleterre... Je vous dirai qu'elle éprouve beaucoup de critiques. On trouve l'article de *Malte* sophistique, mais la fin surtout déplaît universellement. Comme on parlait de cette pièce chez M. le duc de Serra-Capriola, où se trouvait le nouveau ministre de Hollande, celui-ci me dit : « Monsieur, il sera prouvé que, moyennant la cession de Malte, l'Angleterre avait consenti verbalement à l'incorporation du Piémont ; et ce n'est que dans sa dernière note qu'elle a parlé du roi de Sardaigne, et d'une manière fort vague... » — Il dit encore : « Après avoir pris le ton haut, parlé sur le ton de la désapprobation de toutes les usurpations de la France, et nominativement de nous, S. M. B. finit par ne parler que d'Elle et souligne le mot *ultérieur* pour bien faire comprendre que tout ce qui a été fait jusqu'à présent est bien fait. »

(3) Lett. et op., I, mai 1808.

(4) Lettre du 29 nov./11 déc. 1803. — Cf. lettre du 19 mars 1813 : « L'Angleterre a certainement de fort beaux côtés, mais de terribles et opiniâtres préjugés... »

(5) Lettre du 3/15 juill. et lettre du 3/15 oct. 1816.

(6) Lettre du 29 avril/1^{er} mai 1804 : « Si l'on était obligé de transiger avec la France, et qu'elle s'obstinât à garder le Piémont, en offrant des indemnités, je vous le dis franchement, je ne crois pas que nos grands amis consentissent à tirer un coup de fusil de plus pour mettre le mot de restitution à la place de celui d'indemnisation. »

rêts du roi de Sardaigne (1) : il avait donné pour mission principale au prince Czartoryski, envoyé à Florence, de relever le moral » de Charles-Emmanuel IV, exilé de ses Etats (2). Le premier acte de Souwarow, vainqueur des Français, avait été, à son entrée à Turin, de rétablir solennellement, au nom du tsar, le roi dépossédé (3). Après Marengo, c'était seulement par égard pour la Russie que Bonaparte avait consenti à entrer en négociations avec ce malheureux souverain (4), et le comte de Kalitscheff, ambassadeur du tsar à Paris, était intervenu auprès du Premier Consul pour appuyer les démarches de Saint-Marsan (5). Le successeur de Kalitscheff, le comte de Markow, se chargea de défendre plus énergiquement encore la cause du roi de Sardaigne (6). Victor-Emmanuel était en droit de tout espérer de la Russie.

(1) Carutti, I, p. 429 : « Lo czar Paolo sol esso la (corte) ricordo con affetto, mandandole parole di conforto per mezzo del barone della Turtia, nostro ministro, e del conte di Stackelberg, suo rappresentante a Torino. » — Le czar Paul n'étant encore que grand-duc, avait, on le sait, fait un voyage dans l'Europe occidentale : en 1782, il était venu à Turin, où il avait reçu un magnifique accueil (Carutti, I, 54).

(2) Czartoryski, *Mémoires*, I, p. 198 : « Mes occupations diplomatiques, comme ministre de la cour de Saint-Petersbourg près du roi Emmanuel, entouré de quelques partisans fidèles, se réduisaient à peu de chose. Je devais m'appliquer à relever le moral de ce malheureux prince, par l'assurance des sentiments et de la protection de l'Empereur Paul... »

(3) Carutti, II, p. 54.

(4) Lettre de Bonaparte à Talleyrand (27 ventôse an IX), le chargeant de dire à Saint-Marsan « que S. M. l'empereur de Russie, prenant un grand intérêt à ce prince, le Premier Consul était disposé à faire quelque chose d'avantageux pour lui ; qu'il désire donc que les négociations soient ouvertes le plus tôt possible. » (Corresp. de Nap. t. VII.)

(5) V. plus haut la lettre de Kalitscheff du 27 juin 1801/8 messidor an IX.

(6) Le comte Markow rejette avec indignation, dit Victor-Emmanuel dans sa protestation de 1802, « les offres d'indemnisation faites par le Premier Consul au roi de Sardaigne ». — Le Roi écrivait encore : « Je suis on ne peut plus reconnaissant à l'intérêt vif et efficace que veut bien prendre et soutenir, d'une manière si constante, S. M. I. en ma faveur... L'intérêt que prend à mon sort le comte Markoff, son génie particulier, me font espérer infiniment. » (Bianchi, IV, Documenti.) — Cf. lettre du comte de Front : « ... ce qui, réuni à l'énergie que le nouveau ministre de Russie, animé par le comte de Woronzoff, ne cesse de déployer, ne peut que donner les plus grandes espérances... » (*Id.*) — Sur l'attitude de Markoff à Paris, voir dans les *Mémoires* de Czartoryski (I, p. 356) les incidents que fit naître ce personnage, « dont la parole, était en général, acerbe, tranchante et désagréable... Au bout de quelque temps, les façons dédaigneuses et les sarcasmes que se permettait volontiers le comte Markow dans les salons, lui attirèrent de la part du Premier Consul d'abord de la froideur, puis de véritables scènes... »

Néanmoins, J. de Maistre, dès son arrivée à Pétersbourg, dut constater que ces témoignages d'amitié de la cour de Russie n'avaient pas toute l'importance qu'y attachait la chancellerie sarde. Loin de songer à faire la guerre pour la restitution du Piémont, la Russie acceptait parfaitement la clause de renonciation exigée par Bonaparte de Victor-Emmanuel (1). Alexandre n'était nullement disposé à faire, en faveur du roi de Sardaigne, l'« effort éclatant d'attachement personnel (2) » qu'avait promis, affirmait-on, l'empereur Paul I^{er} (3); et peut-être même les véritables sentiments de la Russie se résumaient-ils dans le mot attribué au favori d'Alexandre, au prince Czartoryski : « Que nous importe à nous le roi de Sardaigne (4) ? ». On comprend le découragement qu'éprouva tout d'abord J. de Maistre, reçu très froidement par le chevalier Woronzow et le prince Czartoryski (5); il écrivait plus tard avec quelque rai-

(1) Lettre du roi Victor-Emmanuel, 10 sept. 1803 (Arch. di St.) : « Le comte de Maistre marque qu'en arrivant à Pétersbourg, il a trouvé la renonciation décidée pour un très petit Etat, tel que Sienné, ou Parme, ou Lucques. » (Publiée par Bianchi, IV. Docum.)

(2) Lettre du 23 juin/3 juillet 1803 (Arch. di St.) : « Toutes les espérances pour un effort éclatant d'attachement personnel sont inhumées, sans doute, avec Paul I^{er}. »

(3) Lettre du Roi, 10 sept. 1803 : « Cela est en contradiction avec l'assurance que la Russie m'a donnée alors qu'elle m'aurait fait donner l'un ou l'autre de ses pays (Sienné ou Parme) à titre d'apanage provisionnel, soit d'entretien, et qu'elle n'aurait admis pour cela aucune renonciation. » — A quoi J. de Maistre répliquait (Blanc, *Mém.*, p. 93) : « Faites-moi savoir dans quelle pièce l'empereur de Russie a promis au Roi qu'il lui ferait avoir une indemnité sans renonciation. Si la promesse a été faite, il me sera utile de pouvoir l'avancer dans l'occasion; mais, si on s'avanceit sans preuve écrite, on s'attirerait un désagrément amer. »

(4) Lettre du 17/29 sept. 1803 (Arch. di St.) J. de Maistre commente sévèrement ces paroles : « Il vous importe beaucoup, car il s'agit du droit des souverains, et de l'honneur du vôtre en particulier. L'Empereur ne meurt pas; Paul a promis, Alexandre doit tenir. »

(5) Lettre du 18/30 avril 1804 (Arch. di St.) : « Qu'ai-je trouvé en arrivant à Rome au mois de mars de l'année dernière ? La cruelle lettre de M. le comte de Woronzoff, portant en termes assez désagréables : « Sienné ou rien. » Qu'ai-je trouvé en arrivant ici au mois de mai ? La même proposition avec des figures passablement froides. » — Cf. Blanc, *Mém.*, p. 82 : « Laissons, disait le chancelier, laissons faire Markoff, qui ne se laissera pas marcher sur le pied. » — Et J. de Maistre de souffler à l'oreille du duc de Serra-Capriola : « En ce cas, j'ai bien peur que Markoff ait la prudence de ne pas mettre le pied sur notre terrain. » — Au sujet du prince Czartoryski, il écrit, 28 mai/9 juin 1803 : « Votre Majesté a pu voir que j'ai été justement alarmé et piqué de trouver tant de froideur dans un personnage d'importance. » — Lettre du 23 juin/3 juill. 1803 : « La glace du cabinet m'avait assommé à mon arrivée. »

son : « C'est en arrivant ici, et après ma première visite au chancelier, qu'il était permis de perdre la tête (1). »

Il est vrai que l'ambassadeur Sarde, par ses démarches pressantes, par ses éloquentes notes diplomatiques (2), par son influence personnelle, put, au bout de peu de temps, mettre en meilleure posture les intérêts de son maître (3). Il obtint presque, un moment, la promesse que, si l'on ne pouvait empêcher la réunion du Piémont, du moins on se refuserait à l'approuver (4).

En fait, il se rendait un compte exact de la politique suivie très nettement par la Russie. Il savait que les ministres d'Alexandre ne voulaient pas la guerre (5) ; or, tout dépendait d'eux, nullement de l'Empereur (6). La Russie, comme l'a montré le prince Czartoryski dans ses *Mémoires*, désirait alors « être en bonne intelligence avec tout le monde, ne se point mêler aux affaires d'Europe, pour ne pas être entraînée plus loin qu'on ne voudrait ; en un mot, éviter soigneusement les embarras sans avoir l'air de les craindre (7). » Dans ces conditions, il était puéril de s'imaginer qu'Alexandre était prêt à agir vigoureusement

(1) Blanc, *Mém.*, p. 98.

(2) Note à M. de Worontzoff, du 26 juil/7 août 1803, — note du 3 juin 1803, — note du 12/24 mai 1803, etc. (Arch. di Stat. Lettere di ministri).

(3) Lettre du 23 juin/3 juil. 1803 (Arch. di St.) : « Les choses, cependant, ont fait un pas immense depuis un mois... Toutes les espérances pour un effort éclatant d'attachement personnel sont inhumées sans doute avec Paul I^{er} ; mais il suffit, et c'est beaucoup, que toutes les espérances du Roi renaissent. »

(4) Lettre du 28 mai/9 juin 1803 (Arch. di St.) : « Je puis, au moins, avoir le plaisir de certifier à V. M. qu'en général on est fort bien disposé pour elle... Hier, dans une audience que j'ai obtenue d'un autre ministre, M. de Kalitschaff, en l'absence de M. de Worontzow, qui est à la campagne, on a bien voulu faire un pas de plus avec moi en me déclarant que jamais la Russie ne signerait la renonciation, *parce qu'elle ne voulait pas approuver ni la réunion du Piémont, ni rien de ce qui s'est fait en Italie.* — C'est quelque chose, et c'est beaucoup même ; mais il ne suffit pas de refuser sa signature, il faudrait encore l'empêcher... »

(5) *Id.* « Nous ne pouvons pas exiger qu'on fasse la guerre pour nous... » Lettre du 24 mai/5 juin 1804 (Arch. di St.) « On ne craint point la guerre, cependant, on ne la désire pas... »

(6) Lettre du 23 juin/3 juil. 1803 : « C'est un devoir de vous observer qu'à l'égard de l'empereur de Russie, S. M. doit peu y compter... Tout dépend des ministres... »

(7) Czartoryski, *Mém.*, I, p. 323. — Il dit encore (p. 292) : « Le comte Kotchoubey dirigeait la diplomatie de la Russie. L'Empereur lui-même s'en occupait déjà alors d'une manière spéciale. Le comte Kotchoubey avait adopté un système qu'il croyait entièrement conforme aux opinions et aux vues de l'Empereur..., c'était de se tenir à l'écart des affaires de l'Europe, de s'en mêler le moins possible... Ce système est à peu près celui que suit aujourd'hui la France sous Louis-

pour rétablir, comme autrefois Paul I^{er}, le roi de Sardaigne en Piémont (1). Et J. de Maistre n'hésitait pas à reconnaître que l'Empereur n'avait « que deux idées : paix et économie (2). » Sans doute, la Russie consentait à maintenir à Victor Emmanuel son appui moral ; mais elle n'entendait nullement faire un motif de guerre de la question du Piémont (3). Toute sa bonne volonté était forcément subordonnée aux circonstances (4).

Aussi bien, la chancellerie russe ne tarda pas à manifester son intention de repousser le principe d'intervention armée : par deux fois, elle se refusa à assurer la sécurité du roi de Sardaigne.

J. de Maistre lui demandait d'offrir Corfou comme asile à Victor Emmanuel ; il sollicitait l'envoi d'une des frégates russes qui croisaient près de cette île « pour mettre le Roi à couvert, ainsi que sa famille de toute espèce de violence (5). » Ce fut en vain (6). On répondit à l'ambassadeur que « Corfou ne serait pas un lieu sûr (7). » En réalité, on avait peur, comme en était persuadé de

Philippe... » Il ajoute (p. 324) : « La politique du cabinet russe sous le chancelier comte de Worontzow resta pour le fond ce qu'elle avait été sous le ministère du comte Kotchoubey ; mais elle acquit plus de dignité et de force, quant à la forme... Le cabinet russe prit un air de hauteur qui donnait le change sur sa véritable pensée et rappelait un peu l'esprit et la diplomatie de Catherine... »

(1) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803 (A. S.) : « D'ailleurs, les liens d'attachement et d'hospitalité qui subsistaient entre votre Auguste Maison et S. M. l'Empereur de Russie ont disparu à la mort de Paul I^{er}... »

(2) Lettre du 17/29 juin. 1803 (A. S.) : « La Russie, prenant une attitude plus menaçante, et une voix plus élevée, pourrait aisément rétablir un peu de l'équilibre ; mais faites un peu entrer ces idées dans une tête façonnée par M. de La Harpe ? L'empereur de Russie n'a que deux idées : paix et économie... »

(3) Lettre du 29 sep./11 oct. 1803 (A. S.) : « ... Il nous reste la Russie, V. M. sait que l'article qu'elle a dicté en notre faveur est bien léger... » — 25 sept./7 oct. 1803 (A. S.) : « La Russie seule nous soutient, et cette protection est inestimable ; mais tout ce qu'il y avait de personnel dans cette affaire est mort avec Paul I^{er}, et, depuis la note de M. de Kalitscheff, nous n'avons rien vu de chaud en notre faveur... »

(4) Lettre du 28 mai/9 juin 1803 (A. S.) : « Nous ne pouvons pas exiger qu'on fasse la guerre pour nous ; mais j'ose croire que nous serons soutenus *comme* et *autant que* le permettent les plans généraux... » — Lettre du 9 juin 1803 (*id.*) : « On ne fera certainement ni la guerre ni la paix pour nous, mais la guerre se faisant par les autres et pour les autres, il y a toute apparence qu'on ne nous oubliera pas une seconde fois... »

(5) Copie de la note remise à S. E. M. le chancelier comte de Worontzoff, 8/20 sept. 1803 (Arch. di St.)

(6) Lettre du 29 févr./12 mars 1804 : « S. M. verra, dans la note verbale, que le ministre a pris cette occasion de répondre à la fois et par écrit à toutes mes demandes. Par là, Corfou s'est trouvé exclu nominativement... »

(7) Copie de la note verbale remise par le chancelier à l'ambassadeur de Sardaigne.

Maistre, de donner à Bonaparte un prétexte de querelle (1), bien qu'en fait le premier consul envisageât presque avec satisfaction l'établissement du roi de Sardaigne à Corfou (2).

La sûreté de la Sardaigne fut aussi l'objet de négociations malheureuses. En 1804, Victor-Emmanuel, sur les conseils de l'Angleterre, fit demander à la chancellerie de Pétersbourg d'envoyer des troupes dans cette île. J. de Maistre, bien qu'il jugeât lui-même l'île peu sûre pour la personne du Roi (3), combattit ce projet, fit entrevoir avec force la déception qu'on se préparait (4). Il lui fallut, néanmoins, se prêter à des démarches en ce sens. Mais, comme il l'avait prévu, l'échec en fut complet (5) : la Russie se refusa à donner même une promesse hypothétique, de peur de paraître « convenir qu'on pense à la guerre (6). »

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que l'attitude de la chancellerie Sarde, en cette affaire, fut des plus étranges. La Sardaigne n'était pas en état de guerre avec la France : un consul français résidait à Cagliari. Il était de l'intérêt même du Roi et de ses sujets Sardes que les relations restassent amicales entre la France et la Sardaigne ; il semblait l'avoir compris et avait adopté un système de neutralité rigoureuse (7). Pourquoi, dès lors, ces

(1) Lettre sans date n° 40 (dans le *mazzo* 1804. Arch. di St.) : « Autant que je puis en juger, je ne vois rien qui ait plus d'avantages et moins d'inconvénients que [en chiffre, Corfou]... Vous saurez en particulier que [ce qui suit est en chiffres] *le cabinet d'ici attache la plus grande importance à ne pas réveiller Bonaparte. Il a peur que les puissances protégées ne fassent un mouvement qui produise cet effet.* De là le silence et la réserve excessive... » J. de Maistre n'était pas, en cette affaire, approuvé par sa cour.

(2) Corresp. de Nap. t. X. Projet de lettre à l'empereur de Russie, daté de Paris, 24 nivôse, an XIII (14 janv. 1805) : « Le projet que l'on m'assure avoir V. M. de procurer Corfou et Malte au roi de Sardaigne serait .. (ici, une lacune)... et tirerait d'embarras deux grandes puissances ; j'y accéderai de tout mon cœur, comme à tout ce qui peut tendre à rétablir et maintenir la paix des nations... »

(3) Lettre du 18/30 avril 1804 : « J'ai plusieurs objections contre la Sardaigne : deux surtout sont capitales : 1^e défaut de sûreté pour S. M... ; 2^e difficulté de communication entre S. M. et son ministre à Pétersbourg... »

(4) V. p. 65, note 2, J. de Maistre traite cette démarche de « pas d'école... »

(5) Lettre du 29 févr./12 mars 1804 : L'affaire de la note relative à la sûreté de la Sardaigne est totalement terminée. Je suis fâché qu'elle ait percé dans le corps diplomatique... »

(6) V. p. 65, note 2.

(7) Bianchi, IV, p. 429 : « L'ammiraglio Nelson, destinato a padroneggiare il Mediterraneo e a bloccare Tolone, aveva scelto le acque della Maddalena per stazione della sua flotta. Ma per il re Vittorio-Emmanuele era di grande interesse che la Sardegna e la Francia continuassero a mantenersi in buoni termini di amicizia, onde adottò il sistema di neutralità perfetta, stabilendo severe norme per il suo eseguitamento (Pregone del 20 aprile 1803).

intrigues secrètes avec l'Angleterre au sujet de la protection de la Sardaigne ? La France ne manifestait nullement encore l'intention sérieuse de l'attaquer (1). Pourquoi cette demande de troupes russes ? C'était bien toujours la même politique de la peur, condamnée par J. de Maistre, et qui avait valu tant de déboires à la Maison de Savoie.

Tout ce que consentait à faire la Russie pour la personne de Victor-Emmanuel, consistait, en dehors des démarches diplomatiques, à lui offrir un asile dans ses provinces méridionales, à Odessa, par exemple (2). On était loin des espérances grandioses qu'avait conçues la chancellerie sarde ; on était loin de l'envoi d'une nouvelle armée de Souwarow.

C'est ce que s'efforçait de faire comprendre J. de Maistre à Victor-Emmanuel. La Russie n'était, en somme, pas plus disposée que l'Angleterre à réclamer sérieusement la restitution du Piémont (3). Sans doute, on pouvait compter sur son amitié (4), mais il fallait se laisser diriger par elle, et non prétendre à la diriger (5) : il n'y avait plus qu'à subordonner franchement la politique sarde aux « plans généraux » de Pétersbourg (6).

(1) J. de Maistre cependant, à mots couverts, d'ennuis causés par les agents français, par Sabietti notamment. « Il est clair que si la France tire l'épée avec elle (la Russie), le second coup sera pour nous. En attendant, elle nous fait payer l'ennui que lui causent les billets doux de M. le comte de Markoff. Dès que Salicetti s'en mêle, nous sommes entre bonnes mains... » (Arch. di St. 20 nov./2 déc. 1803).

(2) Lettre du 29 fév./12 mars 1804 (*id.*) : « S. M. I. insiste, comme verra le Roi, sur les Etats méridionaux de la Russie, en cas que S. M. ait besoin d'un asyle... Je suis tout à fait pour Odessa, et je ne sais imaginer rien de mieux... » — J. de Maistre a déjà parlé de l'avantage qu'aurait son roi à aller à Odessa. Lettre, en partie chiffrée, du 12/24 fév. 1804 : « Je ne vous prie pas moins instamment de ne point vous effaroucher contre cette pauvre [Odessa] parce qu'elle est jeune. [Il y aurait sûreté et économie.] Chez elle, le Roi doublerait ses revenus. Ne voyez-vous pas, d'ailleurs, que [le Maître de la maison se verrait obligé de... etc.] »

(3) Lettre du 25 sept./8 oct. 1803 (A. S.) : « ... J'ai tout dit sur la renonciation du Piémont. La Russie et l'Angleterre refusant, de concert, d'en demander la restitution, il ne reste, pour le moment, que le parti de la patience. »

(4) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803 (A. S.) : « Il nous reste la Russie. » — Lettre du 25 sept./7 oct. 1803 (*id.*) : « La Russie seule nous soutient, et cette protection est inestimable. »

(5) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 : « Nous dépendons absolument de la Russie. Nos actions haussent et baissent avec les siennes... » Lettre du 11 juin 1803 : « Tenons-nous fermes ici, car je vois qu'en dernière analyse l'arrangement tombera entre les mains de la Russie... »

(6) Lettre du 28 mai/9 juin 1803 : « Nous ne pouvons pas exiger qu'on fasse la guerre pour nous ; mais j'ose croire que nous serons soutenus *comme et autant* que le permettront les plans généraux. »

Aussi bien, en supposant que la Russie eût songé à marcher avec décision, à agir avec vigueur, lui eût-il été possible de venir, avec ses seules forces, à bout de la France ? Il n'y avait qu'une coalition qui pût espérer et obtenir de grands résultats. « Il paraît incontestable, disait, dès 1804, J. de Maistre, que, si les grandes puissances se coalisaient de nouveau, avec des vues plus sages, plus grandes, plus *européennes*, elles auraient toutes les raisons possibles de se flatter d'un succès complet(1). » Encore faudrait-il que la nouvelle coalition renonçât aux errements des précédentes, qui se préoccupaient, avant tout, de « la conquête de la France », de « sa division », de « l'anéantissement de son influence », ce qui aurait amené « des massacres de trois siècles peut-être(2) ». On devra exclure tout « projet de conquête »(3). Voilà « l'idée vraie et salutaire(4) ».

Mais cette coalition ne paraît pas près de se former. On ne voit pas une puissance qui se doute qu'en ce moment « il s'agit de la liberté ou de l'esclavage de l'Europe... de l'avilissement et même de l'anéantissement de toutes les souverainetés de cette partie du monde(5) ». On dirait que les Etats regardent tranquillement passer les événements et les hommes, « comme on se met à la fenêtre pour voir un spectacle de marionnettes dans la rue(6) ».

Et qui prendrait la tête d'une coalition ? Au commencement du dix-huitième siècle, Guillaume d'Orange put grouper autour de l'Angleterre les grandes puissances : « Il s'empara de la confiance de tous les cabinets ; il caressa, il apprivoisa l'orgueil étranger ; avec sa main forte, il réunit tous les intérêts ; il sut en faire un faisceau, et vous savez à quelle extrémité il réduisit Louis XIV(7). » Il n'y a qu'à reprendre cette grande politique. Malheureusement, les Anglais « manquent absolument de cette dextérité, de ce liant, de cette souplesse, qui font réussir les négociations. Leur politique ressemble à leur galanterie, ils ne

(1) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*, 22 janv. 1804 (publié par Bianchi, IV, Doc.)

(2) *Considérations sur la France*, ch. II.

(3) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 (Arch. di St.)

(4) *Id.*

(5) Lettre du 29 sept./11 oct. 1803 (Arch. di St.)

(6) *Id.*

(7) Cf. *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*. Lettre du 17/29 sept. 1803 : « J'ai eu, l'autre jour, une longue conversation avec l'ambassadeur d'Angleterre... C'est la première fois que je suis entré dans la grande politique. Tout honnête homme européen, dis-je à l'ambassadeur, doit être pour vous dans ce moment, précisément parce qu'il est Européen... » (Arch. di St.)

savent qu'offrir de l'argent (1)... » Ils choquent, le plus souvent, les nations qui ne demandent qu'à s'entendre avec eux (2), et, malgré la bonté de la cause qu'ils défendent, n'arrivent qu'à se faire détester (3).

Il n'y a guère vraiment que le tsar qui pourrait devenir le chef d'une coalition ; lui seul comprend quel sentiment devrait animer les puissances européennes, quel but elles doivent se proposer (4). Mais le cabinet de Saint-Pétersbourg ne désire pas encore la guerre (5), et, d'autre part, il se méfie de l'Angleterre ; la mission spéciale de Novosiltzoff à Londres ne paraît devoir donner qu'un médiocre résultat (6), et l'on verra même, à la veille des hostilités, les Anglais concevoir « sur l'introduction des Russes dans la Méditerranée des craintes qu'ils n'ont pas su dissimuler (7). »

Toute entente sérieuse entre les grandes puissances paraît donc, pour le moment, impossible. Et l'on ne voit véritablement, même en 1805, ni principes (8), ni chefs (9) pouvant diriger une coalition. Surtout, la confiance fait défaut (10).

Comment, dès lors, le roi de Sardaigne pourrait-il espérer un appui vigoureux, un concours efficace ? Ne lui vaut-il pas mieux

(1) Lettre du 29 mai/10 juin 1805 (Blanc, p. 122).

(2) *Id.* : « ... Un orgueil sans mesure et sans prudence qui révolte les autres nations et les empêche de s'unir pour la bonne cause. »

(3) *Id.* (Blanc, p. 124.)

(4) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 : « L'esprit de ce cabinet paraît excellent. Il cherche à coaliser de nouveau les grandes puissances *en excluant tout projet de conquête*. C'est là l'idée vraie et salutaire. Je ne sais si on voudra le comprendre et l'adopter. »

(5) Lettre du 13/25 mai 1804 : « On ne craint point la guerre ; cependant, on ne la désire pas... »

(6) Czartoryski, *Mém.*, II, pp. 29-30. *Instructions secrètes à M. de Novosiltzow allant en Angleterre*, le 11 sept. 1804 : « Une réunion des moyens et des forces de la Russie et de la Grande-Bretagne formerait, sans doute, une grande masse de puissance, et pourrait promettre les résultats les plus satisfaisants. Mais je ne voudrais y donner sincèrement les mains qu'autant que j'aurai la certitude qu'elle sera employée à un but réellement utile et bienfaisant... »

(7) Lettre du 29 mai/10 juin 1805 (A. S.) Il ajoute : « Ces jalousies nationales sont un feu qu'il n'est guère possible d'étouffer parfaitement. »

(8) *Id.* « Si la guerre se déclare et qu'on la fasse à Bonaparte, nous avons de brillantes espérances. Si l'on se met de nouveau follement à la faire à la France, j'ose à peine contempler les suites. Espérons qu'enfin on saisira les vrais principes sur lesquels doit se faire cette guerre... »

(9) *Id.* « Je ne vois pas un homme capable d'enfoncer son chapeau et de parler sur le ton convenable. » Et encore : « Je ne vois point l'homme qui serait nécessaire pour renverser Napoléon. »

(10) *Id.* « Les puissances mêmes doutent encore d'elles-mêmes et ne s'approchent qu'avec crainte. »

imiter les autres souverains de l'Europe, qui tour à tour ont traité ou traitent avec Bonaparte ? (1).

Et J. de Maistre conseille à son souverain de renoncer, pour l'instant, au Piémont. Cette renonciation ne saurait être éternelle. La Restauration doit fatalement se produire : ce n'est qu'une question de temps. Bonaparte n'est qu'un « champignon impérial » qui ne peut durer (2).

Du reste, pourquoi n'essaierait-on pas d'adoucir Bonaparte lui-même ? Sans s'avilir le moins du monde, on pourrait, semble-t-il, abandonner cette attitude d'intransigeance qu'on affecte à l'égard de toute offre d'indemnisation : Mazarin n'a-t-il pas, jadis, traité avec Cromwell ? (3).

Si l'on admet le principe de la renonciation au Piémont, les négociations deviendront faciles, et le Roi, placé dans une principauté italienne, sera mieux à même d'attendre et de surveiller les événements (4).

Bonaparte s'était montré tout d'abord disposé à donner en indemnité au roi de Sardaigne le duché de Parme, vacant par la mort du duc (5). La Russie avait elle-même mis en avant ce projet d'indemnisation (6). Markoff avait demandé Parme et

(1) Lettre du 22 juin/3 juillet 1804 (Blanc. *Mém.*, 113).

(2) Lettre du 4/16 juin 1804 : « Un certain instinct, auquel je me fie plus qu'au raisonnement, me dit que ce champignon impérial ne peut durer ; seulement, il peut nous impatienter beaucoup. Je prie donc S. M. d'avoir toujours bon courage. » — Lettre du 26 nov./7 déc. 1804 : « Quant au retour futur de Piémont à une époque plus ou moins éloignée, je le crois toujours aussi sûr qu'on peut l'être de l'avenir. » — Cf. Lettre et op., I, 1811 (au chevalier de Rossi).

(3) Blanc. *Mém.*, p. 104. Année 1803 : « La haine du premier consul pour nous ne pourrait-elle pas s'adoucir ? Nous ne sommes pas plus forts que la Providence : n'y aurait-il point un milieu qui conviendrait entre l'avisillement prussien et la roideur anglaise ? Louis XIV, au faite de la gloire, traita avec Cromwell... »

(4) Lettre du 28 sept./10 oct. 1803 : « La grande affaire est de se placer d'une manière décente et tolérable, en attendant d'autres événements... »

(5) Corresp. de Nap., t. VIII, 12 frim. an XI/13 déc. 1802 : A S. S. le Pape : « Le duc de Parme étant mort, et le roi de Toscane ayant renoncé à l'héritage de son père, l'Etat de Parme devient vacant et à notre disposition. Je désirerais le réunir au royaume de Toscane. Mais, en même temps, je ne serais pas éloigné de chercher à faire quelque chose qui pût asseoir le roi de Sardaigne. Je ne cache pas à V. E. que je préférerais faire quelque chose pour le Roi qui vient d'abdiquer plutôt que pour le nouveau roi... »

Cf. Mémoire du comte de Chalembert remis au Roi (Arch. di Stat.), 20 déc. 1802 : « (Le premier consul) avait eu une première idée de céder au Roi les duchés de Parme et de Plaisance... »

(6) Archiv. des aff. étrang. Sard., t. 281 : Lettre de Markoff à Talleyrand. 25 vendémiaire an X : « J'ai appris la nouvelle de la mort du duc de Parme. Le

Plaisance (1). Puis, Bonaparte avait restreint l'indemnité au Siennois joint à Orbitello (2), subordonnant, d'ailleurs, sa décision à une entente avec le roi d'Espagne. La cour de Sardaigne hésita à se prononcer. Le comte de Chalembert conseillait presque d'accepter, si le premier consul maintenait au roi, en outre des nouveaux territoires, la possession de la Sardaigne (3) ; mais Victor-Emmanuel continuait à trouver cette indemnité insuffisante et à former le rêve chimérique d'obtenir, en échange du Piémont, un Etat italien d'au moins quatre millions d'habitants (4). Il fermait l'oreille aux conseils de la Russie, qui formulait rigoureusement tout ce que pouvait espérer le roi de Sardaigne dans ces mots : « Sienne ou rien » (5). Il est vrai que

rapport de cet événement avec les assurances réitérées qu'a bien voulu me donner le premier consul me paraît pouvoir rendre susceptible de très grandes modifications les réponses qu'en dernier lieu il m'a chargé de transmettre à l'Empereur sur les nouvelles réclamations que S. M. m'a ordonné de faire auprès de lui en faveur du Roi de Sardaigne... »

(1) *Id.* Lettre du 23 germ. an XI. Markoff demande qu'à l'établissement proposé au Roi de Sardaigne sur le continent soient ajoutés les *Etats de Parme et de Plaisance*, et que « dans l'acte qui serait conclu entre l'Empereur et le premier consul, il ne soit fait aucune mention de la renonciation du Roi de Sardaigne à ses anciens Etats. Cette clause, en effet, paraît aussi humiliante pour le Roi qu'inutile pour la France, attendu que sa puissance la mettra toujours en état de se maintenir dans la possession de ce qu'elle avait réuni à ses Etats... »

(2) Corresp. de Nap., t. VIII. Lettre au Pape : « Il serait peut-être possible de donner au Roi de Sardaigne le Siennois et Orbitello : par là, il aurait une communication à son ile et serait limitrophe avec les Etats de V. S. et la Toscane... Comme ceci n'est qu'un projet, et que V. S. sait facilement qu'il faut, avant que cela soit consommé, que j'arrête un traité avec l'Espagne, il est essentiel que V. S. seule soit dans le secret... »

(3) Arch. di Stat. Mémoire du comte de Chalembert, 20 déc. 1802 : « La proposition que le premier consul vient de faire à M. de Markoff, de céder au Roi de Sardaigne une portion des présides de Toscane, dont Orbitello serait le chef-lieu, exige des réflexions bien sérieuses, avant de se décider pour l'acceptation ou bien pour le refus... » Chalembert se prononce contre la proposition, à cause de l'insalubrité du pays. Il ajoute : « Il est cependant possible de l'amener à céder avec les présides un arrondissement de territoire qui égalerait au moins les dits duchés (Parme et Plaisance) en étendue, en population et en revenus... L'île d'Elbe est très peu conséquente pour la France, mais elle est de la plus grande conséquence pour la sûreté, la tranquillité et les avantages commerciaux de l'Etat des présides... »

(4) Bianchi, IV, Doc. Lettre du Roi, 27 déc. 1803 : « ... Il nous faudrait donc au moins quatre millions d'habitants, et des pays riches pour tenir des troupes étrangères... Cette indemnisation devrait être complètement trouvée en Italie. Il est de toute importance que les pays qu'on nous donnerait soient du moins confinants à nos anciens Etats... Si on pourra (*sic*) avoir la Ligurie avec Gênes, avec une partie du Piémont, Parme, etc., ce serait le plus désirable. »

(5) Lettre du 18/30 avril 1804 (A. S.) : « Qu'ai-je trouvé en arrivant à Rome au

Bonaparte, pour éviter une négociation avec l'Espagne, offrait ensuite, au lieu du Siennois (1), « l'Etat de Lucques, Massa-Carrera et les deux bailliages ou enclaves toscanes, qui se lient à Massa-Carrera, en y ajoutant la partie qui sépare l'Etat de Lucques de ces deux bailliages », ce qui paraissait plus avantageux que le Siennois (2).

J. de Maistre, dès son arrivée à Saint-Pétersbourg, avait multiplié les démarches pour faire accroître ces concessions territoriales, pour obtenir une « indemnisation moins disproportionnée » (3). Sa grande ambition, son « bélier » était de faire accorder au roi le territoire de Gênes, qui n'était pas encore réuni à la France (4) : il y pensait constamment, il en parlait toutes les fois que l'occasion lui en était offerte (5). Et son idée, conforme d'ailleurs à la politique d'extension de la Maison de Savoie (6),

mois de mars de l'année dernière ? La cruelle lettre de M. le comte de Woronzoff portant en termes assez désagréables : « Sienne ou rien. » Qu'ai-je trouvé en arrivant ici, au mois de mai ? La même proposition, avec des figures passablement froides...

(1) Corresp. de Nap., t. VIII. Lettre au général Hédouville, ambassadeur de la République à Saint-Pétersbourg, 25 ventôse an XI/16 mars 1803 : « ... Nous venons de proposer à M. de Markoff un arrangement relatif au roi de Sardaigne, et, pour une prompt conclusion, au lieu du Siennois, qui exige une négociation préparative avec la cour d'Espagne, nous avons offert de lui procurer, etc... »

(2) *Id.*, *id.* « Cette partie peu considérable appartient à la République italienne et était une dépendance de Modène. Le tout forme 500,000 francs de plus que la Siennois et les Présides. L'état est plus complet, les établissements plus préparés et le pays meilleur... »

(3) Note au chancelier Woronzoff, du 26 juill./7 août 1803. — Note du 8/20 sept. 1803. (A, S.)

(4) La réunion de Gênes à l'Empire français est de juin 1805.

(5) Lettre du 22 juill./3 août 1804 (A. S.) : « J'ai eu l'honneur de vous mander toutes mes pensées sur Gênes : c'est mon *bélier*... Sans doute il aurait mieux valu demeurer tranquille à notre place ; mais, puisque le mal est fait, il ne nous reste qu'à spéculer sur les moyens de nous tirer de là, même avec avantage. Or il n'y a rien d'égal à Gênes... »

Cf. Lettre du 22 oct./3 nov. 1804 : « Je parle hautement d'un grand établissement, et, en particulier, de Gênes... Il faut préparer les esprits, dire, redire, revenir à la charge. »

Cf. Encore la lettre du 18/30 août 1803 : « Un soir que j'étais absorbé dans mes méditations, au point de ne savoir pas même où j'étais, une dame vint me demander brusquement : qu'avez-vous ? — Je lui répondis : « Je suis amoureux ; » et, en effet, je ne mentais pas, car je brûle réellement d'amour pour la rivière de Gênes et pour d'autres dames encore. »

(6) *Correspondance de Napoléon*, T. III. Lettre au directoire exécutif, Montebello, 11 prairial an V., 30 mai 1797. « J'ai fait demander au roi de Sardaigne si je pouvais disposer de ses troupes pour agir contre Gênes ; non-seulement il y a consenti, mais il en paraissait satisfait. »

faisait doucement son chemin : le prince Czartoryski adoptait, dans l'hypothèse d'une restauration, le projet d'unir Gènes au Piémont (1), et, pour le moment, était d'avis de réclamer énergiquement une indemnité sérieuse pour le roi de Sardaigne (2). J. de Maistre put croire, un moment, que ses efforts allaient avoir un plein succès (3). Aussi, d'accord avec sa cour, il repoussait énergiquement la nouvelle offre, que faisait Bonaparte, de donner la République des Sept-Iles à Victor-Emmanuel, peut-être il est vrai, dans l'espoir de le brouiller avec la Russie (4). Enfin, il avait su si vivement intéresser la chancellerie russe au sort de son maître, que le prince Czartoryski n'en était plus à dire : « Et que nous importe à nous le roi de Sardaigne ? » mais songeait à dédommager superbement de ses vicissitudes le souverain du Piémont (5).

Mais tous ces efforts de J. de Maistre étaient en pure perte. Il avait beau montrer à sa cour que la restitution du Piémont ne serait nullement avantageuse, que le Roi y serait réduit à une sujétion déshonorante (6), que, d'ailleurs, cette restitution était absolument impossible, tant que subsisterait l'empire napoléo-

(1) Czartoryski, *Mém.*, II, p. 62. *Article pour l'arrangement des affaires de l'Europe, à la suite d'une guerre heureuse* (1804) : « Le Piémont sera rendu au roi de Sardaigne avec Gènes et une partie de la Lombardie, ce qui formera une puissance intermédiaire et respectable, et qu'il est de l'intérêt de la Russie de consolider autant que possible... » C'est presque l'idée de J. de Maistre (lettre du 25 sept./7 oct. 1803) « ...Dans cet état de choses, il faut insister sans relâche sur la nécessité d'établir une puissance militaire en Italie, entre la France et l'Autriche... »

(2) *Id.* II, p. 23 et s. Lettre de Czartoryski à Woronzow, 25 mai 1804 : « Si l'on parvenait à faire évacuer le royaume de Naples, donner une indemnité au roi de Sardaigne et libérer le Hanovre. »

(3) Lettre du 22 juill./3 août 1804 (A. S.) « Dans une lettre que notre grand ami, le duc de Serra-Capriola, a reçue de Naples, il est dit expressément : « On assure que S. M. Sarde recevra à titre d'indemnisation la République de Gènes et même d'autres pays. » Je ne prends point cela pour parole d'Évangile... Je n'en suis pas moins charmé de voir que cette idée se répand et s'accrédite véritablement... »

(4) Lettre au prince Czartoryski, 27 nov/9 déc. 1804, (A. S.) : « Buonaparte offre la République des Sept-Iles... Le Roi ne veut ni les Sept-Iles, ni rien de semblable... Il est prêt à négocier, mais jamais directement... »

(5) Czartoryski, *Mém.*, II, 29-30. *Instructions secrètes à M. de Novosilhow allant en Angleterre*, 11 sept. 1804 : « Le roi de Sardaigne, envers lequel la Russie et l'Angleterre ont contracté des engagements, ne saurait être oublié dans la conduite et l'arrangement des affaires d'Italie... La sûreté de l'Europe exige qu'il soit non-seulement rétabli dans ses Etats, mais que son partage devienne aussi considérable que possible. »

(6) Lettre du 25 sept./7 août 1803, citée plus haut.

nien (1) ; on lui donnait toujours de nouvelles instructions pour conserver au moins une partie du Piémont (2), on lui vantait la fidélité piémontaise (3), on s'obstinait dans de chimériques espérances. En vain, il prouvait qu'il fallait accepter n'importe quel territoire italien, que « la grande affaire est de se placer d'une manière décente et tolérable, en attendant d'autres événements » (4) ; on lui faisait observer, sans répondre à la question, « que le Grand Duc n'a eu que la moitié de ce qu'on lui avait promis » (5). C'est avec aussi peu de succès qu'il conseillait de sacrifier le présent à l'avenir (6), l'amour-propre personnel à l'intérêt de la dynastie (7). La cour de Victor-Emmanuel était incapable de comprendre la politique brillante du grand théoricien, qui, cette fois, montrait la fine perspicacité de l'homme d'Etat. Prince italien, n'étant étranger dans aucune partie de l'Italie (8), le roi de Sardaigne avait tout intérêt à s'établir dans un territoire italien autre que le Piémont : c'était, pour lui, le moyen d'accoutumer d'autres races à sa domination (9) ; Gênes, par exemple, serait « le point d'appui unique, décisif, d'où la

(1) Lettre et opuscule, I. juillet 1802 et 1806 : « Depuis la bataille de Marengo la restitution a cessé d'être possible... »

(2) Lettre du 25 sept./6 oct. 1803 (A. S.) : « Vous me communiquez encore de nouvelles idées sur les moyens de conserver le Piémont, tandis que je vous ai fait connaître, depuis deux mois, qu'il n'y faut plus penser (du moins dans ce moment). »

(3) Lettre du 18/30 avril 1804 : « A l'égard du Piémont, je crois avoir suffisamment approfondi la question. Cependant, j'y reviendrai à cause de vos dernières dépêches. Personne, assurément, ne rend plus de justice que moi à la fidélité et au bon sens piémontais. Nul doute que la majorité de ce peuple ne soit de tout son cœur pour son légitime souverain. Mais qu'est-ce que cela fait à la question, je vous en prie ? »

(4) Lettre du 26 sept./8 oct. 1808 (A. S.). — Il disait de même en 1808 (Blanc, *Mém.*, p. 309) : « Il ne s'agit que de régner ; bien si l'on peut, mal si c'est nécessaire : mais il faut régner. »

(5) *Id.* A quoi J. de Maistre répliquait : « Hélas ! Monsieur, si l'on donnait à S. M. dix millions de revenus et un million de sujets, ce ne serait pas la moitié de ce qu'il avait ; et ce serait cependant dix fois plus que ce qu'il allait forcément et tristement accepter... »

(6) Lettre du 18/30 avril 1804 (A. S.) : « La chose du monde dont je prie le plus instamment S. M. de se garder, c'est de sacrifier à l'utilité du moment. C'est, au contraire, ce présent qui doit être sacrifié à l'avenir. »

(7) Lettre du 26 nov./7 déc. 1804 (A. S.) : « Si des chances imprévues amenaient l'offre d'un établissement plus brillant, V. M., privée de la faculté du choix, pourrait se consoler de son déplaisir personnel par l'intérêt de la dynastie... »

(8) Mémoire du 17/29 déc. 1812 (Corr. dipl., I, p. 185.)

(9) Lettre du 25 sept./7 oct. 1803 (A. S.) : « Il faudrait que la Maison de Savoie montât intérimalement sur un trône italien quelconque *hors du Piémont*, et qu'elle accoutumât ces races italiennes à sa domination. »

Maison de Savoie peut s'élancer plus haut que jamais (1) ». Et, au jour de la Restauration, le Roi « rentrerait en Piémont, *et il garderait Gênes* (2) ». Bien plus, il pourrait peut-être profiter des événements accomplis ; être prêt « au moment où la République italienne tombera (3) ». Qui sait même si l'on n'aurait pas à désirer la conquête de la Sardaigne par Bonaparte (4) ? Cette île ne pourrait-elle pas, plus tard, servir de prétexte à de grandes compensations territoriales dans la péninsule (5) ? Et l'on verrait ainsi la Maison de Savoie « remonter à la hauteur qui lui convient (6) ».

Ces idées, ce style, cet accent effraient les pauvres têtes de la cour de Sardaigne ; le cabinet *était surpris* (7). Et l'on en restait, malgré l'insistance de J. de Maistre, à la politique de la peur (8). On se refusait à agir, on laissait échapper les occasions qui se présentaient, d'obtenir une compensation raisonnable (9). On continuait à vivre au jour le jour, mendiant çà et là quel-

(1) Lettre du 22 juill./3 août 1804.

(2) Lettre du 22 oct./3 nov. 1804.

(3) Lettre du 25 sept./7 oct. 1803 : « ... qu'elle accoutumât ces races italiennes à sa domination, afin qu'elle fût prête au moment où la République italienne tombera. »

(4) Lettre du 11/23 mars 1804 (A. S.) : « Pensez-vous que je ne sente pas parfaitement la douleur momentanée et très juste que la conquête de cette île causerait à S. M. ? Il n'en est pas moins vrai que, dans l'ordre général des choses, cette conquête ne signifierait rien, et deviendrait même fort utile... »

(5) Lettre du 11/23 mars 1804 (Arch. di St.) : « Il est fort avantageux que Buonaparte prenne ouvertement possession des pays auxquels il laisse aujourd'hui une indépendance apparente. Car d'abord, il peut éveiller ainsi plus aisément les dormeurs ; et en second lieu, il est très important pour les intérêts de S. M. que les villes principales qui l'entourent deviennent des villes françaises purement et simplement, de manière qu'elles puissent être *restituées, données, échangées librement contre des pays de conquêtes*. Le moment présent n'est rien ; nos regards ne doivent se porter que vers l'avenir, et c'est sur ce principe que je me suis appuyé dans mes raisonnements sur la Sardaigne... » — Cf. lettre du 18/30 août 1803 (*id.*) : « ... Tandis que son auguste Maison régnait à Turin, elle pouvait bien durer pour notre bonheur, mais pas trop s'agrandir. Au contraire, cette souveraineté particulière étant brisée, l'ébranlement général et l'équilibre qui se formera un jour peuvent très aisément appeler la Maison de Savoie à des possessions plus vastes et plus importantes. »

(6) *Id.* : « La réunion de ces pays peut, sans doute, causer quelque surcroît d'embarras à S. M. Mais elle n'aplanira pas moins la route à sa Maison pour remonter à la hauteur qui lui convient. »

(7) Lettre du 9 juin 1808. N. S. (A. S.)

(8) *Id.* : « Ce que je vous demande en grâce, c'est de vous défendre des inspirations de la peur, qui nous a fait tant de mal depuis quinze ans.

(9) Lettre du 18/30 août 1803 (A. S.) : « Votre Majesté a vu que l'occasion décisive n'a pas été saisie... »

ques subsides, attendant d'une guerre heureuse le retour de jours meilleurs.

La cour de Sardaigne frappait, pour ainsi dire, à toutes les portes, pour obtenir un peu d'argent. De bonne heure, elle parvint à se faire donner des subsides annuels par la Russie, l'Angleterre, même le Portugal : 75,000 roubles de la première, 10,000 livres sterling du cabinet de Londres, 25,000 croisés ou *crociati* de la cour de Lisbonne(1). Le comte de Front réussit à faire augmenter le subside anglais(2). J. de Maistre travailla à obtenir de nouvelles pensions ; il comptait sur la générosité de la Suède(3), sur celle du Danemark(4) ; même il espéra décider la Prusse à accorder quelque chose, en lui faisant entrevoir le plaisir qu'en éprouverait la Russie(5). Mais les plus fortes sommes furent données par la cour de Saint-Petersbourg.

Presque aussitôt après son arrivée, J. de Maistre s'efforça d'amener la chancellerie russe à fournir un subside extraordinaire. L'ambassadeur napolitain, le duc de Serra-Capriola, l'aida dans ses démarches(6). Ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à faire envoyer en Sardaigne un secours exceptionnel de 37,000 roubles (7). Plus tard encore, et comme témoignage d'estime et

(1) D'après Bianchi, IV, p. 467, — J. de Maistre (lettre du 7/19 déc. 1814) parle de « 72,000 roubles, régulièrement payés en deux semestres (avril et octobre).

(2) Lettre du 22 juill./3 août 1804 (A. S.) : « Je suis ravi de l'augmentation de subside obtenu à Londres. »

(3) *Mémoire écrit par le Roi*, 10 septembre 1803. Annexe (A. S.) : « Note des articles sur lesquels on est dans le cas de répondre au comte Maistre : 1° sur le secrétaire dont il dit ne pouvoir se passer... 4^b Comment il doit se payer de ses appointements sur le subside... 7° Subside à demander aux rois de Suède et de Danemark. » — Lettre de J. de Maistre du 27 nov /9 oct. 1803 (*id.*) : « Il ne me reste qu'à vous prier de mettre aux pieds de S. M. mes plus vifs remerciements sur l'approbation flatteuse qu'elle daigne donner à ce que mon faible zèle avait entrepris pour ce subside de Suède... » — Lettre du 4/16 juin 1804 (A. S.) : « Ne croyez pas que j'oublie les objets dont je ne vous parle pas. Tel est, par exemple, le subside de Suède, que je n'ai jamais perdu de vue... Il en est de même de l'autre subside.

(4) Lettre du 12/24 fév. 1804 (A. S.) : « Je n'ai aucun moyen d' (en chiffres) attaquer le Danemark, du moins dans ce moment ; attendons les réponses de (en chiffres) Suède et de Prusse. »

(5) Lettre du 26 mai/5 juin 1804 (Blanc, *Mém.*, p. 113.)

(6) Lettre du 26 nov./7 déc. 1804 : « Je manquerais à toutes les lois de la justice et de la reconnaissance, si je ne disais pas à Votre Majesté que M. le duc de Serra-Capriola m'a secondé, dans cette affaire, avec un zèle que je ne puis assez reconnaître... »

(7) *Id.* : « J'ai l'inexprimable satisfaction d'apprendre à Votre Majesté que j'ai enfin obtenu pour Elle le subside extraordinaire de 37,000 roubles... » — Mais il s'est trop hâté. En P. S. : « le subside ne sera peut-être que de 20,000 rou-

d'affection à l'égard de J. de Maistre, l'Empereur accorda une somme de « 96,000 livres de France (1) ». Une autre fois enfin, J. de Maistre put faire parvenir à son roi 2,000 guinées (2).

C'étaient là des démarches pénibles, dont J. de Maistre se consolait, à vrai dire, par le succès (3), mais dont sa cour le récompensait par d'âpres chicanes, par de ridicules soupçons. Ainsi, c'est à lui personnellement que le tzar entendait accorder l'un de ces secours (4) : de Maistre, toujours fidèle, s'empressait d'envoyer l'argent à Cagliari ; et voilà qu'on lui cherchait querelle sur une prétendue omission de 2000 roubles (5).

Autant eût-il valu le rendre responsable des mécomptes que causaient parfois ces subsides à la cour de Sardaigne. L'argent expédié n'arrivait pas toujours exactement : on en venait à suspecter les banquiers qui servaient d'intermédiaires (6). On était surtout victime du change : en 1809, le rouble de Russie ne vaut

bles. » — Peut-être même ne sera-t-il pas accordé (lettre du 23 déc. 1804/4 janv. 1805) : « Votre Majesté pourrait-elle croire qu'il ne m'est pas possible encore de lui apprendre quelque chose de sûr au sujet du subside extraordinaire ? Quatre syllabes m'auraient comblé de joie... Les apparences (je ne dis rien de plus) sont pour les 37,000 roubles... » Dans la lettre du 7/19 déc. 1814, où il rend ses comptes, il écrit : « De plus, j'ai envoyé, par extraordinaire, une première fois 36,000 roubles ; une seconde fois, 96,000 livres de France ; une troisième fois enfin, 400 louis, moins une petite défalcation. »

(1) Lettre du 9/21 fév. 1815.

(2) Lettre du 12/24 août 1809 (A. S.) : « J'ai profité des facilités que me donnait la complaisance du gouvernement pour faire parvenir directement à S. M. 2,000 guinées qui étaient à ma disposition. »

(3) Lettre du 7/19 déc. 1814 (A. S.) : « Ces trois sommes me coûtèrent dans le temps beaucoup de mouvement, d'ennuis et de dégoût même. Mes relations personnelles ayant eu beaucoup d'influence sur la principale, je fus transporté de joie dans un moment difficile, au point qu'un ministre ami me dit en riant : « En vérité, je crois que vous perdez l'esprit. »

(4) Lettre du 9/21 fév. 1815 (citée en partie par Blanc, corr. dipl. II) : « L'ordre de S. M. I, étranger à toutes les formes judiciaires et même ministérielles, enjoignait directement au trésorier général de me compter cette somme *pour en disposer comme je l'entendrais* : je l'envoyai à Cagliari... » Un ministre lui demanda ce qu'il avait fait de cette somme, puis « il tourna les talons en me disant : *Vous êtes bien fou.* »

(5) *Id.* « A Dieu ne plaise, M. le comte, que je me fasse un mérite de n'avoir pas compris ce que je ne devais pas comprendre ; cependant, je vous prie de vous rappeler fortement cette anecdote et quelques autres encore, de vous rappeler en même temps l'imputation des 2000 roubles prises *après 13 ans et avec permission*, et je vous prie enfin, M. le comte, de vouloir bien faire cette expérience devant une glace. »

(6) Lettre du 12 mai 1809 (A. S.) : « J'ai vu avec le plus grand chagrin que, depuis très longtemps, M. Torlonia n'a pas fait parvenir un écu à V. M. de toutes les sommes qu'il a entre les mains, entr'autres les 95,000 francs en bel argent sonnante qu'il a reçus, il y a bientôt un an, pour le prix des deux vais-

guère plus qu'une livre de Piémont (1) ; en 1811, il est à douze ou treize sous (2), il tombe encore en 1812, au point que le subsidé est réduit à très peu de chose, et que J. de Maistre peut se demander, non sans bizarrerie, d'ailleurs, s'il n'y a pas quelque ridicule à continuer de l'accepter (3).

Si faibles fussent-ils, ces subsides permirent à Victor-Emmanuel d'attendre la restauration. Il avait tout d'abord pensé qu'il n'en aurait pas longtemps besoin : et, de son côté, J. de Maistre, tout en reconnaissant la nécessité de ces sollicitations de subsides (4), désirait vivement les voir bientôt cesser (5), sans doute par un arrangement avec la France. A la cour de Sardaigne, on avait pleine confiance dans la fin prochaine de tous les malheurs : on escomptait à l'avance non une transaction avec Bonaparte, mais les victoires probables de la troisième coalition.

J. de Maistre était bien obligé de partager ces espérances, d'affecter, lui aussi, une certaine confiance dans la guerre que les grandes puissances se disposaient à commencer contre Napoléon (6). Ce n'était pas, cependant, sans risquer quelques réserves. Il n'avait guère d'illusion sur la générosité des amis de

seaux. Il ne manquera pas d'alléguer la prudence. Mais je n'y croirai que dans le cas où il tiendrait compte à la caisse de V. M. de l'intérêt de toutes ces sommes, ce qui ne me paraît pas excessivement probable. » — Le duc de Torlonia, banquier à Rome, s'expliqua et envoya un certificat d'honnêteté. Lettre du 12/24 août 1809 : « J'ai reçu de M. Rall : 1^o l'extrait d'une lettre de M. Torlonia du 3 juin, portant que le retard des fonds, depuis un certain temps, met les respectables receveurs dans un terrible embarras, qu'il s'est prêté encore une fois à les en tirer en leur en faisant l'avance, etc. 2^o une déclaration en langue italienne que j'ai l'honneur de vous copier mot à mot ; « Io dichiaro che il signor Duca Marino Torlonia, Banchiere in Roma, mi ha sempre puntualmente e spontaneamente sborsato i trimestri della mia pensione. »

(1) Lett. S. O. p. I. déc. 1809.

(2) Lettre du 24 mai/5 juin 1811 (A. S.) : « V. M. trouvera dans le paquet ci-joint à peu près la banqueroute, puisque le rouble ne vaut plus que 12 ou 13 sous. Le subsidé est totalement dévoré ou peu s'en faut. J'en suis désolé. »

(3) Lettre du 27 mai/8 juin 1812.

(4) Lettre du 18/30 août 1803 (A. S.) : « Il faut surtout songer aux subsides pour atteindre le nouvel établissement plus ou moins éloigné... »

(5) Lettre du 8/20 sept. 1803 (A. S.). Copie d'une note au chancelier Woronzow : « Si ce plan pouvait s'effectuer, le Roi n'aurait plus besoin de ses amis que pour le temps nécessaire à son établissement. . »

(6) Lettre du 28 mai/9 juin 1803 : « Ce qui est évident, c'est que la guerre qui vient d'éclater nouvellement offre tout à la fois quelques nouveaux dangers de circonstance, et beaucoup plus de chances favorables pour V. M... Quelles seront les suites de ce nouvel embrasement ? C'est ce que nul homme ne peut prévoir ; mais, ou tout est perdu, et l'univers est français, ou V. M. peut concevoir de nouvelles espérances... »

la Sardaigne ; ils feraient d'abord la guerre pour eux-mêmes, et, quand ils en auraient tiré les meilleurs avantages, peut-être songeraient-ils, par surcroît, au roi Victor-Emmanuel (1). Sans doute, la déclaration de guerre pouvait donner quelques nouvelles espérances à la Maison de Savoie, découragée depuis la paix d'Amiens (2). Mais, seule, l'Angleterre ne pouvait pas grand-chose, et la Russie était encore, en 1804, d'abord peu disposée à prendre les armes, puis encore fort méfiante à l'égard de l'Angleterre (3).

Les événements qui suivirent la mort du duc d'Enghien semblèrent donner raison à la cour de Cagliari. Alexandre, qui, déjà auparavant, avait sommé Bonaparte de tenir ses promesses (4), rompit avec la France : le conseil de l'Empire décida que l'Empereur « n'avait aucune raison de cacher ses justes regrets à l'occasion de la mort du duc d'Enghien (5). » Et la Russie se prépara hâtivement à la guerre (6), surtout après la réponse cruelle du premier Consul à la protestation d'Alexandre (7).

(1) Lettre du 9 juin 1803 (V. S.) : « On ne fera certainement ni la guerre ni la paix pour nous ; mais, la guerre se faisant par les autres et *pour les autres*, il y a toute apparence qu'on ne nous oubliera pas une seconde fois. »

(2) Blanc, *Mém.*, p. 94.

(3) *Id.*

(4) Lettre du 5 août 1803 (Blanc, *Mém.*, p. 98).

(5) Czartoryski, *Mém.*, t. II, p. 6, 11, 12. *Opinion énoncée au conseil* le 5 avril 1804 : « Le gouvernement français n'a pas tenu les engagements les plus solennels qu'il avait pris envers la Russie ; et nos instances maintes fois répétées, fondées sur ces engagements en faveur des princes auxquels l'Empereur s'intéresse, n'ont eu jusqu'à présent aucun effet... Le comte Kotchubey, en partageant l'avis précité, développa les avantages qui en résulteraient. » Cf. t. I. p. 61 : « Seul, le comte Romantzow, alors ministre du commerce, s'opposa à la rupture avec la France. »

(6) *Ibid. ibid.* : « Le comte Kotchubey développa les avantages qui en résulteraient, en ne perdant pas un instant pour agir auprès des cours de Vienne et de Berlin, à l'effet de les tirer de leur léthargie, pour donner le temps à des renforts d'arriver à Corfou, pour s'expliquer, avec l'Angleterre, sur les mesures communes à prendre, afin de garantir l'empire Ottoman et le royaume de Naples, enfin pour prévenir à temps LL. MM. Sicilienne, Sarde et Danoise des dangers qu'elles vont courir. »

(7) Czartoryski, I. p. 373 : « La réponse ne se fit pas longtemps attendre. Elle fut acerbe et injurieuse. M. de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères, afin de prouver l'inconvenance de la démarche russe à l'occasion de l'exécution du duc d'Enghien, rappelait que, lors de la mort de l'Empereur Paul, la France ne s'était pas crue autorisée à demander aucune explication. — *Id.* t. II. p. 23. Lettre à Woronzow 29 mai, 1804 : « Je n'ai que le temps de dire à V. E. que l'avis personnel de l'Empereur est que, dans ce moment, il ne lui convient plus de conserver ses relations avec la France, excepté si elle consent à remplir ses engagements avec nous relativement à Naples, au roi de Sardaigne et à l'Alle-

Ces bruits de guerre ne pouvaient que réjouir la cour de Cagliari. Dans sa naïve confiance en la victoire prochaine, elle se croyait à la veille d'être ramenée en Piémont ; elle demandait à son ambassadeur à Pétersbourg de s'enquérir des intentions de la Russie à cet égard (1). Certes, la Russie paraissait décidée à soutenir les revendications du roi de Sardaigne (2). Mais la guerre n'était pas encore certaine : Alexandre était hésitant (3), les Anglais continuaient leurs intrigues (4) ; et J. de Maistre pouvait assurer son roi que le grand intérêt qu'on prenait à la Sardaigne ne suffirait pas à empêcher une transaction entre la France et la Russie (5).

Lorsque la guerre devint inévitable, Victor-Emmanuel ne mit pas en doute qu'une expédition dans le nord de l'Italie, avec le concours, non plus des Autrichiens, mais des Russes seuls (6),

magne ; qu'après la réponse inconvenante qui vient d'être donnée à Paris, ce n'est qu'autant que le lien des alliés pourra être atteint que S. M. peut sacrifier son juste ressentiment . » — Cf. lettre de J. de Maistre du 24 mai/5 juin 1804 : « Il est dit, dans une note remise au chancelier... que, si Alexandre voyait à deux milles de la frontière un des assassins de Paul 1^{er}, il ne manquerait pas de le faire arrêter. Vous sentez le coup... »

(1) Lettre du 29 avril/9 mai 1804 (A. S.) (Au chev. de Rossi) : « Pendant que la guerre durera, il n'y a pour nous aucun espoir de restauration. Voilà le mauvais côté de notre position... Vous voyez donc que toute question sur le Piémont est prématurée et tout à fait dépourvue de base... »

(2) Czartoryski, *Mém.*, II, 6-11-12 : « Une idée naturelle qui se présente, c'est de faire, en cette occasion, un dernier effort en faveur des princes qui vont être, dans le premier moment, abandonnés à la merci de Bonaparte, et, pour leur prouver encore tout l'intérêt que S. M. I. prend à leur sort, de lui proposer, comme seule réparation acceptable et comme condition indispensable du maintien des relations entre la Russie et la France, d'accorder sur-le-champ le dédommagement promis au roi de Sardaigne, d'évacuer immédiatement le royaume de Naples... »

(3) 24 mai/5 juin 1804 : « Pour la guerre, Bonaparte file doux ; on ne craint point la guerre ; cependant, on ne la désire pas. » Cf. lettre du 22 juin/3 juillet 1804 : d'après lui, la Russie ne tardera pas à reconnaître Bonaparte.

(4) Lettre du 29 mai/10 juin 1805 : « Déjà les Anglais avaient commencé à prendre ombrage contre les progrès des Russes... »

(5) 29 avril/9 mai 1804 (A. S.) : « Si l'on était obligé de transiger avec la France (victorieuse), et qu'elle s'obstinât à garder le Piémont en offrant des indemnités, je vous le dis franchement, monsieur le chevalier, je ne crois pas que nos grands amis consentissent à tirer un coup de fusil de plus pour mettre le mot de restitution à la place de celui d'indemnisation. » — Cf. lettre du 8/20 avril 1805 (*id.*) : « La Russie et l'Angleterre même ne savent pas ce qu'elles peuvent faire pour Votre Majesté. Comment pourraient-elles promettre, n'ayant aucune certitude de tenir ? Le plus fort et le plus heureux donnera la loi. »

(6) 26 nov./8 déc. 1804 (A. S.) : « Ce n'est pas que le prince (Czartoryski) n'ait, ainsi que moi, de violents doutes sur cette expédition d'Italie faite sans les Autrichiens. Mais, quand on a fait ce que la prudence ordonne, il faut laisser quel-

ne lui rendit, comme autrefois la campagne de Souwarow, ses domaines continentaux. Il demandait même le commandement de cette expédition (1). J. de Maistre avait moins de confiance dans les armes, dans l'effort des deux empereurs de Russie et d'Allemagne (2), et il se demandait avec anxiété « si l'intelligence et l'impétuosité française ne sauront pas le prévenir en attaquant, avant, avant que tout soit prêt (3). »

Les campagnes de Bavière et de Moravie, Ulm et Austerlitz, donnèrent à cette question une terrible réponse. L'écrasement de l'Autriche, la retraite des Russes, marquaient le triomphe définitif de la France, « le commencement d'un nouveau droit public en Europe (4) ». Il n'y avait plus personne, en Europe, qui pût arrêter Napoléon (5).

La Maison de Savoie avait été, elle aussi, vaincue, pour ainsi dire, à Austerlitz; c'était sa déchéance irrévocable du Piémont (6). Bien plus, tout le fruit des négociations antérieures pour une « indemnisation » territoriale était complètement perdu. Il était trop tard, sans doute maintenant, pour aborder Napoléon, comme l'avait souvent conseillé, comme le conseillait encore J. de Maistre (7). Napoléon refusait toute indemnité en Italie (8). On pouvait même craindre qu'il ne voulût en finir

que chose au hasard. Il est vrai que Votre Majesté devra s'entendre avec les Russes. »

(1) *Id.* : « Ce qui est très sûr, c'est que l'ambition royale de Votre Majesté sera parfaitement satisfaite ; car Elle commandera certainement l'expédition... »

(2) Lettre du 8/20 nov. 1805 : « Il paraît que l'effort sur l'Italie sera violent, du moins, je ne puis douter de la volonté des deux empereurs sur ce point... »

(3) *Id.*

(4) Blanc, *Mém.* Lettre de déc. janv. 1805-1806.

(5) *Id.* « Tout me porte à croire que la partie était fort inégale, et que l'homme qui doit être opposé à Buonaparte n'existe pas plus ici qu'ailleurs, ou ne se montre point encore... »

(6) Lett. et op., mai 1808.

(7) Lettre du 4/16 janv. 1806 au comte de Front (A. S.) : « Après les déclarations claires et nettes que Votre Excellence a vues, je m'avisai, ne sachant plus quelles cordes toucher, de demander s'il ne serait point à propos, dans l'état actuel des choses, d'aborder Bonaparte, pour tâcher de l'adoucir un peu à l'égard de notre maître. Jusqu'à présent, nous nous sommes tenus passifs sous le bouclier de la Russie et de l'Angleterre. Peut-être que, dans ce moment, il serait à propos d'agir par nous-mêmes... »

(8) *Id.* « La perte du Piémont était aussi certaine, il y a trois ans, que, dans ce moment, et je n'ai rien oublié pour préparer S. M. à ce sacrifice douloureux, jamais la Maison de Savoie ne pouvant être remise à sa place que par la France. Mais le refus de toute indemnité en Italie fait pâlir ; et quoique je me fusse représenté mille fois ce dernier coup comme très possible, cependant, il m'a trouvé sans défense, et je manque de force pour le supporter. » — Napoléon

bientôt avec le roi de Sardaigne : quelques expressions outrageantes, dont il s'était servi à l'égard de la Maison de Savoie, lors des négociations de Presbourg, ne témoignaient que trop de la persistance de son animosité (1). Or, des rapports confidentiels l'assuraient que l'état moral de l'île de Sardaigne était favorable à une expédition française (2) ; et, d'ailleurs, il convenait de se hâter pour empêcher d'y débarquer les Russes (3) et surtout les Anglais, qui, depuis 1804, visaient à s'y établir (4), qui, déjà, règnaient en maîtres, en tyrans même, dans les ports de l'île (5). Napoléon donna l'ordre de préparer, pour le mois de mai 1806, une expédition contre la Sardaigne (6). En même

écrivait au prince Eugène (corresp., XII, 22 avril 1806) : « Mon intention n'est pas d'appeler aucun Italien ni aucun Vénitien aux duchés, qui doivent être la récompense exclusive de mes soldats... »

(1) Bianchi, IV, p. 434. Dépêche du chevalier Rossi au comte de Maistre : 13 juin 1806, Naples : « Par ordre exprès de S. M. le Roi, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les clauses du traité de Presbourg et les expressions outrageantes dont il s'est servi envers la Maison de Savoie... »

(2) Arch. nat. AF. IV, 1700. Le général Morand, command. en chef la 23^e division militaire à S. E. le ministre de la guerre. Bastia, 8 avril 1806 : « D'après l'arrivée du roi de Sardaigne, sur des vaisseaux russes, à Cagliari, qui eut lieu le 17 fév. dernier, je crus, pour mettre Votre Excellence à même de soumettre des observations au gouvernement sur les bruits qu'on répandait, devoir y envoyer une personne affidée qui pût me faire connaître ce qui se passait de plus intéressant dans l'île. Sans parler des partisans français qui sont en pluralité dans l'île, le peuple sarde ne supporte qu'avec la plus extrême impatience son gouvernement actuel. Sur sa population d'environ 500,000 âmes, 1,500 au moins succombent, par an, sous le fer des assassins, que ce gouvernement usé et sans force morale ne sait ni ne peut plus punir, ainsi qu'une quantité de voleurs qui infestent l'Italie. »

(3) Arch. nation. A. F. IV. 1700. Lettre du général Morand : « Aucuns préparatifs n'ont été faits jusqu'à présent pour recevoir les troupes auxiliaires russes ou anglaises qu'on assurait y devoir arriver incessamment.. »

(4) Bianchi, IV, p. 454 : « Sin dall' anno 1804 era stata opinione caldeggiata dell' ammiraglio Nelson, che la Gran Bretagne, per diventare vera dominatrice del Mediterraneo, doveva farsi padrona della Sardegna... » D'après *The Island of Sardinia* London, Bentley 1849.

(5) *Id.* « Il contegno insolente e dispotico del Governo inglese verso la sovranità territoriale del re Vittorio Emanuele I nelle Sardegna, giunse a sorpassare tutti i limiti del possibile. Gli Inglesi non erano contenti al dare la caccia ai legni nemici in alto mare, ma correvano sopra di essi entro le rade sarde, penetravano da padroni nei porti ad inseguirli a colpi di cannone, e rasentavano i litorali, traendo contro le navi che rifuggivano alla protezione del territorio sardo... Alla sovranità del Re sardo alleato i capitani delle navi britanne, e gli agenti consolari inglesi mostravano di non avere alcun rispetto... » D'après les documents des Arch. d'Etat de Turin, *Lettere Ministri*. Mazzi 103 à 106.

(6) *Corresp. de Napoléon*, XII. 26 avril 1806. Lettre au vice-amiral Decrès : « Si le roi de Naples s'empare de la Sicile, il ne restera plus aux Anglais que de s'emparer de la Sardaigne. D'un autre côté, la prise de la Sardaigne me rendra

temps il invitait le Pape à chasser de ses Etats les agents des puissances ennemies de la France, et tout d'abord les agents sardes (1).

Jamais, encore, Victor-Emmanuel n'avait couru de plus sérieux dangers, d'autant plus que le concours de la Russie devenait fort incertain. Tandis qu'il continuait à se faire illusion sur sa situation véritable et qu'il recommandait à son ambassadeur à Pétersbourg d'insister auprès du tzar pour l'obtention de territoires en Toscane (2), J. de Maistre ne se méprenait nullement sur l'attitude de la Russie qui pouvait donner lieu aux craintes les plus sérieuses : il pressentait la vanité de ses démarches, de ses combinaisons diplomatiques (3) et ses « terreurs » n'étaient que trop justifiées par les négociations qu'avait commencées, à Paris même, le ministre russe Oubril (4). Il pouvait, à bon droit,

plus facile la prise de la Sicile. J'aurais donc le projet de m'emparer de la Sardaigne, à la fin de mai. Pour cela, j'ai besoin d'une escadre et de quelques flûtes qui puissent embarquer 6000 hommes et 300 chevaux à Toulon. Il faut que tout soit fait dans 5 ou 6 jours ; sans quoi, si l'ennemi est instruit que l'on prépare un armement à Toulon, il viendra le bloquer. Je crois qu'il y aurait trop de danger pour une escadre d'aller à Cagliari. Je conçois donc qu'elle devrait aller droit à Porto-Conte et y débarquer 6000 hommes ; et en même temps 3000 hommes, qui sont en Corse, passeraient le détroit sous la protection des bricks et frégates de l'escadre. Le détroit n'est que de trois heures de passage. Au bout de 24 heures, mon expédition serait maîtresse de Sassari et de tout le nord de la Sardaigne ; peu de jours après, elle serait maîtresse de Cagliari. Le roi de Sardaigne n'a point de troupes. Les Anglais n'auraient pas le temps d'être prévenus, et d'ailleurs, ils n'ont point de troupes. Les Russes n'ont point de troupes : ils en ont besoin à Corfou et aux Bouches... »

(1) *Id.* Paris 13 fév. 1806 : « V. S. est souveraine de Rome, mais j'en suis l'Empereur. Tous mes ennemis doivent être les siens. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois, réside à Rome ou dans ses Etats... »

(2) Bianchi, IV, p. 434 : Lettre du ch. Rossi au comte de Maistre, 13 juin 1806 : « Egli (le roi) confida che per il costante interesse dimostratogli, lo czar vorrà adoprarli a ottenergli un compenso conseguibile nella Toscana... »

(3) Lettre du 15/27 fév. 1806 (au ch. de Rossi). A. S. « Il ne s'agit nullement de savoir ce que l'Empereur de Russie *voudra*, mais ce qu'il *pourra* faire. Vous avez vu, M. le chevalier, que je n'ai pas épargné ma plume pour arranger le monde, et surtout l'Italie, de la manière qui nous convenait le mieux ; mais je puis vous assurer que je n'ai jamais écrit une ligne sans un certain rire amer plus cruel que les larmes. Mes terreurs n'ont été que trop justifiées... » — Cf. lettre du 14/26 avril 1806 : « Que vous êtes à plaindre ! Que nous sommes à plaindre ! Jamais l'univers n'a rien vu d'égal, — et que devons-nous voir encore ? ah ! que nous sommes loin du dernier acte ou de la dernière scène de cette effroyable tragédie. »

(4) Oubril était ambassadeur à Paris en 1804 : « M. d'Oubril a quitté Paris le 13 thermidor, » (Dans une note sans date, sur une simple feuille, Arch. nat. A. F. IV. 1692.)

s'alarmer, pour son maître, de l'ouverture de ces conférences ; dès les premières vues échangées entre le prince Czartoryski et le consul général de France à Pétersbourg, M. de Lesseps, le roi de Sardaigne était à peu près complètement mis de côté (1), et, à Paris, Oubril signait avec le général Clarke (2) un traité dans lequel il n'était nullement question de l'Italie : un article secret réservait seulement les affaires de Sicile (3).

Ces négociations n'étaient pas encore rendues publiques. Néanmoins, le bruit se répandit bientôt à Pétersbourg qu'un traité de paix allait être conclu entre la France et la Russie (4). J. de Maistre en fut vivement ému. Il s'empessa de faire une démarche auprès du nouveau chancelier, M. de Budberg (5), et aussi

(1) *Aff. étrang. Russie* 1806, t. 145. — N° 147. Lettre du consul général Lesseps à Talleyrand 10/22 avril 1806 : (Lesseps parle d'une entrevue qu'il vient d'avoir avec le prince Czartoryski). « Par un élan naturel, le prince nous avoua que son souverain, pour prouver ses dispositions pacifiques, ne balancerait même pas à faire le premier pas ; mais qu'il verrait avec peine que, les conditions de la paix une fois arrêtées, ne fussent pas strictement exécutées. Son inquiétude portait principalement sur les vues que la France paraissait avoir sur la Turquie et sur les Iles Ioniennes. Naples devait également être l'objet des sollicitudes de S. M. et ses engagements envers le Roi, qui en avait été expulsé, lui imposaient des obligations auxquelles il ne lui était guère possible de manquer, sans contrevenir aux lois de l'honneur. » (Il n'est pas parlé du roi de Sardaigne). — Cf. *Id.* n° 17. Lettre de Czartoryski à Talleyrand, 1^{er} mai 1806 : « M. Lesseps m'ayant assuré, au nom de V. E., que la France désirait un rapprochement avec la Russie, je me suis empressé d'en rendre compte à l'Empereur, mon auguste maître, qui en a témoigné une véritable satisfaction... (Le conseiller d'Etat d'Oubril est désigné « pour aller commencera Paris les négociations préliminaires... »

(2) *Id.* Extrait des minutes de la secrétairerie d'Etat. Décret de Napoléon nommant le général de division Clarke ministre plénipotentiaire, à l'effet de négocier, conclure et signer un traité de paix avec le ministre ou les ministres accrédités à cet effet par S. M. l'Empereur de toutes les Russies... »

(3) *Id.* n° 36, 20 juillet 1806. Projet de traité. Il n'y est pas question de l'Italie. Dans l'article secret relatif à la cour de Sicile, il est dit qu'on « amènerait la Cour de Madrid à céder les Baléares au fils de Ferdinand IV : une indemnité et une pension seraient accordées au roi Ferdinand et à la reine Caroline. L'Empereur reconnaîtrait alors le nouveau roi des Deux-Siciles. »

(4) Lettre du 4/16 août 1806 (A. S.) : « Le 20 juin, M. d'Oubril a signé un traité définitif avec la France. Le 26 juillet, il est arrivé ici, et le lendemain, M. Rufin, beau-père de M. Lesseps, consul français à Saint-Petersbourg, est arrivé apportant la ratification de Buonaparte, et des pouvoirs à M. Lesseps pour signer... »

(5) Lettre du 23 juillet/4 août 1806 (Biblioth. civica de Turino) : « Vous avez lu, dans mon dernier numéro ce que je croyais savoir sûrement sur les instructions données à M. de Novosiltzoff... Lorsqu'Oubril partit pour Vienne, il était public qu'il allait pour l'affaire de Cattaro ; mais, dès qu'on sut qu'il avait pris des passeports pour Paris, personne ne douta qu'il ne fût porteur de quel-

auprès du ministre adjoint des affaires étrangères, M. de Soltikoff (1) ; il rédigea en toute hâte plusieurs notes pour ramener l'attention de la chancellerie russe sur les intérêts de son maître (2), c'était, heureusement, une fausse alerte : le conseil de l'Empire désavoua le traité que d'Oubril avait signé à Paris (3), et le chancelier protesta de la constance de l'amitié du tzar pour Victor-Emmanuel, déclarant qu'il ne signerait jamais un traité, duquel serait exclu le roi de Sardaigne (4). Grâce, encore, à l'éloquence « animée » (5) de J. de Maistre, la Maison de Savoie venait d'échapper à un abandon à peu près complet (6).

ques propositions pour la paix. Je m'alarmai, je demandai une audience à M. de Budberg. »

(1) *Id.* « Ayant fait ensuite une visite au comte de Soltikoff, personnage d'un mérite distingué, qui vient d'être créé *ministre adjoint des affaires étrangères...* »

(2) Lettre du 23 juill./4 août 1806 (Arch. di St.) : « Je demandai une audience à M. de Budberg, ce qui n'était pas sans difficulté, vu qu'il venait de m'en accorder une ; mais je prétextai des lettres en l'air de S. M. La chose se passa fort bien : je dis mes raisons et je laissai ma note ci-jointe cotée A, après la lui avoir lue moi-même d'un bout à l'autre *cum perpetuo commentario...* Je dressai sur-le-champ le mémoire ci-joint de même coté B. et je l'adressai à M. de Budberg, avec la lettre d'accompagnement C... J'ai lieu de croire que cette pièce et peut-être aussi les discours animés dont je l'ai appuyée ont fait quelque impression, puisque, contre la coutume, j'ai reçu hier (ce qui ne m'était pas arrivé une seule fois depuis que je suis ici) la réponse officielle écrite que vous trouverez encore ici sous la lettre D... Sans doute que l'Empereur ne veut pas se gêner et qu'il en appelle toujours aux circonstances ; mais c'est ce que S. M, ferait de même, si elle était dans la même position... »

(3) Arch. Nat. A. F. IV. 1696. (Pour le *Publiciste* ou le *Journal de l'Empire*). Lettre de Saint-Petersbourg, 16 août 1806 : « M. Ruffin vient de partir pour Paris, Nous savons, depuis plusieurs jours, que le traité de paix, signé par M. d'Oubril, n'a pas été ratifié. Les détails relatifs à ce refus sont à peu près connus de tout le monde. Dans le grand conseil qui a été tenu il y a trois jours, l'Empereur Alexandre et le comte de Romanzoff, ministre du commerce, ont seuls voté pour la ratification ; tous les autres ont voté pour la guerre... » (sans signature)... — Cf. J. de Maistre 4/16 août 1806 : « Après un grand conseil extraordinaire, le corps diplomatique a reçu la note ci-jointe du 2/14 août... » (note qui désavoue le traité d'Oubril).

(4) Aff. étrang. Russie, T. 145, n° 49. Le chancelier de Budberg à Talleyrand, 2 août 1806 : «... (désaveu du traité d'Oubril) S. M. I. ne peut envisager la paix entre la Russie et la France comme durable, tant que cette dernière puissance restera en possession de l'Albanie et de la Dalmatie, et une paix qui ne statuerait pas, au moins, en faveur du roi des Deux-Siciles, la tranquille possession de cette île... une paix qui n'assurerait pas au roi de Sardaigne quelque indemnité pour la perte de ses Etats de terre ferme ne saurait être avantageuse pour la Russie. »

(5) Voir au-dessus la note 2.

(6) Lettre du 19/31 août 1806 (A. S.) : « Le prince Czartoryski m'a nié très expressément, depuis sa retraite, que le Roi ait été sacrifié dans les instructions

Du moins, la cour de Cagliari saurait-elle profiter de cette cruelle leçon ? Un grand danger venait d'être écarté, mais non complètement supprimé : une guerre malheureuse pouvait le ramener plus redoutable encore : le roi de Sardaigne allait-il se mettre en mesure de ne pas rester seul, un jour, abandonné de tous, en face de Napoléon ? J. de Maistre demandait qu'on lui laissât toute latitude pour profiter des négociations qui, peut-être, ne tarderaient pas à se rouvrir à Saint-Petersbourg (1). Napoléon venait d'enlever Venise à l'Autriche : pourquoi Venise ne serait-elle pas l'indemnité désirable par excellence ? Et il écrivait, en effet, dans ce sens au chancelier de Budberg (2). Malheureusement, les négociations étaient subordonnées au sort des armes, et aussi à l'activité, à l'intelligence de la cour de Cagliari.

Celle-ci ne fit rien, et les événements se précipitèrent, apportant des tristesses inéluctables. Si la bataille d'Eylau parut de bon augure pour la Russie et ses alliés (3), la continuation de la campagne ne tarda pas à réveiller en J. de Maistre les plus vives inquiétudes, à l'agiter de sinistres pressentiments (4). La bataille de Friedland fut, en effet, suivie de négociations décisives (5). Ce fut en vain que de Maistre recommanda de nouveau

données à M. de Novosiltzoff (en 1805) m'assurant qu'elles contenaient plusieurs propositions subordonnées, mais toutes plus ou moins favorables à S. M. Je ne m'en crois pas moins aussi sûr que si je l'avais vu moi-même, que le dernier mot était de se contenter de Sienne, si l'on ne pouvait faire mieux. Quant aux instructions d'Oubril, nul doute que nous n'y fussions complètement sacrifiés... »

Il avait déjà dit, avant le désaveu du traité d'Oubril, et en rendant compte d'une conversation avec Czartoryski, « Il ne m'a pas cependant caché que, pour le présent, nous étions abandonnés. » (Lettre du 23 juill /4 août 1806.

(1) Lettre du 4/16 août 1806 (A. S.) : Si l'on traite de nouveau, ce sera ici. Voici mon plan. Si l'on offre à S. M. une indemnité décente, je signerai *sub spe rati*. Dans le cas contraire, nullement *hæc raptim*... »

(2) Lettre du 25 janv./6 févr. 1807 (A. S.) Note au chancelier Budberg : « S. M. le roi de Sardaigne, aussi justement attaché à ce qui lui appartient légitimement que peu empressée de se procurer de nouveaux Etats, n'a jamais rien tant désiré que de rentrer dans les siens... Mais, comme les hommes ne sont que trop souvent obligés de recevoir la loi des circonstances, le soussigné, après avoir formé différents projets relatifs à cette malheureuse supposition, crut devoir fixer les yeux de S. M. I. sur l'Etat de Venise... Bonaparte répugnerait beaucoup moins à plier sur ce point que sur d'autres, sur Gènes par exemple, qui le touche de plus près, et qui l'alarmerait davantage... »

(3) Blanc. *Mém.*, p. 247, mars 1817.

(4) Blanc. *Mém.*, p. 274, avril 1807.

(5) Arch. nat. Minutes de la corresp. de Nap. Tilsitt, 8 juil. 1807 : « Donnez l'ordre à M. de Lesseps de se rendre sans délai à Saint-Petersbourg, pour y reprendre ses fonctions de consul général. »

à l'Empereur les intérêts de son maître, le supplia de défendre Victor-Emmanuel contre la haine implacable de Napoléon (1). En vain il compta sur l'entrevue des deux Empereurs (2). La cour de Cagliari était restée immobile dans son sommeil : on l'oublia à Tilsitt (3).

Il y eut bien, sans doute, quelques bonnes paroles données dans la suite, au roi de Sardaigne : on parla de conventions secrètes qui promettaient un règlement à l'amiable de sa situation (4). Et de grands espoirs recommencèrent à enivrer la chancellerie Sarde, qui reprit son air d'importance et ne demanda rien moins que la Lombardie et la Ligurie avec Gênes, ou la Toscane avec l'île d'Elbe, ou la Vénétie avec Brescia et Mantoue (5). Il fallut bientôt en rabattre : J. de Maistre écrivit que, à sa connaissance, le dédommagement prévu à Tilsitt pour Victor-Emmanuel se réduisait à la seule principauté de Sienne (6). Ce fut bien pis encore, lorsqu'une lettre du tsar lui-même informa le roi de Sardaigne qu'il était impossible d'obtenir pour lui la moindre indemnité (7). Plus tard, on prétendit que Napoléon et Alexandre avaient songé à le reléguer en Algérie (8).

(1) Lettre du 18/30 juin 1807 (A. S.) Note au chancelier de Budberg : « Forcé de déferer au bruit public, lorsqu'il a pris une certaine consistance, je ne puis me dispenser de regarder comme très probable celui d'une trêve, qui peut conduire naturellement à des négociations de paix... V. E. voudra bien approuver que, dans une occasion telle que celle-ci, je ne puisse me dispenser de recommander de nouveau à S. M. I. les intérêts du Roi mon maître. Je connais les événements, M. le général; mais, quels qu'ils soient, la Russie est debout, et la volonté de son souverain aura toujours un poids immense... V. E. n'ignore pas, d'ailleurs, que Bonaparte n'ayant jamais pardonné à S. M. Sarde la fidélité que ce prince a mise dans ses alliances, s'est toujours appliqué à nuire à S. M. dans sa dignité autant que dans ses possessions. Il a travaillé sans cesse à l'effacer, s'il était possible, du nombre des souverains. Il n'a jamais voulu recevoir ses ministres, les entendre et traiter avec eux... »

(2) Lettre du 28 juin/10 juil. 1807 : feuille annexée à une lettre du 27 juin/9 juil. (A. S.) : « Rien de nouveau. Silence absolu sur tout ce qui a été signé. Mais l'entrevue a produit tout ce que nous attendions. J'ai peine à croire que nous n'ayons pas obtenu quelque chose de passable... »

(3) Note au chancelier 18/30 août 1807 : « Si donc il y a un mot utile à dire, ce mot n'a pas été dit... »

(4) Bianchi. IV, 437 : « Lo czar s'era ristretto a porre nei patti occulti del trattato di Tilsitt che le cose del Re di Sardegna sarebbero accomodate poi di reciproco gradimento, colla restituzione dei suoi Stati e con un proporzionato compenso... »

(5) *Id.*, *id.*

(6) Dépêche de Rossi au comte de Maistre (Cagliari, août 1807), citée par Bianchi, IV, 438.

(7) Bianchi, IV, 438.

(8) V. *infra*, le chap. sur la Russie.

B. LA MAISON DE SAVOIE EN 1807 ET L'EMPIRE FRANÇAIS.

C'était l'abandon complet, définitif. L'Angleterre restait encore debout. Mais pouvait on faire fond sur la générosité des Anglais qui, en 1806, s'étaient bornés à demander à la France les îles Baléares comme compensation de la perte du Piémont (1), et qui à ce moment, sous prétexte de protéger la Sardaigne, ruinaient son commerce (2)? Isolé, sans ressources, Victor-Emmanuel était, pour ainsi dire, à la merci de Napoléon.

Et Napoléon paraissait décidé à poursuivre jusque dans son île le malheureux Roi; il revenait à son projet, conçu en 1806, d'en finir avec la Sardaigne.

Il ne se contentait pas de chasser les consuls Sardes du Continent (3), d'ordonner l'enlèvement des armes du Roi dans la plupart des villes italiennes (4). Il faisait surveiller étroitement les agents secrets du roi de Sardaigne en France, au besoin mettait leurs biens sous séquestre (5). Il cherchait à arracher à ce malheureux souverain ses derniers serviteurs (6). Coupable de laisser son île devenir une sorte de colonie anglaise (7), Victor-

(1) Bianchi, IV, p. 436. J. Martens, t. XI.

(2) *Id.*, p. 440 : « Il traffico dell'Isola rimase in mano degl'Inglesi, che in ogni modo abusavano della loro supremazia e protezione... » Cf. la note 7.

(3) J. de Maistre 18/30 août 1807 : « S. M. I. est surtout instamment suppliée d'observer que Bonaparte s'est plu à demeurer à l'égard de S. M. Sarde dans une situation qu'on pourrait appeler *demi-guerre*... Il chasse les consuls du Roi... »

(4) *Id.*, *id.* « ... et fait détacher ses armes dans toutes les villes où il domine (notamment à Venise et à Livourne)... »

(5) Arc. nat. A. F., IV, 874. Fonds de la Secrét. d'Etat (Consulat et Empire). Minutes de lettres, juil., déc. 1807. Lettre de Napoléon au ministre de la police, Paris, 16 août 1807 : « J'ai ordonné la séquestration de tous les biens de M^{me} de Prié, et mon intention est d'en faire autant des biens de ceux qui intriguent et ont intrigué en faveur du roi de Sardaigne... » On se souvient que Cacault, dans ses rapports sur la cour de Sardaigne, parle de cette dame de Prié

(6) *Id.* Paris, 16 août 1807 : « Faites-moi connaître quels sont les individus qui sont auprès du roi de Sardaigne, et s'ils jouissent de leurs biens ; s'ils sont sur les listes d'émigrés, et s'il leur est loisible de rentrer en France, s'il n'y a rien de fixe là-dessus, il faut me présenter un projet de règlement complet... »

(7) Corresp. de Nap. XVI, 12 janv. 1808 : « Je ne puis considérer la Sardaigne que comme une colonie anglaise. » — Arch. nat. A. F., IV, 1700. Lettre de Liza-kewitz, ministre russe à Cagliari, disant que le gouvernement Sarde « a de fortes raisons de se plaindre des anglais, qui troublent en général le commerce de la Sardaigne... »

Emmanuel se voyait impitoyablement traiter par Napoléon en ennemi, en allié des Anglais.

Bientôt une expédition se prépara contre lui (1) ; et comme préliminaire, Napoléon ordonna le séquestre de « tous les bâtiments venant de Sardaigne (2) ». Le consul de France à Cagliari, Doniol, s'élevait énergiquement contre l'attitude suspecte de la cour, et s'en prenait à elle des violences exercées par les Anglais sur les côtes de l'île : c'est ainsi qu'il la sommait de payer une indemnité pour « quatre bâtiments français capturés par les Anglais (3) ». La cour protestait de ses bons sentiments (4) ; se déclarait persécutée par le gouvernement français (5), en appelait à la protection de la Russie (6), dont le ministre, à Cagliari, prenait effectivement et avec énergie la défense des intérêts sardes (7), dont l'ambassadeur à Paris, le

(1) Corresp. de Napoléon, XVI. Saint-Cloud, 5 sept. 1807, au vice-amiral Decrès, ministre de la marine : « Pour rendre mes opérations plus faciles, mon intention est de me rendre maître sur-le-champ de la Sardaigne. »

(2) *Id.*, *id.* A Eugène, vice-roi d'Italie. Turin, 28 déc. 1807 : « Vous écrirez également dans mes ports de Livourne, de Civita-Vecchia, pour que l'embargo soit mis sur tous les bâtiments sardes et pour que tous les bâtiments venant de Sardaigne soient mis sous le séquestre. »

(3) Arch. nat. AF. IV, 1700. Cagliari, 10/22 nov. 1807. Lizakewitz, ministre de Russie en Sardaigne, rend compte à sa cour de l'affaire du consul de France, relative « à la demande de paiement des quatre bâtiments capturés ».

(4) *Id.* Lettre de Lizakewitz du 20 mars 1808 : « Je prie, en même temps, Votre Excellence d'assurer encore que le ministère fera tous ses efforts pour conserver la bonne intelligence et la bonne harmonie avec la France, que, de son côté, il observera la neutralité la plus stricte et la plus impartiale. » — *Id.* 3 avril 1808 : « Je suis garant des bonnes dispositions du gouvernement sarde pour le gouvernement français... Je suis garant également que le gouvernement sarde ne protège point les Anglais au détriment des Français... »

(5) J. de Maistre. Note à M. de Budberg, 18/30 août 1807 (A. S.) : « Buona-parte s'est plu à demeurer à l'égard de S. M. sarde dans une situation qu'on pourrait appeler *demi-guerre*. Il a un agent auprès de lui pour l'inspecter et le tourmenter... »

(6) Arch. nat. AF. IV, 1700. Lettre de Lizakewitz, 10/22 nov. 1807 : Il se déclare chargé par le cabinet sarde de mettre cette affaire sous les yeux de l'empereur de Russie, et de lui demander protection pour la cour de Sardaigne *contre les violences du gouvernement français*.

(7) Arch. nat. AF. IV, 1700. Lettre de Lizakewitz au comte Tolstoï, 14/26 janv. 1808 : « Je dois informer Votre Excellence que (dans l'affaire des bâtiments) le consul de France ne s'est point conduit avec modération et prudence, et a donné sujet de mécontentement à la cour d'ici. Il a mis beaucoup d'aigreur dans ses notes, par un ressentiment personnel. — *Id.* 3 avril 1808 : « Voici la copie de la dernière note du consul de France... Vous serez, de cette manière, en possession de toute cette correspondance, conçue dans un style qui n'est en usage que chez les Régences barbaresques. » — *Id.* 20 mars 1808 : « C'est encore à la demande de la cour de Sardaigne que j'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence cette

comte Tolstoi, était tenu au courant de tout ce qui se passait dans l'île (1). Mais la chancellerie russe ne paraissait nullement s'émouvoir de la prétendue tyrannie exercée par le consul Doniol sur la cour de Cagliari (2) : aussi bien, Napoléon ne pouvait-il pas aisément, en dépit des assurances partiales du ministre Lizakewitz (3), montrer que le roi de Sardaigne était à la dévotion de l'Angleterre (4), et qu'il restait, malgré ses protestations doucereuses, un des pires ennemis de la France et de l'Empereur (5) ?

Bientôt, en effet, Napoléon se décida à déclarer la guerre à la Sardaigne. Les sommations, les menaces avaient été vaines (6) ;

lettre accompagnée des copies de la dernière note du consul de France, plus indécente que toutes les précédentes... Vous verrez jusqu'où peut aller la démenace d'un homme arrogant et sans éducation, »

(1) Toutefois je n'ai pas trouvé trace de protestation de la part du comte Tolstoi.

(2) J. de Maistre. Lettre du 5/17 juill. 1808 (A. S.) : « Ami de la première puissance maritime et hors de la portée immédiate de Bonaparte, je crois même *sub censura* qu'il (le Roi) ferait bien de profiter de la circonstance pour se débarrasser de l'homme d'affaires. S. M. jouirait au moins de sa liberté... »

(3) Aff. étrang., t. 147. Russie. Lettre de Champagny à Caulaincourt. Bayonne, fin juin 1808 : « Le consul français à Cagliari se plaignait beaucoup du consul russe, qu'il accusait non seulement de favoriser les Anglais, mais de s'expliquer d'une manière très blessante sur le traité de Tilsitt et l'alliance qui en est la suite... »

(4) *Id.* « La Sardaigne a tellement violé sa neutralité par la protection ou les secours qu'elle fournissait aux Anglais, qui venaient arrêter jusque dans ses ports, les bâtiments français qu'il a été impossible de reconnaître plus longtemps cette perfide neutralité. »

(5) Arch. nat. AF. IV, 1700. Lettre d'Eugène Napoléon. Monza, 18 août 1808 : « Sire, le corsaire français *le Courageux*, s'étant emparé d'un corsaire venant de Palerme, a trouvé à bord de sa prise une quantité de lettres et de feuilles imprimées... J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté la traduction littérale des lettres les plus importantes : N° 1. *Lettre du roi Ferdinand au roi de Sardaigne* en date du 17 juillet ; il accuse réception de deux lettres. Il dit qu'il espère que Dieu les consolera par la chute de ce monstre d'iniquité et de ses maudits adhérents, et que s'il lui a fallu beaucoup de temps pour monter si haut, sa chute n'en sera que plus précipitée. Il dit au roi de Sardaigne qu'il a bien compris aussi que sa neutralité touchait à sa fin, et qu'il fait fort bien de se précautionner, mais qu'il espère que toutes ces précautions seront appuyées du résultat des affaires générales... »

(6) Corresp. de Nap., XIV, 12 janv. 1808, à M. de Champagny : « Vous donnerez ordre à mon consul de quitter la Sardaigne, si ce gouvernement ne veut pas faire cause commune avec le continent. Vu les insultes que mes bâtiments reçoivent tous les jours dans ses ports, je ne puis considérer la Sardaigne que comme une colonie anglaise. » — Déjà, le 28 août 1807 (t. XV), il écrivait à Champagny : « Vous répondrez à mon consul à Cagliari que, s'il ne reçoit point de satisfaction sur l'affaire des quatre bâtiments français, il ait à quitter Cagliari et à se rendre en France. »

les bâtiments anglais continuaient à insulter, à arrêter ceux de la France dans les eaux, dans les ports mêmes de la Sardaigne (1). Napoléon rappela le consul de Cagliari (2), et décréta l'embargo « sur les bâtiments sardes dans tous les ports de nos états et des pays occupés par nos armées (3) ».

L'hostilité déclarée de la France fut désastreuse pour la Sardaigne, et, par contre-coup, pour la cour de Cagliari ; tout commerce avec les ports français et italiens devint impossible (4) ; la misère générale s'aggrava et l'on put craindre de sérieuses agitations dans la population de l'île (5).

J. de Maistre aurait voulu, à tout prix, éviter à la famille royale ce surcroît de malheurs. Tout ce qu'il avait prévu ne s'était que trop réalisé : la cour de Cagliari s'était obstinément refusée à traiter directement avec Napoléon ; elle avait remis son sort entre les mains des puissances en guerre avec la France, tout en voulant paraître en bons rapports avec Napoléon : finalement, elle restait presque entièrement isolée, sans défense. Elle avait compté sur la Russie, et celle-ci l'avait oubliée à Tilsitt (6). Bien plus, à Saint-Petersbourg, on paraissait n'avoir qu'une seule préoccupation, celle d'être agréable à la France, à Napoléon. Le général Savary, qui y avait été envoyé comme « aide de camp et comme militaire » et sans « aucun titre diplomatique (7) », mais avec toute la confiance de Napoléon (8),

(1) V. la note 4 de la page précédente.

(2) Aff. étrang. Russie, t. 147. Champagny à Caulaincourt. « Le consul de l'Empereur a quitté cette île... La Sardaigne doit être rangée parmi nos ennemis. »

(3) Corresp. de Napol., XVI, 12 janv. 1808, au vice-amiral Decrès : « Donnez l'ordre que l'embargo soit mis dans mes ports sur les bâtiments de Sardaigne. Faites savoir qu'on peut courir sur les bâtiments allant et venant du Sud. » Le décret proclamant l'embargo est daté de Bayonne, 28 avril 1808.

(4) Bianchi, IV, p. 440.

(5) *Id.* p. 441.

(6) Lettre de J. de Maistre, 9 juin 1808 (N. S.) : « Tout se réduit donc, dans ce moment, pour S. M. à une indemnité plus ou moins disproportionnée. Pour l'obtenir, nous comptons sur deux amis puissants. L'un a disparu comme un brouillard (du moins pour quelque temps). Que fera l'autre ? Je n'en sais rien. »

(7) Arch. nat. Fonds de la Secrétairerie d'État, 1697. Relations extérieures. Russie, corresp. de Savary et Caulaincourt. Ces termes sont employés dans les instructions envoyées à Savary de Königsberg, le 13 juill. 1807.

(8) *Id.* Lettre de Napoléon à Savary. Venise, 7 déc. 1807 : « Revenez à Paris, je serai fort aise de vous voir, car vous connaissez l'attachement que je vous porte, et le cas que je fais de vos services. Je me plairai à vous en donner des preuves dans toutes les circonstances, tout en blâmant cependant la force de vos réparties aux observations du ministre des relations extérieures, qui ne vous écrit rien que je ne lui aie ordonné de vous écrire. M. le général Savary voudra

et qui était chargé d'inaugurer le système franco russe, avait été reçu avec un excès de prévenances par l'empereur Alexandre (1).

Si, malgré ses efforts pour gagner par des attentions mondaines la haute société russe (2), l'envoyé français avait rencontré une hostilité sourde dans l'entourage impérial (3), il n'en avait pas moins donné à la France une place prépondérante à Saint-Pétersbourg (4). Pour lui être agréable encore, on ne se contenta pas d'enlever, dans l'Almanach de la cour, le titre de roi au comte de Provence (5), on força ce prince à quitter le territoire

bien permettre que, toutes les fois que je trouve des observations à faire à ses rapports, je les lui fasse dire. » — Savary arrive à Pétersbourg, précédé de sa réputation de favori de Napoléon. (Lettre de J. de Maistre, 9 juin 1808 N. S.) : « Au moment où je m'occupe le plus fortement de ces tristes idées, il arrive ici un favori de Napoléon. »

(1) *Id.* La lettre du 23 août 1807 déclare qu'Alexandre « a poussé les prévenances à l'excès. » Dans sa lettre du 6 août, Savary écrit « qu'arrivé le 23 juillet 1807, à trois heures de l'après-midi, il obtint le même jour, à huit heures du soir, une audience de l'Empereur. »

(2) *Id.* Napoléon à Savary. Fontainebleau, 28 sept. 1807 : « Je ne vous connaissais pas aussi galant que vous l'êtes devenu. Toutefois, les modes pour vos belles Russes vont être expédiées. Je veux me charger des frais. Vous les remettrez en disant qu'ayant ouvert par hasard la dépêche par laquelle vous les demandiez, j'ai voulu moi-même en faire le choix. Vous savez que je m'entends très bien en toilette. Talleyrand enverra des acteurs et des actrices. »

(3) Rapport de l'aide de camp Saint-Aignan, parti de Pétersbourg le 26 août : « Les Anglais ont à Pétersbourg un parti considérable. Toute cette légation a une grande représentation et beaucoup d'influence. Le général Savary est d'autant moins en état de la contrebalancer qu'il est absolument isolé. L'ambassadeur d'Autriche est ami des Anglais, et quelques-uns des ministres étrangers le sont encore davantage. » — Dans son quatrième rapport à l'Empereur (22 sept. 1807), Savary dit : « J'ai été opiniâtrement refusé à la porte de MM. Czartoryski, Novosiltzoff, Strogonoff et Kotchoubey. »

(4) *Id.* 6 août 1807 (annexe). Savary à Napoléon : « Mon arrivée fit ici une grande sensation. On m'a suivi pendant plusieurs jours aux spectacles et aux promenades comme un objet curieux. » J. de Maistre constate cette influence de Savary (7/19 janv. 1808) : « Tous les honneurs, toutes les recherches, toutes les délicatesses sont pour la France. Je ne crois pas, malgré toutes ces démonstrations, que le général Caulaincourt ait encore pris sur l'esprit de S. M. I. le même ascendant que nous avons vu exercer par le général Savary. Ou je me trompe, ou nous verrons retourner celui-ci... Vous n'avez pas l'idée de l'influence qu'avait ce Français. »

(5) Lettre de J. de Maistre (Arch. di St.), 10 janv. 1808. N. S. « Le roi de France est inscrit, cette année, dans l'Almanach de la cour, de la manière suivante : S. A. R. Louis-Stanislas-Xavier, frère de S. M. Louis XVI. Celui qui a inventé cette phrase mérite bien la croix de Saint-Wladimir, qui s'accorde aux talents de tous genres. »

russe(1). Le général Caulaincourt, qui, en novembre 1807, fut envoyé comme ambassadeur à Saint-Petersbourg (2), rencontra également un accueil des plus flatteurs(3). Comme Savary, il dut, sans doute, constater une certaine froideur de la part de certains grands personnages et reconnaître la persistance de l'influence anglaise en Russie(4). Il n'en était pas moins très écouté des ministres (5), et il obtenait d'eux tout ce qu'il voulait. C'est ainsi qu'il fit expulser de Saint-Petersbourg le confident du

(1) Arch. nat. 1697. Lettre de Savary, 23 sept. 1807 : « Le comté de Lille et le duc d'Angoulême et un autre personnage sont partis de Mittau pour la Suède. »

(2) On sait que Napoléon avait d'abord songé à envoyer à Pétersbourg M. de La Forêt (Arch. nat. 1697, lettre du 23 sept. 1807, à Champagny). Finalement, il écrivit à Savary, Fontainebleau, 1^{er} nov. : « J'envoie décidément Caulaincourt comme ambassadeur extraordinaire en Russie. Il aura 600,000 francs de traitement, ce qui, joint à ce qu'il a, le mettra dans le cas de faire une figure convenable. Il partira peu de temps après l'arrivée de Tolstoï. — J'avais d'abord voulu y envoyer La Forêt, mais j'ai craint qu'il ne fût trop vieux, et qu'on crût qu'il n'avait pas assez ma confiance, ce qui m'importe par dessus tout. » (Arch. nat. 1697.)

(3) Aff. étrang. Russie, v, 146. Lettres de Caulaincourt 1808, n° 27 : « Monsieur, je crois devoir tenir Votre Excellence au courant des marques de distinction que je reçois. L'Empereur m'a envoyé deux chevaux de selle pour l'accompagner à toutes les parades et revues. Je dîne une et deux fois par semaine à la cour. J'assiste avec et à côté de la famille impériale à tous les spectacles de la cour. Je suis prié à toutes les petites fêtes d'intérieur et bals de famille à la cour. J'ai mes entrées chez le ministre tous les jours et à toute heure, sans être obligé d'en prévenir. Ma voiture, même celle d'incognito, est placée partout avec celle de la famille, ainsi que mes gens. La police en a l'ordre. » — Cf. lettre de J. de Maistre du 7/19 janv. 1808, note 4 de la page précédente.

(4) *Id.* v. 147. *Second mémoire de Caulaincourt sur la Russie*, 7 août 1808 : « J'ai développé, dans mon premier Mémoire, une partie des autres causes qui font aimer ici les Anglais. J'y ai parlé de la stagnation du commerce, de la dépréciation du change et du papier-monnoye et des embarras de finances. Il y a cependant encore d'autres raisons secondaires : le retour triste des seigneurs sur soi-même en comparant leurs maux à ceux de la dernière noblesse française, et en redoutant confusément un sort pareil, ... l'ignorance du véritable état de la France et de ses forces ; l'incertitude sur les desseins futurs de l'Empereur et Roi ; — les anciens ministres des cours effacées ou à peu près effacées de la liste des puissances, dont quelques-uns jouissent de considération personnelle ; — quelques émigrés français exaspérés ; — l'imitation, sous plusieurs rapports, des mœurs anglaises ; — mais surtout des médecins, des bonnes et des femmes de chambre de cette nation dans presque toutes les maisons, se réunissent contre le gouvernement français... »

(5) Aff. étrang., t. 146, n° 126. *Mémoire de Caulaincourt sur la Russie*, 17 avril 1808 : « Le ministre de la marine, amiral Tchitchagoff, celui que je connais le mieux personnellement, se prononce le plus ouvertement en faveur de l'alliance française et sur ses sentiments d'admiration pour le grand Empereur. » — Cf. lettre du 13 janv. 1808 : « Je vois souvent l'amiral Tchitchagoff, ministre de la marine. » — V. note 3.

comte de Provence, M. de Blacas (1), et qu'il força l'Autriche à rappeler son ambassadeur, M. de Meervelt (2).

On ne pourrait donc mettre en doute la ferveur avec laquelle Alexandre s'était donné à l'alliance française. Par suite, quel fond pouvait faire désormais sur son concours le pauvre roi de Sardaigne ? Tout l'intérêt du tsar pour Victor-Emmanuel ne se manifestait, très secrètement d'ailleurs, que par un prétendu projet de royaume africain en faveur de l'ancien souverain du Piémont (3) ; et la cour de Cagliari, quand elle connut par hasard ce projet, en 1811, le jugea, avec raison, des plus insultants pour sa dignité (4).

(1) *Id.* 27 juin 1808 : « M. de Blacas a reçu ordre de quitter Pétersbourg. » — Savary s'était déjà ému de la présence de Blacas (Blanc, *Mém.*, p. 300 : lettre de J. de Maistre du 10 janv. 1808). Caulaincourt rencontra M. de Blacas chez le comte de Meerfeld (Aff. étrang. 146, n° 49, 14 mars 1808) : « Ayant été chez lui à un grand dîner, je remarquai, en sortant de la table, quand on reprit ses chapeaux, qu'un certain M. de Blacas, ancien agent de la prétendue cour de Mittau, portant la croix de Saint-Louis et un uniforme avec des fleurs de lys, avait la cocarde blanche. Caulaincourt fit des observations à M. de Romontzoff qui ordonna à Blacas de quitter la cocarde. »

(2) *Id.* Lettre de Champagny à Caulaincourt, 2 avril 1808 : « L'Empereur a regardé comme une insulte à lui faite par M. de Meerfeld dans la personne de son ambassadeur, lorsque ce ministre autrichien faisait dîner avec vous un agent de la prétendue cour de Mittau, portant des fleurs de lys, la croix de Saint-Louis et la cocarde blanche. Il y a plus de cinq ans que le gouvernement autrichien avait défendu à Vienne de porter la croix de Saint-Louis, et, depuis la paix de Lunéville, la cocarde blanche n'y a jamais été tolérée : l'Empereur m'a chargé de demander justice de M. de Meerfeld à son gouvernement et d'exiger le rappel de cet ambassadeur. » — Vers la même époque, Napoléon écrivait une lettre très vive au roi de Westphalie, qui avait manifesté l'intention de prendre pour ambassadeur l'abbé de Meerfeld, frère du ministre autrichien à Pétersbourg. « La France et moi n'avons pas de plus grand ennemi que Meerfeld, et votre démarche a été faite au moment où je demandais son rappel de Pétersbourg. » (Arch. nat. AF, IV, 875. Minutes des lettres de Napol... janv.-mars 1808.)

(3) Ce projet fut mis au jour par un ouvrage paru en Angleterre au début de 1811 : *Histoire du cabinet de Saint-Cloud*, dont l'auteur, un certain Goldsmith, prétendait avoir été un agent de Talleyrand. On y lisait : *Articles secrets du traité de Tilsitz* : « ... Les Français s'empareront des Etats de l'Afrique, surtout de Tunis et d'Alger, et, à la paix générale, ces deux pays serviront de dédommagement aux rois de Sardaigne et de Sicile. » (Extrait de l'*Histoire du cabinet de Saint-Cloud*, joint à la dépêche du prince Koslowsky, Arch. nat. AF, IV, 1699, 7^e dossier.)

(4) La cour de Sardaigne, très émue, pria le prince Koslowsky, ministre russe à Cagliari, de s'informer s'il était vrai que le tsar eût acquiescé à ce que la famille de Savoie fut reléguée en Afrique. Le prince traite ce bruit d'imposture d'un calomniateur (Arch. nat. AF, IV, 1699). — Le chancelier Romantzow en parla à J. de Maistre « comme d'une extravagance... » (28 août/9 sept. 1811.)

Il lui restait encore, à vrai dire, l'appui de l'Angleterre. Mais qui pouvait croire que cette puissance ne se préoccuperait avant tout, dans ses guerres comme dans ses traités (celui d'Amiens en était la preuve) (1), de ses seuls intérêts, de la seule raison d'Etat ? (2). La cour de Sardaigne, depuis le commencement de ses malheurs, avait montré une perspicacité médiocre, en faisant « dépendre sa sûreté et son salut des dispositions constantes d'une cour quelconque. » C'était « au pied de la lettre, disait de Maistre, se coucher pour dormir à l'aise, sur l'aile d'un moulin à vent (3). »

Pourquoi ne voulait-elle pas reconnaître qu'il n'y avait plus désormais sur le continent qu'une seule puissance, la France ? « La proscription est générale, s'écriait J. de Maistre, et la révolution universelle. La France *s'empare de l'Europe et l'Europe s'empare du monde* (4). » Rien ne pouvait plus se faire que par la France (5). N'aurait-on pas dû, depuis longtemps, essayer de traiter directement avec elle ? Peut-être aurait-il suffi d'éloigner toute arrière-pensée, de manifester un désir sincère de traiter, pour ramener Napoléon à de meilleurs sentiments. J. de Maistre était, quant à lui, persuadé qu'on pourrait obtenir dans une entrevue, plus que ne donneraient « cinq ans de guerre (6). » La cour de Cagliari parut, un instant, entrer dans ces vues (7) ; mais elle était incapable de décision et d'action. J. de Maistre

(1) Lettre et op., I, mai 1808.

(2) Lettre du 9 juin 1808. N. S. (Arch. di St.) : « Tous les actes politiques des souverains étant nécessairement soumis à la raison d'Etat, laquelle obéit à son tour aux agitations éternelles du monde politique et moral, faire dépendre sa sûreté et son salut, etc... Outre ces observations générales, j'en ai de particulières à l'Angleterre : les gouvernements mixtes forment toujours des alliés équivoques... »

(3) *Id.*

(4) Arch. di St. Lettre du 10 janv. 1808.

(5) Lett. et op., I, 13/20 déc. 1807.

(6) Arch. di St. Lettre de 1804 (sans date de mois) : « Vous avez vu que S. M. vient de toucher à son trône. Je suis inconsolable d'avoir vu manquer ce coup. Une demi-heure de Paris, comme je l'imagine, nous vaudrait mieux que cinq ans de guerre. Il n'est pas temps encore de raisonner sur ce grand événement... »

(7) *Id.* Lettre du 9 juin 1808. N. S. : « Une circonstance très remarquable, c'est que, pendant que mon mémoire marchait à sa destination, vous approuviez mot à mot ma conduite dans votre numéro du 13 novembre... En effet, vous me dites dans cette lettre : *Nous tâcherons avec l'adresse convenable d'amener le rapprochement que vous me conseillez* (ne vous fâchez pas, je vous en prie, si je vous dis en passant que, dans ce genre, toute adresse est maladroite). Vous continuez : *Mais S. M. pense que vous pourriez y contribuer vous-même, au moins indirectement...* »

prit sur lui *d'aborder* directement le vainqueur, le maître de l'Europe (1).

Certes, de Maistre éprouvait, dirait-on, à l'égard de Napoléon les mêmes sentiments de haine que la cour de Sardaigne : c'était, pour lui, le continuateur de la Révolution, avec le même caractère satanique ; c'était le *dæmonium meridianum* (2), une sorte d'*Antechrist* (3), un nouveau fléau de Dieu (4) « qui vient du ciel comme la foudre (5) » ; c'était surtout l'ennemi acharné, impitoyable du roi Victor-Emmanuel (6). Aussi de Maistre affectait-il une très grande violence de sentiments et d'expressions contre Bonaparte. Il veut qu'on n'ait pour lui aucun ménagement : « On ne met jamais la main, dit-il, sur un tel personnage que pour le tuer, au plus tard, le lendemain (7). » Après le premier traité de Paris, il s'indigne qu'on ait encore des égards pour un aussi grand criminel, pour un *monstre* (8). « Pourquoi l'île d'Elbe au lieu de celle de Botany-Bay, qui est sensiblement plus grande et plus commode ? (9) » Après Waterloo, il raille les souverains qui se sont décidés à laisser la vie à Napoléon (10). On croirait, à l'entendre, qu'il s'offrirait volontiers à être le bourreau de Bonaparte, comme de tous les hommes de la Révolution.

Qu'on y prenne garde, toutefois. Si J. de Maistre, serviteur d'une royauté de droit divin, se croit obligé de parler en pamphlétaire des hommes de la Révolution, il est loin de les juger

(1) Il semble y avoir songé depuis longtemps. En 1806 (lettre du 4/16 janv. Arch. di St.) il écrit au comte de Front : « Je m'avisai de demander s'il ne serait point à propos, dans l'état actuel des choses, d'aborder Bonaparte pour tâcher de l'adoucir un peu à l'égard de notre maître, ce qui pourrait se faire par le moyen de l'Espagne ou autrement... »

(2) Il emploie fréquemment cette expression. Cf. Lettre et op., juillet 1802. — Corresp. diplom., I, p. 125. Il dit encore (5/17 août 1812) : « *Je crains son diable gardien*, qui l'a constamment tiré des plus mauvais pas... » Et ceci (Blanc, *Mém.*, p. 308) : « La lettre de Napoléon au prince des Asturies est une pièce diabolique... Le passage sur la reine est écrit avec la griffe de Satan... »

(3) Lettre du 9/20 avril 1812 (Corresp. dipl.) : « Observez la puissance fatale de cet Antechrist : en tuant, il avilit toujours... »

(4) Corresp. dipl., I, 8/20 nov. 1812.

(5) Lettre et op., I, 19 janv. 1809.

(6) V. plus haut. Ch. La cour de Savoie.

(7) Corresp. dipl., I. Lettre du 24 mai/5 juin 1811.

(8) *Id.* II, 24 avril/6 mai 1814 : « Heureusement le procès du genre humain contre un monstre a été jugé définitivement à Paris... »

(9) *Id.*, *id.*

(10) *Id.* II, 27 juillet/8 août 1815 : « On parle diversement de la résolution prise par les souverains d'épargner la vie de Bonaparte. Prenons la chose par le bon côté, et admirons la philosophique humanité qui épargne ce féroce ennemi du genre humain... »

avec la petitesse d'esprit des émigrés ou de la cour de Cagliari. On sait ce qu'il a dit du Comité de Salut public, qui, pour lui, « fut un miracle (1). » Quelques-unes de ses opinions sur Napoléon ne sont pas moins remarquables. C'est ainsi, qu'il ne voit, en Europe, aucun homme de guerre qui puisse lui être opposé (2) : même en 1812, en 1813, Napoléon n'a jamais « été plus grand militaire (3) » ; et de Maistre raille ceux qui se plaisent à souligner les fautes de Napoléon (4). Il constate son génie, sa prééminence : « Un tel homme sort des rangs (5). » Il apprécie hautement sa connaissance des hommes (6), et il va même jusqu'à concéder à ce « monstre » quelque humanité (7). J. de Maistre avait l'esprit trop élevé pour voir en Napoléon un aventurier vulgaire (8), pour ne pas lui reconnaître les qualités d'un grand général et d'un véritable homme d'Etat (9).

Comment s'étonner, dès lors, qu'il ne doutât pas, si l'entrevue n'était pas rendue impossible par des raisons diplomatiques, d'un excellent accueil de la part de Napoléon (10) ? Il savait que Bonaparte le connaissait, qu'il avait lu avec curiosité, en 1797, à Milan, ses *Considérations sur la France* (11) : il comptait,

(1) *Considérations sur la France*, ch. II.

(2) Arch. di St. Lettre du 12/24 juillet 1806 : « Je vous demande si, parmi cette foule de capitaines et de politiques, qui s'évertuent de notre côté, il en est qu'on puisse mettre en équilibre avec Bonaparte et sa bande. » Il écrivait encore le 29 mai/10 juin 1806 : « Je ne vois point l'homme qui serait nécessaire pour renverser Napoléon... »

(3) Corresp. dipl., I, 6/18 sept. 1813 : « Jamais Napoléon n'a été plus grand militaire que dans la manière dont il s'est tiré de la catastrophe de 1812... »

(4) Lettre et op., II. Lettre à la comtesse d'Essling.

(5) Lettre et op., I, 19 janv. 1809. — (Cf. *Id.* I, 13/25 déc. 1807).

(6) *Id.* I, 8 juin (portée par erreur 9 mai) 1803 : « Au surplus, M. le chevalier, j'avais peu de craintes sur Bonaparte. La première qualité de l'homme né pour mener et asservir les hommes, c'est de connaître les hommes. Sans cette qualité, il ne serait pas ce qu'il est. »

(7) 10/22 nov. 1812 (Corresp. dipl., I). Il s'agit de l'incendie de Moscou : « Je dois dire que Napoléon a fait ce qu'il a pu pour éviter le comble du malheur. Il est allé lui-même dans les hôpitaux, il a parlé aux blessés russes et a fait ce qu'il a pu pour alléger de si grands malheurs. »

(8) Lettre et op., I, 29 janv. 1809 : « (Une erreur) est de le représenter comme un aventurier coupable, auquel il n'est pas permis de parler... »

(9) *Id.* 2 oct. 1805 : « Je ne veux point contester les talents de Bonaparte, ils ne sont que trop incontestables... »

(10) *Id.* 19 janv. 1809 : « Je ne doute pas, au reste, que la tentative que j'ai faite, l'année dernière, pour lui parler en faveur de S. M. ne lui ait été agréable. S'il en avait été autrement, il me l'aurait fait assez sentir ici, où il est le maître. »

(11) *Id.* *id.* « Quand je songe que Napoléon a tenu entre ses mains et que la plupart de ses généraux ont acheté à Milan la 5^e édition des *Considérations sur la France*... »

d'ailleurs, sur sa haute intelligence, sur sa largeur de vues (1).

Et il espérait parvenir « à adoucir le lion et le rendre plus traitable à l'égard de la Maison de Savoie (2). » Peut-être réussirait-il à « amortir la haine et l'infatigable persécution qui nous font tant de mal : le nom de Sa Majesté rétabli dans toutes les listes royales, ses ministres admis à Paris et reconnus partout, son pavillon respecté, le commerce de ses sujets libre, etc. (3).

Il avait rencontré le général Savary dans la maison d'un Français naturalisé Russe, le comte de Laval, chambellan de l'Empereur. Le général lui témoigna une assez vive sympathie, al la jusqu'à lui faire entendre qu'il pourrait obtenir pour lui-même certaines faveurs de Napoléon (4). Encouragé par Alexandre (5) et par ses ministres (6), assuré, d'autre part, que l'Angleterre ne verrait pas de mauvais œil cette démarche (7), il demanda à Savary, dans une entrevue chez M. de Laval (8), de lui faciliter un entretien avec Napoléon. Il se refusa, d'ailleurs, à dire à Savary lui-même ses raisons, ses vœux : c'est à Napoléon seul qu'il voulait avoir affaire (9). Savary n'en consentit pas moins à se

(1) Lettre et op. I, 19 janv. 1809 : « Au surplus j'avais peu de craintes sur Bonaparte... Je serais bien heureux si S. M. me déchiffrait comme lui. Il a vu, dans la tentative que j'ai faite, un élan de zèle... »

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) *Id.* « Il arrive ici un favori de Napoléon, cet homme se prend de quelque intérêt pour moi, sans savoir pourquoi... » — Lettre du 20 oct./1^{er} nov. 1807 (Blanc, *Mém.*, p. 285). Il parle d'une conversation avec Savary : « La veille, il avait dit à M. de Laval qu'il ne voyait pas quelles espérances je pouvais avoir pour mon maître, mais qu'il y en avait de très grandes pour moi... »

(5) Mémoire à S. E. le général Savary, 8/20 oct. 1807 : « C'est un bonheur pour moi de pouvoir ajouter que le grand empereur de Russie... verra avec plaisir que celui des Français me permette d'arriver auprès de lui. M. le général Savary en a été assuré expressément par S. E. le ministre des affaires étrangères... »

(6) Lett. et op. mai 1808 : « J'ai discuté la chose avec l'ami qui était confident nécessaire, avec le ministre des affaires étrangères, avec le ministre adjoint... avec le prince Czartoryski qui est d'un autre parti. »

(7) *Id. id.*

(8) Lettre du 20 oct./1^{er} nov. 1807 (Blanc, *Mém.* p. 204 et suiv.). Dans ses *Mémoires*, Savary indique simplement qu'il rencontra le comte de Maistre chez M. de Laval. Il ne parle pas de la conversation qu'il dut avoir avec le ministre sarde.

(9) Lettre du 20 oct./1^{er} nov. 1807 (Blanc, *Mém.*, p. 284 et suiv.) : « Que voulez-vous donc, Monsieur ? Parler à votre empereur. — Mais je ne vois pas pourquoi vous ne me diriez pas à moi-même... — Ah ! je vous demande pardon, il y a des choses qui sont personnelles. — Mais, M. le comte, quand vous serez à Paris, il faudra bien que vous voyiez M. de Champagny. — Je ne le verrai point, du moins pour lui dire ce que je veux dire. — Cela n'est pas possible, l'Empereur ne vous recevra pas... Il est bien le maître, mais je ne partirai pas, car je

charger d'un mémoire, dans lequel J. de Maistre sollicitait de pouvoir partir pour Paris « avec la certitude d'être admis à parler à l'Empereur sans intermédiaires (1). »

Que voulait-il dire à Napoléon ? Sauf un préambule et un épilogue insignifiants (2), il n'en a rien laissé entendre. Quand Savary lui demandait : « Mais qu'est-ce que vous voulez ?... Voudriez-vous Gênes ? la Toscane ? Piombino ? » il répondait invariablement : « Je vous ai dit, M. le général, qu'il ne s'agit que de parler tête-à-tête à votre Empereur : oui ou non (3). » Il prétendait, du reste, aller à Paris, sans titre, sans caractère officiel : le roi, son maître, ignorait sa démarche ; l'Empereur de Russie, seul, la connaissait et l'approuvait (4).

J. de Maistre avait confiance dans le succès de son projet (5), il se rendait bien compte qu'une telle entrevue était contraire à tous les usages diplomatiques (6), mais il croyait à un bon mouvement de Napoléon : « Les hommes extraordinaires, disait-il, ont tous des moments extraordinaires. Il ne s'agit que de savoir les saisir (7). »

Rien ne justifiait cette confiance. Il était inadmissible que Napoléon consentit à traiter, pour ainsi dire, d'égal à égal avec J. de Maistre, quelque brillante que fût la réputation européenne du grand écrivain. D'après les lois du Consulat, J. de Maistre était toujours Français : c'était comme par faveur qu'on lui avait accordé de rester au service du roi de Sardaigne (8) :

ne partirai qu'avec la certitude de lui parler... » — Il consentit, cependant, à faire à Savary les trois déclarations suivantes : 1^o Je parlerai, sans doute, de la Maison de Savoie, car je parlerai pour cela ; 2^o Je ne prononcerai pas le mot de *restitution* ; 3^o Je ne ferai aucune demande qui ne serait pas provoquée... »

(1) *Id.* Cf. Mémoire à S. E. M. le général Savary : « Cinq cents lieues me séparent de l'Empereur des Français : je parcourrai cet espace sans la moindre vue personnelle et sans autre espoir que celui de porter à sa connaissance quelques idées que je crois essentielles pour un objet fort supérieur au bien-être imperceptible d'un seul individu... Mon ambition principale, en me rendant à Paris, serait, après avoir rempli toutes les formes d'usage, d'avoir l'honneur d'entretenir en particulier S. M. l'Empereur des Français, etc. »

(2) Lett. et op. I, mai 1808.

(3) Blanc, *Mém.*, p. 286.

(4) *Id. id.* p. 289.

(5) Lett. et op. 13/25 déc. 1807.

(6) Mémoire à S. E. le général Savary, Blanc *Mém.*, p. 290 : « Je sens, d'ailleurs, et je proteste que c'est une grâce, et que je n'y ai pas le moindre droit.

(7) Lett. et op. I, mai 1808.

(8) Corresp. de Napoléon, t. VIII. Arrêté, Paris, 24 floréal an XII (12 mai 1803) : « Le gouvernement de la République, sur le rapport, fait par le grand juge et ministre de la justice, de la demande de Joseph-Marie de Maistre, à l'effet d'ob-

s'il mettait le pied sur le territoire français, il n'était plus qu'un sujet de Napoléon. Il exigeait que, dans le passeport qui lui serait accordé, mention fût faite de sa situation de ministre sarde (1). Napoléon pouvait-il se prêter à une pareille combinaison ?

D'ailleurs, à ce moment même, l'Empereur des Français n'était guère disposé à accorder la moindre concession au roi de Sardaigne, qui s'était livré complètement à l'influence anglaise. Le seul moyen d'obtenir une transaction était évidemment d'exécuter tout d'abord les conditions préliminaires exigées dès le consulat, savoir la fermeture absolue des ports sardes aux Anglais (2). L'éloquence de J. de Maistre n'aurait rien pu contre ce fait brutal, d'autant plus qu'il n'était chargé d'aucune mission officielle.

Savary avait paru se prêter de bonne grâce à l'accomplissement du projet de J. de Maistre. Il avait montré une telle bienveillance dans leur entrevue (3), que l'ambassadeur sarde ne mit pas en doute ses excellentes dispositions, et put croire que son Mémoire était parti, dans les conditions les plus favorables, de Saint-Petersbourg (4). Quelques mots de Caulaincourt le confirmèrent dans son extrême confiance (5).

tenir la permission de rester au service de S. M. le roi de l'île de Sardaigne, arrêtée Art. I. Il est permis à J. M. de Maistre, régent de la chancellerie et chef du tribunal suprême de l'audience royale en Sardaigne, de rester au service de S. M. le roi de l'île de Sardaigne. En conséquence, il *conservera*, pendant tout le temps de la durée de la présente permission, sa *qualité de Français*, ainsi que les droits qui y sont attachés, conformément aux dispositions de la loi du 17 ventôse an XI : toutefois, sous la condition expresse de ne point porter les armes contre la France... »

(1) Lett. et op. I. 9 juin 1808.

(2) V. plus haut.

(3) Blanc, *Mém.*, p. 286 : « Ce que je puis vous dire, c'est que je me suis avancé dans la confiance du général : car, en sortant, il dit au chambellan qui l'accompagnait : « Je suis vif ; si, par hasard, j'ai dit quelque chose qui ait pu affliger le comte de Maistre, dites-lui que j'en suis fâché. »

(4) Lettre de nov. 1807 (citée par Blanc, *Mém.*, p. 287) : « Mon mémoire est parti. Le vent de l'opinion l'a emporté, accompagné, favorisé plus qu'il ne m'est permis de vous le dire. »

(5) Lett. et op., 13/25 décemb. 1807 : « J'observe que l'ambassadeur de France n'ayant mis, à ce qu'il m'a dit lui-même, que dix-huit jours de Paris ici, a pu avoir connaissance de cette affaire avant de partir. Cependant, il en a parlé ici comme l'ayant apprise du général Savary, et il en a parlé très favorablement. » — Cependant, J. de Maistre se rendait compte des difficultés de la mission dont Savary s'était chargé. (*Id.*) : « Une des chances les plus probables, c'est que son Empereur lui lèvera la tête pour avoir osé se charger de cette négociation, et qu'on n'en parlera plus. Peu m'importe, dès qu'aucun résultat quelconque, pour les mesures que j'ai prises, ne peut nuire à S. M. »

Il est douteux, cependant, que Savary se soit hasardé à seconder un tel projet. J. de Maistre ne reçut aucune réponse (1). Napoléon n'en parla ni à son ambassadeur à Pétersbourg, ni à l'ambassadeur russe à Paris (2) ; et la correspondance de Savary, celle de Caulaincourt, sont muettes sur ce point (3). J. de Maistre ne gagna à ces démarches que de se rendre un peu plus suspect à la cour de Cagliari, qui déclara, comme preuve de bienveillance, vouloir bien seulement « ne pas donner d'interprétation sinistre à son projet. C'était toujours la même politique : on avait paru encourager de Maistre, et, en même temps, on le désavouait (4).

Il fut facile à l'ambassadeur sarde de montrer qu'il aurait pu, si sa conscience le lui avait permis, faire depuis longtemps sa « paix particulière (5) ». Et, d'ailleurs, il n'avait rien à se reprocher : cela lui suffisait, il se consolait de ce « péché capital contre la délicatesse et contre les égards que tous les souverains veulent bien avoir pour de vieux serviteurs (6) », par ce témoignage, qu'il se rendait à lui-même, d'une « fidélité tranquille qui a toujours marché sans bruit sur la même ligne et qui voudrait enfin couronner ses efforts légitimes par une tentative qui laisserait au moins un souvenir consolateur dans la conscience d'un serviteur fidèle (7) ».

C'était un échec, mais un échec honorable. Personnellement, il pouvait se réjouir de la marche de ses négociations qui témoignait de la considération dont il jouissait, même parmi les ennemis de son maître ; s'il n'avait pu faire renaître la question d'indemnisation, du moins les représentants de Napoléon avaient

(1) Lettr. et op., mai 1808 : « L'ennemi n'a pas voulu m'entendre ; si vous y songez bien, vous verrez que c'est une preuve certaine que j'avais bien pensé. »

(2) *Id.* : « Il a jugé à propos, au reste, de garder un silence absolu sur cette démarche, car je n'ai nulle preuve qu'il en ait écrit à son ambassadeur ici, et je suis sûr qu'il n'en a pas parlé au comte Tolstoï, à Paris. »

(3) Arch. nat. AF, IV, 1697 et sq. — Arch. des Aff. étrang., vol. 147 et sq. Russie. — Il est à remarquer que, dans aucune lettre de Savary ou de Caulaincourt le nom de l'ambassadeur sarde n'est mentionné. Avaient-ils reçu l'ordre de ne jamais parler du roi de Sardaigne et de ses ministres ?

(4) Arch. di Stat. Lettre du 9 juin (N. S.) 1808, n° 45 bis. — Citée dans Lett. et opusc., I (sous la date erronée de mai 1808) et par Blanc, *Mém.*, p. 291. — Voir aussi la lettre de janvier 1809 (Blanc, *Mém.*, p. 293).

(5) Lettre de janvier 1809 : « Et que me fait à moi cette Troie où je cours ? Était-ce pour mon plaisir ou pour mon profit que je voulais aller à Paris ? Si j'avais voulu faire ma paix particulière... »

(6) *Id.*

(7) Blanc, *Mém.*, p. 288 (Mémoire à S. E. le général Savary).

montré qu'ils étaient disposés à l'écouter (1). Les égards que continua avoir pour lui la légation française (2) purent lui faire croire que tout n'était pas encore perdu.

Mais la cour de Cagliari manifestait de plus en plus son hostilité contre la France ; chaque jour, elle semblait se soumettre davantage à l'influence anglaise qui, d'ailleurs, en dehors du subside ordinaire, lui accorda, en 1808, un secours supplémentaire de 160,000 livres (3). Elle vivait encore dans les mêmes illusions qu'en 1802, dans la même « mégalomanie » : elle demandait au gouvernement anglais de lui assurer, à la paix générale, un vaste domaine en Italie, sans préjudice de quelque riche possession extérieure, Chypre ou Candie, ou bien une colonie américaine, conquise par les Anglais (4). En même temps, elle contractait avec l'Autriche, mais après de longues et pénibles négociations, et avec des précautions méticuleuses, une alliance offensive contre la France. Victor-Emmanuel ne croyait à rien moins qu'à un soulèvement général des Italiens contre Napoléon, au nom de la liberté et de la patrie (5).

C'était bien dans le monde du rêve ou, selon l'expression de Bianchi, dans la lune (6), que s'agitait cette pauvre cour de Savoie ; il lui fallut bien, cependant, constater la douloureuse réalité, quand elle apprit que l'Autriche, sans le moindre souci de ses alliés, venait de faire, à Vienne, sa paix particulière avec la France (7).

Comment les espérances de J. de Maistre, sans cesse contrariées par la politique ambiguë de sa cour, eussent-elles pu jamais se réaliser ? Il continuait à s'inquiéter de la sécurité de son mai-

(1) Blanc, *Mém*, p. 287 (lettre de nov. 1807) : « Mon mémoire est parti. Si j'ai vécu jusqu'à présent d'une manière irréprochable, j'en ai recueilli le prix dans cette occasion. Malheureusement, tout s'est borné à la personne, à l'exclusion de l'objet politique.. »

(2) V. plus haut. — Cf. Lett. et opusc., 19 janv. 1809 : « Ma situation dans ce pays, mon cher comte, est devenue une espèce de spectacle... Tous (les membres de la légation française) me font des politesses, quoique sans aucune avance de ma part, pas même celle d'un billet de visite »

(3) Bianchi, IV, p. 444. Dépêche du ch. de Rossi au comte de Front. Cagliari, 21 août 1808.

(4) *Id.*, p. 441. Instructions du 16 juill. 1808 au comte de Front.

(5) *Id.*, p. 451.

(6) Bianchi, IV, p. 451, raille ainsi les instructions données par Rossi au comte de Revel, qui devait préparer, avec le général anglais Stuart, le soulèvement des différentes populations de l'Italie. Ces curieuses instructions sont publiées par Bianchi, IV, 450.

(7) Lettre de Rossi au comte de Front, rappelant que l'Autriche avait promis de ne pas traiter sans ses alliés. (Bianchi, IV, 452.)

tre, et son imagination était, sans relâche, à la recherche de quel-que asile moins menacé que la Sardaigne (1) ; il se préoccupait surtout de ne pas laisser échapper les occasions qui se présenteraient de traiter. Au contraire de la cour de Cagliari, il persistait à n'avoir qu'une médiocre confiance dans l'appui de l'Angleterre (2). Et puis, tout ne réussissait-il pas à Napoléon ? Les affaires de Portugal et d'Espagne avaient pris un caractère effrayant (3) ; et la Russie elle-même, dès avant la cinquième coalition, par l'entrevue d'Erfurth (4), par sa lutte fratricide contre la Suède (5), fortifiait en Europe la puissance de la France. Un moment, la reprise des armes par l'Autriche avait pu faire concevoir un retour de fortune : J. de Maistre s'était laissé gagner par l'extraordinaire confiance de la cour de Cagliari (6), en escomptant, il est vrai, l'entrée de la Russie dans

(1) Lettre du 6/18 mai 1818 (Arch. di St.) : « Au milieu des ruines, je songe toujours aux îles et à la Grèce. Le roi serait bien mieux à Famagouste ou à Candie qu'à Cagliari. » Une autre idée lui vient, suggérée sans doute par la fuite des Bragances (janvier 1808, Blanc, *Mém.*, p. 308) : « Il me semble que l'Angleterre pourrait, si elle voulait, placer tous les princes malheureux en Amérique. Et pourquoi pas ? Cette idée de *l'autre monde* fait peur à l'imagination ; dans le fait ce n'est rien. On se traîne de Rome ici à travers des fatigues et des ennuis inconcevables, qui durent deux mois, tandis que l'homme qui s'embarque à Cadix avec sa femme et ses enfants, ses domestiques, s'en va, sans la moindre fatigue, coucher à la Havane dans 15 jours. » Il reconnaissait, cependant, que, pour l'instant, la Sardaigne était un refuge convenable. Lettre du 5/17 juill. 1808 (Arch. di St.) : « Jusqu'à ce que l'homme extraordinaire dont nous avons besoin se montre, S. M. le Roi de Sardaigne se trouve placé aussi bien qu'il peut l'être dans ces malheureuses circonstances, puisqu'il est dans une île... Ami de la première puissance maritime, et hors de la portée immédiate de Buonaparte, je crois même... »

(2) Lettre de janv. 1808 (Blanc, *Mém.* p. 306, non datée) : « Toutes les puissances maritimes ont péri par terre, depuis la bataille de Zama jusqu'à celle d'Agnadel. L'Angleterre peut-être attaquée chez elle ou dans les Indes : de ce dernier côté, le péril mérite toute l'attention de l'Angleterre. »

(3) Janvier 1808 : « La lettre de Napoléon au prince des Asturies est une pièce diabolique, et qui a ceci de particulier que le poison résulte de la publicité... »

(4) 6/18 mai 1808. « Les suites de la nouvelle entrevue font trembler, »

(5) Lettre du 23 janv./3 fév. 1808 (Arch. di St.) : « La guerre contre la Suède est à peu près décidée. Déjà les troupes filent vers la Finlande, et c'est cela qu'on appelle une occupation ; c'est par ce mot que les Français, qui sont tout puissants ici, font illusion à l'Empereur, qui est le plus honnête homme de son Empire. Une guerre contre son beau-frère, contre le chevalier des rois et le roi des chevaliers, qui a refusé noblement, dans les moments les plus critiques, de faire sa paix particulière... » — Il dit aussi (16/28 déc. 1808) : « Pour moi, je ne doute pas que l'invasion de la Finlande ne soit la source d'une grande catastrophe pour la Russie... »

(6) Lettre du 18 fév./2 mars 1809 n° 58 (Arch. di St.) : « Si l'on fait avec Napoléon une de ces guerres balancées qui obligent deux parties à désirer la paix, et

la cinquième coalition (1). Le désastre de Wagram, la paix de Vienne, par laquelle l'Autriche abandonnait ses alliés, le consternèrent (2), mais le confirmèrent encore dans la certitude que la Sardaigne n'avait plus à compter sur personne, moins que jamais sur la Russie (3).

Les événements qui survinrent lui donnèrent raison : l'Autriche donnait en mariage à Napoléon une de ses archiduchesses (4) : il n'était pas de plus triste spectacle (5). Quant à la Russie, elle avait été sur le point d'envoyer à Paris une de ses grandes duchesses (6), et elle se montrait toujours décidée à suivre « le système français (7) ; » elle paraissait même disposée à rompre complètement tout rapport officiel avec la Sardaigne, à sup-

à faire des sacrifices naturels, alors S. M. sera certainement indemnisée... Si le Piémont lui échappait quant à présent, il n'y a que Venise et la Dalmatie qui puissent l'indemniser dignement. » — Lettre du 1/13 avril 1809 : « Quand je veux me donner du courage et argumenter contre moi-même, je lis les relations d'Autriche pleines de feu et d'espérance... Les premiers succès des Autrichiens, qu'on peut regarder comme probables... »

(1) Lettre du 23 janv./3 fév. 1808 (*id.*) : « Jamais je ne pourrai obtenir de moi de croire que notre bon Empereur, qui ne voudrait pas faire pleurer un enfant sans raison, soit réellement ami d'un l'homme capable, si sa passion le lui demandait, d'exterminer un peuple entier comme un homme et un homme comme une mouche... » — Lettre du 1/13 avril 1809 : « Je voudrais bien pouvoir vous donner une pleine assurance sur les véritables dispositions intérieures de l'Empereur. Les premiers succès des Autrichiens, qu'on peut regarder comme probables, influenceront sur la détermination... »

(2) Lettre du 3/15 nov. 1809 (Arch. di St.) : « On ne nous a point encore livré le traité du 14 octobre, mais des personnes très instruites assurent que l'Autriche, par un des articles, reconnaît expressément tout ce qui s'est fait et tout ce qui *se fera* tant en Espagne qu'en Italie. Si la clause est telle, faite la supposition que vous voudrez pour l'avenir : la plus triste sera la plus probable... » Lettre du 18 avril 1809 (annexe au n° 74) : « Le fatal acte est signé. L'Autriche reconnaît tout ce qui s'est fait et tout ce qui se fera en Espagne, en Portugal et en Italie, c'est-à-dire en particulier contre le Pape... »

(3) J. de Maistre juge sévèrement la Russie 6/18 mai 1808 : « A présent que je vois clair dans certaines choses, je suis forcé de convenir avec moi-même contre moi-même qu'une influence russe en Europe serait un fléau terrible... »

(4) Blanc. *Mém.*, p. 348 : « Tout le monde se répète un jugement du prince de Ligne sur ce mariage : il *vaut* mieux qu'il arrive malheur à une archiduchesse qu'à la monarchie. »

(5) Lett. et op. I. 1811 (au ch. de Rossi).

(6) Lettre du 13/25 janv. 1810 : « Nul doute qu'il n'ait été question, à Erfurth, d'un mariage avec une grande duchesse. L'Empereur de Russie ne s'expose qu'à voir un jour sa sœur déclarée concubine, et les enfants qu'elle pourra avoir, bâtards. Les Russes sont désespérés... »

(7) Blanc. *Mém.*, p. 354 : « Rien de nouveau ici, ce qui signifie : *Toujours mal*. Le système français est toujours sacré... »

primer la légation russe à la cour de Cagliari (1). Enfin ne parlait-on pas d'une expédition franco-russe dans l'Inde, expédition qui pourrait bien avoir pour l'Angleterre des conséquences décisives (2) ?

Pourquoi, dès lors, Victor-Emmanuel n'aurait-il pas le droit de suivre l'exemple des grandes puissances et de faire à son tour, avec la France, sa paix particulière ? Ne pourrait-il même pas se servir de sa parenté avec l'Autriche, pour parvenir jusqu'à Napoléon (3) ?

Et J. de Maistre en revient à son idée de traiter avec la France. Il montre de nouveau que, tant que vivra Bonaparte, la restitution du Piémont est absolument impossible que, d'ailleurs, la Maison de Savoie n'a aucun intérêt à en recouvrer une partie quelconque ; il lui vaudrait mieux obtenir « de plus grands Etats en Italie et même hors de l'Italie (4) ». Peut-être pourrait-on arracher à Bonaparte une cession avantageuse : la Sicile, par exemple, serait une belle compensation, et cela « s'accorderait avec la morale, qui est avant tout (5) » ; car, « Naples et la Sicile sont deux pièces séparées, et que le droit public de l'Europe ne soumettrait pas aux mêmes règles (6) ».

Mieux encore, on devrait essayer de profiter des sentiments de Napoléon à l'égard de l'Autriche : « Je crois fermement,

(1) La cour de Russie avait été représentée à Cagliari, pendant la période 1807-1810, par Lizakewitz et le prince Koslowsky. J. de Maistre demanda que la légation russe de Sardaigne fût transformée en ambassade. Lettre du 14/26 sept. 1810 : « Sur mes instances, même un peu vives, l'Empereur s'était déterminé à envoyer un ministre en Sardaigne auprès de S. M. avec le titre que j'ai. La proposition fut faite en conséquence, à M. le comte de Mocenigo, qui est à Vienne. Celui-ci accepta, mais il commit la faute d'écrire qu'il demandait, en acceptant, la permission de venir ici prendre ses instructions. S'il était parti, tout était dit. Malheureusement il a fait cette demande, et plus malheureusement encore, on désirait ici de suspendre son départ. — Y a-t-il eu quelque plainte de Caulaincourt ? ou bien s'est-il élevé quelque crainte de ce côté ? c'est ce que j'ignore. Je pencherais pour la première supposition. La connaissance parfaite que j'ai du système de Napoléon à notre égard ne me laissait pas comprendre comment il pouvait tolérer sans opposition l'envoi d'un ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire en Sardaigne .. » — Et bientôt, on peut craindre que la légation russe en Sardaigne ne soit pas maintenue. — Blanc, *Mém.*, p. 355 : « Je meurs d'envie de savoir *si et comment* on remplacera le prince K... »

(2) Blanc, *Mém.*, p. 349 : cf. p. 306, Lettre de janv. 1808.

(3) Blanc, *Mém.*, p. 349 : « Les parents de S. M. ne pourront-ils rien absolument pour elle, et n'auront-ils pas même le courage d'essayer ? »

(4) *Id.* p. 356. — *Mémoire* de 1810, § 8.

(5) *Id.*, *id.*, § 9.

(6) Lettre du 5/17 juill. 1808. (Arch. di St.)

dit-il en termes ambigus, que la politique sera toujours au-dessus de la tendresse, et que jamais il n'accordera à l'Autriche une puissance capable de lui donner de l'équilibre à l'égard de la France(1) ». J. de Maistre songeait peut-être à faire profiter son roi d'une partie des dépouilles de l'Autriche ; il ne désespérait pas de voir se conclure un arrangement entre la France et l'Autriche mêmes, la première désirant, sans doute, maintenir l'Autriche dans l'impuissance, la seconde aimant mieux voir ses anciens domaines aux mains d'un parent qu'au pouvoir de Napoléon (2).

Bien entendu, le but que se proposait ainsi J. de Maistre était, non d'assurer un nouvel établissement à titre définitif à la Maison de Savoie, mais seulement de lui procurer un domaine d'attente, où elle n'eût pas connu la misère, les humiliations, les inquiétudes qu'elle avait à subir en Sardaigne(3). Ce n'aurait jamais été là qu'une situation provisoire, qui lui aurait permis d'attendre paisiblement la fin de la tempête qui secouait le monde (4).

Pour J. de Maistre, la Restauration ne faisait pas de doute ; le régime napoléonien pouvait durer plus ou moins longtemps ; il était permis de prévoir que, le jour inévitable où Napoléon ne serait plus rien en France(5), la face de l'Europe serait changée, les princes reprendraient possession de leurs Etats(6). Cette foi

(1) Blanc, *Mém.*, p. 349. Lettre du 20 avril/2 mai 1810.

(2) C'est ainsi, sans doute, qu'il faut expliquer le § 9 du *Mémoire* de 1810 : J. de Maistre l'a, peut-être à dessein, rendu quelque peu obscur : « Un beau coup, serait de décider Bonaparte à quelque cession qui s'accorderait d'abord avec la morale, qui est avant tout, et ensuite avec les intérêts et les vues des puissances légitimes, en sorte que, dans aucune supposition possible, Votre Majesté ne se trouvât compromise. » Ce pouvait être là, en effet, un beau coup, un nouveau chef-d'œuvre de la diplomatie savoyarde, désireuse de « ne choquer personne ».

(3) V. le chapitre : *La cour de Sardaigne*. — Cf. ce qu'il dit de la Sardaigne (Blanc, *Mém.*, pp. 61-2). Il écrivait (Lett. et op., I, 17/29 mars 1806) : « Je pense à la Maison de Bourbon, à celle de Savoie, lorsque je suis tenté de m'affliger sur moi. »

(4) Arch. di St. Lettre sans date n° 19, *marzo* 1807 : « Tant que durera cette fatale influence, il serait plus avantageux à S. M. d'être placée plus loin du foyer des tempêtes et de laisser passer l'orage en régnant, comme elle pourrait, sur un peuple nouveau. » Cf. *Soirées*, II^e entretien : « Je ne songe jamais sans admiration à cette trombe politique, qui est venue arracher de leurs places des milliers d'hommes destinés à ne jamais se connaître, pour les faire tourner ensemble comme la poussière des champs. »

(5) Lettre du 4/16 juin 1894, déjà citée. — Cf. lettre du 14/26 avril 1806 (A. S.) : « Quand je songe que la postérité dira peut-être : *cet ouragan ne dura que trois ans.* »

(6) Lettre du 26 nov./7 décemb. 1804 : « Quant au retour futur du Piémont, à

profonde inébranlable en une Restauration, J. de Maistre l'avait éloquentement professée dans ses *Considérations sur la France* (1). Elle persiste sans faiblesse dans toute sa correspondance ; elle n'est jamais abattue, même par les événements les plus terribles et, semble-t-il, les plus décisifs : « En attendant, s'écrie-t-il en 1809, je m'applaudis d'avoir toujours de nouvelles raisons de vous assurer que la Révolution dure toujours, qu'il n'y a point d'exclusion, point d'établissement fixe, et que personne n'a le droit de dire : *c'est fini*. On l'a dit après la bataille de Marengo, on l'a dit après la bataille d'Austerlitz, on l'a dit après celle de Friedland, mais, malgré toutes les apparences possibles, toujours on s'est trompé (2) ».

Ainsi, dans l'esprit de J. de Maistre, les traités qu'on pouvait conclure avec Napoléon n'auraient jamais qu'un caractère transitoire (3). C'était folie que de laisser passer les occasions qui se présentaient de se *bien placer*.

Mais la cour de Cagliari, qui avait d'abord redouté de déplaire à la Russie et à l'Angleterre, en traitant avec Napoléon, craignait encore de mécontenter la seule puissance qui restât en armes contre la France et dont elle tenait à ménager le caractère ombrageux (4). J. de Maistre ne put la décider à agir ; jamais elle n'avait su, jamais elle ne saurait « tirer parti de rien (5) ». Et le malheureux ambassadeur, découragé par tant de mauvaise volonté et d'inintelligence, en était réduit à ne plus guère comprendre, lui aussi, que la politique de torpeur et d'im-

une époque plus ou moins éloignée, je le crois toujours aussi sûr qu'on peut l'être de l'avenir... »

(1) Ch. ix.

(2) Lett. et op., I, 2. oct 1809. Victor-Emmanuel avait la même confiance. V. Bianchi, IV, 490.

(3) Il disait dès 1804 (Arch. di St. Lettre du 22 juin/3 juill.) : « La chance de Buonaparte, c'est d'être chef de la première dynastie de l'univers ou d'être roué vif. Dans la première supposition, on aura fait prudemment ; dans la deuxième, on n'aura rien fait... » Cf. lettre du 2/14 fév. 1812 : « Mon désir ardent serait que, de quelque manière, Votre Majesté trouvât une position, même temporaire, plus digne d'elle. »

(4) Victor-Emmanuel au comte de Front, 10 juill. 1811 : « Le soupçon conçu par milord... sur la conduite de la cour de Palerme, et particulièrement à l'égard d'une négociation avec la France, ne nous était pas inconnu ; mais... il faut convenir que le ministère britannique, ou tout au moins quelques-uns de ses agents diplomatiques, sont un peu enclins à prendre l'alarme... ce que le ministère d'une grande puissance ose entreprendre n'est pas à la portée d'un cabinet qui ne saurait garder, pas même une heure, par ses propres moyens, les avantages qu'il aurait obtenus pour prix de sa défection. »

5) Blanc, *Mém.*, p. 273. Lettre du 28 nov./10 déc. 1807.

mobilité : « Maintenant, disait-il, je ne cherche plus qu'à tout oublier ; mais, si je ne meurs pas d'apoplexie, la dernière chose que je dirai dans ce monde, sera : *Ah ! si le Roi avait voulu* (1). »

Le malheureux prince expia chèrement son obstination à repousser les conseils de J. de Maistre. Son séjour en Sardaigne fut des plus pénibles. Deux famines épouvantables sévirent sur l'île en 1804 et en 1810 (2) ; des épidémies s'ensuivirent. Le trésor était vide ; les corsaires français, les Barbaresques ravageaient les côtes ; il était impossible de remédier à la misère générale (3). A cette infortune s'ajoutait un mal endémique, le brigandage, que la mauvaise police du royaume était impuissante à réprimer. Aussi, le mécontentement était-il général contre le gouvernement. Des émigrés sardes, réfugiés en France, tentèrent, à plusieurs reprises, d'exploiter cette situation : et, même sans leur concours, une grande conjuration fut tramée à Cagliari par l'avocat Cadeddu et de nombreux complices : elle fut terriblement châtiée. Mais la répression ne supprimait pas les causes de révolte : il aurait fallu extirper, aussi, la corruption de l'administration, plus dangereuse encore par les haines qu'elle provoquait (4).

Ce ne fut pas seulement de cette déplorable situation de l'île qu'eut à souffrir Victor-Emmanuel. Il se vit encore réduit à défendre son autorité, son indépendance contre les prétentions anglaises. Le ministre Hill, accrédité à Cagliari, affectait une allure non moins despotique que celle, à la même époque, de lord Bentinck en Sicile. Il va sans dire qu'il protégeait tous les excès commis sur les côtes et dans les ports sardes par les navires anglais. Ce n'est pas tout. En 1810, il s'opposa à l'hospitalité que Victor-Emmanuel voulait accorder à Lucien Bonaparte, chassé par Napoléon de l'Empire français. En 1812, il le somma de livrer les forteresses sardes à des régiments anglais. Victor-Emmanuel, déploya, il est vrai, en cette circonstance, une fermeté inattendue. Il avait cédé pour l'expulsion de Lucien Bonaparte : à la proposition de garnisons anglaises, il répondit

(1) Lettre du 10/22 sept. 1810 (Arch. di St.)

(2) Bianchi, IV. ch. IX, p. 463 (d'après G. Manno, *Note e Ricordi*, E. Martini *Storia della Sardegna* 1799-1816.)

(3) *Id.* p. 464, Cf. ix. de Maistre (corresp. dipl. I. 1812) : « Je ne saurais trop vous remercier des nouvelles que vous me donnez de la Sardaigne ; je voudrais qu'elles fussent meilleures sur l'article des subsistances premières, dont la disette frappe d'une manière si sensible sur les revenus de S. M. »

(4) Bianchi. IV, ch. ix, p. 470 et suiv.

qu'il consentait à signer avec l'Angleterre, contre la France, une convention militaire, mais aux conditions suivantes : l'Angleterre fournirait les subsides et les armes nécessaires, le roi de Sardaigne constituerait une armée à lui, et dont les soldats lui prèteraient tous serment de fidélité (1). L'Angleterre renonça à son projet d'occuper la Sardaigne ; mais son ressentiment ne fut pas sans doute étranger aux intrigues qui faillirent compromettre l'annexion de Gênes au Piémont (2).

J. de Maistre ne pouvait que déplorer ces vicissitudes de la cour de Cagliari (3). Toute action lui était interdite. Il n'y avait plus qu'à attendre patiemment le remède décisif à de si grands maux, la formation d'une coalition européenne sous laquelle Napoléon devait infailliblement succomber (4).

C — LA MAISON DE SAVOIE DE 1811 A 1815 — LA CHUTE DE L'EMPIRE FRANÇAIS

Rien ne la faisait encore prévoir. Sans doute, les affaires d'Espagne pouvaient constituer un grand danger pour la France : de Maistre y voyait le salut pour l'Europe (5) ; mais c'était encore

(1) Bianchi IV, ch. ix, d'après les *Lettres des ambassadeurs d'Angleterre* (Arch. di St. Mazzi, 103, 104 et s.) et les documents *Categorie Sardegna*. — Bianchi cite dans les documents une intéressante lettre de Rossi au comte de Front, 12 nov. 1805 : « Par la prochaine poste je transmettrai à V. E. le tableau des frais qu'exigerait l'état de défense de la Sardaigne... Cette île peut aisément fournir 35,000 hommes tous enrégimentés, savoir : 23 régiments d'infanterie et 19 de cavalerie, les premiers de 800 hommes et tous les autres de 400 sur pied de paix... Avec de l'argent, on en livrerait encore un tiers au-delà... »

(2) V. plus loin le chapitre relatif à Gênes.

(3) Lettre du 19 mars 1813 (corr. dipl. I.) : « Ce qui m'a pénétré du plus profond chagrin, c'est le détail que V. M. me fait de la situation de cette malheureuse Sardaigne... Ce pays est maudit, Sire... »

(4) Lettre du 2/14 fév. 1812 (*id.*) : « Il me semble avoir eu l'honneur de dire plus d'une fois à V. M. que, depuis la bataille de Marengo jusqu'à celle de Friedland, on n'a cessé de dire : *c'est fini* ; cependant, ce n'est jamais fini, et si, dans ce moment, la Russie, l'Angleterre, la Suède, la Turquie et la Prusse se réunissaient, elles donneraient encore beaucoup à faire à Napoléon, d'autant qu'une seule bataille bien perdue pourrait le perdre... »

(5) Lettre du 16/28 déc. 1808 (Blanc, *Mém.*, p. 319). Il rapporte une conversation du comte Pierre Tolstoï, ambassadeur, avec son père Nicolas, grand maréchal de la cour. « Ecoutez, mon père, l'Empereur fait bâtir beaucoup d'églises, conseillez-lui d'en faire bâtir une à *Notre Dame del Soccorso* d'Espagne ; car, si elle ne se déclare pas pour lui, son empire est perdu. » Et J. de Maistre ajoute : « En effet, s'il y a un salut actuellement, il est en Espagne... » — Cf. Lett. et op. I. 2 oct. 1809.

un salut problématique. Avec non moins de perspicacité, de Maistre pensait que le plus grand ennemi de Napoléon, c'était Napoléon lui-même, et qu'il fallait compter principalement, pour voir la fin du système napoléonien, sur la situation intérieure de la France (1). Dès l'époque du Consulat, il prévoyait que les Français se lasserait têt ou tard d'un régime tyrannique (2). Et voici que les menaces de Napoléon au pape Pie VII venaient compliquer ses embarras intérieurs (3). Peut-être était-ce là le « commencement de la fin. »

Mais, en dehors de son empire, Napoléon ne paraissait pas avoir encore à redouter de bien sérieux adversaires.

Il est vrai que, dès les premiers jours de 1811, les relations se tendent entre la France et la Russie (4). Caulaincourt est rappelé (5). La réconciliation qui est à peu près certaine en juin, ne semble pas devoir persister. Mais Napoléon, préoccupé des affaires d'Espagne, ne veut pas se brouiller définitivement avec la Russie (6); et Alexandre, qui a sur les bras la guerre de Tur-

(1) Lettre du 24 mai/5 juin 1811 (corr. dipl. I) : « J'ai eu souvent occasion d'observer à V. M. qu'il n'y avait malheureusement plus de force extérieure capable de faire la loi à Napoléon, mais je n'ai pas moins constamment ajouté que l'intérieur même de la France ne nous laisserait jamais sans espérance. Je trouve que, dans ce moment, le contre-coup de la guerre d'Espagne l'expose prodigieusement. Il s'est brouillé avec tous ses généraux. Veut-il faire commander ses armées par ses conseillers d'Etat ? Je songe souvent à combien peu de chose tient cette puissance formidable qui fait trembler l'Europe. L'autre jour, dans un très petit comité, un ministre étranger, sujet de Napoléon, nous dit en propres termes : « Il n'y a plus d'autre remède que de le faire enfermer comme fou, Il n'y a rien là d'impossible... »

(2) Lett. et op. I. juill. 1802 : « Laissez faire Napoléon. Laissez-le frapper les Français avec sa verge de fer : laissez-le emprisonner, fusiller, déporter tout ce qui lui fait ombrage... »

(3) Lettre du 26 mai/7 juin 1811 (corr. dip. I.)

(4) Lettre du 1/13 fév. 1811 (Arch. di St.) : « Tous les yeux sont ouverts dans ce moment sur les deux empires. J'ai eu l'honneur de détailler amplement à S. M. par une autre voie les différentes causes de refroidissement. » La lettre dans laquelle il parle de cette tension des relations entre la France et la Russie a, sans doute, été égarée : elle ne se trouve pas dans la correspondance qui est restée aux archives d'Etat de Turin.

(5) Lettre du 24 mai/5 juin 1811 (Corr. dipl. I.) : « Le 7/19 mai, Caulaincourt est parti. Je crois qu'il est parti avec chagrin. La guerre, qui était sur le point d'éclater, devait lui rendre ce séjour pénible. »

(6) *Id.* « Dans ma dernière dépêche du 26 avril, j'ai présenté comme une chose probable peut-être, et au moins très possible, que Napoléon ne crut pas prudent de tirer l'épée dans ce moment : c'est ce qui est arrivé. Au moment où personne ne doutait plus de la guerre, et où la mèche s'approchait du canon, tout s'est calmé en un clin d'œil, et l'on s'est remis à s'embrasser. »

quie (1), qui, d'ailleurs, est encore sous la forte impression des souvenirs d'Austerlitz et de Frielland (2), ne se croit pas « en état de faire la guerre (3). » D'ailleurs, comment se ferait cette guerre ? Si l'on doit continuer à combattre la France et non Napoléon, mieux vaudrait, sans doute, rester en repos et attendre patiemment que l'Empire français tombe de lui-même (4).

Toutefois, en 1812, la guerre semble décidée (5). La Suède, par un étrange revirement, que les origines de Bernadotte ne pouvaient faire espérer, s'est soudain décidée à commencer les hostilités (6). La Russie se joint à elle (7), et, malgré les nouvelles d'Espagne, qui sont, à ce moment, favorables à Napoléon (8), fait d'immenses préparatifs (9). Mais J. de Maistre ne peut avoir encore qu'une confiance médiocre dans cette lutte de « l'empe-

(1) Lettre de sept, 1809 (Blanc, *Mém.*, p. 333) et du 10/22 sept. 1811 (*id.*)

(2) Corr. dipl. I. 1812 : « Le *Dæmonium meridionum* a fait un tel effort sur son esprit, il a imprimé une telle idée de science, de puissance et de supériorité militaire, qu'il n'y a plus moyen d'effacer ni même d'affaiblir cette impression puissante, fortifiée, d'ailleurs, par les scènes malheureuses d'Austerlitz et de Friedland, où ce grand et excellent prince alla chercher des désagréments uniquement dus à sa présence... »

(3) *Id.* Lettre du 26 mai/7 juin 1812.

(4) Lettre du 28 janv./9 fév. 1812 (corr. dipl. I.) : « Je ne me répandrai point en prophéties inutiles sur la guerre qui se prépare : j'ai assez eu l'honneur de répéter à V. M. les raisons qui m'épouvantent, et je ne les ai pas toutes dites... Il faut, pour réussir, que la guerre se fasse, dans ce moment, d'une manière révolutionnaire ; j'entends dire : jusqu'à un certain point, et pour jouer à égalité. Il y a deux chances pour nous : 1^o que les Français, las de cette effusion de sang interminable, se défassent du guerrier pour se défaire de la guerre ; 2^o que la perte d'une bataille tue le charme qui fait sa force. Mais ces présomptions sont très faibles, tant qu'on ne fera la guerre qu'à la France, au lieu de la faire à Napoléon personnellement... »

(5) *Id.*

(6) Lettre du 3/15 fév. 1812.

(7) Lettre du 3/15 fév. 1812 : « (Bernadotte) a la Russie pour lui, et la Suède est une île lorsque la Russie est pour elle... »

(8) Lettre du 5/17 fév. 1812 : « L'inconcevable étoile de Napoléon a voulu que, dans ce moment précis où l'opinion a tant besoin de secours, la nouvelle du désastre de Valence arrive à point nommé pour hausser ses actions. J'en ai été étourdi, mais non découragé. L'esprit qui exalte cette nation la soutiendra encore, j'ose l'espérer, surtout si elle apprend que la guerre s'est rallumée dans le Nord, ce qui paraît inévitable. »

(9) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Depuis le temps des anciennes émigrations, on n'a pas vu 500,000 hommes armés s'avancer de part et d'autre pour s'égorger. La Russie a 600,000 hommes actifs sous les armes... On ne compte pas, dans ces armées, les Cosaques non enrégimentés et les autres peuplades qu'on a fait avancer... »

reur de Russie contre l'Europe qu'on va lui jeter sur les bras (1). » C'est qu'Alexandre lui-même doute de la valeur de ses généraux : il juge la victoire impossible (2). Sans une volte-face de l'Allemagne, et surtout sans une révolution en France, toute espérance est vraiment chimérique (3).

Voici, cependant, qu'après quelque indécision de part et d'autre et certains efforts de conciliation (4), la guerre est enfin commencée (5).

Ce pouvait être, pour la Maison de Savoie, une chance de restauration. Il semblait qu'elle dût compter désormais sur le concours absolu de la Russie. Encore fallait-il rendre impossible un nouvel abandon. J. de Maistre s'appliqua à donner plus de cordialité aux relations de Cagliari et de Pétersbourg, à lier étroitement le sort de la Sardaigne à celui de la Russie. Un résultat immédiat de ses démarches fut l'envoi à Cagliari d'un ministre « extraordinaire, » dont la nomination avait été, on l'a vu, ajournée naguère, pour ménager les susceptibilités de la France (6). Bien plus, dans les commencements de 1813, il eut la

(1) Correspondance diplomatique 1812.

(2) Lettre du 9/21 avril 1812 : Il raconte une conversation qu'il a eue avec « le personnage intéressant que je vous ai suffisamment désigné dans mon numéro précédent : » c'est l'Empereur lui-même, qu'il appelle M. de R... « Je lui ai donc parlé à cœur ouvert de la guerre qui se prépare. Il se croit sûr que l'Empereur sera battu d'abord (et l'on m'assure que c'est aussi l'opinion de S. M. I., mais qu'il tiendra ferme : cette première persuasion n'est pas bonne... Voici comment il justifie les mesures prises [relativement à l'absence de commandement en chef] : il n'y a point en Russie de général capable de mettre dans sa tête l'immense armée qui est sur le point d'agir, l'Empereur, du moins, a pour lui le poids de son nom. Cette raison est bonne peut-être pour la consolation en cas de malheur, [mais elle ne vaut rien pour l'espérance...]

(3) *Id.* « Il y a deux espérances : la France avant tout, si elle est mécontente, et l'Allemagne, si elle veut faire un demi-tour à droite et se souvenir d'elle-même... Mais qu'attendre d'un pays systématiquement corrompu depuis quatre-vingts ou cent ans ?... »

(4) *Id.* Cf. Lettre du 27 avril/9 mai 1812 et lettre du 9/21 avril.

(5) Lettre du 22 juin/3 juil. 1812 : « La guerre a commencé à la fin de juin... »

(6) Il y eut, toutefois, quelques difficultés : La cour de Sardaigne ne voulait pas recevoir le prince Koslowski qui déjà avait été à Cagliari comme consul, et qui déplaisait au Roi. La chancellerie russe maintint la nomination de Koslowski. Lettre du 1/13 oct. 1812 : « Je n'ignorais pas combien le prince K... déplaisait à S. M.; mais comment faire? Refuser un ministre dans la position où nous sommes, n'était pas sans inconvénient, et mon zèle pouvait aisément devenir risible... » — Dans la lettre du 7/15 oct. 1812 il annonce enfin le départ du prince Koslowski « qui retourne en Sardaigne en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. I. près de notre Auguste maître... »

satisfaction de voir le tsar écrire au roi Victor-Emmanuel une lettre qui autorisait les plus sérieuses espérances (1).

Et les événements se succédaient, rapides, terribles, décisifs. C'était, après l'invasion facile des premiers jours, la lutte de Napoléon contre une nation (2), et contre un climat (3); c'était l'armée française s'avancant à l'aveugle vers Moscou, et trouvant bientôt, sur sa route, son plus redoutable ennemi, « l'hiver impitoyable (4) : » c'était l'armée russe faisant aux Français une « guerre à l'espagnole (5) ; « c'était, enfin, Napoléon, sur le point d'être cerné, pris, perdu : « Imaginez un homme au sommet d'une échelle de cent échelons, et, tout le long de cette échelle, des hommes placés à droite et à gauche, avec des cognées et des massues, prêts à briser la machine : c'est l'image naturelle de la situation où se trouve Napoléon... (6) »

Puis vint la campagne de 1813, et avec elle, la certitude d'en finir bientôt avec Napoléon (7), surtout si les Français consen-

(1) Lettre du 5/17 août 1812 : « Napoléon a été trompé sur tous les points... Mais, sur aucun article, il ne s'est trompé autant que sur le caractère et les dispositions de la nation... »

(2) Lettre du 2/14 sept. 1812 : « Napoléon perd évidemment la tête en s'avancant ainsi qu'il le fait : il ne peut plus être sauvé, ce me semble, que par son étoile, mais, quand on se fie aux étoiles, à la fin on est dupe... Voilà l'hiver qui s'avance, les feux sont allumés de tout côté. Les Français ne sont pas chaussés, tandis que la chaussure est la partie la plus soignée de l'habillement russe. Je ne sais, en vérité, comment ce furieux se tirera de là... »

(3) Lettre du 1/13 oct. 1812 : « L'hiver impitoyable s'avance. Des lors, la position de Napoléon devient très dangereuse, et, suivant toutes les règles de la probabilité, on doit gager contre lui... »

(4) Lettre du 22 juin/3 juil. 1812.

(5) Lettre du 7/19 oct. 1812.

(6) Bianchi. IV, p. 491, cite cette lettre. Voir plus loin le chapitre sur la Russie.

(7) Lettre du 4/16 août 1813 (Bibl. civ. di Torino). J. de Maistre cite une lettre du chevalier Michaud, aide de camp de S. M. I., qui disait : « Tout ira bien, mon cher ami. Nous battons le monstre, et, qui plus est, nous détruirons ses armées. Annoncez-le à tous vos amis. C'est dommage que vous n'en soyez pas témoin. Préparez des *Te Deum*; mon cœur les chante d'avance. L'infâme ne survit que pour sa honte. Nous le battons; rassurez tout le monde. Gloire à notre Empereur! le ciel va bénir sa constance. *Nous le battons. Nous le battons!* Jamais, depuis que je vois la guerre, je n'ai eu autant d'espoir qu'à présent. Tous les jours, on se dit : Quand finit l'armistice? Il est bien long. -- Russes, Prussiens; Prussiens et Russes ne forment qu'une même famille.. Le Superbe sera avili. Notre chère patrie sera délivrée : *elle le sera, je vous le promets*. Donnez, de ma part, un grand coup de poing à tous ceux qui en doutent... » — Et de Maistre ajoute : « Je ne suis pas, à beaucoup près, aussi confiant; mais le sentiment d'un bon militaire qui voit les choses de près, est bien plus plausible que celui d'un vieux philosophe qui spéculé devant son pupitre. »

taient à se dégager de toute solidarité avec lui(1). Enfin, les alliés se décidaient à proclamer qu'ils entendaient faire la guerre non à la France, mais au seul Napoléon; la déclaration de Francfort s'inspirait des idées si souvent prêchées par de Maistre (2). C'était bien la fin; rien ne pouvait plus sauver Napoléon; son retour même de l'île d'Elbe ne devait, comme le prévoyait encore de Maistre, qu'assurer davantage sa perte irrémédiable (3).

Deux années avaient suffi pour détruire l'énorme empire napoléonien. Dès la fin de 1812, on pouvait compter sur la prochaine délivrance de l'Europe centrale; 1812, c'était bien l'*annus mirabilis*, que prévoyait J. de Maistre (4). A ce moment, tout annonçait la restauration des anciennes puissances (5). La période de crise était terminée; la Maison de Savoie allait enfin voir cesser les misères, les humiliations dont elle souffrait depuis de si longues années; elle avait le droit d'espérer son rétablissement à Turin. Et même la protection de la Russie, qui paraissait des mieux assurées, lui permettait de grandes ambitions. J. de Maistre avait montré la politique à suivre (6). Mais la cour de Cagliari ne sut, pas plus en 1813

(1) Lettre du 19 avril/1^{er} mai 1813 : « J'en reviens toujours à ma phrase éternelle : Tout dépend des Français. Il faut... traiter en même temps avec eux et leur montrer dans la paix la fin de cette tyrannie; il *peut se faire* que, dans un moment d'impatience ils le jettent à terre. Point d'autre espoir. » — Cf. lettre du 3/15 mai 1813 : « Quand on aura ôté l'Allemagne et même l'Italie à Napoléon, il sera encore le plus puissant monarque de l'Europe. En dernière analyse, tout dépend des Français. Si trente millions de fous veulent le défendre, qui le renversera? Mais il y a des moyens à prendre pour les impatienter... »

(2) V. plus haut.

(3) Lettre du 30 mars/11 avril 1815 : « Toutes les lettres nous donnent pour certaine l'entrée de ce *daemonium meridionum* à Paris, le 21; cependant, je crois que son grand coup de tête n'aboutira qu'à nous débarrasser de lui. » — Cf. lettre du 28 avril 1815 : « Ce qu'il y a de plus probable, après avoir tout bien examiné et balancé, c'est que le retour de Bonaparte est un événement extrêmement avantageux et nécessaire même dans l'ordre général, qu'il pouvait donner seul aux choses l'assiette convenable. » Lettre du 22 mai/3 juin 1815 : « C'est très heureusement pour nous que B. est revenu sur le continent... »

(4) Lettre du 9/21 avril 1812 : « Qui ne frémirait au moment de la dernière lutte? L'année 1812 s'appellera probablement, à plus juste titre que l'année 1666, *annus mirabilis*. »

(5) *Mémoire* du 17/29 déc. 1812 (Corr. dipl., I.) : « Toutes les espérances renaissent. Dans deux mois, peut-être, l'Europe sera bouleversée, Napoléon peut-être tué ou pris. En attendant, une révolution quelconque en France étant, dans ce moment, un événement infiniment probable, il est clair que la Maison de Savoie, comme les autres puissances, doit prendre les mesures convenables. »

(6) *Id.*

qu'en 1807 ou en 1800, comprendre ses véritables intérêts ; elle se refusa encore à se laisser guider par le serviteur fidèle, par l'homme d'Etat, qui défendait sa cause à Saint-Petersbourg ; et si, dans ce temps de restauration universelle, elle put retourner en Piémont, il est permis, du moins, de croire qu'elle manqua l'occasion exceptionnelle qui lui était offerte d'avancer d'un demi-siècle la fortune à laquelle a atteint, de nos jours, la Maison de Savoie.

CHAPITRE IV

La Restauration

La Maison de Savoie s'était vue près de sa ruine. Elle n'en fut que plus assoiffée d'ambition, lorsque la fortune parut sourire aux ennemis de Napoléon. Victor-Emmanuel et sa cour s'imaginèrent que la Russie était toute disposée à leur garantir la possession de la plus grande partie de l'Italie; dans une dépêche dictée par le Roi, le chevalier Rossi, secrétaire d'Etat, envoyait, le 22 mai 1813, à la suite d'un conseil royal, des instructions dans ce sens au comte de Maistre; là cour de Cagliari coupait, taillait à sa fantaisie dans la péninsule, qu'elle partageait en quatre grandes souverainetés : 1^o Etats de la Maison de Savoie avec la Ligurie et la Lombardie; 2^o duché de Modène avec la Vénétie; 3^o Etats de l'Eglise; 4^o Royaume de Naples (1).

De Maistre n'avait pas attendu ces instructions pour appeler l'attention du tsar sur les intérêts du roi de Sardaigne. Dès le mois de décembre 1812, il avait montré à la cour de Cagliari que le moment était venu d'agir auprès de la chancellerie russe (2) et il lui avait tracé un large programme politique (3). Au mois d'avril 1813, malgré l'assurance que lui donnait le chancelier, qu'une nouvelle démarche n'ajouterait rien à la bienveillance connue du tsar, il adressait à Alexandre un mémoire substantiel sur la situation qu'on pourrait faire au roi de Sardaigne en Italie (4).

Malheureusement, la cour de Cagliari, avec son autorita-

(1) Dépêche analysée par Bianchi, IV, pp. 491, 492, 493 : « Il dispaccio faceva osservare che l'unico modo di dar pace ed uno stabile assetta alla penisola italiana era di lasciare l'Alemagna agli Alemanni, e l'Italia agli Italiani. »

(2) Lettre du 17/29 déc. 1812 : « Voici un moment, Sire, bien important pour Votre Majesté. Il me paraît que les négociations devraient être reprises à cette cour, mais je n'ose pas ouvrir la bouche. »

(3, Id. *Mémoire sur la situation et les intérêts de S. M. le roi de Sardaigne à cette époque*, avec une devise : « Qui si convien lasciar ogni sospetto. »

(4) Corr. dipl., I. Lettre du 18/30 avril 1813.

risme mesquin, avec son inintelligence, son esprit de méfiance, n'avait pas su utiliser l'influence personnelle que semble avoir conquise J. de Maistre à la cour de Pétersbourg et auprès de l'Empereur lui-même.

Il est permis de croire qu'elle a empêché de Maistre de jouer un rôle dans le règlement général des affaires européennes ; J. de Maistre, au lieu de ce Nesselrode, qui ne fut qu'un sous-Metternich, on peut croire que l'Europe y aurait gagné ; et, peut-être, la Maison de Savoie y eût-elle trouvé sa fortune immédiate.

De Maistre a, sans doute, exagéré involontairement les offres du tsar. Aucun document ne confirme qu'il ait été près de devenir chancelier de l'Empire russe. Ce serait faire injure, néanmoins, à sa loyauté, à sa franchise, que de douter de ses rapports politiques avec Alexandre ; et il pouvait certes continuer à être pour le tsar un conseiller intime, sans caractère officiel ; c'eût été d'une politique habile que de l'y encourager. La cour de Cagliari était incapable de le comprendre, et, pour ne pas être exposé aux soupçons de son roi, de Maistre aima mieux laisser échapper une « immense fortune (1) ».

Il était en droit de penser que le tsar lui gardait quelque rancune de son attitude (2). En réalité, ce fut surtout la Maison de Savoie qui se ressentit de la froideur impériale, lorsqu'en 1814, la Restauration fut certaine (3). Quant à J. de Maistre, il continua, comme on l'a vu, à recevoir d'Alexandre d'affectueuses marques d'intérêt.

Il déplora amèrement, non pour lui, mais pour son souverain, qu'on eût laissé ainsi échapper une précieuse occasion de tenir de près au tsar : « La grande affaire de l'année dernière a manqué par la même raison (défaut de confiance), au grand détriment de Votre Majesté et de moi, car ma fortune était faite, et ayant l'honneur d'approcher le maître ou ses confidents les plus intimes, elle peut bien penser comment je me serais servi

(1) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Il n'a tenu qu'à moi d'être un grand personnage ; j'ai sacrifié une fortune brillante et assurée à la crainte de faire croire ou soupçonner à Votre Majesté que j'étais capable de lui préférer quelque chose. »

(2) Lettre du 24 avril/4 mai 1816, déjà citée.

(3) Lettre du 24 avril/6 mai 1814 : « Jusqu'à présent, je n'ai pas entendu un mot ni observé un mouvement relatif à Votre Majesté ; à chaque instant, je m'attendais que l'Empereur aurait dépêché quelqu'un en Sardaigne ; je suis inconsolable que nous n'ayons personne auprès de lui, mais il faut bien se garder de forcer... »

de cette circonstance pour ses affaires (1). » La cour de Sardaigne n'avait pas même cru devoir lui donner des instructions à cet égard (2); et lorsqu'il eut définitivement refusé les offres de l'Empereur, c'est à peine si on l'approuva, non sans quelque froideur (3). La cour de Cagliari en était toujours à sa vieille politique ambiguë : peut-être avait-elle peur que la présence de Maistre auprès de l'Empereur ne parût suspecte à l'Angleterre, toujours inquiète et jalouse de la puissance russe.

On aurait dû, semble-t-il, profiter de la sympathie manifeste du tsar pour J. de Maistre; et, au lieu de laisser l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, où il n'avait que faire, l'attacher, pour ainsi dire, à la personne même d'Alexandre. Il importait, avant tout, comme le disait de Maistre, de ne pas se laisser oublier; il fallait se rappeler « par tous les moyens possibles aux souvenirs puissants (4). » Et qui était en meilleure situation que J. de Maistre pour ne pas laisser perdre de vue par l'Empereur les intérêts de la Maison de Savoie (5)?

Ces raisons indiscutables, évidentes, n'empêchèrent pas Victor-Emmanuel I^{er} d'écarter de Maistre de toutes les négociations, de toutes les conférences, et, finalement, du Congrès de Vienne.

En 1813, l'Empereur de Russie, qui était le véritable chef de la coalition, faisait la guerre en Allemagne. La cour de Cagliari s'avisa qu'un représentant du roi pourrait être des plus utiles auprès de l'Empereur (6), et elle désigna à cet effet, non J. de

(1) Lettre du 18/30 avril 1813.

(2) Lettre du 4/16 juill. 1814 (déjà citée).

(3) Lettre du 18/30 avril 1813 : « Au milieu de ces pensées, je reçois la lettre où Votre Majesté me fait écrire par une main subalterne : *S. M. approuve tout ce que vous avez fait*, sans une seule syllabe de plus; je laisse Votre Majesté juger si je pensai que j'avais fort bien deviné, et si je m'applaudis d'avoir rompu l'accord par mes scrupules... »

(4) Lettre du 29 déc. 1813/10 janv. 1814 (Elle se trouve dans la section des autographes du Musée des Archives d'Etat de Turin) : « Notre grand ennemi, monsieur le chevalier, c'est l'oubli. Dès qu'un prince est entré dans l'ombre, mille raisons se coalisent pour l'y retenir. Je ne vois donc rien de si essentiel pour nous, que de nous rappeler par tous les moyens possibles aux souvenirs puissants. »

(5) Lettre du 3/15 mai 1813 : « On a beaucoup de bonté pour nous ici, car j'étais le seul ministre étranger (la famille exceptée) invité là... Jamais je ne jouis d'aucune distinction de ce genre, sans faire un retour amer sur la Maison de mon maître, qui est pendue à un fil. »

(6) Victor-Emmanuel avait été encouragé à prendre cette décision par une lettre du tsar, écrite en octobre 1812, arrivée à Cagliari en 1813, et dans laquelle Alexandre protestait de la constance de son amitié et de son dessein bien arrêté d'aider à la prospérité de la maison de Savoie (citée par Bianchi, IV, p. 491.)

Maistre, mais le chevalier Gaëtano Balbo (1). Eut-elle le sentiment d'une mauvaise action commise à l'égard du comte de Maistre ? Balbo n'était, disait-elle, qu'un officier piémontais à qui le roi accordait la permission d'entrer au service de la Russie (2). De Maistre s'employa aussitôt à lui faire obtenir un passe-port pour le quartier-général impérial (3), à « aplanir toutes les difficultés devant lui (4). » Mais Balbo, à qui l'on n'avait pas, sans doute, recommandé la discrétion, ne tarda pas à se poser en agent politique (5), à montrer de pleins pouvoirs qu'il avait reçus pour se rendre auprès de l'Empereur (6), à exiger même que le ministre de Pétersbourg lui envoyât l'argent nécessaire (7). L'humiliation était aussi grande qu'imméritée

(1) La lettre du 13/25 fév. 1814 (A. S.) est adressée à M. le comte de Balbo, chevalier grand-croix de l'ordre de Saint-Maurice et de Saint-Lazare, brigadier des armées et premier écuyer de S. M. le roi de Sardaigne-Stuttgart. — Cf. Aff. étrang. Turin, 1814-1815, t. 289. Lettre du comte de Vallaise, informant le gouvernement français de la nomination du chevalier Gaëtan Balbo, pour représenter, à Paris, le roi de Sardaigne. — En août 1814, le marquis Alfieri est nommé ambassadeur de Sardaigne à Paris.

(2) Lettre du 29 juill./10 août 1813 (A. S.) : « J'ai reçu votre lettre du 29 mars dernier, par laquelle vous me faites part de la permission obtenue par le chevalier B. de venir servir dans l'armée russe. » — Cf. lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Un officier se présente comme officier, j'en ai l'assurance la plus expresse. »

(3) Lettre au comte Balbo, 21 nov./2 déc. 1813 (A. S.) : « J'ai été certainement très exact à votre égard. Au moment même où votre arrivée me fut annoncée, je passai ici un office, dans lequel je demandai, avec toute la chaleur possible, la permission dont vous aviez besoin pour vous rendre au quartier-général. Le chevalier me répondit qu'il n'avait pas le droit d'accorder un passe-port pour le quartier-général, espèce de grâce difficile à obtenir et que l'Empereur s'était réservée. Il fallut donc envoyer mon office du 28 juin/10 juillet à S. M. I., en Sibérie... »

(4) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Un officier se présente comme officier, et pendant que j'écris pour lui, que je le vante, que je m'emploie avec la meilleure foi pour aplanir toutes les difficultés... »

(5) Lettre du 29 juill./10 août 1813 : « J'ai reçu votre lettre par laquelle vous me faites part de la permission obtenue par M. le chevalier B., de venir servir dans l'armée russe. Les lettres que j'ai reçues de lui le 22 juin et, de Gottenbourg, le 18 juillet, contiennent une variante remarquable, car il s'y exprime comme un agent politique *destiné par S. M. à solliciter toujours la protection de S. M. Impériale*. Il me dit que ses ordres portent qu'il doit s'entendre avec moi... et il espère que nous réussirons... »

(6) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Pendant que j'écris pour lui, que je le vante, il montre des pleins pouvoirs que j'ignore... » Voir dans Bianchi, IV, Docum., la lettre de Rossi à Balbo parlant des « dits pleins pouvoirs ».

(7) Le chev. Balbo demande à de Maistre 400 ducats ; mais où veut-il qu'il les prenne. Lettre du 29 juill./10 août 1813 (Corr. dipl., I). — Cf. lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Suivant ce qu'il me dit, j'étais chargé, par une lettre qui s'est perdue, de le fournir d'argent à mesure qu'il en aurait besoin. » — Let-

pour J. de Maistre, qui se trouvait ainsi « annulé devant l'opinion publique (1). » Si son cœur avait été capable de trouver une satisfaction quelconque dans une déception de la politique sarde (2), il eût pu se croire vengé par l'échec de Balbo, qu'il n'avait que trop prévu (3) : Balbo ne parvint pas, semble-t-il, à joindre l'Empereur en Allemagne (4), et n'eut d'autre consolation que d'accuser J. de Maistre d'avoir « entravé le service du Roi (5). » L'ambassadeur se contenta d'accueillir l'accusation avec une hautaine pitié (6).

tre du 8 oct. 1813 : « Le 5 novembre (Balbo) était à Prague, d'où il a tiré sur moi une lettre de change de 6,374 roubles. »

(1) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Il montre des pleins pouvoirs que j'ignore : il y a de quoi expirer, Sire. Mais quant à la chose même, je n'ai rien à dire ; loin de me mettre en avant, je me retire, je me défie de moi. Je suis triste, dégoûté, découragé... » — Lettre du 6/18 juillet 1814 : « Je crains, d'ailleurs, que les suites de la mission du chevalier B. ne se soient pas présentées à l'esprit du Roi dans toute leur étendue. J'ai été annulé devant l'opinion publique : je prie V. E. d'examiner la chose de près : elle se convaincra de cette vérité incontestable... »

(2) Lettre du 18/30 juin 1814. (A M. le comte de Vallaise, qui venait de succéder à Rossi, envoyé à Vienne avec Saint-Marsan.) « Du reste, je ne lui en veux pas plus qu'à un fusil qui m'aurait blessé : j'aime et je respecte la main qui me l'a dirigé, soit qu'elle ait su ou qu'elle n'ait pas su que le coup porterait sur moi. »

(3) Lettre du 29 juill./10 août 1813 : « Je vous avoue avec la même franchise que ce voyage me paraît entrepris sans réflexion et sans aucune connaissance du temps, des choses et des hommes. M. le chevalier de B. se lance sans précaution préliminaire et s'expose à être renvoyé de la frontière ; car les ordres sont si sévères dans ce moment, que les princes eux-mêmes de France et d'Angleterre n'ont pu pénétrer auprès de l'Empereur. L'Empereur déteste par dessus toute chose toute résidence auprès du lui ; si la politique ou les égards lui forcent la main, tant pis pour le résident : l'Empereur est le premier prince du monde pour annuler un homme sans paraître y toucher... »

(4) Lettre du 8 oct. 1813 (à Rossi) : « Quoique j'y aie mis le zèle le plus actif et le plus candide, le comte Balbo n'a pu encore aborder l'Empereur. Le 5 nov. il était à Prague, d'où il a tiré sur moi une lettre de change de 6374 roubles... M. le comte me dit, dans sa lettre du 5 nov., qu'il repart pour le quartier général qui est à Francfort... » Il écrivait à la comtesse d'Essling (lett. et op. II) : « Je m'étonne que vous n'ayez pu rien savoir du *Bégué*. D'autant plus qu'il était fixé à Stuttgart, où il est peut-être encore... » Cf. lettre de Ch. Rossi à Balbo (25 nov. 1813) publiée par Bianchi, IV. docum. cf. encore Carutti II. p. 250.

(5) Lettre du 4/16 juill. 1814 (à Vallaise) : « Je suis bien fâché de l'ennui qu'aura donné à V. M. cette affaire de M. le chevalier B. Elle trouvera ci-jointes des copies de la lettre qu'il m'a écrite en dernier lieu et de ma réponse ; les expressions : *Fautif et repréhensible comme ministre* sont un outrage au premier chef, absolument intolérable : en m'accusant ridiculement d'arrêter la barque, il me fait bien voir ce qu'il pensait de ses fonctions. Je suis inconsolable qu'il ait livré à la poste ce désagréable secret de famille... » Lettre du 6/18 juil. 1814 (*id.*) : « Il m'écrit que je suis repréhensible comme ministre, que j'entrave le service du Roi... »

(6) Lettre du 18/30 juin 1814 (à Vallaise) : « Je ne lui en veux pas plus qu'à

La maladresse de Victor-Emmanuel, en cette circonstance, devait avoir son contre-coup aux conférences de Paris : il avait envoyé auprès des souverains alliés le comte Ignace de Revel (1), vains efforts ! la Sardaigne fut tenue à l'écart des négociations, et Revel dut bientôt avouer son impuissance (2). L'idée n'était pas venue à la cour de Savoie de se faire représenter par de Maistre, qui, en outre de la sympathie du tsar, pouvait compter sur celle de la cour de Louis XVIII (3). Bien des gens attribuèrent la perte de la Savoie à la non-intervention de J. de Maistre (4) ; à Paris, on s'étonna de ne pas l'avoir vu auprès du tsar (5). Et même, — sans doute sous l'influence de cette opinion générale, — la cour de Victor-Emmanuel parut affecter de la mauvaise humeur à l'égard de J. de Maistre : peu s'en fallut qu'elle ne lui reprochât de n'être pas allé relancer l'Empereur de Russie jusqu'en France (6). Sans se mettre en avant, de Maistre

un fusil qui m'aurait blessé... Quant au fusil, Dieu le conserve et le remonte. Je ne hais que la haine... » — Cf. Lettre du 6/18 juillet 1814 : « Il m'écrivait... que j'entrave le service du Roi... Après cela, il n'y a plus de milieu, M. le comte : il est insensé ou ministre. Tant que je ne serai pas éclairé officiellement sur cette inévitable alternative, j'aurai moi-même perdu l'esprit... »

(1) Bianchi, IV. *Docum. : Istruzioni di S. M. Vittorio Emanuelè I al conte Ignazio di Revel per assistere in suo nome al congresso che si doveva in Parigi od in altra città, 14 marzo 1814.* — On sait que le traité de Paris ne fut signé que par huit puissances : Autriche, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Prusse, Russie, Suède (d'Angebert, *Congrès de Vienne*).

(2) Revel n'arriva, d'ailleurs, à Paris que trois jours avant la signature du traité du 30 mai. Il conseilla à Victor-Emmanuel, qui voulait l'envoyer à Vienne, de désigner de préférence le marquis de Saint-Marsan. (Carutti, II. p. 271 et 281).

(3) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Le bonheur dont je jouis d'être vu avec bonté dans cette nouvelle cour et d'être même intimement lié avec l'homme de confiance de S. M. Louis XVIII, me mettra à même. j'ose l'espérer, de n'être pas parfaitement inutile à V. M.. même sans changer de place... » — Lettre du 18/30 juin 1814 : « Parfaitement connu du roi de France, ayant travaillé pour lui plus d'une fois, intime ami de son intime ami, par quelle inconcevable fatalité n'ai-je pu, dans cet état de choses, dire un mot ni écrire une ligne pour mon maître... »

(4) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814 : « Les plaintes de mes compatriotes, les cris de tous mes amis, le consentement de toutes les lettres de Paris, mes liaisons et mes correspondances connues, un droit honorable dont je ne pouvais guère douter, — que sais-je ? M. le comte, — mille circonstances réunies ont pu me faire désirer de défendre à Paris les intérêts de mon maître et de mon infortuné pays... »

(5) Lettre du 6/18 juill. 1814 : « De Paris, on me demande pourquoi je ne suis pas venu à Paris... » — Lettre du 26 sep/8 oct. 1814 : « Après un assez long silence, j'ai reçu de Paris une lettre fort aimable, et que je n'ai pas même le droit de copier (je n'excepte que cette phrase : *Je suis fâché de ne vous avoir pas trouvé ici*, vous nous auriez donné de bons conseils...) »

(6) Lettre du 17/29 juill. 1814 : « J'attends avec un extrême empressement que V. E. ait la bonté de me rassurer sur le principal objet de mes précédentes

avait, cependant, fortement insisté pour qu'on envoyât un ambassadeur à Paris (1); et il était le premier à déplorer qu'on n'eût pu avoir, dans des circonstances aussi graves, un représentant auprès de la personne de l'Empereur (2). Il avait quelques raisons de penser qu'un tel résultat n'était que la conséquence de la malheureuse mission du chevalier Balbo (3), et de l'injure qu'on lui avait faite personnellement, en l'immobilisant à Saint-Pétersbourg (4).

On n'en continua pas moins à l'éloigner des négociations, et, au Congrès de Vienne, — où il eût retrouvé, avec le tsar, Capo d'Istria et son ami le prince Razoumowski, — ce ne fut pas lui qu'on chargea de représenter la Sardaigne (5). Cette mission fut confiée à M. de Saint-Marsan, assisté du chevalier de Rossi. Si ce choix était fait, paraît-il, dans l'espoir de plaire à quelques puissances, notamment à la Prusse (6); — peut-être même, parce que Saint-Marsan, dont la conduite à Berlin peut paraître suspecte, avait donné des gages aux ennemis de la France; — il ne semble pas qu'on ait complètement réussi à gagner tous les suffrages du Congrès. Tout au moins, on ne fut guère heureux auprès d'Alexandre : l'attitude toujours indécise de la Sardaigne, sur-

lettres : plus j'examine la chose, et plus je me persuade que je me serais donné le sort le plus grave, si je m'étais permis sans ordre un mouvement vers Paris. Si je me trompe, j'avoue que je n'y vois goutte, car cela me paraît évident... »

(1) Lettre du 28 avril/10 mai 1814 : « Si l'Empereur de Russie avait dû séjourner à Paris, V. M. en se hâtant d'envoyer un homme à S. M. I. C. aurait trouvé le moyen, par contre-coup, de placer quelqu'un auprès de S. M. I.; mais le temps nous manque, et tout a manqué dès le principe; plus de hardiesse pendant l'orage aurait produit un ordre de chose tout à fait différents... »

(2) Lettre du 24 avril/6 mai 1814 : « L'Empereur fait, en ce moment, le voyage d'Angleterre. Je suis inconsolable que nous n'ayons personne auprès de lui, mais il faut bien se garder de forcer... »

(3) Lettre du 18/30 juin 1814 : « Dieu veuille que le chevalier B. ne m'ait pas coupé la parole, que je ne lui aie pas rendu la pareille, et que notre nullité respective n'ait pas élevé des obstacles. Ah !... »

(4) Lettre du 6/18 juill. 1714 : « Je me croirais, en vérité, je ne dis pas imprudent, mais criminel de quitter mon poste sans un mot de S. M. ou sans un signe de l'Empereur de Russie... J'ai été annulé devant l'opinion publique. »

(5) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814 : « Je n'ai pas trop compris ce que V. E. m'a fait l'honneur de me dire : *Que l'intention de S. M. est que je reste ici pendant l'époque du Congrès.*

(6) C'était le comte de Revel qu'on devait d'abord envoyer à Vienne. Le peu de succès de sa mission à Paris le fit conseiller au roi de désigner Saint-Marsan, particulièrement bien vu de Frédéric-Guillaume III, qui lui était reconnaissant d'avoir, en 1807, dissuadé Napoléon de détruire la Prusse. Le comte d'Aglié écrivait que Hardenberg lui disait un jour : « Sans le marquis de Saint-Marsan, la Prusse était perdue. » (Dépêche du 25 juin 1814, cit. par Carutti, II, p. 281).

tout la confiance absolue témoignée par Saint-Marsan à l'égard de l'Angleterre (1), les efforts du même ministre piémontais pour s'assurer la bienveillance de l'Autriche (2), au point de blâmer une note très vive de J. de Maistre contre les prétentions autrichiennes (3) : voilà ce qu'Alexandre *vit* à Vienne et ce qui, sans doute, aggrava sa froideur à l'égard des intérêts de Victor-Emmanuel (4).

J. de Maistre avait trop de dignité pour songer à protester contre le choix du plénipotentiaire sarde. Il fit même l'éloge de Saint-Marsan, auquel on ne pouvait dénier certaines qualités de diplomate (5). Mais, en lui-même, il dut faire d'amères réflexions sur son propre sort et sur la fortune extraordinaire de Saint-Marsan qui, après la réunion du Piémont à la France, était devenu conseiller d'Etat de Napoléon, puis ministre de France à Berlin, enfin sénateur d'Empire (6), et qui, cependant, placé en 1814 par les souverains alliés à la tête du gouverne-

(1) D'Angebert, p. 529, 53 : Séance (25 sept. 1815) : « L'envoyé de Sardaigne, le comte de Revel, ayant fait confidentiellement (à lord Castleréagh) d'un traité qu'il venait de conclure avec le prince de Talleyrand... »

(2) Lettre de Saint-Marsan au comte de Vallaise, 29 juillet 1814. V. Carutti, II, p. 295.

(3) *Id.* 15 sept. 1814 : « Le comte Maistre a donné une note verbale qui m'a glacé les esprits. Tu la recevras par le courrier : toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire. Cette note devient à la fin presque un libelle contre les puissances alliées et donne l'éveil sur des objets, dont il ne faut pas parler ; heureusement, je l'ai reçue avant de voir Nesselrode, qui m'en a parlé de suite, et a dit que, s'il avait été plus lié avec le comte Maistre, il l'aurait prié de la retirer ; que, du reste, je pouvais être tranquille, qu'elle n'aurait aucun effet préjudiciable, sauf pour le comte de Maistre, qui serait traité pendant quelque temps un peu moins cordialement par la Russie ; que, d'ailleurs, on l'aimait et l'estimait, qu'on savait qu'il se montait quelquefois la tête... » Il s'agit de la note du 10/22 août 1814 (Corresp. dipl., II). Saint-Marsan ne pouvait guère être flatté de l'allusion qu'y faisait J. de Maistre aux variations politiques de l'ancien ministre de Napoléon. V. p. suiv., note 1.

(4) Lett. et op., 18 août 1819 [à M^{me} la duchesse Des Cars] : « Quand je songe au bien qu'il aurait pu nous faire... Je suis bien fâché, au reste que nous ayons à nous reprocher ses préjugés contre nous. Ce qu'il a vu, surtout à Vienne, l'a entièrement tourné contre nous... »

(5) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814 (Corr. dipl.) : « Le tact de M. de Saint-Marsan est fait pour nous tranquilliser. » - Dans la note du 10/22 août 1814, il dit (peut-être avec quelque intention d'ironie) : « il est vrai qu'un tel ministre mériterait et posséderait toujours la confiance de tous les gouvernements et de tous les régimes. »

(6) Napoléon avait grande confiance en Saint-Marsan. *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V : « M. de Saint-Marsan, qu'il croyait lui avoir été fidèle jusqu'à la fin, l'avait assuré, au moment de nos désastres, disait-il, que ce pays se montrait une des meilleures provinces. »

ment provisoire de Turin, s'était vu aussitôt investi de la pleine confiance de Victor-Emmanuel en qualité de plénipotentiaire au congrès de Vienne (1). De Maistre, lui, restait relégué à Saint-Pétersbourg ; on daignait à peine le mettre au courant des événements (2), et il lui fallait continuer à se défendre contre les soupçons et les injures du nouveau secrétaire d'Etat des affaires étrangères, le comte de Vallaise (3).

(1) Note du 10/22 août 1814 (Corr. dipl. II) : « Parce que la prudence exige que la justice ferme les yeux sur tout ce qui s'est passé, on va nous prouver que les révolutionnaires, les voleurs en chef, les ennemis personnels de S. M. et de son auguste famille doivent être faits généraux, gentilshommes de la chambre, évêques ou présidents, à l'exclusion de tous ses amis les plus dévoués et les mieux éprouvés... Quant à la distribution des emplois, les principes de S. M. sont si lumineux, qu'il n'y a pas moyen de les obscurcir. Il suffit de nommer son plénipotentiaire au congrès de Vienne, et le fils de ce ministre... pour être bien convaincu qu'elle est absolument étrangère à tous les préjugés qu'on lui prête. » Saint-Marsan devint ministre de la guerre en 1816, puis succéda à Vallaise en septembre 1817.

(2) Lettre du 26 oct./6 nov. 1815 (Corr. dipl. II) : « Votre Excellence n'a pas jugé à propos, jusqu'à présent, de me dire un seul mot de cette députation savoyarde... ni même de la restitution de la Savoie, ce qui m'a paru un peu fort. » Lettre du 13/25 juillet 1815 : « Je devais être instruit de ce qui s'était fait à Vienne; car, si M. de Saint-Marsan a réussi auprès du maître, *qu'ai-je à dire ?* Et s'il n'a pas réussi, *qu'ai-je à dire ?* »

(3) Lettre du 15 mars 1815 (Corr. dipl.) : « Qui lirait nos lettres, Monsieur le comte, croirait qu'elles sont non de deux ministres, mais de deux avocats qui plaident. Cette contestation me fait une peine que je ne puis vous décrire; je n'en connais qu'une plus cruelle, c'est celle de ne pouvoir faire autrement. Aucune dispute ne saurait finir, Monsieur le comte, dès que la bonne foi ne s'en mêle pas. » — Cf. lettre du 26 oct./6 nov. 1815.

LIVRE III

L'AGRANDISSEMENT

DE

LA MAISON DE SAVOIE

CHAPITRE I

Les plans de réorganisation de l'Italie septentrionale.

Il était misérable, pour un tel homme d'Etat, de consacrer son intelligence et son activité à briser les mesquines intrigues de cour. Il ne tint pas à lui qu'il ne s'employât avec force, auprès de l'empereur Alexandre, à réaliser les ambitieux desseins qu'il avait conçus pour la grandeur de la Maison de Savoie.

Tenu dans une sorte de suspicion, il croyait, en 1815, ne plus avoir le droit de parler au nom de son souverain (1). Mais n'avait-il pas déjà, et depuis longtemps, défendu avec énergie, avec éloquence, les intérêts de Victor-Emmanuel ? proclamé sa foi dans l'avenir brillant de la Maison de Savoie ? tracé superbement la politique qui pouvait assurer au Piémont une rapide fortune ?

Pas un instant, au milieu des plus grandes vicissitudes et des plus terribles dangers, il n'avait cessé de croire à la restitution des Etats du roi de Sardaigne : la fragilité de l'Empire napoléonien avait toujours été, pour lui, indéniable : et la chute de Napoléon devait avoir, comme conséquence immédiate, la rentrée de Victor-Emmanuel à Turin (2).

Mais une restauration pure et simple ne pouvait suffire (3). Dès 1804, dans son célèbre *Mémoire sur la situation de l'Europe*, écrit pour le prince Czartoryski (4), il montrait que l'agrandissement de la Maison de Savoie était nécessaire à la sécurité même de l'Italie, que la constitution d'un puissant état

(1) Lettre du 3/15 mars 1815. (Corresp. dipl. II,) : « ...Mais à quoi servirait tout ce que je pourrais dire à V. M. sur ce que je crains, sur ce que j'espère et sur ce que je soupçonne ? Je n'ai plus de mission pour en parler... »

(2) Lettre du 4/16 juin 1804. V. plus haut, p. 118, note 1.

(3) *Mém.* du 17/29 déc. 1812. (Corresp. dipl. I,) : « La supposition où S. M. rentrerait simplement en possession du Piémont, sans indemnité ni augmentation de forces, est insupportable... »

(4) 22 janv. 1804, publié en entier par Bianchi, IV. Docum.

dans le nord de la péninsule pouvait seule empêcher l'Italie de redevenir un champ de bataille pour les puissances européennes (1). De même, dans son *Mémoire* de 1812, il établissait qu'« il y a dans la Maison de Savoie une force, une dignité, et, si l'on peut s'exprimer ainsi, une noblesse particulière, qui n'ont cessé de l'élever à travers huit siècles, et qui justifiaient de sa part les plus hautes espérances : » par suite, elle avait le droit incontestable, lorsque l'heure de la restauration aurait sonné, de compter sur des « augmentations convenables (2). » En 1813, il déclarait que « le sort de l'Italie dépend entièrement du plateau septentrional de cette belle partie de l'Europe ; d'autres puissances ayant disparu, on ne voit bien distinctement dans ces provinces que la Maison d'Autriche et la Maison de Savoie ; » et, tout naturellement, il mettait en relief les droits de son souverain (3).

Cet agrandissement de la royauté Sarde, dans le nord de l'Italie, ne pouvait se faire que par la réunion de la Ligurie et de la Lombardie, voire de la Vénétie et du duché de Parme.

Depuis longtemps le Piémont tendait à se développer vers les rivières de Gênes. En 1777, le roi de Sardaigne avait proposé à l'Autriche en partage des territoires Gênois (4). Fidèle à cette tradition, de Maistre, dès 1803, considérait comme d'un prix inestimable la réunion de Gênes au Piémont (5) ; et, l'année suivante, il ne cachait pas sa vive satisfaction de la destruction de la République ligure, puis de l'incorporation prévue du territoire gênois à la France (6) : « Une fois qu'une République est morte,

(1) « Il serait absolument impolitique de permettre à la Maison d'Autriche d'augmenter ses possessions actuelles en Italie, sans augmenter proportionnellement celles du roi de Sardaigne. — Si, par exemple, on tirait une ligne droite de Vérone à Modène, et une autre de Modène à la mer, aux environs de Lucques, les deux puissances s'avancant de part et d'autre jusqu'à cette ligne, la balance serait établie assez pour tranquilliser les autres puissances d'Italie... »

(2) Cor. dipl. I, 17/29 déc. 1812 : « *Mémoire sur la situation et les intérêts de S. M. le roi de Sardaigne à cette époque.* »

(3) Bianchi, IV. Docum. *Mémoire du comte de Maistre sur les intérêts du roi de Sardaigne et de l'Italie en général.* « Rien n'empêche d'observer, avec toute la modération convenable, que, si la Maison d'Autriche joint à ses anciennes possessions italiennes toutes celles dont la Révolution Française l'avait investie pendant quelque temps, l'Italie se trouve politiquement anéantie dans toute la force du terme... » Il ajoute, en parlant du roi de Sardaigne, que « lui seul défendait véritablement l'Italie, puisqu'il n'en fermait les portes que pour la laisser libre... »

(4) Bianchi, I, p. 558.

(5) Lettre du 18/30 août 1803. V. pl. haut p. 120, note 6.

(6) Lettre du 11/23 mars 1804. (Arch. di St.) : « J'ai vu sans chagrin, et même

disait-il, c'est pour toujours, personne ne réclame pour elle (1). » Il était certain qu'au moment de la Restauration, on n'aurait pas à redouter les revendications d'un souverains légitime ; l'aristocratie gènoise ne comptait plus. Et, dès cette époque, de Maistre obtenait du prince Czartoryski que, dans le cas d'une restauration, Gênes serait donnée au roi de Sardaigne (2) : il fut même, un instant, question de demander Gênes à Napoléon, comme compensation immédiate de la perte du Piémont (3).

Une telle acquisition devait être, pour le roi de Sardaigne, la consolidation assurée de sa puissance dans le nord-ouest de l'Italie, en même temps qu'elle garantissait, comme le faisait valoir de Maistre, la sécurité de la péninsule (4). C'était surtout, pour le Piémont, un débouché maritime d'une valeur inappréciable (5).

Plus que la Ligurie même, la Lombardie excitait l'ambition de la Maison de Savoie. Depuis qu'elle avait dû renoncer à tout espoir d'agrandissement du côté de la France, c'était vers la

avec plaisir le changement opéré dans le gouvernement de Gênes...» V. pl. haut p. 123.

(1) Lettre du 22 oct./3 nov. 1804. (Arch. di St.) Il ajoute : « Au lieu que s'il y avait un autre dédommagement, l'ancien possesseur de ce pays ne manquerait pas de revenir. » Dans le *Mémoire* de 1804, il écrivait : « Lorsqu'une famille royale a été détrônée, elle proteste continuellement par sa seule existence... Pour une République, c'est tout autre chose... Jamais, on ne prendra les armes pour rétablir dans leurs anciens droits quelques familles de Venise ou de Gênes... »

(2) Czartoryski, *Mém.*, II, p. 62 : *Article pour l'arrangement des affaires de l'Europe à la suite d'une guerre heureuse* : « Le Piémont sera rendu au roi de Sardaigne avec Gênes et une partie de la Lombardie, ce qui formera une puissance intermédiaire et respectable... » Cf. Blanc. *Mém.* p. 107-108 : c'est une conversation de J. de Maistre avec Czartoryski : « Pourquoi le roi de Sardaigne ne pourrait-il pas être doge de Gênes ? »

(3) Lettre du 22 juil./3 août 1804. V. p. 121.

(4) *Mém.* de déc. 1813. (Bianchi, IV, Docum.) : « A ne considérer seulement que Gênes, (et toujours en supposant qu'elle ne puisse se relever), on voit au premier coup d'œil que l'union du Piémont et de la Ligurie formerait un Etat tel que la politique la plus élevée peut le désirer dans cette partie du monde : ni trop fort, ni trop faible, respectable sans être alarmant, et surtout éminemment propre dans ses justes dimensions à fermer aux Français, et à jamais, les portes de l'Italie... » — Cf. *Mém.* de 1804.

(5) *Mém.*, du comte Balbo. (Bianchi, IV, Docum.) : « Si l'on ne peut pas espérer (l'Etat de Gênes tout entier, si l'on ne peut pas, du moins, en avoir la plus grande partie, la ville de Gênes y comprise, il faut insister sur ce qui a été dit ci-dessus, relativement à la nécessité militaire de la rivière du Piémont, et ajouter que Savone est nécessaire pour le commerce du Piémont, la communication par Nice étant beaucoup plus longue, plus difficile, plus coûteuse, et ne se faisait qu'à dos de mulet. »

vallée du Pô que se tournaient ses désirs d'agrandissement. Il est vrai qu'en s'alliant à l'Autriche contre la France révolutionnaire, elle avait implicitement abandonné tout projet d'extension en Italie. Mais sa politique avide n'en était pas à connaître les scrupules ; elle croyait, d'ailleurs, avoir de justes griefs contre l'Autriche, et elle n'hésita pas, quand on put compter sur une prochaine réorganisation de l'Europe, à viser de nouveau l'acquisition d'un grande partie de la plaine lombarde. C'est ainsi qu'en 1814, son ambassadeur à Paris eut mission de demander le Milanais (1).

J. de Maistre ne pouvait que partager cette ambition. Confiant dans la restauration de la Maison de Savoie, il se réjouissait, à une époque même où cette restauration était invraisemblable, de l'annexion de l'Italie du nord à la France : il y voyait surtout la destruction d'anciennes souverainetés, qui ne reparaitraient jamais, et, par suite, la possibilité, pour le Piémont, de le remplacer définitivement (2). En 1804, il prévoyait la prochaine disparition de la République italienne : pourquoi, lorsque les Français se seraient retirés d'Italie, le roi de Sardaigne ne serait-il pas l'héritier de cette république (3) ? C'est là la principale idée du *Mémoire sur l'Etat présent de l'Europe*. J. de Maistre y montre la nécessité de constituer un Etat fort dans le nord de la péninsule, et insiste sur les droits exclusifs de la Maison de Savoie, qui seule peut se poser en défenseur de l'Italie (4) : cet Etat, d'après lui, devrait comprendre les régions « qui s'étendent au nord de la presqu'île, des bouches du Pô jusqu'aux Alpes, entre les 25° et 30° degrés de longitude et les 43° et 46° degrés de latitude... » Car, ajoute-t-il, « la liberté de l'Italie proprement dite, ou, s'il est permis de s'exprimer ainsi, de la *presqu'île ita-*

(1) Instruction au comte Ignace de Revel (Bianchi IV. Docum.) : « 7° Tâcher que le Milanais me soit donné et empêcher qu'il soit uni à Modène ou à Parme... »

(2) Lettre du 11/23 mars 1804 (Arch. di St.) : « Bonaparte est sur le point de réunir Parme et Plaisance : tant mieux. Je voudrais de tout mon cœur qu'il réunît encore la Ligurie et toute la République italique. Il est très important, pour les intérêts de S. M., que les villes principales qui l'environnent deviennent des villes françaises purement et simplement, de manière qu'elles puissent être restituées, données, échangées librement contre des pays de conquêtes... »

(3) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*. (Bianchi. IV. Docum.)

(4) Bianchi, IV. Docum. : « S'il se trouve entre la Brenta et la Doire une Maison souveraine plus antique et plus illustre, plus connue par sa bonne foi et par sa valeur, plus propre en un mot à défendre les intérêts de l'Italie... »

lique dépend entièrement de la situation politique de ces autres régions (1). »

Il revient encore sur cette idée en 1813 : « Le sort entier de l'Italie dépend entièrement du plateau septentrional de cette belle partie de l'Europe (2). » Et son nouveau *Mémoire* n'a pas d'autre objet que la mise en évidence des aptitudes de son souverain à défendre l'Italie, par suite de ses droits à occuper cet « immense et riche plateau. »

Et, de ce plateau, fait partie, non seulement la Lombardie, mais encore le duché de Parme : l'extinction de la branche des Bourbons, qui régnait dans ce pays, permet incontestablement au roi de Sardaigne d'en briguer l'héritage (3). J. de Maistre ne va pas jusqu'à réclamer pour son souverain la possession de la Vénétie. Dans son plan de réorganisation de l'Italie du nord, il laissait à l'Autriche tout le territoire de l'ancienne république de Venise (4). Il y avait eu, cependant, chez lui, comme une arrière-pensée, une secrète espérance, lorsqu'à la paix de Presbourg, la Vénétie fut enlevée par Napoléon à l'Autriche. A ce moment, il sollicita l'appui de la cour de Pétersbourg pour faire accorder, comme compensation du Piémont, la Vénétie à Victor-Emmanuel (5). En 1812, encore, après la retraite de Russie, il était bien près de conseiller à Victor-Emmanuel une renonciation officielle à ses anciens Etats pour s'assurer l'acquisition de la Vénétie (6),

(1) Cf. Bianchi IV. Docum. *Progetto di Memoria istruttiva al conte di Front ed al conte di Maistre 1813* : « L'Angleterre et la Russie s'étant convaincues, à ce qu'il paraît, de la nécessité de faire du Roi une puissance capable de servir de noyau en Italie, et de résister aux premiers coups qu'on lui porterait... »

(2) Bianchi, IV. Docum. Mémoire sur les intérêts du roi de Sardaigne, décembre 1813.

(3) Mémoire du 17/29 décembre 1812 (Corresp. dipl. I.) : « 9^e Enfin que l'extinction d'une branche des Bourbons à Parme est une circonstance non moins favorable pour nous : car cette souveraineté voisine était encore un terrible rémora attaché au vaisseau le *Royal-Savoie*. »

(4) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* 1804 : « Puisque la Maison d'Autriche a bien voulu accepter le don des Etats de Venise... il est clair qu'elle doit s'en tenir là... »

(5) Note du 21 janv./6 fév. 1807 au chancelier de Budberg (Arch. di St.) : « Le soussigné crut devoir fixer les yeux de S. M. I. sur l'Etat de Venise. Ce projet fut agréé ici, et même proposé de vive voix à S. M. I. roi de Hongrie et de Bohême, qui l'agréa de même. Ce prince ne pouvait avoir pour l'Etat de Venise la même affection qu'il avait pour ses Etats héréditaires. De son côté, Bonaparte répugnerait beaucoup moins à plier sur ce point que sur d'autres, sur Gênes, par exemple, qui le toucherait de plus près. »

(6) Mémoire du 17/29 déc. 1812 (corr. dipl. I. p. 272 et suiv.) : « La supposition de Venise est différente. L'idée de cette acquisition est éblouissante. A l'épo-

que sa richesse agricole, industrielle, maritime, plaçait au premier rang parmi les pays italiens (1), et qui, peut-être, un jour, permettrait quelques agrandissements aux dépens même de l'Empire ottoman en décadence (2). Dans ces vues sur Venise se retrouvait, sans doute, la même pensée qui inspirait sa politique à l'égard de Gênes lors de la restauration définitive, le roi rentrerait dans ses anciens Etats, et, en même temps, garderait Venise, dont les habitants se seraient aisément accoutumés à sa domination (3).

Mais il était chimérique de songer, en ce moment, à l'établissement de la Maison de Savoie sur l'Adriatique. Plus positive était la politique d'extension en Ligurie et en Lombardie. Encore nécessitait-elle, de la part des souverains piémontais, infiniment de clairvoyance et de dextérité. De Maistre, en avance sur son temps, a merveilleusement compris les conditions dans lesquelles pourrait s'accomplir cette élévation désirée de la Maison de Savoie : les ennemis qu'on aurait à combattre, les alliés sur lesquels on pouvait compter, la politique italienne qu'il fallait tardivement adopter. L'Autriche surtout, était l'ennemie redoutable, irréconciliable, du Piémont : contre elle la maison de Savoie devait tendre à s'assurer le concours d'alliés sincères et désintéressés, non certes de l'Angleterre égoïste, mais peut-être de la Russie, surtout de la France et des Italiens eux-mêmes.

que de 1805, elle fut proposée ici, mais d'une manière entièrement subordonnée. Ce serait une assez brillante résurrection pour la Maison de Savoie que l'acquisition de ce pays. S. M. deviendrait puissance maritime, et qui sait ce que pourrait enfanter cette nouvelle position ? »

(1) Mémoire de 1804 : « La force totale de cette République se composait de près de trois millions de sujets et d'un revenu de 36 millions tournois environ. S. M. l'Empereur d'Allemagne est devenu maître d'un peuple ingénieux, actif et industrieux. Il a acquis de superbes villes, et surtout l'une des plus brillantes capitales de l'Europe. Le pays, fertile et bien cultivé, est coupé en tous sens par de belles rivières et des canaux navigables, »

(2) Mémoire du 17/29 déc. 1812 : « Si au vain héritage des Lusignan venait se réunir le titre un peu plus substantiel d'une ancienne possession sur la tête d'un prince substitué aux droits des anciens possesseurs, et siégeant à leur place près de l'ancienne Grèce et à l'époque de décadence où se trouve actuellement l'empire ottoman, on ne sait pas trop ce qui pourrait arriver. »

(3) Lettre du 22 oct./3 nov. 1804 : « Le lendemain du jour où un Bourbon monterait sur le trône, le chef de la Maison de Savoie rentrerait en Piémont, et, il *garderait Gênes*. Au lieu que s'il avait un autre dédommagement, l'ancien possesseur de ce pays ne manquerait pas de revenir. »

CHAPITRE II

Le danger autrichien

L'Autriche n'avait jamais cessé d'opposer sa politique inflexible à la marche italienne de la Maison de Savoie, et, en 1814, après les défaites de Napoléon, elle ne visait à rien moins qu'à reprendre ses anciennes possessions, à les étendre peut-être, à placer enfin, comme autrefois, sous son influence, l'Italie tout entière.

Les princes de Savoie n'avaient pas toujours vu clair dans cette politique de l'Autriche ; ils s'étaient souvent alliés à elle ; par crainte de la France, ils s'étaient placés, à plusieurs reprises, sous sa protection. Mal leur en avait pris ; les défaites de l'Autriche avaient eu un contre-coup terrible pour le Piémont. Et, d'ailleurs, quel intérêt *italien* eût eu le roi de Sardaigne à des victoires autrichiennes ? Il pouvait espérer, comme le lui avait promis le traité de Valenciennes, le partage de la peau de l'ours français (1) ; mais toute ambition du côté de l'Italie lui était interdite.

Victor-Emmanuel paraît avoir été un des princes de Savoie qui se sont rendu le mieux compte des dangers de la politique autrichienne. Il s'était refusé, en 1803, à suivre les conseils de sa femme, d'origine autrichienne, et à se réfugier à Vienne (2). En 1805, il faisait écrire à son ambassadeur à Londres par son secrétaire d'Etat, Rossi, que « les Piémontais n'oublieront jamais la campagne de 1800, ni la conduite des Autrichiens envers eux » ; et il s'élevait contre *l'inique mauvaise foi* du cabinet de Vienne (3). Plus tard, après la Restauration, Victor-

(1) Blanc, *Mém.*, p. 39 : « Au moment où la nouvelle du traité de Valenciennes arriva à Lausanne, M. de Maistre était chez le bailli, baron d'Erlach de Spitz, qui se mit à rire : « Quelle peau d'ours ! »

(2) Aff. étrang. Sard. t. 281. Lettre de Cacault, 13 fructidor an X : « Il n'a aucune confiance en la cour de Vienne ; il la craint et l'abhorre. »

(3) Gaëte, le 12 nov. 1805 (lettre citée par Bianchi, IV, Docum.)

Emmanuel et son frère Charles-Félix ne cachaient pas leur méfiance à l'égard des menées autrichiennes et ne se faisaient aucune illusion sur la politique du cabinet de Vienne en Italie : « Les Autrichiens, disait Victor-Emmanuel, veulent opprimer tous les Italiens, pour les dompter comme on dompte les bêtes féroces (1). »

Ces sentiments étaient, depuis longtemps, ceux de J. de Maistre. Avant Marengo, avant Mondovi même, il avait compris que la Maison de Savoie n'avait pas de plus terrible ennemie que l'Autriche. Bien des fois il avait déploré, nous l'avons vu, cette politique *de l'ornière* qui entraînait toujours vers l'Autriche la còur de Sardaigne, et il avait montré, avec une grande force, que la Maison de Savoie n'aurait jamais d'avenir en Italie, tant que l'Autriche y dominerait ; bien plus, il prévoyait que l'ambition autrichienne menacerait un jour le Piémont lui-même. Son attitude à l'égard de l'Autriche a été invariable ; il n'a pas cessé de mettre son souverain en garde contre « l'ennemie du genre humain (2) ».

Sans doute, il établissait une distinction entre la famille de Habsbourg et le gouvernement autrichien, entre une *Maison* et un *cabinet* (3) ; mais c'était pour laisser un plus libre épanchement à ses griefs, à sa haine contre l'Autriche. Et l'on peut admettre que ses éloquents invectives n'ont pas médiocrement contribué à persuader Victor-Emmanuel de la mauvaise foi de l'Autriche (4).

(1) Lettre de Victor-Emmanuel I^{er} à Charles-Félix, 13 déc. 1815 (citée par Giacometti, *la Question italienne*). Cf. dans le même ouvrage, la lettre de Charles-Félix à Victor-Emmanuel, 2 mars 1816 : « Relativement à ce que vous me mandez des Autrichiens, il faut toujours être en garde avec ces gens-là. Leurs intentions n'ont rien de bon à notre égard. Ils nourrissent toujours dans leur sein le fiel des serpents. » — Cf. Bianchi, *Stor. del. diplom.* I, p. 366-67, deux lettres de Charles-Félix à Victor-Emmanuel. Il dit des Autrichiens qu'« ils sont comme la glu ».

(2) Lett. et op., I, 15 août 1794 (au baron V. des Etoles) : « Cette Maison d'Autriche est une grande ennemie du genre humain et surtout de ses alliés. Je vous assure que je la déteste cordialement. »

(3) Lettre du 9/21 avril 1812 (Corr. dipl. I.) : « Toutes les *Maisons* sont également respectables, quelles que soient leurs dimensions ; mais quant aux *cabinets*, c'est autre chose ; je me réserve la liberté d'en juger sans la moindre gêne.

(4) Lettre du 18/30 avril 1813 (Corr. dipl. I.) : « Ce que Votre Majesté daigne m'apprendre au sujet d'un repentir de quatre ans et d'un mémoire qui en était la preuve, montre à merveille combien ma manière de voir était juste ; si je m'étais mêlé de parler des affaires de Votre Majesté et, en particulier, de sa position à l'égard de la Maison d'Autriche, sans avoir connaissance de cette

Il s'élève avec force contre la politique égoïste du cabinet de Vienne, que tout particulièrement la Maison de Savoie a toujours eu à redouter, et dont, aussi bien, toutes les puissances européennes ont eu à se plaindre (1). Cet égoïsme n'est-il pas allé jusqu'à faire oublier même les liens du sang, jusqu'à faire refuser un asile à une Autrichienne, femme d'un prince de Savoie (2) ?

Toute l'histoire de l'Autriche, depuis les commencements de la Révolution française, montre assez quel peu de cas il faut faire de la foi du cabinet de Vienne (3). Il ne lui a pas suffi de ne vouloir être à la tête de la coalition que pour acquérir de nouveaux domaines aux dépens de la France (4) ; elle n'a entraîné des alliés à sa suite que pour les humilier, les perdre, les écraser (5).

C'est surtout, affirme encore de Maistre, la Maison de Savoie qui a eu à souffrir de la politique autrichienne, parce que c'est elle qui contrarie le plus, par ses tendances à s'agrandir (6), les vues des Habsbourg sur l'Italie (7). L'Autriche a fait certaine-

pièce, j'aurais pu me rendre extrêmement ridicule... » Il écrivait plus tard (16/28 déc. 1815) : « Que Votre Excellence se moque de la nature humaine tant qu'elle voudra, j'ai été inondé de joie en recevant enfin une lettre piémontaise, où l'on me parle français sur l'Autriche. Point de France en Italie, mais point d'Autriche ! La froideur et même la désapprobation avec laquelle fut reçu, dans le commencement de ma mission, le mémoire confidentiel le plus logique et le plus pénétrant sur ce grand sujet... »

(1) Czartoryski, *Mém.*, I, p. 198 : « L'Autriche surtout n'a jamais aimé qu'elle-même. Cet égoïsme est certainement commun à toutes les cours, ainsi qu'aux individus ; mais l'Autriche s'aime plus passionnément et plus ostensiblement que les autres, et ce sentiment exclusif détruit en elle tout élan généreux, tout procédé affectueux, sincère, disons même honnête, envers les autres... »

(2) Il s'agit de Marie-Thérèse d'Autriche, femme de Victor-Emmanuel, alors duc d'Aoste. Voir la lettre de J. de Maistre dans Blanc, *Mém.*, p. 49.

(3) Schiller, dans son *Histoire de la guerre de Trente ans*, parle de la « *Österreichische Landersucht* ».

(4) Lett. et op., I, 15 août 1794 (au baron V. des Etoles) : « C'est à la pauvre Maison d'Autriche qu'on veut donner l'Alsace, la Lorraine, la Flandre. Quel équilibre, bon Dieu ! »

(5) Lett. et op., I, 15 août 1794 (au baron V. des Etoles) : « ... Si je n'ai point de fiel contre la France, n'en soyez pas surpris ; je le garde tout pour l'Autriche. C'est par elle que nous sommes humiliés, perdus, écrasés. »

(6) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* (Bianchi, IV, Doc.) : « (La Maison de Savoie) avait encore un autre titre à la haine de l'Autriche : c'était une tendance à s'agrandir... » — Cf. lettre du 29 sept./11 oct. 1803 : « Et comme la Maison de Savoie avait une tendance naturelle, avouée par la saine politique, à s'agrandir dans le nord de l'Italie, il n'en fallait pas plus pour mériter à Votre Majesté la haine implacable de cette implacable Maison. »

(7) *Id.* « Les vues de cette puissance sur l'Italie sont si profondes, si ancien-

ment tous ses efforts pour hâter la destruction de la Maison de Savoie (1) et profiter de ses dépouilles (2).

Le traité de Valenciennes du 13 juin 1793, fut, en ce sens, un « chef-d'œuvre d'obscurité astucieuse et d'entortillage machiavélique ». L'Autriche obligeait le roi de Sardaigne à « restituer les provinces de nouvelle acquisition faites sur le Milanais, à la charge d'être dédommagé au moyen des conquêtes que les deux alliés feraient sur les Français en Italie... ou bien, laissant les conquêtes aux Français, de se faire payer par eux une somme d'argent. » Victor-Amédée préféra la seconde clause ; « mais quand on en vint à la signature, M. de Thugut les inséra l'une et l'autre (3). »

Toutefois, c'est principalement dans la guerre contre la France que se déploya l'astuce des Autrichiens, dont « la politique invariable roulait sur ces deux maximes terribles : 1^o ne jamais prendre ce qu'ils ne pouvaient pas garder ; 2^o ne jamais défendre ce qu'ils espéraient reprendre. » On ne les a jamais vus « tirer un coup de fusil au delà des Alpes ; » et ils ont laissé les Français reprendre Lyon, Toulon, la Savoie (4). Ils n'ont même pas défendu le Piémont ; Beaulieu refusa de couvrir Turin (5) : les Autrichiens

nes, si obstinées, qu'il est difficile de s'en former une idée... Si l'on veut de nouvelles preuves de l'infatigable ambition qui convoite l'Italie entière, on les trouvera dans les sentiments et dans la conduite de l'Autriche à l'égard de la Maison de Savoie. »

(1) *Id.* « Cette haine est telle que, durant les conférences de Lunéville, un plénipotentiaire français ayant objecté à un certain plan de l'Autriche, qu'il ne laisserait aucune place en Italie pour le roi de Sardaigne, le plénipotentiaire autrichien répondit (il ne le niera pas) : *« Eh ! quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un roi de Sardaigne ? »*

Il cite encore ce mot du ministre autrichien, dans une lettre du 29 sept./11 oct. 1803 (Arch. di St.), en ajoutant : « Je sais cela de source. » — Cf. lettre du 9/21 avril 1812.

(2) Corr. dipl., I, Mém. du 17/29 déc. 1812 : « Le projet de nous conquérir fut invariablement et ouvertement suivi... Un ministre autrichien, le comte de Kvenhüller, déclarait encore à très haute voix, et au milieu même des Etats de S. M., que *jamais l'Empereur son maître* ne permettrait à l'ancien souverain d'y rentrer. » — Cf. lettre du 29 sept./11 oct. 1803 : « L'Autriche nous a pardonné encore moins notre opposition à ses vues ambitieuses sur le Piémont. »

(3) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*, 1804.

(4) *Id.* « Lorsque les troupes du roi de Sardaigne entrèrent en Savoie dans l'été de 1793, ses alliés, qui avaient des troupes en Piémont, ne lui donnèrent pas un soldat, mais seulement le général d'Argenteau... »

(5) Arch. nat. A. F. IV. 1700, copie d'une lettre du comte de Front, 14 juin (?) : « Le Roi eut à se plaindre jusqu'au dernier moment des Autrichiens. Au milieu de son désastre, il fit faire à Beaulieu les plus fortes instances pour qu'il vint donner les mains au général Colli, ou que, du moins, il fit prendre à son armée

n'espéraient rien moins que conquérir bientôt sur les Français le Piémont même et le garder pour eux en vertu du principe : « que tout ce que l'Autriche reprenait sur l'ennemi commun lui appartenait sur le champ, sans discussion ni retour (1). »

Et n'est-ce pas cette maxime qu'effectivement ils tentèrent de mettre en pratique dans la campagne de 1799, en s'opposant impitoyablement au retour de Charles-Emmanuel à Turin (2), en déclarant aux envoyés de Charles-Emmanuel que « le roi de Sardaigne n'a, pour le moment, rien à faire dans l'administration du Piémont (3), » en traitant même le Piémont comme un pays conquis (4) ?

une position qui couvrit la capitale : Beaulieu se refusa à ces propositions, sous prétexte de réserver le reste de ses troupes pour la défense de la Lombardie. » Cf. J. de Maistre, Corr. dipl. I. 9/21 avril 1812. « Et lorsqu'un ministre étranger de ma connaissance particulière et fort attaché à nos augustes maîtres disait à M. Gherardini ; *Mais à quoi pensez-vous donc de défendre aussi mal ce pays ?* »

(1) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*. — Cf. lettre du 9/21 avril 1812 : « Autre principe non moins lumineux : *Tout ce qu'on prend sur l'ennemi est à nous, même le bien de l'ami : en conséquence, nous ne défendons le Piémont qu'autant qu'il faut pour agacer les Français, puis nous le reprendrons sur eux...* Par une suite du même principe, on volait Bologne au chef de la chrétienté, qui n'est en guerre avec personne... Mais Bologne avait été prise la veille par les Français : donc, etc... »

(2) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* : « Après la brillante campagne de Suwaroff, le roi de Sardaigne qui était à Cagliari, est rappelé sur son trône par la Russie et l'Angleterre. Le bon prince s'embarque sur la foi de ces deux puissances... et l'Autriche seule s'y oppose avec tant de fureur et d'obstination, qu'elle fait plier ces deux grands alliés. Elle emprisonne le Roi à Florence... » — Cf. Corresp. dipl. I. 9/21 avril 1812 : « Et lorsque Suwaroff, debout encore à Augshourg, disait au cabinet : *Voulez-vous replacer le roi de Sardaigne ?* Voilà la dépêche de mon maître, qui non seulement me permet de m'arrêter, mais qui s'engage d'envoyer sur le champ une seconde armée ? — *Non*. Est-ce la maison ou le cabinet qui prononçait si distinctement ce consciencieux monosyllabe ? » — Cf. encore Czartoryski, qui, dans ses *Mémoires*, confirme le jugement de J. de Maistre sur l'attitude de l'Autriche (*Mémoires* I. p. 198) : « Ajoutons-y aussi que la cour de Vienne faisait de son mieux pour empêcher le Roi de Sardaigne de rentrer dans ses Etats. Elle craignait d'abord que sa présence ne mit des entraves à ses projets et opérations militaires et politiques ; et puis, il y a longtemps que ces deux cours ne s'aiment pas... »

(3) Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 déc. 1897. L'Europe et le Directoire.

(4) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* : « Ils s'emparaient des caisses publiques, et foulaient le pays par des exactions qui faisaient publier, ou, pour mieux dire, regretter les Français. Ils prirent dans ses arsenaux 2000 canons, des bombes, des boulets, des munitions de guerre de toute espèce. » — Cf. lettre de Thugut à Colloredo : « Il n'est pas douteux que notre armée, ainsi que les personnages qui y étaient attachés, se sont conduits de telle façon en Italie, qu'il n'est pas un Italien qui ne préfère la domination française ou le gouvernement

On peut encore avoir une idée des intentions de l'Autriche à l'égard de la Maison de Savoie par le *Mémoire*, que lord Minto soumit en 1800 au comte de Vallaise, prédécesseur de J. de Maistre, et qui était évidemment inspiré par l'Autriche : l'Angleterre se faisait fort d'assurer l'appui de l'Autriche au Piémont, à condition que Charles-Emmanuel consentit à céder une partie de cet Etat avec la place d'Alexandrie, et à mettre entièrement l'armée piémontaise « à la disposition et sous les ordres de S. M. l'Empereur pendant la guerre (1). » De Maistre trouvait déjà excessive la demande de la ville d'Alexandrie en échange de laquelle l'Autriche ne donnait qu'une vague espérance de rétrocession de la Savoie et de Nice (2) ; il commentait amèrement la proposition de livrer complètement les troupes piémontaises à l'autorité autrichienne : « c'est-à-dire, s'écriait-il, vous ne retiendrez que le nom du Roi : vous ne serez qu'un instrument purement entre mes mains. Vos armées, vos places, vos arsenaux, vos trésors seront à moi. Vous ne réparerez plus dans vos Etats... En récompense vous me céderez Alexandrie et une partie de vos provinces les plus fertiles... De mon côté, je vous donnerai dix à douze lieues de côtes sur la Corniche qui ne m'appartient pas et Final qui ne m'appartient pas davantage (3). » Et l'Autriche ne bornait pas là ses insolentes prétentions : en fait, elle subordonnait à ces cessions de territoire le rétablissement de la souveraineté piémontaise (4).

De Maistre ne pouvait contenir l'expression de son indigna-

de la Cisalpine au prétendu despotisme autrichien. » (Citée par Lavisse et Rambour, *Hist. gén.* T. IX. p. 420).

(1) Arch. di St. di Torino. Lettere di Ministri, Russia 6 déc. 1803. Note relative aux propositions de Milord Minto en 1800, faites au comte de Vallaise, La feuille est divisée en deux colonnes : à droite, reproduction du *mémoire* ; à gauche, *observations*. La note est destinée au chevalier Woronzow.

(2) Arch. di St. *Note sur les propositions de Milord Minto* : « Quel nom donner à la cession qu'on demande ici à S. M. ? Est-ce un don ? Est-ce une compensation ? est-ce un salaire ? est-ce une amende ? On ne trouve pas aisément le vrai nom, Ainsi on demande au roi Alexandrie, ville aussi grande que Turin, aussi forte que Turin et à quelques marches de Turin, et on lui promet, en retour, outre Final, la Savoie et Nice, *quand ces pays seront reconquis*. »

(3) *Id.*

(4) *Id.* De Maistre faisait remarquer : « Cette souveraineté qu'on promet de rétablir avait donc été renversée : et par qui l'avait-elle été ? puisque le maréchal de Suwaroff avait proclamé en arrivant l'autorité du Roi ? Observez que S. M. l'Empereur a conquis le Piémont sur son allié, et qu'il ne le rendra que lorsque le souverain légitime lui en cédera une partie avec une ville, qui, dans le fait, anéantira cette souveraineté. »

tion, de ses craintes, de sa haine contre la cour de Vienne (1). Il multipliait les avertissements, mettait son souverain en garde contre la politique fourbe de l'Autriche : « Tant qu'il me restera de la respiration, disait-il, je répéterai que l'Autriche est l'ennemie naturelle et éternelle du Roi (2). » Dès son arrivée à Saint-Petersbourg, il se préoccupait de « tuer les espérances de l'Autriche sur l'Italie septentrionale (3). » Il s'inquiétait du rapprochement des deux cabinets de Vienne et de Pétersbourg (4). Il recommandait à Victor-Emmanuel d'éviter toute alliance, toute entente avec l'Autriche pour la guerre qui se préparait : ce serait peut-être un nouveau traité de Valenciennes.

Ces conseils n'étaient pas inutiles. Dans sa hâte de revenir sur le continent, la cour de Savoie était prête à faire les plus grands sacrifices : elle se résignait encore à voir l'Autriche « dominer de Venise à Pavie (5). » De Maistre protestait, déclarant que mieux vaudrait n'être jamais rétabli en Piémont, que de l'être par l'Autriche (6) : ce serait alors un *protectorat humiliant* qui

(1) Lettre du 25 sep./7 oct. 1803 (Arch. di St.) : « L'Autriche nous hait certainement plus que la France. » — Lettre du 9/21 fév. 1804 : « Jamais je ne serai tranquille sur ce terrible cabinet. On peut, je crois, dire de lui ce qu'un bon plaisant me disait un jour sur je ne sais quel mauvais sujet : « Il faut le tuer pour lui apprendre à vivre. » — Lettre du 6/18 sept. 1804 : « Je sais ce que Vienne a dit de Turin : ma rancune est invincible... »

(2) Lettre du 3/15 sept. 1804.

(3) Lettre du 25 sep./7 oct. 1803. Il dit encore : « Il faut insister sur la nécessité d'établir une puissance militaire en Italie entre la France et l'Autriche. »

(4) Lettre du 20 nov./2 déc. 1803 : « L'Autriche se rapprochant, dans ce moment, de la Russie, il était fort à craindre qu'elle ne spéculât de nouveau sur l'Italie d'une manière contraire aux intérêts de V. M. C'est ce que je tâcherai de prévenir suivant mes forces. » — Même idée dans la lettre du 29 sept./11 octobre 1803.

(5) Lettre du 18/30 août 1804 (datée à tort par Blanc de 1805) : « Ce que je vous demande en grâce, M. le chevalier, c'est de vous défendre des inspirations de la peur... Ceci me ramène à ce numéro précédent, le numéro vingt-un, où vous me parliez de sacrifices que S. M. était prête (*sic*) de faire, etc. Mais, mon Dieu ! en sommes-nous donc à régler les confins ? Il faut cinq ou six ans d'une guerre terrible pour remettre les deux puissances en contact... Par quelle terreur anticipée, par quel fatal oubli de ses droits et de ses intérêts, S. M. voudrait-elle donc mettre en avant des questions dont il ne s'agit nullement ? Je serais tenté de croire que S. M. a pris son parti et qu'elle est parfaitement résignée à voir la Maison d'Autriche dominer de Venise à Pavie... La chose du monde dont je prie le plus instamment S. M. de se garder, c'est de sacrifier à l'utilité du moment... »

(6) Lettre du 29 févr./12 mars 1804 (datée par Blanc, du 12/24 févr.) : « Je vous fais le plus beau jeu possible : si la France est battue et obligée de signer un traité par lequel S. M. serait établie dans ses Etats, c'est alors que j'aimerais

espérait sur Turin : il ne resterait plus « qu'à demander une garnison française, comme le prince de Monaco. » C'en serait fait pour toujours de la Maison de Savoie : on pourrait dire d'elle : *Vixit* (1).

Il pouvait y avoir dans ces craintes quelque exagération : elles n'étaient pas sans fondement. Le chancelier autrichien Thugut, en 1799, ne voulait peut-être pas l'annexion totale du Piémont (2) ; il voulait, du moins, le démembrement. En tout cas, il était prêt à le sacrifier : à Lunéville, Cobentzel et J. Bonaparte s'étaient (avant Hohenlinden) mis d'accord pour partager la Haute-Italie, l'Autriche prenant la Lombardie et les Légations et abandonnant à la France la Ligurie et le Piémont (3). N'avait-on pas entendu l'ambassadeur d'Autriche, à Pétersbourg, déclarer que la grande erreur de la diplomatie européenne était de se préoccuper des puissances de second ordre (4) ? C'était presque le mot des conférences de Lunéville : « Eh ! quelle nécessité y a-t-il qu'il y ait un roi de Sardaigne ? »

De Maistre redoutait tellement le danger autrichien, qu'il ne se contentait pas de mettre en garde son souverain ; de sa propre initiative, il agissait auprès de la cour de Russie, pour empêcher l'Autriche de se faire reconnaître la possession du Piémont : il ne pouvait supporter l'idée de voir se renouveler « le scandale de 1799 (5) ; » il montrait que, d'ailleurs, l'intérêt de

mieux être roi des Iroquois. S. M. se trouverait placée entre l'Autriche et la France telle qu'elle est, c'est-à-dire entre deux puissances qui ne pouvaient la souffrir... »

(1) Lettre du 18/30 avril 1804.

(2) De Sybel, VI, p. 36 : « (Thugut) ne songeait pas à conserver précisément tout le Piémont ; il désirait au moins recouvrer pour l'Autriche le Novarais, perdu en 1748 ; il ne voulait à aucun prix se laisser lier les mains par la restauration prématurée de Ch. Emmanuel. »

(3) De Sybel. *L'Europe pendant la Révolution*, t. VI, p. 349-50. Cf. Sorel. *Revue des Deux-Mondes*, 15 déc. 1897. *L'Europe et le Directoire*.

(4) Lettre du 25 nov./7 déc. 1804 (Arch. di St.) : « M. le comte de Stadion ne s'est pas gêné pour dire un jour devant moi que, ce qui avait perdu l'Europe, c'était l'attention qu'on avait accordée aux puissances de second ordre ; qu'il fallait, au contraire, mettre une grande puissance en état de faire équilibre à celle qui les menace toutes. L'idée n'est pas sotte... »

(5) Mémoire au prince Czartoryski, 4/16 sept. 1805 (Arch. di St.) : « L'envie manifestée par les Autrichiens de posséder le Piémont ne peut être fondée que sur deux motifs : celui de le retenir ou celui d'en tirer parti. Sur le premier article, le soussigné ose se flatter que S. M. son maître peut s'en reposer sur les bons et puissants offices de S. M. I... En supposant que le Piémont, arraché aux Français, dût, pour de fortes considérations politiques, demeurer quelque temps sous une domination étrangère, il ne s'ensuit nullement que le Roi légitime dût être parfaitement oublié et qu'on dût voir encore le scandale de 1799, où le roi, relé-

l'Europe était de rendre impossible le contact des grandes puissances « par de moindres souverainetés, capables cependant de les tenir en repos, en menaçant de se jeter de tel ou tel côté (1). »

Aussi avec quelle joie voit-il un jour la duplicité de l'Autriche reconnue, constatée officiellement (2)! Et il proclame aussitôt que la campagne de 1805 n'est que le châtement de l'alliance autrichienne : c'est encore la cour de Vienne qui a perdu l'Europe (3).

Si, un moment, les malheurs de l'Autriche amollissent sa rancune (4), s'il espère que la mauvaise fortune sera pour le cabinet de Vienne une terrible, mais utile leçon, et qu'il saura désormais mieux traiter ses alliés (5) ; il ne tarde pas toutefois, à retrouver sa méfiance ; la désinvolture avec laquelle l'Empereur

gué et retenu à Florence par une influence connue, y vivait sans autre espoir que les subsides des cours amies, tandis que les possesseurs de ses Etats y levaient en paix, avec le souverain, des sommes énormes... »

(1) Lettre du 25 nov./7 déc. 1804.

(2) Lettre du 6/18 sept. 1804 (Arch. di St.) « Le comte de Stadion est rigoureusement convaincu d'avoir menti officiellement ici... (Il s'agit de la reconnaissance de Bonaparte comme Empereur, Cobentzel relevant des difficultés, Bonaparte lui dit enfin : « Connaissez-vous la lettre de votre maître, que j'ai dans ma poche? » — Et il lui montra une lettre autographe de l'Empereur, par laquelle immédiatement après l'horrible exécution du duc d'Enghien, il le félicitait sur le danger auquel il venait d'échapper... Maintenant, j'espère que, si S. M. devait apercevoir de ma part un peu trop d'aversion pour cette puissance, elle me pardonnera... »

(3) Lettre du 19/31 janv. 1806 (Arch. di St. cit. par Blanc) : « C'est encore le génie autrichien qui nous a jetés dans cet abîme. Pour écouler leurs billets de banque, pour avoir le plaisir de posséder cette Bavière tant convoitée et d'en fouler les habitants selon le *rit* Autrichien, ils entrèrent en Bavière... La bataille du 2 déc. nous a jetés fort loin des réjouissances. Ce malheur a été préparé comme tous les autres, par le cabinet d'Autriche... »

(4) Lettre du 4/16 janv. 1806 (au comte de Front) : « Malgré ma haine piémontaise contre l'Autriche, et le plaisir un peu satanique, dont j'ai eu l'honneur de parler à V. E., je n'en paierais pas moins d'une partie de mon sang le rétablissement de cette puissance dans ses droits et ses prétentions légitimes, car l'équilibre européen est nécessaire au monde, et la politique ne se règle pas par des affections... »

(5) Lettre de 1806, nov. (13?) n° 14 (Arch. di St.) : « J'ai eu l'honneur de vous parler plus d'une fois des avances que je recevais de la part de M. le comte de Meerfelds. Cette liaison amena, l'autre jour, comme je l'avais prévu, une explication à l'égard de S. M... L'Ambassadeur me nia très expressément que sa cour eût jamais eu la volonté de dépouiller Sa Majesté... J'ai dépeint à M. l'ambassadeur d'Autriche les sentiments de S. M. pour l'Empereur son maître... Il me semble, M. le chevalier, que ce point n'est pas tant mal ajusté, et je me flattais, en cultivant cette connaissance, de ne laisser plus à S. M. aucun souci de ce côté... » Cf. Lettre de mars 1807. (Blanc. *Mém.* p. 260).

François I^{er} traite à Vienne, en 1809, sans avertir ses alliés (1), le mariage de l'archiduchesse Marie-Louise avec Napoléon (2), enfin l'entente complète de l'Autriche avec la France contre la Russie (3), lui enlevèrent toute illusion sur la cour de Vienne. Il n'hésita pas à la juger plus sévèrement encore qu'il ne l'avait fait jusque-là (4). Lors de la campagne de Russie, il allait même, avec une exagération passionnée, jusqu'à accuser les Autrichiens de se battre avec la même ardeur que les Français (5). Et l'entrée de l'Autriche dans la sixième coalition, loin de le rassurer pour l'avenir de la Maison de Savoie, réveilla toutes les craintes qu'il avait si souvent exprimées (6).

Lorsque le désastre de l'armée française en Russie avait permis d'espérer une restauration prochaine, de Maistre s'était efforcé de faire comprendre à son souverain que la politique piémontaise devait toute entière être tournée contre l'Autriche, parce que cette puissance serait toujours, tant qu'elle aurait un pied en Italie, la plus grande ennemie des rois de Sardaigne (7) ; par suite, disait-il, « l'intérêt le plus évident de la Maison de Savoie, intérêt qu'elle partage avec toute l'Italie, est, sans aucun doute, que celle d'Autriche ne possède rien dans ces contrées, sauf à l'indemniser d'une manière digne d'elle en Allemagne (8). »

(1) V. pl. haut, l'alliance de la Sardaigne avec l'Autriche en 1809. C'est à cette mésaventure, qui effara la cour de Sardaigne, que fait allusion la lettre du 18/30 avril 1813 (citée p. 178, note 4).

(2) Lettre du 20 août/1^{er} sept. 1811 (Corr. dipl. I.) : « Lorsque dans le moment décisif le terrible homme s'avancera ou volera sur Vienne, n'y trouvera-t-il pas le même prince qui lui a cédé sa fille ? »

(3) Lettre du 9/21 avril 1812 (Corr. dipl. I.) : « Il ne manquait plus à l'Autriche que de servir d'instrument à l'asservissement général : c'est ce qu'elle va faire, d'abord par les trois mille hommes stipulés, et ensuite par tout le reste. »

(4) *Id.* C'est dans cette lettre qu'il fait contre la Maison d'Autriche le violent réquisitoire dont quelques passages ont déjà été cités.

(5) Lettre du 7/19 oct. 1812. (Corr. dipl. I.)

(6) Lettre du 6/18 sept. 1813.

(7) Mémoire du 17/29 déc. 1812 : « Elle a les droits les plus légitimes sur la Lombardie, et, tout à l'heure, elle possédait l'Etat vénitien, qu'elle pourra fort bien réclamer ; la Toscane lui appartenait encore indirectement, et même elle avait cru pouvoir s'approprier quelques provinces du Saint-Père. Rendons-lui par là la pensée toutes ces provinces, voilà cette puissance maîtresse absolue sur tout le plateau septentrional de l'Italie... Le dernier agent de S. M. à Vienne fit beaucoup rire la diplomatie, lorsqu'il se flatta d'avoir *enfin persuadé cette cour d'abdiquer ses anciens systèmes à l'égard de la nôtre*. Cet homme, de fidèle et estimable mémoire, ne voulait pas se rappeler que la raison d'état n'abdique rien et ne peut rien abdiquer... »

(8) *Id.*

En 1813, ce ne fut pas avec moins de vigueur qu'il renouvela ses recommandations de méfiance (1), et, dans son *Mémoire* de décembre, destiné à être communiqué au gouvernement anglais (2), il démontrait que le rétablissement de la puissance autrichienne en Italie ne compromettrait pas seulement la sécurité des peuples italiens, mais même l'équilibre de l'Europe (3).

La cour de Sardaigne se rendait bien compte de cette ambition autrichienne qui la menaçait dans son existence même ; un projet d'*Instructions* au comte de Front et au comte de Maistre, daté de 1813, invite ces deux ambassadeurs à insister auprès des gouvernements anglais et russe sur la nécessité « qu'il y ait en Italie un prince capable de s'opposer aux projets d'une nation qui, dans tous les siècles, a manifesté le dessein de s'en emparer, et qui l'a à peu près subjuguée (4) ». Dans un *Mémoire* destiné à la cour de Russie, on établit encore « que si la même puissance, déjà forte par elle-même, réunissait en Italie toutes les terres sur lesquelles elle peut former des prétentions, c'est-à-dire tout ce qu'elle possédait de droit directement ou indirectement, et tout ce que la Révolution lui avait donné passagèrement, il en résulterait une telle rupture d'équilibre, que l'Italie, l'Europe et l'Empereur de Russie, en particulier, devraient la redouter (5) ».

(1) Lettre du 6/18 sept. 1813 . « Quant à l'Autriche, c'est à vous de voir, M. le chevalier (car pour moi je suis loin), si réellement la *Maison* est animée des sentiments qu'elle a fait déclarer à S. M.; si ces sentiments sont indépendants de toute vue ultérieure ; si enfin le *cabinet*, suivant ma distinction favorite, ne se moquera point de la *Maison*... »

(2) Bianchi, IV. Docum. On lit dans le dernier paragraphe : « Dans cette solennelle et décisive conjoncture, S. M. le roi de Sardaigne comptera jusqu'au dernier moment sur une grande et généreuse puissance, dont il a constamment éprouvé les bons offices. Elle partage avec la Russie l'honneur d'avoir sauvé l'Europe... »

(3) *Id.* « Si la Maison d'Autriche joint à ses anciennes possessions italiennes toutes celles dont la Révolution Française l'avait investie pendant quelque temps, l'Italie se trouve politiquement anéantie dans toute la force du terme... Alors cet immense et riche plateau, se trouvant en contact avec les provinces Illyriennes et Allemandes, verra renaître une puissance énorme, dont le poids écrasera le reste de l'Italie... On tournait jadis en ridicule le très innocent mariage du Doge de Venise avec la mer Adriatique ; mais si l'Angleterre favorise sans contre-poids les nouvelles noces qui se préparent, elles seront plus sérieuses que les précédentes, et nous doutons également, ou que l'Europe en remercie la Grande-Bretagne, ou que le Parlement en remercie le cabinet... »

(4) Arch. di Stato. Lettere di Ministri. Russia. *Progetto* di Memoria istruttiva 1813 (publié par Bianchi, IV, Docum.)

(5) *Id.* Copia di una Memoria rassegnata all' Imperatore di Russia.

Mais les princes de Savoie étaient incapables d'adopter contre l'Autriche une politique nette et hardie. Plus que jamais, elle en était à la politique de la peur, à son « système de ménager tous les partis » qui était pourtant, comme le répétait de Maistre, « le moyen de les choquer tous (1) ». Les instructions de Victor-Emmanuel au comte Ignace de Revel, envoyé à Paris, en mars 1814, ne font aucune allusion au danger autrichien (2) ; c'est à peine si, dans les instructions au comte de Saint-Marsan, le Roi revendique les moyens d'assurer l'indépendance de l'Italie (3).

Le fait même d'avoir tenu à l'écart J. de Maistre n'était-il pas comme une capitulation devant le système autrichien ? L'ambassadeur sarde à Saint-Petersbourg était connu pour son hostilité à l'égard du cabinet de Vienne ; il l'avait trop fréquemment manifestée, et avec trop d'éloquence (4). Ce fut là, sans doute, une des raisons — peut-être la seule — qui s'opposèrent à son envoi à Paris auprès du tsar Alexandre (5). Par peur de choquer l'Autriche, on se priva du concours de l'homme qui pouvait peut-être le mieux assurer l'appui de la Russie, le mieux défendre les intérêts du roi de Sardaigne contre les prétentions autrichiennes.

De Maistre n'avait pas, cependant, négligé d'insister sur la gravité des circonstances. Il avait montré — non seulement, comme on l'a vu, l'Autriche prête à reprendre sa politique envahissante — mais encore, ce qui était certes plus dangereux, l'Angleterre disposée à favoriser l'ambition autri-

(1) Lettre du 18/30 avril 1804, citée plus haut. (V. le chapitre sur la cour de Sardaigne)

(2) Bianchi, IV, Documenti, Instructions du 14 mars 1814.

(3) Arch. di Stat. Lettere di Ministri. Russia. 87 bis : « Le roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc. Instructions à vous, marquis Antoine-Marie-Philippe Asinari de San Marzano pour votre commission d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au congrès de Vienne en Autriche... Les points principaux qui nous intéressent sont les suivants : 1^o la conservation de nos anciens Etats ;... 3^o le droit que nous avons à des indemnités représentatives .. 4^o la nécessité d'établir un équilibre en Italie, entre notre puissance, chargée par sa position d'en maintenir l'indépendance, et les Etats des puissances voisines. »

(4) Mémoire du 17/29 déc. 1812 (Corr. dipl., I.) : « Le ministre qui écrit ceci n'ignore point qu'il a été donné pour un ennemi de la Maison d'Autriche ; s'il en est ainsi, cette puissance est bien malheureuse d'avoir un ennemi aussi redoutable. »

(5) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814 (Corr. dipl., II.) : « Et que dites-vous de moi, Monsieur le comte, qui reçois ici des reproches extravagants de nos compatriotes, tandis qu'on m'écrit de la cour : *Trop de raisons s'opposaient à votre départ pour Paris*. Quelle profondeur ! »

chienne (1), et la Russie décidée peut-être à ne pas la combattre ou, tout au moins, évitant de s'engager en quoi que ce fût sur l'Italie (2).

Il aurait fallu agir vigoureusement à Londres et à Saint-Pétersbourg (3); il eût été indispensable de tenter de gagner l'Empereur Alexandre, de combattre auprès de lui l'influence que pouvait avoir le ministre des affaires étrangères, le comte de Nesselrode, dangereux par ses sentiments « très autrichiens (4) ». Mais qui pouvait jouer un tel rôle, sinon J. de Maistre lui-même? Et on l'avait annihilé (5).

L'action du Piémont sur les événements de 1814 et de 1815 fut absolument nulle. J. de Maistre eut la douleur de voir l'Autriche reconquérir sa prépondérance en Italie. Elle la fit sentir durement dès 1814, en obligeant les troupes du roi de Sardaigne à subir le commandement des généraux Bellegarde et Bubna : allait-on revoir « le même scandale » qu'en 1799? (6). Si l'Autri-

(1) Lettre du 17/29 mai 1814 (Corr. dipl., I.) : « En général, l'Angleterre paraît incliner fort vers l'Autriche. » — Cf. lettre du 29 déc. 1813/10 janv. 1814 : « Si l'Angleterre épouse les projets autrichiens dans toute leur plénitude, nous sommes perdus avec toute l'Italie. »

(2) Lettre du 6/18 sept. 1813 (Corr. dipl., I.) : « Jamais rien d'écrit et d'explicite sur les vues de S. M. I. à l'égard de S. M. et de l'Italie. L'Empereur a été toujours inébranlable à ne s'engager à rien, ce qui ne prouve pas du tout que, si les choses tournent bien, il ne se prête volontiers aux intérêts du Roi, quoique toujours d'une manière subordonnée aux vues des grandes puissances. L'Angleterre nous traitera de même. Le mot d'*amitié* n'a guère, en politique, plus de sens que celui de justice. » — Cf. lettre du 24 avril/6 mai 1814.

(3) Lettre du 19 mars 1813 (Corr. dipl., I.) : « Il me paraissait évident qu'il était mille fois plus important pour Votre Majesté de régner à Saint-Pétersbourg qu'à Cagliari. — Cf. lettre du 29 déc. 1813/10 janv. 1814 : « Je ne vois donc rien de si essentiel pour nous que de nous rappeler, par tous les moyens possibles, aux souvenirs puissants. »

(4) Lettre du 15/27 août 1814 (Corr. dipl.) : « Maintenant le portefeuille a passé au chevalier de Nesselrode... Je me borne à vous dire qu'il est Allemand en général, de plus très Autrichien, attaché au système de Vienne et très ennemi de l'*esprit italique*. » — Lettre du 16/28 déc. 1815 : « Nous devons craindre le comte de Nesselrode comme Autrichien damné. » — J. de Maistre ne croit pas cependant que Nesselrode ait « une certaine influence sur son maître, ni, par conséquent, sur les affaires. » Il n'en recommande pas moins de s'adresser avant tout à l'Empereur : « C'est avec l'Empereur qu'il faut traiter, et c'est sur ce point que le marquis de Saint-Marsan doit tourner toute son habileté. » (Lettre du 15/27 août 1814.)

(5) Lettre du 3/15 mars 1815 : « J'ai toujours l'œil sur l'Italie; mais à quoi servirait tout ce que je pourrais dire à Votre Excellence sur ce que je crains, sur ce que j'espère et sur ce que je soupçonne. Je n'ai plus de mission pour en parler. »

(6) Lettre du 24 avril/6 mai 1814 : « V. M. voit de quelle manière ses sujets

che rendit le Piémont, elle n'en détruisit pas moins aussitôt les espérances de la Maison de Savoie sur la Lombardie : elle commença par faire reconnaître Parme et Plaisance à Marie-Louise (1), — Plaisance qui ne tarda pas à devenir une menace permanente pour la sécurité du Piémont (2) ; et le traité de Paris lui donna à elle-même la Lombardie et la Vénétie (3).

J. de Maistre fut épouvanté de la situation qui était ainsi faite au roi de Sardaigne : n'eut-il pas à craindre, un moment, que les Autrichiens ne gardassent Alexandrie et Novare ? (4). Et voici que le Piémont, qu'ils avaient promis de rendre, resta encore, pendant quelques mois, occupé par eux (5).

Tout n'était pas fini, cependant. L'Autriche, par son ambition excessive, par la voracité qu'elle avait étalée (6), avait indi-

ont été traités : *Rassemblez-vous, prenez la cocarde bleue, puis, au premier mouvement de l'ennemi, allez rejoindre Bellegarde en Piémont !* Le maréchal de Bellegarde en Piémont : V. M. sait ce qu'il en est Mais surtout *point de paix*, allez. C'est toujours la même délicatesse... »

(1) Cantu, XI, p. 265. Selon un article additionnel et séparé du 20 mai 1815, la ville et forteresse de Plaisance, avec un rayon déterminé, devait appartenir au roi de Sardaigne, dans le cas où le duché de Parme ferait retour à l'Autriche. Plus tard, en 1817, au Congrès d'Aix-la-Chapelle, la succession de Parme et Plaisance fut reconnue, malgré les protestations du roi de Sardaigne, aux Bourbons de Lucques. — J. de Maistre se plaint amèrement de cette destination donnée à Parme et Plaisance (Lettre du 24 avril/6 mai 1814) : « Il est cependant vrai que V. M. n'avait nullement besoin de cette nouvelle muraille élevée sur ses frontières... » — Victor-Emmanuel avait réclamé, à Vienne, la cession de Plaisance (V. Bianchi, Stor. dell. diplom., I, p. 382 et suiv. Lettre de Victor-Emmanuel à Saint-Marsan, 8 oct. 1814, et p. 386, 2 nov. 1814 et plus loin p. 410.

(2) Lettres de Cavour de 1852 à 1861, éditées par N. Bianchi (p. 101) : « Il est un autre point sur lequel je me propose d'appeler l'attention du gouvernement anglais. C'est la question de Plaisance. Le traité de Vienne donne à l'Autriche le droit d'occuper le château qui existait sur la rive droite. Or, après 49, les Autrichiens se sont mis à fortifier la ville, et ils sont en train d'en faire une place forte de premier ordre. Cette place n'a d'autre but que de menacer le Piémont et la Ligurie, c'est un acte éminemment hostile, contre lequel nous avons droit de protester hautement... »

(3) D'Angebert, I. Traité de Paris, 30 mai 1814 (articles séparés et secrets), art II) : « Les possessions de S. M. I. et R. apostolique seront limitées par le Pô et le Tessin et le lac Majeur... »

(4) Lettre du 4/16 juillet 1814 (Arch. dit St.) : « J'ai pâli de crainte en voyant que la proclamation du maréchal de Bellegarde enveloppait Novare et Alexandrie ; depuis j'ai vu d'autres pièces rassurantes, cependant je ne suis pas tranquille... »

(5) Lettre du 17/29 juillet 1814 (Corr. dipl.) : « Voilà derechef S. M. étouffée entre deux montagnes. On m'assure que 60.000 Autrichiens sont encore chez nous : triste protection !... Cf. Lettre du 21 janv./2 févr. 1815. »

(6) Lettre du 27/29 juillet 1814 (Corr. dipl.) : « Il semble qu'un orage gronde sur l'Autriche. On n'a pas vu de bonne part qu'elle se soit emparée de tout en

gné tout le monde (1). L'occasion se présentait d'agir enfin avec décision, d'adopter une politique hardie, de « tourner le dos franchement à l'Autriche (2). Que ne serait-il pas alors permis d'espérer ? A quelle fortune le roi de Sardaigne ne pourrait-il pas prétendre ? (3). En gardant, au contraire, la neutralité, il n'aurait que « ruine et déshonneur (4). » Et c'est pour que Victor-Emmanuel pût être prêt à soutenir une guerre contre l'Autriche, ayant, en cas d'invasion, une forte place d'appui, que de Maistre réclamait l'occupation immédiate de Gênes (5).

On sait qu'une transaction entre l'Autriche, la Russie et la Prusse empêcha la guerre d'éclater (6). Le retour de Napoléon de l'île d'Elbe resserra les liens un peu relâchés de la coalition. C'en fut fait désormais des espérances que J. de Maistre avait pu concevoir contre l'Autriche : il put craindre même de nouveaux malheurs pour son roi (7), lorsqu'il eut connaissance de la convention conclue le 1^{er} juin 1815, et qui obligeait la Sardaigne de mettre ses troupes sous le commandement du général en chef de l'armée autrichienne en Italie, et de nommer un général autrichien gouverneur de la citadelle d'Alexandrie (8). Le Piémont allait continuer, longtemps encore, à être occupé et

attendant le Congrès... » Lettre de Charles-Félix à Victor-Emmanuel, 29 juillet 1814 : « Je peux bien dire que si ce n'était de la voracité du cabinet de Vienne... » (Bianchi, Stor. dell. dipl., I, p. 367).

(1) Lettre du 19/31 juillet 1814. Cf. Lettre du 11/23 août 1814.

(2) Lettre du 17/29 juillet 1814.

(3) Lettre du 19/31 juillet 1814 (Corr. dipl., I) : « L'orage grossit toujours sur l'Autriche : les ministres des cours ont les yeux ouverts sur nous. J'ai entendu dire par un gentilhomme italien : « Il n'y a pour l'Italie que le roi de Sardaigne » ; et j'ai entendu reprocher à S. M. dans la diplomatie, de laisser passer l'occasion... »

(4) Lettre du 12/23 août 1814. — Cf. Lettre du 15/27 août.

(5) Lettre du 10/22 août 1814 (note à M. de Nesselrode) Arch. di St. : « En supposant de nouveaux mouvements en Europe, tels que la prudence ordonne de les prévoir, même sans apparence, quelle force intrinsèque resterait dans les premiers moments à S. M. le roi de Sardaigne ? Il est clair qu'il se trouverait purement passif, et qu'il serait entraîné, sans résistance même possible, par le premier qui se présenterait en force pour lui donner la loi. La possession provisionnelle de Gênes serait l'unique moyen de parer à cet immense inconvénient... »

(6) Lettre du 9/21 février 1815 : « Si quelque chose est terminé, c'est, tout au plus, ce me semble, entre l'Autriche, la Prusse et la Russie... »

(7) Lettre du 28 avril 1815 : « Nous serons bien heureux si nous ne sommes conquis ni par nos ennemis ni par nos amis... »

(8) D'Angebert, p. 1313. Convention signée par le baron de Weissenberg pour l'Autriche et le marquis de Saint-Marsan pour le Piémont.

pillé (1) : la restitution de la Savoie, bien que donnant satisfaction au patriotisme de J. de Maistre (2), ne fut pas, à ses yeux, une compensation suffisante à l'agrandissement de cette Maison d'Autriche, dont l'ambition insatiable menaçait ce qui restait encore de souverains libres en Italie (3). Il fallut bien se rendre compte que l'Italie n'était plus pour les puissances alliées qu'une « monnaie » (4) destinée à satisfaire d'énormes convoitises.

Le Piémont faillit l'éprouver au sujet d'acquisitions territoriales, qui semblaient lui être solidement garanties.

L'Autriche réclamait la possession du Haut-Novarais, pour équilibrer, disait-elle, l'acquisition de la Savoie par Victor-Emmanuel. Le roi de Sardaigne ne s'en tira qu'en abandonnant six millions sur l'indemnité de guerre qui lui était accordée (5).

De même, ce ne fut pas sans quelques difficultés, que Victor-Emmanuel put se faire reconnaître par les puissances la possession de la Ligurie. L'Autriche aurait voulu prendre Gênes. Aux conférences de 1813, à Reichenbach, elle avait réclamé en dehors de la Vénétie et du Milanais, une partie des légations et, pour ses archiducs, la restitution de la Toscane et du duché de Modène, la cession du duché de Parme : elle exigea enfin Gênes pour un autre prince autrichien (6).

Mais la Russie et l'Angleterre en jugèrent autrement : le premier traité de Paris ne tint aucun compte des promesses faites à Reichenbach : lord Bentinck avait déjà reçu l'ordre

(1) Lettre du 18/30 avril 1816 : « Nous voilà donc enfin maîtres chez nous, j'en félicite du fond du cœur S. M. et ses sujets, et moi en particulier. C'est dommage que les occupants nous aient si terriblement occupés, que notre occupation n'occupe plus que le terrain... *Non ci piglieranno l'aria*, disait un pape à ceux qui se plaignaient à lui des achats prodigieux de curiosités, que les étrangers faisaient en Italie; nous pouvons dire, à notre tour, en pensant à tous les dévastateurs français, autrichiens et autres : *Non ci piglieranno la terra...* »

Cf. Bianchi, Stor. dell. diplom. europ., I, p. 387 : Lettre de Victor-Emmanuel, 2 nov. 1814.

(2) Lettre du 13/25 juillet 1815 : « Je suis ravi de voir le duché de Savoie conquis par qui que ce soit; mais il est fort à désirer que le Roi le tienne d'une manière réelle ou fictive. » Cf. Lettre du 6/18 août 1815 et celle du 12/24 oct. 1815 (Corr. dipl., II).

(3) Lettre du 29 février/12 mars 1815 : « L'Autriche veut tout posséder par elle ou par ses princes... »

(4) Lettre du 26 sept./8 oct. 1814 : « Il n'est pas nécessaire d'être bien fin pour deviner que l'Italie est une monnaie, qui doit payer d'autres choses... »

(5) Cf. Carutti, II, p. 325-26. — Bianchi, Stor. dell. dipl., I, p. 417 et suiv. et p. 436.

(6) Carutti, Storia della Corte di Savoia, II, p. 237, 238. — Voir dans Bianchi Stor. dell. diplom. europ. in Italia. T. I. Docum. la protestation adressée par Metternich à lord Castlereagh et rappelant la promesse de cession de Gênes,

d'occuper Gênes au nom du roi de Sardaigne : un traité avait été signé dans ce but à Londres par lord Bathurst et l'ambassadeur sarde d'Agliè (1). Le général Fresia avait capitulé le 17 avril 1814 : une garnison anglaise occupa Gênes plusieurs mois, en attendant que la question de la Ligurie fût complètement réglée à Vienne (2). Les objections présentées par le représentant de l'Espagne au Congrès n'eurent aucun effet, et les prétentions des Bourbons de Parme, — peut-être secrètement encouragées par l'Autriche (3), et dont le plénipotentiaire espagnol se faisait l'interprète, — furent définitivement écartées (4). Le protocole du 12 décembre 1814 décida la réunion immédiate de la Ligurie au Piémont (5).

Quelques tentatives de résistance de la part de l'aristocratie gènoise ne furent pas plus heureuses que les menées de l'Autriche et de l'Espagne. Le marquis de Brignoles, député de Gênes au

(1) Bianchi, IV, p. 507.

(2) Tivaroni. Storia del risorgimento, t. II, p. 509 et suiv.

(3) Bianchi. Stor. dell. dipl., I, p. 386. Lettre de Victor-Emmanuel : « Le cabinet de Vienne est le moins disposé à nous accorder cette possession. »

(4) D'Angebert, I, p. 423 : *Troisième protocole de la séance du 13 nov. 1814 des Plénipotentiaires des huit puissances signataires du traité de Paris* : « Après avoir fait lecture d'un paragraphe de l'article II secret du traité de Paris, conçu en ces termes... M. le prince de Metternich a proposé à MM. les plénipotentiaires présents de délibérer sur l'exécution de cet article. M. le chevalier de Labrador a observé que l'article en question, dont la rédaction ne lui a pas paru suffisamment précise, ne doit être entendu que comme arrêtant en faveur du roi de Sardaigne une compensation à prendre sur le territoire de Gênes, pour la perte d'une partie de la Savoie cédée à la France par le traité de Paris, et que, pour fixer cette compensation, il n'était pas nécessaire de disposer de la totalité de ce territoire... » — *Id.* p. 500 : *Quatrième protocole de la séance du 9 novembre 1814* : Lecture des différents rapports relatifs à Gênes. M. de Labrador en demande communication pour les examiner à loisir... » — Cette attitude de l'Espagne surprit fort J. de Maistre (lettre du 21 août/1^{er} sept. 1815) : « V. E. aurait-elle la bonté de m'apprendre sur quoi est fondée l'opposition de l'Espagne, au Congrès, contre l'acquisition de Gênes ? Manquant des livres nécessaires, je n'ai pu découvrir la source... »

(5) Le traité de Paris, dans ses articles séparés et secrets, art. II, disait : « Le roi de Sardaigne rentrera en possession de ses anciens Etats, à l'exception de la partie de la Savoie assurée à la France par l'art. III du présent traité, il recevra un accroissement de territoire par l'Etat de Gênes. » (D'Angebert. Traité du 30 mai 1814). — Pour l'annexion définitive, cf. D'Angebert, p. 516 et suiv. : « Conditions qui doivent servir de bases à la réunion des Etats de Gênes à la Sardaigne, 12 déc. 1814 (Annexe à l'acte final du Congrès de Vienne, 9 juin 1815). — 13 déc. 1814 : Lettre du prince de Metternich au comte de Saint-Marsan, communiquant les conditions de la réunion de Gênes. — 17 déc. 1814 (p. 536) : Acte d'adhésion des plénipotentiaires de la Sardaigne à la déclaration du Congrès de Vienne sur la réunion de Gênes à la Sardaigne.

Congrès, avait fait valoir les dangers de l'ambition piémontaise, qui ne s'en tiendrait pas à ses possessions anciennes ou nouvelles, et qui tendrait bientôt à acquérir une partie, sinon la totalité de la Lombardie (1). D'autre part, le gouvernement provisoire de Gênes, affectait de considérer la domination piémontaise comme un joug étranger (2), et il comptait même sur le refus du Parlement anglais de sanctionner l'annexion de la Ligurie (3). Mais cette opposition n'avait rien de bien solide : le peuple génois, à proprement parler, ne voyait que de grands avantages matériels à la réunion au Piémont ; seule, l'aristocratie tentait de rétablir l'ancien gouvernement (4). Le marquis de Brignoles dut s'incliner devant la décision du congrès de Vienne (5). D'ailleurs, les puissances avaient pris certaines précautions pour faire accepter plus facilement des Gênois la souveraineté du roi de Sardaigne : on proclama leur admissibilité à tous les emplois publics ; le roi de Sardaigne porterait le titre de duc de Gênes (il fut question, un moment, du titre de roi de Ligurie (6), et les armoiries de la ville entreraient dans l'écusson royal ; on créa des conseils provinciaux, qui devaient se réunir

(1) Bianchi. *Storia della diplomazia europea in Italia*, I. Docum., p. 363 : note du 11 oct. 1814, présentée par le marquis de Brignoles. — V. aussi (même vol., p. 343 et suiv. les rapports du marquis Pareto).

(2) D'Angebert, p. 520 : « Les maux irréparables d'une domination *étrangère* sont trop récents et trop profondément gravés dans le cœur de tout Gênois, pour s'y soumettre encore une fois sans répugnance et sans murmure. Un pays militaire et agricole est essentiellement contraire aux intérêts d'un pays commerçant... » Brignoles propose de faire de Gênes une principauté indépendante. (Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, I, p. 404).

(3) Carutti, *Hist. des Italiens*, XI, p. 267 : « Ce fut en vain que Makintosch, dans le Parlement anglais, démontrait que le Génovésat était un territoire ami occupé par un ennemi, et que, ce dernier expulsé, il rentrerait dans la pleine propriété de lui-même... »

(4) L'historien génois Varese écrit, t. VIII, p. 484 : « Il popolo minuto della riviera occidentale, già unita per vincoli di commercio al Piemonte, sospirava l'unione per la ragione dei lucri sicuri e per la paura dei danni incerti... » (Cité par Tivaroni, *Storia del risorgimento*, II, p. 511 et suiv.).

(5) D'Angebert p. 479 et suiv. *Projet de rapport de la commission établie au congrès de Vienne pour l'affaire de Gênes en date du 1^{er} décembre 1814* : «...M. le marquis de Brignoles a déclaré que, dans les circonstances où se trouve sa patrie, il lui paraissait que les conditions accordées répondraient aux vœux de ses concitoyens... »

(6) Dépêche de Victor-Emmanuel I^{er} à Saint-Marsan, 8 oct. 1814. « Le nom de roi de la Ligurie nous paraît le plus convenable, et il pourrait aussi flatter l'amour-propre des Gênois... » Mais on y renonça par crainte de blesser les Piémontais : Dépêche de Saint-Marsan : « Ils ont pensé que les égards dus aux dits pays ne permettaient point que l'Etat de Gênes fût érigé en royaume... » (Cit. par Carntti II, p. 298-99). V. Bianchi *Stor. dell. dipl.* I, p. 384-85 et 389.

chaque année et voter les nouveaux impôts, la Ligurie aurait enfin son grand corps judiciaire, ou tribunal suprême, « ayant les mêmes attributions et privilèges que ceux de Turin, de Savoie et de Nice, qui portera, comme eux, le nom de Sénat (1). »

La réunion de la Ligurie au Piémont s'opéra dès lors sans difficulté. La protestation du marquis de Brignoles (2), qui, cependant, avait reconnu l'équité des conditions de l'annexion (3), celle du gouvernement provisoire de Gênes (4) n'eurent aucun écho.

La Sardaigne triomphait sur cette question de Ligurie. Et J. de Maistre pouvait prendre sa part de ce triomphe : il ne s'était pas endormi sur la promesse qui lui avait été faite, à l'égard de Gênes, dès 1804, par le prince Czartoryski (5) ; en 1813, en 1814, il avait joint ses efforts à ceux des représentants de la Sardaigne auprès des souverains alliés (6). C'était une grande victoire remportée sur les ennemis du Piémont (7).

Mais si l'Autriche s'était vue obligé de céder sur le Haut-Varais et sur Gênes, si elle avait même affecté de favoriser l'union de la Ligurie au Piémont (8), elle ne tarda pas à faire sentir sa puissance, et à montrer qu'elle ne renonçait nullement à ses projets de domination sur toute l'Italie.

Saint-Marsan s'efforça d'empêcher que la constitution Gênoise fût imposée au Piémont, *id.* p. 404.

(1) D'Angebert, p. 516, 12 déc. 1814. — On y lit encore : art. 12 : S. M. créera une compagnie gênoise des gardes du corps ; — art. 13 : S. M. établira à Gênes un corps de ville composé de 40 nobles.

(2) *Id.* p. 510 : *Protestation du marquis de Brignoles, plénipotentiaire du gouvernement de Gênes contre la réunion de la république à la Sardaigne.* Cf. Bianchi, Stor. dell. dipl. I. p. 343 et suiv. Les relations du marquis Pareto représentant de la république de Gênes auprès des puissances alliées à Paris.

(3) *Id.* Voir la note I.

(4) D'Angebert, p. 536 : Protestation du gouvernement provisoire de Gênes contre la réunion des Etats Gênois à la Sardaigne. Gênes 26 déc. 1814. Signée du président Serra.

(5) V. plus haut.

(6) Lettre du 5/17 mai 1814 : « J'ai fait l'impossible, Sire, pour Gênes, et j'ai gardé un silence religieux sur toute autre supposition. » — Lettre du 11/23 août 1814 : « Je demande comme préliminaire la remise provisionnelle de Gênes, S. M. pourrait occuper Gênes *brevi manu...* »

(7) Lettre du 21 août/1^{er} sept. 1815.

(8) L'aristocratie gênoise chercha à flatter l'ambition de l'Autriche pour échapper à la domination piémontaise : elle envoya à Paris, en mission, le marquis Pareto, qui proposa à l'Empereur François de prendre la Ligurie sous sa protection ou celle d'un prince de sa famille. L'Empereur refusa, et Metternich lui-même disait : « Je sais qu'il y a, à Gênes, des préjugés à l'égard du Piémont... mais on doit chercher à les vaincre. » Voir dans Bianchi (Stor. dell. dipl. europ.)

L'affaire de Lucedio fournit à l'Autriche une première occasion de manifester ses vrais sentiments à l'égard de la monarchie piémontaise.

L'abbaye de Lucedio, située en Piémont, était revendiquée par le prince Camille Borghèse, qui avait été, sous l'Empire, gouverneur de ce pays. Le roi de Sardaigne, se fondant sur le traité de Paris, qui lui avait restitué tout le Piémont, prétendait rester maître de Lucedio, et se disposait même à le constituer en apanage pour le duc de Genevois (1). Le prince Borghèse protesta aussitôt (2) et sut s'assurer l'appui de l'Autriche, de la France et même de l'ambassadeur russe à Turin (3). J. de Maistre conseillait à sa cour de prendre une attitude énergique (4) : il prévoyait que le prince Borghèse, ainsi soutenu, l'emporterait aisément, si l'on laissait seulement discuter cette affaire devant une puissance étrangère (5). Et en même temps, il obtenait du tsar, malgré le concours donné au prince Borghèse par l'ambassadeur russe à Turin, un ajournement et un nouvel examen de la question (6). Mais Victor-Emmanuel se laissa intimider par

in Italia I. pp. 353-55), le récit de l'entrevue du marquis Pareto et de l'Empereur d'Autriche. Comme contraste, il faut lire (*id.* pp. 399-400) la lettre du comte de Villaise à Saint-Marsan : il y est parlé de la colère du général de Bubna, en apprenant la réunion de Gènes.

(1) Lettre du C^{te} de Gabriac, 2 déc. 1815 : « M. le prince Stahremberg, qui a réclamé avec force en faveur du prince Borghèse, a trouvé cette cour-là très irritable sur ce sujet, et très ferme, du moins jusqu'ici, dans le dessein de ne pas rendre ce domaine. »

(*Id.*) 21 déc. 1815. « Le gouvernement Sarde tient beaucoup à conserver Lucedio comme une superbe propriété faisant autrefois partie du domaine de la couronne, destinée maintenant à former un apanage pour M. le duc de Genevois. » (Aff. étrang., 283.)

(2) « La cour des Comptes a envoyé prendre possession du domaine de Lucedio séquestré le 27 juin. Le prince Borghèse attaquera, dit-on, cette compagnie. » (*id. id.* 16 déc.)

(3) Note du 5 janv. 1816, signée Stahremberg, Truchsess, Koslowsky, Gabriac, représentant l'Autriche, la Prusse, la Russie, la France, et donnant raison au prince Borghèse.

(4) Lettre du 3/15 juill. 1816.

(5) Lettre du 22 juin/4 juill. 1816. — Cf. Lettre du 19/31 oct. 1816.

(6) Aff. étrang. 284. Lettre de Gabriac 13 avril 1816 : « (Vallaise) a établi son champ de bataille à Pétersbourg, disant que le gouvernement se conformerait à la décision de cette cour, et il paraît qu'il a bien choisi son terrain, car on m'assure que M. le comte de Maistre est parvenu à faire envisager les droits du prince Borghèse comme douteux... »

(*Id.*) 15 avril 1816. « La réponse de la Russie au sujet de Lucedio produit le plus mauvais effet : l'Empereur Alexandre, pour ne pas faire de la peine au Roi de Sardaigne, a eu la faiblesse d'ordonner à sa mission un nouvel examen, et l'on en conclut ici que l'affaire est manquée, ou du moins, ajournée indéfiniment... »

le cabinet de Vienne, qui ne cherchait évidemment qu'à être désagréable au Piémont, et qui craignait l'intervention favorable de la Russie, peut-être même l'éloquence passionnée de J. de Maistre (1). Il accepta la proposition du comte de Stahremberg, ministre d'Autriche à Turin, et l'affaire fut déferée à « l'arbitrage péremptoire des ministres des quatre cours alliées résidant à Paris(2) ». Cet arbitrage lui fut, comme il était facile de le prévoir, entièrement défavorable(3); encore une fois, J. de Maistre avait tenté, en vain, de mettre la cour de Turin en garde contre les agissements de l'Autriche (4); encore une fois, pour ne mécontenter personne, on avait tourné contre soi tout le monde; la Russie ne cacha pas sa pitié pour une telle maladresse (5).

L'affaire du *Mont-de-Milan* (6), menaçante pour les finan-

(1) Lettre du 22 juin/4 juillet 1816 : « J'ai beau examiner cette affaire ; je n'y vois qu'un tour de passe-passe exécuté par M. le ministre d'Autriche, que V. E. m'a dit parfaitement connaître. Il craint le tribunal de l'Empereur de Russie et il craint l'*avocat* de S. M. Voilà tout le mystère. Que les arbitres soient loin du Roi et loin de moi, voilà ce qu'il demande. Ici, on a bien parlé de moi ; celui à qui on a tenu ce discours a répondu : « Le comte de Maistre a présenté ici une lettre de son maître qui a plaidé sa propre cause en quatre pages : voilà ce qu'il a fait de plus volcanique. » J'avoue à V. E. que je ne serais pas fâché de voir trainer cette affaire en longueur. » — Cf. lettre du 3/15 juill. 1816, où il revient sur la même idée...

(2) Lettre du 22 juin/4 juill. 1816. Note à S. E. le comte Capo d'Istria.

(3) Lettre du 17/29 oct. 1816.

(4) Lettre du 31 oct./11 nov. 1816 : « Milord Cathcart m'a dit : Quant à vous, peu vous importe ; vous avez fait, dans cette affaire, plus qu'aucun autre n'aurait fait. » — Lettre du 3/15 juill. 1816 : « Je ne doute pas un instant que le ministre d'Autriche n'ait voulu empêcher que la cause ne fût portée ici, ni surtout plaidée par moi. » — V. la note 1 ci-dessus.

(5) Lettre du 31 oct./11 nov. 1816 : « Quand j'ai voulu parler d'une compensation pour Lucedio, le ministre s'est mis à rire comme d'une plaisanterie. » — Lettre du 15/27 déc. 1816 : « Jamais je n'ai rien vu d'aussi malheureux que cette affaire de Lucedio. A Turin, on a cru que Paris était un bon terrain pour lutter avec le prince Borghèse ; on n'a fait que tourner la Russie contre nous. » Lettre du 6/18 avril 1817. Conversation avec Capo d'Istria, qui lui dit : « Si vous avez été condamné, c'est votre faute. »

(6) Cette affaire du *Monte-Napoleone* de Milan résultait d'une clause du traité de Fontainebleau (11 avril 1814), qui garantissait les droits des titulaires des dotations que Napoléon avait établies sur les ressources d'un domaine extraordinaire, et qui étaient destinées, d'après le sénatus-consulte de 1810, à rémunérer les services civils et militaires. De ce domaine était le Mont de Milan, dont les revenus devaient récompenser, d'après le décret du 1^{er} février 1808, les services rendus dans les campagnes d'Ulm, d'Austerlitz, d'Iéna et de Friedland (V. correspond. de Talleyrand au congrès de Vienne. Lettre du 13 oct. 1814. Note de l'éditeur.) D'après de Maistre, l'art. xcii^e du traité de Vienne offrait matière à discussion. Les Autrichiens prétendaient « que la dette fondée devait

ces piémontaises, fut encore une cause d'inquiétude (1). Et le roi de Sardaigne dut de ne pas être obligé de céder encore en cette affaire, à l'impossibilité d'un accord entre la France et l'Autriche (2), et au refus de l'Autriche de payer la solution du Mont-Napoleone (3) ; la question de proportionnalité était complètement écartée.

C'était là, d'ailleurs, des affaires d'ordre secondaire. De plus graves préoccupations s'imposaient au Piémont. Il lui fallut subir, même après la Restauration, la présence onéreuse de troupes étrangères (4), il dut supporter une garnison autrichienne à Alexandrie (5) et cette place ne lui fut enfin rendue,

être supportée proportionnellement par tous les princes d'Italie, dont les Etats actuels ont fait partie du ci-devant royaume d'Italie. (Note au comte de Nesselrode. Juin 1816.)

(1) Lettre du 6/18 avril 1817 : « Je tremble, pour le Mont-Napoléon, d'être renvoyé au tribunal des quatre puissances. » — Cf Bianchi, *Stor. dell. diplom.*, I, pp. 255-56.

(2) *Corresp. de Talleyrand au Congrès de Vienne*. Lettre du 13 oct. 1814 : « ... M. de Metternich dit que l'Autriche ne peut être tenue d'acquitter ce qui est affecté sur le *Mont-de-Milan*, si la France n'exécute point les clauses du traité de Fontainebleau, qui sont à sa charge : en tout, cette affaire se reproduit sous différentes formes, et presque toujours d'une manière désagréable. »

(3) *Id. id.* (Note de l'éditeur) : « L'Autriche, après avoir payé en 1818 les arrérages échus jusqu'en 1814, refusa de continuer le paiement. Le gouvernement de la Restauration, ayant tenté envers l'Autriche des efforts restés impuissants, voulut accorder une satisfaction aux dotataires, avec ce qui restait du domaine extraordinaire (loi du 25 juill. 1821)... En 1861, après la guerre d'Italie, l'Autriche et la Sardaigne, sur la réclamation de la France, mirent à sa disposition une somme de 12,500,000 francs sur laquelle 6,250,000 furent attribués aux anciens dotataires du Mont-de-Milan. »

(4) Aff. étrang. 282. Lettre du marquis d'Osmond, ambassadeur à Turin, 28 oct. 1814 : « Il paraît que les Autrichiens occupent l'Italie avec une force de cinquante à soixante mille hommes, presque tous Hongrois. Quoique protecteurs de ces pays, ils y lèvent des contributions onéreuses, s'emparent de toutes les branches du revenu, et abusent des ressources des pays qu'ils occupent. »

Id., id., 18 nov. 1814 : « Les sommes que coûtent les Autrichiens, utilement employées, pourvoiraient à d'impérieux besoins publics et privés. »

(5) Lettre du 27 mars/8 avril 1817, 1^{re} annexe : « Je ne suis point tranquille sur l'affaire d'Alexandrie. » — Cette garnison avait été décidée par la convention conclue à Vienne le 1^{er} juin 1815 « pour régler tout ce qui a rapport aux objets militaires, à l'occasion de la guerre contre la France » (d'Angebert, II, 1813). — Art. II : « L'organisation de l'armée de S. M. le roi de Sardaigne n'étant point encore terminée, S. M. consent à ce que pendant la durée de la présente guerre, la garnison de la citadelle d'Alexandrie soit composée de troupes impériales et piémontaises ; et pour donner une marque de sa pleine confiance à S. M. l'Empereur, elle nommera pour le même temps un général autrichien gouverneur de la citadelle. » Alexandrie ne fut évacuée par les Autrichiens qu'en mars 1816. — Cf. Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, I, pp. 367, 387.

après bien des réclamations, et sur l'intervention de l'Angleterre et de la Russie (1), qu'en partie démantelée, inutilisable (2).

Ainsi, presque en tout, le Piémont cédait ou était près de céder à l'influence de l'Autriche. Il n'avait plus, d'ailleurs, personne pour le défendre, La Russie ne montrait guère qu'indifférence (3); et l'Angleterre allait jusqu'à conseiller à la cour de Turin de s'en tenir définitivement au système autrichien et de contracter avec le cabinet de Vienne une « permanente alliance (4) ».

J. de Maistre, qui déplorait le fatal « système de complaisance (5) » de son gouvernement, put craindre un moment que la redoutable influence de l'Autriche ne devînt même une sorte de protectorat.

Le cabinet de Vienne ne tendait, en effet, à rien moins qu'à étendre sa puissance souveraine sur l'Italie tout entière. Déjà, en mars 1815, Marie-Louise confiait l'administration des Etats de Parme au gouvernement autrichien. Le 12 du même mois, le grand-duc de Toscane liait étroitement le sort de ses Etats à celui de l'Empire autrichien, et le roi des Deux-Siciles s'engageait à conformer scrupuleusement l'administration de son royaume à celle des provinces italiennes de la Maison d'Autriche (6). Aucun traité spécial n'avait été conclu avec la cour de Rome, mais ses sentiments autrichiens ne faisaient aucun

(1) Aff. étrang. 284. Lettre de Gabriac, 20 mars 1816 : « La cour de Londres ayant accueilli les réclamations de celle de Turin au sujet de la restitution de cette place, le gouvernement autrichien aurait d'autant moins pu en différer la remise, que l'empereur de Russie était tout prêt, à ce qu'il paraît, à l'exiger formellement. Le courrier qui avait été envoyé au commencement de janvier à Pétersbourg, par M. le comte de Vallaise, vient de retourner et lui a rapporté l'assurance que la cour de Russie prend un vif intérêt à ce que la cour de Sardaigne conserve son indépendance et l'intégrité de son territoire. »

(2) Carutti, II, pp. 307, 333. -- Voir Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, corresp., I, p. 349, au sujet de cette démolition.

(3) Lettre du 9/21 fév. 1815 (Corr. dipl., II).

(4) Lettre du comte d'Agliè, ambassadeur sarde à Londres, 18 déc. 1815 : « J'ai toujours recommandé aux ministres du roi de Sardaigne (disait lord Castlereagh à d'Agliè) de considérer l'Autriche comme leur meilleure amie, puisque je la crois telle. » — *Id.*, 10 fév. 1816. Lord Castlereagh dit encore à d'Agliè : « Je suis convaincu qu'une permanente alliance entre les cours de Vienne et de Turin pourrait efficacement contribuer à la conservation de la paix et de la tranquillité en l'Europe... » (Cit. par Giacometti, *la Question italienne*.) L'Angleterre croyait que la prépondérance de l'Autriche en Italie était nécessaire à l'équilibre européen. (Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, I, p. 211.) — Cf. Stern, *Geschichte Europa's*, I, p. 276.

(5) Lettre du 27 mars/8 avril 1817.

(6) Giacometti, *La question italienne*, pp. 84-85. — Carutti, II, p. 330.

doute(1). Enfin, on soupçonnait — d'ailleurs à tort — Metternich de vouloir, à l'aide de la reine de Sardaigne, d'origine autrichienne, faire reviser l'article 860 du traité de Vienne, qui reconnaissait les droits de la branche de Savoie-Carignan, et préparer l'avènement d'un prince autrichien, le duc de Modène, gendre de Victor-Emmanuel (2).

D'autre part, sous prétexte de constituer une ligue italienne, Metternich voulait donner à l'Autriche le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des Etats italiens ; et l'Angleterre poussait à la formation de cette ligue de protection de l'Italie (3). En réalité, il s'agissait surtout pour Metternich de tenir en lisière les gouvernements italiens, et, en particulier, le Piémont, dont la « politique astucieuse » l'inquiétait, dont il surveillait les « vues ambitieuses qu'il ne peut réaliser qu'aux dépens de l'Autriche (4). »

Les desseins, à peine dissimulés, de l'Autriche forcèrent Vic-

(1) Metternich, *Mém.*, t. III. *Lettre sur la situat. int. de l'Italie*. Grätz, 3 nov. 1817 : « Le cardinal Consalvi nous est certainement aussi dévoué que peut l'être, étant donné la nature de ses fonctions, le chef du cabinet du Saint-Siège... Il pense comme nous que la parfaite entente de la cour pontificale et de la cour d'Autriche est indispensable pour assurer l'ordre en Italie et maintenir le gouvernement pontifical lui-même. »

(2) Costa de Beauregard, *La Jeunesse de Charles-Albert*, p. 88. — Cf. Bianchi, *Storia della diplomazia europea in Italia*, I, p. 366. Lettre de Charles-Félix à Victor-Emmanuel, 17 juill. 1814. — Stern (I, p. 276) affirme, au contraire, que « la Reine, bien qu'Autrichienne, ne consentit pas à servir d'instrument à la politique viennoise ». Et il écrit ailleurs (II, p. 71) : « C'est une simple supposition et mal fondée, que de croire qu'on avait, du côté autrichien, conçu le plan, en s'entendant avec le duc de Modène, d'attaquer le droit salique. » On peut d'ailleurs remarquer que Metternich se méfiait des sentiments du duc de Modène qui, disait-il, « suit une ligne de conduite tout à fait opposée à notre intérêt et difficile à s'expliquer chez un prince de la Maison d'Autriche. » (*Mém.*, III. Lettre du 3 nov. 1817 sur la situation intérieure de l'Italie). — Cf. *Id.* la lettre dans laquelle Metternich (6 déc. 1821) déclare que les rois donneraient un exemple dangereux en jugeant légalement le prince de Carignan, suspect d'avoir provoqué la révolution de Piémont.

(3) Lettre du comte d'Aglié 18 déc. 1815 : « Quant à la ligue, lui disait lord Castlereagh, votre roi ferait bien d'y consentir. » (Cité par Giacometti, *La Question italienne*.)

(4) *Mémoires* de Metternich, t. III. Mémoire à l'empereur François ; situation intérieure de l'Italie ; Grätz, le 3 nov. 1817 : « La politique astucieuse du cabinet de Turin est donc présentement l'unique objet qui doit attirer notre sérieuse attention... Il est hors de doute que le cabinet de Turin nourrit des vues ambitieuses, qu'il ne peut réaliser qu'aux dépens de l'Autriche. J'ai été récemment à même d'en fournir une preuve convaincante au cabinet de Saint-James, et je l'ai invité en même temps à surveiller avec nous les allures du cabinet sarde... »

tor-Emmanuel I^{er} à donner un peu de vigueur à la politique sarde. S'il consentit à la démission du comte de Vallaise, ministre des affaires étrangères, il se refusa énergiquement à laisser le congrès d'Aix-la-Chapelle s'occuper de la révision de l'article 860 des traités de Vienne (1) ; et, en même temps, il s'opposa hardiment au projet de l'Empereur François I^{er} qui voulait s'imposer, en Italie, comme « le chef d'une ligue qui deviendrait une confédération conforme à celle du Rhin, et dans laquelle l'Empereur d'Autriche figurerait comme Bona-parte (2) ».

La prétention de l'Autriche était d'autant plus dangereuse, qu'elle s'alliait à des exigences énormes : le Piémont devait abandonner le Haut-Novarais et laisser les Autrichiens occuper encore Alexandrie (3) ; c'était se livrer pieds et poings liés.

On pouvait prévoir l'opinion de J. de Maistre sur ce projet de ligue italienne. Il ne s'emporta pas, il ne manifesta aucune indignation ; mais il n'oublia pas d'insister sur l'argument capital qui s'opposait à l'acceptation du projet autrichien. « Le voisinage autrichien, disait-il, est une charge qu'il faut subir, mais en se gardant de l'aggraver. Celui qui peut venir toujours sur ses terres depuis Milan jusqu'à la frontière de Russie ne laissera jamais de liberté dans la Diète (4). »

Il ne lui suffisait pas, d'ailleurs, de tenir en éveil la cour de Turin. Il cherchait à obtenir l'appui de la Russie contre les prétentions autrichiennes (5), et sa vive éloquence parvenait à

(1) Costa de Beauregard, *op. cit.*, p. 88.

(2) Lettre du roi Victor-Emmanuel au prince Charles-Félix, 18 déc. 1815. Il disait encore : « Je lui ai répondu que mes ancêtres et moi ayant toujours traité de pair tant avec la France qu'avec l'Autriche, je ne pouvais renoncer à cette situation d'égalité en cessant de me considérer comme souverain indépendant dans une confédération où il serait placé ainsi. » (Cité par Giacometti, *La question italienne*.),

(3) Lettre du comte d'Aglié au roi Victor-Emmanuel, 10 fév. 1816 (analysée par Giacometti, *op. cit.*) — Quant aux prétentions actuellement mises en avant par l'Autriche, le comte d'Aglié, dans une conversation avec lord Castlereagh, rappelait comme quoi « la province de Novare, dont on demandait une partie, avait été cédée au Piémont en 1748, en récompense des avantages que l'Autriche avait retirés de son aide ». Il ne craignait pas de dire que des prétextes et non des raisons stratégiques coloraient la demande de l'Autriche à cet égard ». Enfin il caractérisait « la prétention sur la forteresse d'Alexandrie tellement énorme », qu'il déclarait ne pouvoir « pas même en discuter ».

(4) Lettre du 3/15 juill. 1816 (Corr. dipl., I.)

(5) Note à M. de Nesselrode, 17 janv. 1816 (cit. par Blanc, *Mém.*, p. 190) : « La ligue qui nous est proposée par l'Autriche accroît les embarras et les périls. Mon maître ne recourt pas seulement à l'Empereur de toutes les Russies comme roi de Sardaigne, mais il parle comme prince italien... Il n'y a plus

émouvoir le tsar. Alexandre averti, d'ailleurs, par son ambassadeur à Turin, et mis en garde contre l'ambition autrichienne (1), tint à rassurer Victor-Emmanuel ; il lui écrivit personnellement, qu'il était absolument « contraire aux propositions autrichiennes, tant sur la cession du Haut-Novarais, que sur le projet de confédération autrichienne », et qu'il était tout disposé à faire « toutes les démarches nécessaires pour que la cour de Vienne se désistât de ses prétentions (2) ».

Cet appui de la Russie semble avoir sauvé la Sardaigne d'un danger imminent. Malgré le concours de l'Angleterre, qu'il comptait opposer à l'influence russe (3), Metternich dut reculer et attendre que les événements lui permissent la réalisation de son grand projet. Il n'en continua pas moins à surveiller de près le Piémont (4). Et si, en 1821, il échoua encore dans une nouvelle tentative de formation de ligue italienne (5), la révolution

d'équilibre, il n'y a plus d'égalité politique ; l'Italie s'éclipse ; tous les princes italiens ne sont plus que les vassaux de l'Autriche, et bientôt, ils n'existeront plus. Le roi de Sardaigne est menacé le premier... » — Cf. Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, I, p. 440. Instructions du comte de Vallaise au comte de Brusasque.

(1) Aff. étr. 283. Lettre de Gabriac, 2 déc. 1815 (le prince de Stahremberg se plaint de ce que le Piémont refuse d'accéder à une confédération italienne). « ... Le prince Koslowsky, aussi surpris que moi de cet aveu imprudent, s'aplaudit de l'avoir entendu et résolut d'en faire usage. Ayant eu l'occasion le lendemain de voir le Roi, il lui demanda, au sujet d'un corps de 20,000 Autrichiens qui, rassemblé à Vérone, doit, dit-on, marcher en Toscane, quel but véritable pouvait avoir cette marche, si ce n'était de contraindre les puissances italiennes à former une confédération ? Sans doute, reprit le Roi, les Autrichiens veulent cette confédération, mais à quoi bon ?... » (Le prince Koslowsky avertit aussitôt sa cour...)

(2) Bianchi, *Storia della diplomazia europea in Italia*, t. I, pp. 231 et 232. Lettre du 29 janv. 1816. — Cf. *id.*, p. 226.

(3) Metternich, *Mémoires*, III, 3 nov. 1817 : « La cour de Sardaigne a, surtout depuis la réunion de Gênes à ses Etats, trop de raisons de tenir à conserver ses relations avec l'Angleterre, pour risquer de s'engager dans une voie politique qui serait contraire aux vues du gouvernement britannique. Ce puissant motif arrêtera donc nécessairement les projets ambitieux que la cour de Sardaigne nourrit à notre égard, aussi longtemps que nous serons étroitement liés avec la Grande-Bretagne, et c'est précisément ce contre-poids que nous opposerons constamment aux intrigues qu'on entretient à Turin avec la cour de Russie. »

(4) *Id.* « Dans ces circonstances, l'état actuel des choses en Sardaigne nous offre, j'en suis convaincu, malgré les sentiments défavorables de cette puissance à notre égard, la possibilité de neutraliser pour longtemps encore les effets fâcheux de ces sentiments ; nous y réussirons en exerçant une surveillance constante et rigoureuse sur ses allures, et en continuant de suivre la marche franche, correcte et ferme, que nous avons adoptée dans nos rapports avec elle... »

(5) Giacometti, *La Question italienne*. Au congrès de Laybach, le duc de Modène proposa une sorte d'accord entre les souverains italiens contre les agitations intérieures. Saint-Marsan s'opposa à cette proposition.

de mars, l'abdication de Victor-Emmanuel, lui fournirent l'occasion attendue de se poser en protecteur, c'est-à-dire en maître à Turin (1).

Cette pitoyable subordination du Piémont à l'Autriche, J. de Maistre ne la redoutait, ne la prévoyait que trop. Il savait que l'ambition autrichienne était sans bornes, qu'elle ne s'arrêterait pas avant d'avoir dévoré toute l'Italie : c'était un mal « inné et invariable (2). » Rien ne semblait pouvoir arrêter ses progrès : l'Angleterre les favorisait (3), et la Russie, en raison même de son éloignement, et, en dépit de quelque sympathie pour le Piémont (4), d'une certaine animosité contre l'Autriche (5), ne devait avoir qu'une action médiocre en Italie : elle ne pourra pas, après la révolution de mars 1821, empêcher l'Autriche d'occuper longtemps le Piémont. Ce que ne disait pas de Maistre, c'est que le gouvernement autrichien semblait vouloir conquérir le cœur même des Italiens par des réformes politiques : Metternich conseillait vivement à l'Empereur « de faire des concessions à l'esprit public et à l'amour-propre de la nation en donnant à ces provinces une administration qui prouve aux Italiens qu'on ne veut pas les traiter tout à fait sur le même pied que les provinces allemandes de la monarchie et, pour ainsi dire, les fondre avec elles : en nommant, surtout dans la magistrature, des sujets capables, des Italiens plutôt que des hommes étrangers au pays, en s'efforçant avant tout de gagner le clergé et les

(1) Stern, *Geschichte Europa's*, II, pp. 179-180.

(2) Lettre du 16/28 déc. 1815: « Pendant toute cette horrible révolution, l'antique serpent a dit vilainement : « Ils sont trop honnêtes gens pour s'allier avec des scélérats, profitons du moment pour les anéantir. » Maintenant que les choses ont changé, il siffle sur un autre ton : la France est lasse, annulée, continuons, etc. Il est bien difficile de garder son sang-froid. »

(3) Voir la note 3 de la page précédente.

(4) Lettre du 27 mars/8 avril 1817 : « Capo d'Istria n'est point Autrichien comme son collègue ; j'ai cru devoir le tâter, et je m'en applaudis. Il pense sur l'Autriche et sur l'Italie avec beaucoup de sagesse : il a bien compris nos raisons et promis de lire tous nos papiers. N'attirez point en Piémont des jurisconsultes armés...

(5) Metternich s'inquiétait des menées des agents russes : « En ce qui concerne la Russie, je ne me permets pas de suspecter le moins du monde les sentiments et les vues de l'Empereur Alexandre ; je les crois honnêtes et irréprochables. Toutefois, je suis loin d'être rassuré au sujet de l'esprit et des principes que manifestent ses ministres et les nombreux agents qu'il entretient en Italie... Il est évident qu'ils travaillent dans un sens diamétralement opposé aux intérêts de l'Autriche, et qu'ils offrent à leur cour les moyens de nous créer de la part de l'Italie des complications et des difficultés embarrassantes au dernier point, si jamais la guerre devait éclater entre l'Autriche et la Russie. »

écrivains, qui exercent la plus grande influence sur l'opinion publique (1). »

Contre l'Autriche, si puissante, si formidable, la royauté sarde paraissait être de peu de consistance : quels moyens avait-elle de résister ? J. de Maistre, cependant, ne désespérait pas de son avenir, mais à condition qu'elle se décidât à comprendre que l'entente avec l'Angleterre ne pouvait être pour elle qu'un leurre, et qu'en dehors de la Russie, elle avait auprès d'elle, sous la main, pour ainsi dire, deux alliés de premier ordre, dont elle avait méconnu, combattu même longtemps la puissance : la France et l'esprit italien.

(1) Mémoires, III. *Lettre sur la situat. intér.* de l'Italie 1817.

CHAPITRE III

L'entente anglo-piémontaise.

L'Angleterre avait joué un rôle prépondérant dans la lutte contre Napoléon. C'était elle qui avait soutenu, défendu, encouragé les puissances secondaires. La Sardaigne, en particulier, s'était placée sous sa protection : en 1814, elle avait même signé avec elle une convention militaire, portant la formation d'une *Légion royale piémontaise*, qui devait combattre en Italie (1), et le ministère anglais donnait aussitôt à lord Bentinck l'ordre d'occuper Gênes au nom du roi Victor-Emmanuel. La Sardaigne avait des raisons sérieuses de croire qu'elle n'avait pas d'alliée plus généreuse, plus utile que l'Angleterre (2).

De Maistre, on l'a vu, rendait justice aux qualités du peuple anglais ; mais il ne partageait pas la confiance de son gouvernement dans la solidité de l'alliance anglaise. Il voulait bien se déclarer l'admirateur sincère de l'intelligence politique des Anglais, de leur activité, de leur sens pratique (3), mais il n'allait pas jusqu'à les aimer : il n'éprouvait pour « ces hargneux insulaires, » comme les appelait plus tard Cavour (4), qu'une médiocre sympathie (5). Il se méfiait de leur égoïsme, et leur attitude vis-à-vis de la cour de Sardaigne pendant les années de guerre et

(1) Bianchi, IV, p. 507. La convention fut signée, le 3 février 1814, par le comte d'Agliè et lord Bathurst.

(2) Cf. Carutti II, pp. 443-444. Lettre de Rossi à d'Agliè — et pp. 445-446. Mémoire du comte de Revel.

(3) V. plus haut. — Cf. lettre de 1812 (Corr. dipl. I, p. 125) : « J'ai étudié pendant trois ans ce malheureux pays (la Sardaigne). Il ne peut être régénéré et mis en valeur que par une puissance opulente, savante et entreprenante. Ce serait, par exemple, une œuvre anglaise... »

(4) « Toute notre étude doit être de ne pas irriter ces hargneux insulaires et d'éviter qui peut leur déplaire. » Lettre de Cavour à d'Azeglio, 23 janv. 1859 publiée par Bianchi, *La politique du comte de Cavour* de 1852 à 1861.

(5) V. plus haut p. 107-8, cf. lettre du 19 mars 1813 : « L'Angleterre a certainement de fort beaux côtés, mais de terribles et opiniâtres préjugés... Les opérations de Sicile choquent la politique, et, j'ose dire, la probité... »

de malheur (1), ne justifiait que trop ses appréhensions (2), à la veille de la Restauration. Peut-être ignorait-il qu'un moment, sous le Directoire, les Anglais s'étaient montrés tout disposés à laisser l'Autriche s'annexer le Piémont (3) ; mais il avait, sans doute, entendu parler de cette prétendue combinaison secrète par laquelle l'Angleterre, disait-on, confirmait d'avance tout ce que l'Autriche entreprendrait en Italie (4). Et l'on s'explique ainsi son Mémoire insinuant de 1813, dans lequel, sans faire la moindre allusion à ce pacte, il s'efforce de gagner le concours des Anglais à la cause de la Sardaigne, de les intéresser à son agrandissement, de montrer l'utilité de l'annexion de Gênes au Piémont (5).

La politique anglaise l'inquiétait avant la chute de l'empire napoléonien : les craintes ne furent pas moins grandes lors de l'occupation de Gênes par les troupes anglaises ; lord Bentinck, après avoir fait capituler le général Fresia, n'exécuta pas complètement les ordres qu'il avait reçus : se fondant sur ce que l'annexion au Piémont était subordonnée à l'adhésion des Génois, au lieu de prendre possession de la ville au nom de roi de Sardaigne, il commença par rétablir, le 26 avril, la constitution républicaine de 1797, et nomma un gouvernement provisoire (6).

Il est vrai que lord Castlereagh blâma, désavoua lord Bentinck (7), et qu'au congrès de Vienne, il proclama « pleinement établi le principe de la réunion de Gênes au Piémont (8) ». Il

(1) V. plus haut, pp. 160-161.

(2) Lettre du 6/18 sept. 1813.

(3) Sorel, *Revue des Deux-Mondes*, 15 décembre 1897. *L'Europe et le Directoire* : « Thugut ne dissimule pas ses vues de démembrement, sinon l'annexion totale... Les Anglais s'y prêtent : il est de leur intérêt de former, avec le Piémont livré à l'Autriche, une seconde Belgique, enserrant et barrant la France, au midi, comme l'autre, dominée par la Hollande, l'enfermera au nord... »

(4) Stern, *Geschichte Europa's*, I. p. 275.

(5) Bianchi, IV. Docum. « Le Piémontais est accoutumé, depuis des siècles, à regarder l'Angleterre comme une amie et alliée.. Le golfe de Gênes deviendrait bien plus commode pour les vaisseaux anglais dans cette disposition que dans toute autre. Il serait extrêmement inutile d'entrer ici dans aucun détail... »

(6) Talleyrand fait allusion à cet événement dans sa lettre du 12 nov. 1814 : « Je sors de la conférence... Il n'a été question que de la réunion du pays de Gênes au Piémont. Une espèce de pouvoir donné par le gouvernement provisoire de Gênes, fabriqué, il y a quelques mois, par lord W. Bentinck, a fait naître quelques difficultés. Elles seront levées en établissant que Gênes est un pays vacant... »

(7) Tivaroni, *Stor. del. Risorgim.*, II, p. 512.

(8) D'Angebert, *Congrès de Vienne*, pp. 424 et suiv. : de protocole de la séance du 13 nov. 1814.

n'en faisait pas moins quelques réserves au sujet de l'article du traité de Paris relatif à cette réunion, déclarant qu'il fallait « procéder à l'exécution de cet article dans le sens le plus conforme aux intérêts et au bien-être de Gênes (1) » ; et il assurait les Gênois du concours de l'Angleterre pour une organisation libérale de leur pays (2). Bien que la question de Gênes eût été réglée définitivement le 12 décembre 1814 (3), des troupes anglaises continuèrent à occuper la ville jusqu'au mois de février 1816. On put croire même, un moment, que Gênes allait devenir une sorte de colonie anglaise, sous l'apparence d'une restauration de l'ancienne république (4). Tout au moins, les Anglais, soucieux de leurs propres intérêts, eurent soin de le faire déclarer port franc (5).

Peut-être ne furent-ils pas tout à fait étrangers à la résistance de Gênes au Piémont (6). Peut-être même n'attendaient-ils que le prétexte d'un soulèvement pour s'emparer définitivement de la ville (7).

Rien ne semble, toutefois, confirmer cette accusation et l'on

(1) D'Angebert, p. 424 et suiv. On lit encore : « M. le prince de Talleyrand a proposé... d'informer les députés de Gênes... que les puissances admettent les conditions les plus libérales pour la réunion du territoire de Gênes au Piémont, et consulteront, autant qu'il pourra se faire, dans l'exécution de cette mesure, l'intérêt et la satisfaction des Gênois... »

(2) *Id.*, p. 478, 1^{re} déc. 1814. Dépêche de lord Castlereagh au comte Bathurst, au sujet de la réunion de Gênes à la Sardaigne, exprimant l'espoir que bien que les Gênois eussent préféré un gouvernement séparé, ils recevront cependant l'engagement proposé comme un gage de l'intérêt sincère que les puissances de l'Europe et leur futur souverain ont pris en réglant leurs rapports commerciaux et politiques sur un pied solide et libéral... »

(3) *Id.*, p. 516.

(4) Lettre de J. de Maistre du 31 août/12 sept. 1815 : « P.-S. Teneur d'une lettre de Gênes : Les Anglais, ayant toujours une garnison ici et faisant réparer les fortifications à leurs frais, nous en tirons un augure favorable pour le rétablissement de l'ancien gouvernement. »

(5) D'Angebert, p. 516 : « Conditions qui doivent servir de bases à la réunion des Etats de Gênes à la Sardaigne, 12 déc. 1814, art. 4 : Le port franc de Gênes sera rétabli, avec les réglemens qui existaient sous l'ancien gouvernement de Gênes... » — Cf. lettre de J. de Maistre du 26 sept, 8 oct. 1814 : « Les Anglais, si je ne me trompe *infiniment*, protégeront infiniment les Gênois ; ne stipuleront-ils point quelque chose pour eux ?... »

(6) Cantu, *Hist. des Italiens*, XI, 267. — Sur l'attitude de l'Angleterre à l'égard de Gênes, voir Bianchi, *Stor. dell. dipl.*, I, pp. 104 et sq.

(7) Un rapport de la police de Venise, daté de juin 1816 (cité par Tivaroni, IV, p. 16, d'après les *Carte segrete della polizia in Italia*) établit qu'à Gênes il existe des sociétés secrètes agissant en vue de l'unité italienne, et que les Anglais, stimulant la haine héréditaire des Gênois contre le Piémont, les encouragent à se rendre indépendants des rois de Sardaigne.

peut croire, avec le chargé d'affaires de France à Turin, que ce bruit avait été répandu par le parti gènois, qui, ne voulant à aucun prix de la réunion au Piémont, prenait ses désirs pour des réalités et comptait sur l'établissement d'une sorte de protectorat anglais (1).

A défaut de Gênes, il semble que les Anglais aient, vers cette époque, jeté les yeux sur l'île de Sardaigne. J. de Maistre exprime formellement ses craintes à cet égard (2). Mais le traité de Paris était formel : il ordonnait le rétablissement du roi Victor-Emmanuel dans ses Etats (3). Et, d'autre part, la France n'eût certainement pu souffrir, sans de vives protestations, l'occupation par les Anglais de l'île de Sardaigne, trop voisine de la Corse (4).

J. de Maistre ne laissa pas de garder à l'Angleterre quelque ressentiment de cette attitude. On le voit encore, plus tard, signaler à son gouvernement les agissements du gouvernement anglais dans la Méditerranée occidentale ; sous prétexte de délivrer des pirateries des Barbaresques le royaume de Sardaigne, qui, d'ailleurs, à vrai dire, l'en avait priée (5), l'Angleterre semblait chercher à opérer surtout une entreprise lucrative ; pouvait-on sincèrement croire à sa générosité (6) ?

(1) Aff. étrang., 283. Lettre du comte de Gabriac, 16 déc. 1816 : « L'abandon de Gênes par les Anglais semble démontrer l'absurdité des bruits touchant leurs desseins sur la Ligurie. Ils disposeront toujours de Gênes, tant que cette ville sera réunie au Piémont, et, par cette ville, du gouvernement sarde. Leurs travaux ont eu pour but de fortifier un refuge où le roi de Sardaigne se trouverait assuré contre une puissance continentale et dépendant plus que jamais de leur puissance maritime. Le reste n'existe, je crois, que dans l'imagination des Gènois, qui, ne pouvant se résigner à leur sort actuel, espèrent toujours que les Anglais libéreront Gênes, prenant cette ville sous leur protection. Cette exagération, malgré son invraisemblance, les bercera jusqu'au moment du départ du dernier soldat anglais, parce qu'elle tient à une passion crédule en raison de la vivacité de la haine des Gènois contre la domination piémontaise. »

(2) Lettre du 21 janv./2 fév. 1815 : « On parle infiniment de la cession de la Sardaigne à l'Angleterre ; si c'est pour un second territoire qui nous serait donné, à la bonne heure ; mais si c'est comme prix de Gênes, j'en serais fâché. En général, je ne cesserais de craindre, jusqu'à ce que j'y voie plus clair, » — Cf. lettre du 9/21 fév. 1815.

(3) D'Angebert, Traité de Paris, 30 mai 1814 (Art. séparés et secrets).

(4) Il est à remarquer que Talleyrand, dans ses lettres à Louis XVIII, ne fait aucune allusion à ces prétentions de l'Angleterre sur l'île de Sardaigne.

(5) Carutti, II, pp. 334-335.

(6) Lettre du 3/15 juill. 1816 : « En songeant à cette incroyable générosité des Anglais dans l'affaire des Barbaresques, je crains toujours qu'il n'y ait anguille sous roche, » — Cf. lettre du 3/15 juill. 1816 sur le bombardement d'Alger. (Corr. dipl., II.)

Aussi bien, l'attitude de l'Angleterre dans la question italienne, son entente manifeste avec l'Autriche pour la formation d'une « ligue italique (1) » devaient ajouter à la méfiance naturelle qu'elle inspirait à J. de Maistre. Contrairement aux tendances très marquées de la diplomatie sarde à compter sur le concours du cabinet de Londres (2), ce n'était pas dans l'entente anglo-sarde qu'il pouvait voir les éléments de grandeur future de la Maison de Savoie.

(1) V. plus haut, p. 203.

(2) Aff. étrang., 283. Lettre du comte de Gabriac, 2 déc. 1815 : « Je crois devoir, en faisant ce rapport à Votre Excellence, chercher à lui donner quelques explications sur la dénégation constante par laquelle le comte de Vallaise, qui paraît cependant devoir jouer notre jeu, a répondu aux interrogations que je lui ai faites antérieurement au sujet de cette confédération.

« Cette réserve tient probablement à l'opinion que l'Angleterre garantira toujours ce pays contre la prépondérance de l'Autriche, sans que le gouvernement soit obligé de faire des demandes d'assistance qui lui paraissent humiliantes. Cette confiance peut être fondée, mais je remarquerai cependant que l'Empereur, en n'invitant à Milan que l'ambassadeur d'Angleterre, semble indiquer assez clairement que c'est le seul agent diplomatique dont il ne craigne pas la surveillance. »

CHAPITRE IV

L'appui de la Russie.

Pendant les vingt années qui venaient de s'écouler, pleines de malheurs et de tristesses, la Sardaigne avait mis toute ses espérances de restauration dans le bienveillant appui de la Russie. l'Empereur Alexandre pouvait avoir intérêt à se créer des amitiés solides en Italie, pour inquiéter au besoin l'Autriche, lui susciter des entraves en Occident : la Russie serait, ainsi, libre d'agir en Orient (1). Mais cet appui fut, on l'a vu, intermittent ; la cour de Pétersbourg ne parut pas toujours animée du même zèle pour les intérêts de la Maison de Savoie.

Si J. de Maistre put prendre, à Pétersbourg, une place privilégiée, la Sardaigne n'obtint jamais, sous le règne d'Alexandre, qu'un rang secondaire dans les combinaisons de la chancellerie russe : les Bourbons de Naples intéressaient davantage l'Empereur (2). La question d'indemnisation du Piémont ne passionna nullement le gouvernement russe, et il fallut, on l'a vu, l'éloquente obstination de J. de Maistre, pour amener la chancellerie à se départir de son inquiétante froideur (3).

La cour de Sardaigne, dans ses illusions malades, croyait pouvoir tout obtenir de la Russie : elle multipliait les prières, les réclamations ; et, dans ses notes, elle en était presque à considérer la Russie comme décidée à ne faire la guerre que pour rétablir et agrandir la Maison de Savoie (4).

(1) V. Bianchi IV. Docum. Mémoire de Victor-Emmanuel à l'Empereur de Russie, 1^{er} avril 1813. — Cf. le Mémoire de Metternich sur la situation intérieure de l'Italie, cité plus haut, p. 200 et 203.

(2) C'est ainsi que, dans le projet d'Oubril, il n'est question de donner une compensation qu'au fils de Ferdinand IV, à qui l'on ferait céder les Baléares par l'Espagne (Aff. étrang. Russie, t. 145, 1806, n° 36). — Cf. corresp. de Caulaincourt (Aff. étrang. Russie, t. 147), 7 août 1808 : « C'est surtout le duc de Serra-Capriola que j'ai en vue... C'est par ses soins et son habileté que la Russie s'est si fortement intéressée pour le roi de Naples... »

(3) V. plus haut *la Crise de la Maison de Savoie*, p. 107 et suiv.

(4) Lettre de Ch. de Rossi à J. de Maistre, 22 mai 1813 : « Une de ces lettres

J. de Maistre avait dû souvent ramener la cour de Savoie au sentiment de la réalité (1). Il n'ignorait pas que les combinaisons politiques étaient, avant tout, inspirées non par des sympathies, mais par des intérêts (2). Et, si favorable que pût être la Russie à la Restauration du roi de Sardaigne, il resta toujours persuadé qu'elle ne risquerait pas, comme au temps de Paul I^{er}, une armée, un soldat pour la délivrance de l'Italie (3).

Il avait pour la personne de l'empereur Alexandre une affection très vive, faite à la fois de reconnaissance et d'admiration (4). Dès 1804, il prévoyait l'importance capitale de son règne (5). Toutefois, il éprouvait parfois quelques craintes sur la façon dont la Russie pourrait exercer sa prépondérance.

Le peuple russe n'était pas sans lui inspirer quelques inquiétudes. Certes, il reconnaissait en lui de sérieuses qualités, un véritable esprit national, un réel patriotisme, une bravoure indomptable (6) ; il appréciait son intelligence très ouverte (7), et il pensait que les Russes pourraient faire quelque chose de grand, en se laissant guider par leur « esprit naturel » et leur

(de l'Empereur pour le roi de Sardaigne), d'octobre dernier, est familière, très signifiante et flatteuse... D'après de telles expressions, S. M. se flatte qu'il ne vous sera pas difficile de porter le ministère russe à donner des instructions à son ambassadeur à Londres, pour qu'il y pousse et soutienne les intérêts du roy, et qu'il tienne ferme non seulement sur son rétablissement au Piémont, mais sur son accroissement territorial qui le mette à même de résister à un premier choc de la part des Français... » Cit. dans les Docum. justificatifs de la *Storia della corte di Savoia*, de Carutti.)

(1) V. plus haut. En 1813 (19 mars), il écrivait encore : « Quant à la Russie, je ne crois pas, Sire, que V. M. puisse en attendre davantage. J'ai toujours trouvé le cabinet d'ici très froid pour nous, ne croyant pas du tout à notre résurrection, et s'en souciant assez peu. V. M. fait cependant parfaitement bien d'écire toujours sur le ton de l'amitié persuadée, mais sans trop y compter. Je désirerais beaucoup connaître le ton des lettres de S. M. I. à V. M. »

(2) Lettre du 6/18 sept. 1813. Cf. lettre de sept. 1809 (Blanc, *Mém.* p. 332) : « Au reste, M. le chevalier, comme la politique ne hait personne, elle n'aime de même personne. Il ne faut point être la dupe de l'amitié du moment. »

(3) Lettres du 9 juin 1803, et du 25 sept./7 oct. 1803 — citée plus haut, p. 111,

(4) V. plus haut.

(5) Lettre du 25 fév./9 mars 1805 : « Il n'y a qu'une chose incontestable, c'est que d'une manière ou d'une autre, le règne d'Alexandre sera à jamais mémorable. »

(6) Lettre du 28 oct./9 nov. 1812.

(7) Lettre du 6/18 juillet 1814 : « Ce qu'il y a de sûr, c'est que ceux qui n'ont étudié la Russie que dans les livres ne la connaissent pas du tout ; elle possède une certaine intelligence que j'irais étudier dans les provinces, si je savais la langue. Cette intelligence est grande : j'ai vu un négociant anglais du premier ordre admirer hautement le talent que le Russe *naturel* déploie dans les affaires... »

« bon sens natif (1). » Il se sentait même animé d'une très réelle affection pour la Russie, au point de voir en elle comme une seconde patrie (2).

Mais elle n'était encore qu'une « nation neuve (3), » même à demi asiatique (4), qui avait voulu trop brusquement se pénétrer de la civilisation et de la science européennes (5), et qui en était restée à des « demi-connaissances perfides (6). » Il lui avait manqué de passer, par des transitions indispensables, de la barbarie à l'état de civilisation (7).

Aussi son organisation est-elle encore défectueuse. Si le gouvernement russe a réussi à concilier, à certains égards, « l'extrême servitude et l'extrême liberté » ; s'il évite à ses sujets les tracasseries quotidiennes, plus insupportables que les grands coups d'autorité (8) ; il n'en reste pas moins vrai que la hiérar-

(1) *Id.* — Cf. Lettre et op. I. p. 334 (Lettre au prince Koslowsky, 12/24 oct. 1815) : « Ce que vous avez de bon est évident. Vous êtes bons, humains, hospitaliers, spirituels, intrépides, entreprenants, heureux imitateurs, nullement pédants, ennemis de toute gêne, préférant une bataille rangée à un exercice, etc... »

(2) Lettre et op. I. (au comte de Vallaise, 31 août/12 sept. 1815) : « Après un si long séjour dans ce pays, les bontés que j'y ai éprouvées m'ont en quelque sorte naturalisé, de manière que je prends un extrême intérêt à tout ce qui concerne la Russie. Les étrangers lui ont fait bien du mal, lui ont vendu des poisons, l'ont calomniée, séduite ou insultée. Je voudrais bien faire tout le contraire, selon mon pouvoir, et je suis persuadé qu'on pourrait lui dire de fort bonnes choses par écrit avec respect et amour. »

(3) Lettre et op. II, p. 316, 2^e *lettre sur l'éducation publique en Russie.*

(4) Corr. dipl. II. Lettre du 21 mars/2 avril 1816 : « Entre quelques éléments asiatiques qu'on remarque dans ce pays... » — *Id.* L. 24 mai/5 juin 1811 : « Le principe chrétien n'a pu pénétrer la pâte asiatique, parce qu'il y est faible et défiguré... »

(5) Lettre du 6/18 juillet 1814 (corr. dipl. I.) : « Les Russes ont voulu prendre la science d'assaut, il n'y a pas moyen ; c'est une fort honnête femme, qui ne se laisse pas brusquer ; il faut lui faire la cour, filer l'amour et l'épouser à la fin. » Cf. lettre et op. II. 1^{re} *Lettre sur l'éducation publique en Russie* : « J'ose croire que Pierre I^{er} a retardé au lieu d'avancer l'opération en s'imaginant que la science était une plante qu'on pouvait faire naître artificiellement, comme une pêche dans une serre chaude... »

(6) *Id.* — et 1^{re} *Lettre sur l'éducation* : « Le comble du malheur sera que tout le monde aura l'orgueil de la science, sans en avoir la substance. Tout le monde sera entêté, inquiet, raisonneur, mécontent, indocile, comme si l'on savait réellement quelque chose... »

(7) Lettre et op. II, p. 304 : « Toutes les autres nations de l'Europe ont balbutié pendant trois ou quatre siècles avant de parler ; pourquoi donc les Russes ont-ils la prétention de parler d'emblée... ? »

(8) Blanc, *Mém.*, p. 327. Lettre du 10/22 août 1809 : « Il n'y a pas de pays où l'on rencontre plus de disparates. On y trouve l'extrême servitude et l'extrême liberté. J'ai souvent dit (et je crois que c'est une vérité capitale), que ce ne sont point les coups de sabre une fois donnés qui chagrinent et impatientent les

chie militaire, créée par Pierre le Grand, est beaucoup trop puissante : il n'y a pas à proprement parler d'autorité civile, pas même de magistrature (1) : de là, un grand nombre d'abus (2), et pour ainsi dire le désordre permanent (3).

L'état moral offre un spectacle pénible : J. de Maistre croit apercevoir dans la société russe des signes précurseurs de dissolution (4). La noblesse est avilie (5) ; le clergé n'a et ne peut avoir qu'une médiocre influence : « Entre un pope et un tuyau d'orgue, dit-il, je ne vois pas trop de différence : tous les deux chantent, et voilà tout (6). » Le reste ne compte pas. Or, si l'on constate, dans ce pays, un respect absolu pour l'autorité, — respect qui se traduit toujours par le plus complet mutisme — ce respect n'empêche nullement l'assassinat du souverain, de Paul I^{er}, par exemple : c'est ce qu'on appelle le « remède asiatique (7). » Les Russes en sont encore à une sorte d'inconscience

hommes, mais bien les coups d'épingle réitérés. Or, ici, il n'y a point de coups d'épingle. »

(1) Corr. dipl., II, 29 févr./12 mars 1816 : « Comme l'établissement de l'état civil forme la véritable monarchie en civilisant la force, l'histoire, c'est-à-dire l'expérience, nous enseigne donc qu'un fort état civil est le meilleur préservatif de la monarchie. De ce côté, la Russie a un grand désavantage, l'état civil n'est rien... il n'y a pas encore une véritable magistrature ; les grades civils et militaires, parallèles sous Pierre, sont à présent à une distance immense, etc.

(2) *Id.*, 17/29 oct. 1816 : « (L'Empereur) a une grande connaissance des abus... » *Id.*, 29 févr./12 mai : « Sa mauvaise humeur est trop justifiée par les abus... »

(3) Blanc, *Mém.*, p. 250, mars 1807 : « L'ordre de ce pays, c'est le désordre, et le grand talent de l'homme d'Etat est de connaître le degré de désordre qui est permis... »

(4) Lettre du 10/22 sept. 1814 : « Il y a, d'ailleurs, dans ce pays, tant de signes moraux de dissolution, que j'en tremble de tous mes membres. »

(5) Lettre du 6/18 juillet 1814 : « Le premier ordre est visiblement affaibli, et il vaudrait la peine d'en rechercher la cause. » — 29 févr./12 mars 1816 : « La noblesse proprement dite est presque anéantie par la théorie des grades. » — Cf. Lettre et op., I, 2/14 févr. 1816 (au Pr. Kolowsky) : « Toute votre noblesse est militaire, elle l'est dans l'enfance... Pendant ce temps, cette même noblesse se ruine... »

(6) Lettre et op., I, 2/14 févr. 1816. — Cf. Corr. dipl., II, 29 févr./12 mars 1816 : « V. E. sachez ce que c'est qu'un clergé marié et salarié. » — 26 oct./7 nov. 1815 : « Le clergé vulgaire et non instruit n'est rien et ne peut rien. » — 24 déc. 1815/5 janv. 1816 : « L'Eglise russe reçoit à son tour un coup mortel... Son clergé n'a point d'existence, point de force, point de considération : il ne sait rien, il ne dit rien, et il ne peut rien... »

(7) Corr. dipl., I, ...1812 : « Le respect pour l'autorité se trouve partout, mais partout, il a une physionomie particulière. Ici, par exemple, il est muet... Si, par impossible, il prenait fantaisie à un empereur de Russie de brûler Saint-Petersbourg, personne ne lui dirait que cette opération aurait cependant quelques inconvénients... tout au plus on pourrait tuer le souverain (ce qui n'est point

du mal, à une humanité rudimentaire (1). Et il n'est pas étonnant, dès lors, qu'on ait à déplorer chez eux certaines turpitudes (2), et que le gouvernement ait à lutter contre « l'esprit d'infidélité, de dilapidation (3). » En Russie « il n'y a aucun principe moral qui puisse servir de supplément ou de correctif aux lois... (4). »

En somme, aux yeux de J. de Maistre, la Russie est une nation jeune, qui possède d'incontestables éléments de force et de grandeur, et qui paraît appelée à jouer un rôle considérable en Europe (5). Mais, pour le moment, elle est peut-être trop près de l'état de civilisation asiatique, pour que son influence puisse s'exercer heureusement en Europe. J. de Maistre ne semble pas s'être rendu compte du mouvement remarquable des idées dans la société russe, sous l'influence de la Révolution et des guerres napoléoniennes. Il voit très bien les désordres indéniables de la cour : mais le progrès des idées libertaires lui échappe. Il attaque un peu inconsidérément les projets de réformes des premiers conseillers d'Alexandre : il se méprend, comme les vieilles générations russes, sur le caractère de ces réformes, que Catherine II elle-même avait conçus. Il n'attache aucune importance à l'œuvre

contraire au respect, comme tout le monde sait), mais il ne faudrait pas parler... » — Cf. Blanc, *Mém.*, p. 98 : « L'Empereur sait qu'il déplaît universellement... Pour en sortir, beaucoup de gens ne voyaient que le *remède asiatique*. » *Id.*, p. 98 : Voici ce qui a été dit par un ministre : « Nous voulons le conserver (Alexandre) : s'il venait à périr, en voilà encore un (le grand duc Constantin) qu'il faudrait assommer. » — Ce sont ces traits qui font connaître le pays et les hommes... »

(1) Corr. dipl., II, 15/27 janv. 1817 : « En général, le respect pour la chair humaine, et je ne sais quelle modération qui ne touche l'homme qu'avec précaution, de peur de la blesser, n'est et ne peut être encore une vertu parfaitement naturalisée en Russie... »

(2) *Id.*, 17/29 oct. 1816 : « (L'Empereur) a une grande indignation contre certaines turpitudes... »

(3) Corr. dipl., II, 29 févr./12 mars 1816 : « S. M. I. voit bien les maux, surtout l'esprit d'infidélité et de dilapidation, qu'elle cherche à réprimer de toutes ses forces. » — Cf. Lettre et op. I, au Pr. Koslowsky : « A ce beau corps sont attachées deux fistules qui l'appauvrissent : l'instabilité et l'infidélité. Tout change chez vous, mon prince, les rois comme les rubans... Je ne sais quel esprit de mauvaise foi et de tromperie circule dans toutes les veines de l'Etat... »

(4) Blanc, *Mém.*, p. 336. Lettre du 10/22 août 1809.

(5) C'est l'idée principale du *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*, écrit en 1804, et destiné, on le sait, au prince Czartoryski : « Parmi les grandes puissances..., il en est une qui doit donner le branle, et servir de point de ralliement. Au commencement du siècle qui vient de finir, ce fut l'Angleterre qui jouit de cet honneur insigne... Il est sûr que tous les yeux se tournent plus particulièrement vers la Russie. » — (Bianchi. IV, Docum.).

de Speranski, qui comprend la réorganisation du Conseil d'Etat et des ministères, de nouvelles attributions données au Sénat, et qui contient en projet la création d'une sorte de Chambre nationale contrôlant les ministères (1). S'il a admiré l'essor patriotique des Russes en 1812, il n'a pas aperçu les conséquences du contact entre Russes et Français, le courant libertaire qui se manifeste dès 1814 et qui semble surtout se développer sous l'action des loges maçonniques ; — ni, en regard, l'évolution du gouvernement impérial, qui, naguère d'allure libérale, devient maintenant plus autoritaire, et dont l'esprit conservateur se retrouve dans les ouvrages de Karamzin (2). Certes, la Russie est loin de mériter, à ce moment, l'épithète de « demi-asiatique » dont la gratifie de Maistre ; et l'on ne peut qu'attribuer au découragement, causé par la paix *traîtresse* de Tilsitt, le mot cruel qui lui échappe en 1807 : « A présent que je vois clair dans certaines choses, je suis forcé de convenir, avec moi-même contre moi-même, qu'une influence russe en Europe serait un fléau terrible... (3). »

Toutefois, de Maistre établit une différence profonde entre la Russie et son souverain. S'il ne croit pas encore à l'action bien-faisante et toute-puissante de la nation russe, il a une confiance affectueuse dans l'intelligence et l'initiative hardie d'Alexandre, qui ne peut être, il est vrai, que mal compris de son peuple (4). Et, bien qu'il conteste l'opportunité des idées libérales du tsar (5), il n'en voit pas moins en lui l'âme de la Russie (6), peut-être même, quoi qu'il en dise, parce qu'Alexandre n'est pas « assez russe (7). »

(1) Pypin. *Le mouvement des idées en Russie*, ch. II et III.

(2) *Id.*, *id.*, ch. V, VI et VII.

(3) Lettre du 6/18 mai 1808.

(4) Blanc, *Mém.*, p. 265 et suiv., mars 1807 : « Son cœur est ce qu'on peut imaginer de plus naturellement droit et honnête. Malheureusement, ses sujets aiment bien mieux le critiquer que l'instruire. Des hommes comme nous le porteraient aux nues : ici, on s'amuse à le jeter à terre. Je vous assure qu'il est plus réellement aimé par les sujets du roi, qui sont ici que par les siens propres... » — Cf. Corr. dipl., II, 18/30 mars 1817 : « Dans l'intérieur, il fait ce qu'il peut, mais la matière résiste à l'ouvrier... »

(5) V. plus haut, p. 93.

(6) Lettre et op., I. 20 mars/11 avril 1815 : « Toutes les nations ont besoin de leur souverain, mais la nation russe plus que toutes les autres... » — Cf. Corr. dip., II, p. 146 : « Lelendemain 13 (toujours N. S.), la grande âme est enfin rentrée dans son grand corps. L'Empereur est arrivé vers les onze heures du soir... »

(7) Corr. dipl., I, 31 oct./12 nov. 1812 : « Ce prince se moque le plus sincèrement de toutes ces sottises nationales, et c'est peut-être un mal qu'il ne soit pas assez Russe... » — Cf. Pypin, ch. I (*in fine*). Après s'être mis à la tête du

Aussi est-ce en Alexandre seul qu'il espérait pour la régénération de l'Empire. Se conformant d'ailleurs aux instructions de sa cour — qui se jugeait nécessaire aux combinaisons de la politique russe contre l'Autriche (1), — il s'efforçait sans relâche d'obtenir la protection énergique de la chancellerie russe, mais sans se dissimuler qu'Alexandre n'agirait jamais que faiblement (2). Le premier traité de Paris donna raison aux craintes qu'il avait à cet égard, souvent exprimées (3). Il espéra, un instant, agir personnellement sur l'esprit d'Alexandre en faveur de son souverain (4) ; mais l'Empereur partit pour Vienne sans vouloir recevoir aucun ambassadeur (5). J. de Maistre le croyait, à ce moment, trop tenu par des engagements pris envers l'Autriche (6), pour croire que la Russie parlerait avec fermeté pour le roi de Sardaigne (7).

Sans doute il rendait justice toujours à l'empereur Alexandre (8).

mouvement antifrançais, quand il revient en Russie après une longue absence, Alexandre semble éprouver de la froideur pour son peuple. La politique européenne prend le pas sur les intérêts de son pays.

(1) Arch. di Stato di Torino *Copia di una Memoria rassegnata all'imperatore di Russia, 1^{er} avril 1813*, publié par Bianchi, IV. Docum.) : « Il ne faut pas oublier que S. M. confine avec le roi de Sardaigne, car toute puissance touche celle qui touche celui qui la touche. L'Autriche par exemple, touche d'un côté la Russie, et de l'autre le Piémont ; donc la Russie et le Piémont se touchent. Le roi de Sardaigne, ami reconnaissant, ami politique, ami nécessaire de l'empereur de Russie, est une main avec laquelle ce dernier souverain peut agir sur le Pô comme sur la Dwina... » — Cf. Lettre du ch. Rossi à J. de Maistre, 22 mai 1813. (Carutti. II. Docum. Giustific.)

(2) Corr. dip. II, 18/30 avril 1813 : « Je suis extrêmement curieux de savoir si S. M. I. répondra directement ou indirectement quelque chose à mon Mémoire. On ne saurait se dissimuler que, dans la politique, c'est l'intérêt qui mène tout, et le chancelier ne se gêne pas, lorsqu'il parle même de la Sicile (et à plus forte raison de nous), pour faire sentir que nous ne pouvons rien... »

(3) V. pl. haut, p. 165.

(4) Corr. dipl. I. Lettre du 19/31 juil. 1814.

(5) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814

(6) *Id.*, 28 avril/10 mai 1814 : « Le cabinet d'Autriche ayant exigé, comme condition stricte de son adhésion, que S. M. I. ne se mêlerait aucunement de l'Italie, elle tient parole... »

(7) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814 : « L'Empereur de Russie sent parfaitement nos raisons, et il ne tiendrait qu'à lui de les rendre décisives, mais toujours il a évité de parler net sur l'Italie, et de lui accorder une protection déclarée. Il n'est pas nécessaire d'être bien fin pour deviner que l'Italie est une monnaie qui doit payer d'autres choses... » — Cf. Lettre et op. I. Lettre du 28 août 1819 : « Quand je songe au bien qu'il aurait pu nous faire et au beau résultat que nous voyons, bien parce qu'il l'a voulu, je ne sais vous exprimer ce que j'éprouve... »

(8) *Id.*, 28 avril/10 mai 1815 : « J'espère que l'empereur de Russie nous rap-

Il n'avait jamais cessé d'avoir confiance en ses sentiments de droiture et de générosité. Il l'avait défendu contre certains reproches après Austerlitz (9), contre ses propres amis, après Tilsitt (10). En 1814, il ne pouvait qu'admirer ses brillantes campagnes d'Allemagne et de France (1). Il consacrait sa gloire de « sauveur de l'Europe (2). » Il insistait pour qu'on ne laissât échapper aucune occasion de se le rendre favorable, à Paris ou à Vienne (3), et donnait de précieux conseils sur la façon de l'aborder (4). Il s'élevait avec force contre le projet, pour le moins étrange, de la cour de Turin, de remplacer l'ambassadeur sarde à Pétersbourg par un simple chargé d'affaires, qui ne pourrait avoir aucune autorité (5). Il montrait éloquemment que l'appui de la Russie était, plus que jamais, indispensable à la Sardaigne, et il eût même désiré qu'on tentât de s'unir plus étroitement à elle par le mariage du prince Charles-Albert de Carignan avec la grande-duchesse Anne (6).

Mais « l'indifférence russe (9), persistait. Le tsar refusait de

portera une gloire plus grande que celle de 1813. . Il a tout ce qu'il faut pour achever l'œuvre en se montrant toujours le lien commun de la coalition... »

(1) Blanc. *Mém.* p. 200 et 202.

(2) Lettre et op. I., 24 juil. 1807 (au comte d'Avary) : « La paix était nécessaire. L'Empereur la devait à la prudence, à la nécessité, à son amour pour son peuple. Il n'a point manqué à l'Europe ; c'est l'Europe qui lui a manqué . »

(3) Lettre et op., I, 30 nov./12 déc. 1815 : « Il faut être bien aveuglé par le préjugé et l'esprit de parti pour admirer Pierre I^{er} ajustant des planches en Hollande, et refuser en même temps son admiration aux campagnes d'Alexandre I^{er}, faites pour l'intérêt de l'Europe, et si glorieuses pour le nom russe... » — Cf. *id.*, 28 juin/10 juil. 1816 — et Corr. dipl. II, 18/30 mars 1817.

(4) Corr. dipl. II, 3/15 juil. 1816 : « L'Empereur de Russie s'est montré le sauveur de l'Europe, et de nous en particulier, en sauvant la France, et par conséquent l'équilibre général... »

(5) *Id.*, 31 déc. 1815/12 janv. 1816 : « Il n'y a de salut pour nous que par la Russie, et l'on laisse tomber cette légation à terre... »

(6) *Id.*, II, 26 sept /8 oct. 1814 : « Ceux qui traiteront avec l'empereur de Russie ne doivent se montrer ni finassiers ni complimenteurs ; toutes nos étiquettes méridionales ne sont point à son usage ; il sait assez distinctement ce qu'il est : cependant, il permet une gaieté respectueuse ; une folie élégante ne l'effarouche point, un homme accoutumé à nos formes est très exposé à l'ennuyer ou à le faire rire... »

(7) *Id.*, 23 janv./4 fév. 1817.

(8) *Id.*, 21 janv./ 2 fév. 1815 : « On ne parle plus du grand mariage, qu'on avait donné pour sûr, entre un prince français (duc de Berry) et la grande-duchesse Anne. Si ce mariage manquait décidément, je ne verrais pas d'idée plus juste et plus grande que celle d'attacher à cette grande puissance la branche de Carignan. Si la religion semblait une difficulté, je me chargerais bien volontiers de démontrer que ces sortes de mariages sont devenus indispensables... »

(9) Lettre du 9/21 févr. 1815, citée plus haut.

recevoir les députés de la Savoie (1) et ne se départait de cette rigueur que pour le frère de J. de Maistre (2). Il laissait agir Nesselrode, qui était favorable à l'Autriche, et, par suite, mal disposé pour la Sardaigne (3). Dans l'affaire de l'abbaye de Lucedio (4), dans celle des limites entre la Savoie et Genève (5), la chancellerie russe garda la plus grande réserve. Capo d'Istria lui-même, qui était loin de partager les sentiments de son collègue (6), paraissait peu porté à soutenir énergiquement les intérêts du roi de Sardaigne (7). Et le prince Koslowsky pouvait dire, un jour, à l'ambassadeur de France à Turin, duc de Dalberg : « Mon Empereur se soucie fort peu des affaires d'Italie, et nous voulons donner à cet égard la plus grande tranquillité aux Autrichiens... » (8) Tout au plus, de Maistre put-il obtenir, lors du projet autrichien de ligue italique, une démarche du tsar, qui arrêta pour quelque temps les menées ambitieuses du cabinet de Vienne (9).

Cette attitude n'était, à vrai dire, que la conséquence forcée des traités qui unissaient les grandes puissances de l'Europe. La Russie, l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche s'étaient entendues pour faire disparaître momentanément les causes de querelles et s'étaient donné mutuellement libre carrière dans les pays où leur ambition prétendait s'exercer. La Sainte Alliance soumettait l'Europe entière à la domination de quatre puissances, de ce que J. de Maistre appelle « le grand quatuor (10). »

(1) Corr. dip. II, 14/26 déc. 1815.

(2) Lettre et op. I, 3/15 nov. 1815.

(3) Corr. dip. II, 31 déc. 1815/12 janv. 1816 : « Il ne nous est pas du tout favorable dans les deux affaires de Genève et de Lucedio... »

(4) *Id.* Lettre du 15/27 déc. 1816.

(5) Il s'agit de la cession de Carouge à Genève. V. d'Angebert, p. 14-26. Acte pénal du Congrès de Vienne. art. LXXX. — Cf. *id.* p. 982. Le Mémoire de Saint-Marsan du 26 mars 1815. — J. de Maistre écrivait le 10/22 févr. 1817 : « V. E. voit assez qu'il est fort délicat de parler de Genève en Russie, où elle possède un nouveau concitoyen, qui mérite attention (Capo d'Istria). » — Il regrette, d'ailleurs, cette cession du 27 oct./8 nov. 1816 : « Nous avons donc encore cédé sur l'affaire helvétique, certes, on doit nous aimer beaucoup, car nous sommes bien polis... »

(6) Corr. dipl. II, 20 avril/2 mai 1817 :

(7) *Id.*, 31 oct / 11 nov. 1816 : « Quand j'ai voulu parler d'une compensation pour Lucedio, le ministre (C. d'Istria) s'est mis à rire comme d'une plaisanterie... »

(8) Aff. étrang., 285 Lettre du duc Dalberg du 2 juill. 1817.

(9) V. pl. haut. p. 215-216.

(10) Corr. dipl. II. 15/27 déc. 1816 : « C'est une vérité aussi triste qu'incontestable, qu'il n'y a plus que quatre souverainetés en Europe... »

Compter sur la Russie, qui avait conclu un véritable marché avec l'Autriche et abandonné l'Italie pour garder la Pologne (1), c'était se repaître de chimères, malgré les espérances de dissensions prochains entre la Russie et l'Autriche, malgré les menées des agents russes en Italie (2).

Certes, J. de Maistre, qui avait foi en l'avenir, était persuadé que l'état de choses établi par le Congrès de Vienne serait sous peu de temps modifié, mais ce n'était pas, dans sa pensée, la Russie qui pouvait détruire ce qu'elle avait tant contribué à créer, soit à Paris, soit à Vienne. C'était dans la victime même des traités de 1815, dans la France, la « grande mécontente (3) » qu'il mettait ses plus chères espérances de régénération.

(1) *Id.* 21 janv./2 fév. 1815 : « La prépondérance (de l'Autriche) nous presse excessivement, et l'Italie est le prix de la Pologne.. »

(2) V. pl. haut, *Le danger Autrichien*.

(3) Corr. dipl. II. 21 janv./2 fév. 1815.

CHAPITRE V

Le concours de la France

En affirmant avec force sa haine contre la cour de Vienne, en engageant son souverain à regarder et à traiter l'Autriche comme une ennemie irréconciliable, J. de Maistre disait assez clairement que la politique de ménagements, la politique d'équilibre des princes de Savoie devait être à jamais abandonnée. A cette politique de « l'ornière, » il en substituait une plus hardie, plus franche ; pour lui, la grandeur de la Maison de Savoie était intimement liée à l'alliance de la France.

On ne peut nier que, dans cette prescience de l'avenir du Piémont, l'influence du génie français ne soit capitale. Français de race, de langue, d'intelligence même, de Maistre alliait presque instinctivement sa fidélité piémontaise à son amour, son orgueil de la France.

La France, c'était toujours pour lui la grande nation, la nation par excellence, une sorte de peuple de Dieu prédestiné aux grandes actions (1), et dont la puissance était immortelle (2). Ces sentiments qu'il exprimait sans hésitation, pendant la Révolution et l'Empire, il les éprouvait encore à la veille de la Restauration, lorsque l'abaissement de la France était inévitable : elle seule, encore, était capable de commander dignement à l'Europe : « Lorsqu'on examine les Français un à un, écrivait-il après la retraite de Russie, lorsqu'on réfléchit sur les inconcevables extravagances dont leur histoire est remplie, on se demande à

(1) V. plus haut, p. 22, 23.

(2) Corr. dipl. I. 17/29 déc. 1812 : « Il n'y a pas de siècle peut-être où l'on ne se soit flatté d'écraser ou de morceler la France. Quelles espérances n'avait-on pas conçues, à cet égard, au commencement du siècle dernier ! Tout annonçait qu'on était sur le point de réussir, et plusieurs Français, même parmi les plus sages, commençaient à perdre courage : cependant, tout change en un clin d'œil... Dans le moment présent, il est naturel de spéculer de nouveau sur l'affaiblissement de la France et d'espérer que c'en est fait de sa prééminence ; on sera, cependant, trompé aujourd'hui comme on le fut alors... »

quoi tient donc cette espèce de suprématie qu'ils exercent sur les autres peuples ? Cependant, il est impossible de la nier. Par leurs armes et par leur langage, ils dominent en Europe. C'est un fait qu'il faut prendre comme il est, et dont il faut tirer parti, puisqu'il n'y a pas le moindre signe qu'il doive changer (1)... »

S'attacher à la France étroitement, compter sur l'appui de son épée, n'était-ce pas, dès lors, s'assurer la réalisation des espérances depuis longtemps caressées par la Maison de Savoie ? « Point de salut, s'écriait de Maistre, que par la France (2) ! »

Aussi bien, la France avait, à plusieurs reprises, prouvé tout l'intérêt qu'elle portait au Piémont. J. de Maistre n'en parle pas, mais sa pensée se reportait certainement sur les projets des grands ministres français, Richelieu (2), Chauvelin (4), d'Argenson (5), qui avaient songé à rendre les Italiens à eux-mêmes, à les délivrer complètement de l'étranger, et dont les combinaisons politiques, au dix-huitième siècle, n'étaient pas sans assurer les plus sérieux avantages à la Maison de Savoie (6).

Pendant la Révolution même, la France n'avait-elle pas cherché à s'allier avec le Piémont ? Il n'avait dépendu que de Vic-

(1) Corr. dipl. I 17/29 déc. 1812.

(2) *Id.* « Après tout ce que la France a fait souffrir à nous et à l'Europe, le sentiment qui nous écarterait d'elle serait assez naturel ; cependant ce sentiment serait trompeur, et l'axiome prêché depuis dix ans semble plus vrai que jamais : *point de salut que par la France !* » Et plus loin : « Il est de la plus haute importance d'avoir l'œil sur la France ; car tout annonce qu'en sortant de ce bain de sang où ses crimes et ses folies l'ont très justement plongée, elle montera à grands pas vers le plus haut point de pouvoir et d'influence dont elle ait jamais joui, de manière qu'il ne sera utile à personne, et à nul de ses voisins, de l'avoir pour ennemie. »

(3) *Recueil des inst. aux ambassadeurs et ministres de France*, X. Naples et Parme. Préface, extrait des *Papiers d'Etat* de Richelieu, t. I. : « Devenus sages à nos dépens, nous avons trouvé le vrai secret des affaires d'Italie, qui est dépouiller le roi d'Espagne de ce qu'il y tient, mais pour en revêtir les *princes et potentats d'Italie...* »

(4) *Id.* Traité de Turin, 26 sept. 1733 : « Les Autrichiens seront chassés de toute la péninsule... Ainsi l'Italie, des Alpes au golfe d'Otrante, sera tout entière aux Italiens... »

(5) *Id.* Mémoire de d'Argenson : « Aucun Etat d'Italie ne pourra être possédé, en aucun temps, à l'avenir par les princes possédant la couronne impériale, ou celle de France et d'Espagne, ou quelque autre Etat situé hors de l'Italie... »

(6) *Recueil des Instruc.* X. Préface, Traité de Turin : « Le Piémont aura le Milanais et deviendra royaume de Lombardie. » *Mémoires* de d'Argenson : « Les Etats italiens une fois délivrés de tout lien envers le prétendu S. Empire Rom. définitivement abolis, créer une fédération d'Etats égaux entre eux : le Milanais au Piémont, le reste de la Lombardie à Venise, etc. » — Dans la nécessité de transiger avec l'Espagne, d'Argenson apporte quelques modifications : « le Milanais au Piémont, moins Crémone, en apanage à l'Infant. . »

tor-Amédée, et, plus tard, de Victor-Emmanuel, de devenir roi de Lombardie (1). Bonaparte lui-même s'était efforcé de rattacher à la politique française Victor-Emmanuel (2). Et peut-être, si ce prince avait voulu, il lui eût été facile de devenir roi d'Italie (3).

Si la France avait fait beaucoup de mal aux rois de Sardaigne, ce n'était qu'accidentellement, par une sorte de mouvement irréfléchi (4). En réalité, elle n'avait aucune raison sérieuse d'en vouloir à la Maison de Savoie (5); elle ne pouvait, au contraire, que trouver son intérêt propre à développer la grandeur de cette Maison. Il serait maladroit de désirer, de précipiter sa décadence, qui serait funeste à l'Europe en général, au Piémont en particulier (6).

Comment, par suite, J. de Maistre n'aurait-il pas déploré la malheureuse politique suivie par le chancelier sarde à l'égard de la France? La Maison de Savoie, après avoir, pendant le XVIII^e siècle, fait échouer la politique française qui lui était favorable (7), avait commis la faute capitale d'entrer dans une coalition, qui ne rêvait que le démembrement de la France (8). Elle en avait été cruellement punie. J. de Maistre ne s'était pas fait faute d'applaudir aux victoires des troupes françaises qui, d'ailleurs, avaient été des victoires moins sur le Piémont, qu'avant tout sur l'Autriche (9). Pour lui, la destruction de la

(1) *Mémoire* de déc. 1813 (Bianchi, IV., Docum.) V. plus haut, l. I.

(2) *Id.*

(3) Arch. di St. Lettre du 29 sept./11 oct. 1804 : « Si nous avions voulu nous allier avec les Français, Votre Majesté serait dans ce moment Roi d'Italie... »

(4) Corr. dipl. II, 16/28 déc. 1815 : « Je vois, tout aussi bien qu'un autre, tout le mal qui est du côté de la France, mais ce mal est passager et accidentel... » — Arch. di St. Lettre du 29 sept./11 oct. 1802 : « La France ne nous a jamais pardonné notre longue résistance à ses armes et à ses propositions. » — Cf. Corr. dipl. I, 17/29 déc. 1812 : « Répétons qu'on ne doit point juger la France par ce que nous voyons depuis vingt ans : ce serait juger un homme sensé par ce qu'il a fait pendant un accès de fièvre chaude. »

(5) *Id.*, I, 17/29 déc. 1812 : « La France, dans son état naturel, ne voulait pas nous faire du mal, puisque nous ne possédions rien de ce qu'elle convoitait; et probablement, cet état de choses doit recommencer. »

(6) Arch. di St. Lettre du 29 fév./12 mars 1804 : « L'intégrité et l'influence de la France sont nécessaires à l'Europe et surtout à nous. La Maison de Savoie n'a d'ennemi essentiel et naturel que la Maison d'Autriche; c'est donc principalement contre elle que nous devons chercher un soutien, et nous ne pouvons le trouver que dans la France. »

(7) *Recueil des instructions*, t. X. Préface : « Par deux fois, Charles-Emmanuel refusa son concours à la libération de l'Italie. »

(8) Lett. et op., I, 18 oct. 1794 (au baron Vignet des Etoles). — Cf. *id.*, lettre du 15 août 1794 et *Consid. sur la France*, ch. II.

(9) *Consid. sur la France*, ch. II : « Il faut toujours remonter au Comité de

France, c'était l'anéantissement de toute civilisation, « l'abrutissement irrévocable de l'espèce humaine (1) ». Et, au milieu des plus grands malheurs, il ne se départait pas un instant de sa confiance dans la puissance salutaire de la France (2). Il séparait, d'ailleurs, la France de la personne de Napoléon, comme il la séparait de la Révolution (3). Le grand tort des souverains, c'était précisément d'avoir confondu la nation française avec ses gouvernements. Pitt était, certes, un des premiers hommes d'Etat d'Europe ; mais le vice essentiel de sa politique était de faire la guerre à la France, et non à Napoléon (4). La condition même de la victoire décisive, c'était, d'après de Maistre, de détacher les Français de Bonaparte (5), de les rassurer sur la nature de la guerre que faisait la coalition de se défendre de toute idée de conquête (6), car « l'intégrité et l'influence de la France sont nécessaires à l'Europe (7) », à la Maison de Savoie plus encore qu'à n'importe quel Etat.

Cette confiance, cette affection de J. de Maistre à l'égard de la France ne se démentirent jamais, même sous l'Empire. Il lui était pénible de voir se perpétuer l'état de guerre entre la Mai-

salut public, qui fut un miracle et dont l'esprit gagne encore les batailles. » — Cf. lett. et op. 15 août 1794.

(1) Lett. et op., I, 28 oct. 1794.

(2) Il écrivait en 1804 (11/23 mars) : « Cette admiration (pour l'Angleterre) ne me fait pas perdre la tête et ne m'empêche pas de voir combien l'intégrité de la France est nécessaire au monde et surtout à nous. »

(3) Lett. et op., I, 28 oct. 1794. — Corr. dipl., I, 28 janv./9 fév. 1812.

(4) Arch. di St. Lett. du 14/26 mai 1806 (au comte de Front) : « Par dessus tout, il était ennemi déclaré, personnel, irréconciliable de la France, et Votre Excellence peut regarder comme une maxime aussi certaine qu'un axiome de mathématiques *qu'aucun ennemi personnel de la France comme des Français n'est propre à combattre la France*, à l'époque où nous sommes. » — Cf. Lett. et op., I, 17/28 mai 1806 : « L'homme d'Etat que l'Angleterre vient de perdre s'est obstiné à faire une guerre anglaise, au lieu d'une guerre européenne. »

(5) Arch. di St. 14/26 mai 1806 : « Le point capital est de persuader les Français qu'on n'en veut qu'à Bonaparte. » — 29 mai/10 juin 1805 : « Surtout on doit dire : *On se bat pour les Bourbons et contre Bonaparte, et on ne touchera point aux confins de Lunéville*. Les Français entendent le français. » — Et encore (*id.*) . « Si la guerre se déclare et qu'on la fasse à Bonaparte, nous avons de brillantes espérances. Si l'on se met de nouveau follement à la faire à la France, j'ose à peine contempler les suites. » — Cf. Lett. et op., I, 12/24 juill. 1807 et Corr. dipl., 17/29 déc. 1812. »

(6) Arch. di St., 20 nov./2 déc. 1803 : « Il faut voir le parti que prendra la France en suite de la réponse de la Russie. L'esprit de ce cabinet paraît excellent. Il cherche de nouveau à coaliser les grandes puissances *en excluant tout projet de conquête*. C'est là l'idée vraie et salutaire. »

(7) *Id.*, 29 fév./12 mars 1804.

son de Savoie et la nation française(1). Et il ne cachait pas, on l'a vu, combien il était touché des égards de la légation française à Saint-Petersbourg (2). Peut-être même serait-il permis de croire qu'il ne se plaisait tant en Russie, que parce qu'il y trouvait, avec la langue française, quelque chose du caractère français(3) ? Pendant la campagne de Russie, il défendait nos soldats contre les accusations de violence, de sauvagerie(4), et il ne lui déplait pas de reconnaître qu'ils ont été vaincus moins par les Russes que « par les éléments (5). » Il est bien près d'admirer l'inébranlable fidélité qu'ils gardent à Napoléon (6). En un mot, rien de ce qui touche à la France, de ce qui contribue à exalter la grandeur de la France, ne saurait le laisser indifférent.

Aussi souffre-t-il de la rigueur avec laquelle les grandes puissances traitent notre pays en 1814, et surtout en 1815. Il juge qu'il était de bonne politique de laisser aux Français la rive gauche du Rhin (7), de donner satisfaction à cette tendance

(1) *Id. id.* : « Dans ce moment, elle nous a conquis, elle ne nous aime pas, et nous avons des raisons de ne pas nous fier à elle. Ainsi il ne peut en être question, mais soupirons après le moment qui pourra rétablir les anciens rapports. »

(2) *Lett. et op.*, I, 19 janv. 1809. V. plus haut, p. 81.

(3) *Corr. dipl.*, I, 1/13 fév. 1811 : « Les Russes tiennent infiniment de l'impétuosité française, d'où il suit que les opinions extrêmes sont assez à leur usage. »

(4) *Id.*, 28 oct./9 nov. 1812 : « En fait de sacrilèges et de lubricité, on conte des choses épouvantables, mais je me flatte qu'il y aura beaucoup d'exagération. On disait, par exemple, qu'à Polock, de malheureuses femmes, réfugiées au collège des Jésuites, n'avaient pas été protégées par la sainteté du lieu contre la brutalité française ; heureusement, rien n'est plus faux .. Oudinot, qui logeait au collège de Polock, s'est conduit comme un ancien maréchal. » — *Id.* 10/22 nov. : « Je puis enfin avoir l'honneur d'apprendre à S. M. avec une certitude parfaite, que l'incendie de Moscou est entièrement l'ouvrage des Russes. Je dois dire que Napoléon a fait ce qu'il a pu pour éviter le comble du malheur. Il est allé lui-même dans les hôpitaux. »

(5) *Corr. dipl.*, I, 18 oct./9 nov. 1812 : « Les Russes ne manquent pas de dire déjà *qu'ils ont vaincu ceux qui ont vaincu l'Europe* : mais, premièrement, il faudrait ajouter *y compris nous*, et d'ailleurs les Français ne sont vaincus, dans le vrai, que par les éléments : qu'on leur rende le pain, le foin et les vêtements, et nous ne ferions pas mal de partir de Saint-Petersbourg. »

(6) *Id.*, 24 nov./6 déc. 1812 : « Nous ne voyons pas qu'un seul général ait, comme on dit, *tourné casaque* : les simples soldats mêmes, faits prisonniers, sont très modérés sur le compte de Napoléon ; ils lui reprochent l'ambition, mais sans outrages et sans récriminations... » — *Cf. Id.*, 6/18 sept. 1813 : « Jamais je n'ai pu découvrir un seul signe de révolte contre Bonaparte... »

(7) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814 : « La rive gauche du Rhin ramènera la guerre. Le roi de France règne supérieurement ; il fera ce qu'il voudra de sa nation, et l'année en particulier ne respire que la guerre... »

classique qui porte la France à s'annexer les Pays-Bas (1). On a eu tort d'abuser « contre la France des circonstances qui l'accablaient (2). »

Si, comme ennemi de Napoléon, il se réjouit de la bataille décisive de Waterloo, il n'en déplore pas moins le malheur de la France, qu'il avait prévu (3) ; et sa colère contre Napoléon s'accroît de la pitié qu'il ressent pour la France entraînée à sa perte (4). Il ne peut s'empêcher de s'indigner, de protester contre les violences commises dans nos provinces par les alliés : il s'élève surtout contre les actes sauvages des Prussiens (5). Il ne condamne pas avec moins de force l'état d'impuissance auquel on réduit Louis XVIII, en maintenant, contre tout droit, l'occupation étrangère (6). Et il craint que le second traité de Paris n'ait

(1) *Id.*, 10/22 août 1814. Note à Nesselrode : « L'opinion politique et militaire de la France se portant avec une force extraordinaire du côté des Pays-Bas, peut-être que si cette opinion avait paru charmante pour la tranquillité future de l'Europe, on eût pu lui accorder quelque chose de ce côté... » Il dit, ailleurs, avant le retour de Napoléon (Lettre et op., I, 29 mars/11 avril 1815) : « Tout dépend du sentiment véritable qui enflamme l'homme et qui augmente ses forces sans mesure. Ce sentiment redoutable existe dans l'armée française, et il a été créé par le traité de Paris : une province en Flandre l'aurait peut-être prévenu... »

(2) *Id.*, 8 sept./26 oct. 1814 : « Peut-être qu'on aurait plus sagement pourvu au bonheur de l'humanité, si l'on n'avait pas tiré parti rigoureusement des circonstances qui l'accablaient... » — Cf. *Id.*, II, 21 janv./2 févr. 1815 : « Rien n'a changé dans la manière de voir de plusieurs hommes assez clairvoyants, qui pensent que la France est trop maltraitée pour ne pas se relever tôt ou tard par un ressort que la pression n'aura point amorti... »

(3) Corr. dipl., II, 16/28 avril 1815 : « Le retour de Bonaparte est un événement extrêmement avantageux et nécessaire même dans l'ordre général.. mais l'Europe et la France surtout payeront cher cette nouvelle secousse. »

(4) *Id.*, 13/25 juillet 1815 : « L'Européen, en général, semble pouvoir se réjouir, sans restriction, du succès de cette grande bataille ; quant au Français, en particulier, même bon et pur royaliste, il n'en est pas de même : car sa patrie est fort menacée dans son intégrité et son indépendance, à moins d'un désintéressement miraculeux de la part des alliés. Bonaparte et ceux qui l'ont rappelé ont commis le plus grand crime imaginable contre la France puisqu'ils l'ont anéantie politiquement... »

(5) *Id.*, 6/18 août 1815 : « L'opinion est ici tout à fait contraire à la manière dont les Prussiens se conduisent à Paris : l'idée surtout de détruire les monuments a paru tout à fait sauvage... Il est bien juste que les Français souffrent ce qu'ils ont fait souffrir ; mais il y a des bornes à tout... »

(6) *Id.*, 20 août/1^{er} sept. 1815 : « De la même main, le Roi est rétabli, avili : on ordonne à ses peuples de le vénérer, et on le met, et on le retient à terre... » — *Id.*, 6/18 avril 1815 : « Dans toutes les affaires, il faut savoir ce qu'on veut faire : voulait-on détruire la France ? il fallait la détruire : voulait-on rétablir le souverain ? il fallait le rétablir. Commander chez lui, à côté de lui, c'est l'avilir, aux yeux de la nation, et c'est tout le contraire qu'il fallait faire... »

d'autre résultat que d'amener la guerre : les conditions nouvelles imposées à la France le remplissent d'une indicible tristesse (1).

C'est que, dans sa pensée, cet abaissement de la France pourrait bien être suivi de la décadence de la Maison de Savoie (2) ; et il ne cache pas sa satisfaction, quand il apprend que, grâce à la Russie, la France a échappé à de plus grands malheurs (3) : du même coup, le Piémont a conservé ses chances de fortune.

Si J. de Maistre croit que l'intérêt de la Maison de Savoie est de s'allier étroitement à la France, il se garde bien de pousser son roi à s'inféoder complètement à la politique française. Il veut, au contraire, qu'on prenne à son égard de sérieuses précautions, pour qu'elle ne soit plus tentée de recommencer ses aventures dans les Alpes et en Italie.

La France est, par exemple, une nation *grimpante* (4). Il lui a été facile d'envahir, à plusieurs reprises, la péninsule. Elle a fréquemment occupé le Piémont. De tels faits ne doivent pas se reproduire : il est nécessaire que le Piémont soit protégé contre la France par la possession d'avant-postes solides, par l'occupation des Alpes : Gênes, Nice et la Savoie, voilà les vraies positions qui peuvent permettre au roi de Sardaigne de garder l'entrée de l'Italie.

J. de Maistre a constamment insisté sur la nécessité de donner les Alpes aux souverains du Piémont. Sans les Alpes, le Piémont ne peut rien, n'est plus rien (5) : à l'époque de la Révolution, il lui manquait « toute la rive maritime de Savoie à Nice » : c'est là certainement ce qui a facilité l'entrée des Français en Italie (6).

(1) *Id.*, 12/24 oct. 1815 : On vient de nous envoyer les articles dictés à la France : il n'y a rien de si amer. On peut présager comment tout cela finira... »

(2) Corr. dipl., II, 16/28 sept. 1815 : « L'antique serpent a dit vilainement, etc. » (V. p. 217, note 1).

(3) *Id.*, 3/15 juillet 1816 : « L'Empereur de Russie s'est montré le sauveur de l'Europe et de nous en particulier, en sauvant la France et, par conséquent, l'équilibre général. Malheur à nous et à bien d'autres, si l'Empereur ne pouvait pas maintenir l'attitude qu'il tient aujourd'hui. »

(4) *Id.*, 22 janv./2 févr. 1815 : « Croyez-vous, M. le comte, qu'une nation aussi *grimpante* que la France puisse s'arrêter à Montmélian ? Vous appelez en Piémont les Français *Cravott* : vous verrez la justesse de l'étymologie... »

(5) *Mémoire* de 1804 (Bianchi, IV, Docum.) : « Si les Français, après avoir démantelé le Piémont, naguère hérissé de forteresses superbes, demeurent maîtres des Alpes... tous les traités possibles sont fort inutiles. L'Italie est à eux... » — *Mémoire* de décembre 1813 (*Id.*) : « Ceux-ci étant maîtres des Alpes, et les forteresses du Roi étant détruites, le Piémont n'est plus qu'une riche campagne, sans existence militaire, pressé entre la France et l'Autriche... »

(6) *Mémoire* de 1804 : « Ces deux avant-postes, qui n'étaient dans le fait qu'un

La Savoie et le comté de Nice sont par eux-mêmes peu de chose ; mais ils donnent une valeur énorme au Piémont, qu'ils protègent contre les Français : de Maistre les compare à *deux zéros qui centuplent la valeur du chiffre auquel ils sont attachés* (1). Sans la Savoie et Nice, « le roi de Sardaigne doit nécessairement disparaître (2). »

En 1814, Victor-Emmanuel I^{er} acquit la Ligurie et recouvra le comté de Nice. Mais la France garda la plus grande partie de la Savoie (3).

Le premier traité de Paris étonna et attrista de Maistre. Il avait toujours, malgré son affection réelle pour la France, protesté contre la qualification de Français (4). Il entendait rester sujet du roi de Sardaigne, « résolu de suivre jusqu'au bout le sort de la Maison de Savoie. » Ne doutant pas un instant de la restauration de son souverain, il avait espéré retrouver sa petite patrie de Savoie, rentrer peut-être en possession de ses biens (5). Le traité du 30 mai détruisait ces espérances : « Qui m'eût dit, M. le comte, écrivait-il à Vallaise, que la grande restauration confirmerait ma perte, en me rendant également étranger à la France, à la Savoie et au Piémont ? (6). »

Il lui était surtout pénible de voir la Savoie démembrée : pénétré du sentiment qu'une nation est indivisible, et considé-

vide entre la France et les Alpes, étaient cependant de la plus haute importance. Dans toutes les guerres d'Italie, il fallait d'abord traverser ces pays, y trainer de l'artillerie à grands frais, escalader les montagnes : c'est cela qui sauva l'Italie en 1792... Non-seulement on ne pouvait rien ôter au gardien des Alpes, mais il manquait évidemment... toute la rive maritime de Savoie à Nice... Il est à peine nécessaire d'observer que, tant que cette porte sera laissée à la garde d'une république de négociants, qui ont tous leurs fonds en France, il ne peut y avoir de sûreté pour l'Italie... »

(1) Corr. dipl., II. Note à Nesselrode, 10/22 août 1814. — Cf. *Mémoire de 1813*.

(2) *Mémoire de 1813*.

(3) D'Angebert, I. Traité de Paris, 30 mai 1814, art. III : « ...8° Dans le département du Mont-Blanc, la France acquiert la sous-préfecture de Chambéry (à l'exception des cantons de l'Hôpital, de Saint-Pierre d'Albigny, de la Rocette et de Montnélian), et la sous-préfecture d'Annecy (à l'exception de la partie du canton de Faverge, situé à l'E d'une ligne, qui passe entre Ourechaise et Marzens, du côté de la France, et Marthod, Ugine du côté opposé, et qui suit après la crête des montagnes jusqu'à la frontière du canton de Thones) : c'est cette ligne qui, avec la limite des cantons mentionnés, formera de ce côté la nouvelle frontière... »

(4) Blanc. *Mém.*, p. 65.

(5) Corr. dipl., II. Note à Nesselrode, 10/22 août 1814.

(6) Corr. dipl., II, 18/30 juin 1814. Il s'écrie encore : « Que pourrai-je vous dire sur le traité de Paris du 30 mai dernier ? Je le lis, je le relis, et je crois à peine savoir lire. Le sort de ma malheureuse Savoie est terrible... »

rant la Savoie comme une véritable nation parmi les Etats du roi de Sardaigne (1), il s'affligeait de cette « division de l'indivisible (2). » Mieux eût valu la laisser tout entière à la France (3). En un mot, pour employer un terme juridique, il y avait, pour la nation savoyarde, « prescription de huit siècles (4). » Et l'on n'avait nul droit de « partager et d'adjuger par tête les hommes comme des troupeaux (5). »

Aussi bien, ce partage de la Savoie entre le Piémont, la France et Genève avait un caractère d'excessive injustice; et l'on pouvait s'étonner que le roi de France, dont de Maistre appréciait les sentiments élevés, eût consenti à une convention aussi contraire au droit des nations (6). Quant à Genève, n'était-il pas étrange que, lorsque le roi de Sardaigne avait, comme duc de Savoie, « des droits incontestables sur la république de Genève », ce fût cette république qui vint acquérir une portion de la Savoie, « sans autre motif que celui des convenances! (7). » C'était toujours cette même politique « des Huns ou des Hérules, » que la coalition avait tenté de mettre en pratique contre la France, dès 1793 (8).

Et puis, quels inconvénients ne présentait pas cette division de la Savoie? « Le vignoble fameux de la Savoie est à Montmélian, et presque tous les propriétaires sont dans la capitale;

(1) *Id.* Note à Nesselrode, 10/22 août 1814 : « Le traité du 30 mai anéantit complètement la Savoie ; il divise l'indivisible ; il partage en trois portions une malheureuse nation de 400.000 hommes, une par la langue, une par la religion, une par le caractère, une par l'habitude caractérisée, une enfin par les limites naturelles... »

(2) *Id.*, 4/16 juillet 1814 : « Cette division de l'indivisible est insupportable... »

(3) *Id.* « Pauvre Savoie. Sire! Comme cet antique héritage est traité ! Au moins, si elle n'était pas divisée, en pleurant son ancien maître, elle aurait la consolation de conserver son intégrité... »

(4) Corr. dipl., II, 4/16 juillet 1814 : « Pourquoi ne pas nous laisser comme nous étions ? Ceux qui consacrent la prescription de 80 ans dans leurs tribunaux devraient bien respecter celle de huit siècles dans leurs traités. »

(5) *Id.* Note à Nesselrode, 10/22 août 1814 : « La Savoie est divisée par la plume d'un secrétaire, qui se promène sur une carte géographique, en oubliant seulement de consulter la nature, et les hommes sont partagés et adjugés, etc... »

(6) *Id.*, 4/16 juillet 1814 : « Je ne croyais pas que le roi de France eût des vues sur ce pays ; ses idées morales sont très contraires à ces sortes d'acquisitions... » Cf. les instructions de Louis XVIII, *infra*, p. 234, note 5.

(7) Note à Nesselrode. — Cf. Lettre du 4/16 juillet 1814 : « Je craignais du côté de la Suisse, car V. M. ne peut pas ignorer que son auguste père, au moment de nos grands malheurs, chargea le baron V. des Etoles, son ministre à Berne, d'offrir la Savoie pour faire un nouveau canton... »

(8) Lettre et op., I, 15 août 1794.

ceux-ci sont devenus français par le traité du 30 mai, et, pour faire leurs vendanges, ils devront aller en Piémont... On changera de souveraineté en changeant de village : une triple ligne de douanes, d'employés, de gardes, etc., découpent cet infortuné pays : un tiers sera républicain, les habitants s'imbiberont d'idées analogues à ce gouvernement ; un autre tiers, adossé aux Alpes, demeurera étranger à la France, à la Suisse et à Genève, et ses habitants, n'ayant plus d'existence ni de nom, seront obligés d'aller demander justice au-delà des Alpes, dans une langue inconnue... (1) »

Mais, en dehors de ces ennuis quotidiens qui menaçaient les Savoyards, J. de Maistre, dans sa plaidoirie passionnée, insistait principalement sur le danger militaire qui résulterait de la présence des Français en Savoie. Bien avant le traité de Paris, il affirmait que l'acquisition de Gênes, non complétée par la restitution de la Savoie, serait insuffisante à assurer la sécurité du Piémont (2). Dans sa note de 1814 à Nesselrode, il reprenait cette idée avec beaucoup de force, en faisant craindre que l'ambition française ne se tournât bientôt vers les deux parties de la Savoie laissées au Piémont ou à Genève ; et alors « en un clin d'œil, elle arrivera aux Alpes, avec ses citadelles, son artillerie, ses ingénieurs ; du haut de ces monts, elle pourra voir la citadelle de Turin et le petit nombre de marches qui l'en séparent : en un mot, il n'y aura plus d'Italie... (3) Comment croire que les Français, cette nation impitoyable, pourront rester tranquilles... ? S'ils conservent la Savoie, ils l'auront toute ; s'ils l'ont toute, ils ont les Alpes ; s'ils ont les Alpes, ils sont les seigneurs suzerains du Piémont, et, s'ils sont maîtres du Piémont, Gênes n'est rien (4). » Et il conseillait à Victor-Emmanuel de refuser d'exécuter les clauses du traité de Paris relatives à la Savoie (5).

D'ailleurs, la fidélité même de la majorité des populations savoyardes pouvait encourager le roi de Sardaigne à prendre une attitude de protestation (6). De Maistre n'était pas seul à

(1) Note à Nesselrode 10/22 août 1814. — Cf. Lettre du 4/16 juil. 1814 : « Que fera cette poignée de malheureux pressés sous les Alpes et obligés d'aller demander justice au-delà des monts, dans une langue étrangère ? »

(2) Corr. dip. I, 18/30 avril 1813.

(3) *Id.*, II, 10/22 avril 1814.

(4) Corr. dip. II, 22 janv./2 fév. 1815 : « Le point capital est la Savoie... Si nous tenions à la fois toute la chaîne, de Genève à Gênes, la phrase *fermer les Alpes* aurait au moins un sens ; mais si nous sommes ouverts du côté de la Savoie, je ne sais plus ce que cette même phrase signifie... »

(5) *Id.*, 6/18 juil. 1814.

(6) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814 : « Je me suis plaint ici, avec quelque danger pour

condamner le traité du 30 mai ; et, tandis qu'il exprimait à la chancellerie russe (1) ses doléances et celles de ses compatriotes, une députation savoyarde se rendait à Vienne, à Londres (2), à Paris (3) pour obtenir l'intégralité de la Savoie.

Le retour de Napoléon, la bataille de Waterloo permirent aux alliés de corriger dans ce sens le premier traité de Paris et de rendre la Savoie au roi de Sardaigne (4). La fidélité piémontaise et le patriotisme savoyard de J. de Maistre obtenaient enfin satisfaction (5).

Avec moins d'ardeur patriotique, mais non de conviction, le comte de Maistre s'efforça encore d'assurer à son souverain la possession de Monaco, que le premier traité de Paris avait fait rendre, malgré les prétentions du Piémont, à son ancienne dynastie des Grimaldi-Matignon, ducs de Valentinois (6). Le second traité de Paris, du 20 novembre 1815, donna au roi de Sardaigne le protectorat sur la principauté de Monaco, avec confirmation de ses droits sur Menton et Roquebrune (7). Cela ne parut pas suffisant à Victor-Emmanuel, qui, en 1817, profitant d'une agitation libérale dans la principauté chercha à se faire céder, en échange d'une compensation territoriale, la pleine propriété de la principauté (8). De Maistre dut travailler à inté-

moi, suivant ce que vous m'avez fait l'honneur de me dire, je suis tenté d'en avoir de la joie, puisque S. M. n'en peut souffrir. Nos regrets sont suffisamment prouvés ; nous sommes en règle avec l'Europe et la postérité... »

(1) Il y avait bien un parti français, mais peu nombreux, semble-t-il, et en tout cas, révolutionnaire, antiroyaliste. Aff. étrang. 282. Lettre d'Osmond, 1^{er} décembre 1814 : « Il faudrait veiller scrupuleusement à Chambéry... Les Savoyards, devenus sujets du Roi, sont divisés d'opinion : les uns regrettent les lois de leurs provinces ; les autres préfèrent le régime français : mais ces derniers, pour la plus grande partie, ne sont pas royalistes... » — Cf. *id.*, une protestation de Savoyards contre la réunion d'une partie de la Savoie à la Sardaigne, 10 juin 1814.

(2) *Id.*, *Id.*

(3) Lettre et op., I, 25 août/6 sept. 1815.

(4) Corr. dipl. II, 21 août/1^{er} sept. 1815 : « On nous donne d'excellentes espérances pour la Savoie... » — *Id.*, 12/24 oct. 1815 : « Une lettre de Paris du 19 sept... m'a donné la nouvelle de l'heureux retour de la Savoie à son ancien maître. » — D'Angebert, p. 1568. Protocole du 20 nov. 1815, art. V.

(5) Lettre et op. I, 3/15 nov. 1815 : « J'envie à mon frère les sensations qu'il a dû éprouver en rentrant à Chambéry... »

(6) Arch. di St. Secrétairerie d'Etat. Dépêche du comte de Vallaise à Revel, 13 oct. 1815... C'est la famille Condé, qui a mis une insistance si forte et si formelle en 1814 à cette restitution, qui, d'ailleurs, ne rencontrait alors aucune difficulté... » (Cité par Carutti. II, 287).

(7) D'Angebert. Traité du 20 nov. 1815, art. 1, section 4.

(8) Bianchi. Stor. dell. dipl. in Italia, I, 251-252 et p. 327.

resser Capo d'Istria à cette affaire (1) : il rédigea pour lui, « un mémoire non officiel, extrêmement court et clair, » dans lequel il exposait les droits de son souverain (2).

Mais le congrès de Vienne avait purement et simplement confirmé les articles du traité de Paris relatifs à cette question ; Capo d'Istria ne put faire que des promesses vagues, sans portée. Victor-Emmanuel dut renoncer, en partie, à son projet ; toutefois, il obligea le prince de Monaco à signer le traité du 8 novembre 1817, qui portait l'établissement d'une garnison sarde dans la capitale même (3).

En somme si cette fidélité obstinée, qui combattait en lui son « inclination bien naturelle pour la Maison de France (4), » se réjouissait du retour de la Savoie au Piémont, s'inquiétait de l'influence française à Monaco, elle n'allait pas jusqu'à empêcher J. de Maistre d'associer encore, comme autrefois, les espérances suprêmes de la Maison de Savoie à la grandeur de la France. Au moment même où la fortune semblait abandonner Napoléon, et, par suite, les Français, on le voyait engager sa cour à s'entendre, pour les négociations futures, avec la France elle-même (5), dont il proclamait toujours l'influence prépondérante. Bien plus, quand les traités de 1815 semblèrent l'avoir à jamais écrasée (6), il resta persuadé que l'ordre des choses établi par le congrès de Vienne était des plus éphémères, et que la France ne tarderait pas à jouer de nouveau un rôle éclatant et à exercer son influence bienfaisante (7). Pour lui encore, non seulement la grandeur, mais l'existence même de la Maison de Savoie était, comme nous l'avons vu, étroitement liée à la fortune de la France et même de la maison de Bourbon : « Toute

(1) Corr. dipl. II, 6/18 avril 1817, annexe non citée par Blanc) : « J'ai essayé de porter l'affaire de Monaco au Capo d'Istria, qui l'a acceptée. Dans le courant de notre conférence, j'ai parlé de l'inconvénient de faire juger la souveraineté... »

(2) *Id. id.*

(3) Sur cette affaire de Monaco, voir Métivier, *Monaco et ses princes*, II p. 122 et suiv. et p. 418 et suiv.

(4) Lettre et op. I. juillet 1802 : « Je sens à merveille que je puis être trompé. par mon inclination bien naturelle pour la Maison de France, dont la restauration serait la cause immédiate de celle de la Savoie. »

(5) Corr. dipl. I. 17/29 déc. 1812. Mémoire sur les intérêts du Roi de Sardaigne. Il établit dans ses conclusions : « 7^o Qu'il est de la plus haute importance d'avoir l'œil sur la France ; car tout annonce qu'en sortant de ce bain de sang... elle marchera à grands pas vers le plus haut point de pouvoir et d'influence. »

(6) *Id.* II. 14/26 sept. 1815 : « La France est morte dans ce moment. Toute la question se réduit à savoir si elle ressuscitera... »

(7) *Id.* 15/27 déc. 1816.

l'Europe, s'écriait-il, en 1816, est intéressée à la conservation de ce nom ; mais Nous plus que tous les autres ; car sans lui, Nous demeurerons dans une insupportable dépendance (1). »

On pourrait croire que cette haute confiance dans la résurrection de l'influence française en Europe tenait beaucoup à l'admiration très-vive qu'à plusieurs reprises, de Maistre avait témoignée à l'égard de la Maison de Bourbon. On le voit, effectivement, parler des Bourbons en termes élevés (2), faire dépendre de leur retour le rétablissement de l'ordre en France et en Europe (3), déplorer leurs malheurs et montrer envers eux le plus grand respect (4), leur donner même, quand il en est prié, de précieux conseils (5). Néanmoins, il se demande parfois avec inquiétude si la Maison de Bourbon n'est pas définitivement condamnée à l'impuissance (6), et, sa restauration devenant douteuse, il va même jusqu'à croire qu'il serait sage de traiter avec le gouvernement français, quel qu'il fût (7). S'il croit encore au caractère élevé, presque divin de la Maison de Bourbon,

(1) Biblioth. civ. di Torino. Lettre du 9/21 mai 1816 au marquis Alfieri de Possogno : « J'ai appris, avec beaucoup de plaisir, que V. E. avait été chargée de complimenter S. M. T. C. sur le mariage de son auguste neveu. Il y a quatre ou cinq ans, que ce compliment n'était guère probable, Nous verrons arriver bien d'autres choses qui ne le sont plus aujourd'hui. Faites-nous vite des Bourbons, M. le marquis, je vous en prie, toute l'Europe est intéressée... etc. »

(2) *Considérations sur la France*, ch. III, ch. VIII. — Cf. lettres et op. I. juill. 1802 : « Les Bourbons français ne sont certainement inférieurs à aucune race régnante ; ils ont beaucoup d'esprit et de bonté. Ils ont, de plus, cette espèce de *considération* qui naît de la grandeur antique. »

(3) *Considérations*, ch. VIII et ch. X. : « Pour faire la Révolution française, il a fallu commettre tous les crimes. Au contraire, pour rétablir l'ordre, le roi convoquera toutes les vertus. »

(4) Lettres et op. I. 17/29 mai 1806 : « Mon Dieu ! mon Dieu ! je pense à la Maison de Bourbon, à celle de Savoie, lorsque je suis tenté de m'affliger sur moi. » — Blanc, *Mém.* p. 132 : « Cette prudence politique, de tourner le dos aux princes malheureux m'a toujours semblé bien brutale. » — Arch. di St. Lettre du 10 janv. 1808, p. 5. cité plus haut, p. 142, note 1.

(5) Lettres et op. I. Lettres de Louis XVIII au comte de Maistre, et, dans le cours du volume, les lettres de J. de Maistre au comte de Blacas et au comte d'Avary, confident de Louis XVIII. — Cf. Blanc, *Mém.* p. 127, lettre à d'Avary, dans laquelle de Maistre donne des conseils de modération pour la *déclaration politique*, que comptait faire paraître Louis XVIII,

(6) Lettres et op. I. juillet 1802 : « Ou la Maison de Bourbon est *née* et condamnée par un de ces jugements de la Providence dont il est impossible de rendre raison. »

(7) Corr. dipl. I. 17/29 décembre 1812. Dans les conclusions de son *mémoire*, il déclare : « 8° Que dans les premières négociations mêmes qui auront lieu entre les autres puissances et la France (*de quelque manière qu'elle soit gouvernée*), il est fort à désirer qu'elle penche pour nous. »

il croit davantage en la grandeur incontestable de la France, qui communique cette grandeur même à son gouvernement, quelle qu'en soit l'origine (1).

Ces sentiments de J. de Maistre pour la France, la cour de Cagliari ne pouvait les comprendre que très imparfaitement. Elle en était restée à la vieille politique de méfiance à notre égard. Et, au lendemain de nos désastres, quand Victor-Emmanuel fut rentré à Turin, son gouvernement multiplia contre nous les témoignages de suspicion et même d'hostilité. Ce n'était pas seulement la politique de bascule qui continuait : « Le Roi de Sardaigne, — disait, au commencement de 1815, notre ambassadeur le marquis d'Osmond, — sans se décider entre l'Autriche et la France, voudrait se mettre en mesure d'être sollicité par ces deux puissances ; vieille politique qui ne va plus aux circonstances (2) ». Voici même que la cour de Turin osait nous accuser de manquer de franchise (3), et son ambition se tournait contre nous : au lendemain de Waterloo, les Français résidant en Piémont étaient l'objet de mesures de confiscation et d'expulsion (4) ; le gouvernement sarde interdisait, « sous crainte de contrebande et de correspondance illicite, » aux courriers de

(1) Lettre *et op.* I. 13/25 décembre 1807 : La grandeur appartient aux nations, et jamais elles ne reculent. Cette grandeur, qui résulte de quatre éléments, *nombre, richesse, génie et courage*, est concentrée dans la personne du souverain qui l'*administre* en quelque façon et la fait valoir. Mais il n'importe nullement que le souverain s'appelle Charles ou Philippe, qu'il soit légitime ou illégitime, etc., et la nation va toujours son train,...

(2) Aff. étrang., 282. D'Osmond, 1^{er} fév. 1815. (Il a parlé au roi de Sardaigne du bruit qui court de l'augmentation des troupes autrichiennes en Piémont.)

(3) Aff. étrang., 282. D'Osmond, Gênes, 18 fév. 1815 : « La présence de l'ambassadeur du Roi était ici d'autant plus nécessaire, que les Génois croyaient la France opposée à la réunion dernièrement effectuée et voyaient sans peine les difficultés qu'éprouverait le gouvernement sarde. Fidèle à mes instructions, j'ai dû les désabuser ; et, fidèle à mon caractère, je l'ai fait avec franchise ; c'est une vertu qu'on semble nous refuser à la cour de Turin ; il faudra pourtant la reconnaître à ses effets ; le jour où elle triomphera des soupçons, je m'estimerai fort heureux. »

(4) Aff. étrang., 284. Lettre du Comte de Gabriac, 6 sept. 1816 : « Cette époque du 27 juin est remarquable dans nos relations avec ce pays, car le succès décisif de Waterloo ne fut connu que le 26, et dès le lendemain, on vit le gouvernement sarde, si prudent jusque-là envers les Français de tous les partis, si ami, en apparence, du Roi et de ses sujets fidèles, précipiter contre eux tous indistinctement, des mesures de confiscation et d'expulsion. N'était-ce pas révéler que la crainte seule lui avait fait jusque-là dissimuler ses désirs de réaction ? »

France à Rome le libre passage à travers le Piémont (1). Il allait même jusqu'à songer à s'agrandir à nos dépens et jetait ses vœux sur « le Lyonnais et Briançon, place nécessaire au Piémont, pour avoir une ligne militaire contre la France (2). » Bien entendu, il était prêt, dans ce but, à s'entendre contre nous avec l'Autriche, à renouveler sans doute le fameux traité de Valenciennes (3).

Comment eût-il pu, dès lors, apprécier les avantages d'une entente avec la France et entrer dans les vues de J. de Maistre ? Bien au contraire, il devait presque tenir pour suspect l'ambassadeur qui osait exprimer ses sentiments avec tant de force (4). Les faits, cependant, devaient bientôt justifier, dans une large mesure, la confiance affectueuse que de Maistre avait mise dans la nation française, sa conviction absolue, que, de la France, pouvait dépendre l'avenir de la Maison de Savoie. Au congrès de Vienne, les intérêts de la Sardaigne furent, suivant les instructions même du roi Louis XVIII (5), défendus avec énergie

(1) Aff. étrang., 282. *passim*, Affaire des courriers expédiés de France à Rome. Le gouvernement sarde s'oppose à la liberté de passage. Longues négociations, sous crainte de contrebande et de correspondance illicite. Legouvernement français ne veut pas admettre qu'un courrier, traversant les Etats d'une puissance amie, n'ait pas la faculté de remettre à son ambassadeur les paquets et lettres qui lui étaient adressés.

(2) Aff. étrang. 284. De Gabriac, 11 janv. 1816. « M. de Vallaise expédie pour Pétersbourg le courrier dont j'annonçais le prochain départ. Le cabinet sarde semblerait craindre que l'Angleterre ne l'abandonne dans sa résistance contre les exigences de l'Autriche, quelles que soient les conditions de l'alliance proposée et sur lesquelles M. de Vallaise, à ce que m'a dit le ministre russe, ne s'est pas expliqué; le gouvernement sarde refusera, je pense, d'y souscrire, s'il voit l'ordre s'affermir en France; mais si des troubles pouvaient faire présager une nouvelle invasion, alors il se hâterait, je crois, de conclure avec l'Autriche, tournant ses vues contre nous; car Votre Excellence n'ignore pas combien on désirait ici le Lyonnais et Briançon, place nécessaire au Piémont (disait récemment M. de Revel, gouverneur de Turin, au ministre d'Autriche) pour avoir une ligue militaire contre la France. En attendant, ils invoquent la Russie pour demeurer indépendants. »

(3) *Id.*

(4) Blanc, *Mém.*, p. 331. Lettre de septembre 1809 : « Je me rappelle l'époque de 1799, où j'étais accusé à Turin de correspondre avec le chef de la Maison de Bourbon (*nefas!*) » — Cf. Corr. dipl., II. 3/15 mars 1815 : « On me remet, dans ce moment, un journal de Londres (*L'Ambigu*, 20 janv. 1815, n° 425), dans lequel un journaliste français rend compte de l'ouvrage très mal à propos publié à Paris, sous mon nom. J'ai pâmé de rire à l'endroit où il me fait l'honneur de dire que la France m'a conquis, puisque Chambéry, ma patrie, appartient à la France. » — V. pl. haut le chapitre sur *La cour de Cagliari*.

(5) D'Angebert, *Congrès de Vienne*, I, p. 215. Instructions du roi Louis XVIII, sept. 1814 : « On peut donc tenir pour certain... que toutes les possessions de la

par l'ambassadeur français, Talleyrand, qui s'attacha à déjouer les manœuvres de l'Autriche. « En Italie, disait Louis XVIII, c'est l'Autriche qu'il faut empêcher de dominer en opposant à son influence des influences contraires (1) ». Il indiquait, comme un des plus sûrs moyens de parvenir à ce résultat, de « mettre hors de doute les droits de la Maison de Carignan et agrandir la Sardaigne (2) ». Et, dans cet ordre d'idées, il considérait l'ambassade de Turin comme « une ambassade de premier ordre (3) ». A Vienne, Talleyrand, d'accord avec le marquis de Saint-Marsan, plénipotentiaire sarde, amena le congrès à fixer la succession éventuelle de la Maison de Savoie : Victor-Emmanuel et son frère Charles-Félix n'ayant point d'enfants (5), il fit reconnaître, malgré les lenteurs calculées de Metternich (6), les droits absolus de la branche de Savoie-Carignan (7)

Maison de Sardaigne sont héréditaires de mâle en mâle. Il est même vraisemblable qu'il ne s'élèverait à cet égard aucun doute, si l'Autriche, qui aspire à posséder elle-même, ou par des princes de sa Maison, tout le nord de l'Italie, n'avait point intérêt à en élever, et si le mariage de l'archiduc François avec la princesse fille aînée du Roi ne lui offrait point un prétexte qu'il est à craindre qu'elle ne saisisse. C'est à ces prétentions et aux funestes suites qu'elles ne manqueraient pas d'entraîner, qu'il est non seulement sage, mais encore nécessaire d'obvier en constatant le droit de la Maison de Carignan... On devra accorder au roi de Sardaigne la partie de ses anciens Etats cédée à la France, c'est-à-dire la Savoie et le comté de Nice (ses autres possessions n'ayant point été cédées, il en était resté souverain de droit) et une partie indéterminée de l'Etat de Gênes... » — Cf. Aff. étrang., 282. Lettre de M. de Jaucourt au marquis d'Osmond, 1^{er} déc. 1814 : « Je n'ai pas besoin, Monsieur l'ambassadeur, de vous faire remarquer combien les dispositions prises au congrès en faveur du Piémont sont agréables au Roi. S. M. avait probablement recommandé à son ambassadeur extraordinaire à Vienne les intérêts de cette cour. »

(1) *Id.*

(2) *Id.*

(3) Aff. étrang., 282. (Marquis d'Osmond, ambassadeur, juill. 1814.) Il écrit à Talleyrand (26 juill.) que cette ambassade n'est pas à la hauteur de ses services.

Talleyrand répond : « L'ambassade de Turin est, pour la France, une ambassade de premier ordre ; elle l'est sous un double rapport, et comme ambassade de famille et à raison de l'importance extrême dont il est pour la France, qui doit aujourd'hui recomposer tout son système fédératif, d'avoir sur la cour de Turin une influence assurée. »

(4) Aff. étrang., 282. Lettre d'Osmond à Talleyrand : « Sachant M. de Saint-Marsan à vos côtés, et connaissant votre estime pour sa personne, je n'ai eu rien à vous mander qu'il n'ait pu dire avec plus de sûreté. »

(5) Talleyrand, *Mém.*, t. III, p. 107 : « Le roi de Sardaigne n'ayant dans la branche actuellement régnante de sa Maison aucun héritier mâle. »

(6) Correspondance de Talleyrand et de Louis XVIII. Lettre du 6 nov. 1814 : « Faites cesser un provisoire odieux, disait Talleyrand à Metternich, fixez la succession de Sardaigne... » — Lettre du 7 déc. ; « Le grand art de M. de Metternich est de nous faire perdre du temps croyant en gagner. »

(7) *Id.* Lettre du 12 nov. 1814 : « J'ai profité de la conférence d'aujourd'hui

Il s'occupa encore très activement d'assurer à Victor-Emmanuel la possession de la Ligurie (1), et la légation française à Turin s'y employa de son côté avec infiniment de zèle (2) : le Roi dut reconnaître les services désintéressés de la France (3). Tous nos efforts, en un mot, tendirent à empêcher, dans la mesure du possible, l'affermissement de la domination autrichienne en Italie (4). Et l'on sait que, plus tard encore, après la Révolution de 1821, la France contribua à faire repousser, au congrès de Vienne, la proposition autrichienne d'une ligue italique (5).

Elle ne put faire davantage. Le retour de Napoléon, le second traité de Paris affaiblirent trop, comme le craignait de Maistre, l'influence européenne de la France (6). Tout espoir n'était pas cependant perdu et J. de Maistre pouvait prévoir le jour où la France déchirerait les traités de 1815 et détruirait en Europe, en

pour parler de la succession de Sardaigne... J'ai proposé un mode de rédaction qui les reconnaît. » — Cf. d'Angebert, p. 1209. — Pour les droits de la branche de Savoie-Carignan. Cf. Carutti, pp. 176-177 et 300-301. V. encore Bianchi, *Storia della diplom. in Italia*, I, p. 366. Lettre de Charles-Félix à Victor-Emmanuel.

(1) Corr. de Talleyrand et de Louis XVIII. Lettre du 7 déc. : « Il y a déjà huit jours que la commission pour les affaires d'Italie a réglé celle de Gênes. J'ai déjà eu l'honneur d'annoncer à V. M. qu'elles avaient été réglées selon ses désirs. Je joins aujourd'hui à ma lettre au Département le travail de la commission ; V. M. y retrouvera les clauses et même les termes prescrits dans nos instructions. »

(2) Aff. étrang. 282. Lettre du marquis d'Osmont, 18 fév. 1815 : « La présence de l'ambassadeur du Roi était ici d'autant plus nécessaire que les Gênois croyaient la France opposée à la réunion dernièrement effectuée, et voyant sans peine les difficultés qu'éprouverait le gouvernement sarde. Fidèle à mes instructions, j'ai dû les désabuser ; et, fidèle à mon caractère, je l'ai fait avec franchise... »

(3) Aff. étrang. 282. D'Osmont, 26 déc. 1814 : « J'allai hier complimenter le Roi sur sa nouvelle possession. S. M. me traita avec sa bonté accoutumée et me parla de l'intérêt que le Roi son beau-père lui a témoigné dans cette occasion. Je répondis au nom du Roi avec la modeste assurance d'un bienfaiteur et au mien avec le respect convenable. Il me semble qu'à la cour et à la ville on nous accorde dans cet accroissement de puissance une part telle, qu'il faut laisser aux obligés le soin de nous faire valoir. » — Cf. *id.* Lettre du comte de Vallaise, 24 déc. 1814 à d'Osmont : « La part bien directe que votre auguste souverain a prise, monsieur l'ambassadeur, à la réunion de la ville et Etats de Gênes... »

(4) Talleyrand, *Mém.* t. III : « Le droit de succéder de la branche de Carignan aux Etats du Roi de Sardaigne fut reconnu. Ces Etats, accrus du pays de Gênes, et devenus l'héritage d'une famille que tout attache à la France, formeront ainsi, pour la puissance autrichienne en Italie, un contre-poids nécessaire au maintien de l'équilibre de cette contrée. »

(5) Giacometti. *La question italienne*, p. 73.

(6) Corr. dipl. II. Lettre du 14/26 sept. 1815 : « La France est morte dans ce moment. »

Italie surtout, la prépondérance autrichienne (1). Il est permis de croire que s'il eût vécu, il eût, cette fois, accepté sans tristesse la cession de la Savoie à la France comme la rançon légitime de l'Italie délivrée, de la patrie italienne ressuscitée, de la Maison de Savoie devenue l'âme de l'Italie.

(1) *Id.* Lettre du 15/27 déc. 1816.

CHAPITRE VI

La résurrection (1) de l'esprit italien.

Si J. de Maistre se rend compte de la nécessité où se trouve désormais la Maison de Savoie, d'abandonner la vieille politique d'équilibre, c'est qu'il aperçoit des éléments nouveaux, qui sont entrés en scène, dont on ne peut méconnaître sans danger la puissance, et dont il sera utile de s'assurer le concours.

La Révolution a tout bouleversé en Europe, elle a réellement donné naissance à un monde nouveau. De Maistre constate, dès 1794, qu'elle n'est pas un *événement*, mais une *époque* (2) : et, en 1810, il proclame que « s'il y a quelque chose de malheureusement évident, c'est l'immense base de la révolution actuelle, qui n'a d'autres bornes que le monde » et qui « ne peut point finir par un retour à l'ancien état de choses (3). »

Un des faits les plus remarquables, qui se rattachent à cette transformation de l'Europe, c'est l'apparition de ce que de Maistre appelle l'*esprit italien* (4).

On chercherait vainement, au dix-huitième siècle, une manifestation de patriotisme italien, l'expression d'un sentiment des intérêts communs de l'Italie. Il serait excessif de voir une véritable idée italienne, comme le veut de Maistre, dans la politique de Jules II. Le mot de Metternich s'applique parfaitement à l'Italie de 1789.

Sans doute, on entend çà et là quelques plaintes sur le morcellement de l'Italie et sur la domination étrangère qu'elle subit. Dans la première moitié du dix-huitième siècle, un personnage bizarre, le comte di Passerano dédie à Charles III un *manifeste*, dans lequel il prétend que l'Italie veut être gouvernée par un

(1) Ce que les Italiens appellent : *il risorgimento*.

(2) Lettre et op., II, p. 76. Discours à Mme la Marq. da Costa.

(3) Blanc. *Mém.* p. 356.

(4) Corr. dipl., I, 6/18 juil. 1814 : « Prenez garde à l'esprit italien : il est né de la révolution, et jouera bientôt une grande tragédie... »

seul roi (1). Plus tard, le comte François Napione préconisait la formation d'une confédération italienne sous la direction du Pape : l'Italie serait ainsi devenue, disait-il, un véritable corps politique (2). Alfieri, de son côté, s'élevait avec vigueur contre le joug des hommes du Nord (3). Mais c'étaient là des voix isolées, incomprises. Il semble que l'idée d'une confédération italienne soit mieux entendue des étrangers que des Italiens mêmes : elle sourit à d'Argenson, et plus tard aux publicistes, aux hommes politiques de la fin du dix-huitième siècle (4).

En fait, il n'y a encore là que de vagues aspirations, n'ayant aucune influence sérieuse sur les événements politiques.

De Maistre, avant la Révolution française, était bien éloigné de croire à la possibilité de l'unité italienne. Il écrivait, en 1787 (5), que l'Italie était condamnée, pour des siècles, à des divisions politiques : les puissances européennes ne pourraient jamais consentir à ce qu'elle devint une nation,

Toutefois, il semble qu'il y eût chez lui comme un pressenti-

(1) Nuova Antologia, troisième série, XXI, p. 673. *Della Rivoluzione francese e della coscienza politica nazionale in Italia*, per Aug. Franchetti.

(2) *Id.* « Potrebbe (disait Napione) unir maggiormente in uno corpo la nazione, animare e fomentare viepiù lo spirito patriottico, stringere maggiormente i vincoli naturali dei diversi Stati che l'Italia compogono... In questo modo potrebbe spere l'Italia di riunire una volta i vantaggi dell'esser divisa in Stati di mediocre grandezza, e di formare in certo modo un vasto corpo politica... » (Observation au projet de paix coi barbareschi 1780 m., s. Napione in Arch. di St. di Torino, cit. in Bianchi, stor. dell. monarch. piem., t. VIII, p. 487).

(3) *Id.* Alfieri s'indignait contre l'abominable oppression. Il prenait prétexte d'un décret du grand-duc Pierre Léopold en 1793, au sujet de l'Académie florentine pour maudire « il Boreal scettro, inesorabili, duro. » — Il était né à Asti en 1749. — Il mourut en 1803.

(4) Sorel. *L'Europe et la Révolution française*, I, p. 395.

(5) Bibliot. civ. di Torino. Lettre adressée par de Maistre, de Chambéry, le 13 juil. 1787, à un de ses cousins, probablement le comte Napione (fils du sénateur Amédée Valeriano et de Madeleine Maistre), qui s'occupait de travaux sur la langue italienne, et qui publia sur les mérites de cette langue un remarquable ouvrage en 1791. (*Dell' uso e dei pregi della lingua italiana*). On y trouve des idées analogues à celles de J. de Maistre : (cit. par Sorel, I, 397) : « Si les mots de nation et de patrie ne sont pas dénués de sens, s'il importe que toute société civile ait un caractère propre, dont chaque individu soit pénétré, il faut travailler à activer ce feu, savoir la langue, la cultiver, l'aimer : c'est le premier élément du bien public, le lien le meilleur et le plus solide pour le corps politique... » — Dans cette lettre de 1787, citée à la page suivante, de Maistre écrit : « Recevez mes plus vives félicitations sur votre nouvel emploi... C'est d'abord une très bonne chose qu'il vous ait fixé à Turin. J'imagine, cependant, que vous êtes toujours intendant de Saluces... » Or, Napione avait été nommé intendant de Saluces en 1785 et fut rappelé à Turin en 1787, comme surintendant des grand travaux de recensement du Montferrat.

ment de la révolution prochaine, — *une révolution étonnante* — grâce à laquelle l'Italie reprendrait sa place parmi les nations ; il recommandait de se préparer à ce grand événement en assurant l'unité de la langue italienne ; c'était déjà pour lui, peut-être, comme la reconstitution prochaine de la nation italienne, en dépit de tous les obstacles multipliés par la politique européenne (1). Ne disait-il pas plus tard, qu'« une nation n'est qu'une langue (2)... ? »

Deux ans, à peine, après ce souhait formulé par de Maistre, la Révolution éclatait. L'Italie ne tarda pas à en subir l'influence irrésistible. Dès 1789, des agitations se produisent sur différents points de la péninsule. Les victoires des armées françaises, la formation des républiques italiennes ; puis, plus tard, le rattachement du Piémont et de la Ligurie à la France, la création du royaume d'Italie, la chute des Bourbons de Naples, l'annexion des Etats pontificaux à l'Empire français, — firent de l'Italie comme une sorte de France nouvelle. Les lois françaises, l'administration française opérèrent une transformation profonde dans les sentiments, dans les idées, dans les coutumes des peuples italiens (3), l'ancienne Italie divisée, morcelée, fit place à une Italie presque uniforme : la nation italienne commença à se constituer (4).

Napoléon, incarnant la Révolution armée, a été le véritable créateur de l'Italie moderne (5). Il brisa les vieux moules décré-

(1) Bibliot. civ. di Torino. Chambéry 13 juil. 1787 : « Quand je vois votre pauvre Italie sur la carte, mon cher cousin, j'ai envie de pleurer. Il semble que la Providence veuille lui faire payer sa grandeur passée. Pour comble de malheur, je ne vois point de remède à vos maux ; car, à moins d'une révolution étonnante, jamais la politique de l'Europe ne vous permettra d'être *une nation*, et c'est ce qu'il vous faudrait. Mais, puisque vous êtes condamnés pour des siècles à une division politique si fatale pour vous, il faudrait au moins vous procurer une espèce d'unité par le moyen de la langue, et encore un coup, l'intérêt commun de l'Italie est de repousser les prétentions de l'idiome toscan... »

(2) Lettre et op. I, 15 nov. 1817,

(3) Bianchi, IV, p. 407 constate, pour le Piémont, l'influence inaltérable des idées françaises : « Ma se nel Piemonte era cessato il Dominio francese, ne rimanevano vestigia incancellabili nelle leggi, negli ordinamenti amministrativi, nella milizia, nelle opere pubbliche, nei costumi, nelle idee, nei sentimenti, nelle ricordanze... »

(4) Cf. Sorel, I, p. 396, 97, 98.

(5) Massimo d'Azeglio. *I miei Ricordi*, I, p. 9 : « Il m'en coûte de le dire, car nul ne ressent plus que moi la reconnaissance que nous devons aux Napoléons ; nul n'apprécie mieux que moi la valeur de chaque goutte de ce généreux sang français, qui a abreuvé la terre italienne, et l'a rachetée ; mais... » — (Cit. par Sorel, I, p. 398). — Cf. Stern., II, p. 62 : « La parole puissante de Bonaparte créa une Italie nouvelle... »

pits, républiques oligarchiques ou duchés et royaume autro-espagnois, et, pour la première fois, depuis la destruction de l'Empire romain, les Italiens, des Alpes au golfe de Tarente, subirent une même domination. Cette Italie unie, dont, d'ailleurs, les peuples de la péninsule furent reconnaissants et fiers (1), répondait bien à la conception de Napoléon, qui plus tard, à Sainte-Hélène, proclamait *l'agglomération* inévitable des populations italiennes (2). La Sainte-Alliance tenta une œuvre éphémère en s'efforçant de faire revivre l'Italie du dix-huitième siècle.

C'est qu'en effet, pendant la longue période de domination française, l'idée de patrie italienne avait germé et s'était développée. Les poètes en ont été, tout d'abord, les apôtres les plus écoutés. — C'est Vittorio Alfieri, qui rêve la résurrection de l'Italie classique, qui prévoit la formation d'un seul peuple italien (3) et dont les tragédies sont animées du plus ardent patriotisme (4). C'est surtout Ugo Foscolo, moins abstrait, plus vibrant, par

(1) Balbo (cité par Lavis et Rambaud, *Hist. génér.*, t. IX, p. 453) écrivait sous la Restauration : « De toutes les époques d'assujettissement, aucune ne fut prospère, féconde utile, presque grande et glorieuse comme celle-là.... En somme, l'assujettissement auquel l'Italie était soumise, la laissait participer aux jouissances de vie, d'activité et d'orgueil de ses maîtres : il n'avait plus le caractère compressif, oppressif et dépressif des temps passés. Ce fut à partir de ce moment qu'on recommença à prononcer avec amour le nom d'Italie, à dépouiller toutes les jalousies et les rivalités provinciales ou municipales. »

(2) *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. VI. *Sur l'Italie* : « Toute cette grande population professant la même religion, jouissant également des douceurs d'un climat très tempéré, ayant le même langage, la même littérature, doit s'influencer réciproquement et finir par s'agglomérer, comme l'ont fait les divers royaumes britanniques, les diverses provinces de l'Europe, celles de la France, comme le feront peut-être un jour celles de l'Allemagne. Les parties italiennes ont eu et ont encore plus de choses communes entre elles que n'en avaient toutes celles-là... » On sait que Napoléon donnait Bologne comme capitale naturelle de l'Italie. — Cf. lettre citée par Cantu, *Histoire des Italiens*, XI : « Sur l'Adige, nous pouvons exciter le patriotisme contre l'étranger, sans menacer les classes qui, toutes, au cri de : Italie ! Italie ! poussé non du Tésin, mais de Milan ou de Bologne, s'entendront pour rétablir la patrie italienne... »

(3) *Le Prince et les Lettres* : « L'Italia non potra andare a lungo senga riuscire almeno sotto duc principi, che, o per matrimonio, o per conquista, si ridurrano ad uno. » Cf. Tivaroni, *Stor. del Ris.*, t. III, 450.

(4) « Ses pièces, jouées d'abord comme œuvres académiques, dans le palais des grands seigneurs romains, ont fini par être comprises et adoptées par le peuple ; elles ont été jouées par des artisans, des hommes illettrés, jusque sur les places publiques et dans les tavernes, tant la nation en a adopté les sentiments et les accents patriotiques... » (Alf. Bourgeault, *Hist. des littér. étrang.*, t. III.) Parmi les pièces d'Alfieri, il faut citer : *Philippe II*, *Virginie*, *la Conjuraison des Pazzi*, *le Premier Brutus*, etc.

suite plus populaire (1) : en 1797, il voit en Bonaparte le libérateur de l'Italie (2) ; en 1799, il supplie Championnet d'assurer l'indépendance de la péninsule (3) ; en 1800, il se réjouit de la victoire de Marengo et de la fin de la servitude italienne (4) ; il s'élève contre la folie des Italiens, de se considérer mutuellement comme des étrangers (5), et cherche à secouer leur torpeur (6) ; plus tard, après la Restauration, il demande à l'Empereur de Russie de faire l'Italie une et indépendante sous la maison de Savoie (7) : en un mot, il a été un des plus éloquents précurseurs du *risorgimento*. C'est encore Vincenzo Monti, qui, dans la *Musogonia*, invoque la liberté italienne et l'unité de la patrie (8), et Gian Domenico Romagnosi (9), et Pierre Giordani (10),

(1) Ugo Foscolo est né en 1778 et meurt en 1823.

(2) *Ode à Bonaparte Liberatore*. Cf. Tivaroni, *Stor. del risorgim.* III, p. 388 et suiv.

(3) *L'Indipendenza d'Italia*.

(4)
« Bella Italia, amate sponde,
« Pur vi torno a rivader...
« Tua bellezza, che di pianti
« Fonte amara ognor ti fu,
« Di stranieri e crudi amanti
« T'aveva porta in servitù. »

(5) *Jacopo Ortis* (sorte de Werther italien) : « Noi tutti italiani siamo come fuorisciti e stranieri in Italia, gli italiani guardano come barbari tutti quelli che non sono della loro provincia... »

(6) *Id.* « Lorsque le temps et la violence des faits vous réveillent, vous regardez autour de vous avec la somnolence de l'ivresse pour exécuter les Français et les Autrichiens, les missionnaires des saintes alliances, les ambassadeurs qui ont semé les soupçons et les scandales afin de désunir et de déshonorer l'Italie et tout Italien : cependant, lorsqu'ils vous subjuguent, sans verser de sang, on les loue comme prudents... » (Cit. par Cantu, XI, 384). — *Jacopo Ortis* se tue non-seulement à cause de son amour pour Thérèse, mais sous le coup de la douleur causée par la servitude de l'Italie. Cf. Stern, *Geschicht Europa's*, *id.*, p. 62. « On revenait aux prophéties patriotiques de Dante et de Machiavel... Les conseils d'Ugo Foscolo d'aller retrouver sur les tombeaux des grands ancêtres le courage et la force, trouvaient un écho dans les cœurs. »

(7) Tivaroni, III, p. 350.

(8) Il conjure Bonaparte d'être l'Alexandre et le Numa de l'Italie : « La ben comincia impresa alfin communa. — E sii d'Italia l'Alessandro e il Numa. » — Cit. par Tivaroni, III, p. 451. — Cf. Cantu, XI, p. 376-78.

(9) Il publia, en 1815, sans nom d'auteur, un ouvrage intitulé : *Della costituzione d'una monarchia nazionale rappresentativa* (Cf. Tivaroni, III, p. 407).

(10) « Lorsque nos écrivains étaient Italiens, les autres nations traduisaient leurs livres ; lorsque nos peintres s'inspiraient d'idées italiennes, on venait d'au-delà des monts et de la mer pour apprendre la peinture chez nous. Qui nous lit maintenant ? Qui nous étudie ? Qui fait cas de nous ? *Et cela est ainsi depuis que nous ne sommes plus Italiens*. Me dira-t-on que c'est la faute des guerres ? Quelle insolence de vainqueur, quelle épée nous menacent ? Que édit nous oblige à tant de servitude ? » (Cit. par Cantu, XI, p. 378).

qui, dit Cantu, « a proclamé l'italianisme ; » et bien d'autres encore (1).

En même temps, les évènements politiques, qui se précipitaient, poussaient, dès 1796, lors de l'arrivée des Français, le parti révolutionnaire italien à réclamer l'unité de la péninsule. En août 1796 se fait entendre, à Milan, la première chanson unitaire : « Il est l'ennemi du bonheur commun, celui qui est l'ennemi de l'unité (2).

En 1797, le président de la république de Bologne demande à Bonaparte (3) de donner à l'Italie la liberté, l'indépendance, l'unité. Et, entraîné par le même mouvement d'enthousiasme, le gouvernement oligarchique de Venise se déclare prêt à s'unir avec les autres républiques italiennes (4) Francesco Melzi, président de la République cisalpine, que détruisirent les Russes en 1799, écrit à Bonaparte revenant d'Egypte : « Où est le but pour l'Italie ? Il en existait bien un, il était grand : fondre toutes ces peuplades et recréer une nation, mais la grandeur du résultat a fait peur (5). » Et l'on entendra, plus tard, Manzoni, s'écrier : « Nous ne serons jamais libres, si nous ne sommes pas unis (6) ; »

(1) On peut citer les *Sonnets* de Felicaia, dont de Maistre cite un trait :

« ...Del non tuo ferro cinta

Pugnare, col braccia dei stranieri genti,

Per servire sempre, o vincitrice o vinta... »

Corr. dipl., I. Lettre du 19 mars 1813 : « L'Italie toujours malheureuse, o *vincitrice o vinta*, va probablement devenir ce qu'on appelle vulgairement le souffre douleur de tout ceci. »

(2) « E-nemico al comun bene — chi e-nemico all'unità. » La chanson a pour titre : *La fratellanza dei Reggiani coi Milanesi* (Tivaroni, III, p. 451). — Cf. Carutti, I, l. IV, p. 379, 380. Un concours est organisé à Milan sur cette question : *Quel est le gouvernement libre qui peut assurer le bonheur de l'Italie ?* Tous les concurrents proclament la nécessité de l'unité italienne.

(3) Sorel, *Bonaparte et Hoche en 1797* : « Bologne se constitue en république, au chant du *Veni Creator*, et députe son président, Aldini, vers Bonaparte. C'est un unitaire et l'un de ces Italiens emporté vers l'avenir, qui, n'ayant pas de frontières, réclament déjà Rome capitale. L'Italie, dit Aldini, ne sera libre que quand elle sera indépendante, et indépendante que quand elle sera unie. Elle doit tout faire pour l'unité. »

(4) Tivaroni, III, p. 451 (d'après Romanin, *Stor. documentata di Venezia*, X, 263). Le gouvernement de Venise écrivait « Noi pure desideriamo di poter unirci non colla sola nostra città, ma con tutta la repubblica d'Italia una e indivisibile... »

(5) *Id. id.* De Maistre considérait le duc de Melzi comme une créature de Bonaparte : « Le citoyen Melzi en impose aujourd'hui aux Cisalpins, parce qu'il n'est que le masque d'un homme tout puissant, qui est derrière lui. On se moquerait de ce même homme, et peut-être on le jetterait par les fenêtres, si Bonaparte disparaissait... » Sur Melzi, cf. l'*Histoire générale* de Lavisse et Rambaud, t. IX. *La République cisalpine*.

(6) *Id.* Chanson de 1815 à Murat.

et en appeler du joug étranger au cœur des peuples libres et généreux (1).

C'est bien là cet *esprit italien*, contempteur des anciennes divisions politiques, et qui tendait à constituer une sorte de nation italienne. J. de Maistre, qui l'avait en quelque sorte prédit, qui le vit, de loin, naître et se développer rapidement, devina en lui une force énorme, et le jugea, de bonne heure, comme le plus puissant instrument de grandeur que pût désirer la Maison de Savoie. Là encore, son inaltérable fidélité savoyarde sut adapter à la politique de son souverain les idées révolutionnaires de liberté, de droit des nations, que la philosophie du dix-huitième siècle lui avait appris à aimer, et dont son dévouement absolu à une vieille monarchie de droit divin ne parvint pas à le détacher. Il eut le sentiment profond que la Maison de Savoie, pour réaliser ses rêves de puissance, devait devenir révolutionnaire, c'est-à-dire nationale, c'est-à-dire italienne.

Déjà, au dix-huitième siècle, les rois de Sardaigne étaient considérés comme appelés à jouer un rôle considérable dans les destinées de la péninsule. Leurs voisins les craignaient (2) ; mais bien des Italiens devinaient en eux les chefs futurs de l'association italienne (3).

Deux obstacles pouvaient s'opposer indéfiniment à leurs projets d'agrandissement, et il ne semblait pas que la « politique de

(1) Ode *Marzo* 1821. C'est un éloquent appel à l'indépendance italienne : « Chère Italie, partout où se propage le cri de douleur de ton peuple toujours esclave; partout où l'humanité est restée digne d'elle-même et confiante dans l'avenir; partout où la liberté fleurit, où les grandes infortunes excitent d'ardentes sympathies, il n'est pas un cœur qui ne batte pour toi... » Cette ode ne put être publiée sous la domination autrichienne; elle ne parut au grand jour qu'en 1848 (Bougault, *Hist. des litt. étrang.*, t. III.)

(2) Recueil des instructions aux ambassad. de France. Préface : Extrait de Foscarini, *Histoire secrète* : « Le Milanais tout entier nourrit une extrême aversion contre la Maison de Savoie, sous laquelle il ne veut tomber à aucun prix. » Le président de Brosses fait la même constatation : (Lettres écrites d'Italie en 1740, II, lettre 55) : « Ce n'est pas que, si le roi de Sardaigne vient jamais à bout d'avoir Milan, il ne trouve de terribles difficultés à s'y maintenir, les Milanais ayant les Piémontais en exécution; dans tout le reste de l'Italie, ils ne sont pas moins odieux. De toutes les puissances de l'Italie, les Italiens ne craignent que le Piémont. »

(3) *Id.* Préface : « Quand le roi de Sardaigne entra à Modène en 1736, Muratori s'y trouvait, le Roi lui ayant demandé comment il le traiterait dans son histoire : « comme vous traiterez ma patrie ! » Toute l'attente de l'Italie, dans son lent réveil, dit M. J. Reinach, est dans ce mot. »

l'artichaut » — formulée par Victor Amédée I^{er} (1) — fût à même d'en triompher. D'une part le morcellement extrême de l'Italie, aggravé par la présence des Autrichiens et des Espagnols, rendait l'œuvre de conquête très pénible, presque irréalisable. Et, d'autre part, les sentiments des populations italiennes étaient des moins favorables aux progrès du Piémont : en Sicile, on appelait Victor-Amédée l'*étranger* (2).

En quelques années, la Révolution et l'Empire firent pour la Maison de Savoie plus que ne lui auraient donné peut-être dix siècles de « politique de l'artichaut. » Les anciens Etats disparurent soudainement : les vieilles frontières intérieures furent effacées : l'Italie devint comme une table rase, sur laquelle il ne restait plus qu'à construire un édifice nouveau.

De Maistre ne se méprit pas un instant sur les avantages qu'offrait à la Maison de Savoie la situation nouvelle de l'Italie. Tandis que, reléguée à Rome, la petite cour de Victor-Emmanuel se désolait des progrès incessants de la France, de Maistre ne craignait pas d'applaudir aux annexions que multipliait Bonaparte. La destruction de petites républiques, comme Gênes, de petits duchés, comme Parme et Plaisance, avait pour principal résultat d'abolir les anciennes souverainetés, qui ne pouvaient que gêner les projets d'agrandissement de la Sardaigne, et de faire de ces Etats des villes ordinaires, qui pouvaient devenir, au moment d'une paix définitive, une sorte de monnaie récompensant soit des victoires, soit même des sacrifices : « Bonaparte, disait de Maistre, est sur le point de réunir Parme et Plaisance : tant mieux. Je voudrais de tout mon cœur qu'il réunît encore la Ligurie et toute la République Italique... Il est très important pour les intérêts de S. M. que les villes principales qui l'entourent deviennent des villes françaises purement et simplement, de manière qu'elles puissent être restituées, données, échangées librement contre des pays de conquêtes. Le moment présent n'est rien : nos regards ne doivent se porter que sur l'avenir (3). » J de Maistre allait jusqu'à établir que la

(1) *Id.* « Le Milanais, a dit Victor-Amédée, est un artichaut qu'il faut manger feuille à feuille. » Mieux vaut n'en manger qu'une petite feuille, à condition d'être seul à manger, que d'avoir le tout, si le voisin italien doit recevoir à proportion. Voilà, au XVIII^e siècle, toute la politique de la Maison de Savoie.

(2) Cantu, *Hist. des Italiens*, liv. XVIII^e, ch. 163.

(3) Lettre du 11/23 mars 1804 (Arch. di St.) Il y dit encore : « J'ai vu sans chagrin, et même avec plaisir, le changement opéré dans le gouvernement de Gênes. Il est fort avantageux à S. M. que ce gouvernement soit radicalement détruit. » — Cf. *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* (Bianchi, IV, Docum.) :

réunion même du Piémont était un sûr garant de brillant avenir pour la Maison de Savoie. Le Piémont avait, pour ainsi dire, le défaut d'une qualité : il était trop une *nation*, il avait trop d'*unité* nationale pour pouvoir se mêler facilement aux autres peuples italiens (1). Bonaparte se vantait de l'avoir complètement transformé, de l'avoir, en quelque sorte, « pétri pour l'amalgame avec la France ; » et il se plaisait à dire « qu'il faudrait trois siècles pour rétablir ce qui existait (2). » On ne pouvait peut-être mieux désirer : le Piémont était une « souveraineté particulière, » qui se serait constamment opposée à toute extension de puissance, et il fallait se féliciter qu'elle eût été « brisée (3). » Qui sait même s'il ne serait pas à désirer que la Sardaigne fût, comme le reste de l'Italie, réunie pendant quelque temps à la France (4) ? Il ne faut pas s'inquiéter des ennuis momentanés que causeraient toutes ces réunions, mais se demander si, en opérant ainsi, la France, inconsciemment « n'aplanira pas la route » à la Maison de Savoie (5) ?

Il est à peine besoin de faire remarquer que, dans cette argu-

« Il se présente, d'ailleurs, une considération importante, c'est que les Républiques une fois détruites ne se relèvent plus. » V. le chapitre, *La crise de la Maison de Savoie*.

(1) Blanc, *Mém.*, p. 373, 1807(?) : « Je ne connais point de nation plus véritablement *nation* et qui ait plus d'unité nationale que la piémontaise ; mais cette unité tourne contre la nation, ou, pour mieux dire, contre la maison régnante en s'opposant à tout amalgame politique. »

(2) *Id.* 9 juin (N. S.) 1808 : « Le Piémont, qui est la clé de ce beau pays, est aussi la province qu'il a serrée le plus fortement dans ses bras de fer. Il s'en est occupé sans relâche ; il y a tout détruit et tout changé. Il l'a pour ainsi dire *pétri*... » — Cf. *Mémorial de Sainte-Hélène*, t. V : « (Napoléon) se demandait quels auront pu être les sentiments du Piémont à son égard. Il avait une affection particulière, disait-il, pour cette province. M. de Saint-Marsan, qu'il croyait lui avoir été fidèle jusqu'à la fin, l'avait assuré, au moment de nos désastres, disait-il, que ce pays se montrerait une de ses meilleures provinces. Au fait, continuait l'Empereur, les Piémontais n'aimaient point à être un petit Etat. »

(3) Arch. di St. Lettre du 18/30 avril 1803 : « J'aurai même l'honneur de présenter à votre Majesté une observation importante : c'est que, tandis que son auguste Maison régnait à Turin, Elle pouvait bien durer pour notre bonheur, mais pas trop s'agrandir. Au contraire, cette souveraineté particulière étant brisée, l'ébranlement général et l'équilibre qui se formera un jour peuvent très aisément appeler la Maison de Savoie à des possessions plus vastes et plus importantes. »

(4) V. plus haut, *La crise de la Maison de Savoie*.

(5) Arch. di St., 12/23 mars 1804 : « La réunion de ces pays peut sans doute causer quelque surcroît d'embarras à S. M., mais elle n'aplanira pas moins la route à sa maison, pour remonter à la hauteur qui lui convient, et, dans le fond, rien ne peut être plus mauvais que l'état actuel... »

mentation, de Maistre ne se pose pas en « unitaire. » Il n'a encore que très confusément l'idée d'une nation italienne à constituer, d'un grand Etat à créer (1). Son respect pour les droits des souverains l'aurait, d'ailleurs, empêché de faire abstraction, dans ses plans d'organisation de l'Italie, de la monarchie pontificale et de la dynastie des Bourbons de Naples : il n'a jamais songé à les supprimer (2).

En fait, il ne se préoccupe que de donner satisfaction à l'ambition de la Maison de Savoie dans le nord de l'Italie, et les bouleversements territoriaux, qui se sont accomplis dans la péninsule, lui paraissent des plus favorables à de tels projets. Il n'aurait peut-être pas poussé à cette révolution ; mais, du moment qu'elle s'est produite, il faut s'efforcer d'en tirer le meilleur parti, en adoptant une nouvelle politique, une politique vraiment italienne.

L'abandon des anciens expédients, des procédés empiriques, s'impose d'autant plus qu'il s'agit pour la Maison de Savoie, si elle veut grandir, de chasser à jamais les craintes qui pourraient faire repousser sa domination par les populations italiennes.

Et, pour cela, il est indispensable que les princes de Savoie prouvent qu'ils sont des princes vraiment Italiens. Avant même la Révolution, de Maistre avait le sentiment très vif que l'Italie devait être, était une nation, et que la politique seule l'empêchait de former un peuple (3). Comment cette idée ne se serait-elle pas précisée, au milieu des événements extraordinaires auxquels son existence fut mêlée ?

Pour lui, Piémontais ou Napolitains, Vénitiens ou Toscans, tous sont des Italiens, parce qu'ils ont tous la même religion et

(1) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe* : « Si l'Autriche acquiert l'Italie du Nord, est-ce le Pape ? est-ce le Roi des Deux-Siciles, qui feront équilibre à cette masse énorme ? Qu'on permette à l'Autriche de s'avancer vers l'ouest de l'Italie septentrionale, et de posséder les Légations, le Modénais, le Mantouan, c'en est fait de Rome et de Naples .. Il faut encore considérer que les Princes, dont les anciens Etats composent la République italienne, y ont renoncé par des traités solennels, en acceptant des compensations. On n'en doit excepter que le Pape, dont les droits demeurent intacts... » — *Mém.* de déc. 1813 : « Quatre souverains surtout se partagent l'attention de la politique : S. M. le Roi des Deux-Siciles se montre le premier : ses droits, dans la grande cause, sont aussi lumineux que ses mérites. Le Pape se présente ensuite... »

(2) Il en est de même de ses contemporains. Quelques-uns désirent la constitution d'une ligue des Etats italiens. Un petit nombre voudrait l'Italie concentrée en un Etat uni républicain. V. Stern., II, p. 62.

(3) Biblot. civ. di Torino. Lettre du 13 juil. 1787 : « Jamais la politique de l'Empire ne vous permettra d'être une nation, et c'est ce qu'il vous faudrait... »

la même langue. Et, par suite, le roi de Sardaigne peut, doit même se considérer comme n'étant étranger nulle part en Italie (1). Pourtant il ne sera pas encore complètement italien et regardé comme tel, tant qu'il ne sera pas, pour ainsi dire, dénationalisé en Piémont (2).

Ce serait, en effet, s'exposer à un échec irrémédiable, que de vouloir continuer vis-à-vis des peuples italiens la politique de conquête et de tenter d'établir le joug piémontais sur les Lombards ou les Gênois. Et de Maistre établit comme un *axiome* que : *Aucune nation n'obéit volontairement à une autre* (3). Le groupement des peuples italiens, même sous un seul souverain, ne devrait donc être que fédératif, chaque ancien Etat conservant ses lois et ses coutumes, et chacun donnant, au besoin, au souverain un titre particulier (4) : c'est qu'il faut éviter à tout prix de paraître conquérir les provinces italiennes (5).

En suivant cette politique, la Maison de Savoie pourrait arriver à jouer un rôle prépondérant en Italie, à devenir la tête de l'association italienne, peut-être lui serait-il donné de faire disparaître le morcellement, qui jusqu'ici a fait de l'Italie le souffre-douleur de l'Europe (6), et d'organiser plus fortement la péninsule en n'y laissant que trois grands Etats (7), dont le Piémont serait évidemment le premier.

(1) Corr. dipl. I. Mémoire du 17/25 déc. 1812 : « Le roi de Sardaigne n'est étranger nulle part en Italie, car ce sont les religions et les langues qui différencient réellement les peuples... »

(2) C'est le mot d'Alfieri qu'il faudrait pouvoir employer : *spiemontizzarsi*, se dépiémontiser. J. de Maistre explique sa pensée en disant : « Présentez la Maison de Savoie à tous les peuples d'Italie qui ont perdu leurs souverains ; tous lui prêteront serment avec joie, si elle s'établit parmi eux ; mais si elle devait toujours siéger à Turin, tous diraient que non... » (Blanc. *Mém.*, p. 373).

(3) Blanc. *Mém.*, p. 373 — Il dit encore 22 juil./3 août 1804. (Arch. di St.) : « Les nations, en général, sont fort indifférentes sur l'origine des familles royales, qui les gouvernent... Mais nulle nation ne veut être gouvernée par une nation... »

(4) (Arch. di St.) 18/30 avril 1809. « Je supplie S. M. de ne perdre de vue ni Gênes d'un côté des Alpes, ni la Suisse de l'autre... Les titres ne font rien. Elle les a tous, puisqu'Elle est Roi ; le reste n'importe pas. Elle pourrait être doge, avoyer héréditaire de Gênes et de Suisse, comme elle était duc de Savoie et comte de Nice... » Cf. Blanc. *Mém.* p. 215.

(5) Blanc. *Mém.* p. 373 : « Soumettez les Lombards ou les Gênois à nos souverains ; ils vous diront tous qu'ils sont gouvernés par les Piémontais... »

(6) Corr. dipl. I. Lettre du 19 mars 1813, cit. pl. haut p. 243. Il ajoute : « (L'Italie) ignore l'ensemble. Dépécée en petits Etats ennemis les uns des autres, je doute qu'elle sache se mettre en mouvement... »

(7) *Id.* 24 avril/6 mai 1813 : « Le (mémoire du duc de Serra-Capriola) est plus large, il embrasse toute l'Italie, montre la convenance de ne donner à la grande

Mais une telle œuvre demanderait une vigueur, une hardiesse inconnue de la Maison de Savoie, qui avait peur des *grands coups*, et en était toujours à la politique d'expectative, à la prudence, dit plaisamment J. de Maistre, de *Frère Vedremo* (nous verrons) (1). Il faudrait que le roi de Sardaigne *caressât l'esprit italien*, qui est appelé à jouer un grand rôle, peut-être à donner le spectacle d'une terrible tragédie (2) : déjà même, il aurait dû se placer à la tête d'un mouvement national contre Napoléon (3). Bien plus, il lui conviendrait d'adopter nettement une politique révolutionnaire, en opposant *l'esprit italien* à *l'esprit autrichien*, qui « est un monstre (4). » En un mot, le roi de Sardaigne doit aspirer à devenir au plus tôt le « chef des Italiens, » sans distinction d'origine ni de parti (5), en employant même, au besoin, des révolutionnaires, en éloignant, s'il le faut, ses meilleurs serviteurs suspects de réaction (6); et il doit représenter fortement la nation italienne, en s'efforçant de « renverser par la base le système des souverainetés étrangères, sources éternelles de prétentions outrées, de plans chimériques, de haines, d'animosités, de souffrances nationales et de catastrophes sanglantes (7)... »

Aussi bien, n'est-ce pas en cela que consiste la vraie grandeur ? « Tous les peuples sont convenus de placer au premier

Maison que les Etats vénitiens, et divise le reste en trois portions : deux séculières et une ecclésiastique. Le mien *cogne* davantage parce qu'il ne touche qu'un point ; mais l'un et l'autre s'accordent parfaitement. » — Cf. les instructions données par Victor-Emmanuel I^{er} au comte d'Agliè et au comte de Maistre en 1813 : il demande la division de l'Italie en quatre grands Etats seulement. — (V. Carutti, II, p. 232).

(1) Corr. dipl. I, 6/18 juil. 1814 : « Notre système timide, neutre, suspensif, tâtonnant, est mortel dans cet état de choses... Il faut avoir l'œil bien ouvert et prendre garde à l'ennemi des grands coups, lequel s'appelle *Frère Vedremo*... »

(2) *Id.* « Prenez garde à l'esprit italien, il est né de la révolution et jouera bientôt une grande tragédie... Caressez l'esprit italien... »

(3) *Id.*, 18/30 avril 1813 : « Je suis bien sûr que V. M., de concert avec l'Autriche, n'oubliera rien pour mettre l'Italie en mouvement... » — En 1804, Victor-Emmanuel, on l'a vu (p. 130), avait manifesté l'intention de jouer un rôle actif dans la coalition. De même en 1809. (Bianchi IV, p. 444 et suiv.)

(4) Corr. dipl. I. 6/18 juil. 1814 : « L'orage grossit toujours sur l'Autriche... Caressez l'esprit italien. L'esprit autrichien est un monstre : on le reconnaît, mais trop tard... »

(5) *Id.* « Que le Roi se fasse le chef des Italiens ; que, dans tout emploi civil et militaire, et de Cour même, il emploie indifféremment des révolutionnaires même à notre préjudice. Ceci est essentiel, vital, capital... »

(6) Blanc, *Mém.* p. 215 : « Si le Roi acquérait un Etat étranger, je serais le premier, moi qui vous parle, à prier le Roi de ne pas m'employer... »

(7) Corr. dipl. I. Mémoire du 17/29 déc. 1812.

rang des grands hommes ces fortunés citoyens, qui eurent l'honneur d'arracher leur pays au joug étranger (1). » La nation italienne a été déjà défendue aussi, au Moyen-Age, par les Papes, qui n'ont pas, d'après de Maistre, combattu comme chefs de l'Eglise, mais qui ont fait « leur devoir de princes italiens et de politiques sages, en prenant parti pour l'Italie (2). » Pourquoi cette œuvre de défense nationale ne serait elle pas un jour reprise par la Maison de Savoie (3) ?

Tout semblait la favoriser en Italie. Il courait dans toute la péninsule comme un frémissement d'espérance en l'indépendance (4) prochaine, comme l'impatience soudaine d'une résurrection nationale (5). On s'organisait pour les luttes prochaines : à Milan, à Mantoue, on créait des écoles, des journaux : à Milan, le comte Porro fondait le *Conciliateur*, qui devenait comme le verbe de l'idée nationale (6). J. de Maistre, malgré son éloignement de l'Italie, n'ignorait pas ce mouvement, et se demandait, dès 1805, si la Maison de Savoie ne pourrait pas en profiter pour augmenter sa puissance (7). Des sociétés secrètes, analogues à celles d'Allemagne, se constituaient, travaillant avec ardeur en vue de l'indépendance et aussi de l'unité italienne, contre Napoléon d'abord, puis contre l'Autriche (8). Est-ce qu'en

(1) Du Pape, liv. II, ch. 7.

(2) *Id.* : « Il est faux qu'il y ait eu une guerre proprement dite entre l'Empire et le Sacerdoce... Ce fut une guerre entre l'Allemagne et l'Italie, entre l'usurpation et la liberté, entre le maître qui apporte des chaînes et l'esclave qui les repousse, guerre dans laquelle les Papes firent leur devoir de princes italiens... Les Papes, comme chefs naturels de l'association italienne et protecteurs-nés des peuples qui la composaient, avaient toutes les raisons imaginables de s'opposer de toutes leurs forces à la renaissance, en Italie, de ce pouvoir nominal... »

(3) Corr. dipl., I, Mémoire du 17/29 décembre 1812 : « Toutes les forces de notre politique doivent donc se tourner à empêcher, s'il est possible, ce fatal contact (de la France et surtout de l'Autriche) et, par dessus tout, à renverser par la base le système des souverainetés étrangères, etc. »

(4) V. dans Bianchi, *Storia della diplomazia*, I, p. 341, le rapport des députés du royaume d'Italie envoyés auprès des puissances alliées.

(5) Stern., II, p. 62. Niebuhr osait dire à la fin de 1814 de l'Italie : « D'une manière ou d'autre, ce pays ne formera qu'un royaume dans le cours d'une ou plusieurs générations. »

(6) Stern., I, p. 245.

(7) Blanc, *Mém.*, p. 361 : « Quant aux Italiens, pris en masse, je crois qu'ils pourraient être aisément séduits par l'idée de jouer un rôle politique après une si longue nullité, et de redevenir une nation. Je sais que ce système ou cet espoir a beaucoup de partisans en Italie. V. M., qui voit les choses de plus près, en sait plus que moi à ce sujet... »

(8) Correspondance de Talleyrand et de Louis XVIII, 28 déc. 1814 : « ...Il existe en Italie, comme en Allemagne, une secte d'*unitaires*, c'est-à-dire de gens qui aspirent à faire de l'Italie un seul et même Etat ; l'Autriche, avertie, a fait

1809 l'archiduc Jean (1), en 1813 le général autrichien Nugent (2); en 1814, lord Bentinck (3), n'avaient pas cherché à soulever les Italiens au nom de l'indépendance nationale ? Et maintenant que les Autrichiens proclamaient, non plus qu'ils venaient délivrer, mais qu'ils avaient conquis l'Italie (4), ne devait-on pas tourner contre eux l'amour de la patrie italienne ? Les Italiens pouvaient-ils supporter longtemps le joug d'une puissance étrangère (5) ? L'Autriche reconnaissait elle-même la fragilité de sa domination. « Nos possessions italiennes, écrivait le ministre de l'intérieur autrichien Strassoldo, ne nous sont assurées que par le pouvoir physique ; le pouvoir moral nous manque absolument (6). »

faire, dans une même nuit, un grand nombre d'arrestations, dans lesquelles trois généraux de division se trouvent compris ; et les papiers de la secte ont été saisis chez un professeur nommé Rosari .. » — Cf. Metternich, t. III, 3 nov 1817. *Mémoire sur la situation intérieure de l'Italie*, « § Les sectes en Italie » : « ... Si la situation, ainsi envisagée, n'a jusqu'ici rien de bien inquiétant, elle doit pourtant nous avertir de ne pas regarder avec indifférence une masse si considérable d'individus, qui, adversaires plus ou moins déclarés de l'ordre des choses existant, pourraient être facilement amenés à jouer un rôle actif et servir à troubler l'ordre public, si quelque puissance cherchait à les réunir, sous le prétexte attrayant de l'indépendance italienne .. »

(1) Proclamation de l'archiduc Jean en 1809 : « Italiens ! écoutez la voix de la vérité et de la raison ; l'une et l'autre vous disent que vous êtes les esclaves de la France... La raison vous dit que, dans un tel état d'avilissement, vous ne pouvez être ni respectés, ni tranquilles, ni Italiens. Voulez-vous l'être une fois ? . Si Dieu protège les vertueux efforts de l'empereur François et de ses puissants alliés, l'Italie redeviendra heureuse, et sera de nouveau respectée en Europe... » (Cit. par Giacometti : *La question italienne*, p. 37).

(2) « Italiens, soyez-en convaincus, par notre serment, vous deviendrez *tous* une nation indépendante. » (Cité par Giacometti, p. 37.)

(3) Proclamation de lord Bentinck, débarquant à Livourne le 6 avril 1814 : « Courage, Italiens ! Nous accourons vous délivrer du joug de fer de Napoléon. Le Portugal, l'Espagne, la Sicile, la Hollande vous diront jusqu'où va la générosité anglaise... L'Italie seule restera-t-elle dans ses fers ? Les seuls Italiens combattront-ils contre leur propre patrie en faveur de la tyrannie et pour maintenir l'Italie esclave ? N'hésitez plus, soyez Italiens ! Nous ne vous demandons pas que vous nous suiviez au-dehors, mais que vous *fassiez valoir vos droits* et que *vous soyez libres !* » (*Id.*)

(4) Après la chute de Napoléon, l'empereur François I^{er} disait aux députés italiens : « Vous savez bien que mes armes *victorieuses* ayant *conquis* l'Italie, il ne peut être question ni de *constitutions* ni d'indépendance. » (*Id.*)

(5) Aff. étr., 285. Lettre du duc de Dalberg. « On trouve là (à Bologne) et à ce qu'on m'a assuré à Parme, à Modène et à Reggio, autant qu'à Milan, des foyers de ce qu'on peut appeler l'Italianisme. »

Id. La cour de Vienne et l'Empereur personnellement sont alarmés de l'action des esprits des Italiens. Ceux-ci sont humiliés de se voir gouvernés par une puissance étrangère. »

(6) Stern, I, p. 246.

Et J. de Maistre, afin d'encourager la cour de Turin à prendre enfin une attitude énergique, montrait que la Maison de Savoie était attendue dans la péninsule, pour prendre la tête d'un mouvement national (1). Il se plaisait à répéter le mot caractéristique d'un *gentilhomme italien* : « Il n'y a pour l'Italie que le roi de Sardaigne (2). » C'était déjà ce qu'avait dit, au dix-huitième siècle, un ami de l'Italie, le ministre d'Argenson (3).

Ce n'était passeulement en Italie, que l'on croyait à la fortune prochaine de la Maison de Savoie. Les hommes d'Etat étrangers s'inquiétaient de la politique qu'elle allait suivre, et s'étonnaient de son inertie (4). En Russie, le principal ministre d'Alexandre, Capo d'Istria, était persuadé qu'avec un peu de hardiesse et de décision, le roi de Sardaigne pouvait devenir le chef de l'Italie et la tourner contre l'ennemi héréditaire : « Si votre prince est placé, disait-il à l'ambassadeur sarde, il pourra monter à cheval sur l'Italie (5). »

Un moment, vers 1814, J. de Maistre avait pensé que l'occasion d'agir contre l'Autriche se présentait : les cabinets de Vienne et de Saint-Petersbourg étaient en désaccord ; de part et d'autre on faisait des armements formidables. De Maistre recommandait à son roi d'être prêt et de se déclarer franchement contre l'Autriche (6). Et il semblait que Victor-Emmanuel

(1) Stern, II, p. 62. L'auteur anonyme d'un écrit, en 1814, recommande le roi de Sardaigne comme un roi d'Italie « dont la main bienfaisante comblerait tous les Italiens. » C'est des princes de son Piémont que Santa-Rosa attendait la délivrance de l'Italie.

(2) Corr. dipl., I, 6/18 juill. 1814. — Cf. Bianchi, *Stor. dell. diplom. in Ital.* I, p. 79 (parti unitaire italien).

(3) D'Argenson, *Mémoires*, III, 432 : « Un jour viendra où le courage italien s'étant conservé en Piémont, le reste de l'Italie retrouvera le sien, sous les étendards du roi de Sardaigne, pour le ressort de la liberté à recouvrer. »

(4) Corr. dipl., I, 6/18 juill. 1814 : « Les ministres des cours ont les yeux ouverts sur nous... et j'ai entendu reprocher à S. M. dans la diplomatie, de laisser passer l'occasion. (Je dis ce qu'on dit et non ce que je crois...) »

(5) Arch. di St. Annexe à une lettre de Rod. de Maistre qui est resté, après le départ de son père, à Saint-Petersbourg. La date est du 18/30 mai 1817 : « J'ai eu, il y a quelque temps, une conversation avec Capo d'Istria. Il me dit entr'autres choses : *Si votre prince est placé*, etc. J'ai cru cette phrase digne d'être rapportée. » — Blanc (Corr. dipl., II, p. 343) fait dire inexactement : « Votre prince est placé, etc. » — Cf. une conversation de Capo d'Istria avec le comte de Brusasque, successeur de J. de Maistre (cité par Cantù, XI, 270) : « Je connais, comme l'Empereur, ce que l'Autriche a fait en Italie ; mais cette conduite, à notre avis, ne doit pas trop vous déplaire, parce que, si des circonstances imprévues portaient la guerre en Italie, elles pourraient vous être fort utiles, et l'idée de l'indépendance italienne, réveillée à propos, pourrait vous procurer beaucoup de partisans et faire grand mal à l'Autriche. »

(6) V. plus haut, *Le danger autrichien*.

eût enfin compris son intérêt à réclamer que l'Italie fût laissée aux Italiens (1).

Les espérances de J. de Maistre furent déçues. L'orage, qui s'amassait sur l'Autriche (2), se dissipa. La Sainte Alliance et le système Metternich parurent se consolider : les grandes puissances étaient décidément indifférentes, sinon hostiles à *l'esprit italien* (3). Du reste, on peut douter que le Piémont, fidèle à sa vieille politique d'équilibre, fût disposé à marcher ouvertement contre l'Autriche. Et puis, des difficultés intérieures se produisaient : les Piémontais ne pouvaient encore être sûrs des Génois nouvellement annexés (4). Tout espoir de réunir les Italiens contre l'ennemi commun sembla perdu. Et la France était morte pour le moment (5), la Russie ne s'émouvait pas, et J. de Maistre n'était pas homme à dire : « L'Italia fara da se. »

On devine la tristesse, le découragement où il fut plongé (6). Est-ce sous cette impression qu'il écrivit son ouvrage du *Pape* qui est peut-être, à certains égards, bien moins un exposé de doctrine politique, qu'un appel à la puissance morale de la pa-

(1) Instruct. au comte d'Aglié et au comte de Maistre, 27 mai 1813 : « Les cabinets qui, n'y ayant aucun intérêt direct, doivent avoir une grande influence dans le congrès, tels que ceux de Pétersbourg et de Saint-James, ne devront-ils pas laisser l'Allemagne aux Allemands et l'Italie aux Italiens ? » — Cf. Instruct. à Ign. de Revel, après Waterloo : « L'aversion des Italiens pour un joug étranger et surtout pour celui des Allemands est si prononcée, si naturelle, et si généralement connue, que je m'abstiens de m'étendre sur ce point important, (Cf. ces documents dans Carutti, II, p. 232 et sq.)

(2) Corr. dipl., I, 6/18 juillet 1814 : « L'orage grossit toujours sur l'Autriche. »

(3) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814 : « Dans la seule conversation officielle que j'ai eue avec lui (Nesselrode), je lui parlai par occasion de *l'esprit italien*, qui s'agite dans ce moment. Il me répondit : « Oui, Monsieur, mais cet esprit est un grand mal, car il peut gêner les arrangements de l'Italie. » Je n'ajoutai rien. C'est un beau raisonnement, comme vous voyez, M. le comte... »

(4) De Maistre n'était pas sans crainte sur les suites de la réunion de Gênes au Piémont. Il écrivait le 26 sept./8 oct. 1814 : « L'acquisition même de Gênes aura les mêmes dangers pour nous. L'union des nations ne souffre pas de difficultés sur la carte géographique, mais, dans la réalité, c'est autre chose. Il y a des nations *immiscibles* : de ce nombre peut-être sont les Piémontais et les Génois, séparés par une haine antique et enracinée... Nous aurons beaucoup à [faire. » Redoutait-il les maladresses de l'administration piémontaise ? Il écrivait encore le 29 févr./12 mars 1816 (post-scriptum) : « J'ai toujours désiré Gênes... J'ai beaucoup travaillé pour cet objet, mais j'ai constamment craint qu'elle ne nous convienne pas, malgré les apparences, et que nous soyons joués. »

(5) Corr. dipl., II, 14/26 sept. 1815 : « La France est morte dans ce moment. Toute la question se réduit à savoir si elle ressuscitera... »

(6) *Id.*, 26 sept./8 oct. 1814 : Pauvre Italie ! ceux qui l'aiment ont fait ce qu'ils ont pu ; mais il faut d'autres machines pour la tirer de l'abîme déplorable où elle est tombée... »

pauté, pour réaliser l'œuvre d'équité qu'attendaient les Italiens contre l'Autriche (1). Cette hypothèse serait presque justifiée par la préoccupation, qu'a, dirait-on, l'auteur, de mettre en relief le rôle national des Papes, « chefs naturels de l'association italienne et protecteurs-nés des peuples qui la composent (2) » contre les Empereurs d'Allemagne, qui n'ont jamais voulu que la servitude de l'Italie. Il suffirait encore, pour expliquer ces sentiments de J. de Maistre envers la papauté, de se rappeler quelles espérances ont fait naître, en Italie, les premières années du pontificat de Pie IX.

Mais le Pape était-il, mieux que la Sardaigne, à même de conduire la guerre de l'indépendance italienne ? C'était à l'Autriche qu'il devait, en somme, d'avoir été rétabli dans ses Etats, et c'était l'Autriche qui dominait dans la péninsule : il n'avait plus guère d'autre rôle que celui de chapelain de Habsbourg (3). L'ouvrage de J. de Maistre ne serait-il pas comme l'expression d'une vive indignation contre l'état actuel de la papauté, contre sa vassalité indigne de sa grandeur passée ?

C'était aussi une éloquente protestation contre l'œuvre des

(1) Blanc, *Mém.*, p. 147 : « Je crois pouvoir conclure, dit M. Albert Blanc, en rapprochant cette idée (de l'indépendance italienne) du rôle souhaité par de Maistre au Pape, que rien, dans cette grandiose conception, n'est dénué de vues pratiques... »

(2) Du Pape, l. II, ch. 7.

(3) Metternich, *Mém.*, III, 3 nov. 1817 : « La Cour pontificale, — même en admettant l'opinion de Manzy, qu'elle protège secrètement la secte des Guelfes, et qu'elle s'en sert, avec l'assistance de Modène, dans le but de contrebalancer l'influence de l'Autriche en Italie et d'étendre la sienne propre, — ne cesse de craindre elle-même que les indépendants et les partisans de l'ancien royaume d'Italie ne fassent éclater la fermentation dans ses Etats. Du reste, le ministère pontifical actuel est trop éclairé, pour ne pas voir que, dans toute l'Italie, il n'y a pas un Etat qui ait plus à craindre d'un mouvement révolutionnaire que le Saint-Siège, et que de plus sa plus grande force réside dans ses étroites relations avec l'Autriche... » — Cf. Alb. Blanc, p. 147 : « Il est impossible à quiconque examinera sérieusement la haine de principes que M. de Maistre professait contre l'Autriche, de croire qu'il ait consenti de bon cœur à ce joug imposé depuis la Restauration au Pontife romain... C'est pourquoi l'abaissement et l'oppression du Pape qu'il déplore, et il meurt en 1821, dans le désespoir de sa cause politique... Pourquoi dans le livre du Pape n'a-t-il rien dit de l'Autriche?... Publié en 1817, le livre devait se faire sur ces sombres questions parce que le danger ne s'était pas révélé avec assez d'imminence..., puis, et c'est là le grand secret, les traités de 1815, en exposant le pauvre roi de Sardaigne aux serres menaçantes de l'aigle autrichienne, interdisaient toute parole imprudente au serviteur d'un Roi, qui n'était pas encore bien sûr d'être solidement assis sur son trône restauré ! Voilà ce qui a ôté au livre sa valeur pratique, et qui même l'a défiguré, en empêchant les esprits peu réfléchis de pénétrer le but de ce magnifique plaidoyer... »

grandes puissances en Italie. Encore une fois, il pouvait écrire, comme en 1787, que, contre toute justice, la politique de l'Europe ne voulait pas permettre à l'Italie d'être une nation (1) »

Certes, dans cette compression de la nationalité italienne, il voyait, avec une douleur cruelle pour sa fidélité, comme un arrêt des destinées de la Maison de Savoie. Mais il y avait chez cet homme du dix-huitième siècle, plus qu'un regret dynastique : — le sentiment profond que l'œuvre du congrès de Vienne était, dans son ensemble, une monstruosité, condamnée par la justice et par le droit nouveau des nations. Ce que la Sainte Alliance avait fait en Italié n'était pas plus digne de durer que ce qu'elle avait essayé d'accomplir en Europe.

On avait pu voir les vainqueurs de Napoléon s'ériger en maîtres absolus de l'Europe. Les quatre puissances, le *grand quatuor* (4), c'est-à-dire l'Angleterre, l'Autriche la Prusse et la Russie, prétendaient remanier à leur gré la carte de l'Europe. Dès l'ouverture du Congrès, n'avaient-elles pas manifesté l'intention d'éloigner les représentants de toutes les autres puissances ? C'est à grand'peine, on le sait, que fut décidée la participation au Congrès des Etats qui avaient signé le traité de Paris (5). Quant aux Etats secondaires, ils n'eurent que le droit d'exprimer des vœux (6) : il leur fut interdit de négocier directement entre eux ou avec n'importe quelle autre puissance (7).

(1) Bibl. civ. di Torino. Lettre du 13 juillet 1787.

(2) Lettre et op., I, 15 août 1794 au baron V. des Etoles.

(3) Corr. dipl., II, 16/28 oct. 1814 : « C'est dans ce moment, plus que jamais, que l'esprit des peuples, totalement corrompu par vingt-cinq ans de brigandage, a besoin d'être rassaini par la noble et sainte politique des souverains : qu'on ne nous parle plus de rois détrônés, de partages, de convenance... »

(4) *Id.*, 15/27 décemb. 1816.

(5) Corresp. de Talleyrand et de Louis XVIII. Lettre du 4 oct. 1814 : « J'étais chez M. de Metternich avant deux heures, et déjà les ministres des quatre cours étaient réunis en séance autour d'une table longue : lord Castlereag, à une des extrémités et paraissant présider ; à l'autre extrémité, un homme que M. de Metternich me présentait comme tenant la plume dans leurs conférences : c'était M. de Gentz... » (L'ambassadeur de Portugal proteste contre son exclusion. Il demande) : « que les huit puissances qui ont signé le traité du 30 mai, et non pas seulement six de ces puissances formeront la commission préparatoire, qui devait mettre en activité le Congrès... » — Cf. D'Angebert, p. 215. Instructions de Louis XVIII, sept. 1814 : « Quelle part auront les petits Etats aux délibérations?... Qui exclura-t-on ? etc. » — Les huit puissances étaient : Autriche, Espagne, France, Gr.-Bretagne, Portugal, Prusse, Russie, Suède.

(6) D'Angebert, p. 252 : « Les cabinets désirent que les plénipotentiaires des autres puissances fassent connaître au premier comité, et ceux des Etats d'Allemagne au second, les propositions et les vœux de leurs gouvernements... »

(7) *Id.*, p. 1529, 58^e séance, 21 sept. 1815 : Annulation du traité conclu à Paris,

C'était, tout de suite, indiquer le caractère du Congrès : l'Europe allait être soumise, avant tout, aux convoitises des grandes puissances (1).

J. de Maistre comprenait autrement l'œuvre qui incombait aux vainqueurs de Napoléon. Il s'était, à plusieurs reprises, dans sa politique diplomatique, posé en « Européen (2) » plutôt qu'en ministre du roi de Sardaigne. Il avait rêvé d'une Europe, où l'équilibre fût assuré (3), où l'heureuse influence de la France pût s'affirmer (4), où fussent incontestés la justice et le droit (5). Comment eût-il pu admettre le système des grandes puissances, qu'il avait pressenti, et qui n'était autre que la force primant le droit ?

Il devait fortement s'élever tout d'abord contre la mise à l'écart des puissances secondaires, « rendues simples spectatrices (6) ; »

le 19 sept. 1815 entre la France et la Sardaigne, pour la cession à la Sardaigne de la partie de la Savoie qui avait été laissée à la France par le traité général du 30 mai 1814.

(1) V. passim, Correspondance de Talleyrand et de Louis XVIII. — V. plus loin, p. 258.

(2) *Mém.* de 1804 : « L'auteur de cet écrit qui est Européen. » — *Corr. dipl.*, I, p. 143 : « Le monde regarde, et il s'agit du monde. Il y a de quoi étouffer. Je souffre comme Européen, je souffre comme sujet dévoué de S. M... » — *Id.*, II, 13/25 juillet 1815 : « L'Européen, en général, semble pouvoir se réjouir sans restriction du succès de cette grande bataille (Waterloo), etc... »

(3) *Mém.* de 1813 : « Les orateurs français n'ont cessé de répandre le ridicule sur cet équilibre qui occupait si fort l'ancienne diplomatie... Il est cependant sûr que ce beau système de l'équilibre existait en Europe jusqu'à un point très remarquable, et que tous nos soins doivent tendre à le rétablir... »

(4) *Corr. dipl.*, I, *Mém.* du 17/29 déc. 1812 : L'axiome prêché depuis dix ans semble plus vrai que jamais : *Point de salut que par la France!* » *Id.*, II, 3/15 juillet 1816 : « L'Empereur de Russie s'est montré le sauveur de l'Europe, et de nous en particulier, en sauvant la France... » — *Id.*, 15/27 déc. 1815 : « Cet état de choses durera jusqu'à la première dissonance qui s'établira dans le grand quatuor, etc. » V. plus haut le chapitre : « *Le concours de la France.* »

(5) *Corr. dipl.*, II, 14/26 sept. 1815 : « On ne voit malheureusement aucune chance de tranquillité pour l'avenir. La justice, de sa nature, produit la paix, comme l'injustice, de sa nature, produit la guerre... » — *Id.*, 15/27 déc. 1816 : « Il n'y a plus que quatre souverainetés en Europe... Toute souveraineté cesse d'être telle, dès qu'elle peut être appelée en jugement, dépouillée, condamnée et même punie... »

(6) V. plus haut le chapitre : « *J. de Maistre et la Société de Pétersbourg.* »

(7) *Corr. dipl.*, I, 27 avril/9 mai 1812 : « N'est-ce pas une chose terrible et bien humiliante pour notre pauvre nature, que l'histoire de la politique ne soit qu'un amas de noirceurs et d'iniquités. »

(8) *Lett. et op.*, I, 29 mars/11 avril 1815 (à M. le chevalier de Rossi ?) : « Voici les trois maximes qui ont présidé aux destinées de l'Europe : 1° La souveraineté doit être estimée, non par son caractère essentiel, mais par sa puissance physique. En conséquence, les puissances qui se sont déclarées ou même faites

et surtout contre le traitement rigoureux infligé à la France : que devenaient donc les proclamations des alliés, qui affirmaient qu'on faisait la guerre à Napoléon, non à la France (2), et que l'on combattait au nom de l'indépendance des peuples (3) ?

Malgré leurs promesses, les souverains alliés avaient « sanctionné publiquement la maxime des divisions, morcellements et adjudications de souverainetés, pour de simples raisons de convenance (4). » A cette politique arbitraire, de Maistre opposait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à choisir leur propre souverain. « Les nations, disait-il, sont quelque chose dans le monde : il n'est pas permis de les compter pour rien, de les affliger dans leurs convenances, dans leurs affections, dans leurs intérêts les plus chers (5). » Et il condamnait cette jurisprudence du Congrès, qui faisait que « les hommes sont partagés et adjugés par tête comme troupeaux (6). »

C'était, d'ailleurs, d'après les mêmes principes que les rois alliés avaient établi « que l'on peut priver une nation, malgré elle, de son légitime souverain, » sans vouloir se rendre compte « que le plus grand supplice pour une nation, c'est d'être commandée par une autre (7). » Ne s'en est-il pas fallu de bien peu que le roi de Saxe ne fût « détrôné par une délibération, par un jugement formel de ses collègues (8) ? » Et de Maistre pouvait

tout à coup *grandes*, ont pris la plume et décidé du sort des autres, rendues simples spectatrices. » — Cf. *Stor. dell. diplom.*, I, pp. 401-402, lettre de Saint-Marsan : « La France et l'Espagne demandèrent que le congrès fût composé des ministres de toutes les puissances. »

(2) Corr. dipl., II, 13/25 juill. 1815 : « Ainsi les alliés (les Anglais surtout) déclarent solennellement qu'ils ne font la guerre qu'à sa personne. »

(3) V. plus haut les proclamations des généraux autrichiens et anglais.

(4) Lett. et op., I, 29 mars/11 avril 1815. Il ajoute : « C'est précisément la maxime de Bonaparte » — comme il disait en 1794 : « C'est l'affreux système de la convenance, avec lequel on nous ramène à la jurisprudence des Huns ou des Hérules (lettre du 15 août à V. des E.) — Cf. ce que dit le secrétaire du Congrès, Fr. de Gentz : « Les grandes phrases de *reconstruction de l'ordre social, de régénération du système politique de l'Europe, de paix durable fondée sur une juste répartition des forces*, etc. etc., se débitaient pour tranquilliser les peuples et pour donner à cette réunion solennelle un air de dignité et de grandeur ; mais le véritable but du congrès était le *partage entre les vainqueurs des dépouilles du vaincu*. »

(5) Corr. dipl., 10/22 août 1814

(6) *Id.*

(7) Lett. et op., I, 29 mars/11 avril 1815.

(8) *Id.*, 16/28 oct. 1814 (à Saint-Marsan) : « Vous avez ôté un poids de dessus mon cœur, en me laissant apercevoir seulement la possibilité que justice soit rendue à S. M. le roi de Saxe. Un roi détrôné par une délibération, par un jugement formel de ses collègues ! C'est une idée mille fois plus terrible que tout ce

répondre aux souverains se plaignant de l'alliance du roi de Saxe avec Napoléon, par le mot de Talleyrand au tsar : « C'est une question de date (1). »

Certe il était en droit de s'étonner que ces princes réunis au congrès, et qui se piquaient de philosophie (2), en fussent venus à violer les « grands principes (3) » d'humanité et de justice. Naguère, ils faisaient appel aux plus nobles sentiments, aux idées de liberté, d'indépendance ; « et cependant, jamais les nations n'ont été plus méprisées, foulées aux pieds d'une manière plus irritante pour elles (4). »

Que n'avaient-ils suivi plutôt l'exemple donné naguère en 1782, par l'intervention équitable et désintéressée de la France, de la Savoie et de la Suisse dans les troubles de Genève (5) !

A défaut de principes, les souverains eussent dû, tout au moins, tenir compte des leçons du passé. « On dit quelquefois

qu'on a jamais débité à la tribune des Jacobins... Si les rois ont le droit de juger les rois, à plus forte raison ce droit appartient aux peuples... »

(1) Corresp. de Talleyrand et de Louis XVIII, 4 oct. 1814. — Cf. lettre de J. de Maistre du 18/30 avril 1813 : « Le roi de Saxe avait d'abord exhorté son peuple à demeurer fidèle à la France, et puis il s'était retiré. Là-dessus, on l'a beaucoup déchiré ; mais en examinant sa conduite de près, je ne crois pas qu'on y trouve rien qui blesse le caractère de cet excellent prince. » — Il dit encore à ce sujet, 16/28 oct. 1814 : « Aujourd'hui, nous pourrions voir un souverain vénérable par l'âge et par la conduite, célèbre par ses vertus domestiques et religieuses, chéri et regretté de son peuple ; nous pourrions le voir, dis-je, après un règne paternel de plus d'un demi-siècle, jugé et déposé par ses pairs et *contre le vœu exprès de ses sujets*, pour s'être trompé sur une question de morale et de politique la plus délicate et la plus importante. »

(2) Lett. et op., I, 29 mars/11 avril 1815 : « Jamais peut-être il n'exista de meilleurs princes, plus humains, plus accessibles, plus raisonnables que les princes rassemblés au congrès. Ce qu'il y a d'étrange, c'est que les plus grands de ces princes se sont laissés visiblement pénétrer par les idées philosophiques et politiques de ce siècle... » — Cf. lett. du 10/22 août 1814 : « Les nations sont quelque chose dans le monde. C'est un plaisir particulier pour celui qui trace ces lignes de rappeler ces maximes en présence d'un souverain, tel que S. M. l'Empereur de Russie, le plus grand protecteur des peuples, le plus religieux observateur de leurs privilèges, le plus ami de l'homme, en un mot, dans tous les sens du terme. »

(3) Lett. et op., I, 16/28 oct. 1814 : « Si le congrès ne s'attache pas fortement aux grands principes, il ne fera que *semmer les dents du dragon*. »

(4) *Id.*, 29 mars/11 avril 1815.

(5) *Id.*, 16/28 oct. 1814 : « Ce fut un grand et magnifique spectacle, un spectacle sublime. admirable à l'excès et pas assez admiré peut-être que celui qui nous fut présenté en 1782, lorsque la France, la Savoie et la Suisse vinrent mettre à la raison une petite république en convulsion, calmèrent ses impertinentes tempêtes, puis se retirèrent sans toucher à son territoire ni à son indépendance, sans égratigner ses fortifications et sans lui donner d'autre ordre que d'être heureuse. »

— Sur cette affaire de Genève, v. Sorel, I, p. 66 et 142.

que les usurpations réussissent : il n'y a rien de plus faux. Voyez comment les *hautes parties copartageantes* se sont trouvées du partage de la Pologne (1) ? »

Et il semble qu'on entende J. de Maistre proclamer la fragilité des traités de Vienne. Le mécontentement est universel : des ambassadeurs des petits Etats, tenus à l'écart et humiliés (2), il s'est étendu aux souverains et aux peuples (3). On a voulu aller contre les lois de la conscience humaine on n'a créé qu'« une semence éternelle de guerre et de haines (4) » et bientôt tout « sera à recommencer (5). »

Les grandes puissances étaient venues au Congrès avec « des plans tout faits : » elles ont pris des décisions solennelles ; mais il s'agit maintenant d'en assurer l'exécution. Il s'agit de savoir si l'Europe voudra subir longtemps la loi qu'on prétend lui imposer (6). Sans doute, cela pourra aller pendant quelques années ; peut-être le *tribunal des quatre puissances*, par l'effroi qu'il inspire (7), parviendra à en imposer au reste de l'Europe. Mais il faut qu'une seule pensée anime ces quatre puissances : au premier désaccord, tout craquera ; et l'on peut prévoir que les puissances de second ordre, s'unissant à la France, injustement abaissée, déchireront les traités de 1815, comme contraires aux droits des nations européennes (8). Peut-être

(1) Blanc, *Mém.*, pp. 318-19. Lettre du 16/28 déc. 1808. — Il revient encore sur cette idée. (*Id.*, p. 334, sept. 1809.) « Quelle terrible leçon que celle du partage de la Pologne ! »

(2) *Mémoires* de Talleyrand, II, 333 : « Les ministres de Bavière, de Danemark, de Sardaigne, commencent à murmurer et on nous a dit qu'ils se concertaient pour faire envers les grandes puissances une démarche tendant à demander si le congrès était formé, et où il devait s'assembler »

(3) Lett. et op., I, 29 mars/11 avril 1815 : « Quel est le résultat ? Le mécontentement universel... Il devait en résulter... de la part de ceux qui n'y ont pas gagné, un mécontentement qui sera toujours prêt à se montrer... »

(4) *Id.*, *id.* Il ajoute : « Il y a donc beaucoup d'éléments incendiaires en Europe. »

(5) *Id.* 16/28 oct. 1814.

(6) Corr. dipl. I, 23 sept./8 oct. 1814 : « Je pense que les grandes puissances se rendent à Vienne avec des plans tout faits ; mais qui sait si tous ces plans pourront être exécutés ? Les puissances de premier ordre peuvent s'entendre assez pour donner la loi *dans le moment*, mais ce moment sera court et la guerre recommencera.

(7) *Id.*, II, 6/18 avril 1817 (annexe) : « Je tremble, pour le Mont Napoléon d'être renvoyé au tribunal des quatre puissances... »

(8) Corr. dipl., II, 15/27 déc. 1816. « Le traité de Paris sera déclaré nul au pied de la lettre, comme attentatoire aux droits les plus sacrés de la souveraineté européenne. »

se préparent-elles déjà à profiter des troubles prochains (1).

Dans ces « puissances de deuxième ordre, » il n'est pas douteux que J. de Maistre ne plaçât les Etats italiens. Comment aurait-il pu, lui, le fidèle serviteur de la Maison de Savoie, ne pas chercher à intéresser le Congrès à ces princes italiens, que l'on avait le tort, en Europe, de juger sans force et sans prestige (2) ? S'il avait pu parler à Vienne, lui, l'ennemi invincible de l'Autriche, aurait-il laissé perdre l'occasion d'appeler l'attention des grandes puissances sur la situation de l'Italie ? Aurait-il négligé de poser, dès 1815, la *question italienne* ?

Comme plus tard, en 1856 (3), l'Autriche se serait, sans doute, refusée à ce que cette question fût posée et discutée : elle déclarait, en effet, au Congrès que « l'Italie, n'étant point destinée à former un corps politique proprement dit, ne présente qu'une réunion d'Etats indépendants compris sous la même dénomination géographique (4). » En conséquence, « les questions relatives à l'Italie » devaient « être traitées séparément et l'une après l'autre (5). » Il n'y avait pas, à proprement parler, d'Italie, il ne pouvait y avoir de *question italienne*. Mais il eût été facile à J. de Maistre de montrer qu'il existait une nation italienne, ou tout au moins, et depuis longtemps, une « association italienne (6). » Et, reprenant sa théorie du droit des nations à se

(1) *Id.*, *id.* « En attendant, il me semble que tous les souverains comprimés par cet état de choses doivent prendre de grandes précautions, pour attacher à leurs actes, sans aucune affectation, certains signes de servitude : car le roi qui obéit n'étant plus roi, tout ce qu'il fait pour obéir ne doit pas durer plus que la nécessité d'obéir... » Et plus loin : « ... Tout étant forcé en Europe, personne n'est content ; et comment un état de choses qui ne contente personne pourrait-il subsister longtemps ? Il faut prendre certaines précautions pour ce moment futur. »

(2) *Id.* 26 sept./8 oct. 1814 : « Je l'ai, d'ailleurs, observé mille fois : les princes italiens n'inspirent point ici l'intérêt qu'on accorde aux autres ; il y aurait beaucoup à disserter sur ce point. »

(3) De Clercq, *Les traités de la France*, VII, p. 82 : « Tout en reconnaissant le droit qu'à l'Autriche de refuser une discussion sur l'Italie, je considère comme de la plus haute importance que l'opinion des puissances, réunies au congrès, à ce sujet, se manifeste d'une manière formelle. »

(4) D'Angebert, p. 424. Séance du 13 nov. 1814 : « Quant à l'observation incidente de M. de Labrador, sur la nécessité de traiter d'abord les affaires générales de l'Italie, M. le prince de Metternich a mis en fait que les questions relatives à l'organisation politique de l'Allemagne diffèrent essentiellement de celles qui regardent l'Italie, l'Allemagne devant former, d'après les dispositions mêmes du traité de Paris, un corps d'Etats unis par un lien fédératif, tandis que l'Italie n'étant point destinée, etc. »

(5) *Id.*

(6) *Du Pape*, I. II, ch. VII.

gouverner elles-mêmes (1), il eût peut-être exprimé les craintes que pouvait faire naître le rétablissement d'une souveraineté étrangère, la restauration de la puissance autrichienne en Italie (2). Que l'Autriche, puissance allemande, dominât en Allemagne : rien de plus naturel, et même rien de plus juste (3). Mais que venait-elle faire, qu'avait-elle fait en Italie ? Et, pour lui, le passé éclairait l'avenir. Il était dans la nature de l'Autriche d'exercer sur les Italiens une domination tyrannique (4). N'avait-elle pas, avant la Révolution, donné, dans son administration de la Lombardie, un spectacle *repoussant* ? (5) Et, depuis, en Vénétie, n'avait-elle pas fait preuve de la plus singulière *ineptie* ? (6) Et les premières mesures de la Restauration n'allaient-elles pas démontrer qu'elle n'avait rien appris ni rien oublié (7) ?

Les Italiens ne savaient que trop ce que leur coûtait la domi-

(1) Arch. di St., 22 juill./3 août 1804 : « Nulle nation ne veut être gouvernée par une nation. » — Et de même (Blanc, *Mém.*, p. 373) : « Ne perdez jamais de vue cet axiome : Aucune nation n'obéit volontairement à une autre. »

(2) *Mém.* du 17/29 déc. 1812 (déjà cité plus haut).

(3) *Id.*, *id.* « L'intérêt le plus évident de la Maison de Savoie, intérêt qu'elle partage avec toute l'Italie, est, sans aucun doute, que celle d'Autriche ne possède rien dans ces contrées, sauf à l'indemniser d'une manière digne d'elle en Allemagne, ce qui paraît aisé... »

(4) Blanc, *Mém.* Lettre datée de Klagenfurth, 9 avril 1803 : (à propos de vexations autrichiennes à Venise) « Les Autrichiens choquent, les oiseaux volent, c'est leur nature. » — Cf. *Mémoire de 1804* (Bianchi, IV. Docum.) : « Ils s'emparaient des caisses publiques et foulaient le pays par des exactions qui faisaient oublier, ou, pour mieux dire, regretter les Français. »

(5) Blanc, *Mém.*, p. 374 : « Transportez ces mêmes Autrichiens chez d'autres peuples, il n'y a rien de si repoussant... » — Cf. Bianchi, *Stor. dell. diplom.*, I, p. 451. *Mém.* du comte de Brusasque sur l'état moral et politique de l'Italie après le congrès de Vienne : « Enfin, sous quelque rapport qu'on examine la situation des Italiens soumis à l'Autriche, sous le rapport administratif, financier, militaire, commercial, ils sont également à plaindre. Ce n'est pas une tyrannie cruelle, c'est une oppression sourde qui pèse sur eux, ils se sentent découragés, humiliés, entraînés, dans un état d'abaissement et de dégradation. »

(6) Blanc, *Mém.*, p. 374 : « Et nous venons de leur voir donner à Venise un spectacle d'ineptie peut-être unique dans la riche et volumineuse histoire des balourdises humaines. »

(7) Aff. étr., 284. De Gabriac, 24 fév. 1816. « La cour impériale semble donc avoir, par des exigences aussi prépotentes, gâté le rôle qu'elle ambitionnait de jouer pendant son séjour à Milan, où elle voulait réunir à elle et confédérer les puissances d'Italie sous son protectorat, tandis qu'elle aurait, dans l'intérieur de ses États de Lombardie, réconcilié le peuple avec la domination autrichienne. Le second but paraît tout aussi manqué que le premier. On me dit que, dans tout le Milanais, les regrets de l'indépendance sont exaltés chaque jour davantage par le mécontentement que cause le poids des impôts, la disparition du numéraire, un gouvernement lourd, avare, illibéral. »

nation (1) autrichienne, ignorante et maladroite, personnifiée dans un gouvernement « lourd, avare, illibéral ; » au témoignage même du prince Czartoryski, ces peuples étaient « désespérés (2). »

Ne semble-t-il pas qu'on entende, un demi-siècle à l'avance, les pressantes doléances de Cavour au Congrès de Paris (3) ? C'est, avec plus de pitié peut-être pour la misère italienne, le même accent de protestation contre la puissance de l'Autriche. Et il n'y faut pas voir seulement un appel éloquent en faveur de la Maison de Savoie, mais encore la vive expression d'une forte haine contre les oppresseurs d'une nation, contre les maîtres de l'Italie, contre les ennemis de l'esprit italien (4).

Si une telle protestation contre les traités de 1815 eût pu être faite et écoutée, c'était peut-être la fortune assurée de la Maison

(1) *Id.*

(2) *Id.*, p. 215-216 : « Je parlais hier de Gênes au prince Czartoryski... Je poursuivis : « Prince, j'ai vu moi-même l'ignorance autrichienne à Venise et l'ignorance espagnole à Florence ; j'en ai rendu compte franchement à S. M. — Vous avez bien fait, dit le prince, *ces peuples sont désespérés... !* »

Cf. Aff. étrang. p. 282 Lettre du marq. d'Osmond, 28 oct. 1814 : « Quoique *protecteurs* de ces pays, (les Autrichiens) y lèvent des contributions onéreuses... et abusent des ressources des pays qu'ils occupent... Ces mesures, ainsi que la différence de langage et des mœurs, excitent en Italie un mécontentement qui va jusqu'à faire regretter les Français. »

(3) « Le jour même où le Congrès prenait fin, le premier ministre de Sardaigne adressait au cabinet de Paris une note très vive, où il posait nettement la question italienne... La situation de la péninsule était, disait-il, plus grave que jamais, grâce à la réaction politique et à l'occupation étrangère. Le mal était surtout imputable à l'Autriche. Cette puissance, ne voulant pas permettre qu'on le guérit, une recrudescence d'agitation révolutionnaire allait certainement se produire au delà des Alpes... La cour de Vienne menaçait le Piémont... Le royaume de Sardaigne était le seul Etat italien qui eût pu à la fois contenir la Révolution et demeurer indépendant. S'il venait à tomber, rien ne s'opposerait plus dans la péninsule à l'omnipotence de l'Autriche. » — (Debidour, Hist. dipl. II, 156-57). V. de Clercq. *Traité de la France*, VII, 82.

Cf. Les protestations du légat du pape Spina, à Vérone en 1822 contre le projet d'une confédération italienne sous la direction de l'Autriche : « L'Autriche, écrivait le cardinal, nous accuse d'indulgence pour les carbonari. Leur nombre est moindre qu'on ne le dit. *Ce qui embrasse toute la population, c'est le nombre de ceux qui haïssent l'Autriche et gémissent de l'asservissement où elle tient l'Italie. Cette haine réunit des opinions différentes...* » (Cit. par Debidour. Hist. dipl. I, p. 188).

Cf. encore le discours prononcé par Victor-Emmanuel le 10 janvier 1859, à l'ouverture des Chambres piémontaises. Il y parlait du ciel qui s'assombrissait, des obligations patriotiques qui incombaient à la Sardaigne et déclarait ne pouvoir rester insensible à *ce cri de douleur* qui s'élevait dans toutes les parties de l'Italie opprimée. (*Id.*)

(4) *Mémoire sur l'état présent de l'Europe*, 1804. — (Bianchi. IV. Docum.)

de Savoie. Elle aurait eu le droit d'espérer substituer bientôt sa prépondérance à celle de l'Autriche en Italie. C'était, peut-être, la Constitution prochaine de cet « Etat fort » réclamé en 1804 par J. de Maistre dans le Nord de la péninsule (1), et dont la formule fut donnée plus tard par Napoléon III, proclamant « l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique... »

Mais des titres militaires ou diplomatiques ne pouvaient suffire à justifier l'ambition de la Maison de Savoie, même aux yeux des populations italiennes, qu'elle aspirait à gouverner. Et, à la protestation de J. de Maistre, il eût été aisé de répondre que le gouvernement Piémontais n'était guère meilleur que celui de l'Autriche. Le Piémont devait moins compter sur ses armes ou sur les traités que sur de sages maximes de gouvernement pour conquérir cet *esprit italien* en dehors duquel, J. de Maistre en avait conscience, il était désormais impossible de rien fonder.

(1) *Id.*

LIVRE IV

LE GOUVERNEMENT

DE LA MAISON DE SAVOIE

CHAPITRE I

Les idées politiques de Joseph de Maistre.

Le système d'agrandissement de la Maison de Savoie ne doit pas, dans l'époque présente née de la Révolution, comprendre seulement une politique extérieure nouvelle, une politique italienne, nationale, — substituée à la « politique de l'artichaut, » Une transformation analogue, de caractère révolutionnaire également, doit s'opérer dans le gouvernement des Etats piémontais : elle sera la condition même de l'heureux succès de la politique italienne, qui s'impose à la Maison de Savoie. Voilà ce qu'a compris très nettement J. de Maistre ; voilà ce qu'il n'a cessé de dire à son souverain.

Tout se tient, tout s'enchaîne dans cette conception nouvelle de la politique du Piémont. La fidélité de J. de Maistre sait se dépouiller du fanatisme de secte ou de parti (1) pour essayer de profiter de la situation nouvelle de l'Europe et surtout de l'Italie, telle que l'a faite la Révolution. Et d'ailleurs, en lui-même, sous le défenseur ardent, chevaleresque de la monarchie de droit divin, reparait, presque malgré lui, l'homme du dix-huitième siècle, foncièrement rationaliste, d'esprit libre et dégagé de superstitions et de préjugés.

On ne comprendrait pas, en effet, J. de Maistre, si l'on jugeait son système de gouvernement d'après ses œuvres théoriques : les *Considérations sur la France*, l'*Essai sur le principe générateur*, *Du Pape*, surtout *Les Soirées de Saint-Pétersbourg*. Encore même trouverait-on dans ces ouvrages, — nous le verrons plus loin, — bien des traits qui contrediraient l'idée qu'on s'est faite généralement de l'esprit politique de J. de Maistre. Le théoricien peut se permettre une grande variété de spéculations ;

(1) Corr. dipl., II. Lettre du 15 nov. 1814 : « Je suis, M. le comte, un grand philosophe en fait de révolutions ; je le suis au point d'avoir quelquefois déplu aux fanatiques : je ne fais aucune distinction de partis... »

mais, quand il s'agit de l'agrandissement de la Maison de Savoie, le théoricien, en J. de Maistre, fait aussitôt place à l'homme d'Etat, défiant des théories et des systèmes.

A. LE THÉORICIEN

Sans doute, à s'en tenir aux apparences, de Maistre est un défenseur acharné, intransigeant, de la monarchie absolue. Il semble que, dans ses ouvrages, il se soit imposé de prendre en tout le contre-pied des principes de la Révolution.

La Révolution avait proclamé la souveraineté de la volonté nationale. De Maistre prétend démontrer, par la raison et par l'histoire, que l'exercice de cette souveraineté est impossible, autant qu'un « cercle carré (1). » Comme Hobbes, il affirme que l'homme doit être *gouverné* (2), et il ne peut l'être que par un roi (3). « Point de nation, dit-il, sans souverain. » Ce droit de gouvernement, les rois le tiennent non du peuple, mais de Dieu : le peuple n'a pas même le droit de constituer une royauté (4).

La royauté doit être très puissante, incontestée dans ses actes aussi bien que dans son principe : ainsi l'était la monarchie française, telle que l'avaient faite Richelieu et Louis XIV (5). Elle a besoin, par suite d'une force matérielle, pour s'assurer l'obéissance passive, pour empêcher tous les désordres, que, suivant

(1) *Consid. sur la Fr.*, ch. IV : « Insistons sur ce point fondamental, que le souverain sera toujours à Paris, et que tout ce fracas de représentation ne signifie rien ; que le *peuple* demeure parfaitement étranger au gouvernement, qu'il est plus sujet que dans la monarchie, et que les mots de *grande république* s'excluent comme ceux de *cercle carré*... »

(2) *Du Pape*, II, 1 : « L'homme, en sa qualité d'être à la foi moral et corrompu, juste dans son intelligence, et pervers dans sa volonté, doit nécessairement être gouverné... »

(3) *Id.* Il écrit à son beau-frère, le chevalier de Saint-Réal : « Qu'est-ce qu'une nation ? c'est le souverain et l'aristocratie. Il faut peser les voix et non les compter... » (Lettres et op. I, 22 déc. 1816/3 janv. 1817).

(4) « Voilà, dit-il de Bernadotte, un soldat élu de sang-froid par les représentants d'une nation ; c'est un événement plus triste peut-être que le meurtre du roi de France. » (Lettre du 24 avril/5 sept. 1810). Il dit ailleurs (Corr. dipl. II, 16/28 mai 1816) : « Il est bien à désirer qu'on en revienne aux anciennes idées, suivant lesquelles, pour faire un prince, il faut qu'un prince et une princesse viennent dans l'église promettre de nous en donner. Toute autre manufacture doit être fermée et déclarée nulle... »

(5) *Du Pape* II, 3. — Cf. *Consid. sur la France*, ch. VIII. De l'ancienne constitution française.

la théorie de J. de Maistre, la nation aurait à expier. Cette force, de Maistre la personnifie dans le bourreau (1), qui devient pour lui, « la pierre angulaire de la société. » Grâce à l'œuvre sanglante, qui s'accomplit sur l'échafaud, l'expiation individuelle empêche l'expiation nationale et contribue à maintenir l'ordre et l'unité dans l'Etat (2). De telle sorte que le système politique de J. de Maistre semblerait se réduire finalement à une terreur permanente, matérialisée dans la royauté absolue et dans le bourreau.

Après cela, qu'on aille lui parler de limiter par des lois écrites l'autorité des rois. Sa verve railleuse se donne libre carrière contre les efforts de la Révolution pour fonder un gouvernement constitutionnel (3). Il prétend démontrer l'inutilité des constitutions et des assemblées politiques : et, oubliant que la Bible, l'Evangile, le droit romain sont *écrits*, il proclame que toute institution qui résulte d'une délibération d'assemblée, et qu'on a *écrite*, est fatalement éphémère (4).

Ainsi, négation de la souveraineté nationale, mépris des constitutions, par lesquelles elle peut se manifester et doctrine de la souveraineté illimitée des rois : voilà bien la contre-révolution, telle que semble la comprendre de Maistre. Une des conséquences logiques de ce système, c'est qu'après avoir nié les droits du

(1) On trouve la même idée dans Mélanchthon (*Epitome philosophiæ moralis* II, 4) : « Nervus protestatis politicæ præcipuus et summus est *supplicium capitale*. »

(2) *Soirées de Saint-Petersbourg*, 1^{er} entretien : « Toute grandeur, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur : il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible : dans l'instant même, l'ordre fait place au chaos... » — Il affirme encore, dans sa Corr. dipl. (I, 9/21 avril 1812 : la nécessité du bourreau ; selon lui, l'espèce humaine est incapable d'amélioration ; il faut donc une police et une justice des plus rigoureuses. « Il est fâcheux, dit-il, qu'une potence soit un meuble nécessaire d'administration publique ; cependant rien n'est plus vrai... » — Cf. Lettre et op. I, 2/14 févr. 1816 (au prince Koslowsky) : « Je suis bien fâché de différer énormément avec vous sur un objet capital ; je veux dire la *peine de mort*. Non seulement, je crois qu'il ne faut pas l'abolir, mais je crois que toute nation qui l'abolit se condamne, autant qu'il est en elle, à la seconde place... »

(3) *Consid. sur la France*, ch. VI. « L'homme peut, sans doute, planter un pépin, élever un arbre, le perfectionner par la greffe, et le tailler en cent manières ; mais jamais il ne s'est figuré qu'il avait le pouvoir de faire un arbre. Comment s'est-il imaginé qu'il avait celui de faire une constitution ? Toutes les constitutions libres, connues dans l'univers, se sont formées de deux manières. Tantôt elles ont, pour ainsi dire, *germé* d'une manière insensible... »

(4) Lettres et op. I, 15/27 août 1811 : « *Expressa nocent, non expressa non nocent*. Aucune loi véritablement fondamentale et constitutionnelle ne peut être écrite, et si elle est écrite, elle est nulle. »

peuple, il en vient à supprimer les droits de l'homme, de l'individu. La Révolution n'avait-elle pas été essentiellement « individualiste ? » Elle avait *déclaré* les droits de chaque citoyen et elle s'était efforcée de donner à chacun les moyens d'exercer ses droits. Elle l'avait affranchi de ce qui pouvait gêner sa liberté d'action, de la corporation, de la tutelle administrative des intendants, de l'Etat même qui avait jusque-là absorbé presque toutes les forces individuelles ; et cet affranchissement avait été tel, qu'il avait paru, un instant, compromettre l'unité nationale, et faciliter des sécessions, soit individuelles, soit provinciales. — De Maistre, au contraire, soutient le droit souverain, omnipotent de l'Etat sur les individus. Il est entièrement Romain dans cette conception politique, et ne cache pas son mépris pour la Grèce, qui « est née divisée (1), » et dont on a exagéré les exploits, dont on a voulu à tort faire un grand peuple : le défaut d'unité le prédisposait à l'impuissance. Rien ne montre mieux tout le danger des libertés particulières, individuelles, qui brisent l'unité indispensable à l'existence de la nation : elles ne protègent, en somme, que des égoïsmes : et alors n'est-ce pas comme une dispersion, un émiettement de la nation même ? Les libertés de caste ou de classe, de Maistre n'en veut pas davantage : car les classes en viennent à former des sociétés à part, et leurs intérêts sont souvent en lutte avec ceux de l'Etat : l'unité nationale est encore en péril.

Sans doute, de Maistre admet, auprès du souverain, un ensemble de familles nobles qui l'aident à gouverner, mais avec qui il serait sacrilège de partager le pouvoir. Voici, par exemple le tsar de Russie, qui est un prince libéral : il a raison de l'être ; mais à quoi bon manifester son libéralisme dans les lois, dans une organisation nouvelle de son gouvernement ? Il veut donner au Sénat sa propre souveraineté judiciaire, au conseil d'Etat une sorte de pouvoir exécutif (2) : n'est-il pas évident que ces deux corps vont cesser d'être des instruments du pouvoir, et devenir, au détriment de l'unité de gouvernement, de véritables pouvoirs ? C'est là, précisément, le danger : les familles nobles doivent former non une aristocratie, mais un patriciat ; elles sont non une « souveraineté » ni même une part de la souveraineté, mais un « prolongement de la souveraineté (3). Elles don-

(1) *Du Pape*, I, IV.

(2) Lettres et op. I, 15/27 août 1811. — Cf. Corr. dipl. I, 1811 et 1817 ; les lettres des 10/22 sept. 1811 — 10 nov. 1811 — 5/17 août 1812 — 2/14 sept. 1812 — 3/15 mai 1812. Il y est parlé des idées libérales d'Alexandre.

(3) Lettres et op. I, juill. 1802.

nent des conseils, exécutent les ordres du roi, rendent en son nom la justice veillent au maintien des traditions : ainsi la noblesse de l'Empire romain. Ainsi la noblesse de robe et d'épée en France ; mais elles n'en sont pas moins tenues, comme le reste de la nation, à l'obéissance la plus complète.

Il est surtout un devoir qu'elles ont à remplir et auquel elles ont trop souvent failli : c'est le respect, c'est même la défense de la religion. La Révolution française a porté sur la religion une main sacrilège. Elle n'a, il est vrai, été que trop amenée à cette profanation non seulement par les lettrés, mais aussi par le clergé lui-même, « que les richesses, le luxe et la pente générale des esprits avaient fait dégénérer, » et surtout par la noblesse, qui a commis le crime de s'allier aux philosophes contre la religion, et dont la « dégradation morale » a été une des principales causes de la Révolution. Les nobles ont terriblement expié cette dégradation. A eux de n'y pas retomber. Qu'ils soutiennent donc avec vigueur la cause de l'Eglise ; ils mettront fin, aussi, au mouvement révolutionnaire, qui a été leur expiation (1).

Et ce n'est pas seulement à la noblesse qu'il appartient de se poser en protectrice de l'Eglise. Les rois ont un intérêt primordial à s'appuyer sur elle : « Si j'étais athée et souverain, je déclarerais le Pape infaillible, par édit public, pour l'établissement et la sûreté de la paix dans mes Etats (2). » On ne peut douter, en effet, que tout souverain, qui s'efforce de propager le *christianisme légitime*, s'assure un long règne et « de grands succès » en même temps qu'une « immense réputation (3). » Comment le pouvoir royal peut-il être rétabli dans son intégrité ? Evidemment, par la victoire de la contre-révolution sur la Révolution. Or, la Révolution française est « satanique (4) ; » c'est-à-dire anti-religieuse : par suite, « si la contre-révolution n'est pas divine (c'est-à-dire religieuse), elle est nulle (5). » Les souverains ont

(1) Lettre et op. II, p. 262. Lettre au comte Potocki sur la chronologie biblique : « Le patricien est un prêtre laïque : la religion nationale est sa première propriété et la plus sacrée, puisqu'elle conserve son privilège, qui tombe toujours avec elle. Il n'y a pas de plus grand crime pour un noble que celui d'attaquer les dogmes. Avouez qu'il en a bien pris à la noblesse française d'avoir fait alliance, dans le dix-huitième siècle, avec la philosophie. Voilà son crime et l'origine de tous ses maux... »

(2) *Id.* I, 1/13 décem. 1815. A S. R. Mgr l'Archev. de...

(3) *Du Pape* L. III.

(4) *Consid. sur la France* : « Il y a dans la Révolution française un caractère satanique. »

(5) Lettre et op., I, sept. 1815.

donc tout intérêt à se préoccuper de rendre leur force aux idées religieuses, et ils ont pour cela sous la main un instrument merveilleux, dont la vertu éducatrice ne saurait être contestée, et à qui l'on doit confier la jeunesse : « Les Jésuites seuls peuvent combattre la secte impie, révolutionnaire, qui proclame des dogmes contraires à la sécurité des trônes (1). »

Au surplus, lisez l'histoire : n'est-ce pas l'Eglise qui a soutenu constamment la monarchie française, qui, depuis les Mérovingiens, lui a fourni ses meilleurs, ses plus grands ministres ? Qui sait si le retour à un gouvernement de caractère ecclésiastique ne serait pas le salut ? « A la place de tous ces grands ministres qui, depuis vingt ans, jouent au plus rusé sur la scène du monde, imaginez des frères capucins, qui auraient enseigné à soigner son bien et à respecter celui des autres : l'univers serait en paix et souverain maître chez lui (2). »

L'appui de l'Eglise et les conseils de la noblesse complètent le système monarchique de J. de Maistre. Ce système, on le voit, est tout d'une pièce, rigoureusement logique : le principe de l'expiation admis, il semble des plus fortement constitués. Tout y aboutit à une même conclusion, à la négation des principes de la Révolution : il est, dans toutes ses parties, essentiellement contre-révolutionnaire.

Cela même ne suffit pas à J. de Maistre. Entraîné par sa fougue, il veut accentuer encore ce caractère d'opposition absolue aux tendances et aux idées du dix-huitième siècle : il essaye de donner pour fondement à sa théorie politique non la « table rase » des philosophes, mais la tradition, — non la raison, mais la foi. Et c'est à la religion, tant combattue par son siècle, qu'il s'adresse pour justifier sa théorie de la royauté absolue. Toute la philosophie politique de J. de Maistre se déduit, en effet, de la présence du mal sur la terre, conséquence de la dégradation, de la chute de l'homme primitif : ce qui amène la nécessité d'une expiation.

(1) Lettres et op. II. *Cinq lettres sur l'Education publique en Russie*. Lettre V. — Cf. Corr. dipl. II. Lettres sur les jésuites en Russie : 21 décem. 1815/2 janv. 1816 — 24 décem. 1815/5 janv. 1816 — 15/27 fèv. 1816 — 18/30 janv. 1816. — Cf. encore. Lettre et op. I, 22 décem. 1816/3 janv. 1817, (au chevalier de Saint-Réal) : « Je n'ai jamais dit que les jésuites sont nécessaires ; je crois seulement qu'ils seraient immensément utiles, politiquement et théologiquement. » — Il dit encore (*id.* oct. 1815) : « En attendant d'autres événements, on peut tenir pour certain que l'épouvantable révolution, dont nous venons d'être les témoins, n'est que la préface d'une autre. Il faut être en garde contre les nouveautés, en rétablissant surtout l'éducation religieuse, et la rendant pleinement au sacerdoce... »

(2) Corr. dipl. I, 7/19 oct. 1812.

On sait que, pour lui, cette expiation s'accomplit, régulièrement et constamment, par deux actes, qui, au premier abord, paraissent incompréhensibles : la guerre et la peine de mort. C'est pour arrêter le fléau de la guerre, punition des vices et des désordres, que J. de Maistre constitue un pouvoir très fort, capable de « comprimer les désordres qui amènent cette terrible purification (1). » Toute sa théorie aboutit, par une déduction rigoureuse, à la même conclusion que la philosophie matérialiste de Hobbes, — à la nécessité du despotisme.

Cette lutte contre la Révolution en faveur de la monarchie de droit divin, de Maistre l'a poursuivie sans relâche. Il a une cause à soutenir ; il n'écrit pas pour faire œuvre d'artiste : chaque page est un combat qu'il livre. Il fait, pour ainsi dire, œuvre de journaliste. Et il ne se contente pas de rester sur la défensive : il est pour la violence agressive, et souvent, comme dit Sainte-Beuve, son esprit « s'éveille au matin, l'épée hors du fourreau, et voudrait tout saccager (2). » Chez ce théologien laïque, paraît l'esprit militant de cette compagnie de Jésus, qu'il avait appris, tout enfant, à aimer (3) : il marche, l'épée au clair contre la Révolution, comme, au seizième siècle, les disciples de Loyola s'avançaient contre le protestantisme triomphant. La défense est une attaque des plus vives : le mot violent éclate dans chacune de ses ripostes (4). La Charte de 1814 n'est qu'une « guenille (5). » Locke n'est « fameux » que « parce que nous

(1) *Consid. sur la France*, ch. III. « Il n'y a qu'un moyen de comprimer le fléau de la guerre, c'est de comprimer les désordres qui amènent cette terrible purification... »

Cf. *Soirées de Saint-Petersbourg*, 1^{re} et 2^{me} entretien.

(2) Cf. encore Sainte-Beuve, *Revue des Deux-Mondes*, juil.-août 1843 : « Il y a de la guerre dans son fait, du Voltaire encore. C'est la place reprise d'assaut sur Voltaire, à la pointe de l'épée du gentilhomme... »

(3) Lettres et op. Préface : « Il avait neuf ans, lorsque parut le funeste édit du Parlement de Paris (1763) ; il jouait un peu bruyamment dans la chambre de sa mère, qui lui dit : « Joseph, ne soyez pas si gai ; il est arrivé un grand malheur !.. Le ton solennel dont ces paroles furent prononcées frappa le jeune enfant, qui s'en souvenait encore à la fin de sa vie... »

(4) Il dit de lui-même : « Lorsque j'écris, j'obéis à une espèce d'inspiration ou de transport, car je suis réellement transporté. L'expression qui rend le plus vivement ma pensée est toujours celle que je choisis : ou plutôt je ne choisis rien, les expressions se précipitent : *monte decurrens velut amnis...* » (Blanc. *Mém.* p. 171). — Et encore : « Le comte de Stedding me demandait ce que je pensais de ce livre ; je lui répondis que je me servais de l'artillerie de ces messieurs pour les tuer... » (*Id.*, p. 352).

(5) Corr. dipl. II, 13/25 oct. 1816.

sommes abrutis (1); et l'on sait ce qu'il dit des philosophes du dix-huitième siècle (2). Mme de Staël, qu'il a connue à Lausanne (3), n'est même pas épargnée et n'est plus qu'une « impertinente femmelette (4) ».

Parfois, à vrai dire, il se plaint du ton injurieux que la polémique courante a mis à la mode. Il déplore ces haines passionnées, qui naissent des débats politiques, ces « jugements outrageux » que provoquent les différences d'opinions : pour un peu, il prêcherait la tolérance des idées (5). Mais bientôt, sa véhémence naturelle reprend le dessus et s'exerce sur tous ses adversaires ; et lorsque le mot fort et énergique vient sous sa plume, pour caractériser ceux-là mêmes qui lui sont chers, il n'hésite pas à l'employer. Cette France qu'il aime tant, il va jusqu'à dire d'elle qu'elle est « lépreuse » et qu'elle le sera jusqu'à ce qu'elle ait obéi à la loi (6) ». Après la Restauration, ses traits n'épargnent pas ses coreligionnaires politiques : « Rangez-vous, messieurs et mesdames. La seule différence que j'aperçois entre cette époque et celle du grand Robespierre, c'est qu'alors les têtes tombaient, et qu'aujourd'hui elles tournent (7). » Les concessions des princes lui semblent un signe effrayant de

(1) Lettres et op. II. Cinquième paradoxe, p. 143. — Cf. *Soirées de Saint-Petersbourg* : cinquième entretien : jugement sur Bacon ; vingt-sixième entretien : jugement sur Locke.

(2) *Soirées de Saint-Petersbourg*, quatrième entretien (au sujet de Voltaire) : « L'anathème divin fut écrit sur son visage. » — Cinquième entretien : « La philosophie du dernier siècle, qui formera aux yeux de la postérité une des plus honteuses époques de l'esprit humain... »

(3) Lettres et op. I, août 1805, à Mme la marquise de Priero : « N'ayant étudié ensemble ni en théologie ni en politique, nous avons donné en Suisse des scènes à mourir de rire, cependant sans nous brouiller jamais... »

(4) *Id. id.* « Je ne connais pas de tête aussi complètement pervertie... » — *Id.*, 20 août 1818 : « Si vous croyez que l'ouvrage d'une impertinente femmelette (*Les Considérations*), qui ne comprend pas une des questions qu'elle traite, mérite un rapport officiel... » Et plus loin : « Si vous jugez cette brillante guenille digne d'un rapport officiel... »

(5) Corr. dipl. I. Lettre du 1/13 févr. 1811 (au ch. Rossi) : « Ces temps sont bien tristes ; les passions se mêlent à tous les débats politiques ; chaque différence d'opinion produit des jugements outrageux et par conséquent des haines, c'est une chose étrange qu'à l'époque où les hommes se sont donné le plus de torts, ils ne veulent s'en pardonner aucun, et, ce qui est pire encore, qu'ils veulent regarder comme des erreurs monstrueuses, et pour ainsi dire comme des forfaits, des opinions qui ne peuvent être jugées que par les événements futurs... »

(6) Corr. dipl. II, 27 avril/9 mai 1817 : « Je serais tenté d'écrire aussi sur la lèpre, quand je pense à la France, qui est aussi lépreuse... »

(7) Lettre et op., I, mars 1819. Lettre au chevalier d'Oiry.

démoralisation, et il déclare qu'il n'ose plus attaquer l'esprit révolutionnaire, de peur d'atteindre ceux qu'il veut respecter (1).

D'ailleurs, cette véhémence naturelle, il s'efforce peu de la réprimer : dans certains cas, il l'accentuerait plutôt. Il est, en effet, paradoxal, et à dessein, exagérant de parti pris sa propre pensée. C'est ainsi que, pour défendre le christianisme contre les assauts de la philosophie, il proclame la nécessité de ne rien sacrifier de la religion chrétienne, pas même les superstitions qui, dit-il, doivent être regardées « comme des ouvrages avancés » du catholicisme (2) ; c'est dans cet esprit d'intransigeance paradoxale qu'il écrit ses *Lettres sur l'Inquisition*, où il tente l'apologie de ce tribunal, dont le dix-huitième siècle avait transformé les juges en accusés (3). Encore une fois, de Maistre écrit le plus souvent, non seulement en théoricien, mais en pamphlétaire qui n'a qu'un but, prendre corps à corps l'adversaire et le terrasser.

Sans aucun doute, il est convaincu, mais d'une conviction générale, qui s'applique non aux arguments de détail, mais à l'idée dominante de son sujet. Il veut, en entraînant son adversaire jusqu'aux limites de l'opinion opposée, l'obliger à mesurer le chemin parcouru, et à faire retour sur lui-même : « Dans toutes les questions, écrit-il lui-même, j'ai deux ambitions : la première, le croirez-vous ? *ce n'est pas d'avoir raison*, c'est de forcer l'auditeur bienveillant de savoir ce qu'il dit (4). » Et, pour cela, il procède par une sorte d'intimidation dédaigneuse ; il ne comprend pas qu'on ne l'entende pas ; il veut imposer son « despotisme d'opinion (5). » Est-il même bien sûr qu'il songe à se faire « entendre » ? Il semble plutôt, dans sa fougue de polémiste, s'efforcer, avant tout, de jeter le trouble dans l'esprit de ceux auxquels il s'adresse (6), de les dérouter par une violence hautaine et de les réduire ainsi au silence. Il se croit toujours

(1) Corr. dipl., II, 15/27 déc. 1814 : « Les hommes qui se trompent dans ce moment sont trop respectables, pour qu'il me prenne envie de les attaquer dans une imprimerie... » — Cf. Lettre et op., I, 1/13 déc. 1814 (à de Bonald) : « Je ne vous dis rien de la politique ; elle ressemble à tout le reste, les noms seuls ont changé, les principes sont les mêmes... » Et plus loin : « Laissez-moi vous dire une bêtise qui n'est pas tout à fait bête ; je crains les scélérats en France moins que les honnêtes gens... »

(2) Soirées de Saint-Petersbourg, X^e entretien.

(3) *Lettres sur l'Inquisition*, *passim*.

(4) Cf. Sainte-Beuve, article cité.

(5) Lettre et op., I, 17/29 mai 1805.

(6) *Id.*, I, 26 janv. 1820 : « Croyez que le chapitre sur la Russie tombera à Saint-Petersbourg comme une bombe... »

en présence de celui qu'il attaque de sa plume. Il a comme des raffinements de cruauté pour l'adversaire et ne sait pas toujours rejeter les joies les moins nobles de la polémique. Il éprouve un réel plaisir à tracasser l'ennemi, à le mettre hors de lui-même, à l'exaspérer à force de paradoxes.

Cette provocation continuelle accompagne des procédés de polémique, où la plaisanterie facile et superficielle remplace parfois les arguments. Son *Examen de la philosophie de Bacon* n'est rien moins qu'un « examen » : c'est un très vif article de journal contre la philosophie du dix-huitième siècle, trop enthousiaste, à son gré, de l'auteur du *Novum organum* : c'est une diatribe, un réquisitoire passionné contre le philosophe anglais. Qu'on juge, par la manière dont il apprécie le titre de l'ouvrage, d'un de ces procédés de critique : « J'ignore la sagesse qui provoque un nouvel organe, autant que celle qui proposerait une nouvelle jambe (1)... » Il s'en tire, on le voit, par une calembredaine, et la plupart des citations qu'il emprunte à Bacon sont faites dans ce même esprit, où le ton souvent burlesque de la forme le dispute à l'infidélité de la traduction (2). Et peu s'en faut qu'il ne résume, ailleurs, son jugement sur Buffon dans un à-peu-près de mauvais goût, en l'appelant : *Bouffon* (3).

Tel est J. de Maistre, polémiste. Telle est, mêlant aux anathèmes les jeux de mots, sa façon de défendre la religion et l'autorité absolue des rois. Est-ce bien là l'idée qu'on peut se faire d'un défenseur du droit divin ? Veillot a eu beau écrire : « La chaire, aujourd'hui, c'est la presse (4) » ; on se figure malaisément un Père de l'Eglise, appartient-il à notre siècle, qui consentit à adopter les procédés de polémique employés parfois par

(1) Exam. de la philos. de Bacon, Cf. Lettre et op., 28 août 1818 (au prince Koslowsky), il y fait une très vive critique de l'ouvrage de Mme de Staël. Considérations sur la Révolution française, où, dit-il, « toutes les erreurs de la Révolution sont concentrées et sublimées... »

(2) Ch. de Rémusat. *Revue des Deux-Mondes*, mai 1857.

(3) Lettre et op., I, 15 nov. 1817 (à de Bonald) : « Vous faites aussi bonne justice de M. de Buffon... Je m'entretenais un jour avec un terrible répétiteur piémontais, sans goût ni grâce, ni linge blanc, mais, du reste, profondément instruit. Buffon m'ayant passé dans la tête, je dis à mon savantasse : « Abbate mio, cosa pensate del nostro gran Buffon ? » Alors, avec un ricanement à faire peur, il me répondit en haussant les épaules, et jouant sur le mot : Gran Buffone ! »

(4) Ch. de Mazade. *Revue des Deux-Mondes*, 15 juillet 1863 : Un *pamphlétaire catholique* : « M. Veillot, dans sa vie de lettré, n'est point sans avoir eu quelques illusions sur le genre et le degré de ses aptitudes. Il a eu, notamment, l'illusion d'être un J. de Maistre, et peu s'en faut qu'il n'ait toujours pris pour une personnalité violente toute discussion sur l'éminent auteur du *Pape*. »

de Maistre. Est-ce à dire qu'il faille mépriser le talent du hardi écrivain et le représenter « tirant la canne et le bâton devant l'arche (1) ? » Il reste toujours en lui quelque chose de cette dignité de patricien, qui l'empêche de prendre une attitude vulgaire. Mais il a fort à faire pour s'arrêter à temps et ses aristocratiques dédains ne s'étendent pas toujours à l'injure ni à la plaisanterie, un peu grosse et même triviale.

C'est que, quoi qu'il en ait, il a pris les allures et le ton de ce dix-huitième siècle, si agressif, si sarcastique, et dont presque tous les ouvrages sont comme autant d'articles de journaux, écrits pour un temps, où l'on avait la patience de suivre le complet développement d'arguments vivement présentés. Et l'on se reporte au jugement d'Edmond Schérer, qui appelle de Maistre « un Voltaire retourné ».

Et, en effet, il rappelle, en beaucoup de points, la manière de Voltaire, si l'on néglige quelques traits de mauvais goût, auxquels parfois l'abus de l'esprit ou l'improvisation hâtive l'entraîne ; et encore, Voltaire en est-il toujours exempt ? Il a la force d'expression, la puissance d'images, et aussi la vivacité de ton, l'allure leste, qui caractérisent les grands écrivains du dix-huitième siècle. Certes, ce style a ses faiblesses et de Maistre les reconnaît lui-même. Toutefois, il ne tient nullement à se corriger ni de la chaleur de style, ni de « certaine ironie parisienne » que les bureaucrates de Cagliari s'avisent un jour de lui reprocher (2). « Voulez-vous, réplique-t-il, avoir un feu qui ne brûle pas et de l'eau qui ne mouille pas ? » Ce côté gouailleur, fait de bravoure et aussi de bravade, et qui se retrouve dans l'esprit parisien, est loin de lui paraître un défaut. Il a, d'ailleurs, conscience des procédés qu'il emploie, il n'est pas dupe de ses catégoriques hardiesses, et, lorsque sa phrase fait entendre comme un froissement d'acier (3), lorsqu'elle tranche les questions comme à coups d'épée, il la sent lui-même dirigée par ce *vibrante* cher aux Italiens, et qui, chez lui, « dans les moments surtout de chaleur et d'inadvertance, a l'air d'annoncer un certain despotisme d'opinion » auquel il ne se reconnaît aucun droit (4).

(1) Emile Augier. *Le Fils de Giboyer*, acte I, sc. IV.

(2) Lettre du 28/30 août 1803 (citée par Blanc, *Mém.*, p. 95).

(3) Sainte-Beuve.

(4) Lettre et op., I, 17/29 mai 1805. — Cf. Lettre de 1804, n° 75 (sans date de mois) : « *Si quid mihi exciderit*, où vous trouviez par hasard trop de chaleur, excusez-moi, je vous prie. Vous savez que toute cette chaleur est dans le tuyau de ma plume. »

Néanmoins, cette vivacité d'empportement, qui cherche à effrayer la timidité de l'adversaire, ne va pas jusqu'à faire de lui le *bravo* de la comédie italienne. Elle nous le montre plutôt comme un causeur original dans toutes ses œuvres qui, selon le mot de Rémusat, ne sont, à vrai dire, qu'une « étincelante conversation (1). » Le trait, en effet, le trait qui n'exige pas une longue réflexion, mais blesse au moment même, voilà ce que semble rechercher le plus souvent J. de Maistre, voilà aussi ce qui séduit en lui, ce qui fait qu'on passe sur ses idées, ce qui le place au rang des plus grands journalistes et des meilleurs écrivains. L'image, chez lui, appelle l'image : « La Révolution est debout sans doute, et non seulement elle est debout, mais elle marche, elle court, elle rue (2). » Des rapprochements brusques d'idées, ordinairement séparées, éclairent à tout instant sa pensée : « Quoi qu'il arrive, et quelques succès que puisse avoir Bonaparte, personne ne doit douter du rétablissement de la Maison de France, et tout ce que nous voyons n'est qu'une opération de chirurgie nécessaire à la France (3). Quelquefois, ce sont des comparaisons inattendues, même triviales, qu'il glisse à la fin d'un morceau grave et qui donnent à sa phrase quelque chose de l'*ironie parisienne*. Rien de plus vivant que cette lettre : « Il faut avouer aussi que cet aimable homme (Napoléon) ne sait pas mal son métier. Je tremble en voyant les manœuvres de cet enragé et son ascendant incroyable sur les esprits. Quand j'entends parler, dans les salons de Pétersbourg, de ses fautes et de la supériorité de nos généraux, je me sens le gosier serré par je ne sais quel rire convulsif, aimable comme la cravate d'un pendu (4). » Il y a là, dirait-on, une brutalité voulue, à dessein gouailleuse, celle des plaisanteries macabres d'un Villon.

C'est du reste, pour lui, une arme de plus ; et il est, avant tout, un écrivain militant. On chercherait en vain, dans ses écrits politiques, la délicatesse, la grâce. En dehors de ses lettres à ses enfants ou à quelques amis, une seule page pourrait faire exception ; celle qui ouvre les *Soirées*, et qui, décrivant la Néva et une nuit d'été en Russie, est empreinte du plus grand charme. Encore, s'il faut en croire Villemain, cette page n'est-elle pas de Joseph de Maistre, mais de son frère Xavier (5). Son « tempéra-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, mai 1857.

(2) Lettre et op., I, mars 1819. Lettre au chevalier d'Olry.

(3) Lettre et op., I, 29 mars/11 avril 1815.

(4) *Id.*, II, p. 586. Lettre à la comtesse d'Edling.

(5) V. Sainte-Beuve, article cité.

ment » littéraire, tout de verve et de causticité, ne lui permettait pas de se complaire dans la description d'un paysage.

Rien, non plus, dans son talent d'écrivain, ne semblait le destiner à devenir le défenseur de la foi, de la tradition, de l'autorité (1). Sa façon de combattre pour le trône et l'autel aurait plutôt pu les compromettre, et n'était pas, on le sait, sans scandaliser certains fidèles de la religion et de la monarchie (2). Ce talent n'était, d'ailleurs, que la forme extérieure d'un génie des plus libres, qui avait su, inconsciemment peut-être, se dégager des liens de l'autorité, de cette autorité même qu'il prétendait faire revivre. Nul n'est plus que lui homme de libre examen. Son système politique et religieux qu'il croit avoir fondé sur la tradition et sur l'histoire, n'est, à vrai dire, et sans qu'il s'en rende compte, dirait-on, qu'une pure conception de son esprit. Il n'est pas moins « idéologue » que les philosophes qu'il veut combattre.

Cet ennemi de la « raison (3) » est un grand raisonneur, et ce n'est pas seulement dans les ouvrages de ses adversaires qu'abondent les abstractions et les généralisations à outrance. C'est ainsi que ses habitudes de déduction logique l'amènent à tirer ses idées politiques des connaissances même qu'il a acquises dans sa jeunesse. Son éducation l'avait fortement nourri des idées antiques, surtout des idées romaines, que ses maîtres, les jésuites, bons latinistes et dédaigneux du grec (4), avaient en grande admiration. Ces idées, J. de Maistre veut, en somme, les appliquer à la société de son temps. De là, sa théorie de l'unité de l'Etat, de l'absorption des individus par l'Etat ; de là, malgré sa haine contre-révolutionnaire, son admiration pour le comité

(1) Sainte-Beuve, article cité.

(2) Lettre et op., I, 21 févr. 1820 : « Le grand crime du 13 éclipse le *Pape*, déjà repoussé dans l'ombre par le gouvernement. On a dû observer que tous les journaux se sont tus, même ceux qui avaient promis de parler... » — *Id.*, 25 mars 1820 : « Aucun de vos journaux n'a osé prendre la parole en France sur mon ouvrage... Je m'attendais, je vous l'avoue, à plus de courage et de générosité. Quel étranger vous a jamais et plus connus et plus aimés ? Quel écrivain vous a rendu plus de justice ? J'ai surtout porté votre clergé aux nues ; et parce que j'ai frappé sur quelques préjugés dont il convient qu'il se défasse..., le voilà qui demeure étourdi du coup, comme si j'avais nié l'existence de Dieu... »

(3) Consid. sur la France, ch. V : « Non-seulement, la raison humaine, ou ce qu'on appelle la *philosophie*, sans savoir ce qu'on dit, ne peut suppléer à ces bases qu'on appelle *superstitieuses*, toujours sans savoir ce qu'on dit, mais la philosophie est, au contraire, une puissance essentiellement désorganisatrice... »

(4) Cf. Compayré. *Histoire de l'Education*.

de Salut public (1), pour Robespierre même (2), qui avaient fait de la France une république *une et indivisible* et un Etat aussi absolu que Rome, cette « Montagne de l'antiquité (3) ». De là, aussi, son mépris pour la Grèce, qui en fut « la Gironde (4) » pour la Grèce, qui ne put jamais arriver à former même une fédération. De là, enfin, ses idées sur l'éducation, qui, d'après lui, a pour but d'assurer l'unité de l'Etat et de laquelle il supprimerait volontiers l'étude de la langue grecque, surtout l'étude de la philosophie, si odieuse aux vieux Romains du temps de Caton (5). C'est qu'il est, au fond, lui aussi, un « patri-cien romain (6) ». Sa façon de concevoir l'Etat est toute romaine. Romaines aussi, en dépit de ses convictions catholiques, sont ses vues sur la religion. Comme à Rome, la religion, intimement unie à la politique, doit être, avant tout, l'auxiliaire de l'Etat, et de Maistre n'hésite pas à en faire un instrument de règne : il faut, dit-il, une religion aux peuples (7) ! et ce prétendu chef de l'école ultramontaine subordonne même l'Eglise à l'Etat (8).

(1) Considérations sur la France, ch. II.

(2) *Id.*, *id.*

(3) Louis Ménard. Cours d'ouverture de l'Histoire des civilisations (*Revue Bleue*, nov. 1891).

(4) *Id.*

(5) Lettres et op., II, 2^e lettre sur l'Education publique en Russie : « L'idéologie française est une introduction au matérialisme... La première jeunesse ne doit savoir que trois choses sur l'organisation sociale : 1^o Que Dieu a créé l'homme pour la société ; 2^o que l'état de société rend le gouvernement nécessaire ; 3^o que chacun doit obéissance, fidélité et dévouement jusqu'à la mort à celui sous lequel il est né... (Si l'on veut une éducation classique) il faut mettre le latin en première ligne, et l'accompagner seulement de l'étude des mathématiques, avec quelques lectures suivies de géographie et d'histoire... »

(6) Expression de M. Emile Faguet. *Politiques et moralistes au dix-neuvième siècle*.

(7) Lettre et op., I, 1/13 déc. 1815 (à M^{sr} l'archev. de...) : « Puisqu'il est assez bien prouvé par l'histoire, qu'il faut une religion aux peuples, et que le sermon sur la montagne sera toujours regardé comme un code de morale passable, il importe de maintenir la religion qui a publié ce code. » — Cf. *Considérat. sur la Fr.*, ch. VIII, dans lequel il parle du caractère « théocratique » de la monarchie française. — Cf. Encore lettre et op., II. Lettre au comte Potocki sur la *Chronologie biblique*.

(8) Corr. dipl., II, 14/26 déc. 1815 : « Je viens de lire dans un papier anglais, que nos commissaires pour la fixation des limites avec Genève ont refusé de terminer, dès qu'ils ont vu la restitution de la Savoie, et qu'ils ont, d'ailleurs, exigé en faveur des prêtres savoyards des privilèges si exagérés au-delà de ce qui avait été fixé au congrès, et si conformes aux maximes ultramontaines, que les prêtres en devenaient absolument indépendants du gouvernement... » Qui jamais a entendu parler de maximes ultramontaines en Savoie ? Et, en Italie

Ce n'est pas, d'ailleurs, la seule liberté qu'il prenne avec cette religion catholique dont il croit être le zélé défenseur. L'homme du dix-huitième siècle se retrouve en lui, et le voici qui introduit la raison dans l'explication des dogmes, et qui cherche à les appuyer sur des preuves. Par une étrange contradiction, tandis qu'on l'entend déclarer qu'il ne faut rien abandonner du catholicisme, pas même les superstitions, et qu'il semble dire des dogmes sacrés : *sint ut sunt, aut non sint* ; — tout à coup, on le voit ratiocinant sur la doctrine catholique, assimiler certains dogmes à des symboles, et, finalement faire bon marché de la plupart des mythes et des symboles mêmes du christianisme.

Est-ce, en effet, sur la foi, qu'il va appuyer le dogme ? Nullement, mais sur l'histoire de l'humanité, et sur la constatation des lois qui régissent la nature humaine. Et, avec un esprit scientifique qui n'est pas sans péril pour ses opinions religieuses, il tente de rationaliser la doctrine catholique. Qu'est-ce, en somme, que le paganisme, sinon « un système de vérités, qu'il suffit de remettre à leur place (1) ? » A bien le considérer, ne contient-il pas toutes les vérités ? N'y a-t-il pas réellement plusieurs dieux, dont il faut rechercher la faveur ? Et Jupiter, n'est-il pas « le dieu suprême, le dieu qui est le très-grand, la nature merveilleuse qui surpasse toutes les autres natures, même divines (2) ? » Jupiter, Pallas et Junon ne forment-ils pas une trinité, dont le culte est indivisible ? L'antiquité *canonisait* ses législateurs, ses fondateurs d'Etat, l'Eglise décrète l'apo théose des *héros du christianisme*. Qui pourrait donc nier que l'antiquité ait connu et adoré les vérités célestes (3) ?

Et, continuant son « exégèse, » de Maistre oublie complètement la tradition religieuse : ce n'est plus à un seul peuple, à un peuple élu, que Dieu a confié le dépôt de la vérité, mais cette vérité a circulé dans tous les peuples : les analogies, qu'il est facile de découvrir, entre toutes les religions, le démontrent amplement. Cette vérité était seulement obscurcie par quelques erreurs secondaires, qu'il suffisait de supprimer : c'est là toute l'œuvre du christianisme, qui a reçu du paganisme la vérité, pour la « net-

même, qui jamais a entendu dire qu'un prêtre est indépendant du souverain ? Je voudrais bien connaître l'honnête homme, qui écrit, à Londres, ces criminelles sottises ? »

(1) *Soirées de Saint-Petersbourg*, t. II, XI^e entretien.

(2) *Id.* *Eclaircissement sur les sacrifices*.

(3) *Id.*, *id.*

(4) *Id.*, XI^e entretien. Cf. *Revue des Deux-Mondes*, février 1861. Louis Binaut, *J. de Maistre et Lamennais*.

toyer, » l'épurer. Qu'on n'aille pas objecter les différentes mythologies. Toutes les religions, juive ou païenne, chrétienne même, ont des mythologies particulières, mais qui ne cachent, sous prétexte de les orner, que les mêmes vérités. Et ces mythologies n'ont aucune valeur doctrinale ; elles sont un pur symbolisme, parfois dangereuses. Ainsi la Genèse raconte que Dieu fit à Adam et Eve des habits de peaux : « Vous figurez-vous Dieu tuant des bêtes, les écorchant et créant du fil et des aiguilles pour coudre leurs dépouilles et en faire des tuniques (1) ? » La Tour de Babel qui pourrait y croire ? — Et de Maistre s'avoue gêné, dans ses croyances religieuses, par certains passages de l'Apocalypse, du Cantique des Cantiques, de l'Ecclésiaste : d'un ton presque gouailleur, il se demande où l'on pourra mettre les étoiles, quand, suivant la parole sainte, elles « tomberont sur la terre (2). » Voici même qu'il met en doute que le Christ soit « réellement monté au Ciel et descendu aux Enfers : » et l'affirmation de saint Etienne ne le convainc pas que le Sauveur soit « réellement assis à la droite du Père (3). » C'est que, « dans les livres saints, l'homme a parlé tantôt selon les idées de son temps, tantôt sous des figures mystérieuses (4). » Cette mythologie, la vérité chrétienne n'en a que faire, et de Maistre est bien près de la placer au niveau des autres mythologies. Bien plus, il prétend expliquer le surnaturel. Tous les peuples ont cru et croient à des forces mystérieuses et inexplicables : ils en font des génies ou des anges : « Un ascendant qui arrête Attila est bien aussi surnaturel qu'un ange, et qui sait même si ce sont deux choses (5) ? »

Ce n'est pas tout. Pourquoi, d'après de Maistre, faut-il vénérer la religion ? Est-ce pour obéir aux lois révélées ? C'est surtout parce que « les dogmes ne sont que les lois du monde divinisées. » Un incrédule, en niant une vérité théologique, s' imagine détruire un des fondements de la religion : il ne s'aperçoit pas qu'en fait, il a nié « une loi du monde (6). » Et de Maistre se retrouve le disciple de Montesquieu : pour lui, les lois religieu-

(1) *Soirées de Saint-Petersbourg*, XI^e entretien.

(2) *Id.*

(3) *Id.* « Le Sauveur est-il réellement monté au ciel et descendu aux enfers ? Est-il réellement assis à la droite du Père, ainsi que l'a vu saint Etienne ? »

(4) *Id.*

(5) *Soirées de Saint-Peterbourg*, XI^e entretien.

(6) *Id.*, *id.* : « Les vérités théologiques ne sont que des vérités générales manifestées et divinisées dans le cercle religieux, de sorte que l'on ne saurait en attaquer une, sans attaquer une loi du monde... »

ses sont, comme les lois politiques, les rapports qui résultent de la nature des choses.

Par suite, il n'est pas loin de penser que la théologie n'a guère de raison d'exister. Est-il besoin d'elle, par exemple, pour expliquer la rédemption ? Tous les peuples ont admis que les hommes sont solidaires, que la dette de chacun d'eux est réversible sur les autres ; tous croient à la loi de l'hérédité, aux maladies héréditaires (1). Et cette loi de l'hérédité conduit logiquement au dogme de l'expiation. Toute faute commise est châtiée, sinon sur son auteur, du moins sur ses descendants. Voyez ce qui se produit partout : qui ne se glorifie des exploits, des mérites de ses ancêtres ? et quelle répugnance n'éprouve-t-on pas à s'unir, par mariage, à une famille anciennement flétrie (2) ? Toutes les nations ont si bien cru à la solidarité des hommes et à la nécessité de l'expiation, qu'on a vu souvent des citoyens se « dévouer, » pour leur pays : ainsi Décius. L'usage des sacrifices n'a d'autre base que cette croyance, et cet usage a été universel ; c'est un dogme « infiniment naturel à l'homme. » Le christianisme n'a fait que le « consacrer (3). » Le supplice du Christ devient, ainsi, pour de Maistre, un fait rationnel : et peu s'en faut qu'il ne considère même le Christ comme le symbole de cette douleur, qui rachète le désordre, comme la personnification de la « rédemption réciproque entre les hommes, » de l'expiation continuelle de l'humanité (4).

Comment s'étonner, dès lors, que, lancé dans cette voie d'explication philosophique, de Maistre en arrive, comme la plupart de ses contemporains, à trouver incomplet et insuffisant le dogme catholique (5) ? Il raille les « scrupules étranges des théologiens,

(1) *Id.*, II^e Entretien : « Si un homme s'est livré à de tels crimes ou à de telles suites de crimes, qu'il ait altéré en lui le principe moral, vous comprenez que cette dégradation est transmissible, comme le vice scrofuleux ou syphilitique. »

(2) *Soirées de Saint-Petersbourg*, X^e entretien.

(3) *Considérations*, ch. III.

(4) L. Binaut, J. de Maistre et Lamennais (*Revue des Deux Mondes*, fév. 1861). « (De Maistre) montre toujours une rédemption réciproque entre les hommes ; mais la rédemption par le Christ qui communique sa vertu à toutes les rédemptions secondaires, est à peine indiquée dans le lointain. On pourrait très bien, d'après lui, se représenter tous les souffrants et méritants comme rachetant l'humanité, en vertu de l'unité d'où elle sort et vers laquelle elle tend : tous les saints seraient des Christs et le Christ Jésus n'en serait que la figure première, éminente, idéalisée pour le culte public. » — Sur la mort du Christ, voir le IX^e entretien.

(5) Lettre de Lamennais à J. de Maistre, 2 janv. 1821 (publ. dans les *Lettres et op.*) : « S'il m'était permis de juger les Romains par les livres qui nous vien-

qui se refusent à l'hypothèse de la pluralité des mondes, de peur qu'elle n'ébranle le dogme de la rédemption (1). » Le philosophe, le savant du dix-huitième siècle parle encore. Emmerveillés du progrès des sciences, des prodiges qu'enfantent l'intelligence et l'activité humaine, de Maistre croit pouvoir affirmer que cette intelligence et cette activité, franchissant « le cercle antique des facultés humaines, » accompliront aussi une rénovation religieuse. C'est là une révolution inévitable, et qui doit s'étendre sur le monde entier : la première révélation n'a été accordée qu'à un tout petit peuple, les juifs ; la seconde, celle du Christ, devait être universelle ; mais, par suite de circonstances défavorables, elle n'a pu le devenir : le bouddhisme a plus d'adhérents que le christianisme, et « combien d'hommes que la bonne nouvelle n'atteindra jamais. » Il faut une troisième révélation, qui aboutira à la fusion de toutes les religions (2), car, au fond, elles ont nombre de vérités communes : les grecs, les protestants, ces chers ennemis (3), » s'uniront aisément aux catholiques. D'ailleurs, cette révélation sera conforme à l'état actuel des esprits : elle aura pour base la science, qui domine aujourd'hui dans le monde. Sans doute, tout, jusqu'ici, paraît révélé ; mais l'hébreu ne pensait-il pas ainsi, avant le Christ ? Pourquoi donc blâmer ceux qui se fondent sur la révélation même pour « prévoir une révélation de la révélation (4) ? » Pourquoi Dieu se serait-il interdit toute manifestation nouvelle ? Déjà on peut observer les premiers pas de cette révolution : n'est-ce pas un symptôme caractéristique d'unité religieuse, que cette déclaration de la Sainte-Alliance, signée par trois souverains, dont l'un est catholique, le second schismatique, le troisième protestant (1) ? Vienne bientôt un homme de génie, qui, dans sa tête, réunisse la

nent de leur pays, j'aurais quelque penchant à croire qu'ils sont un peu en arrière de la société. On dirait, à les lire, que rien n'a changé dans le monde depuis un demi-siècle, etc... »

(1) *Eclaircissement sur les sacrifices.*

(2) *Soirées de Saint-Petersbourg*, XI^e entretien.

(3) *Essai sur le principe générateur* § II.

(4) *Soirées de Saint-Petersbourg*, XI^e entretien.

(1) Corr. dipl., II, 26 oct./7 nov. 1815 : « Une grande révolution religieuse est inévitable en Europe, et déjà elle est fort avancée... La déclaration, dont j'ai l'honneur de vous parler est une phase de cette révolution... Il faut que S. M. prenne bien garde que l'esprit qui l'a dictée n'est ni catholique, ni grec, ni protestant ; c'est un esprit particulier que j'étudie depuis trente ans, mais dont le portrait tiendrait trop de place... C'est lui qui doit fondre les métaux, ensuite on jettera la statue... » — Cf. *Id.* Lettre du 22 déc. 1816/3 janv. 1817 : « Je suis persuadé qu'il ne tiendrait qu'à l'Empereur de Russie de réunir les deux Egli-

science et la religion, et la religion universelle, alors vraiment « catholique, » sera fondée (1)...

Mais qu'avait donc tenté le dix-huitième siècle, sinon, comme de Maistre, une critique des superstitions religieuses et une sorte d'explication du dogme ? De cette œuvre, il était sorti déiste. Il s'en faut de peu que de Maistre n'aboutisse au panthéisme (2). En tout cas, cette « sage exégèse » qu'il recommande au siècle nouveau, est bien œuvre de philosophe. Vouloir substituer à la foi des idées « plausibles, » est-ce obéir à l'esprit de l'Eglise ? Et expliquer le surnaturel par la nature, à l'aide même de la science, n'est-ce pas, en fin de compte, le supprimer ? Le dix-huitième siècle n'avait guère été plus loin que de Maistre lui-même, et l'on comprend que, pour bien des catholiques, il soit un catholique inquiétant (3).

Quelle est d'ailleurs la nation en qui il voit la puissance d'accomplir son rêve de rénovation religieuse ? Est-ce la dévote Autriche ? On le sait, l'Autriche est, à ses yeux, « l'ennemie du genre humain (4). » Est-ce la très catholique Espagne ? L'Espagne a eu la gloire de sauver l'Europe de la domination napoléonienne ; mais là s'arrête sa mission. Il ne saurait être question ni de la Prusse, ni de l'Angleterre, ni même de la Russie. C'est en la France que de Maistre espère, en la nation même qui avait le plus contribué aux progrès de la science, et qui, après avoir, pendant un siècle, raisonné sur les questions religieuses, en était venue à célébrer, un instant, le culte de la déesse Raison. C'est que la France seule peut accomplir, malgré tout, une révolution morale en Europe : la Providence lui a donné « deux instruments, et, pour ainsi dire, deux bras avec lesquels elle remue le monde, sa langue et l'esprit de prosélytisme (5). » Rien

ses... » Voir encore lettre et op., I. Lettre au R. P. général de la Compagnie de Jésus, à Polotsck : « Tous les esprits religieux, à quelque société chrétienne qu'ils appartiennent, sentent dans ce moment le besoin de l'unité. . »

(1) Soirées de Saint-Pétersbourg, XI^e entretien : « Attendez que l'affinité naturelle de la religion et de la science les réunissent dans la tête d'un seul homme de génie : l'apparition de cet homme ne saurait être éloignée... Celui-là sera fameux et mettre fin au dix-huitième siècle. . »

(2) L. Binaut, art. cité.

(3) Lettre et op., I. Lettre de Lamennais à J. de Maistre : « La vive impression que votre bel ouvrage (*du Pape*) avait faite avec certaines personnes commence à s'affaiblir. Il n'avait d'abord été question de rien moins que d'une censure. Je ne sais pas comment on s'y serait pris pour éviter, en la rédigeant, le scandale et le ridicule. Il y avait, disait-on, dans votre livre, trois ou quatre hérésies au moins... »

(4) Lettre et op., I, 15 août 1794.

(5) Considérations, ch. II. Voir, plus haut, les pages relatives à la France.

de grand ne saurait se faire sans elle (1), c'est à elle qu'est réservée la mission de « renforcer l'esprit religieux » en Europe (2).

En quoi consistera cette révolution religieuse ? Comment s'accomplira cette fusion annoncée de la science et de la religion ? Quelle transformation subiront les dogmes ? Sur ce point, de Maistre se contente de vagues prédictions. La XI^e Soirée, qu'on a pu considérer comme son testament religieux, est restée inachevée. Si toutefois il était permis de risquer, à ce sujet, une hypothèse, sans trahir la pensée de notre théoricien, on pourrait voir un lien étroit entre la révolution religieuse qu'il prédit et cette révolution politique, qu'en dépit de sa théorie du despotisme, il pressent et il appelle, et qui, dans son esprit, doit aboutir à la conciliation de la liberté et de l'autorité.

B. L'HOMME POLITIQUE

Il serait étrange que cet esprit, aux vues si nouvelles en matière religieuse, ait l'étroitesse d'un sectaire en matière politique, et que cet homme du dix-huitième siècle, qui prend de si grandes libertés avec le catholicisme, se soit refusé à admettre la puissance des idées nouvelles, et, réfractaire à l'influence de la Révolution, soit resté le défenseur intransigeant de l'ancien régime.

Bien au contraire, peu de contemporains ont aussi bien compris que J. de Maistre la Révolution, peu en ont aussi fortement saisi la portée.

Certes, il proteste toujours de sa haine contre l'œuvre révolutionnaire, de son respect absolu pour la monarchie, et l'on ne peut douter de sa sincérité de sujet fidèle.

Il ne cesse pas de parler avec violence de la Révolution et de

(1) Lettre et op., 12/24 oct. 1815 (au prince Koslowsky) : « Rien de grand ne se fait dans notre Europe sans les Français. Ils ont été, à cette époque, ridicules, fous, atroces, etc., tant qu'il vous plaira ; mais ils n'ont pas moins été choisis pour être les instruments d'une des plus grandes révolutions qui se soient faites dans le monde, et je ne puis douter qu'un jour (qui n'est pas loin peut-être) ils n'indemnisent richement le monde de tout le mal qu'ils lui ont fait, car ce prosélytisme est leur élément, leur talent, leur mission même : et toujours ils agiteront l'Europe en bien ou en mal. »

(2) *Soirées*, VI^e entretien : « Toujours (la parole) des Français est entendue de plus loin, car le style est un accent. » — Cf. *Considérations*, ch. II : « S'il ne se fait pas une révolution morale en Europe, si l'esprit religieux n'est pas renforcé dans cette partie du monde, le lien social est dissous... »

ses principes : « la liberté, l'égalité, l'esprit d'examen, qui ne plaisent que trop à la nature corrompue (1). » L'état auquel elle a réduit l'Europe est une véritable putréfaction (2). » Elle n'a jamais été qu'une « canaillocratie (3). » Et, quand un personnage quelconque de la Révolution disparaît (4), quand Bonaparte est, dit-on, fait prisonnier (5), il affecte une férocité de cannibale.

Il s'inquiète surtout des progrès de l'esprit révolutionnaire. Bien peu de pays, bien peu de personnes ont pu, comme les enfants de J. de Maistre (6), se soustraire à l'influence des idées nouvelles. La Révolution est partout (7), elle a gagné tout le monde (8), elle a pénétré jusque dans les cabinets des souverains, jusque chez les souverains mêmes (9). Le clergé, lui aussi,

(1) Blanc, *Mém.*, p. 362, lettre de 1805. — Cf. Lettre et op., II. Discours à la Marq. de Costa : « Quelle digue opposer à une doctrine, qui s'adresse d'abord aux passions les plus chères du cœur humain... La souveraineté du peuple, la liberté, l'égalité, le renversement de toute sorte d'autorité : quelles douces illusions ! La foule comprend ces dogmes... »

(2) Corr. dipl., II, 28 avril 1815 : « La corruption qui nous attaque n'a rien d'égal : elle a commencé par la France à la Régence, les philosophes ont continué et redoublé, les souverains et les hommes puissants ont été leurs complices : la Révolution est arrivée par là-dessus : c'est une véritable putréfaction... »

(3) *Id.*, 26 oct./5 nov. 1815 : « En 1795, j'étais bien le maître de prophétiser à mes périls et risques sur la *canaillocratie*... »

(4) Lettre et op., I, 6 août 1794 : « Comment trouvez-vous la jolie aventure du 9 thermidor ? Il nous défait d'une foule de scélérats, et c'est un gain clair et net pour l'univers... » Il parle ensuite de la mort du cordonnier Simon : « Je vous l'indique, de peur que vous n'ayez pas aperçu cette tête coupée parmi les quatre-vingt-quatorze autres... »

(5) Corr. dipl., I, 28 oct./9 nov. 1812 : « S'il (Napoléon) était soumis à la sage jurisprudence des cosaques... » — *Id.*, II, 27 juillet/8 août 1815 : « On parle diversement de la résolution prise par les souverains d'épargner la vie de Bonaparte... Prenons la chose par le bon côté, et admirons la philosophique humanité, qui épargne ce féroce ennemi du genre humain... »

(6) Lettre et op., I, 19 oct. 1803, 3^e édition : « (A sa fille Adèle) Ce que tu me dis de Chambéry m'a serré le cœur ; je suis, cependant, bien aise que tu aies vu par toi-même l'effet inévitable d'un système, dont nous avons eu le bonheur de nous séparer entièrement. Ton âme est un papier blanc, sur lequel nous n'avons point permis au diable de barbouiller, de façon que les anges ont pleine liberté d'y écrire tout ce qu'ils voudront... »

(7) *Id.*, mars 1819 (au ch. d'Orly).

(8) Corr. dipl., II, 28 avril 1815 : « Ce qu'il y a de déplorable, c'est qu'elle nous a gagnés et que nous lui ressemblons tous plus ou moins, quant à la morale politique... »

(9) Lettre et op., I, 1/13 déc. 1815 (à M^{sr} l'Archev... de) : « L'erreur a pénétré jusque dans les cabinets des souverains, et quelquefois même encore plus haut... » Cf. *Id.*, sept. 1815 (Lettre à M. le marq. de Clermont de Mont-Saint-Jean) et encore la lettre du 10/22 oct. 1815 au prince Koslowsky. »

n'a pu échapper à son influence perverse (1). Et J. de Maistre s'élève avec force contre cette manie constitutionnelle (2), qui, depuis la Révolution, sévit à peu près partout en Europe, et dont les rois ne sont pas tous exempts (3). N'avait-on pas entendu le tsar lui-même déclarer qu'il combattait non pour les souverains d'Europe, mais pour « l'honneur et la liberté de l'homme (4)... Bien plus, n'a-t-il pas songé à donner une constitution à ses sujets (5) ? Contre ces erreurs, de Maistre proclame à nouveau les droits sacrés, absolus de la monarchie, qui ne peut être que dynastique, héréditaire (6), et qui est intangible (7), c'est commettre une profanation que d'élire un souverain (8) ; c'est aller jusqu'au sacrilège que de détrôner un roi : lorsque les puissances réunies au Congrès de Vienne, ont eu l'intention de déclarer la déchéance du roi de Saxe, elles ont été sur le point de commettre un monstrueux attentat (9).

(1) *Id.*, sept. 1815 : « Ne croyez pas que l'ordre vénérable ait pu respirer pendant quinze ans une atmosphère composée sans en être le plus légèrement incommodé sur les échafauds, il était sublime... Le danger s'est trouvé dans les antichambres de Julien. »

(2) Corr. dipl., II, 27 juill./8 août 1815.

(3) *Id.* « Il serait très possible, très aisé même, dans ce moment, que les meilleurs souverains fussent séduits par la gloire apparente de dominer ces préjugés, que l'opinion commune attache à leurs hautes qualités, et de se montrer au monde comme des princes philosophes. » — Cf. lettre du 16/28 mai 1816 : « La révolution n'est pas finie, monsieur le comte ; les principes révolutionnaires sont montés bien haut... L'esprit des peuples est fort gâté sur ce point ; mais il faut dire aussi que les cabinets y ont contribué, en ce qu'ils n'ont plus peur de certaines idées qui auraient révolté nos grands-pères »

(4) *Id.*, I, 3/15 mai 1813. Il ajoute : « Ces proclamations sont bien plus terribles que celles des généraux qui proclamaient, il y a quinze ou vingt ans, la guerre aux trônes. »

(5) V. pl. haut, p. 73.

(6) Corr. dipl., II, 16/28 mai 1816 : « On croit que les peuples peuvent faire des princes, et les princes eux-mêmes croient pouvoir en faire d'autres sans femmes : voilà deux opinions terribles qu'il faut déraciner... » — Cf. 10/22 sept. 1810 : « Le dogme salulaire de l'Europe était que *celui qui n'est pas né prince ne peut le devenir*. » — Et encore 14/26 juin 1815 : « Le véritable danger est dans les fausses dynasties »

(7) Corr. dipl., II, 16/28 oct. 1814 : « La souveraineté n'est ni *grande* ni *petite*, elle est ce qu'elle est. » Si la souveraineté est *amenable* devant quelque tribunal, elle n'existe plus.

(8) Lett. et op., I, 24 août/5 sept. 1810. Il s'agit de l'élection de Bernadotte. — Cf. Corr. dipl., I, 2/14 sept. 1812 : « Que les peuples ennuyés de leurs souverains puissent en changer comme de bas ou de chemise, congédier l'un, en rappeler un autre... et que tout cela se passe tranquillement, comme une aventure ordinaire de la vie, c'est tout ce qu'on peut imaginer de plus triste... »

(9) Lett. et op., I, 16/28 oct. 1814 : « Si les rois ont le droit de juger les rois, à plus forte raison ce droit appartient aux peuples. Je serais désolé, monsieur

S'il s'exprime aussi durement sur le compte des souverains qui favorisent l'esprit constitutionnel, que ne doit-il pas dire des constitutions et des peuples qui les réclament ? Il ne veut entendre, à aucun prix, parler du dogme « absurde et funeste » de la souveraineté du peuple : il l'a condamné sous la Révolution (1) ; à plus forte raison le repousse-t-il sous la Restauration (2). Il veut bien admirer la constitution anglaise, qui répond admirablement aux besoins, aux idées, aux traditions du peuple anglais (3). Mais, chez les autres peuples de l'Europe, une constitution n'a pas de raison d'être, et n'a, d'ailleurs, aucune chance de durée. Les Espagnols commettent une sottise « en décrétant la Constitution d'Angleterre (4). » Quant à la Charte de 1814, c'est « un monstre d'impuissance, d'indécence et d'ignorance (5), » auquel il ne faut pas croire davantage « qu'à l'hippopotame et au poisson rémora (6). » C'est une extravagance de s'imaginer que les Français pourront jamais être gouvernés comme les Anglais (7). Et de Maistre affecte de s'indigner de l'organisation gouvernementale imposée par les Anglais aux Siciliens (8), de s'effrayer à la pensée qu'une « constitution » pourrait être imposée au roi de Sardaigne (9).

le marquis, si l'assemblée la plus auguste, qu'on pourrait appeler un *sénat de rois*, venait à juger comme une loge de francs-maçons suédois. » V. pl. haut, p. 257.

(1) *Considérat. sur la France*, ch. IV. VI et VII. — Cf. lett. du 15/27 août 1811 : « Aucune loi, véritablement fondamentale et constitutionnelle ne peut être écrite, et si elle est écrite, elle est nulle. »

(2) Corr. dipl., II, 16/28 mars 1817 : « Tant que le dogme absurde et funeste (et malheureusement aussi très plausible au premier coup d'œil) de la *souveraineté du peuple* sera à peu près publiquement reconnu ; tant que la fièvre constitutionnelle durera, et tant que les sectes et les sociétés secrètes diviseront la grande masse des esprits, je ne crois pas qu'un homme sensé puisse être tranquille. »

(3) V. pl. haut, p. 21.

(4) Lett. et op., I, 22 mai/5 juin 1811.

(5) Corr. dipl., I. Lettre du 28 avril/10 mai 1814.

(6) Lettres et op., I, 29 mai 1819 (à de Bonald). Il ajoute : « Non-seulement, elle ne durera pas ; mais elle n'existera jamais, car il n'est pas vrai qu'elle existe : Dieu n'y est pour rien d'abord, c'est le grand anathème. »

(7) *Id.*, 22 mai/5 juin 1811 : « Cette constitution ne peut être transplantée. Il faut, sans doute, l'admirer, mais la laisser où elle est. Les peuples du continent de l'Europe n'ont pas d'autre intérêt que celui du maintien de la monarchie européenne ou chrétienne (c'est la même chose), telle qu'elle existait depuis longtemps... » — *Id.*, 29 mai 1819 : « On n'a pas encore, ce me semble, assez fait honte aux Français. Les voilà donc réduits au rôle de singes ridicules... »

(8) Corr. dipl., I, 19 mars 1813 : « C'est un étrange procédé que celui de chasser un allié de son trône et de bouleverser son pays avec cette manie absurde des constitutions, qui est une des plus grandes folies du siècle le plus fou... »

(9) *Id.*, 23 avril/10 mai 1814 : « Le parti piémontais est très fort dans le Sénat,

Pour échapper à ce « danger des constitutions (1), » de Maistre recommande de combattre par toutes les armes, de « tuer » l'esprit révolutionnaire (2). Il s'attache à démontrer que les puissances réunies en congrès, à Vienne, devraient se préoccuper de résoudre le difficile problème qui résulte de l'état moral de l'Europe, et qu'il formule ainsi : « Trouver les moyens d'écraser les révolutionnaires et leurs actes autant qu'il est possible, sans exposer les souverainetés légitimes (3). » Car « si le parti révolutionnaire se tire d'ici sain et sauf sans avoir rien perdu de tout le fruit de la Révolution, la partie de la souveraineté est perdue (4). »

Contre la Révolution, l'arme la plus puissante, que les souverains puissent employer, c'est la religion, c'est l'esprit catholique (5). Qu'ils rétablissent l'éducation religieuse (6), qu'ils rappellent les jésuites (7), qu'ils protègent les sociétés de propagande comme celle dont s'occupe activement, à Turin, de Maistre lui-même (8), et l'esprit révolutionnaire sera frappé à mort.

et il me paraît sûr qu'il fera les plus grands efforts pour que le Piémont ne soit rendu à son ancien maître, comme l'a été la France, qu'après que le souverain aura signé un acte constitutif... » — *Id.*, II, 18/30 nov. 1814. — 15/27 janv. 1817. Il se réjouit de la fausseté de la nouvelle d'une constitution piémontaise, dans la lettre du 10/22 fevr. 1817. Ce bruit semble avoir eu une certaine consistance. Il en est question dans une lettre du marquis d'Osmond, ambassadeur de France à Turin : « Un autre bruit assez généralement répandu persuade que ce pays va recevoir une constitution réligée par soixante commissaires, dont trente à la nomination du Roi et trente à celle du Congrès : » (*Aff. étr.*, 282, 17 déc. 1814.)

(1) *Id.*, 21 janv./2 fév. 1815. « En résumé, je ne crois point qu'on doive s'endormir sur le danger des constitutions. »

(2) *Id.*, 1/12 déc. 1815 : « Il faut absolument tuer l'esprit du dix-huitième siècle. »

(3) *Id.*, 27 juillet/8 août 1815

(4) *Corr. dipl.*, II, 27 juillet/8 août 1815.

(5) *Lettres et op.*, 1/13 déc. 1815 : « Les princes, dans le seizième siècle, établirent le protestantisme pour voler l'Eglise ; dans le dix-neuvième, ils rétabliront l'Eglise pour raffermir leurs trônes mis en l'air par les principes protestants... La révolution française est *satanique* dans son principe : elle ne peut être véritablement finie, tuée, exterminée que par le principe contraire... » — Cf. *Consid.*, ch. II.

(6) *Corr. dipl.*, II, 26 oct./7 nov. 1815 : « Il faut que S. M. se tienne en garde contre les nouveautés, en rétablissant surtout l'éducation religieuse et la rendant pleinement au sacerdoce. Tous les peuples de l'univers ont confié les jeunes gens aux prêtres... »

(7) *Id.*, *id.* : « Le rétablissement des jésuites est donc de la plus haute importance... » Cf. *Lettres et op.*, II, les lettres sur l'Education publique en Russie, et encore *Corr. dipl.*, I, 28 janv./5 févr. 1812 : « Je ne connais pas d'institution plus monarchique et plus forte que celle des jésuites... »

(8) *Lettres et op.*, I, Turin, déc. 1817 : « Il s'est établi à Turin, sous le nom

Ainsi, de Maistre ne cesse pas d'être le champion ardent de la cause monarchique en Europe. Il est toujours au premier rang pour jeter ses *bombes* (1), ses *boulets* (2) sur les *tigres* de l'esprit révolutionnaire. On ne peut mettre en doute ses convictions intimes : rien n'a pu le détacher de la fortune de son souverain.

Mais ce défenseur intrépide de la royauté et du catholicisme agit quelque peu avec le trône comme avec l'autel. Il lutte pour eux, mais en les gourmandant : il demande aux peuples de les respecter, mais il veut que la monarchie, comme la religion, s'arrangent pour être respectables, et qu'elles s'adaptent aux idées, aux besoins du siècle. Et, si les catholiques avaient quelque raison de juger que parfois, il est bien près de l'hérésie, les ultra-royalistes devaient, de leur côté, s'inquiéter de certaines critiques, vivement et fortement exprimées, et *qui paraissaient inconciliables* avec le respect absolu que de Maistre professait pour la monarchie.



On ne saurait, en effet, s'étonner qu'on le traitât de *jacobin* parmi les émigrés (3) et même à Turin et à Cagliari (4), quand on le voit reconnaître, proclamer que l'ancien régime est bien mort, et qu'il faut adopter, si l'on veut régner, de nouvelles maximes de gouvernement (5). Certes, il le dit, avec infiniment

modeste d'*Amis catholiques*, une société dont le but principal est de propager la lecture des bons livres... Vous voyez que notre but est précisément la contrepartie de la funeste propagande du siècle dernier...»

(1) Lett. et op., I, 26 janv. 1820 : « Croyez que le chapitre sur la Russie tombera à Saint-Petersbourg comme une bombe, »

(2) *Id*, 6 septembre 1820. Lettre à Lamennais : « Vous avez reçu de la nature un *boulet*, n'en faites pas de la dragée qui ne pourrait tuer que des moineaux, tandis que nous avons des tigres en tête... »

(3) Lettres et op., I, 1805, à M. le marq. de Priero. Il y parle de ses relations avec Mme de Staël, qui indignaient les émigrés : « Je laissai donc crier les émigrés qui nous entouraient, sans vouloir jamais tirer l'épée... »

(4) Blanc, *Mém.*, p. 157 : « Lorsqu'il s'agit de juger une de ces familles, qui ont tout quitté et tout perdu pour la bonne cause, et qui se sont vues forcées, par les malheurs de leurs souverains, à passer sous la domination de la France, on ne saurait regarder de trop près. Dans tous les siècles, il y a une accusation à la mode, qu'on se jette à la tête avec une facilité surprenante. Aujourd'hui, on est *jacobin*, et ce mot se prononce avec une aisance admirable. »

(5) Blanc, *Mém.*, p. 177 (27 juillet/13 août 1804). Il rapporte une conversation qu'il a eue avec Czartoryski : « Depuis, il a dit à l'ambassadeur d'Angleterre qui me l'a redit : Après la secousse que les esprits ont reçue par cette grande

de ménagements : il parle à des souverains d'ancien régime, qui, comme Victor-Emmanuel, comparent leur exil à un sommeil de plusieurs années, et croient pouvoir, comme s'il n'y avait pas eu de solution de continuité, reprendre, avec leurs anciens préjugés, le vieux système politique (1). C'est un sujet fidèle, qui voudrait les sauver malgré eux, et qui, pour se faire écouter, est bien obligé de parler leur langage (2), de cacher constamment ses conseils à demi révolutionnaires sous des amas d'injures contre la Révolution. Ne faut-il pas même, qu'il leur donne l'espérance que ces concessions ne sont que provisoires ? bien plus, qu'elles sont un moyen d'arriver à une restauration complète ? et que, souriant à la révolution, ils seront mieux à même « de régner sur elle, et de l'étouffer doucement en l'embrasant (3). »

Mais, en fait, il se rend bien compte que l'Europe a été complètement transformée, et que dût-on arriver, comme il en exprime le désir dans ses lettres, à tuer l'esprit révolutionnaire, l'œuvre de la Révolution n'en subsistera pas moins.

Déjà, en 1794, dans le *Discours à la marquise de Costa*, il déclare que la Révolution n'est pas « un évènement, » mais une

révolution, il est impossible de gouverner les hommes comme auparavant... » — Dès 1794, de Maistre disait : « Une révolution me paraît infaillible dans tous les gouvernements... » (Lettre et op., 28 oct. 1794, au baron V. des Etoles).

(1) Aff. étrang. 234. Lettres du comte de Gabriac, 17 mars 1816 : « On dit que la légation anglaise travaille à faire goûter au Roi l'idée de donner à ses Etats un gouvernement représentatif. J'ai cru en apercevoir quelque chose dans mes conversations avec le chargé d'affaires britannique ; mais je doute qu'il réussisse : car le Roi a une véritable horreur des Constitutions. »

(2) Instruct. du chevalier de Rossi au comte d'Aglié, 30 mars 1814 (Bianchi, IV, Docum.) « Je fais le plus grand cas de la constitution anglaise ; mais quand je me rappelle toutes les horreurs auxquelles l'Angleterre a été en proie pour son établissement, je ne balance pas à penser qu'elle a été achetée un peu chère... Est-ce dans des temps si orageux, pendant le conflit le plus général et le plus acharné entre la démocratie et le despotisme, au moment où toutes les têtes exaltées par les opinions les plus divergentes se croient en droit de juger en dernier ressort les questions politiques les plus abstraites, qu'il conviendrait d'entreprendre la réforme d'un gouvernement qui subsiste depuis des siècles, à la très grande satisfaction des gouvernés ?... L'Autriche verra-t-elle avec indifférence qu'une puissance étrangère qui s'est fait un scrupule de prévenir toutes les absurdités constitutionnelles de l'Assemblée constituante de Paris, entreprenne de donner des constitutions à des Etats indépendants ? »

(3) Corr. dipl., II, 6/18 juill. 1814 : « La révolution fut d'abord démocratique, puis oligarchique, puis tyrannique ; aujourd'hui, elle est royale, mais toujours elle va son train. L'art du prince est de régner sur elle, ... etc. — La contredire de front ou l'insulter serait s'exposer à la ranimer et à se perdre du même coup. »

« époque (1). » En 1810, il établit l'universalité de la Révolution, « qui n'a d'autres bornes que le monde (2). » Il n'est pas de ceux qui ne veulent pas voir, et il se rend bien compte de la forte empreinte dont la Révolution aura marqué les esprits. La transformation qui suivra ne sera pas moindre, à ses yeux, que celle qui fut amenée par « l'invasion des barbares » ou par la réforme du dix-huitième siècle. « Toute grande révolution, dit-il, agit toujours plus ou moins sur ceux-là mêmes qui lui résistent, et ne permet plus le rétablissement total des anciennes idées (3). » L'invasion des barbares ne s'est pas terminée par leur expulsion, mais par leur établissement définitif, et il en est sorti « l'état féodal (4). » La Réforme a, de son côté, « opéré une révolution très sensible même chez les catholiques (5). » De même, après la grande commotion qui vient de bouleverser l'Europe, il faut s'attendre à de grands changements : « Cette révolution ne peut point finir par un retour à l'ancien état de choses, qui paraît impossible, mais par une rectification de l'état où nous sommes tombés (6). »

Et lors de la Restauration, de Maistre prévoit qu'une grande partie de l'Europe continuera à subir l'influence révolutionnaire de la France. Il prédit que toutes les nations qui environnent la France auront bientôt des gouvernements pareils au sien (7) ». Déjà n'a-t-on pas fait comme elle ? N'a-t-on pas pris de véritables mesures révolutionnaires ? « Elle supprime la gabelle, nous la supprimons ; elle abolit la dîme, nous l'abolissons ; elle supprime la noblesse et les primogénitures, nous l'imitons ; elle

(1) Lettres et op., II. — Cf. Blanc, *Mém.*, p. 131. Lettre au comte d'Avaray « La Révolution française est trop grande pour la tête d'un homme. Au commencement, j'ai battu la campagne comme tous les autres, mais j'ai été moins sot que les autres, en ce que je me suis douté plutôt que je l'étais ; depuis que j'ai commencé à comprendre de quoi il s'agissait, je suis devenu timide... » — Cf., *Id.*, p. 364 : « Je connais à fond la Révolution, je l'ai fréquentée, surtout pendant mon séjour en Suisse, d'ailleurs, l'histoire est là, ouverte pour tout le monde... »

(2) Blanc, *Mém.*, p. 356. C'est un mémoire adressé au roi de Sardaigne sur la situation de l'Europe.

(3) Arch. di St. Lettre du 18/30 avril 1804. Blanc (p. 362), la date inexactement de 1805.

(4) *Mémoire* de 1810.

(5) 18/30 avril 1804. — De même, lettre du 29 avril/11 mai 1804 : « J'ai souvent attiré l'attention, en exposant l'analogie surprenante de la révolution du seizième siècle et de celle que nous voyons, qui n'est qu'un calvinisme politique. » (Lettre reproduite, mais en partie tronquée, par Blanc, p. 364).

(6) *Mémoire* de 1810.

(7) Corr. dipl. II. Lettre du 21 janv./2 fév. 1815.

prend les biens de l'Eglise, nous les prenons. » On aura beau dire, on aura beau fermer les yeux sur les prérogatives triomphantes de la France : « toujours elles existent, et son influence, surtout par les points de contact, sera toujours immense (1). »

Ce qui est peut-être plus grave, c'est que même les royalistes, inconsciemment, sans doute, mais fatalement, se conduiront parfois avec la royauté comme des gens de libre examen, comme de purs révolutionnaires : « Tel qui désire le Roi très sincèrement, et qui le lui aura écrit, sera très capable de dire le lendemain de la Restauration : « Cette mesure est tyrannique, le Roi n'a pas le droit de faire cela (2). » Et, du reste, est-il bien sûr que la Révolution ne donne pas satisfaction aux sentiments secrets d'un très grand nombre de gens, même dévoués à la monarchie ? On peut très bien repousser les « conséquences » de la Révolution, et en accepter, cependant, le « principe (3). » Ainsi « tout le monde hait la révolution de haut en bas, mais, de bas en haut, j'en doute... En effet, un bourgeois trouve très impertinent qu'un valet veuille être son égal ; mais, si les novateurs viennent lui prouver qu'il est l'égal d'un noble, il ne les trouvera plus si ridicules, je vous en réponds. Le petit nombre de gens sages qui jugent autrement et sainement ne prouve rien et ne signifie rien (4). »

Cet état d'esprit, J. de Maistre, on l'a vu, le déplore. Mais, du moment qu'il existe et qu'il paraît invincible, ce serait folie que d'essayer de lutter ouvertement contre lui. Mieux vaut le « caresser, » le séduire, le captiver par de nouvelles maximes de gouvernement et d'administration : ce sera le meilleur moyen de l'empêcher de jouer encore « une grande tragédie (5). »

L'ancien système a provoqué la Révolution, on ne peut le contester. La Révolution a été une terrible leçon donnée aux rois :

(1) *Id.* — Cf. encore la lettre du 19/31 oct. 1816 (Corr. dipl., II.) Il s'agit du système des monnaies piémontaises qu'on a adapté au système français. « La puissance de la nation française, pour agir sur les autres, même sur les moins changeantes, même sur celles qui la haïssent, est un phénomène que je n'ai jamais cessé d'admirer sans le comprendre. »

(2) Lettre du 20 avril/11 mai 1804. (Blanc, *Mém.*, p. 364.)

(3) Lettre du 18/30 avril 1804 : « Distinguez, d'ailleurs, le *principe* de la Révolution et ses *conséquences*. Personne, assurément, n'aime le pillage, les concussions, les violences, les emprunts forcés, etc. Mais la liberté, l'égalité, l'esprit de résistance et d'examen ne plaisent que trop à la nature corrompue. »

(4) *Id.*

(5) C'est ce qu'il dit, on l'a vu, de l'esprit italien (6/18 juill. 1814) et qui peut très bien s'appliquer à l'esprit révolutionnaire.

« Ce sont les abus qui font les révolutions (1), » leur avait crié la Providence. Et les abus ne proviennent trop souvent que du pouvoir absolu. Tout autant que Montesquieu, de Maistre condamne le despotisme.

« Je n'ai jamais dit, écrit-il, que le pouvoir absolu n'entraînât de grands inconvénients, sous quelque forme qu'il existe dans le monde. Je le reconnais, au contraire, expressément et ne pense nullement à les atténuer(2). » D'ailleurs, il n'est pas vrai que despotisme soit synonyme de force. « Si la monarchie vous paraît forte à mesure qu'elle est plus absolue, dans ce cas : Naples, Madrid, Lisbonne, etc., doivent vous paraître des gouvernements vigoureux. Vous savez, cependant, et tout le monde sait, que ces monstres de faiblesse n'existent que par leur aplomb (3). »

Il faut, au contraire, que les rois se rendent compte des droits indéniables des peuples(4), qu'ils se pénètrent « des bienfaits de la liberté (5) » ; ce qui n'empêche pas, du reste, le maintien du principe indispensable d'autorité (6). Mais encore est-il nécessaire que l'autorité ne s'exerce pas par « l'arbitraire, les commissions fréquentes, les mutations continuelles d'emplois et les tripots ministériels (7) ». En un mot « pour fortifier la monarchie, il faut l'asseoir sur les lois (8) ».

Cette remarquable critique de l'ancien régime n'est pas, au fond, bien différente de la plupart des satires dirigées par les

(1) Blanc, *Mém.*, p. 105. Lettre du 29 nov./11 déc. 1803 : « Votre Révolution (disait de Maistre à M. de Rayneval, secrétaire de la légation française) n'est qu'un grand et terrible sermon que la Providence a prêché aux hommes. Il est en deux points : *ce sont les abus qui font les révolutions* : c'est le premier point, et il s'adresse aux souverains. Mais *les abus valent infiniment mieux que les révolutions*. C'est le deuxième point, qui s'adresse aux peuples. Vous voyez que tout le monde a son lot... »

(2) Du Pape. L. II ch. 2. — Cf. lettre du 15/27 janv. 1817 (corr. dipl. II) : « Personne n'aime le despotisme ; celui qui dit le contraire ment ; mais c'est une grande manie de confondre le despotisme avec la monarchie. »

(3) Lett. et op. I. 28 oct. 1794.

(4) Corr. dip. I. 18/30 nov. 1814 : « Il est vrai, au fond, que les peuples ont des droits, mais non celui de les faire valoir ou d'en prévoir la violation par la force. »

(5) *Id.* 6/18 septembre-1813 : « Un bon conseiller doit toujours parler aux peuples des droits de souverains, et aux souverains de la force des peuples : en d'autres termes, il faut prêcher sans cesse aux peuples les bienfaits de l'autorité et aux rois les bienfaits de la liberté. »

(6) *Id.*

(7) Lett. et op. I. 28 oct. 1794.

(8) *Id.*

philosophes du dix huitième siècle contre le pouvoir absolu. De même qu'en religion, de Maistre cherche à « nettoyer » le dogme, il s'efforce, en politique, de laver de certaines impuretés la monarchie de droit divin. Cela le conduit tout naturellement à s'engager dans une « sage exégèse » gouvernementale, à faire, comme les philosophes tant blâmés, de l'idéologie politique, à concevoir un système nouveau de gouvernement.

A vrai dire, de Maistre ne laisse pas d'être très embarrassé sur les lois à adopter pour « asseoir » la monarchie ; et, lorsqu'il se demande quel gouvernement il préfère, il désire avant tout celui qui pourra « donner le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possibles (1). » Il s'inquiète peu, semble-t-il, de la forme même. « Que ce soit, au reste, celui-ci ou celui-là, encore une fois, qu'importe ? (2). » Mais, ce bon gouvernement, sur quoi sera-t-il fondé ? — Le problème est difficile à résoudre : l'autorité est nécessaire à l'unité de l'Etat, et la liberté est indispensable à l'individu. Il s'agit donc de concilier ces deux principes opposés, l'autorité et la liberté. Et quelles voies peuvent conduire à cette conciliation ?

Est-ce dans une très forte autorité que de Maistre voit la solution du problème ? Il est évident que, pour lui, on doit obéissance au souverain. Mais, si ce roi s'appelle Néron, cette loi générale « peut paraître un défaut. » Et alors pourquoi ne pas *dispenser* de cette loi ? (3). — La difficulté n'est encore que reculée ; car, qui accordera cette dispense ? On parle d'une constitution, mais la participation d'un certain nombre d'individus au gouvernement risquerait de compromettre l'unité de l'Etat ; et puis sauf en Angleterre, ce mode de limitation du pouvoir absolu n'a jamais réussi : « L'histoire n'a qu'un cri pour nous apprendre..... que les efforts des peuples pour créer ou accroître leur liberté finissent presque toujours par leur donner des fers. On ne voit qu'abîme de tous côtés (4). »

La solution paraît donc introuvable. Ce qui est certain, c'est

(1) Blanc. *Mém.* p. 279. (Mémoire écrit pour le prince Czartoryski) : « Ce qui arrivera ensuite importe assez peu au monde. L'univers entier doit être renversé dans ce bouleversement général : je vote pour les meilleurs gouvernements, c'est-à-dire pour ceux qui doivent donner le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possibles. »

(2) *Id.*

(3) Du Pape, I. II. ch. 2.

(4) Du Pape I. II. ch. 2. Cf. *Considérations*, ch. vi. « Nulle nation ne peut se donner de liberté, si elle ne l'a pas... » Et de Maistre rappelle le discours de Samuel aux Juifs lui demandant un roi.

qu'il faut un frein à la royauté. « Malheur aux princes, s'ils pouvaient tout ! Pour leur bonheur et pour le nôtre, la toute-puissance réelle n'est pas possible (1). » Quel en sera le frein ? « C'est une loi, c'est une coutume, c'est la conscience, c'est une tiare, c'est un poignard, mais c'est toujours quelque chose... (2). » Tout, excepté, bien entendu, une constitution.

Mais ce sont là des moyens de limitation par trop sommaires. Finalement de Maistre cherche dans l'établissement d'une théocratie européenne la solution du problème, la sauvegarde de la liberté, et, aussi, de l'autorité et de l'unité. Ainsi, à la religion universelle qu'il a rêvée et qu'il veut fondée sur des idées plus modernes, plus rationnelles que la révélation précédente, qu'il veut asseoir, en un mot, non-seulement sur la tradition, mais sur la science, — correspond une autorité universelle, en rapport avec les besoins modernes, gardienne des droits de l'individu comme de ceux de l'Etat, et capable d'assurer en même temps l'unité du monde chrétien.

Et, toujours rationaliste, de Maistre prétend appuyer sa nouvelle théorie politique sur la raison et sur l'histoire (3). Quand l'unité de religion sera établie, quel souverain commun pourrait reconnaître les différentes nations ? N'est-ce pas le Pape ? Il faut laisser à Voltaire d'appeler le Pape un étranger ; en fait, « comme souverain pontife, il n'est étranger nulle part dans l'Eglise catholique, pas plus que le roi de France ne l'est à Lyon ou à Bordeaux ». Et quel souverain offre plus de garanties contre « les caprices de la politique » ? Un roi peut avoir les défauts de la jeunesse ; il a toujours des intérêts individuels à ménager soit pour lui-même, soit pour les siens ; et ces intérêts peuvent souvent être en contradiction avec ceux de l'Etat ; s'il est irrégulier, aucun frein ne s'oppose à ses passions, à ses caprices. Le Pape, lui, « est toujours vieux, célibataire et prêtre, ce qui exclut les 99/100 des erreurs et des passions qui trou-

(1) *Id.* ch. 9.

(2) *Id.* *id.*

(3) Sainte-Beuve. *Revue des Deux-Mondes*, juillet-août 1843 : « On ne peut qu'admirer historiquement le beau passage (l. II, ch. 5) sur la translation de l'Empire à Constantinople et sur la *fable* de la donation *qui est très vraie*. Un résultat incontestable, c'est qu'on n'écrit plus sur la papauté après lui, comme on se serait permis de le faire auparavant. » Cf. Louis Binaut, *Revue des Deux-Mondes*, décemb. 1858. « Le livre du Pape, par les vues, alors neuves, qu'il présente, a fait révolution dans les opinions régnantes sur la papauté du Moyen-Age. Il a relevé un grand rôle, pitoyablement travesti depuis la réaction du seizième siècle. »

blent les États. Enfin, comme il est éloigné, sa puissance est d'une autre nature que celle des souverains temporels et il ne demande jamais rien pour lui, etc. (1) » C'est dire que nul souverain n'offre plus de garanties de justice et de bon gouvernement.

Et qu'on ne crie pas à la tyrannie, au despotisme. De même que les rois sont contenus, dans l'exercice de leur autorité, par les traditions, les usages, les coutumes, ou bien par les lois anciennes du pays; de même, la Papauté, souveraine dans le dogme, serait arrêtée, — si elle était jamais tentée, dans son gouvernement politique, de commettre quelques abus, — par des freins de toutes sortes : « Qu'est-ce qui arrêtera le Pape ?... Tout, les canons, les lois, les coutumes des nations, les souverainetés, les grands tribunaux, les assemblées nationales, la prescription, les représentations, les négociations, le devoir, la crainte, la prudence, et, par dessus tout, *l'opinion reine du monde* (2). »

Aussi bien, écoutez le passé : il vous crie tous les bienfaits de la puissance religieuse. Laissons de côté l'antiquité, où déjà la fusion de la religion et de l'Etat a fait la grandeur de bien des peuples, et surtout de Rome. Considérons seulement le rôle des Papes durant le Moyen-Age. Comment ont-ils usé de leur pouvoir, sinon pour intervenir entre les souverains et réprimer la guerre, pour rendre, en imposant des devoirs aux rois, le pouvoir supportable aux peuples, pour assurer la liberté civile des hommes en combattant sans relâche la servitude (3) ? Et quels objets les voit-on se proposer dans leurs contestations avec les souverains ? C'est « l'inébranlable maintien des lois du mariage contre toutes les attaques du libertinage tout puissant (4). » C'est la défense de l'Eglise « contre le débordement affreux de la corruption et de l'ignorance (5), » afin de maintenir les lois ecclésiastiques et les mœurs sacerdotales ; c'est, enfin, la protection de la liberté italienne comme « chefs naturels de l'association italienne (6). » On pourra peut-être leur reprocher d'avoir parfois imposé des taxes par trop arbitraires, mais non d'avoir violé les droits de la justice, quand ils ont eu tant d'occasion

(1) Du Pape, L. II, ch. 4.

(2) Du Pape, L. II, ch. 4.

(3) *Id.* L. III, ch. 2.

(4) *Id.* L. II, ch. 7.

(5) *Id.*, *Id.*

(6) Du Pape L. II, ch. 6.

d'augmenter leurs Etats (1) : de quelle souveraineté temporelle pourrait-on faire un tel éloge ? Nous rions du Moyen-Age, mais nos pères avaient plus d'esprit que nous : dans les cas de grands abus, de grands crimes ou de grand doute, ils sollicitaient l'intervention du Pape. « Or, comment nous tirons-nous d'affaire en cas semblable, nous qui regardons nos pères en pitié ? Par la révolte, les guerres civiles et tous les maux qui en résultent. En vérité, il n'y a pas de quoi se vanter (2). » Que de troubles on éviterait si l'on revenait à la suprématie incontestée de l'autorité pontificale !

C'est ainsi que de Maistre croit enfin parvenir à la conciliation des droits de l'individu et de ceux de l'État : si les premiers sont trop étendus, l'anarchie s'ensuit ; dans le cas contraire, c'est le despotisme. De Maistre apporte sa solution au grand problème de la politique moderne. Certes, on peut la critiquer. Mais cette théorie, fondée sur une étude tout originale, quoique parfois un peu fantaisiste, du Moyen-Age, et sur une curieuse compréhension du rôle de la Papauté, jusque-là travesti par les historiens ; — ce système, qui a pour but le compromis tant cherché entre la liberté et l'autorité, et qui, en dernière analyse, consacre, pour les gouvernements modernes, la puissance de l'*opinion reine du monde* ; — ce rêve d'un pouvoir pondérateur, d'un suprême arbitre, ne manque ni de force ni de grandeur.

Il témoigne, en tous cas, de préoccupations naturelles à l'homme d'État et du sentiment que de Maistre avait, de ses devoirs politiques. Il faut renoncer, en effet, à voir, même dans le théoricien qu'est J. de Maistre, un sectaire intransigeant, qui méconnaît les idées et les besoins de son époque.

A plus forte raison, dans sa vie publique, on chercherait vainement l'apôtre de l'absolutisme, le défenseur à outrance de l'ancien régime.



La même liberté d'esprit, que garde J. de Maistre vis-à-vis des anciens dogmes religieux et politiques, se retrouve dans son attitude à l'égard des gouvernements et même des personnages qui semblent les représenter.

(1) *Id.*, *Id.*

(2) *Id.* ch. 10.

Sa théorie de l'infailibilité du Pape(1) ne le gêne guère pour juger très sévèrement la conduite de Pie VII en 1804 ; il s'élève avec une extraordinaire violence de langage contre le couronnement de Napoléon ; il traite le voyage du Pape à Paris de « hideuse apostasie » plus révoltante pour lui que « les forfaits d'un Alexandre VI (2) » ; et il préférerait, pour le souverain pontife, la mort immédiate à cette démarche déshonorante (3) : il a même à son égard une pitié insultante, le juge comme un « bonhomme (4) », presque comme « un polichinelle sans conséquence (5) ». Autant vaudrait pour lui, dit-il, qu'il « s'en aille à Saint-Domingue pour sacrer Dessalines (6) ». Et il l'accuse nettement de se conduire plutôt en souverain qu'en chef de l'Église (7) ; et il lui reproche d'avoir commis l'acte le plus condamnable qu'ait jamais inspiré l'esprit révolutionnaire (8).

S'il traite aussi légèrement la souveraineté pontificale, quel cas fera-t-il de tout le reste du clergé ? Il n'hésite pas, on l'a vu, à voir une des causes de la Révolution française dans la corruption ecclésiastique (9). Quant aux évêques qui ont accepté la domination napoléonienne, s'ils ne sont pas tous des misérables (10), la plupart ne méritent guère que le plaisant qualificatif

(1) Lett. et op. I, 1/17 décemb. 1815 : « Si j'étais athée et souverain, je déclarerais le Pape infailible... » — Cf. surtout du Pape. L. I.

(2) Blanc, *Mém.* p. 138-39. Il ajoute : « Le comte de Strogonoff me demanda l'autre jour ce que je pensais du pape ? Je lui répondis : M. le comte, permettez-moi de marcher à reculons pour lui jeter le manteau ; je ne veux pas commettre le crime de Cham. » C'est ce que je pus trouver de plus ministériel ; car si Noé entend qu'on nie son ivresse, il peut s'adresser à d'autres qu'à moi. »

(3) Blanc. *Mém.* p. 139. Cf. Lett. et op. I, 9/21 mars 1805, à Mgr l'évêque de... à Vienne : « Je suis entièrement dérouté ; mais rien ne m'a fait une impression aussi profonde et aussi douloureuse que la démarche du Pape... »

(4) *Id.* p. 137 : « On s'y (à Paris) moque assez joliment du bonhomme, qui, en effet, n'est que cela, soit dit à sa gloire ; mais ce n'est pas moins une très grande calamité publique qu'un bonhomme dans une place et à une époque qui exigerait un grand homme. »

(5) *Id.* p. 139.

(6) *Id.* p. 135.

(7) *Id.* p. 136 : « Il y a une grande erreur dans la Cour de Rome : S. S. se croit souverain, puis Pape : c'est tout le contraire. »

(8) *Id.* p. 138. « Tout est miraculeusement mauvais dans la Révolution ; mais pour le coup, c'est le *nec plus ultra*. »

(9) *Consid.* ch. II. — Cf. Soirées de Saint-Petersbourg.

(10) Lett. et op. I. Lettre au Roi, décembre 1809. (Au sujet du divorce de Napoléon) « Comme c'est un homme qui pense à tout, il est assez probable qu'il s'est assuré de quelques misérables dans l'ordre ecclésiastique, ce qui produirait de nouvelles tempêtes. »

de « bipèdes mitrés (1). » Le clergé de la Restauration ne trouve même pas complètement grâce à ses yeux, et lui paraît avoir besoin d'être épuré (2).

De Maistre n'est pas moins libre dans ses appréciations sur les actes politiques de la noblesse, parfois même des souverains.

C'est à la noblesse française qu'il attribue la plus grande responsabilité de la Révolution. C'est sa dégradation morale qui a favorisé le grand mouvement dirigé contre l'Eglise et la monarchie : et il voit dans les nobles des apostats, qui ont trahi la cause de la religion et fait alliance avec la philosophie, c'est-à-dire avec les révolutionnaires (3). A peine, pendant la Révolution, consent-il à s'apitoyer sur leurs malheurs : il les a vus en Italie, il les a approchés en Suisse (4), il a pu juger de la stérilité de leur entreprise. Il va jusqu'à condamner l'émigration, qui a été peut-être la plus grande erreur du parti royaliste (5) : elle a livré la royauté sans défense à ses plus cruels ennemis ; surtout, elle a provoqué contre la famille royale de France la rage extrême du parti révolutionnaire (6) ; elle s'est enfin prêtée aux projets odieux de la coalition contre la France (7). En un mot, la noblesse française a non seulement fait preuve « d'impuissance

(1) Lettre du 29 avril/9 mai 1810 (Blanc. *Mém.* p. 348). « Je ne doute pas que Napoléon ne convoque les bipèdes mitrés de ce pays (d'Allemagne) et ne les force d'aller parler latin à Paris. »

(2) Lett. et op. I. sept. 1815 — Cf. *Id.* Lettre du 28 mai 1819 : « Il est possible, Mme la duchesse, que vous connaissiez un jour mes pensées sur le clergé français... »

(3) Lett. et op. II. Lettre au comte Potocki : « Il en a bien pris à la noblesse française d'avoir fait alliance dans le dix-huitième siècle, avec la philosophie ! Voilà son crime et l'origine de tous ses maux : aussi la conscience publique, qui est infaillible, souvent sans le savoir, a refusé d'absoudre les nobles français, et leur a refusé comme apostats la compassion qu'elle leur devait comme malheureux. »

(4) Lett. et op. I., 1805. A la marquise de Priero : « Je laissai donc crier les émigrés qui nous entouraient, sans vouloir jamais tirer l'épée. »

(5) *Considérations*, ch. x : « Tel noble, à Coblenz, pouvait avoir de plus grands reproches à se faire, que tel noble du côté gauche dans l'Assemblée dite Constituante. En tout cas, l'émigration fut une erreur. »

(6) Corr. dipl. I, 6/18 sept. 1813 : « L'émigration paraissait, dans le principe, et le signe le moins équivoque de la fidélité, et le plus grand moyen de salut pour le souverain ; cependant, elle lui a porté le coup le plus sensible, en créant contre lui, dans l'intérieur, une opposition formidable, qui n'existerait pas, si personne n'avait remué. Si la maison de Bourbon doit périr (quid Deus adestat !) elle périra par cette arme. »

(7) *Consid. sur la France*, ch. II.

et de nullité (1) », mais encore, par son immoralité et sa mauvaise foi (2), elle a mis la Maison de Bourbon à deux doigts de sa perte (3). Il faut se rendre à l'évidence et constater que les nobles français ont dégénéré moralement et même physiquement (4).

Vis-à-vis des souverains, de Maistre garde une attitude plus respectueuse : la forme de sa pensée est moins vive, ses critiques prennent l'allure de conseils. Mais c'est toujours chez lui la même liberté d'esprit, la même désinvolture à l'égard des préjugés monarchiques ou religieux.

Connu, estimé, aimé du comte de Provence (5) et de ses confidents, le comte de Blacas (6) et le comte d'Avaray (7), plus tard en correspondance politique et philosophique avec le vicomte Bonald (8), J. de Maistre fut considéré par l'opinion publique, par sa cour même, qui en conçut naturellement quelques inquiétudes (9), comme un des principaux conseillers, une des

(1) *Id.* ch. X : « Non seulement, ils (les émigrés) ne réussissent pas, mais tout ce qu'ils entreprennent est marqué d'un tel caractère d'impuissance et de nullité. »

(2) Lett. et op. I 17/29 mars 1806 : « Jamais (Pitt) n'a voulu agir ni *par* ni *pour* le roi de France. Ces erreurs nous ont mis où nous sommes ; je sais tout ce qu'on peut répliquer, en accusant surtout le parti du roi, très immoral et très peu digne de confiance. »

(3) V. la note 2.

(4) *Considérations*, ch. x : « Cette défaveur surprendra peu les hommes qui pensent que la révolution française a pour cause principale la dégradation morale de la noblesse. M. de Saint-Pierre a observé quelque part que, si l'on compare la figure des nobles français à celle de leurs ancêtres, dont la peinture et la sculpture nous ont transmis les traits, on voit à l'évidence que ces races ont dégénéré. »

(5) Corr. dipl., I 18/30 juin 1814 : « Particulièrement connu du roi de France, ayant travaillé pour lui plus d'une fois, intime ami de son intime ami. » — Cf. Lettres et op. II. Lettre du roi Louis XVIII au comte de Maistre. Varsovie, 25 juin 1804. « Votre excellent ouvrage (les *Considérations*) m'a donné presque autant de droits sur vous, qu'il vous en a donnés sur moi... etc. »

(6) V. Lettres et op. I. plusieurs lettres adressées au comte de Blacas, 27 déc. 1814/8 janv. 1815 — 27 janv./8 fév. 1816 — 3/15 déc. 1816 — 27 avril/8 mai 1817 — 29 mai 1819. On a vu comment de Maistre jugea à Saint-Petersbourg l'attitude de Savary envers Blacas.

(7) *Id.* V. plusieurs lettres adressées au comte d'Avaray : 8/20 nov. 1805 — 12/24 juill. 1807 — 24 juill./5 août 1807.

(8) *Id.* I ch. II. Lettres adressées au comte de Bonald, et quelques-unes de ce dernier à J. de Maistre. Dans la lettre du 20 avril/2 mai 1812, de Maistre raconte : « J'ai fait connaissance avec vous, Monsieur, dans les journaux ; rien n'empêche même que je ne vous cite la phrase qui commença *ad invaghirmi* de votre personne et de votre manière. »

(9) Corr. dipl. II. 3/15 mars 1815 (à M. de Vallaise) : « Certaines choses qu'on a publiées sur mon compte, d'abord en France, ensuite en Angleterre, m'enga-

fortes têtes du parti royaliste français. Effectivement, à plusieurs reprises, il fut amené à donner son opinion sur l'attitude à prendre par le comte de Provence en telle ou telle circonstance. C'est ainsi qu'on lui demanda conseil pour la rédaction de la déclaration de 1804 (1). Et, plus tard, en 1814, Louis XVIII regrettait de ne pas l'avoir auprès de lui, à Paris (2); même alors, on semblait lui répéter le mot de 1804 : « Le roi n'a que vous (3). »

De Maistre ne crut pas devoir refuser ses conseils, mais en prenant quelques précautions, et en se tenant sur une certaine réserve (4). Il les donna avec cette hauteur de vues qui lui était familière, avec une intelligence remarquable de la situation nouvelle faite à la France et à l'Europe par la Révolution. Son respect pour le principe monarchique ne l'empêchait pas de reconnaître que la royauté française était tombée, en partie, par sa propre faute (5); et il s'efforçait de mettre en garde Louis XVIII contre les anciennes « erreurs, » contre le retour des abus. Déjà, dans ses *Considérations sur la France*, il n'avait pas hésité à déclarer que la Restauration devrait respecter certains droits acquis, et surtout s'abstenir de se livrer à des vengeances (6); qu'elle devrait même se méfier des émigrés (7). En 1804, il engage le comte de Provence à garder, dans la « déclaration » qu'il se

gent à vous faire une déclaration, M. le Comte. Vous pourriez sans miracle croire qu'une longue suite de souffrances et de mortifications pourraient m'engager à regarder ici ou là, en quoi V. E. serait dans une très grande erreur; car je suis persuadé que, *par aucune raison imaginable, un ministre ne peut entrer en correspondance avec un autre prince que le sien, ni seulement le pressentir, sans se rendre coupable...* Rien, rien, absolument rien. »

(1) Lettre de Louis XVIII à J. de Maistre, Blakenfeld, 25 décemb 1804 « Il faut absolument que je vous parle de cette éternelle déclaration... Je présume assez de votre amitié pour vous la confier en quelque sorte. Si votre jugement lui est favorable à Pétersbourg, elle n'aura guerre de détracteurs » (let. de Blanc *Mém.* p. 133). — Cf. la note 5 de la page précédente.

(2) Corr. dipl. II, 26 sept./8 oct. 1814 : « J'ai reçu de Paris une lettre fort aimable et que je n'ai pas même le droit de copier (je n'excepte que cette phrase): *Je suis fâché de ne vous avoir pas trouvé ici, vous nous auriez donné de bons conseils.* »

(3) Lettre du comte d'Avaray : « Taillez, tranchez, il n'y a rien là contre votre devoir : le roi n'a que vous. » (Blanc, *Mém.* p. 132).

(4) Blanc. *Mém.* p. 132. — Cf., *id.* p. 128 : « Malheureusement, je ne puis rien dans ce genre; une seule ligne de moi pourrait avoir des suites funestes pour le Roi mon maître... »

(5) *Id.*, p. 105 : « Ce sont les abus qui font les révolutions, etc. »

(6) *Considérations*, ch. x.

(7) *Id. id.* « Les émigrés ne peuvent rien, on peut même ajouter qu'ils ne sont rien... »

propose d'adresser aux Français, le ton le plus digne à la fois et le plus bienveillant : il est indispensable surtout d'éviter toute allure de polémique, et, encore plus, toute menace (1). Du reste, peut-être serait-il prudent de soumettre le texte de la déclaration à l'empereur de Russie, et de consentir aux changements qu'il indiquerait (2). En outre, de Maistre jugeait utile de « faire appuyer » le manifeste « par un ouvrage qui serait intitulé *Adresse aux Français* ou autrement, » et dans lequel, en se bornant à une critique très modérée de la Révolution, on réfuterait tous les arguments présentés contre la Restauration espérée, tel que ceux-ci : « Elle a fui une monarchie constitutionnelle ; elle a appelé la guerre sur la France ; elle ne pardonnerait à personne ; elle livrerait la France à une poignée de favoris, etc., etc. (3).

Quelles corrections apporta J. de Maistre au projet de déclaration qui lui fut envoyé ? La copie n'en a pas été conservée. On peut, néanmoins, d'après le ton même de sa lettre au comte d'Avaray, s'imaginer quelles étaient les « idées fortes, vives, pénétrantes, mémorables (4), » qu'il devait mettre en relief. Il recommandait surtout de se rendre compte que « le livre le plus utile à consulter, avant de mettre la main à l'œuvre, c'est l'almanach ; car, si on oubliait, un moment, que nous sommes en 1804, l'ouvrage serait manqué (5). » C'était dire qu'il fallait renoncer à parler à la France, comme on aurait pu le faire avant 1789. C'était prévoir aussi les maladresses de la Restauration.

L'entourage du comte de Provence avait un esprit trop étroit pour comprendre les nécessités du siècle nouveau. Le style même de J. de Maistre devait l'effrayer, comme il effrayait les pauvres têtes de la cour de Sardaigne (6). Le projet de déclaration fut complètement remanié (7).

(1) Blanc. *Mém.* p. 127-128.

(2) Lettres et op. I, 8/20 novem. 1805. Lettre au comte d'Avaray.

(3) Blanc. *Mém.* p. 128.

(4) Blanc. *Mém.*, p. 128.

(5) *Id.*, p. 129.

(6) *Id.*, p. 134 : (Lettre à Louis XVIII) : « Sur les questions de style et de rédaction, où j'ai le malheur de me trouver en opposition avec V. M., je ne puis dire qu'un mot : *Je désire avoir tort.* »

(7) *Id.* p. 134 : « La pièce telle que vous m'en avez adressée, originairement, était celle d'un militaire instruit, que sa position n'a pas condamné à aligner des politesses ; style que j'estime plus que vous ne pourriez l'imaginer. Mais la pièce a subi ce grand anathème qui pèse invariablement, depuis la création du monde, sur l'ouvrage de plusieurs mains. Ce n'est ni votre style, ni le mien, les phrases se sont gâtées en se pénétrant mutuellement, et je doute qu'il en reste une irréprochable... »

Il semble qu'à partir de cette époque, de Maistre ait évité de donner des conseils à la Maison de Bourbon. Cette affaire de la déclaration dut le décourager ; d'ailleurs, il n'avait pas, dirait-on, une grande confiance dans la valeur personnelle des comtes de Provence et d'Artois (1). Toutefois, en affirmant de nouveau sa certitude d'une restauration plus ou moins prochaine (2), il ne négligeait pas, en 1807, de renouveler ses conseils de modération, d'insister sur cette idée qu'il faudrait accomplir une restauration pacifique et non haineuse, et rassurer, non menacer, ceux qui avaient dû par force obéir à Napoléon (3).

On sait ce qu'il advint. Louis XVIII, dominé, annulé par les ultra-royalistes, par les émigrés, dont J. de Maistre avait mesuré la sottise et l'impuissance, laissa s'accomplir la *Terreur blanche*. De Maistre en fut péniblement affecté. S'il avait accueilli avec joie une restauration qu'il n'avait cessé d'espérer (4), si le retour de Louis XVIII ne l'émut pas moins, sans aucun doute, que le rétablissement de la Maison de Savoie (5), il n'hésita pas, toutefois, à s'élever contre certaines mesures violentes et illégales, que prit, en 1815, le gouvernement de la Restauration : les commissions militaires, qui précédèrent les cours prévôtales, lui paraissaient une monstruosité ; et la condamnation des généraux de l'Empire n'était pas plus juste, à ses yeux, que l'exécution du duc d'Enghien (6). Et ce farouche ennemi de la Révolution, cet adversaire implacable de toute constitution écrite, en venait à blâmer (peu important les formes qu'il y met), le parti ultra-royaliste de ses menaces contre la Charte de 1814, à déclara-

(1) Lettres et op., I, juill. 1801 : « Les Bourbons français ne sont certainement inférieurs à aucune race régnante... mais, quoique je les croie très capables de jouir de la royauté, je ne les crois nullement capables de la rétablir... Le couronnement de Bonaparte augmente la chance en faveur du roi. Ce prince a malheureusement de très grands préjugés contre lui... »

(2) *Id.* I, Lettre au comte de Blacas, 16 juin 1807.

(3) *Id.* Lettre au comte d'Avary, 12/14 juil. 1807.

(4) *Id.*, *id.* « Il semble donc que tout est dit. Pas du tout, M. le comte : jamais je n'en conviendrai. » — Corr. dipl I, 17/25 déc. 1812 : « Ce qu'il y a de plus probable, c'est que... les Français souffriront beaucoup, comme il est juste, mais qu'ils rétabliront les Bourbons en France et en Espagne, et le Pape à Rome.. »

(5) Lettres et op. I, 16/28 oct. 1814 : « Je voudrais bien que vous relisiez, dans ce moment, mes *Considérations sur la France*, où, par un insigne bonheur, tout s'est trouvé prophétique... »

(6) Corr. dipl II, 6/18 août 1815 : Le Roi lui-même semble avoir adopté des idées étranges, telles, par exemple, que celle d'une *commission militaire* pour juger des traîtres au premier chef. Qui a entendu parler de quelque chose de semblable (j'entends dans une monarchie légitime)? On dirait que c'est Bonaparte qui fait juger le duc d'Enghien... »

rer que le devoir de tout fidèle du Roi était de défendre à outrance la Charte *jusqu'à la dernière syllabe* (1). Bien plus, il se séparait des émigrés, même sur la question des biens nationaux. A plusieurs reprises, il avait affirmé que la restitution des biens confisqués était imposée par la justice, par le droit de « l'innocence (2) ». C'était, pour lui, une mesure d'équité et de pacification, qu'on ne pouvait éviter de décréter (3), qu'il serait même très imprudent de repousser (4). Mais il fallait procéder à cette œuvre de réparation avec la plus grande prudence; c'est ce qu'il avait dit dans ses *Considérations sur la France* (5); c'est ce qu'il répétait dans ses conseils destinés à la Déclaration de 1805 (6); c'est ce qu'il proclamait de nouveau, en 1815 : et il blâmait les ultra-royalistes de parler « de la restitution forcée des biens nationaux (7) ». Il était essentiel, d'après lui, d'attendre le moment opportun (8); tenter de punir les « spoliateurs » serait

(1) Lettres et op. I, 13/25 oct. 1816 (à de Bonald) : « ... Cependant, M. le comte si je siégeais dans l'une des deux Chambres, je défendrais à outrance la dernière syllabe de cette guenille de *Charte*, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de sauver la France que de marcher avec le Roi... » On sait que de Bonald était l'ennemi déclaré de la Charte, qu'il appelait « une œuvre de folie et de ténèbres. » (Lettre du 10 juill. 1819). V. d'ailleurs, lettre et op. II, les lettres de Bonald à J. de Maistre.

(2) Corr. dipl. II, 14/26 sept. 1815 : « Quand je songe que le résultat des plus grands efforts militaires et politiques est la ruine définitive et absolue de l'innocence ou de la simple faiblesse, d'un côté ; et, de l'autre, le triomphe, l'absolution générale, l'enrichissement sanctionné des plus vifs brigands, des traîtres les plus scandaleux, qui aient jamais déshonoré la terre ; quand je pense à ce qu'on a fait et à ce qu'on pourrait faire, j'ai envie de pleurer comme une femme. »

(3) Corr. dipl. II, 12/24 oct. 1815 : « Point de salut sans la restitution *plus ou moins retardée* des biens nationaux. »

(4) *Considérations*, ch. X, § 2 — Cf. lettre du 13/25 juill. 1815.

(5) *Id.*, *Id.*

(6) Lett. et op. I. Au comte d'Avaray (sans date, probablement de 1804. Lettre 16 de la 3^e édition) : « Je crois que, dans l'état actuel, la pièce est absolument irréprochable sur le fond des choses. Il n'y a que l'article des biens nationaux qui me fait trembler, plus peut-être qui si vous n'en aviez pas parlé du tout. Sur ce point, il n'y a qu'un cri : de manière qu'il faut que vous ayez raison contre tout le monde. » Cf. Blanc, *Mém.* p. 134.

(7) Corr. dipl. II, 13/25 oct. 1816 : « Il est vrai aussi que, si ceux qu'on appelle *ultra royalistes* ont parlé de la restitution forcée des biens nationaux, ils se sont donné un tort. »

(8) Corr. dipl. II, 13/25 oct. 1816 : « Le temps, qui est le père des miracles, comme dit un proverbe asiatique, amènera des réflexions aux spoliateurs et des consolations aux spoliés. » — Cf. Ce qu'il dit de cette affaire des biens nationaux du Piémont (6/18 avril 1817) : « Quoique partie intéressée dans le procès, je ne suis nullement fanatique ; au contraire, M. le comte, en rendant à ceux qui sont plus pressés, toute la justice qui leur est due, je penche, néanmoins, dans

peut-être amasser sur la monarchie le plus terrible orage (1). Il importait, principalement, d'arriver au but par des « mesures prudentes et sûres (2) ».

Ainsi, J. de Maistre n'éprouve, dans la pratique, aucun scrupule à modifier le dogme monarchique d'avant 1789, à essayer de l'adapter aux idées nouvelles, propagées par la Révolution. C'est qu'avant tout, il se préoccupe de le faire vivre au milieu des dangers qui le menacent, de l'armer fortement et de le préparer à une véritable « lutte pour la vie. » Il comprend que la monarchie d'ancien régime a fait son temps, qu'elle est morte pour toujours, et que la royauté reconstituée n'a d'autre chance de subsister, que si elle donne satisfaction aux besoins nouveaux, si elle devient presque révolutionnaire (3). Cela était vrai pour toutes les monarchies européennes, mais surtout, en particulier, pour la royauté sarde : l'esprit italien ne pouvait être séduit, conquis que par un gouvernement d'allure moderne, décidé à renoncer aux vieux abus, à satisfaire les idées nouvelles de justice, et même de liberté et d'égalité. J. de Maistre n'a pas cessé de voir, dans la réforme gouvernementale et administrative des Etats sardes, la condition essentielle de la grande fortune de la Maison de Savoie.

ce moment, pour l'avis de l'observateur, qui dit : *il n'est pas temps*. Il faut marcher avec beaucoup d'attention ; rien ne presse... »

(1) *Id.* 6/18 avril 1817. (Il s'agit des bien nationaux du Piémont) : « Dieu a visiblement protégé S. M. en l'empêchant de signer une décision qui rassure absolument les possesseurs, mais il est bien essentiel d'observer que la moindre mesure contraire trop traitée pourrait amener le même inconvénient par une route directement opposée. »

(2) *Id.* 12/24 oct. 1815 : « Il ne faut point de lois à ce sujet ; il y a des moyens d'y parvenir par des mesures prudentes à suivre. »

(3) *Id.* 6/18 juill. 1814. Déjà cité plus haut : « La révolution fut d'abord démocratique... aujourd'hui, elle est royale. L'art du prince, etc.

CHAPITRE II

Le gouvernement et l'administration dans les Etats de la Maison de Savoie.

C'est, on le pense bien, avec les plus grands ménagements que J. de Maistre cherche à faire entendre que tout n'est pas pour le mieux dans le gouvernement et l'administration des Etats Sardes. Il se pose en défenseur de la dignité piémontaise contre le poète Alfieri, qui, pour s'exercer à se *dépiémontiser* (1) (il était né à Asti), avait, dans ses *Mémoires*, osé dire du mal du Piémont et de la Cour (2). Il affecte la plus grande inquiétude, quand il est question d'imposer une constitution au roi de Sardaigne (3). Il compose même un mémoire pour fournir au Roi les arguments qu'il pourra opposer aux souverains alliés, s'il leur prend fantaisie de faire à Turin ce qu'ils ont fait à Paris ; il revient complaisamment sur la même idée, qui devait plaire essentiellement à son souverain, savoir : « que ce mot de *constitution* n'est qu'un mot ; que le peuple le mieux *constitué* est celui qui est le mieux *gouverné* ;... » et « que la véritable constitution d'un Etat est le

(1) Spiemontizzarsi.

(2) Blanc. *Mém.*, p. 57. Lettre de 1805 : « Avez-vous lu les Mémoires d'Alfieri ? Je n'aime point cet ouvrage, et surtout la manière dédaigneuse dont il parle du Piémont et de la Cour. Il y a d'autres choses repréhensibles. Au total, il eût mieux fait de se taire. » — Voici ce que disait Alfieri (cité par Bourgault. Hist. des litt. étrang., III) : « Des larmes de douleurs, de rage jallissaient de mes yeux, en songeant que j'étais né en Piémont, dans un Etat, sous un gouvernement où l'on ne pouvait ni faire ni dire de grandes choses, et où peut-être on ne pouvait en sentir ni en penser, même inutilement. » Il est remarquable que J. de Maistre, qui avait connu Alfieri à Florence (Lettres et op. I, 3^e édition, 7 janv. 1807), qui connaissait son théâtre, n'ait pas apprécié le sentiment patriotique de ses œuvres ; il reconnaît, toutefois, qu'Alfieri est le « véritable créateur de la tragédie italienne ; » mais il lui reproche « d'avoir falsifié l'histoire pour satisfaire l'extravagance et les préjugés stupides de dix-huitième siècle... » (*Id.*).

(3) Corr. dipl. I, 18/30 nov. 1814.

caractère de la Maison régnante et celui de la nation (1). » Enfin, il affirme hautement que le Piémont est resté à peu près complètement réfractaire aux idées nouvelles, aux principes révolutionnaires (2).

En fait, s'il ne veut pas, avec son souverain, qu'on prononce « le mot de constitution, » il est, semble-t-il, tout disposé à réclamer l'ensemble de garanties qu'on pourrait très bien comprendre sous ce mot.

N'avait-il pas, d'ailleurs, dès 1804, tenté d'habituer Victor-Emmanuel à l'idée d'une constitution piémontaise ? A ce moment, la Sardaigne ne pouvait compter que sur la Russie : or, Alexandre était porté à favoriser les principes constitutionnels (3), et son ministre favori, le prince Adam Czartoryski, comptait bien dans ses projets de réorganisation de l'Europe, imposer au roi de Sardaigne une constitution (4); il avait même dit un jour de ce prince : « Il serait bien singulier qu'on ne voulût pas régner aux mêmes conditions que le roi d'Angleterre (5). » Et, là-dessus, J. de Maistre écrivait à sa cour dans quel sens la constitution piémontaise devrait être conçue, et il semblait conseiller à son souverain de renoncer « au pouvoir législatif exclusif, et au droit d'imposer *ad libitum* (6). »

(1) Corr. dipl. I, 28 avril/10 mai 1814 : « Pour attaquer le gouvernement de V. M. on s'y prend de deux manières, l'une de droit et l'autre de fait. On dira que ce gouvernement est purement arbitraire, sans loi fondamentale, etc... »

(2) *Id.* II, 24 août/5 sept, 1815 : « Au milieu de ses craintes, je suis enchanté des bonnes nouvelles que me donne V. E. de l'excellent esprit qui règne chez le Roi : ses sujets ont, ce me semble, la gloire d'avoir avalé le venin général moins que les autres nations... »

(3) V. pl. haut. p. 73.

(4) Czartoryski. *Mém.* II, p. 29-30 11 sept. 1804. (Instructions à M. de Novosiltzow) : « Le roi de Sardaigne, envers lequel la Russie et l'Angleterre ont contracté des engagements, ne saurait être oublié dans la conduite et l'arrangement des affaires d'Italie, et ce monarque sera peut-être le premier qui pourra donner un exemple utile. La sûreté de l'Europe exige qu'il soit non seulement rétabli dans ses Etats, mais que son partage devienne aussi considérable que possible. Cependant les deux puissances... peuvent très bien réunir leurs conseils efficaces afin de l'engager à donner à ses peuples une constitution libre et sage. S. M. Sarde reconnaîtra, sans doute, elle-même combien son propre intérêt lui commandera de proclamer une telle promesse et de la tenir... »

(5) Blanc *Mém.* p. 177.

(6) *Id. id.* « Je crois que, sur tout ce qu'on a nommé, dans nos temps modernes, le pouvoir exécutif, la guerre, la paix, la haute protection de l'Eglise, la collation des emplois, la monnaie, etc. V. M. devrait avoir les bras parfaitement libres et indépendants... Quant au pouvoir législatif, exclusif et au droit d'imposer *ad libitum*, on obtiendra difficilement ces deux points... »

L'idée de constitution, reprise, comme on l'a vu, en 1814 (1), fut abandonnée. Mais J. de Maistre n'en conserva pas moins l'opinion très forte que des réformes gouvernementales s'imposaient, qu'on ne pourrait plus régner avec les anciennes maximes.

Si J. de Maistre n'avait pas, dès 1794, exprimé son sentiment sur les prétendus « gouvernements forts (2), » on serait porté à croire que l'influence du prince Czartoryski et du Tsar a été décisive sur ses vues politiques. Il semblerait, en effet, que, — le mot de constitution excepté, — le programme tracé par le prince ait été repris par de Maistre, dominé par cette idée que le « propre intérêt (3) » du roi de Sardaigne, pour le présent, pour l'avenir surtout, était de donner à ses peuples les « bienfaits de la liberté (4). » Il fallait bien se résigner à constater que le gouvernement piémontais était impopulaire, qu'il était très redouté des peuples italiens; la haine des Cisalpins pour les rois de Sardaigne datait de loin (5), et les Gênois s'effrayaient à la pensée de subir la domination de leurs ambitieux voisins.

J. de Maistre taxe ces craintes de préjugés. Mais, préjugés ou non, il fallait bien en tenir compte. La politique de conquête n'était plus guère possible à la Maison de Savoie, obligée de respecter la puissance autrichienne. Il n'y avait vraiment d'autre moyen, pour elle de s'agrandir, que de séduire l'esprit italien, que de tendre, sans relâche comme le disait de Maistre, à devenir le « chef des Italiens (6). »

Elle était loin encore d'une telle fortune. Le gouvernement piémontais, tel qu'il existait, tel qu'on le comprenait au dix-huitième siècle, inspirait une sorte d'honneur à tous les peuples. Non seulement des Italiens, mais des Français, des Suisses (7), manifestaient leur mépris et leur colère à l'égard d'un tel sys-

(1) Corr. dipl., I, 17/25 mai 1814 -- IV, 18/30 nov. 1814.

(2) Lettre et op., I, 28 oct. 1794.

(3) Voir la note 4 de la page précédente.

(4) Corr. dipl. I, 6/18 sept. 1813.

(5) Arch. di St., 22 juill./3 août 1804 : « Il y a de forts préjugés contre nous parmi nos voisins... Les Gênois et les Cisalpins nous craignent beaucoup sous ce rapport... » Cf. Lettre du 25 nov./7 déc. 1804 : « J'ai pris la respectueuse liberté de montrer à V. M. la source des préjugés, qui font que ce gouvernement n'est pas désiré de nos voisins autant qu'il devrait l'être... »

(6) Corr. dipl. I, 6/18 juill. 1814 : « Que le Roi se fasse le chef des Italiens. »

(7) Blanc. *Mém.* « Parmi tous nos voisins, depuis le lac de Genève jusqu'au lac Majeur, le gouvernement militaire est redouté à un point que je ne puis exprimer à V. M. Cent fois, je me suis battu avec des Français, des Suisses, des Italiens dont l'aversion pour nous ne se cachait nullement, »

tème politique. Des Italiens, voisins du Piémont, mettaient le gouvernement le plus despotique d'Asie au-dessus du régime piémontais, comme, au dix-huitième siècle, les Siciliens eussent mieux aimé se donner aux Turcs que retomber sous la domination espagnole : « Donnez-nous à qui vous voudrez, disaient-ils, — Gênois ou Cisalpins — même au sôphî de Perse, mais délivrez-nous des majors piémontais (1). »

Les princes de Savoie s'efforçaient d'imiter Frédéric II (2) et de constituer, comme en Prusse, une monarchie militaire ; ils jouaient au « roi-sergent », et voyaient dans l'armée non-seulement une garantie de sécurité, mais surtout un instrument de conquête et un serviteur aveugle de leur ambition. Ils avaient, par suite, donné une grande force aux institutions militaires. On sait que l'armée piémontaise était, sauf quatre régiments étrangers (3), composée de régiments provinciaux, que l'on organisait d'après un véritable recrutement régional : les soldats étaient des paysans, les chefs étaient les hauts fonctionnaires des provinces, les majors (4).

Les majors semblent avoir exercé une sorte de dictature militaire, qui ait donné lieu parfois à de graves abus. J. de Maistre déclarait, sans paraître redouter d'être contredit sur ce point, que « le gouvernement militaire est l'horreur de ce siècle (5). »

On peut dire que la crainte du régime militaire domine le système de gouvernement et d'administration, que préconise de

(1) Blanc. *Mém.* p. 9, écrit vers 1804.

(2) Bianchi, *Stor. dell. monarch. piémont.* III. Cf. Carutti. *Storia della corte di Savoia*, I. ch. 2, p. 22 : « Egli, caldo ammiratore di Federico II, e persuaso della necessita di ordinar l'esercito secondo gli avanzamenti della scienza, disputava continuo di tattica e delle altre parti militari, talmente che piu tardi gli fu apposto il detto di far piu stima di un tamburino che di un poeta. » — *Id.* p. 27, Vittorio Amedeo rivedeva reggimenti vistosamente adrappati, riconosceva gli uniformi e le armi, chiamava a nome i soldati, era in cielo fra essi : e vendogli in mente Federico II, piegava da un banda il collo par imitazione di lui. » — Cf. Sorel I. p. 393 : « Le parallèle entre ces deux monarchies était un sujet classique de développement littéraire. »

(3) Ils s'appelaient Royal-Allemand, Suisse-Valais, Béarnais-Suisse, Grison ou Christ. (Cf. Bianchi et Carutti.)

(4) Carutti. p. 28 : « I reggimenti continuarono ad essere provinciali, ordinamento di molto vantaggio nel passaggio dal piede di pace al piede di guerra, nel esercizio del comando nella disciplina, e che rafforzava l'onore di corpo. I soldati, tolti dai campi e comandati da ufficiali della loro provincia, seguivano volenterosi coloro che erano avvezzi a vedere e riverire. »

(5) Lettre du 22 juill./3 août 1804. (Arch. di St.) : « Vous savez que le gouvernement militaire est l'horreur de ce siècle, et vous savez quels progrès il a fait parmi nous... »

Maistre (1). Que, chez lui, cette crainte, exagérée ou non, soit en partie inspirée par la vieille rivalité de la noblesse de robe et de la noblesse d'épée (2) : on peut l'admettre aisément. Les arguments qu'il présente contre ce système n'en sont pas moins très solides, et semblent, d'ailleurs, reposer sur des faits indéniables.

Il consent à ce que l'ordre militaire ait le pas sur les autres, à la Cour et dans l'Etat : il faut, dit-il, « maintenir, le premier rang qui lui est dû (3). » Mais il est nécessaire de le surveiller étroitement ; car il peut devenir dangereux aussi bien pour le souverain que pour le peuple. « L'état militaire, déclare-t-il, dès qu'il passe certaines bornes, retombe sur le souverain et le détrône en tout ou en partie, subitement ou par menaces (4). » C'est une « grande révolution », une sorte de désordre prétorien qu'on a à redouter (5). J. de Maistre cite l'exemple du régime féodal, issu du développement exagéré de la force militaire, et « qui coupa le cou à l'autorité royale (6). » Pourquoi le même fait ne se reproduirait-il pas ? « Il y a, en particulier, dans la force militaire quelque chose d'enivrant, qui ne permet guère à l'autorité de se restreindre elle-même, de sorte que j'attends peu du calcul (7). » Qui sait à quels excès elle peut se laisser aller ? Et l'on ne s'apercevra peut-être du danger « que lorsqu'il n'y aura plus moyen de l'empêcher (8). »

Aussi bien, en supposant que l'état militaire ne menace pas directement l'autorité royale, il peut simplement la compromettre, l'exposer même aux périls d'une révolution populaire.

D'abord, il tend à augmenter « le nombre des soldats par-delà

(1) Blanc, *Mém.* p. 8 : « J'ai eu l'honneur de faire connaître à V. M. que nous étions surtout redoutés de nos voisins, à raison du gouvernement militaire. »

(2) *Id.* p. 292. — Cf. une épigramme à l'adresse des gens de cour : « J'ai vu avec un extrême plaisir que S. M. préférerait à l'égard d'un certain pays les idées libérales du vigoureux Bogino, aux pensées étroites d'un homme à *corte* vue (excusez cette faute d'orthographe). » — Cf. encore Lett. et op. I, décemb. 1809 : « L'antipathie que V. M. observera dans toutes les monarchies entre la cour et la magistrature. . »

(3) Corr. dipl. II. 15/28 juin 1816. — Cf. 28 avril/10 mai 1814 : « La seconde maxime est que la cour étant et devant être militaire... »

(4) *Id.* 24 avril/4 mai 1816.

(5) Corr. dipl., II, 24 avril/4 mai 1816 : « D'une manière ou d'une autre, il me paraît impossible que l'état militaire ne nous mène pas à quelque grande révolution... »

(6) *Id.*, 29 fév./12 mars 1816.

(7) *Id.*

(8) *Id.*, *id.* : « Il arrivera maintenant, quoi ? Personne ne le sait, mais ce sera quelque chose, dont on ne s'apercevra que lorsqu'il n'y aura plus moyen de l'empêcher, »

toutes les bornes de la raison et de la politique (1). » C'est un fait malheureux, — et qu'on ne peut trop déplorer, — que le développement des armées atteint des proportions « effrayantes » dans l'Europe entière : « Henri IV, surpris par la mort, au milieu des plus grands projets, avait 30,000 hommes : un siècle après, Pierre I^{er} n'en avait pas davantage ; Catherine II en eut, je crois, 80,000, et son petit-fils en a un million : où serons-nous menés (2) ? » Le philosophe a le droit de « s'affliger » de cette situation nouvelle faite à l'humanité : « la fréquence, la longueur et la rigueur des exercices abusent assez souvent des forces de l'homme (3), » et font périr bien des soldats. Puis, il faut bien reconnaître que « l'art militaire est le seul dont le perfectionnement ne serve qu'à nuire au genre humain en général, sans pouvoir servir aucune nation en particulier (4). »

J. de Maistre ne songe nullement, ici, à faire, comme dans *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, une farouche apologie de la guerre : il s'écœute, au contraire, à la pensée que l'invention d'une arme nouvelle ne serve qu'à aggraver « les maux de l'humanité, sans augmenter ni la puissance ni la sûreté d'aucune nation en particulier (5). » Et il en vient à proclamer que « tout perfectionnement dans l'art militaire est un malheur pur et simple (6). »

Mais ce n'est pas seulement le philosophe qui, en lui, condamne le développement des armées. En lui, encore, se révoltent l'économiste, l'homme d'état, se rendant compte des sommes énormes qu'absorbe l'entretien des troupes, lorsque tant d'argent pourrait être employé à une foule de travaux utiles (7). Ce qui n'est pas moins grave, c'est que le budget de la guerre, grossissant outre mesure, « harasse tous les gouvernements, les ruine (8). » Quel est le résultat de tant de guerres, de tant d'ar-

(1) *Id.*, 24 avril/4 mai 1816.

(2) Corr. dipl., II, 15/27 janv. 1817 : « Maintenant, j'aurai l'honneur de vous dire que, dans tous ces grands spectacles militaires (à Saint-Pétersbourg), je suis toujours assiégé et affligé par deux idées mélancoliques... »

(3) *Id.*, *id.* — Il ajoute : « Je tiens d'un Esculape très au fait par état de ces sortes de choses, que ce que nous appelons en italien le *strapazzo* (excès) moissonne chaque année trois mille soldats environ dans la garde seule, »

(4) *Id.*, *id.*

(5) *Id.*, 24 avril/4 mai 1816 : « Quand nous n'aurions ni bombes ni canons, quand le cheval refuserait de nous servir à la guerre, en serions-nous moins puissants, moins maîtres chez nous ? »

(6) *Id.*, *id.*

(7) Corr. dipl. II, 24 avril/4 mai 1816.

(8) *Id.*, *Id.*

mées formidables ? « Tous les revenus sont absorbés, tous les gouvernements succombent (1). »

La royauté a tout à craindre de cet état de détresse, où peut la conduire l'extension du régime militaire ; car il lui faudra bien en venir à une augmentation d'impôts : et alors, ce sont « des commotions, » des révolutions à prévoir (2).

Ce n'est pas tout. Le développement de l'état militaire n'aboutit pas seulement à ruiner un royaume. Il en désorganise les institutions, en ce qu'il multiplie les abus, fait régner l'arbitraire : et n'est-ce pas « les abus qui font les révolutions (3) ? »

Or, il n'est que trop certain que l'ordre militaire, dans les Etats du roi de Sardaigne, a mésusé de ses prérogatives. Il s'est permis souvent, à l'insu même du souverain, des actes condamnables (4) ; il a osé fréquemment empiéter sur le pouvoir judiciaire régulièrement constitué : n'a-t-on pas vu « un jeune étourdi, échappé des pages ou de l'Académie, faire donner *de son chef* la bastonnade », lorsque la loi exige, pour une simple condamnation à trois mois de prison, « la présence de cinq juges consommés (5) ? » De Maistre a pu juger, par lui-même, en Sardaigne des abus de l'administration militaire. Il a protesté, quoique juge, auprès du vice-roi Charles-Félix, contre l'exécution d'un de ces conjurés révolutionnaires qui, en 1799, avaient voulu « s'emparer du château de Cagliari, égorger plusieurs personnes en place, ouvrir les prisons et changer la forme du Gouvernement. » Son humanité s'est révoltée contre le régime spécial à la Sardaigne, qui a forcé le tribunal à condamner à mort un accusé sans l'entendre, sans même avoir une preuve précise (6). Et, quelques années plus tard, ce n'est pas sans

(1) *Id.* 15/27 janv. 1817.

(2) *Id.* 24 avril/4 mai 1816. Il dit encore : « D'une manière ou d'une autre, il me paraît impossible que l'état militaire ne nous mène pas à quelque grande révolution... »

(3) Blanc, *Mém.*, p. 105, 29 nov./11 décem. 1803.

(4) Corr. dipl. I, 28 avril/10 mai 1814 : « La cour étant et devant être militaire, il y a toujours chez elle une force cachée qui tend à augmenter le pouvoir militaire, puisque ce pouvoir est le sien, et à cacher ou à masquer tous les abus de ce genre qui pourraient venir à la connaissance du souverain : et, en effet, je pourrais apprendre à V. M. mille choses dans le genre dont il s'agit, dont elle ne s'est jamais doutée, et qui la frapperaient d'étonnement. »

(5) Blanc, *Mém.*, p. 8.

(6) Biblioth. civ. di Torino. Lettre au vice-roi Charles-Félix, Cagliari, 16 juillet 1802 : « Monseigneur, demain on doit exécuter le nommé Pala (appelé dans une autre lettre Padda), accusé d'être entré en l'année 1799 dans une conjuration formée pour s'emparer du château de Cagliari, égorger plusieurs personnes en place, ouvrir les prisons et changer la forme du gouvernement. — L'accusé

émotion, sans une sorte de remords, qu'il se rappelle encore cette condamnation, cette exécution : il craint « d'être taché de sang ; » il s'en veut « de n'avoir pas cassé les vitres : » ce souvenir le « persécute » même pendant son sommeil, et il maudit cette terre de Sardaigne qui lui a fait connaître le remords, ou du moins quelque chose qui y ressemble fort (1). »

était, depuis longtemps, condamné à mort en contumace, et, pour une telle condamnation, il ne faut qu'une semi-preuve. — Arrêté après l'expiration des termes, il aurait eu la faculté de se défendre dans les autres États de votre auguste Famille ; mais, en Sardaigne, il en est privé, et les juges n'ont pu se dispenser de l'envoyer à la mort sans l'entendre. — La loi, dans tous les cas, est extrêmement sévère : dans ce cas particulier, elle le devient à un point qu'il n'est pas aisé d'exprimer. — Votre Altesse royale est suppliée de distinguer deux espèces de crimes : les actions et les projets ; les premiers sont clairs et déterminés, et les témoins qui en déposent sont plus difficilement trompés ou trompeurs. — Mais, dans les crimes qui ne sont que des projets, surtout lorsqu'ils ne peuvent s'établir que par des discours fugitifs rendus par des témoins équivoques, le danger de l'erreur est extrême. — C'est ce qui arrive dans le cas présent. L'accusé n'a contre lui ni action ni écrit. Tout se réduit à des discours attestés par quatre ou cinq témoins, qui ne sont pas des co-témoins ; de plus, ils sont sans biens et sans considérations, pris dans la dernière classe du peuple, et quelques-uns sont espions, c'est-à-dire qu'ils sont tels qu'on peut les avoir dans ces sortes d'occasions. Le gouvernement, il est vrai, a besoin de ces sortes d'hommes... mais le juge a mille raisons de les craindre. — Cependant l'accusé ne peut rien dire, et, demain, il mourra sur une telle semi-preuve. — Au moment de son arrestation, il a protesté de son innocence : il a persisté invariablement dans la torture... Lorsque les preuves sont légères et suspectes, on ne peut s'empêcher d'être frappé par ces assertions fermes et constantes données dans un moment aussi solennel. — La voix publique n'est pas favorable à l'exécution de Pala, et il n'est pas douteux qu'on le verrait avec plaisir échapper à la mort... Le soussigné, qui a été des juges, après y avoir mûrement pensé et protesté à Votre Altesse royale, sur sa conscience, que la preuve ne le satisfait point en tout, croit pouvoir lui proposer humblement de faire grâce au condamné de la mort seulement. Cet acte de la puissance souveraine confiée aux sages mains de Votre Altesse royale accorderait, ce semble, la justice et la clémence... Si Votre Altesse royale daigne agréer cette idée, le soussigné en ressentira une vive satisfaction. Si elle la rejette, il croira s'être trompé ; mais il espère que, dans aucun cas, Votre Altesse royale ne condamnera cette démarche fondée sur de justes alarmes et sur le mouvement d'une conscience qu'il ne peut croire entièrement aveugle... » (Signé, Maistre, Rég.)

(1) Arch. di St. Lettere di ministri Russia, 27 juin/6 juillet 1807 (au chevalier Rossi) : « En feuilletant l'autre jour mes paperasses, j'ai trouvé le jugement que nous rendimes à Cagliari le 30 septembre 1801 contre le sens commun et contre les grands conjurés Padda et compagnie... Dites-moi, je vous en prie, M. le chevalier, si cela ne vous empêche point de dormir. Pour moi, je vous l'avoue, à 800 lieues de distance, j'en suis souvent troublé, quand je me rappelle cette monstrueuse procédure, et tout ce qui s'est passé à cet égard. J'en veux mortellement à la Sardaigne, parce qu'elle m'a fait connaître le remords, ou, du moins, quelque chose qui y ressemble fort. Tandis que vous m'accusez peut-être d'avoir été un peu téméraire dans telle ou telle occasion, je m'accuse, moi, de

Lès résultats de ce gouvernement militaire, on ne peut mettre en doute qu'ils n'aient été déplorables : il a pu, sans la moindre gêne « tomber sur les peuples (1) ; » il n'y a qu'à voir ce qu'il a fait de la Sardaigne, traitée en pays conquis. Que les Sardes soient une sorte de peuple sauvage (2), indocile, indisciplinable (3), personne n'y contredira. Mais, si ce pays, qui est un des « plus fertiles de l'univers, » est dans l'état le plus misérable, c'est bien « l'effet de sa législation et de ses préjugés (4). » Et la cour de Turin, qui a toujours peur d'innover, a laissé se perpétuer les abus, s'aggraver la situation de cette malheureuse île (5), qui, entre les mains d'« une puissance opulente, savante et entreprenante, » de l'Angleterre, par exemple, serait très rapidement régénérée (6).

Et ce ne sont pas seulement les Sardes, mais aussi les sujets des provinces continentales, qui ont eu à se plaindre des abus administratifs. Ce serait une faute capitale, peut-être irréparable de maintenir, en ce moment, un tel système, qui reste odieux à tout le monde (7).

n'avoir pas cassé les vitres. Je crains d'être taché de sang, et cette idée me persécute sans cesse. Jamais je ne serai complètement tranquille sur ce point. »

(2) Corr. dipl. II 16/28 juin 1816 : « Je suis charmé que V. E. ait goûté mes réflexions sur l'état militaire. C'est le grand problème des monarchies. Maintenir le premier rang qui lui est dû en l'empêchant également de *tomber sur le peuple* ou de *revenir sur le souverain*. »

(3) Blanc, *Mém.*, p. 61. 29 mai/10 juin 1805 : « Le Sarde est plus sauvage que le sauvage... »

(4) Corr. dipl. I, 19 mars 1813 : « Ce pays est maudit, Sire : il ne ressemble à aucun autre et il exige des formes particulières d'administration. J'ai beaucoup examiné ce peuple étrange ; je ne crois pas, Sire, qu'il en existe un semblable dans l'univers. Un de ses caractères de réputation les plus marqués, c'est qu'il ne peut posséder la souveraineté. Jamais, Sire, il n'y aura un souverain sarde... »

(5) Arch. di St. Blanc, *Mém.* 29 mai/10 juin 1805 : « Beau sujet de méditation ! l'un des pays les plus fertiles de l'univers est l'un des plus sujets aux disettes ; il est couvert de bétail et l'on manque de laitage, etc. etc. C'est l'effet de sa législation et de ses préjugés. J'ai étudié pendant trois ans ce malheureux pays : tous ses vices sont des lois, et toutes ses lois sont des vices... » Cf. Aff. étr. 283. Lettre de Gabriac, 1^{er} fév. 1818 : « V. E. connaît l'état dans lequel se trouve l'île de Sardaigne. Ni la présence de la cour pendant plusieurs années, ni l'administration actuelle n'ont amélioré jusqu'ici la situation de ce pays *si richement doté par la nature, mais que le mauvais air, les mauvaises coutumes et les mauvaises lois désolent à l'envi*... »

(1) *Id.* Lettre du 22 oct./3 nov. 1804. Déjà citée. (Voir chapitre sur la cour de Sardaigne).

(2) *Id.* 29 mai/10 juin 1805.

(3) Corr. dipl. I, 28 avril/10 mai 1814 : « L'opinion de votre peuple étant d'accord sur ce point avec celle de tous les peuples voisins, c'est une marque infaillible que le vaisseau avait de ce côté une voie d'eau tout à fait digne d'être recherchée et bouchée par le *sage capitaine*... »

Cette sévère condamnation du régime militaire ne va pas, toutefois, chez J. de Maistre, jusqu'à un parti-pris absolu à l'égard de l'armée. C'est ainsi qu'il pense que son Gouvernement devrait emprunter à la Russie le système des colonies ou *municipes* militaires (1), en l'amendant, si cela paraissait nécessaire (2) : peut-être trouverait-on là « l'unique moyen de faire quelque chose en Sardaigne (3). » Et, si la cour de Cagliari ou de Turin s'avisait, un jour, d'être hardie et de rompre avec ses errements, elle obtiendrait cependant de remarquables résultats.

Mais de Maistre entend que « l'ordre militaire » ne sorte pas des attributions qui lui sont conférées, n'empiète jamais sur les pouvoirs civils, se montre respectueux observateur des lois établies (4). C'est là pour lui la solution du grand problème des monarchies, qu'on peut ainsi formuler : *Maintenir le premier rang qui lui est dû* (à l'état militaire) *en l'empêchant également de tomber sur le peuple ou de revenir sur le souverain* (5).

Aussi se réjouit-il des réformes que la Cour de Sardaigne en 1807 se décide à accomplir dans l'administration du royaume. Il approuve la création de fonctionnaires civils, appelés, comme en France, préfets, et qu'on met à la tête des départements : toutefois, il se préoccupe des abus de pouvoir qu'ils seraient tentés de commettre, tout aussi bien que les chefs militaires, si on laissait chacun d'eux trop longtemps dans la même région :

(1) Corr. dipl., II, 5/17 sept. 1816 : « Pendant que les Autrichiens s'occupent de basiliques, S. M. I., architecte plus sublime, pense à *bâtir* des colonies, des hommes et surtout des soldats. Le projet des *municipes* militaires, ou colonies de soldats, n'est plus une simple théorie, il est déjà essayé et a fort bien réussi. Chaque régiment étant composé de trois bataillons, on en choisit un de six ou sept cents hommes à peu près, auxquels on donne des terres de la couronne pour s'établir, et qu'on marie tous. Ils bâtissent des maisons, toutes alignées et bâties sur un plan général déterminé pour tout l'Empire... La première colonie d'essai a été placée dans le gouvernement de Witebsk... »

(2) *Id.*, 24 avril/6 mai 1816 : « Un plan de ce genre modifié suivant les circonstances de toute espèce qui devraient être prises en considération, pourrait être de la plus haute utilité en Sardaigne. Mille fois, cette idée m'a passé dans la tête : mais pour être entrepreneur, il faut être entreprenant. »

(3) *Id.*, 17/29 oct. 1816.

(4) Corr., dipl., 28 avril/10 mai 1814 « Supposons qu'on voulût se mettre en garde contre l'autorité militaire ; il faudrait dire : S. M., en renouvelant en faveur de ses chers sujets la disposition de ses anciennes lois, veut et entend qu'aucun d'eux ne puisse être distrait de ses juges naturels, ni puni autrement qu'en conformité de ses royales constitutions... »

(5) *Id.*, II, 16/28 juin 1816. — Cf. *id.*, 15/27 juin 1817 : « Si vous avez pu tirer une ligne ferme et visible entre les deux puissances civile et militaire, dans l'exercice de la police, vous aurez traversé une haie vive sans vous piquer ; car le problème n'est pas facile. »

« ils deviendront, dit-il, de sales petits tyrans, qu'il faudra assommer à force armée. » Pour y mettre obstacle, il suffira, d'après lui, de décider que les préfets seront maintenus « membres de la Royale Audience, » et qu'ils y rentreront, « après avoir servi en province pendant un temps donné (1). »

Dans le même ordre d'idées, il se déclare satisfait de l'institution d'un ministère de la police générale, qui est appelé à faire régner la tranquillité dans le royaume (2).

Mais cette réorganisation administrative, — qui semble, d'ailleurs, n'avoir été que d'une médiocre efficacité (3), — ne saurait suffire à assurer l'ordre dans le royaume si le roi n'est pas décidé à veiller lui-même (4) à l'observation de ses décrets et au respect des ordonnances. Il est surtout indispensable que le Gouvernement, comme le disait déjà de Maistre en 1794, soit *assis sur les lois* (5).

Dans le *Mémoire* qu'il compose en 1814 (6) pour défendre son maître contre tout projet de constitution ou de charte, il s'attache, dirait-on, à démontrer que la monarchie piémontaise n'est pas, ne peut pas, ne doit pas être un Gouvernement absolu : on pourrait croire que ses arguments ont moins le caractère d'un plaidoyer ou d'une apologie, que la valeur de sages conseils. Il semble que de Maistre engage son roi à régner, pour ainsi dire, en souverain constitutionnel, afin d'éviter les *épines* d'une constitution imposée par l'étranger ou par le peuple révolté.

Il établit, d'abord, que la monarchie piémontaise n'est pas

(1) *Arch. di St.* Lettre du 27 juin/9 juill. 1807 : « L'établissement des préfetures est une très bonne chose. Pour compléter cette institution, il faudrait que les préfets fussent tous membres de la Royale Audience et qu'ils y rentrassent après avoir servi en province pendant un temps donné; voilà le *principe* que j'aurais voulu faire décréter, sauf à dissenter ensuite sur le mode. Sans cette précaution, vos préfets prenant racine chacun à sa place, deviendront de sales petits tyrans, etc. »

(2) Corr. dipl., II, 15/27 janv. 1817 : « Nous avons donc un ministère de la police générale; c'est une institution que nous avons adoptée comme on l'a adoptée ici. Je suis curieux de voir comment elle s'accordera avec le caractère piémontais... »

(3) En 1814 de Maistre redoute qu'on reproche au gouvernement piémontais « comme un grand fait notoire l'invasion du gouvernement militaire dans l'ordre civil ». (Corr. dipl., I, 28 avril/10 mai.)

(4) Corr. dipl., I, 28 avril/10 mai 1814 : « Le souverain doit se mêler lui-même à ses enfants, s'informer de leurs souffrances directement ou par des yeux non suspects, et y mettre ordre. C'est ce qu'il est à désirer que Votre Majesté fasse d'elle-même sans violence et sans capitulation, et je n'oublierai rien de mon côté pour qu'il en soit ainsi... »

(5) Lettre au baron Vignet des Etoles, déjà citée.

(6) Corr. dipl. II, 18/30 nov. 1814.

despotique, qu'elle est, au contraire, dominée par des « lois fondamentales » auxquelles le Roi est impuissant à rien changer. Ces lois sont celles qui sont résultées de la nature et des besoins du pays : il suffit de les constater : « Chaque nation a son caractère particulier, qui se mêle à son Gouvernement et le modifie. On croit que le même nom exprime le même Gouvernement : c'est une erreur grossière et souvent terrible. La France était une monarchie, le Piémont était une monarchie : on aurait, cependant, fait extravaguer les deux nations, si l'on avait entrepris de gouverner chacune d'elles avec les principes de l'autre. J'en dis autant de Genève, de Gênes, de Venise et de Berne, etc. ». Il ne faut pas se laisser tromper par la « clause *durant notre bon plaisir*, apposée dans les commissions des grands magistrats, et qui exclut toute liberté, suivant les théories modernes. » En fait, ce n'est là qu'une simple formule, qui « ne servait qu'à assurer l'autorité du Roi, sans blesser les droits légitimes de personne. » On prétendra voir peut-être un signe d'absolutisme dans cette affirmation, que « le prince fait seul les lois. » Mais, c'est encore là une vaine apparence. « Le prince ne fait pas plus les lois, qu'il ne fait les grands chemins : ce sont les magistrats, les *gens de loi*, qui font les lois : ce nom du Roi n'y est que comme il doit y être, et parce qu'il est la source et le principe de tout... (1) » D'ailleurs, quel intérêt le Roi aurait-il à faire une mauvaise loi ?

De même la question de l'impôt pourra faire croire à l'arbitraire. Mais est-il bien nécessaire d'accorder à un pays le droit de s'imposer ? Au fond, c'est là « peu de chose, car les nations les plus imposées sont précisément les nations libres. » Bien au contraire, un souverain peut se rendre compte des limites qu'il faut poser aux exigences financières ; éclairé par ses conseillers, par les magistrats qui font les lois, il « sait bien que l'impôt a des bornes, et qu'il ne faut pas nourrir les jets d'eau avant d'avoir arrosé les prés, etc., etc... (2) »

D'ailleurs, d'une manière générale, le Roi n'a aucun intérêt à se livrer à l'arbitraire. Dans l'ordre judiciaire, par exemple, le caprice royal offrirait les plus grands dangers. Si un souverain se permet de prononcer lui-même une sentence, s'il s'avise de dire : *Prenez ce champ, pendez cet homme*, — à cet absolutisme s'oppose aussitôt le droit de porter la main sur lui (3). Ce qui est

(1) Corr. dipl., I, 28 avril/10 mai 1814.

(2) *Id. id.*

(3) *Id.* 24 mai/5 juin 1811.

régulier, ce qui est juste, « c'est une monarchie où le souverain se repose de l'exercice du droit de juger, qui lui appartient, sur des magistrats qu'il choisit et établit comme il veut, et où les sujets, de leur côté, déclarent le souverain inviolable dans tous les cas... (1) » — Par un scrupule, qu'on peut trouver étrange, mais qui s'explique par l'obligation d'apporter, auprès d'une cour d'ancien régime, quelque atténuation à ses conseils, de Maistre ne veut pas qu'on proclame, comme on l'a fait en 1809 à Cadix, que « le Souverain même n'a pas droit de punir un homme, qui n'est pas légalement condamné (2). » Mais qu'on aille au fond de sa pensée, et l'on verra que ce « dogme européen » est, pour lui, une de ces « choses vraies et saintes » qui « reposent dans la conscience universelle (3). »

Et c'est pour cela qu'il réclame, qu'il réclamera toujours une magistrature forte, et rendue telle par l'inaltérabilité : c'est moins une constatation qu'un désir qu'il exprime, dans sa lettre de 1814, où il s'efforce d'établir « que non-seulement les charges étaient *par le fait* inaltérables chez V. M., mais, de plus, *héréditaires*, encore par le fait, vu qu'il n'y avait pas d'exemple que le fils, ayant le mérite nécessaire, ne fût pas employé dans la carrière de son père, si l'un et l'autre le désiraient... (4) » Et, plus tard, dans une commission de réforme législative, il s'attachait à démontrer que l'inaltérabilité judiciaire était un des principes fondamentaux du droit monarchique (5). Il voyait là, au reste, le seul moyen d'affirmer la suprématie nécessaire du pouvoir civil, qui est la meilleure sauvegarde de la monarchie (6).

(1) Corr. dipl., 24 mai/5 juin 1811.

(2) *Arch. di St.* Lettre du 18 fév./2 mars 1809 : « La sagesse de ce peuple (espagnol) est aussi remarquable que sa valeur. Comme je sais, cependant, que les idées nouvelles ont fait d'assez grands progrès dans les hautes classes en Espagne, j'ai regardé avec mon microscope tous les actes publics de cette grande époque. Deux seulement m'ont donné à penser. Le premier est la proclamation de M. de Morla à Cadix pour éviter les vengeances populaires; il y est dit : « Souvenez-vous que le souverain même... »

(3) *Id. id.* « C'est, en effet, un dogme européen que j'ai rencontré dans toutes les têtes; mais je me suis aperçu, il y a déjà bien longtemps, qu'il y a, dans la politique, des choses vraies et saintes qui, cependant, ne doivent reposer que dans la conscience universelle, et qu'on pourrait aisément tourner en mal, si on les écrivait. En me supposant, par impossible, arbitre d'une question de ce genre, je ne conseillerais ni au peuple d'écrire la maxime, ni au Prince de s'en écarter. »

(4) Corr. dipl., I, 28 avril/10 mai 1814.

(5) Sclopis. *Hist. de la législation italienne*, traduct. française, t. III, p. 217.

(6) Corr. dipl. II, 29 fév./12 mars 1816 : « Comme l'établissement de l'état civil forma la véritable monarchie, en civilisant la force, l'histoire, c'est-à-dire l'ex-

En somme, ce qu'il voulait, avant tout, même avec cette horreur affectée pour une constitution écrite, c'est que le Roi de Sardaigne rassurât, par des réformes profondes, par un changement même de système de gouvernement, ses anciens comme ses nouveaux sujets contre un retour funeste à l'antique état de choses. L'action personnelle du Roi, voilà, à vrai dire, ce qui constituait, pour lui, le gouvernement tout entier : pour faire de la bonne politique, il fallait surtout viser à une œuvre de séduction (1).

Et comment arriver à gagner tous les sujets, sinon en affirmant, dès les premiers jours de la Restauration, une sorte d'éloignement pour les mesures de réaction, pour toute tentative de violence ?

Dès 1804, J. de Maistre avait établi en principe que le retour du roi à Turin devrait être suivi d'une amnistie : il faudrait, d'après lui, s'efforcer de faire disparaître les haines et les causes de haine. Le fait même, que la grande majorité du peuple piémontais est « de tout son cœur pour son légitime souverain (2) », que, par suite, sa fidélité est au-dessus de tout soupçon, doit encourager à une telle attitude. Si une partie de la nation a suivi le mouvement révolutionnaire, « c'est la crainte, c'est la vanité (3), » qui l'ont fait paraître infidèle. Il faut même distinguer deux classes dans cette minorité : « *ce qui hait et ce qui craint...* l'une et l'autre se composent de tout *ce qui a donné des gages à la Révolution*, c'est-à-dire tous ceux qui ont servi la République, ou pour mieux dire la France, par inclination, par force ou par politique : les acheteurs, vendeurs et revendeurs à

périence, nous enseigne donc qu'un fort état civil est le meilleur préservatif de la monarchie. » Et, pour cela, il faut « faire circuler la noblesse dans tous les ordres de l'Etat, afin que la science appartienne à tout le monde, et afin que l'état civil ait le poids nécessaire dans l'Etat pour l'équilibre. »

(1) *Id.* I, 28 avril/10 mai 1814 : « La séduction immense que peut exercer un souverain habile (ce qui est un bien) n'a pas besoin d'être décrite : la grâce et les grâces peuvent tout. » Cf. *Id.* II, lettre du 15/27 janv. 1817 : « C'est une grande manie de confondre le despotisme avec la monarchie, et toute la monarchie est bien la maîtresse, si elle s'y prend à temps, de dégoûter une nation des idées constitutionnelles... »

(2) Arch. di St. Lettre du 18/30 avril 1804 (datée inexactement par Blanc, *Mém.* p. 362).

(3) Arch. di St. Lettre du 22 juillet/3 août 1804 : « Il n'est peut être pas de nation dans l'univers qui fût naturellement plus ennemie des changements, plus fidèle, plus contente d'elle-même et de ses souverains que les Piémontais. C'est la crainte, c'est la vanité, c'est la nécessité qui a fait la plupart des partisans extérieurs de la Révolution. »

l'infini des biens nationaux ; tous ceux qui croient avoir déplu à la cour et qui en redoutent des humiliations quelconques ; enfin les parents, amis, tenants et aboutissants de tous ceux-là... (1) » Peut-on considérer tous ces sujets comme des ennemis au même degré ? Une amnistie générale fera oublier ces erreurs, et « il en doit moins coûter à S. M. qu'à tout autre prince de passer l'éponge sur le passé (2). »

Et J. de Maistre recommande d'imiter l'exemple de Charles II rentrant en Angleterre, de ne chercher à se venger de personne, d'employer tout le monde, et, au besoin même, de négliger ses amis : c'est le seul moyen de rendre le repos au pays et de détruire tous les germes de guerre civile (3).

Dans cette crainte de voir se rallumer les dissensions intestines, de Maistre va jusqu'à recommander la plus grande prudence dans l'affaire des biens nationaux : quoique des premiers intéressés en cette matière (4), il n'hésite pas à déclarer qu'il ne faudra agir qu'en temps opportun et avec les plus grands ménagements (5).

En un mot, toute réaction violente lui paraît des plus funestes. Ce n'est pas avec des menaces qu'il faut inaugurer la Restauration, mais bien avec des paroles de paix et de conciliation : il faut rassurer, non inquiéter ; il faut « tranquilliser par l'intérêt et par la raison (6). »

Si de Maistre veut qu'on traite ainsi les anciens sujets, quels ménagements ne doit-il pas réclamer pour les provinces italiennes, qui viennent d'être réunies au Piémont ? Il condamne toute allure conquérante, et il recommande le plus grand tact, la plus grande délicatesse : c'est le seul moyen d'arriver à amal-

(1) *Id.* Lettre du 29 avril/1^{er} mai 1804 (tronquée par Blanc, *Mém.* p. 364).

(2) *Id.* 22 juill./3 août 1804.

(3) *Id.*, *Id.* : « Vous pensez bien, monsieur le chevalier, que je suis plus intéressé qu'un autre au système des peines et des récompenses. Mais tout cela est renvoyé à l'autre monde. Dans celui-ci, il faudra que S. M. emploie tout le monde, ne se venge de personne et néglige même ses amis. Lorsqu'on présenta à Charles II la formule portant *oubli* et *amnistie* pour tout le monde, il dit en souriant : « *J'entends : oubli pour mes amis, amnistie pour mes ennemis.* » C'est ce qui arrive après toutes les révolutions : autrement, ce serait en recommencer une nouvelle et allumer dans l'intérieur des haines qui tiendraient de la guerre civile... »

(4) Corr. dipl. II. Note au comte de Nesselrode, 10/22 août 1814.

(5) Corr. dipl. II, 6/18 avril 1817 : « Quoique partie intéressée dans le procès, je ne suis nullement fanatique... je penche, dans ce moment, pour l'avis de l'observateur qui dit : il n'est pas temps. »

(6) Corr. dipl. I, 28 avril/10 mai 1814.

gamer aux Piémontais les autres populations italiennes, a constituer enfin la patrie commune (1).

Tel est le programme politique que J. de Maistre soumet à sa cour. Tout esprit de combativité en est absent : le champion du droit divin ne parle plus *de pourfendre les idées révolutionnaires* ; l'apologiste du bourreau ne demande ni des échafauds ni des potences. C'est en homme d'Etat que parle J. de Maistre, en politique et non en théoricien, en ministre qui a conscience de la situation nouvelle faite, au sortir de la Révolution, à la royauté piémontaise et aux peuples italiens, — et qui voudrait constituer un gouvernement fort, fondé, non plus comme autrefois sur l'arbitraire, sur la puissance des baïonnettes, mais sur les lois, sur le respect des droits et des intérêts de tous.

Certes, ce n'est pas là encore un gouvernement constitutionnel. Serait-il exagéré, toutefois, de voir dans les idées politiques de J. de Maistre quelque chose de l'esprit qui a inspiré plus tard le *statuto fondamentale* de Charles Albert ? Les droits des peuples et les devoirs des rois sont aussi bien compris du ministre de 1815 que du souverain de 1848 (2). De Maistre demande seulement que le roi fasse de lui-même « sans violence et sans capitulation (3) » ce que pourrait lui imposer une Constitution importune. Encore n'est-il pas bien sûr qu'il ait une telle horreur d'une grande charte, puisque, pour lui-même, ce n'est qu'un mot sans valeur (4), et qu'il s'agit avant tout de consolider la royauté, au prix, s'il le faut, des plus grands

(1) *Id.* II, 18/30 nov. 1814 : « Il semblerait bien naturel, que, lorsqu'une souveraineté vient à s'unir à une autre, la dominante s'empresse de s'informer du génie particulier et des préjugés de l'autre pour l'amalgamer à elle doucement, et pour se conformer au caractère de la nouvelle sujette, autant que la sûreté commune le permet. Point du tout, M. le comte, c'est tout le contraire qui arrive ; la nation dominante se fait une gloire particulière de choquer toutes les opinions, toutes les coutumes, tous les préjugés de la nation dominée, et l'on sait ce qui arrive... »

(2) Cf. Lettres de Cavour, t. IV, p. 24 : « Io reputo invece che non sara l'ultimo titolo di gloria per l'Italia di aver saputo costituirsi a nazione senza sacrificare la liberta alla indipendenza, senza passare per le mani dittatoriali di un Cromwell, ma *svincolandosi dall' assolutismo monarchico senza cadere nel dispotismo rivoluzionario*... »

(3) Corr. dipl. I, 28 avril/10 mai 1814 : « D'où il suit que le souverain doit se mêler lui-même à ses enfants, s'informer de leurs souffrances, directement ou par des yeux non suspects, et y mettre ordre. C'est ce qu'il est à désirer que V. M. fasse d'elle-même, sans violence et sans capitulation... »

(4) *Id.*, *id.* « Que ce mot de constitution n'est qu'un mot ; que le peuple le mieux constitué est celui qui est le mieux gouverné. »

sacrifices (1). Il ne faut pas, sans doute, attendre de lui une profession de foi libérale; mais quelques concessions ne sont pas pour lui faire peur, et il reconnaît volontiers « les bienfaits de la liberté (2); » la liberté même de la presse, une liberté modérée, ne déplairait nullement, semble-t-il, à cet ardent polémiste (3).

S'il ne veut pas, s'il ne peut pas aller bien loin dans cet éloge des bienfaits de la liberté, si, en matière politique, une très grande réserve lui est imposée par ses propres théories et par sa fidélité absolue, son obéissance scrupuleuse à l'égard de la royauté (4), il n'éprouve pas la même gêne à vanter la liberté économique, qui lui apparaît comme un des meilleurs principes de gouvernement, comme le plus sûr instrument de la prospérité d'un peuple.

Ses doctrines économiques ne sont pas les traces les moins curieuses de l'influence que le dix-huitième siècle a exercée sur son esprit. Il connaît certainement les principaux ouvrages des économistes, dont le premier qui ait marqué en France est, dit-il, celui de Vauban (5). Il se préoccupe, on l'a vu, des conséquences désastreuses qui découlent pour les Etats de l'augmentation démesurée des armées permanentes (6). Il recherche, tout comme un physiocrate pourrait le faire, les moyens de mettre en valeur des pays fertiles, et trop longtemps négligés, par exem-

(1) *Id id.* « Si, par hasard, vous étiez obligé de plier, Sire, et que vous fussiez amené à donner à vos sujets une *grande charte*, alors il y aurait encore de sérieuses précautions à prendre : non seulement, il faudrait négocier avec les princes qui n'auraient pas cru devoir ou pouvoir éviter ces embarras à V. M. Mais il faudrait aussi négocier avec les menaces de l'autre côté, et les tranquilliser par l'intérêt et par la raison... »

(2) Corr, dipl. I, 6/18 sept. 1813 : « Il faut prêcher sans cesse aux peuples les bienfaits de l'autorité, et aux rois les bienfaits de la liberté. »

(3) A propos d'un journal publié à Londres, sous le titre du *Portugais*, et qui avait critiqué assez violemment la déclaration de la Sainte-Alliance, il écrit : « La liberté de la presse a des avantages, sans doute ; mais c'est cependant un grand inconvénient qu'on puisse s'exprimer avec tant d'insolence sur de tels objets et de tels personnages... » (Corr. dipl. II, 25 mars 1816).

(4) Corr. dipl. I, 6/18 sept. 1813 : « Le devoir de tout honnête homme est d'instruire la souveraineté avec une consciencieuse franchise pendant qu'elle délibère, et de lui obéir ensuite, quand elle a pris son parti... »

(5) *Soirées de Saint-Pétersbourg*, VII. « Dans le commerce ordinaire de la vie, les militaires... s'occupent volontiers des choses et des connaissances utiles, de l'économie politique, par exemple ; le seul ouvrage, peut-être, que l'antiquité nous ait laissé sur ce sujet, est d'un militaire, Xénophon ; et le premier ouvrage du même genre qui ait marqué en France est aussi d'un militaire, le maréchal de Vauban... »

(6) V. plus haut.

ple la Sardaigne (1). On le voit s'intéresser au développement de l'industrie piémontaise (2), surtout à l'extension du commerce du royaume sarde : il voudrait qu'on encourageât, qu'on facilitât l'exportation des produits industriels de Turin et de Gênes, des soieries et des velours, et encore des huiles de Sardaigne et de Nice, surtout des « vins de Sardaigne, principalement des vins de Nice, et même des vins de Piémont. » Il demande qu'on soit plus hardi, plus entreprenant (3). Et toujours, en tout, il est partisan déterminé, presque sans restriction, de la liberté commerciale.

Il connaît, en effet, les inconvénients du protectionnisme à outrance, qui, on le sait, équivalait alors à un système prohibitif. Il s'élève contre les tarifs établis sur les marchandises étrangères. On croit ainsi favoriser la prospérité des manufactures ; on espère empêcher l'argent de sortir. Et quel est le résultat ? C'est, au contraire, la dépréciation des marchandises nationales, c'est la baisse du change, c'est l'essor donné à la spéculation la plus éhontée (4). On se fonde, pour maintenir ce déplorable système, sur ce fait que « le système prohibitif est admis par toutes les nations, car il n'en est pas qui ne défende ses productions naturelles et son industrie contre celles des autres nations (5). » Est-on bien sûr que ce soit là la véritable protection que réclament les intérêts d'un pays ? La prohibition absolue a le plus souvent pour conséquences « deux grands maux : celui d'engourdir l'industrie nationale et de la livrer à une paresse fatale, en la délivrant de toute rivalité, et celui d'exciter une contrebande terrible, également contraire à la morale publique et aux intérêts de l'Etat (6). »

(1) V. plus haut.

(2) Corr. dipl. II, 1/13 août 1815. Lettre au ministre des finances et du commerce, M. de Gourieff. — Cf. Lettre du 14/26 juin 1815.

(3) *Id.*, *id.*, 14/26 juin 1815.

(4) *Id.*, *id.* 6/18 juillet 1814 : « Une grande question intérieure tient tous les esprits suspendus, c'est celle du tarif des marchandises étrangères, les marchandises sont prohibées, sous le prétexte rétabli de favoriser les manufactures russes et d'empêcher l'argent de sortir. — Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que les effets de cette mesure (la dépréciation des marchandises russes, la baisse du change, le mécontentement général, les fortunes scandaleuses de quelques fripons, etc.), ne suffisent pas pour montrer la vérité. » — Il dit encore le 20 août/1^{er} sept 1814 : « Il est impossible de vous décrire l'état violent où nous sommes réduits par le système prohibitif... C'est un singulier projet, que celui d'enrichir une société, en appauvrissant les individus qui la composent... »

(5) Corr. dipl. II. 1/13 août 1815.

(6) *Id.*

C'est surtout par le commerce des grains qu'on peut se rendre compte des dangers terribles de la prohibition. Qu'on regarde seulement ce qui se passe en Sardaigne : « L'un des pays les plus fertiles de l'univers est sujet aux disettes... C'est l'effet de sa législation et de ses préjugés (1). » Les gouvernements ont la rage de vouloir réglementer le commerce, ils interdisent l'importation : « Aucun ne peut se persuader que, plus il s'en mêle, et plus mal vont les choses (2). » Il serait si simple de laisser faire, de laisser passer. On aura beau faire, « le commerce des grains sera toujours la pierre d'achoppement de tous les gouvernements (3). »

Comment, d'ailleurs, ne voit-on pas qu'un tel système est contraire à toute équité ? « Je prie Votre Excellence, écrit-il au comte de Vallaire, de supposer qu'un négociant se présente à Sa Majesté et lui dise : « Sire, je supplie V. M. de vouloir bien ordonner que le droit de fabriquer ou de vendre un tel objet me sera exclusivement dévolu. J'en hausserai un peu le prix, au préjudice insensible des acheteurs ; mais V. M. aura le plaisir de voir une superbe fortune s'élever à côté d'elle : en très peu de temps, j'aurai un château, etc. (4). » Et n'y a-t-il même pas à craindre que de tels avantages ne soient accordés, sous prétexte de favoriser l'industrie nationale, qu'à la suite de tentatives heureuses de corruption ? (5).

J. de Maistre, lui, n'hésite pas à recommander d'accorder le plus de liberté possible. Il reconnaît, sans doute, que « le système, si célèbre dans ce siècle, de la liberté universelle » est difficilement réalisable, que « la liberté absolue n'a été jusqu'ici qu'une hypothèse philosophique (6). » Mais, entre les deux systè-

(1) 10 juin 1805 (Blanc, *Mém.* p. 61). — Cf. Corr. dipl. I, 3/15 mai 1813 : « Le tableau de vos affaires sardes est toujours devant mes yeux. Comment se tirer de là ? »

(2) Corr. dipl. I, 3/15 mai 1813. — Il dit de même (*Id.* II, 6/18 août 1815) : « Je n'ai jamais vu qu'un gouvernement se soit mêlé directement du commerce des grains et en ait défendu la sortie sans produire immédiatement la famine ou la cherté. »

(3) Corr. dipl. I, 3/15 mai 1813.

(4) Corr. dipl. II 20 août/1^{er} sept. 1815.

(5) *Id.* « Certainement, M le comte, si S. M. ne répondait pas par un soufflet, c'est que les rois n'en donnent point ; mais, à la place de ce négociant effronté, supposez un homme d'un tout autre plumage, qui allègue l'intérêt sacré de l'Etat, la nécessité de favoriser l'industrie nationale, etc., la chose change tout à fait de face, et le souverain pourra être trompé, quoique le second fasse les commissions du premier. »

(6) *Id.* 1/13 août 1815.

mes opposés « de la liberté universelle et d'une prohibition stricte, qui n'admettrait aucune exception quelconque, il y a une infinité de nuances, et c'est dans l'étendue de ces gradations, que chaque nation peut favoriser jusqu'à un certain point chez elle le commerce des autres (1)... »

En ce qui le concerne, de Maistre déclare qu'il veut se rapprocher le plus possible du système de la liberté. Il en donne « deux raisons principales, l'une de théorie, et l'autre de pratique (2). » Il admet que la « balance du commerce » est inévitable : « il est impossible, dit-il, qu'une nation achète plus qu'elle ne vend (3). » D'autre part, tout gouvernement, qui s'est avisé de se mêler directement du commerce national, n'a jamais réussi qu'à faire renchérir ou même disparaître les objets (4). Il est donc mille fois préférable de laisser faire : on fera toujours mieux que n'importe quel gouvernement (5).

Tout cela, d'ailleurs, n'est, malheureusement encore, que théorie, et l'on disputera longtemps là-dessus (6). Pourquoi n'en viendrait-on pas tout de suite à la pratique ? On pourrait tenter, « au profit de l'humanité, la plus belle et la plus utile des expériences, celle d'une liberté de commerce de bonne foi, convenue pour un certain terme, et sans aucun dessein de se circonvenir mutuellement ?... ou je suis fort trompé, ou cette expérience découvrirait une grande vérité (7). »

Pourquoi deux grandes puissances ne s'entendraient-elles pas pour donner à cette expérience la force nécessaire et arriver à la consécration d'une vérité absolue ? (8).

(1) *Id.*, *Id.*

(2) Corr. dipl. II. 6/18 août 1815.

(3) *Id.* 6/18 juill. 1814 : « Que dirait V. E. à celui qui lui soutiendrait qu'un homme peut perdre, chaque jour, deux onces de sang par la transpiration insensible, et n'en acquérir qu'une par la nutritivité ? Elle hausserait les épaules en disant : *il n'a donc plus de sang depuis longtemps !* C'est, cependant la même sottise de part et d'autre... »

(4) *Id.* 6/18 août 1815 : « La deuxième raison est que je n'ai jamais vu qu'un gouvernement quelconque se soit mêlé directement du commerce des grains et en ait défendu la sortie sans produire immédiatement la famine ou la cherté : pourquoi n'en serait-il pas de même des autres objets ? S'il défend la sortie de l'argent, il y aura *famine d'argent*. »

(5) *Id.*, *Id.* « S'il laisse faire, on fera toujours mieux que lui.

(6) *Id.*, *Id.* « Mais toutes ces théories ne signifient rien : chaque gouvernement a ses maximes, et, jusqu'à ce que deux gouvernements puissants soient convenus d'une expérience qui ne pourrait nuire et qui pourrait faire un bien immense, on disputera toujours sur cette grande thèse. »

(7) *Id.* 19/31 oct. 1816.

(8) *Id.*, *Id.*

Ces idées en matière économique complètent ce qu'on peut appeler le système de gouvernement pratique de J. de Maistre. Elles ne sont pas d'ailleurs, — on a pu le remarquer, — sans analogie avec ses théories politiques elles-mêmes ; elles semblent au contraire, comme on l'a dit de l'œuvre d'un autre ministre de la Maison de Savoie (1), marcher de concert, vers un même but, c'est-à-dire vers la constitution d'un gouvernement pouvant assurer « le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'hommes possible (2), » — vers l'organisation d'un Etat fort, capable de servir de modèle, d'idéal aux peuples italiens.

(1) Domenico Berti, *Il conte di Cavour avanti il 1848* (Roma, Voghera édit. 1886) : « Egli è il primo in Italia che faccia ben notare come, in una nazione, le varie forme di operosità siano talmente solidali le une con le altre, che dove il sentimento nazionale è fiacco, non vi è industria potente, e dove non è libertà commerciale malle alligna la libertà politica. Il rinnovamento che egli vagheggia meglio risponde alla verità delle cose con perche più comprensivo di quello del Gioberti, del Balbo, del d'Azeglio e del Mazzini. Egli aspirava ad un' Italia tutta moderna, adun' Italia in cui *le istituzioni politiche e le istituzioni economiche sociali siano insieme unite e procedono di conserva*. In questa modernità sta la giustizia e la efficacia del suo concetto. »

(2) Blanc, *Mém.*, p. 279.

CONCLUSION

Il ne fut pas donné à J. de Maistre de réaliser lui-même, ou de voir d'autres hommes d'Etat réaliser sa conception d'une politique vraiment italienne. On ne saurait affirmer qu'il fut bien en avance sur son temps. Mais, sans aucun doute, il ne pouvait pas, dans ses vues originales sur la politique extérieure de la Maison de Savoie, comme dans ses tendances à une sorte de gouvernement moderne, être compris de l'inintelligente cour de Cagliari ou de Turin. Il avait le pressentiment que les rois de Sardaigne n'arriveraient à satisfaire leur ambition qu'en renonçant à la vieille politique de bascule entre la France et l'Autriche, et en s'appuyant franchement sur la France : c'était là la politique de l'avenir, réalisée avec moins de largeur d'esprit peut-être, sûrement avec plus d'âpreté, avec moins de confiance affectueuse dans la France (1), toutefois avec le plus heureux succès.

(1) Cavour compta principalement sur l'appui de l'Angleterre. Certes, il serait injuste de douter de ses tendances françaises. Il a parlé de la France presque avec autant d'élévation que de Maistre : « Quand vous m'aurez montré, disait-il un jour, un duc de Broglie anglais ou allemand, je commencerai à douter de mon opinion sur la supériorité morale, intellectuelle et politique de la France, opinion qui s'enracine chaque jour dans mon esprit. » (Cité par de Mazade, *Le Comte de Cavour*, p. 19). Il parle aussi de Paris dans le même sens que J. de Maistre : « L'Angleterre est un pays d'immenses ressources... mais ce qu'on y chercherait vainement, c'est cette admirable union de la science et de l'esprit, de la profondeur et de l'amabilité, du fond et de la forme, qui fait le charme de certains salons parisiens, -- charme qu'on regrette toute la vie une fois qu'on l'a goûté et qu'on ne retrouve plus lorsqu'on est éloigné de cette oasis intellectuelle. » (*Id.* p. 18. Cf. plus haut, livre I, ch. 1.)

Toutefois, il affecte de considérer l'Angleterre comme *la meilleure et la plus fidèle alliée* de la Sardaigne (Lettres à Em. d'Azeglio, publiées par N. Bianchi.

La Cour de Victor-Emmanuel ne comprit rien à cette orientation nouvelle de la diplomatie sarde. Elle ne fut pas moins effarée par la méthode d'agrandissement que préconisait J. de Maistre : substituer à la politique de conquête ou de « l'artichaut » une politique de séduction à l'égard des princes italiens ; remplacer la monarchie militaire du Piémont par une royauté d'allure nationale, qu'aurait caractérisée la haine des *Tedeschi* ; unir, enfin, les Italiens dans une grande entreprise nationale, sous la direction de la Maison de Savoie : — c'était là un programme que l'entourage de Victor-Emmanuel I^{er} devait taxer de chimère et de folie.

Comment les idées gouvernementales de J. de Maistre auraient-elles pu être mieux admises ? Comment un roi, qui voulait avoir « dormi quinze ans, » une cour qui en était restée aux préjugés de l'ancien régime, eussent-ils pu apprécier ce paladin de la monarchie absolue et de la théocratie, qui, en fait, n'a jamais su être réellement intransigeant que la plume à la main, dans le silence du cabinet, seul à seul avec ses théories ? Etaient-ils de taille à tenter, comme lui, de concilier avec les événements, avec l'esprit nouveau, les principes qu'ils prétendaient défendre ? C'est là, cependant, c'est dans cette cour qu'eût du se déployer cette *souplesse italienne*, par laquelle on a cru expliquer les contradictions de J. de Maistre (1) : si la souplesse avait suffi à transformer des courtisans en hommes d'Etat, le cabinet de Victor-Emmanuel eût compris aussitôt la politique moderne de la Maison de Savoie. Un seul homme, parmi les ministres de Sardaigne, semble s'être rendu compte, presque aussi bien que de Maistre, de la nécessité de modifier dès

La *Politique du comte de Cavour*, pp. 59 et 203). Il dit encore (p. 199) : « Quant à l'alliance anglaise, vous savez qu'elle est dans mes principes et selon mes goûts. » Pour lui (p. 359) « si l'entente avec la France nous coûte tant d'efforts et de sacrifices, l'entente avec l'Angleterre doit être toute naturelle et presque nécessaire. » Il regrette d'être obligé de s'adresser exclusivement à la France (p. 308) : « Il y a longtemps que nous le répétons, la conduite que ce gouvernement (anglais) tient à notre égard nous pousse dans les bras de la France. » — Et après l'annexion de la Savoie à la France, il déplore « la nécessité douloureuse du sacrifice que nous avons fait à l'alliance française. » (p. 365). — Il se plaint des *tracasseries* du gouvernement français (p. 380). Il compte sur l'Angleterre pour gêner au besoin l'action de la France : « Si jamais, écrit-il, le 22 septembre 1860, la France ou toute autre puissance, mettait sur le tapis la question du congrès, j'espère que l'Angleterre en empêcherait la réunion » (p. 381). — Il met même un jour en doute la parfaite bonne foi de la France dans la question italienne (p. 397).

(1) Eug. Lataye, *Revue des Deux-Mondes*, 1860.

les premiers jours de la Restauration, le système de gouvernement : c'est le comte Saint-Martin d'Aglié, ambassadeur à Londres, qui ne voyait d'autre possibilité d'agrandissement pour la Maison de Savoie, que dans l'établissement des lois fondamentales, essentielles, inaltérables du royaume (1). Mais, malgré sa souplesse traditionnelle, la Cour entendit ses conseils, sans les comprendre. C'est qu'il y avait autre chose que de l'habileté chez J. de Maistre : c'était, pour un grand esprit, aux vues larges, habitué aux spéculations philosophiques, l'impossibilité de se laisser dominer, écraser par la foi et la tradition, de se soustraire aux idées de liberté, qui étaient celles de son siècle; surtout, pour un homme d'Etat, de se refuser à voir, à constater que tout était changé en Europe, et d'en rester aux formes d'un ancien régime vermoulu (2).

Et c'est pour cela qu'il a eu peu d'influence à la Cour de Sardaigne, de même, d'ailleurs, qu'il a peu agi sur son temps. On sait combien il est inquiétant par ses allures, par sa dialectique, même pour ceux qu'il prétend défendre. Il soutient, contre le déisme ou l'athéisme, la cause de la religion catholique; mais le catholicisme tel qu'il le voit, ne suffit pas à son esprit, et il en désire, il en prédit la transformation. Il défend en théorie, contre la Révolution, le parti de la monarchie absolue : en pratique, il reconnaît les dangers d'un tel gouvernement, et il prétend limiter le pouvoir des rois, et il vante « les bienfaits de la liberté. »

Aussi, de même qu'il n'a pas eu, à proprement parler, de principes (3), sauf peut-être Lamennais (4), en dehors de l'école ultramontaine, qui prétend se rattacher à ses doctrines : — de même, il n'a exercé que peu d'action sur le mouvement politique

(1) Dépêches du comte d'Aglié au comte Vallaise (Arch. di Stat.), 13 juill. 1814 et 10 fév. 1815 (citées par Carutti, II, p. 352).

(2) Cf. le programme de Cavour : « Il est impossible au gouvernement, disait-il, d'avoir une politique nationale italienne, en face de l'étranger, sans être, à l'intérieur, libéral et réformateur, de même qu'il nous serait impossible d'être libéraux au dedans, sans être nationaux et Italiens dans nos rapports extérieurs. »

(3) Il écrit à de Bonald (Lett. et op., 25 mars 1820) : Aucun de vos journaux n'a osé prendre la parole en France sur mon ouvrage... Je m'attendais, je vous l'avoue, à plus de courage et de générosité. » — Cf. la remarquable étude de M. Emile Faguet dans *les Moralistes politiques du dix-neuvième siècle*.

(4) On sait que, comme J. de Maistre, Lamennais a tenté, à son tour, la rationalisation du dogme, et, comme lui aussi, a demandé une régénération religieuse et politique s'accomplissant par le Pape, — ou même en dehors du Pape. Cf. Sainte-Beuve, *Nouveaux Lundis*, art. sur *Lamennais*. — Cf. encore L. Binaut, *Revue des Deux-Mondes*, fév. 1861 ; « Joseph de Maistre et Lamennais. »

en Sardaigne après la Restauration. Bien plus, sa mort passa presque inaperçue (1).

La Cour de Sardaigne l'avait, pendant sa mission, à Pétersbourg, accablé d'avanies de toutes sortes (2). C'est à peine si, parfois, le roi Victor-Emmanuel avait daigné lui témoigner sa satisfaction (3). Lorsqu'après l'affaire de l'expulsion des jésuites, il crut devoir renoncer à l'ambassade de Russie et demander son rappel (4), il s'en fallut de peu qu'on ne lui donnât, en guise de compensation, un poste dérisoire.

On chercha même, semble-t-il, à l'éloigner purement et simplement de toute fonction publique. On essaya d'utiliser le mécontentement présumé du tsar pour le perdre à jamais dans l'esprit du Roi. C'était effectivement Alexandre qui avait demandé le rappel du comte de Maistre, en exprimant le désir de le voir sortir définitivement de la diplomatie et entrer dans l'administration du royaume (5). Le retour de l'ambassadeur fut considéré comme un véritable danger par l'entourage du Roi ;

(1) Costa de Beauregard *La Jeunesse du roi Charles-Albert*, p. 108, cite la lettre de Sylvain de Costa sur la mort de J. de Maistre, 3 mars 1821 : « Le chevalier Nicolas de Maistre est arrivé juste à temps pour voir expirer son grand frère, dont la mort n'a pas fait plus de sensation que celle de son gardeur de vaches, s'il se fût rendu à Turin pour cette opération. Ceux qui se sont aperçus que le comte de Maistre n'existait plus n'ont su dire autre chose à sa louange, sinon que c'était un radoteur enthousiaste, et qu'on était heureux d'en être débarrassé, dans un moment où il embarrassait plus qu'il n'était utile. C'est vraiment duperie d'avoir de la sagesse, de l'esprit et du génie... »

(2) Corr. dipl., I, 17/29 mai 1814 : « J'ai souffert, sire, pendant douze ans, tout ce que l'homme peut souffrir, rien surtout ne peut rendre à deux de mes enfants ces années perdues pour eux... » Cf. lettre du 15 mars 1815 et celle du 31 décembre 1815/12 janv. 1816. — Voir plus haut le chapitre : « J. de Maistre et la cour de Savoie ».

(3) *Id.*, I, 19 mars 1813 : « J'ai reçu avec une profonde et respectueuse reconnaissance la lettre dont il a plu à Votre Majesté de m'honorer le 16 novembre dernier. Elle était nécessaire à ma santé, car depuis longtemps j'étais privé de cet honneur... J'ai été ravi d'apprendre par Votre Majesté même que mes lettres ne lui sont point désagréables... » — Cf. lettre du 3/15 mai 1813 (non citée par Blanc. Arch. di St.) : « Deux lettres de S. M. m'ont comblé de joie en me laissant apercevoir des sentiments beaucoup plus paternels. »

(4) Corr. dipl., II, 31 déc. 1815/11 janv. 1816, — surtout 11/23 mars 1816.

(5) Aff. étrang., 156 (Russie). Lettre du comte de Gabriac à Noailles, 1816. Il s'agit des deux lettres écrites par le tsar au prince Koslowsky pour le charger de demander le rappel de Maistre : « ... Cependant un sentiment fort noble, la crainte que son mécontentement ne nuise au comte de Maistre qu'il ne peut se défendre d'estimer, reparait à la fin : et il témoigne encore le désir qu'il soit dédommagé de la perte de sa place. Il charge son ministre de le demander, mais pourvu, toutefois, que ce soit dans l'administration intérieure, car on voit que l'Empereur n'aimerait pas qu'il eût une place diplomatique. . »

sa supériorité incontestable, les services éminents qu'il avait rendus, semblaient le destiner à jouer un grand rôle (1). Le comte de Vallaise lui-même se montra fort inquiet, voyant dans l'ambassadeur un rival redoutable, et il n'eût pas mieux demandé que d'avoir une raison de faire disgracier définitivement de Maistre (2). Il fallut toute l'insistance et toute l'habileté du prince Koslowsky, ambassadeur russe, pour obtenir un dédommagement à la perte du poste d'ambassadeur. De Maistre avait demandé d'être nommé ambassadeur à Rome (3) : on lui offrait les fonctions médiocrement honorifiques de *presidente capo del consolato* (4). Il dut se fâcher très fort pour obtenir autre chose : on n'osa pas le pousser à bout ; (5) et, sans doute aussi, on céda à l'insistance du prince Koslowsky : on lui accorda « la jouissance d'un traitement de 7,000 francs et du titre honoraire de premier président, auquel est attaché celui d'Excellence (6). »

(1) *Id. id.* « Cette commission de faire revenir le comte de Maistre, mais de le faire employer ici, a paru au prince Koslowsky d'autant plus difficile à bien remplir, qu'il était informé que *ce ministre passant ici pour fort supérieur à tout ce qui entoure le Roi est assez craint*, et qu'en particulier le comte de Vallaise n'aurait pas mieux demandé peut-être que de se servir du mécontentement de S. M. I, pour le perdre ici. »

(2) *Id. id.* Effectivement Vallaise fit tous ses efforts pour faire avouer au prince Koslowsky que le rappel de Maistre était imposé non pour des raisons d'ordre pécuniaire, comme il le disait, mais à cause du mécontentement de l'Empereur. « (K.) a si bien persévéré dans son langage, que le comte de Vallaise s'est rendu, et, à la recommandation de l'Empereur, le comte de Maistre va être nommé premier président du consulat. »

(3) Corr. dipl. II. 31 déc. 1815/12 janv. 1816 : « Il en est une (place) dont je m'accommoderais fort bien, pourvu que le même tourment ne m'y accompagnât pas, je veux parler de la légation de Rome... » Cf. *Id.* 28 mars/9 avril 1816.

(4) *Id.* 25 juin/7 juillet 1816 : « Quant à la nouvelle destination que V. E. m'annonce, je la refuse de la manière la plus péremptoire, et je la refuse même avec une respectueuse indignation qui m'est bien permise. L'amour-propre peut, sans doute, m'aveugler comme un autre, mais je crois fermement qu'un emploi qui n'a point de nom européen est au-dessous de moi. Si l'on parle d'un général, d'un ministre, d'un évêque, etc., chacun sait de quoi il est question ; mais, si l'on vient à nommer *il presidente capo del consolato*, tout le monde demandera ce que c'est. » — Cf. 30 juin/12 juill. 1816 : « Un homme qui a présidé pendant trois ans un tribunal suprême, et qui est parti de là pour être ministre pendant quinze ans près l'Empereur de Russie, rappelé de ce poste pour présider un tribunal inférieur... cela est inconcevable, Monsieur le comte, et je n'en crois pas mes yeux. »

(5) *Id.* 30 juin/12 juill. 1816 : « J'aime mieux être martyr que ridicule : dans le premier cas, j'aurais, au moins, pour moi, un certain cri public qui console de beaucoup de choses... »

(6) Aff. étrang. 285. Lettre de Gabriac, 16 janv. 1817 : « L'Empereur de Russie n'a pas cessé de marquer à M. de Maistre un constant intérêt. C'est aux instances

Il eut la joie de se voir donner, en décembre 1818, le titre tant désiré de ministre d'Etat (1), et il put croire qu'il allait, enfin, être appelé à jouer un rôle politique. Il avait demandé à ne pas rentrer dans la magistrature (2) et à être désigné pour des fonctions administratives (3). Mais il avait contre lui son origine savoyarde (4), sa qualité de membre de la noblesse de robe (5), l'hostilité déclarée de l'entourage du Roi (6), dans lequel on se plaisait à faire circuler des bruits fâcheux sur son compte (7). Et puis, la Cour de Turin prétendait faire revivre, avec les anciens privilèges, l'ancienne organisation gouvernementale : le

de son ministre auprès de cette cour que M. de Maistre doit déjà la jouissance d'un traitement, etc... »

(1) *Id.* 15 nov. 1816 : « Je m'abstiens à la vérité, de trop exprimer ma joie, de peur de prêter au ridicule, si le titre de ministre d'Etat qui m'est annoncé signifie une retraite pure et simple, comme on a pu le croire » Cf. Aff. étrang. 285, 16 janv. 1817 : « Ces expressions ne peuvent manquer d'obtenir au comte de Maistre au moins le titre de ministre d'Etat qu'il pouvait ambitionner... »

(2) *Id.* 28 sept./10 oct. 1815 : « Il m'est devenu impossible de *remplir*, et, par conséquent, *d'accepter* aucune place de magistrature. Après une si longue interruption, mes idées ont pris un autre cours ; des études, des connaissances, des compositions, entièrement étrangères aux lois, se sont emparées de mon esprit. Je pourrais demeurer au-dessous de ma place, ce qui est, dans toutes les professions, un grand malheur, et dans l'ordre judiciaire, un grand crime... » — Cf. 15/27 août 1816 : « J'ai seulement exprimé une très grande répugnance pour rentrer dans la magistrature. »

(3) *Id.*, *id.* « Il resterait en second lieu une place d'administration, ce qui serait beaucoup plus de mon goût. »

(4) *Id.* 4/16 juill. 1814 : « Tout homme appartenant à un pays détaché ne doit plus se montrer ; déjà, en 1793, on nous disait, jusque dans l'antichambre de V. M. : « Qui donc vous a priés de sortir ? etc. Maintenant, ce serait bien autre chose. »

(5) Blanc, *Mém.* p. 292 : « Membre, d'ailleurs, d'un ordre fort peu agréé... » — Il dit ailleurs (17/29 mai 1815) : « Je suis fils d'un cadet de famille, jadis très peu fortuné... »

(6) Corr. dipl., II, 28 sept./10 oct. 1816 : « Il resterait une place d'administration... Malheureusement, je ne puis me faire illusion; je ne suis point fait pour ma patrie, et ce malheur ou ce défaut se ferait sentir bien davantage dans cette seconde supposition. J'ai toujours réussi chez l'étranger, parce qu'on m'y a toujours accordé, et dès le premier jour, la place qu'on m'y croyait sûre... chez moi, au contraire, je n'éprouve qu'opposition et combats interminables : un parti qui n'est pas même pour le nombre, me condamne obstinément à l'infériorité, tandis que je dispute même sur l'égalité ; comme il n'y a pas moyen d'accorder ces deux prétentions, il vaut mieux que je cède la place... »

(7) *Id.* 21 janv./2 fév. 1815 : « On m'a mandé plus d'une fois qu'à Turin et même qu'à Paris, il a été dit qu'à la suite d'une grande maladie que j'avais faite, l'esprit m'avait totalement baissé... Souvent je disais en riant : bientôt on écrira au Roi que je suis apoplectique, mais je vois que mes protecteurs ont mieux aimé dire *radoteur*... »

Palmaverde, ou Almanach de la Cour, de 1798, — qui fut réimprimé sans modification pour l'année 1815, et d'après lequel les anciens officiers de cour se retrouvèrent avec leurs titres et leurs fonctions, — fut comme le symbole de la Restauration piémontaise (1). Le Roi n'osa pas prendre sur lui (2) d'appeler de Maistre à jouer un rôle politique, et, après lui avoir fait assez longtemps attendre une nomination (3), il le fit rentrer dans l'ordre judiciaire, en lui décernant, il est vrai, les plus grands honneurs, en le mettant comme régent de la grande chancellerie du royaume, à la tête de la magistrature (4).

Mais ce n'étaient pas là les fonctions auxquelles il avait aspiré, ni auxquelles, sans doute, l'opinion publique le désignait (5). Il s'y trouvait « déplacé » et il déplorait de passer son temps à donner des signatures (6), de voir ses dernières années

(1) Lett. et op., 25 août/6 sept. 1815 : « Je me hâte de vous remercier des deux *Palmaverdes* d'honneur ; ils ont été pour moi une véritable apparition. A l'élégance de l'impression, à la correction du style et des épreuves, à la finesse des prédictions, au charme inimitable des vers, et jusqu'à la nature du maroquin qui l'habille, j'ai vu que nous n'avons changé en rien... Le diable m'emporte si je plaisante.. » Il parle encore du *Palmaverde* dans la lettre du 21 août/1^{er} sept. 1815 (Corr. dipl., II). Cf. Costa de Beauregard, p. 76.

(2) Corr. dipl., II, 1816 : « Jamais je ne comprendrai ces mots : *le Roi ne peut pas* ; jamais je ne comprendrai pourquoi et comment le roi de Sardaigne ne peut pas ce que tous les autres souverains de l'Europe peuvent. Le système des règlements généraux est la mort du génie, des talents, des grands efforts et de toute noble entreprise pour l'Etat. »

(3) Parti de Pétersbourg le 9 mai 1817, il était encore sans fonctions un an plus tard (Lett. et op., 27 mai 1818, à l'amiral Tchitchagoff.) Ce n'est qu'en 1819 (22 mars) qu'il parle de son emploi à de Bonald.

(4) Lett. et op., 22 mars 1819 : « Ma place (de régent de la grande chancellerie) revient à peu près à *vice chancelier*, et me met à la tête de la magistrature, au-dessus des premiers présidents.

Cf. Aff. étrang., 286. Dalberg, 14 déc. 1818 : « On a confié le titre de ministre d'État à M. de Balbo, qui est depuis peu de jours de retour ici ; à M. de Maistre, qui remplace M. Gattinara comme garde des sceaux. »

(5) *Id.*, 15 nov. 1817 (à de Bonald) : « Je ne connais point encore les intentions du Roi à mon égard. — Je suis fort bien traité à la cour, mais sans prévoir encore ce que tout cela signifie : il est vrai que je n'y tâche pas. Je n'ai pas fait une demande ni une visite *intentionnelle*. Ma philosophie fait rire le Roi, qui me dira son secret quand il voudra. En attendant, le public, dans sa bonté, me donne tous les jours un emploi, auquel il ne manque que des *lettres patentes*... »

(6) *Id.*, Turin, 9 février 1820 à l'abbé Rey, vicaire général de Chambéry : « Tous les jours, je vois mieux que je suis déplacé ; on me jette dans les emplois au moment où il en faudrait sortir. Je pourrais servir la bonne cause... au lieu que tout mon temps est employé à signer mon nom »

se consumer dans le « papier timbré (1), » Il eût préféré reprendre sa plume de polémiste (2), ou, mieux encore, exercer des fonctions d'ordre politique : et son titre de ministre d'Etat était purement honorifique ! (3). La Cour, encore, comme avant la Restauration, le tenait éloigné des grandes affaires. On semblait avoir pris à tâche de le décourager (4), on lui enlevait toute espérance d'un grand rôle à jouer (5), on le jugeait même embarrassant, et l'on ne voulait voir en lui qu'un « radoteur enthousiaste (6). » Ce ne fut guère que dans des mesures de détail, qu'il put faire apprécier son habileté administrative, et montrer, au grand étonnement de ceux qui ne le connaissaient que par ses ouvrages et son affaire des jésuites en Russie, un esprit réformateur et libéral (7).

Il assista, triste, désespéré, anx maladresses que le Gouvernement de Turin ne cessait de commettre, à l'extérieur comme à l'intérieur. Il vit l'Autriche étendre et consolider, par son habile

(1) *Id.*, 18 août 1819, à la duchesse d'Escars : « J'ai trop d'affaires sur les bras. Mes dernières années s'éteignent dans le papier timbré... »

(2) *Id.*, 9 fév. 1820 : « Je pourrais servir encore la bonne cause, et jeter dans le monde quelques pages utiles... »

(3) *Id.*, 22 mars 1819 à de Bonald : « Quant au titre de *ministre d'État*, joint à la dignité de régent, il ne suppose pas des fonctions particulières, ni la direction d'un département. Il m'élève seulement assez considérablement dans la hiérarchie générale et donne de plus à ma femme une fort belle attitude à la cour hors de la ligne générale. Voilà, Monsieur le comte, le résultat de mon exaltation... »

(4) *Id.*, 6 sept. 1817, à sa fille Constance (avant sa nomination) : « Je ne vois, depuis que je suis ici, aucune éclaircie dans le lointain, aucun signe de faveur quelconque, enfin, rien de ce qui peut encourager un grand cœur à se jeter dans le torrent des affaires... »

(5) Lett. et op., 29 mai 1819 (à M. de Blacas) : « Je ne dois plus me faire illusion : il n'y a plus d'espérance pour moi ; la Fortune est femme, elle n'aime que les jeunes gens. Pendant longtemps j'ai pu me flatter de deux influences qui m'auraient sauvé : par des raisons bien différentes, l'une et l'autre m'ont manqué. Seul et sans appui, je ne peux vaincre l'opposition sourde qui redoute mes opinions et qui est bien plus forte que le roi. »

(6) V. plus haut p. 332, note 1.

(7) Aff. étrang. 386. Dalberg, 17 janv. 1819 : « Depuis les derniers changements qui ont eu lieu ici, et qui ont mis M. de Balbe et M. de Maistre dans les affaires, on trouve déjà qu'ils ont des idées et des vues peu en harmonie avec l'ancien système. Or V. E. peut savoir par M. de Rayneval, ce que c'est que M. de Maistre, ancien ministre à Pétersbourg, renvoyé de là pour avoir aidé les jésuites à faire des prosélytes dans les grandes familles de Russie. » — Cf. *Id.* 28 sept. 1819 : « Depuis que M. de Saint Marsan et M. de Maistre ont été placés au ministère, je n'ai plus eu à réclamer contre des billets royaux accordés sans examen, et à la simple faveur. On évite de blesser des intérêts étrangers. La nomination de M. de Balbe sera une nouvelle garantie pour nos intérêts. Je rends hommage à l'esprit conciliant et sage de nos administrateurs. »

et patiente politique, la puissance que les traités de 1815 lui avaient assurée en Italie (1) : il la savait aux aguets, attendant qu'une occasion quelconque, une révolution jetât le Piémont dans ses bras et lui permit de l'étouffer : et il dut, impuissant, observer l'Autriche maîtresse à Naples, souveraine à Rome, despote à Milan (2).

Et la révolution était prochaine : il la pressentait, il la prédisait. N'avait-il pas souvent proclamé que ce sont les abus qui font les révolutions ? Et les abus de l'ancien régime avaient été ramenés par la Restauration : C'était bien encore ce Piémont dont parlait Alfieri, et « où l'on ne pouvait ni faire ni dire de grandes choses ; » ce Piémont dont le duc Dalberg, ambassadeur de France à Turin, flétrissait le gouvernement « tout absolu et arbitraire... et où les sciences, les lettres et les progrès de l'esprit humain sont stationnaires (3). »

Victor-Emmanuel, après avoir débarqué à Gênes le 14 mai 1814, était rentré à Turin le 20 mai : ses sujets l'avaient accueilli avec enthousiasme, mais ils ne tardèrent pas à éprouver quelques déceptions. Avec Victor-Emmanuel, l'ancien régime même ressuscitait (4). Le Roi, d'esprit peu cultivé et d'habitudes routinières, à qui les malheurs de son exil en Sardaigne n'avaient rien appris, ne se préoccupait guère que du cérémonial, de l'étiquette (5). Il laissait, d'ailleurs, comme à Cagliari, la direction des affaires à son entourage. La reine le dominait : « d'un caractère altier et haineux, écrivait le duc Dalberg, cette princesse désirerait exercer une influence absolue sur le Roi. Elle hait violemment ceux qui partagent la confiance de ce prince, qui lui-même est faible et facile à conduire (6). » Et cette puissance, loin d'être utile au royaume, lui était funeste aussi bien qu'à la royauté : « On ne lui voit, écrit encore le chargé d'affaires en France, exercer d'autorité que pour satisfaire à de petites passions haineuses (7). » Elle subissait, d'ailleurs, elle-même l'influence de sa femme de chambre, M^{me} Costamagna, qui disposait des grâces

(1) V. Stern, I. p. 275.

(2) Voir les dernières pages du chapitre sur le *Danger autrichien*.

(3) Aff. étrang. 286. 2 sept. 1819.

(4) Bianchi, St. della diplom. in Italie. I. p. 62. Lettre de Victor Emmanuel à Saint Marsan, réclamant le droit de rétablir l'ancien gouvernement.

(5) Stern. II. p. 65. Aff. étrang. 205 Dalberg, 8 oct. 1817 : « Le Roi faible et sans lumières, quoique très bon homme dans le fond... »

(6) Aff. étrang. 284, 30 août 1817.

(7) *Ip.*, *Id.* Lettre de Gabriad, 19 avril 1816.

et des faveurs (1). D'esprit étroit, elle voulait qu'on engageât la lutte la plus violente contre l'esprit révolutionnaire, qu'elle unissait dans une même haine contre la France (2). Elle inspira, sans doute, ces mesures faibles de la Restauration, qui devaient provoquer l'impopularité de la monarchie sarde : le peuple de Turin ne s'y trompa pas, et ce fut d'abord contre elle qu'il tourna son hostilité (3), se félicitant surtout d'échapper à ce qu'il avait pu craindre un moment, à une Régence (4).

La Reine n'était pas seule, d'ailleurs, à pousser Victor-Emmanuel dans la voie de la réaction à outrance. Il écoutait volontiers les conseils de son intrigant confesseur Botta (5) ; surtout il se fiait pour la haute direction des affaires au comte de Roburent, grand écuyer maladroit et ignorant, et au comte Richelmi, d'une aussi médiocre intelligence ; et ceux-ci, — fait observer le marquis d'Osmond, ambassadeur de France à Turin, — « tous deux revenus de Sardaigne avec le Roi, paraissent conserver une grande influence sur l'esprit de S. M. et semblent avoir dirigé des opérations désastreuses pour les finances et pour la considération, dont il serait si heureux que le Roi fût environné (6). » Bien d'autres encore, comme le comte Cerrutti, bientôt ministre, jouèrent un rôle dans cet entourage (7).

(1) *Id.* : « On ne lui voit exercer d'autorité que pour satisfaire à de petites passions haineuses, ou aux recommandations de Mme Costamagna, sa femme de chambre, à laquelle, comme à l'unique canal de la protection de la Reine, de fort grands personnages font une cour trop humble et trop empressée, pour n'être pas un peu ridicule. » Cf. *Id.* 284 22 août 1816. « On murmure ensuite contre les déférences du Roi pour la Reine, qui s'est aliénée ici les grands et le peuple, qui favorise exclusivement quelques sardes et les protégés de sa femme de chambre. »

(2) *Id.* 287 Dalberg, 20 fév. 1820 : « Le Roi a été singulièrement abattu de la mort de M. le duc de Berry. La Reine s'est livrée à toute l'exaltation de sa haine contre tout ce qui est français. . »

(3) *Id.* 284. 19 avril 1816 : « La Reine n'aime pas Turin, où elle est d'autant moins aimée qu'on espérait beaucoup d'elle. » — *Id.* 6 sept. 1816 : « Il est certain qu'à Turin on ne l'aime pas, et elle le sait. »

(4) *Id.* 284. 6 sept. 1816 : « On dit que S. M. la Reine de Sardaigne qui avait quelque espoir dans les bains d'Aix pour donner un héritier au trône, voit ses espérances tout à fait déçues, et on remarque que le public s'en félicite, parce qu'on craindrait sa domination pendant une régence. »

(5) Aff. étrang. 285. 8 oct. 1817. Dalberg : « Les choses vont tous les jours un peu plus mal dans ce pays-ci. — Le parti de la reine, du confesseur Botta, de la femme de chambre, etc. . » — V. Cantù, *Hist. des Italiens*, XI, p. 322.

(6) *Id.* 282. marquis d'Osmond, 28 oct. 1814.

(7) Cantù, *Hist. des Italiens*, XI, p. 317-322. — Cf. Tivaroni Stor. del risorgimento, IV, p. 1 et suiv. Parmi les autres fauteurs de réaction, on cite le baron Chinio de Thenesol, le comte Ferrario di Castelnuovo, le comte Calvi, etc.

Pour l'administration même, les premiers hommes de confiance de la Restauration furent le comte Cerrutti, ministre de l'intérieur, et le chevalier Musso, ministre de la guerre ; tous deux d'esprit étroit (1), et qui donnèrent au mouvement de réaction, désiré par la Cour, un caractère d'excessive sottise.

Ce fut, sans doute, sous la pression de cette Cour inintelligente que le Roi se laissa aller à promulguer le fameux édit du 21 mai 1814, qui, ne conservant des institutions françaises que les impôts directs et indirects, remettait exclusivement en vigueur les *constitutions royales de 1770* et les *ordonnances antérieures au 23 juin 1800* : toute l'antique organisation sociale et politique reparaisait avec les privilèges de classe, le droit d'ainesse, les droits féodaux, tous les abus, en un mot, qu'avait balayés la Révolution (2).

Bien plus, on opéra une refonte générale de l'armée piémontaise, sur les bases de l'organisation existant le 23 juin 1800 : tous les soldats et sous-officiers de cette époque recevaient l'ordre de se présenter immédiatement à leurs régiments, et, quant aux officiers qui avaient servi dans l'armée française, on ne les conserva qu'en les faisant descendre de plusieurs grades (3).

La haine pour tout ce qui était français fut poussée jusqu'au point de vouloir détruire un pont construit par le génie français sur le Pô, (4) et de supprimer dans les théâtres le système d'éclairage français (5). Un directeur de douanes parla même d'interdire aux marchandises françaises le passage du Mont-Cenis (6).

Victor-Emmanuel osait, de son côté, interdire, par un édit, de porter la croix de la Légion d'honneur, les ambassadeurs français protestèrent avec indignation, mais ce ne fut que plusieurs années après qu'ils obtinrent non une autorisation formelle, mais une simple tolérance pour les titulaires de la Légion d'honneur (7). Du même ordre d'idées, mais avec une note infiniment comique, était le projet dont parle le chargé d'affaires de France, et qui consistait à « extirper les plantes dont, en l'absence du Roi, on avait embelli le jardin, attendu que c'étaient des *plantes*

(1) Stern *Geschichté Europa's*, II. p. 68.

(2) Sclopis, *Hist. de la Législat.*, III, pp. 188-190.

(3) Stern, II, p. 66. — Cf. Tivaroni, IV, p. 8 (d'après Brofferio, *Miei tempi*, IV) : « On vit des capitaines descendre au grade de sergent ou même de caporal. »

(4) *Id.*, *id.*, Cette belle proposition fut faite par l'intendant général Bellorio.

(5) Stern, *Geschichte Europa's*, II, p. 66.

(6) *Id.*, *id.*

(7) Aff. étrang., 284, 1^{er} décembre 1816. Lettre du duc Dalberg.

jacobines (1). » En résumé, on s'appliquait à faire dominer dans le gouvernement un esprit ou plutôt, comme disait le comte de Gabriac : « un aveuglement antifrçais (2). » Et l'on croyait, sans doute, avoir suffisamment constitué l'Etat en édictant solennellement que, pour l'admission des femmes à la Cour, on se conformerait aux règlements de 1732 (3).

D'autre part, malgré les engagements formels qui avaient été pris au Congrès de Vienne, le Gouvernement de Turin refusa aux Génois non-seulement une constitution avec le titre de roi de Ligurie (4) pour Victor-Emmanuel, mais encore, l'exécution des garanties assurées par le traité d'annexion de Gènes au Piémont.

C'était, on le voit, un mouvement très marqué de réaction (5); c'était le contre-pied des conseils donnés par J. de Maistre. La Cour de Victor-Emmanuel ne fit preuve de modération qu'en évitant de donner à cette réaction un caractère de violence (6); et encore cette sagesse lui fut-elle inspirée, sans doute, sinon imposée par la crainte du mécontentement de la Russie (7).

Après Waterloo, la réaction s'aggrava par un édit à la fois maladroit et odieux de Victor-Emmanuel, qui, le 27 juin 1815, décréta l'expulsion de tous les Français établis en Piémont depuis 1792 : on peut douter que la tranquillité politique y ait beaucoup gagné ; tout au moins, l'industrie piémontaise en fut singulièrement ébranlée (8). Il fallut les protestations vigoureuses du marquis d'Osmond, ambassadeur de France, pour obtenir

(1) *Id.*, *id.*, 22 avril 1816. Lett. du comte de Gabriac.

(2) *Id.*

(3) Aff. étr., 282. Lettre d'Osmond, 17 déc. 1814 : « Le comte de Vallaise, le comte Perron, maître des cérémonies, le comte de Richelmi et le procureur général se réunissent en comité pour déterminer l'admission des femmes à la cour; on croit qu'ils doivent se conformer aux règlements de 1732. »

(4) Victor-Emmanuel n'était pas personnellement hostile à cette idée (dépêche du 8 octobre 1814, citée par Carutti, II p. 298); mais il semble que Saint Marsan et la cour y fussent réfractaires.

(5) Voir la curieuse pétition au roi Victor-Emmanuel, citée par Cantù. *Hist. des Italiens*, XI, 324-25 : c'est un résumé des griefs des libéraux contre le gouvernement de la Restauration.

(6) Cantù (Cronistoria, II, 1, 159) affirme que Victor-Emmanuel déchirait lui-même la liste des jacobins et des francs-maçons qu'on lui présentait.

(7) Corr. dipl. II. Note de J. de Maistre au comte de Nesselrode 10/22 août 1814 : « On ne prouvera pas que S. M. le roi de Sardaigne ait, l'on ne dit pas confisqué (elle ignore ce mot), mais seulement séquestré une toise de terrain au préjudice des plus scandaleux ennemis de sa personne, de sa famille, et de son gouvernement : elle n'a puni personne, emprisonné personne, ni même, à ce qu'on croit, déplacé personne. »

(8) Tivaroni, *Stor. del risorg.* IV, p. 14 : « Cet édit frappa 5000 personnes toutefois, sur les réclamations des puissances, on en tempéra l'exécution. »

une révocation partielle de cet édit, et seulement plus de six mois après, le 2 janvier 1816 (1).

Il y avait, cependant, au ministère, deux hommes intelligents et habiles, qui, semble-t-il, eussent dû s'opposer à des mesures aussi malheureuses. Le comte de Saint-Marsan, ministre de la guerre, était un homme d'Etat expérimenté (2), et auquel le souvenir de révolutions qu'il avait traversées devait inspirer l'éloignement des partis extrêmes ; mais, peut-être, fut-il obligé de s'effacer devant l'influence de la reine et des conseillers intimes. Quant au comte de Vallaise, secrétaire d'Etat des affaires étrangères, bien que défenseur convaincu de l'ancien régime (3), très dévoué à Victor-Emmanuel, sur lequel il exerçait d'ailleurs un certain empire (4), il avait assez de perspicacité pour se rendre compte des difficultés d'un gouvernement absolu (5). Mais, courtisan dans l'âme (6), il avait à se préoccuper constamment de maintenir son influence contre les intrigues qui s'agitaient dans le gouvernement même (7) et sous lesquelles il devait succomber (8) ; et il n'était certes pas de taille à prendre la tête d'un

(1) Aff. étrang. 283. Voir diverses lettres du marquis d'Osmond renouvelant sans cesse ses protestations contre cet édit.

(2) Stern, II, p. 68.

(3) *Id.*, *id.*

(4) Aff. étrang., 283, 27 déc. 1815. Lett. de Gabriac : « M. de Vallaise a beaucoup d'empire sur l'esprit du Roi, qui est fort content de ses services. » — Cf. *id.* d'Osmond, 14 janv. 1815 : « M. de Vallaise réunit aujourd'hui toute l'influence des affaires... »

(5) *Id.* D'Osmond, 14 janv. 1815 : « Sans accorder à l'opinion ce que j'aurais voulu qu'il (Vallaise) lui donnât, je le crois pourtant arrivé à penser que les gouvernements absolus, par le temps qui court, ont besoin de gens d'esprit... » Cf. Stern, II, p. 69 : « Il était trop éclairé, pour ne pas devoir avertir qu'il fallait supprimer ce qui s'était fait pendant une demi-génération. »

(6) *Id.* 294 Gabriac 6 sept. 1816 : « M. de Vallaise couvre sous des formes agréables beaucoup de dureté et des inclinations despotiques, et, malgré de l'esprit, sa conversation fatigue par son extrême circonspection, sa fausseté habituelle, le calcul qu'on voit présider à ses discours, à ses prévenances et même à sa gaieté... »

(7) *Id.*, *id.* 19 avril 1816 : « Depuis la réponse de la cour de Russie (au sujet de Lucedio) et depuis le traité avec Alger, M. de Vallaise a repris le plus grand crédit. Il n'en a pas assez néanmoins pour centraliser l'action du gouvernement. En outre du marquis de Saint-Marsan, ministre de la guerre, les ministres de l'intérieur et des finances réunis, soutenus du président du Sénat et du procureur du Roi près la Cour des Comptes, forment un parti tout à fait indépendant, une puissance assez opposée au ministre des affaires étrangères et il a grand-peur de ces avocats... »

(8) Aff. étrang. 285, Dalberg, 8 oct. 1817 : « Les choses vont tous les jours un peu plus mal dans ce pays-ci. (Retraite de Vallaise). Le parti de la Reine, du confesseur Botta, de la femme de chambre Costa-Magna, du ministre Borgarelli et du Comte de Brignoles, ont gagné entièrement le dessus. »

mouvement réformateur à Turin (1). Il semble, cependant, qu'il ait, un instant, pu atténuer la réaction, grâce à la présence d'une de ses créatures, le comte Vidua, au ministère de l'intérieur (2) : on est d'accord pour reconnaître, en dépit de la persistance du désordre administratif (3), que le comte Vidua montra un meilleur esprit que son prédécesseur Cerrutti (4). Mais ce ne fut là qu'une tentative éphémère.

Le successeur du comte Vidua, le comte Borgarelli, deuxième président du Sénat, devait surtout sa nomination à la faveur de la Reine qui appréciait son esprit antifrçais(5). C'était un « vieil avocat sans lumières et sans expérience (6) », et qui prit pour modèle l'administration de Carutti, avec plus d'étroitesse d'esprit encore, avec peut-être une méconnaissance plus complète des exigences des temps modernes (7). Ce fut, pour ainsi dire, le règne de la maladresse et de la sottise. On semblait prendre à tâche de mécontenter toutes les classes. La noblesse se plaignait des ministres qui visaient à asseoir fortement le des-

(1) *Id.* 283, 14 janv. 1815 : « Sans accorder à l'opinion ce que j'aurais voulu qu'il lui donnât. »

(2) *Id.* 283, 27 décemb. 1815 : « Le comte Serra, régent général des finances, ayant demandé sa démission au Roi, si M. Vidua restait en place, l'a emporté sur l'influence du comte de Vallaise, qui gouvernant entièrement l'intérieur par Vidua, sa créature, avait seul pu le maintenir au ministère. »

(3) *Aff. étrang.* 283, Gabriac, 27 décemb. 1815 : « L'extrême lenteur que le ministre de l'intérieur de ce pays, comte Vidua, apportait à l'expédition des affaires, nuisait autant à l'administration de son département qu'à celle des finances, dont il a la direction suprême, et dont il porte le travail au Roi. N'arrétant point de budget, n'assignant point de fonds spéciaux aux diverses administrations le désordre des finances et les embarras du Trésor s'accroissaient de jour en jour... »

(4) *Stern*, II, p. 68.

(5) *Aff. étrang.* 283, Gabriac, 27 décemb. 1815 : « La nomination de M. Borgarelli, deuxième président du Sénat, à la place de M. Vidua, a eu lieu avant-hier. Il n'a que le titre de Régent des affaires internes. On l'essaie. Le public lui reconnaît les qualités opposées aux défauts de son prédécesseur, et il s'est, dit-on, fortement et constamment prononcé contre le gouvernement de Bonaparte : recommandation puissante, surtout aux yeux de la Reine... » — Cf. *Id.* 284, 22 août 1816 : « On murmure contre cet esprit, je dirais cet aveuglement anti-frçais qui continue à dominer dans le ministère, surtout par l'influence des trois gens de loi précités (ministre Borgarelli, présid. Cerrutti, procureur général Ambel), et qui a déjà occasionné du dommage au pays, et non moins de ridicule au gouvernement... »

(6) *Id.* 285, Dalberg, 30 août 1817 : « M. Borgarelli, ministre de l'intérieur, un vieil avocat sans lumières et sans expérience, multiplie les fautes dans la partie qui lui est confiée... »

(7) *Stern*, II, p. 68.

potisme royal (1), et qui faisaient céder la justice devant l'arbitraire (2). La bourgeoisie, de son côté, n'avait pas moins à se plaindre des désordres judiciaires : les tribunaux, les lois mêmes variaient suivant la qualité des accusés (3) : et, d'autre part, le roi intervenait parfois pour annuler ou modifier par le *Biglietto regio* les lettres de change des courtisans (4). Elle pouvait aussi protester contre les désordres de l'administration où l'achat des titres et des charges étaient choses communes, où tout ou à peu près tout était à l'encan : « Tout le monde sait, écrivait l'ambassadeur d'Autriche, ce qu'il faut payer pour obtenir la solution d'une affaire (5) ». L'état des finances était déplorable : par exemple, au 1^{er} avril 1816, le budget de l'année courante n'était pas encore dressé (6) : on cherchait à se procurer de l'argent par des taxations arbitraires ou par des emprunts qu'on ne parvenait pas à couvrir (7) ; ou bien, pour satisfaire l'avidité des courtisans, suffire même aux besoins de la Reine, on suspendait le paiement des rentes, on préparait la banqueroute (8). Et, malgré cette détresse du Trésor, le gouvernement de Victor-Emmanuel aggravait les charges publiques, et, malgré les sages conseils donnés par J. de Maistre, développait démesurément l'état militaire (9). Les impôts, par suite, deve-

(1) Aff. étrang. 284. Gabriac, 22 août 1816 : « Elle les accuse de n'avoir d'autre but que de consolider le despotisme. »

(2) Sclopis, III. p. 198. — Cf. dans Gervinus, III p. 94-96 la protestation du comte del Pazzo contre l'édit du 21 mai.

(3) Aff. étrang. 284. Gabriac, 22 août 1816 : « On murmure sur l'incertitude des lois et l'hésitation des tribunaux suivant la qualité des personnes. »

(4) *Id.*, *Id.* « De son côté, la bourgeoisie voit avec regret l'entrée de toutes les carrières du service public, sinon fermée, du moins extrêmement rétrécie. Mais elle est surtout bien fondée à se plaindre, lorsqu'elle trouve intolérable l'instabilité des choses judiciaires, et cet usage du *Biglietto regio* par lequel la faveur des courtisans obtient fréquemment sinon l'annulation, du moins la modification des contrats qui leur sont onéreux ; comme récemment le fils du marquis du Bourg, autorisé par le Roi à une banqueroute légale. »

(5) Stern. II. p. 68. Cf. Aff. étrang. 285, sept. 1818. Dalberg : « On ne corrige ni les lois anciennes ni la procédure des tribunaux : la corruption est à l'ordre du jour. »

(6) *Id.*, *id.* De Gabriac 1^{er} avril : « A cette heure, le budget de 1816 n'est point encore fixé... V. E. jugera, par cet exemple, de l'état de l'administration financière et de l'absence d'unité dans le ministère. »

(7) Stern II. p. 68.

(8) Tivaroni. Stor. del risorg. IV. p. 21. — Des titres d'Etat furent acquis, par une spéculation habile, au profit d'un collaborateur du ministre des finances, Brignoles, au profit même, dit-on, de la Reine, — Cf. Sclopis, III. p. 203-204.

(9) Aff. étr., Dalberg, 7 octobre 1817 : « Ici comme ailleurs, un état militaire fort disproportionné donne des embarras aux finances. Mais cet état militaire, fruit du système politique que le gouvernement suit lui-même, est le résultat d'anciennes erreurs... »

naient de plus en plus lourds, et le mécontentement grossissait tous les jours davantage contre ce souverain, ce Père, en qui le peuple avait tant espéré (1).

On cherchait bien à rendre impossible toute expression de ce mécontentement. Toutes les libertés étaient supprimées, et, dans cette voie, le gouvernement n'hésitait pas à aller jusqu'à l'extrême ridicule : c'est ainsi qu'en Savoie, un comité d'assistance s'étant formé, sous la direction de personnalités ecclésiastiques, pour diminuer la misère publique, Borgarelli le supprima, parce que, disait-il, ce comité pouvait rappeler les clubs jacobins (2). Peut-être, au fond, le Gouvernement voyait-il dans la constitution de ce comité comme un blâme indirect de son système économique, qui n'aboutissait qu'à une misère presque générale. En vain de Maistre avait montré à son Gouvernement les avantages de la liberté commerciale. Borgarelli aggravait, au contraire, les prohibitions (3), et la famine devenait comme un mal endémique du Piémont (4), provoquant dans le peuple une sorte d'agitation révolutionnaire contre les conseillers du Roi : le comte de Roburent, grand écuyer, faillit être un jour la victime de ce mécontentement (5).

A tous les sages avis le gouvernement de Victor-Emmanuel semblait opposer une résistance invincible. Les ambassadeurs étrangers, dès les premiers jours de la Restauration, avaient en vain, comme de Maistre, multiplié les conseils de modération : « Tout deviendrait facile, écrivait, le 28 février 1815, le marquis d'Osmond, par quelques modifications au gouvernement

(1) Santa Rosa (*Hist. de la Révolut. piémont.*), parle de l'enthousiasme avec lequel Victor-Emmanuel fut accueilli à Turin en 1814 : « Tous étaient unis par les mêmes pensées et les mêmes espérances souriaient à tous : plus de divisions, plus de tristes souvenirs. Le Piémont devait être une seule famille, et Victor-Emmanuel le père adoré. » (Cité par Canth, XI, 318.)

(2) Aff. étr. 285, 30 août 1818. (Cité par Stern, II, p. 68.)

(3) Stern, *id.*, p. 68.

(4) Aff. étr., 284, Gabriac, 19 juin 1816 : « Le prix du blé continue à s'élever... Les spéculations particulières déjouent les prévoyances du gouvernement... On accuse des monopoleurs d'empêcher la venue des blés que les gouvernants ont fait arriver à Gênes... Le mécontentement du peuple à ce sujet est extrême.. »

(5) *Id., id.*, 16 juillet. « Le prince Koslowsky raisonne sur des cris qu'un rassemblement de peuple a fait éclater, il y a quelques jours, en demandant au Roi, qui passait à cheval, que le prix du pain fût baissé. Le comte de Roburent, grand écuyer, favori du Roi, voulut haranguer le peuple ; mais fort mal accueilli, il dut entendre dire que c'était à lui, qui trompait le Roi, qu'on devait attribuer la cherté des vivres, et qu'on devrait le pendre. Le lendemain, on a fait vendre du pain à meilleur marché... »

absolu (1). » Et, en 1817, l'ambassadeur Dalberg, résumant les vices de l'administration sarde, ne cachait pas la gravité, constatée par tous les étrangers, de la situation politique en Piémont : « Lorsque M. le prince Koslowski parle de fausses mesures d'administration qu'on prend en Piémont, il a raison. Si on continue à contrarier, comme on le fait, les besoins de la multitude par une fiscalité mal entendue, par un état militaire hors de proportion avec les forces du pays, par un défaut de crédit public, si on écarte toujours et les talents et les lumières, d'ici à dix ans on ne peut calculer où le ministère piémontais aura conduit le bien-être des pays confiés à ses soins (2). »

Plus que tout autre, de Maistre devait déplorer tant de maladresses, tant d'inintelligence. Ministre d'Etat confiné dans les affaires judiciaires, il ne pouvait ni parler, ni agir. Sa fidélité, sa loyauté étaient trop absolues pour qu'il eût un instant la pensée d'entrer dans une coterie, dans un parti quelconque. Il semble toutefois qu'à la Cour, il avait de grandes sympathies dans le groupe des jeunes gens qui se pressaient autour du prince de Carignan, et qui préconisaient quelques réformes (3). Charles Albert, tenu en suspicion par le Roi (4), détesté par la Reine, comme héritier présomptif de la couronne après le duc de Gênois (5), Charles Albert était devenu l'espoir suprême, non seulement du parti libéral, mais même des royalistes sages qui déploraient les maladresses de la Restauration. Il n'avait pas encore donné des preuves d'habileté politique, l'occasion ne s'étant pas jusque-là présentée pour lui de déployer des qualités d'homme d'Etat. Et, d'ailleurs, d'aucuns l'accusaient d'insouciance, de paresse (6),

(1) Aff. étrang. 282, 28 févr. 1815.

(2) *Id.* 285, 10 mai 1817.

(3) Cf. Costa di Beauregard. *La jeunesse de Charles Albert*, p. 80 : Le comte de Maistre — écrivait Sylvain da Costa, qui était un ami, un confident de Charles Albert, — le comte de Maistre, que je viens de voir, me semble de méchante humeur, et non moins soucieux du sort de l'Etat que de son propre sort... Il est honteux de tenir à l'écart le seul homme qui ait utilement servi le Roi. L'opinion générale est qu'on le trouve trop entier. La mienne est qu'on le trouve trop clavoyant. »

(4) Aff. étrang. 285, 4 juin 1817 : « Le Roi a répété qu'il ne pouvait oublier que M. de Carignan, à la tête de son régiment, avait fait le coup de sabre contre les Prussiens et combattu contre les intérêts de sa famille. »

(5) Aff. étrang. 285, de May, 30 août 1817 : « Elle regrette de ne pas avoir de fils et de voir passer sa succession dans la maison de Carignan. »

(6) *Id.* 284, 22 août 1816. Lettre de Gabriac : Il semble que les gens qui entendent le mieux les intérêts de ce pays espèrent surtout dans M. le prince de Carignan. Ce n'est pas qu'il ne soit fort paresseux... mais il annonce un esprit calme et juste ; et un caractère capable de détermination, fortif et persévérant.

d'autres allaient jusqu'à lui dénier les qualités du cœur et de l'esprit (1). Un avenir prochain allait montrer qu'il manquait surtout d'audace, et même, comme la plupart des princes de la Maison de Savoie, de scrupule : il n'hésita pas à trahir ceux-là mêmes de son entourage qui le pressaient de prendre la tête de la Révolution (2). Malgré tout, sous la Restauration, il avait par ses seules manières conquis bien des sympathies (3) : on pensait que son avènement serait aussitôt suivi de la promulgation d'une constitution (4), et beaucoup avaient confiance dans son intelligence politique (5).

Sous le règne même de Victor-Emmanuel I^{er}, les amis de Charles-Albert n'exercèrent guère d'influence sur la marche des événements. Est-ce parmi eux que fut mis en avant le nom du comte de Maistre pour succéder au comte de Vallaise, qui donna sa démission en octobre 1817 (6)? On peut, toutefois, considérer comme une victoire pour le parti de Charles-Albert l'avènement au ministère du comte de Balbo.

Il était temps, pour la monarchie de Victor-Emmanuel, de changer d'allure. Sa situation devenait inquiétante, l'avenir était

On sait, d'ailleurs, que s'il n'a point encore à son âge d'opinions arrêtées sur la politique et le gouvernement, il a, du moins, une très forte tendance à faire autrement que celui qu'il voit établi. »

(1) *Id.* 285, 25 mai 1817 Dalberg : « On ne peut en attendre aucun bien, son éducation première est gâtée. Les principes de son cœur sont corrompus. Il a du mépris pour les hommes et ne s'occupe de rien... Il n'est rien moins que populaire. »

(2) Stern, II, p. 165 et suiv.

(3) Aff. étrang. 282, d'Osmond, 7 fév. 1815 : « Hier, le prince de Carignan a dîné chez nous... le jeune prince est assez bien de figure, ses manières sont simples et obligeantes... »

(4) Aff. étrang. 284, Gabriac, 22 août 1816 : «... On ne doute pas qu'on obtienne sous lui une Constitution, qui, mettant les institutions intérieures du Piémont en harmonie avec celles de la France, lèvera le principal obstacle à l'union parfaite des intérêts politiques des deux pays, et sera peut-être pour celui-ci le gage de l'acquisition du Milanais... »

(5) *Id.* 287. La Tour-du-Pin 16 décem. 1820 : « Ce qui mérite également d'être considéré, c'est l'attitude toujours plus silencieuse, toujours plus réservée du prince de Carignan, en même temps que sa petite Cour se grossit, et s'explique plus ouvertement et plus avantageusement sur son compte. » — *Id.*, *id.* 18 janv. 1821 : « Parmi les conséquences funestes que j'ai cru pouvoir résulter des derniers événements arrivés à Turin, je range au premier degré la situation si difficile où se trouve placé le prince de Carignan. Vous avez vu que j'étais fort loin de croire à ce prince la nullité dont il est taxé dans les dépêches de mon prédécesseur. Cf. Stern, II, p. 73.

(6) Aff. étrang. 285. Dalberg, 13 oct. 1817 : « On désigne, pour le remplacer, M. de Saint-Marsan, M. d'Aglié, ministre à Londres, M. de Maistre, qui était ministre à Saint-Petersbourg, mais rien n'est fait.

des plus sombres. C'était la ruine de tous les rêves d'ambition que J. de Maistre avait caressés pour la Maison de Savoie. Comment, avec une telle administration, qui enlevait même tout crédit extérieur au Piémont (1), pouvoir amener les Italiens du Nord à demander leur union au royaume de Sardaigne ?

En 1817, le comte de Brusasque, reprenant l'idée souvent exprimée par J. de Maistre, demandait au tsar Alexandre de favoriser la création d'un royaume de la Haute-Italie (2). Quel succès pouvait avoir une telle démarche ? Quels avantages faisait-on entrevoir aux Lombards dans la délivrance du joug autrichien, dans l'annexion au Piémont ? Déçus dans leurs espérances, les habitants du Milanais en étaient venus, au contraire, à redouter davantage le gouvernement sarde, à préférer subir encore la domination de l'Autriche (3).

Loin de se permettre « les longs espoirs et les vastes pensées, » la Maison de Savoie avait, en ce moment, à se préoccuper de son existence même. Si elle était parvenue à tranquilliser une partie de ses sujets, en réglant l'affaire des biens nationaux à Nice et en Savoie (4), elle n'en avait pas moins provoqué un très vif mécontentement par la résurrection de l'ancien régime. Un instant, elle parut se douter du danger et s'apprêter à suivre un habile ministre, qui, avec moins de profondeur que de Maistre, avait, toutefois, compris qu'on ne pouvait plus faire revivre les anciennes maximes de gouvernement. Cet homme d'Etat était

(1) Sclopis, III, p. 200 : « Cet arbitraire dans l'administration de la justice produisait une impression d'autant plus fâcheuse en Piémont que les effets s'en faisaient sentir à l'étranger. Plusieurs années après, c'est-à-dire en 1820, lorsque la plupart de ces abus avaient cessé, le gouvernement piémontais ne réussit pas à contracter un emprunt à Londres, parce que les principaux capitalistes anglais déclaraient ouvertement qu'il n'y avait aucune sécurité dans un pays où l'autorité souveraine pouvait annuler les contrats, et autoriser les débiteurs à ne pas payer leurs dettes. (Dépêche du comte d'Agliè à Saint-Marsan, datée de Paris, le 19 sept. 1820).

(2) Bianchi, Storia della diplomazia europea in Italia. I. Docum. p. 454-455. Cf. *Id.* Instructions au comte de Brusasque, 19 mars 1817, p. 440.

(3) Aff. étrang., 286. Lettre du duc de Dalberg, 2 sept. 1819. Cf. le chapitre sur *Danger autrichien*.

(4) J. de Maistre, on le sait, fut atteint par cette mesure, il se résigna sans trop de peine. Lett. et op., I, 23 mai 1819 (à M. de Blacas), Victor-Emmanuel avait d'abord menacé la sécurité des possesseurs de biens nationaux. Aff., étrang., 284. Lettre de Gabriac, 23 juill. 1816. Il est question du voyage du Roi en Savoie : « Les acquéreurs des biens nationaux sont les seuls qui semblent ne pas partager la joie commune. S. M. m'a dit à leur sujet que c'était surtout la crainte de la Russie qui l'avait empêchée de prendre des mesures directes contre eux, mais qu'il espérait, par l'exclusion aux places, et le témoignage d'une sorte de défaveur de la part du gouvernement, d'en ramener plusieurs à des accommodements. »

Prosper Balbo, ancien ambassadeur à Paris en 1796 et membre du Conseil suprême en 1799 : demeuré en Piémont, sous l'Empire, il avait exercé les fonctions de recteur de l'Université de Turin (1). Lors de la Restauration, il s'était fait apprécier par une mission en Espagne ; et, malgré sa fréquentation dans l'entourage du prince de Carignan (2), continua, sinon à jouer un grand rôle, du moins à être écouté à la Cour. Il fut nommé ministre d'Etat en 1818, à la même époque que J. de Maistre (3). Enfin, en septembre 1819, il était appelé à remplacer, au secrétariat d'Etat de l'intérieur, le comte Borgarelli.

C'était un honnête homme, et en même temps un jurisconsulte, un savant. Populaire par les services qu'il avait rendus, par son intégrité et aussi par l'aménité de son caractère, il apportait une véritable force morale au gouvernement de Victor-Emmanuel (4) : « C'était, dit Stern, un homme aux larges vues, de l'école de Turgot et de Malesherbes (5). » Tout au plus, pouvait-on lui reprocher de n'avoir pas l'esprit de décision, ni une certaine hardiesse indispensables à un chef d'Etat (6). Il n'avait pas, sans doute, comme l'exigeait J. de Maistre (7), le sentiment profond qu'il fallait rompre complètement avec le vieux système de gouvernement (8). Il n'en devait pas moins rendre à l'Etat les plus éminents services par d'habiles et prudentes mesures administratives (9). Il tenta quelques réformes dans l'adminis-

(1) Il est le père de César Balbo. — Sur son rôle politique, voir Sclopis, III, p. 201 et p. 211-213.

(2) Aff. étrang., 282, d'Osmond, 7 fév. 1815 : « Hier, le prince de Carignan a diné chez moi avec son gouverneur Grimaldi, les comtes de Balbo, de la Tour et quelques autres. »

(3) Aff. étrang., 286. Dalberg, 14 décemb. 1818 : « On a conféré le titre de ministre d'Etat à M. de Balbo, qui est depuis peu de jours de retour ici ; à M. de Maistre, qui remplace M. Gatinara comme garde des sceaux.

(4) Aff. étrang., 286. *Id.*, 13 sept. 1819 : « Le roi vient de faire le meilleur choix qu'il pouvait faire pour remplir la place de ministre de l'intérieur... Magistrat éclairé, savant distingué... il a des formes très agréables, de l'aménité dans le caractère et une probité à toute épreuve... Aucun agent public, dans ce pays, n'a plus de lumière, d'amour pour le bien. »

(5) Stern., II, p. 70.

(6) Aff. étrang., 286. 13 sept. 1819 : « Ses amis désireraient en lui un peu plus de force et de courage dans les affaires où les relations délicates de la cour se trouvent mêlées... »

(7) Voir plus haut le chapitre sur *Les idées politiques de J. de Maistre*.

(8) Aff. étr., 286. Dalberg, 6 nov. 1819 : « Quoiqu'il ne puisse ni ne veuille changer le système général de l'administration, tel qu'il a été rétabli au retour du Roi. »

(9) *Id.* « M. le comte de Balbo répare successivement le mal que son prédécesseur a causé à la chose publique. Il corrige les fautes les plus graves qui ont été commises. »

tration, dans les finances, surtout dans la justice et la législation (1) : il essaya de faire prévaloir le principe d'inamovibilité. J. de Maistre l'a certainement encouragé et défendu : dans un Congrès des ministres d'Etat, réuni par Balbo pour délibérer sur ses projets de réforme judiciaire, de Maistre, tout en se croyant obligé de se ranger à l'avis de la majorité hostile à la réforme, proclama l'inamovibilité des juges « un principe propre du droit public, monarchique, européen (2). »

En même temps que de Maistre, l'ambassadeur de Sardaigne à Pétersbourg poussait à des mesures sages : il montrait que l'appui de la Russie était subordonné à l'exécution de quelques réformes en Piémont (3).

Il eût fallu continuer à marcher dans cette voie et arriver même à donner une constitution. C'était le conseil que ne cessaient de donner les ambassadeurs français, aussi bien le libéral Dalberg (4), que La Tour du Pin, envoyé à Turin après la mort du duc de Berry (5). L'opinion publique avait accueilli avec joie l'avènement du ministère de Prosper Balbo ; mais la jeunesse du Piémont avait pour mot d'ordre *constitution* et *indépendance d'Italie*, et Balbo paraissait devoir s'arrêter à mi-chemin, fermer les oreilles aux réclamations constitutionnelles comme aux plaintes patriotiques contre l'Autriche (6). Le mécontentement grandissait : dans les Universités, dans celle de Turin notamment,

(1) Stern, II, p. 70 « En même temps, Brignoles travaillait à élever le crédit de l'Italie et à éteindre la dette publique. »

(2) Sclopis, III, p. 217, cite les paroles prononcées par de Maistre : « En adhérant à l'opinion de la majorité, je ne cacherai pas que l'inamovibilité des juges, effet de la prudence des princes qui s'abstiennent de juger les affaires privées, est, à mon avis, un principe propre du droit public monarchique, européen. Ne croyez pas, non plus, que la plénitude de l'autorité royale soit affaiblie par les bornes que posent quelquefois les princes à leur propre autorité, et aux effets de leur autorité souveraine... »

(3) Arch. di St. Lettere di ministri, Russia. Août 1820 (cité par Bianchi. Stor. della diplomazia europea in Italia.

(4) Aff. étrang. 285, 2 juin 1816 : « Je crois que l'influence réunie de la Russie et de la France pourrait sous ce rapport faire un très grand bien à l'Italie et à la monarchie sarde, en indiquant à ce gouvernement qu'un régime aussi arbitraire et aussi absolu ne peut à la longue réussir. » Ces allures libérales de Dalberg inquiétaient fort le gouvernement sarde : dans le salon de l'ambassadeur français fréquentaient les Piémontais connus pour leurs idées constitutionnelles. Cf. Stern, II, p. 70.

(5) Aff. étrang., 287. 30 décembre 1820. La Tour du Pin explique qu'il vaudrait mieux donner immédiatement une constitution ; mais que, du moins, on s'applique à faire les réformes annoncées.

(6) Stern, II, p. 163.

soufflait comme un vent de sédition : à la suite d'arrestations d'étudiants au Théâtre-Royal, des troubles se produisirent, des pierres furent lancées, des coups de fusils tirés sur les troupes : l'Université de Turin fut fermée, et l'on parla de la transporter ailleurs (1). Ce n'était pas encore la révolution ; mais de Maistre pouvait, par ces symptômes, pressentir les dangers prochains : la terre tremblait (2).

Et déjà, en effet, avaient éclaté, coup sur coup, les deux grandes insurrections d'Espagne et de Naples.

La révolution de Naples, qui avait suivi l'insurrection du général Pepe, avait tout d'abord gardé un caractère constitutionnel ; elle n'avait pas eu l'allure d'une révolution nationale italienne : le nouveau gouvernement de Naples s'était refusé même à soutenir les mouvements qui s'étaient produits dans les Etats pontificaux (3). Mais l'Autriche craignait de voir l'exemple des Napolitains suivi dans les autres parties de l'Italie : elle aurait agi immédiatement, si elle avait eu une armée prête, et si elle n'avait redouté la Russie, dont elle soupçonnait les intrigues dans la péninsule. Ce ne fut qu'après de longues négociations que la Russie se rallia à l'idée de réunir un Congrès à Troppau, et qu'elle accepta le principe d'intervention armée des Autrichiens dans le royaume des Deux-Siciles (4). On sait la suite : le 24 mars 1821, les Autrichiens entraient à Naples.

L'attitude du gouvernement piémontais devant la révolution napolitaine avait été un sujet de douleur pour les patriotes italiens. Effrayée par les vicissitudes des Bourbons de Naples, la Cour de Victor-Emmanuel I^{er}, craignant pour elle-même, était prête à se jeter dans les bras de l'Autriche : tandis que les Piémontais ardents songeaient à marcher au secours des Napolitains et adjuraient Victor-Emmanuel de « s'insurger contre le machiavélisme autrichien (5), » le gouvernement sarde, comme d'ailleurs ceux de Toscane et de Modène, et contrairement à la réserve du pape, montrait beaucoup de bonne volonté à faciliter l'intervention autrichienne (6), allait même jusqu'à négocier une entente complète

(1) Aff. étrang., 287. Lett. de La Tour du Pin, 13 janv. 1821. 18 janv. 1821 : « L'Université, fermée depuis ce malheureux jour, va être transportée ailleurs. »

(2) Lett. et op., I, *Notice biographique*.

(3) Stern. II, p. 122.

(4) *Id.* p. 123-162.

(5) *Id.* p. 163.

(6) *Id.* p. 153.

avec le cabinet de Vienne (1). Il s'aveuglait au point de croire que l'armée même était étrangère, suivant les termes de l'ambassadeur autrichien Binder, « au fanatisme de la prétendue cause italienne » (2). C'était la répudiation complète de cette politique nationale, que de Maistre avait montrée comme le plus puissant instrument de la grandeur de la monarchie savoyarde.

L'aveuglement de la cour n'était pas moins grand en ce qui concernait les affaires intérieures. Elle ne tenait aucun compte des adresses, répandues dans le public, et dans lesquelles on suppliait le roi d'établir une forme de gouvernement plus populaire, et même de proclamer la constitution espagnole de 1812, que déjà un tiers de l'Italie avait acceptée : c'était là, ajoutait-on, le moyen de réunir toutes les forces italiennes contre l'oppresseur commun (3). La cour croyait écarter tout danger en éventant un complot libéral dont le chef était le prince de La Cisterna, qui fréquentait beaucoup dans le salon de Dalberg (4). Elle jugeait, d'autre part, l'armée peu portée pour le prince de Carignan ; et, quand les troubles universitaires de Turin eurent cessé, elle eut l'illusion d'en avoir fini avec l'agitation révolutionnaire (5). Elle put, par suite, s'imaginer qu'elle pouvait

(1) Aff. étrang., 287. La Tour du Pin, 20 sept. 1820. Après avoir parlé d'une convention possible entre le Piémont et l'Autriche, et que semblerait indiquer la nouvelle de l'arrivée prochaine à Turin de Bubna, il ajoute : « S'il y a eu quelques arrangements depuis, le roi aura été très gêné en les prenant, à cause de la haine active et profonde qui anime ici la nation contre les Autrichiens : et c'est pour cela que je persiste à croire que ces arrangements ne sont pas d'une nature à entraîner une intervention active et armée de la part du roi de Sardaigne ; mais il y a entre l'Empereur et lui *une telle conformité d'horreur et d'effroi pour tout ce qui se passe*, que S. M., poussée par ce sentiment-là, l'aura écouté avant tout autre, et aura été aussi loin qu'elle l'aura cru possible ; mais qui répondrait qu'elle n'aura pas été plus loin qu'elle ne l'aurait dû ? »

(2) Stern, II, p. 163.

(3) *Id.*, *id.*

(4) *Id.* p. 164. Cf. Aff. étrang., 287. Rapport de La Tour du Pin.

(5) *Id.*, *Id.* Il est assez curieux que l'ambassadeur français, La Tour du Pin, pessimiste pendant plusieurs mois, ait partagé les illusions de la cour de Turin à la veille même de la Révolution. Le 25 janv. 1821, il écrit que l'émeute universitaire aura des conséquences désastreuses : « La division la plus prononcée, dit-il, est dans la société ; l'exaspération est au comble dans la bourgeoisie : elle se prononce tout haut dans les cafés et autres lieux publics ; les militaires sont *partagés*. » Le 28 janv. il écrit encore : « Parmi les *conséquences funestes que j'ai cru pouvoir résulter des derniers événements de Turin... etc.* » Et il déplore l'absence du marquis de San Marsan, « un homme d'un caractère sage et modéré, qui était précieux dans de telles circonstances. » Le 24 janvier l'agitation n'a plus eu, pour lui, de caractère politique : ce n'est qu'une « incartade d'écolier. » Dans les premiers jours de mars, il affirme à son gouvernement que tout est calme, et qu'il n'y a rien à redouter.

reprendre ses visées réactionnaires. Et l'on vit, en effet, les ultra-royalistes combattre à outrance Prosper Balbo : le comte Borgarelli, l'ancien ministre, alors président du Sénat de Turin, recommandait au roi, dans un discours solennel, « de ne pas toucher à l'antique édifice des lois de la patrie (1). » Et il obtenait l'ajournement de la réorganisation judiciaire élaborée par Prosper Balbo (2). C'était le triomphe assuré de la réaction aveugle. Balbo, découragé, offrait sa démission (3).

La Maison de Savoie allait encore manquer l'occasion de prendre cette attitude nationale, — et contre l'Autriche, et contre les abus mêmes — que, depuis longtemps, lui prêchait J. de Maistre. Bien plus, en s'endormant sur un calme trompeur, en n'essayant de prévenir la Révolution, elle courait au devant de l'ambition de l'Autriche qui guettait un prétexte à intervention et le prévoyait dans une insurrection prochaine (4), et qui devait, en effet, après Novare, occuper longtemps le Piémont, et se croire même sur le point de l'absorber (5). Les révolutions d'Espagne (6) et de Naples éclataient, et la cour de Victor-Emmanuel semblait ne pas s'apercevoir que la terre tremblait sous elle (7).

(1) Sclopis, p. 220.

(2) Aff. étrang., 287. La Tour du Pin, 16 décemb. 1820 : « Après avoir formé une commission de magistrats chargés de revoir les différents codes judiciaires, et la composition et la formation des corps de magistratures... il paraît que l'intrigue est parvenue tout au moins à faire suspendre cette publication... De grands intérêts particuliers se trouvent froissés par cette nouvelle organisation, (par exemple le président du Sénat, des sénateurs même, qui tirent de leur place 15, 20 et peut-être jusqu'à 25,000 livres,... »

(3) *Id.*, *Id.* Il parle du projet de démission du comte Balbo : « Sa retraite, dans les circonstances actuelles, ferait le plus mauvais effet. » — *Id.* 18 janv. 1821 : « Dans ce moment, on vient me dire que le comte de Balbo, ministre de l'intérieur, l'homme modéré, capable et populaire du ministère, a donné sa démission. »

(4) Metternich, *Mém.*, III, 15 mars 1821. « Le 12, je fus réveillé de très bonne heure par la nouvelle des soulèvements militaires d'Alexandrie et de Turin. Je dis à celui qui m'annonçait ces événements : « C'est très bien, je m'y attendais. »

(5) Debivour, *Hist. dipl.*, I, p. 158 et 188. Les troupes autrichiennes restèrent jusqu'en octobre 1823.

(6) Lettres et op., I, 25 mars 1820 (à de Bonald) : « O Espagne, Espagne ! que vas-tu donc nous faire voir ?... » — Cf. Lettre de Bonald à de Maistre, publiée dans les lettres et op., 3 janv. 1821 : « Aujourd'hui le bruit court que le roi d'Espagne est déposé. Le roi de Naples laisse de précieux ôtages entre les mains des révolutionnaires : sa famille et ses serments... »

(7) Lettres et op., I. Notice biographique sur J. de Maistre. Au sujet de certains projets législatifs, de Maistre s'écria, sans doute dans la commission supérieure de législation, constituée par Balbo : « Messieurs, la terre tremble, et vous voulez bâtir ! » C'était, en effet, de mesures administratives, rapides, immédiates, qu'avait besoin le Piémont.

Devant une telle inintelligence (1), une telle inaptitude à comprendre le monde moderne, J. de Maistre désespérait des monarchies européennes. Encore une fois, suivant le mot tant de fois répété, les abus allaient produire de nouvelles révolutions : « Je meurs avec l'Europe (2) », disait-il, et c'était bien, en effet, la vieille Europe monarchique qui s'en allait dans la tombe ; cette Europe qui n'avait pas su comprendre, malgré ses avertissements éloquents, qu'on ne pouvait supprimer d'un trait de plume la Révolution et ses conséquences, et qu'une monarchie, pour vivre, était obligée de transiger avec l'esprit moderne, fait d'aspirations nationales vers l'indépendance et la liberté. Pour n'avoir pas su s'imprégner de ces idées nouvelles, pour s'être refusée à suivre hardiment J. de Maistre (3) ou, même timidement, Prosper Balbo, dans la conception des principes modernes de politique extérieure et intérieure, la Maison de Savoie restait menacée du plus grand danger qu'elle eût eu jamais à redouter : la Révolution (4) — victorieuse — ruinait la dignité du trône, mettait peut-être en question l'existence de la Maison de Savoie ; — vaincue, elle était suivie de l'occupation, c'est-à-dire de la domination autrichienne (5), plus terrible, aux yeux de J. de Maistre, que la Révolution elle-même.

J. de Maistre au pouvoir, fût-il parvenu à éviter la tourmente révolutionnaire ? Il semble certain, du moins, que sa présence

(1) Cf. Costa de Beauregard. *La jeunesse du roi Charles-Albert* : « Le plus grand des crimes pour un gouvernement, est d'être maladroit, et les maladresses de la Restauration se multipliaient. Le Roi se montrait de moins en moins soucieux de politique, le duc de Genève de plus en plus agressif, vis-à-vis de gens et de choses qu'il n'admettait pas... »

(2) Lettre et op., I, 9 août 1819, au comte de Marcellus.

(3) « Le comte de Maistre, écrivait Sylvain da Costa, le comte de Maistre, que je viens de voir, me semble de méchante humeur et non moins soucieux du sort de l'Etat que de son propre sort. Sa femme est aigre-douce, et, ma foi, je trouve qu'ils ont raison. Il est honteux de tenir à l'écart le seul homme qui ait utilement servi le roi. L'opinion générale est qu'on le trouve trop entier. La mienne est qu'on le trouve trop clairvoyant. » (Cité par Costa de Beauregard, *la Jeunesse du roi Charles-Albert*, p. 80.)

(4) J. de Maistre meurt, à Turin, le 26 fév. 1821, et la Révolution éclate le 19 mars à Alexandrie. Voir la notice biographique que son fils lui a consacrée dans les *Lettres et opuscules*.

(5) Stern. II, p. 179-180 mentionne le sentiment de triomphe qu'éprouva Metternich, après l'écrasement de la Révolution Piémontaise. Après cette victoire éclatante qui assura la prépondérance autrichienne en Italie, Metternich est nommé chancelier d'Etat. V. Metternich, *Mémoires* III. Lettres du 28 mars, 3 avril, 28 mai, etc. Le 22 avril, il écrit : « Le Piémont ne peut pas se soutenir trois mois sans une force étrangère. »

à la tête du gouvernement sarde eût marqué comme un « tournant » dans l'histoire de la Maison de Savoie : peut-être l'Etat piémontais eût-il été dès lors vigoureusement dirigé vers les hautes destinées qu'une politique vraiment nationale lui réservait en Italie (1), et qu'une héroïque fidélité, aussi bien qu'une haute intelligence, faisaient désirer et pressentir à l'homme qui l'avait servie avec tant d'abnégation.

(1) Garibaldi, I. *Mille* Prefazione : « Che la Monarchia per interesse proprio abbia secondato le aspirazioni nazionali nell' unificazione patria, credo assurdo il negarlo. »

Vu et lu en Sorbonne, le 21 avril 1893,

*Par le Doyen de la Faculté des lettres de l'Université
de Paris.*

A. HIMLY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION et BIBLIOGRAPHIE.....	1
------------------------------------	---

LIVRE I

JOSEPH DE MAISTRE ET LA POLITIQUE PIÉMONTAISE PENDANT LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Le caractère de J. de Maistre.

Sa fidélité absolue à la maison de Savoie	8
Ses origines et ses fonctions, son tempérament, ses idées. Influence du mouvement intellectuel du XVIII ^e siècle.....	13

CHAPITRE II

J. de Maistre et la Révolution française.

Son indignation contre les ennemis de la royauté.....	26
Ses convictions religieuses. Hostilité de la Révolution à l'égard du catholicisme.....	27

à la tête du gouvernement sarde eût marqué comme un « tournant » dans l'histoire de la Maison de Savoie : peut-être l'Etat piémontais eût-il été dès lors vigoureusement dirigé vers les hautes destinées qu'une politique vraiment nationale lui réservait en Italie(1), et qu'une héroïque fidélité, aussi bien qu'une haute intelligence, faisaient désirer et pressentir à l'homme qui l'avait servie avec tant d'abnégation.

(1) Garibaldi, I. *Mille* Prefazione : « Che la Monarchia per interesse proprio abbia secondato le aspirazioni nazionali nell' unificazione patria, credo assurdo il negarlo. »

Vu et lu en Sorbonne, le 21 avril 1893,

*Par le Doyen de la Faculté des lettres de l'Université
de Paris.*

A. HIMLY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION et BIBLIOGRAPHIE.....	1
------------------------------------	---

LIVRE I

JOSEPH DE MAISTRE ET LA POLITIQUE PIÉMONTAISE PENDANT LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Le caractère de J. de Maistre.

Sa fidélité absolue à la maison de Savoie.....	8
Ses origines et ses fonctions, son tempérament, ses idées. Influence du mouvement intellectuel du XVIII ^e siècle.....	13

CHAPITRE II

J. de Maistre et la Révolution française.

Son indignation contre les ennemis de la royauté.....	26
Ses convictions religieuses. Hostilité de la Révolution à l'égard du catholicisme.....	27

CHAPITRE III

La politique de la Maison de Savoie pendant la Révolution.

La politique intérieure et extérieure avant 1789.....	29
Victor Amédée III cherche à former une ligue italienne contre la France.....	30
Entente avec l'Autriche et l'Angleterre.....	31
Défaites.....	32
Alliance de Charles-Emmanuel avec la France.....	33
Réunion du Piémont à la République française.....	33
Etat de l'île de Sardaigne.....	34
Négociations de Charles-Emmanuel III avec Bonaparte.....	35
Son abdication.....	38
Rôle de J. de Maistre pendant la Révolution.....	39
Son jugement sur la politique antifranaise de la Maison de Savoie.....	41

LIVRE II

LA MISSION DIPLOMATIQUE DE J. DE MAISTRE

CHAPITRE PREMIER

J. de Maistre et la Cour de Victor-Emmanuel Ier.

Portrait de Victor-Emmanuel Ier.....	47
Inimitié de Bonaparte à son égard.....	48
L'entourage du Roi à Rome et à Naples.....	51
Sa retraite à Cagliari.....	55
Misère et dissensions de la cour.....	56
Hostilité des ministres à l'égard de J. de Maistre.....	58
Leurs prétentions, leurs maladresses.....	64
Pauvreté de l'ambassadeur.....	67
Les humiliations qu'il reçoit de sa cour.....	69

CHAPITRE II

J. de Maistre et la Société de Pétersbourg.

Les idées françaises à Pétersbourg.....	72
Le libéralisme à la cour d'Alexandre.....	73

Le corps diplomatique	75
Les relations de J. de Maistre à Pétersbourg : le comte Strogonon.	82
L'amiral Tchitchagoff.....	83
La princesse Narichskine.....	84
Les ministres de l'empire russe : le prince Ad. Czartoryski.....	86
Le général de Budberg.....	88
Romantsoff, Nesselrode et Capo d'Istria.....	89
Bienveillance particulière du tsar Alexandre pour J. de Maistre...	91
Le tsar veut l'attacher à son service	93
Fonctions particulières de Maistre auprès de l'Empereur.....	94
L'affaire de l'expulsion des jésuites diminue la bienveillance du tsar.....	96
Rappel de J. de Maistre : témoignages de sympathie que provoque son départ.....	97

CHAPITRE III

La Crise de la Maison de Savoie.

A. <i>La Maison de Savoie de 1803 à 1807.</i> Illusions sur la restitution du Piémont.....	100
De Maistre s'efforce de les dissiper : on ne peut compter sur le concours effectif d'aucune puissance	103
Réserve de la Russie	107
Impossibilité momentanée d'une coalition.....	112
De Maistre conseille en vain de traiter avec Bonaparte pour une indemnité	114
Etat misérable de la cour de Sardaigne : les subsides.....	120
Les évènements de 1805 : la maison de Savoie vaincue avec l'Autriche à Austerlitz.....	125
Les traités de Tilsitt.....	131
B. <i>La Maison de Savoie en 1807 et l'empire français.</i> Actes d'hostilité de Napoléon contre Victor-Emmanuel.....	132
Projet d'expédition.....	133
Violences du Consul de France à Cagliari.....	134
Rappel du consul	135
Projet de J. de Maistre d'obtenir une entrevue de Napoléon.....	140
La cour de Cagliari le blâme.....	145
Situation de plus en plus précaire de la Sardaigne	148
Après Wagram, de Maistre conseille au roi de traiter avec Napoléon.....	149
Subordination humiliante de la Sardaigne à l'égard de l'Angleterre	151

La Maison de Savoie de 1811 à 1815.

La chute de l'Empire français. Prévisions de J. de Maistre sur la fragilité de l'Empire napoléonien	153
La campagne de Russie et les opinions de J. de Maistre.....	157
<i>L'annus mirabilis</i>	158

CHAPITRE IV

La Restauration.

Les demandes de la Maison de Savoie en 1813 et les mémoires politiques de J. de Maistre	160
J. de Maistre tenu à l'écart des négociations.....	161
Le chevalier Gaetano Balbo.....	163
La Sardaigne ne prend pas part aux conférences de Paris	165
Saint-Marsan au Congrès de Vienne	166

LIVRE III

L'AGRANDISSEMENT DE LA MAISON DE SAVOIE

CHAPITRE PREMIER

Les plans de réorganisation de l'Italie septentrionale.

Mémoire de 1804 sur la situation de l'Europe.....	171
Mémoires de 1812 et de 1813	172
Projets d'agrandissement vers la Ligurie, la Lombardie, même la Vénétie et le duché de Parme.....	172

CHAPITRE II

Le danger autrichien.

Opposition de J. de Maistre à la politique d'alliance de la Savoie avec l'Autriche	178
La conduite de l'Autriche pendant la Révolution.....	179
Le traité de Valenciennes.....	180
L'Autriche en 1799	181

De Maistre s'efforce d'empêcher un nouveau traité d'alliance.....	183
Il s'oppose au rétablissement de la puissance autrichienne en Italie.....	187
L'Autriche et les traités de 1814 et de 1815.....	189
Intrigue de l'Autriche dans l'affaire de Ligurie.....	192
L'affaire de Lucedio.....	196
L'affaire du Mont-de-Milan.....	197
L'occupation d'Alexandrie.....	198
Metternich et le projet de ligue italienne.....	200
Intervention de la Russie.....	202

CHAPITRE III

L'entente anglo-piémontaise.

Antipathie de J. de Maistre à l'égard de l'Angleterre.....	205
Occupation de Gênes par lord Bentinck.....	206
Projets des Anglais sur la Sardaigne.....	207
L'Angleterre favorise la formation de la ligue italienne.....	209

CHAPITRE IV

L'appui de la Russie.

Sentiments de sympathie de J. de Maistre à l'égard de la Russie..	211
Toutefois il critique les défauts et les vices des Russes.....	212
Evolution de la nation russe.....	215
Admiration de J. de Maistre pour Alexandre.....	216
L'indifférence russe.....	217

CHAPITRE V

Le concours de la France.

Les projets des ministres français du XVII ^e et du XVIII ^e siècle sur l'Italie.....	221
Confiance persistante de J. de Maistre dans le concours de la France.....	223
Son jugement sur les événements de 1814 et 1815.....	225
Toutefois il proteste contre la cession de la Savoie à la France ..	227
La question de Monaco.....	230
Les espérances dans le relèvement de la France.....	231
La Sardaigne soutenue par Talleyrand au congrès de Vienne....	235

CHAPITRE VI

La résurrection de l'esprit italien.

L'idée italienne avant 1789.....	238
Une lettre de J. de Maistre sur les divisions de l'Italie.....	239
La transformation de l'Italie sous la Révolution et l'Empire.....	240
Le poète Vittorio Alfieri.....	241
Ugo Foscolo.....	242
Manzoni.....	243
L'Italie nouvelle et la Sardaigne.....	245
La politique italienne de la Maison de Savoie d'après J. de Maistre.....	247
L'ouvrage <i>Du Pape</i> et la situation de l'Italie sous la Sainte- Alliance.....	253
Protestations contre l'œuvre du congrès de Vienne.....	254

LIVRE IV

LE GOUVERNEMENT ET LA MAISON DE SAVOIE

CHAPITRE PREMIER

Les idées politiques de Joseph de Maistre.

A. <i>Le théoricien</i> . Opposition catégorique à tous les principes de la Révolution.....	268
Inutilité des constitutions.....	269
Défense et remise en honneur de la religion par la noblesse et la royauté.....	271
Nécessité de la royauté absolue.....	272
La polémique de J. de Maistre.....	273
Sa défense de la religion et de l'autorité fondée sur la raison.....	279
Explication rationnelle du dogme.....	281
La prochaine révélation religieuse.....	284
B. <i>L'homme politique</i> . Lutte ouverte et passionnée contre l'esprit révolutionnaire.....	287
Mais intelligence complète de l'importance de la Révolution.....	291
Ses protestations contre le despotisme.....	295
Sa solution du problème politique nouveau dans l'ouvrage <i>Du Pape</i>	296

Critique de la politique de Pie VII.....	300
La noblesse française.....	301
Conseils aux Bourbons.....	303
Ses protestations contre la Terreur blanche.....	305
La Charte de 1814 et les biens nationaux.....	306

CHAPITRE II

Le gouvernement et l'administration dans les Etats de la Maison de Savoie.

Conseils de J. de Maistre en 1804.....	309
Le gouvernement des majors piémontais.....	311
Danger du régime militaire.....	312
Protestation contre le développement des armées.....	313
La monarchie piémontaise ne peut être despotique.....	319
La Restauration doit être exempte de violence.....	321
Les idées économiques de J. de Maistre.....	324
Condamnation du régime prohibitif.....	325
Vœu d'une expérience de liberté commerciale.....	327

CONCLUSION

Impossibilité, pour J. de Maistre, d'être compris de la cour de Savoie dans ses idées de politique italienne.....	330
Son influence reste médiocre au point de vue politique comme au point de vue théorique.....	331
Son retour à Turin et sa rentrée forcée dans la magistrature.....	335
La cour piémontaise pendant la Restauration.....	337
Edits de réaction.....	339
Administration maladroite.....	342
Jugement des ambassadeurs français sur le gouvernement pié- montais.....	344
Le prince Charles-Albert et le parti réformateur.....	345
Le ministère de Prosper Balbo.....	348
Premiers troubles à l'Université de Turin.....	350
La révolution de Naples.....	350
Aveuglement de la cour : son hostilité à l'égard de Balbo.....	351
La révolution imminente.....	352
Découragement de J. de Maistre. Sa mort.....	353

